Chambre des Députés

LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6
SESSION ORDINAIRE 2006-2007

15e	séance, mardi	19 décembre 2006
16e	séance, mercredi	20 décembre 2006
17e	séance, mercredi	20 décembre 2006
18e	séance, jeudi	21 décembre 2006

Arbeitsbesuch des neuen EP-Präsidenten in Luxemburg

„Die Substanz des Verfassungsvertrages erhalten!“

DANS CE NUMÉRO

Heure de questions au Gouvernement p. 169
Maintien dans l'emploi - projet de loi 5611 p. 188
Adaptation du salaire social minimum p. 209
Ajustement des pensions et rentes accident p. 218

Empfang des neuen EP-Präsidenten durch Kammerpräsident Lucien Weiler

Zwei Tage nach seiner Wahl zum neuen Vorsitzenden des Europäischen Parlaments weilte der 61-jährige deutsche Christdemokrat Hans-Gert Pöttering am 18. Januar in Luxemburg. Nach seinem Antrittsbesuch bei Großherzog Henri und einem Gespräch mit Premierminister Jean-Claude Juncker traf Pöttering mit Abgeordneten des Kammerbüros und des außen- und europapolitischen Ausschusses zusammen. Empfangen wurde Hans-Gert Pöttering im Parlament von Kammerpräsident Lucien Weiler.

Pöttering war am 16. Januar bereits im ersten Wahlgang von seinen Kollegen mit 450 der 689 abgegebenen Stimmen zum neuen EP-Präsidenten bestimmt worden. Einer Absprache der beiden großen Parlamentsfraktionen - Europäische Sozialisten und Europäische Volkspartei - folgend, übernahm er das Amt vom spanischen Sozialisten Josep Borrell Fontelles, der dem EP in den letzten zweieinhalb Jahren vorstand. Sein Arbeitsprogramm wird Pöttering am 13. Februar in Straßburg vorstellen.

Der neue Vorsitzende machte jedoch bereits gleich nach seiner Wahl im Straßburger Plenum deutlich, dass ihm besonders an der Wahrung der europäischen Werte gelegen sei. Zudem wolle er den „Dialog der Kulturen“ mit der arabischen Welt wiederaufleben lassen, und die Zukunft des Verfassungsvertrages vorantreiben.

Hierzu erklärte Pöttering vor den luxemburgischen Abgeordneten, er halte einen neuen Konvent für nicht notwendig. Es sei an den Regierungen klar zu äußern, welche Änderungen am vorliegenden Text sie wünschten. „Ich hoffe, dass sie nur wenig ändern wollen.“, sagte der EP-Präsident, „Die Substanz des Vertrags muss erhalten und verwirklicht werden!“

Seiner Auffassung nach werde, nach Abschluss dieser Sondierungsphase, eine kurze Regierungskonferenz, „bei der das Europaparlament und die Kommission angemessen vertreten sein müssen“, einen definitiven Text beschließen, der dann in den Mitgliedsländern ratifiziert werden müsse. „Mein Wunsch wäre es, dass dieser gesamte Prozess noch vor den Europawahlen im Juni 2009 abgeschlossen werden kann.“ Zu diesem Zeitpunkt wird die Amtszeit des neuen Parlamentspräsidenten zu Ende gehen.

Schwerpunkt der Unterredung mit luxemburgischen Abgeordneten war die Zukunft des Verfassungsvertrages

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Diversité culturelle et situations de crise politique dans l'espace francophone

(de gauche à droite) M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'APF, M. Bruno Bourg-Broc, Président délégué de la section française, député, maire de Châlons-en-Champagne

La réunion annuelle du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), organe regroupant l'ensemble des parlements ayant le français en partage, s'est tenue du 17 au 19 janvier à Châlons-en-Champagne.

Sur invitation de la section française, une trentaine de parlementaires, présidents ou vice-présidents d'assemblée, députés et sénateurs venus des cinq continents ont participé à la réunion. La Chambre des Députés du Luxembourg y était représentée par M. le Vice-Président Jos Scheuer, Trésorier international de l'APF.

Le Bureau de l'Assemblée consultative de la Francophonie a tenu à inviter à l'occasion de sa première réunion en 2007, année de son quarantième anniversaire, M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, qui a salué «l'indépendance de parole et la liberté de ton» de l'Assemblée et a reconnu son rôle de «conseil et de catalyseur des coopérations propres à renforcer durablement les capacités des nouvelles assemblées issues des processus de sortie de crise et de consolidation de la paix».

M. Jean-Louis Debré, Président de l'Assemblée nationale française, a souligné que la défense de la langue française partout dans le monde, objectif principal de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, constitue un rempart contre les risques de l'émergence d'une langue unique, synonyme de pensée unique.

Au cours de sa réunion, l'Assemblée a adopté une déclaration saluant la ratification de la convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, prenant acte qu'elle entrera en vigueur le 18 mars 2007 et appelant les États membres de la Francophonie qui ne l'auraient pas encore fait à ratifier cette convention.

Le budget pour l'année en cours, présenté par le député luxembourgeois, la situation politique instable dans divers pays francophones ainsi que la collaboration interparlementaire furent les trois principaux sujets abordés lors des réunions de travail.

Présidence luxembourgeoise du Parlement Benelux

À l'aube du 50e anniversaire

Depuis début 2007 - et ce jusque fin 2008 -, la Chambre des Députés assume la présidence du Parlement Benelux, de son vrai nom «Conseil interparlementaire consultatif de Benelux». Cette institution supranationale réunit 49 parlementaires désignés par les Parlements des trois États: 21 Belges, 21 Néerlandais et 7 Luxembourgeois. Actuellement la délégation luxembourgeoise ne compte que six membres, à savoir Mmes Sylvie Andrich-Duval et Lydia Mutsch ainsi que MM. Marcel Oberweis, Roger Negri, Emile Calmes et Félix Braz. À ces 49 membres effectifs correspondent autant de suppléants (actuellement six du côté luxembourgeois: MM. Marco Schank, Jean-Paul Schaaf, Marc Angel, Fernand Diederich, Xavier Bettel et Camille Gira).

Le Parlement - une instance consultative - est l'une des composantes de l'Union Benelux. Outre les matières relatives à l'Union, il traite notamment du rapprochement culturel, de la coopération en matière de politique extérieure, de l'unification du droit entre les trois États membres et de toute autre matière d'intérêt commun. La concertation est une autre dimension essentielle du Parlement Benelux qui est amené à se prononcer sur des questions européennes.

Les assemblées plénières - en principe trois sessions de deux jours ou plus si les Gouvernements des trois États ou la majorité des membres du Parlement Benelux en font la demande - se tiennent toujours dans le pays qui assume la présidence. Ces sessions plénières sont préparées au sein des sept commissions parlementaires (Problèmes extérieurs, Questions financières et sociales, Affaires économiques, Agriculture et Pêche, Culture, Enseignement et Santé publique, Justice et Ordre public, Aménagement du Territoire et Infrastructure, Environnement et Énergie). Ces commissions sont chacune composées de douze membres (cinq membres belges, cinq membres néerlandais et deux membres luxembourgeois).

Le Parlement Benelux est une instance consultative. Il informe les trois Gouvernements des opinions régnant dans les assemblées parlementaires dont ses membres sont issus et rend des avis concernant l'évolution de l'Union Benelux en matière de coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses recommandations peuvent s'étendre à d'autres matières. De plus il promeut la coopération intérieure et extérieure. Au niveau intra-Benelux, la coopération s'inscrit dans les domaines économique, social et financier où l'objectif reste l'achèvement du marché intérieur. Elle s'applique à tous les aspects de politique transfrontalière qu'il s'agisse, par exemple, d'aménagement du territoire, de rapprochement culturel, de lutte contre la fraude fiscale, de libre circulation des personnes, de problèmes de transport ou de questions environnementales. Elle favorise le rapprochement des polices et l'unification du droit dans les trois pays et concourt au renforcement du poids des trois pays partenaires dans l'Union européenne. Au niveau international, le Parlement Benelux coopère avec des organisations suprarégionales et supranationales. Enfin, il tisse des liens avec des groupes de pays désireux de s'inspirer du système Benelux pour établir entre eux des relations de coopération. Il entretient notamment des contacts étroits avec les pays baltes.

M. Roger Negri, nouveau Président du Parlement Benelux

Ainsi, son champ d'activité dépasse celui de l'Union économique Benelux. Cela s'explique par sa création antérieure à celle de l'Union. Institué le 5 novembre 1955, il a tenu sa première session en 1957 au Sénat belge à Bruxelles.

Le 19 janvier 2007, le Bureau et le Comité permanent se sont réunis à la Chambre des Députés sous la présidence du député luxembourgeois Roger Negri afin de faire le point et d'entamer la préparation de la session de printemps qui se tiendra les 23 et 24 mars à Luxembourg. Les 16 et 17 février, les membres des Commissions des Questions financières et sociales, des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche et de l'Aménagement du Territoire et de l'Infrastructure, ainsi que du Comité permanent se retrouveront à Clervaux pour un séminaire sur le tourisme rural. Une délégation de l'Assemblée balte a également été invitée à ce rendez-vous.

Le 15 juin 2007, le Parlement Benelux célébrera son 50e anniversaire à Luxembourg en présence des familles royales des trois pays.

Petitioun fir de Chamberspresident

16.530 Ënnerschrëfte fir d'Muppen

16.530 Leit hu bannent engem Mount d'Petitioun vun der A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" ënnerschriwwen. Esou vill Ënnerschrëfte sinn dach aussergewéinlech zu Lëtzebuerg an esou war de Chamberspresident Lucien Weiler och beandrockt vun där Petitioun. D'Agrarkommissioun, déi e puer Deeg duerno zesummekomm ass, huet sech och mat deem Sujet beschäftegt.

„Ech sinn impressionnéiert wéi vill Leit an esou enger kuerzer Zeit mobiliséiert konnte gi fir e Sujet ze verteidegen, deen hinnen um Häerz läit.", sot de Chamberspresident wéi déi Responsabel vun der A.s.b.l., mat un der Spëtzt dem Nico Feider, him déi dräi Classeure mat den Ënnerschrëften iwwerreecht hunn.

D'A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" ass net mam aktuellen Text vum Gesetzprojet 4985 iwwert d'Hënn averstan. Besonnesch eenzel Artikele sinn an hiren Aen ëmstridden, zum Beispill déi, wou et ëm d'Obligatioun vun der Léngt fir d'Hënn geet, oder ëm d'Strofen, wann dat Gesetz net respektéiert gëtt.

De Chamberspresident huet der A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" verséchert, datt hien hir Suerge versteet. Et ass a sengen Aen en delikate Problem an et misst versicht ginn d'Intérêtë vun deenen engen a vun deenen aneren ze respektéieren.

„Ech sinn zouversiichtlech, datt ee mat e bësse guddem Wëllen a gesondem Mënscheverstand d'Suerge vun deenen engen an deenen aneren an Aklang brénge kann.", sot nach de Lucien Weiler.

De Chamberspresident huet d'Ënnerschrëften direkt un d'Petitiounskommissioun weidergereecht. Déi huet sech mam Sujet befaasst an décidéiert, der Agrarkommissioun d'Petitioun weiderzeginn. D'Membere vun dëser Kommissioun hunn an hirer Sëtzung vum 18. Januar zesumme mat der Statssekretärin Octavie Modert den Dossier analyséiert an zum Deel kontrovers duerchdiskutéiert.

Zréckbehale gouf, datt den Deputéierte Marcel Oberweis Rapporter vum Gesetzprojet 4985 ass. Den aktuellen Text ass och weider un déi eenzel Fraktiounen an der Chamber gaang. D'Regierung wäert verschidden Dispositioune vum Gesetz nach emol iwwerschaffen. An eng nächst Réunioun vun der Agrarkommissioun gi Vertrieder vun der A.s.b.l. „Mënsche mat Muppen" invitéiert. Duerno gëtt nach emol mat der Statssekretärin Octavie Modert iwwert de Projet geschwat.

En bref: cheminement du projet de loi 4985

04.07.2002: dépôt à la Chambre des Députés par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du projet de loi 4985 relatif aux chiens

12.09.2002: projet de loi 4985 à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

10.12.2002: avis du Conseil d'État relatif au projet

30.10.2003: amendements gouvernementaux

12.12.2006: avis complémentaire du Conseil d'État

18.01.2007: projet de loi 4985 à l'ordre du jour de la réunion de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Monsieur le Député Marcel Oberweis est désigné rapporteur du projet de loi.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

➤ Échanges parlementaires entre un nouveau et un ancien membre de l'UE

Visite de la Commission juridique du Parlement de Lituanie

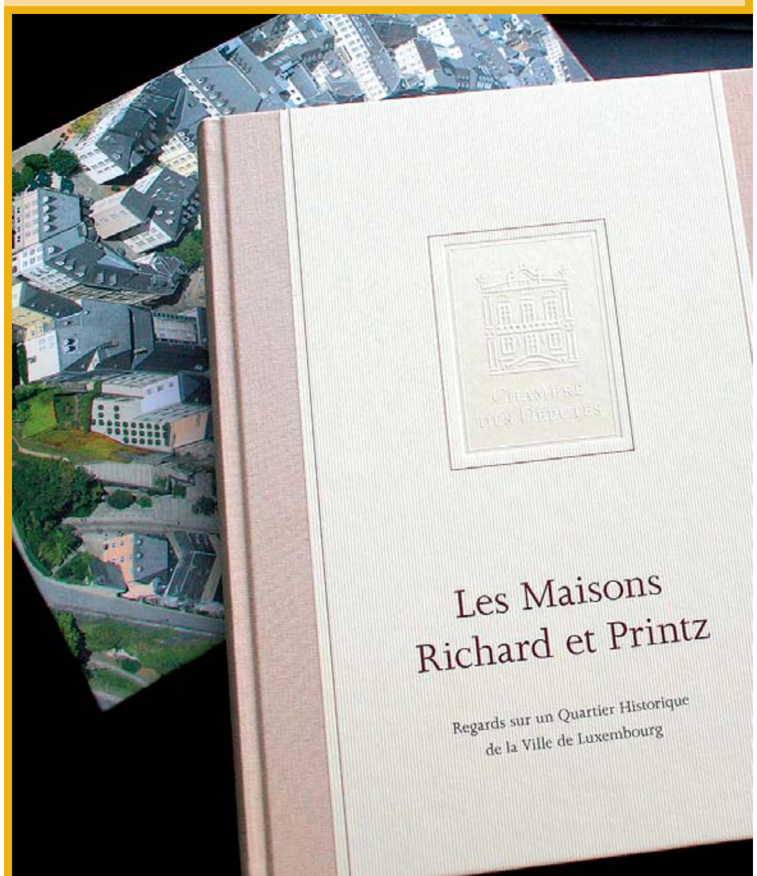
Les délégations lituanienne et luxembourgeoise

La Lituanie est depuis 2004 membre de l'Union européenne, sa déclaration d'indépendance date de 1991 et sa Constitution de 1992. Après ce parcours court mais intense, les députés lituaniens sont intéressés aux systèmes politiques des autres pays, donc aussi du Luxembourg.

Les parlementaires luxembourgeois, membres de la Commission juridique de la Chambre des Députés, avec à leur tête le Président de la Commission juridique, M. Patrick Santer, leur ont entre autres présenté la procédure législative au Luxembourg. Les règles qui régissent la vie politique de la Lituanie et du Luxembourg ne sont pas tout à fait les mêmes. Ainsi en Lituanie, le mandat de député est incompatible avec toute autre fonction, sauf celle de Premier Ministre ou Ministre. Un député lituanien n'est autorisé à recevoir aucune autre rémunération que celle liée à sa fonction, à part une exception: il peut être payé pour une activité créative telle que par exemple la peinture, l'écriture ou la composition de musique.

D'après le Président de la Commission juridique du Parlement lituanien, M. Julius Sabatauskas, les décisions les plus importantes du Parlement de Lituanie se prennent à la Commission des Affaires européennes. Le Parlement dispose de procédures précises pour participer à l'élaboration et à la transposition des règles européennes.

Nouveau livre



À l'occasion de l'inauguration des bâtiments Printz/Richard, rénovés pour les besoins de son Greffe, la Chambre des Députés a édité un prestigieux ouvrage illustré retraçant l'histoire de ces deux bâtiments ainsi que du quartier historique de la ville de Luxembourg dans lequel ils sont situés. Le livre est en vente en librairie au prix de 50 euros.

COMPTE RENDU N°6 • 2006-2007

NOUVELLES LOIS

Accord Benelux-Suisse

5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Le projet de loi porte approbation de l'accord entre les pays du Benelux et la Confédération suisse relatif à la réadmission de personnes en situation irrégulière ainsi que du protocole d'application de l'accord.

Confrontés à un nombre croissant de personnes en séjour irrégulier, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont conclu des accords de réadmission pour régler les problèmes pratiques d'éloignement desdites personnes et pour améliorer la coopération avec leurs pays d'origine.

Le principe général d'un accord de réadmission est que chaque partie contractante réadmet sur son territoire ses nationaux en séjour irrégulier sur le territoire d'une autre partie contractante. L'accord définit les conditions et les modalités pratiques de la réadmission, l'objectif étant de faciliter l'émission de documents de voyage en vue du retour des personnes en question.

S'il est rare qu'un ressortissant des parties contractantes visées séjourne de manière irrégulière sur le territoire de l'autre partie, l'accord contient aussi des dispositions concernant le cas plus fréquent de la réadmission de ressortissants de pays tiers en situation irrégulière sur le territoire d'une des parties lorsqu'ils sont en possession d'un titre de séjour ou d'un visa en cours de validité de l'autre partie ou lorsqu'ils y ont séjourné au courant de six mois précédant la demande de réadmission. L'accord définit en outre les règles concernant le transit de personnes en destination de pays tiers.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.05.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

26.06.2006 Désignation d'un rapporteur

18.09.2006 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.12.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°233, page 4264

Protection réciproque des investissements

5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Le projet de loi porte approbation des accords conclus entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL) et quatorze pays tiers (Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Chine, Comores, République démocratique du Congo, Costa Rica, Émirats arabes unis, Guatemala, Libye, Nicaragua, Paraguay, Serbie-et-Monténégro et Thaïlande) concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements.

L'objectif de tels accords, outre l'encouragement des investissements, est de proposer à l'investisseur les garanties d'une protection maximale, telles que la garantie d'un traitement juste et équitable de l'investissement, la clause de la nation la plus favorisée afin de prévenir des discriminations, l'obligation d'indemnisation en cas de mesures privatives de propriété, le libre transfert des revenus et la création d'un cadre juridique approprié pour régler les éventuels différends relatifs aux investissements et aux divergences d'interprétation des accords.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 19.05.2006

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.11.2006 Désignation d'un rapporteur

Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

11.12.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.12.2006

Loi du 22 décembre 2006.

Mémorial A: 2006, N°238, page 4630

w w w . c h d . l u

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président • M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi
2. Communications
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N°131 du 7 novembre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
   - Question N°132 du 18 décembre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative à l'initiative du Gouvernement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
   - Question N°136 du 15 novembre 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
   - Question N°133 du 18 décembre 2006 de Monsieur Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
   - Question N°134 du 19 décembre 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten", adressée au Ministre de la Santé
   - Question N°135 du 15 décembre 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   - Question N°137 du 19 décembre 2006 de Monsieur Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications
   - Question N°138 du 18 décembre 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
   - Question N°139 du 18 décembre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports
5. Ordre du jour *(suite)*
6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux

   (Débat)
7. 5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

   (Exposé du papier de discussion de la Commission des Travaux publics - Exposé de l'avis de la Commission des Transports - Débat - Motions)
8. Question avec débat N°12 de Monsieur Félix Braz au sujet d'un système de tram léger
9. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

   (Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres

(Début de la séance publique à 15.04 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruptions)

Den Här Minister Wiseler.

1. Dépôt de deux projets de loi

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wollt zwee Gesetzesprojeten hei déposéieren. Éischtens sinn ech autoriséiert, duerch Arrêté grand-ducal vum 12. Dezember 2006, e Projet iwwert d'Construction d'un Centre de Rétention hei ze déposéieren an zweetens sinn ech autoriséiert, duerch Arrêté grand-ducal vum 14. Dezember 2006, e Projet de loi iwwert d'Marché-publicen ze déposéieren.

- Projet de loi N°5654 relatif à la construction d'un Centre de Rétention;

- Projet de loi N°5655 sur les marchés publics.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dëse Projets de loi, déi un déi zoustänneg Chamberskommissioune weidergeleet ginn.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5651** - Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques)

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.12.2006

2) **5652** - Projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation modifiant: 1. le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles; 2. le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement; 3. le règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 12.12.2006

3) **5653** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/14/CE sur l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant - la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; - la loi du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.12.2006

3. Par lettre du 14 décembre 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 novembre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et le Canada établissant un cadre de coopération dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la formation et de la jeunesse;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique renouvelant le programme de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à l'approbation, au nom de la Communauté européenne, d'un amendement à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement;

- résolution sur une stratégie thématique pour la protection et la conservation du milieu marin;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République Islamique de Mauritanie;

- résolution sur la situation à Gaza;

- résolution sur la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC), bombes à fragmentation et armes conventionnelles;

- résolution sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité dans le cadre de la PESD;

- résolution portant recommandations à la Commission sur les successions et testaments;

- résolution sur les femmes dans la politique internationale;

- résolution sur le Rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2005;

- résolution sur le Livre blanc sur une politique de communication européenne;

- résolution sur l'Iran.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 14. Dezember Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno eng Aktualitéitsstonn, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet, iwwert d'Baue vun engem Lycée am Klierfer Kanton. Dann eng Orientéierungsdebatt iwwert de Finanzement vu groussen Infrastrukturprojeten a schliesslech de Projet de loi 5598 iwwert d'Informatiounsautobunnen.

Muer de Moien debattéiere mer de Projet de loi 5611 iwwert d'Tripartite-Gesetz.

Muer de Mëtteg fuere mer mat den Debatten iwwert dëse Projet weider. Duerno hu mer de Projet de loi iwwert d'Unhiewe vum Mindestloun, a schliesslech de Vote iwwert de Projet de loi iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2007.

Iwwermuer, en Donneschdeg, hu mer als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour d'Question avec débat vun der honorabeler Madame Brasseur iwwert d'Flexibiliséierung vun den Öffnungszäite vun de Geschäfter. Duerno hu mer de Projet de loi 5574, eng Ofännerung vum Code des assurances sociales. Dann, drëttens, de Projet de loi 5633 iwwert d'Upassung vun de Pensiounen an den Unfallrenten nom Modell 1. Duerno d'Question avec débat vum honorabelen Här Félix Braz iwwert dee liichten Tramsystem. Dann, fënneftens, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten an der Schwäiz iwwert d'Réadmissioun vu Leit ouni gülteg Openthaltsgenehmegungen. An duerno nach en Ofkommes tëschent der Union économique belgo-luxembourgeoise an Drëttlänner fir d'Investissementer ze förderen, a schlussendlech um Enn vun där Sitzung maache mer nach Naturalisatiounen.

Et gëtt mer elo signaléiert, dass den Här Minister Lucien Lux en Donneschdeg keng Zäit huet fir hei d'Question avec débat vum Här Braz iwwert dee liichten Tramsystem ze huelen. Duerfir gëtt proposéiert fir dëse Punkt op haut virzezéien, nämlech als Punkt 4 vun eisem Ordre du jour no der Orientéierungsdebatt iwwert de Finanzement vu groussen Infrastrukturprojeten.

Ass d'Chamber mat deem esou ëmgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Neen!

M. le Président.- Wien ass net domat d'accord?

Une voix.- Den Här Grethen.

M. le Président.- Den Här Grethen?

M. Henri Grethen *(DP)*.- Jo. Einfach esou.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien. Ech mengen awer, och wann den Här Grethen dergéint ass, dass d'Majoritéit vun der Chamber mam Ordre du jour d'accord ass. Dann ass et esou décidéiert.

Mir fänken haut de Mëtteg u mat der Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun.

Mir fänken u mat der Fro vun der Madame Anne Brasseur un d'Erzéiungsministesch iwwert d'Chargé-de-coursen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°131 du 7 novembre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 20. Oktober dëst Joer huet d'Cour constitutionnelle en Avis ofginn, opgrond vun enger Question préjudicielle vun der Cour administrative, fir ze kucke wéi et mam Statut vun de Chargé-de-coursen ass. An d'Cour constitutionnelle koum zu der Konklusioun an hirem Avis, dass déi Dispositiounen, déi am Code du Travail stinn, déi eng Exceptioun virgesi fir d'Chargé-de-coursen, anticonstitutionnelles sinn, opgrond vum Artikel 10 vun onser Constitutioun, dee seet, dass d'Bierger virum Gesetz all gläich sinn. Doropshin ass deen Avis vun der Cour constitutionnelle erëm hanneschT un d'Cour administrative gaangen.

Nach stelle sech elo eng ganz Rei Froe fir de Législateur, mä och fir den Exécutif, an duerfir wollt ech d'Madame Educatiounsminister froen, wéi vill Leit betraff sinn, kënnte betraff si vun där Décisioun. Ob se ons chiffréiert Donnéeën iwwert d'Zuel vun de Chargé-de-coursë kënnt ginn. Wat d'Madame Minister gedenkt elo mat deem Avis vun der Cour constitutionnelle ze maachen an ob se net der Meenung ass, dass se de Projet de loi, dee se jo schonn eraginn huet iwwert d'Chargé-de-coursen, mat deem de Conseil d'État awer a sengem Avis net d'accord war, misst änneren.

Des Weidere wëll ech froen, ob déi Kandidaten, déi en Diplom hunn, vun der Uni kommen a sech dem Concours stellen, fir an den Enseignement ze kommen, déi deen net packen - an et sinn der enorm vill, déi en net packen, well déi Epreuven eben esou agencéiert sinn, dass der eng Partie écartéiert ginn -, ob d'Madame Minister net der Meenung ass, dass dee Concours misst enger Reform elo ënnerzu ginn.

An da wëll ech froen, wéi d'Politique d'embauche vun den Enseignanten ass an der Zukunft a wéi d'Madame Minister mengt, dass een nach misst op d'Chargé-de-coursë Réckgrëff huelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet d'Madame Mady Delvaux-Stehres, Minister zouständeg fir d'Educatioun.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv huet d'Cour constitutionnelle deklaréiert oder an hirem Arrêt festgehalen, dass déi Dispositioun dérogatoire, déi am Gesetz ass, déi et awer säit iwwer 15 Joer gëtt, comme quoi d'Éducation nationale däerf Leit an engem Contrat à durée déterminée méi wéi zweemol verlängeren, net constitutionnelle ass. Déi Décisioun ass komm elo Enn des Joers, a mir waarden elo natierlech op den Arrêt vun der Cour administrative, well déi Décisioun vun der Cour constitutionnelle geet un d'Cour administrative an de Prozess. D'Plaidoyere sinn, mengen ech, virgesi fir Enn Januar. Mir waarden natierlech bis Recht geschwat ass.

Nach bleift et, dass mir also e Problem hunn. Et ass e Problem, dee Joren al ass. Also et ass elo net e rezente Problem. Deen do ass op d'mannst 15 bis 20 Joer al. Elo musse mer natierlech eng Léisung fannen dofir.

Dir frot, wéi vill Leit concernéiert sinn. Am Postprimaire hate mer den 19. Dezember 763 Leit, déi mat engem Contrat als Chargé d'éducation, engem Contrat à durée déterminée agestallt waren. Dovunner sinn der elo 115 duerch de Concours admissibel als Stagiaire, esou dass mer der 648 behalen. Dat ass awer nëmme fir de Postprimaire. Ech wëll awer drop hiweisen, dass déiselwecht Fro sech selbstverständlech stellt - hei si jo vill Gemengepäpp a -mammen - fir d'Gemengen, well och do Chargéë Schoul halen, déi Joer fir Joer hire Kontrakt verlängert kréien. Do kann ech Iech déi genau Chifferen haut net soen.

Mir sinn natierlech am Ministère mat anere Ministèren zesummen - do si concernéiert: d'Fonction publique, den Intérieur an den Travail - an engem Aarbechtsgrupp, oder d'Beamte sinn an engem Aarbechtsgrupp amgaangen doriwwer Propositiounen ze maachen, well verschidde fundamental Décisioune musse geholl ginn.

Ech wëll dee Projet de loi, dee schonn déposéiert ass an deen aviséiert ass vum Conseil d'État, net änneren, mä zréckzéien an en neie Projet maachen, dee souwuel der Cour constitutionnelle wéi och dem Avis vum Conseil d'État wäert Rechnung droen. Ech kann Iech awer haut elo nach net soen, wat elo genau doranner stoe kënnt.

Mir waarden d'Aarbechte vun deem Groupe interministériel of, deen awer den Optrag krut schnell virun ze maachen, fir dass mer déi Situatioun kënnen an d'Rei bréngen. Well ech et - perséinlech, wëll ech awer soen - eigentlech inadmissibel fannen, dass de Stat sech Dérogatioune gëtt a Leit all Joer eng Kéier verlängert, wat am Privatsecteur einfach net méiglech ass. Also ech denken, dass et scho richteg ass, dass mer deene Leit en Statut ginn an eng Sécherheet op der Aarbecht.

Nach bleift dann d'Fro: Wie rekrutéiere mer an der Zukunft fir d'Éducation nationale?

Ech wëll do soen, dass d'Madame Brasseur mech freet, ob mer de Concours de recrutement wëllen änneren. Ech stelle fest, dass eng voluntaristesch Politik gemaach gëtt säit 1999 fir ze soen, mir maachen en héijen Numerus clausus, mir kënne vill Leit eranhuelen an da maache mir de Concours. Dat ass am Postprimaire jo komplizéiert, well mer dat mussen opdeelen no de Fächer. An eenzelne Fächer hu mer ganz vill Kandidaten a wéineg Posten, wéi zum Beispill Sport, Zeechnen, Bio. An anere Fächer hu mer e grousse Besoin, hunn och relativ vill Kandidaten, awer vu dass et en Examen-concours ass, muss een natierlech fir d'éischt mol den Examen packen an da kann ee sech en rang utile klasséieren.

Ech hu mech aměséiert fir auszerechnen, wéi vill Posten dass mer haten. Vun 1999 bis 2005 hätt d'Éducation nationale kënnen 1.175 nei Proffe rekrutéieren; déi Posten also, déi am Numerus clausus waren. Et sinn der awer nëmmen 935 rekrutéiert ginn. Dat heescht, mir hunn an deene sechs Joer 240 Posten net rekrutéiert an duerfir hu mer misse Chargéën astellen.

Ech wëll awer soen, dass dat esou weidergeet, well dëst Joer hunn ech d'Resultater vum Concours an et si véier Fächer, wou mer net genuch rekrutéiert hunn, obscho mer d'Posten haten. Dat ass Däitsch, dat ass Franséisch, dat ass d'Mathematik an et ass d'Philo. Dat sinn also déi Fächer, wou mer Posten hunn, mä wou duerch de Concours de recrutement d'Leit net admissibel si fir de Stage.

Elo freet d'Madame Brasseur - mir sinn effektiv amgaang doriwwer nozedenken -, wat mer kënne maachen. Ech muss Iech soen, ech hunn dat scho mat all de Proffen diskutéiert, mat de Gewerkschaften. D'Meenunge ginn do ganz wäit auserneen.

Ech perséinlech sinn der Meenung, dass et méi eng einfach Léisung wär fir keen Examen-concours ze maachen, mä einfach e Concours an dann déi bescht ze rekrutéieren. Ech sinn dann awer ëmmer dem Reproche exposéiert, ech géif en Nivellement vers le bas maachen. Ech kann d'Madame Brasseur jo elo net accuséieren, si géif mech an den Nivellement vers le bas drécken. Duerfir waarden ech dann elo op den Avis vun all deene Leit, déi douzou eng Léisung hunn.

Merci.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech muss Iech bieden, …

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Här President, ech si fäerdeg!

M. le Président.- …Madame Delvaux, fir opzehalen. Mir hunn elo zwou Froen, déi iwwer Europa traitéieren, an den Här Ausseminister huet gefrot, ob een déi zwou Froe kéint mateneen huelen. Déi zwee Auteure sinn d'accord, fir déi noëneen ze exposéieren, an dann huet den Här Ausseminister Zäit fir drop ze äntweren. Fir d'éischt den honorabelen Här Fayot un den Här Ausseminister, et geet ëm d'Zesummeruffe vun der Lëtzebuerger an der spuenescher Regierung vun de Länner, déi den Traité fir eng europäesch Verfassung ratifizéiert hunn.

- Question N°132 du 18 décembre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative à l'initiative du Gouvernement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Här President.

Um leschte Sommet européen zu Bréissel d'lescht Woch ass et bekannt ginn, dass Lëtzebuerg mat Spuenien zesummen - also déi zwee Länner, déi de Verfassungsvertrag per Referendum ratifizéiert hunn - eng Konferenz aberuffen zu Lëtzebuerg am Januar, oder zu Madrid, an eng aner am Februar zu Lëtzebuerg, fir déi Länner zesummenzeruffen, déi den Traité constitutionnel ratifizéiert hunn. Dat sinn 18 Länner, dat heescht 16 aktuell Länner vun der Europäescher Unioun plus déi zwee nei, Bulgarien a Rumänien.

Si wëllen domat drop opmierksam maachen, dass och déi Länner, déi mat Jo zum Verfassungsvertrag gestëmmt hunn, Gewiicht hunn an där politescher Diskussioun iwwer Europa. Dass et net nëmmen déi Länner sinn, déi Nee gestëmmt hunn, op déi sech alles konzentréiert.

Et ass och ganz besonnesch wichteg, dass déi zwee Länner, déi mat Jo duerch Referendum gestëmmt hunn, d'Initiativ geholl hunn, well et selbstverständlech fir déi zwee Länner ganz schwéier wäert sinn, iergendwann eng Kéier en neie Referendum ze maachen, wou een en neien Traité géif de Leit dohinner leeën an da géif soen: Deen Traité, deen Der virdru ratifizéiert hutt, huet näischt gedaacht.

Duerfir meng Froen un den Här Ausseminister:

1. Wat ass dann den Objectif vun där Initiativ? Wou wëlle mer domat erauskommen?

2. Ass déi Initiativ am Accord mat der däitscher Présidence geholl ginn, well dat jo déi ass, déi elo d'Steier vun der Europäescher Unioun am éischte Semester 2007 iwwerhëlt? Wëll een, Här President, vun där däitscher Présidence eppes Prezises erreechen, am Zesummenhang mat där Konferenz? Kënne mer op déi Manéier aus deem Blocage erauskommen, an deem mer ons befannen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Goerens huet d'Wuert.

- Question N°136 du 15 novembre 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President.

Am Fong misst et ganz kloer sinn: 2003 hate mer e Konvent iwwer eng nei Europäesch Verfassung. Et koum en Text eraus dee gedroe ginn ass vu Vertrieder aus de Parlamenter, de Regierungen, dem Europaparlament an et war och all Mënsch zefridden iwwert déi flott Prozedur. 2004 - wa meng Erënnerunge richteg sinn - gëtt dee Vertrag ënnerschriwwen. Déi Ënnerschrëft engagéiert 25 Regierunge fir deen Text do och ratifizéieren ze loosse bei sech, entweder iwwert d'Voie parlementaire oder iwwert d'Voie référendaire. Mir hunn eis derfir entschloss, fir et par voie référendaire ze ratifizéieren.

Mir haten de leschten Donneschdeg an der Conférence des Présidents Rieds doriwwer, Här President, an ech hat Iech gesot, ech géif dräi Froe stellen iwwer Europa.

Hei sinn déi dräi Froen:

1. Wat ass, opgrond vun deene leschten Evénementer, déi och vu mengem Virriedner ënnerstrach goufen, dem Grand-Duc seng Ënnerschrëft ënnert dem Ratifikatiounsdokument vu Lëtzebuerg nach wäert?

2. Wéi ass d'Démarche vun der Lëtzebuerger an der spuenescher Regierung ze verstoen, déi jo elo wëllen eng gemeinsam Front vun deenen 18 opbauen, fir de Vertrag ze ratifizéieren - huelen ech un?

3. Kann de Minister mer haut versécheren, datt déi Front vun deenen 18 Staten, quoi qu'il advienne, sech esou behëlt, datt mir keng zweete Kéier méi brauchen ze ratifizéieren?

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet dann den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech och grad esou kloer wéi d'Froesteller nach eng Kéier widderhuelen, dass am Conseil européen vum Juni vun dësem Joer déi däitsch Présidence jo chargéiert ginn ass fir e Rapport ze maachen. E Rapport, nodeems déi däitsch Présidence da Consultatioune gemaach huet mat deenen eenzelne Staten, iwwert den État vun den Débaten an den nationale Staten an och fir eventuell Evolutiounen, Solutiounen ze exploréieren.

Mir wëssen inoffiziell, dass vum Januar un d'däitsch Regierung souwuel um Niveau Kanzleramt wéi um Niveau Aussenministère wäert zwee Leit beoptragen, fir mat deenen nationale Regierungen allegueren ze schwätzen, mam Zil fir bis zum 25. Mäerz - dat ass de 50. Anniversaire vum Traité de Rome, do gëtt eng Berliner Erklärung gemaach, wéi Der jo wësst - scho méi eppes Handfestes eventuell kënnen ze hunn iwwert de Stand vun de Saachen.

Dat zweet, wat ech hei wëll direkt ënnersträichen, ass, dass mer eis jo och d'Wuert ginn hunn, och wann et nëmmen indirekt ass, dass mer wëllen 2009 an der Europäescher Unioun, wann d'Wahle si fir d'Europaparlament, een neie Basistraité hunn.

Fir dat fäerdeg ze bréngen, ass eng „road map" am Gespréich. Déi géif dohinner tendéieren, dass elo am Juni 2007, um Schluss vun der däitscher Présidence, déi „road map" géif opgestallt ginn, fir da spéitstens an der franséischer Présidence vum zweete Semester 2008 an der Substanz fäerdeg ze sinn, fir da kënnen nach e klengt Joer Zäit ze hu fir ze ratifiéieren.

Fir op d'Froen ze kommen: Ech wëll Iech soen, dass d'Spuenier an d'Lëtzebuerger, an den Här Goerens wéi den Här Fayot hunn dat jo och gesot, an enger spezifescher Situatioun sinn, well an deenen zwee Länner ass per Referendum jo den Traité ugeholl ginn um politesche Plang. An dat gëtt eis eng Stäerkt an deenen zwee Länner, esou dass eng Konsultatioun stattfonnt huet um Niveau vun de Statssekretären, vun den delegéierte Ministeren, vun deenen, déi sech speziell ëm Europa bekëmmeren. Dat ass gemaach ginn zu 18. Et ass net géint déi aner siwe gemaach ginn - doudsécher net - oder géint déi aner néng gemaach ginn.

Et ass och mat der däitscher Présidence ofgeschwat ginn. Déi éischt Réunioun ass fixéiert ginn. Den Nicolas Schmit, eisen delegéierte Minister, an den Alberto Navarro, dat ass de Statssekretär, déi hunn eng Réunioun fir de 26. Januar 2007 zu Madrid aberuff. Den Objectif vun där Réunioun ass evident. Et geet fir d'alleréischt drëm fir den État des lieux ze maache vun der Situatioun an deenen eenzelne Länner, an et geet drëm - an dat ass dee wichtegste Punkt, an dat ass dat, wat eis interesséiert, wat den Här Goerens wéi och den Här Fayot gesot huet - fir d'ganz Substanz, déi an deem Text dran ass, op engem héchstméigleche Niveau, oder souguer fir eis 100%eg, ze retten. Dat ass also dat, wat den Objectif vun eiser Démarche ass.

Sou! Ech mengen, d'Reflexiounsphas en tant que telle, déi geet jo elo zu Enn, a mir kommen elo an der däitscher Présidence an eng Phas eran, wou ee muss konstruktiv kucke fir op d'Issues vum Juli 2007 zouzeschaffen an also der däitscher Présidence ze hëllefen, där ënnert d'Äerm gräifen, esou dass mer hei elo versicht hunn all déi 18 Länner, déi ratifizéiert hunn, zesummenzebréngen, an dass d'Stëmm vun deene Länner, déi dat gemaach hunn, selbstverständlech och nach kéint no baussen eng aner Portée kréie wéi déi, déi se huet. Mir wëssen, dass vill geschwat gëtt iwwer Holland an iwwer Frankräich, má d'Stëmm vun deenen aneren 18 muss selbstverständlech och zum Droe kommen.

Anerersäits, Här President - an ech sinn do formell dran -, geet et net drëm fir déi, déi nach net ratifizéiert hunn, an den Eck ze drécken. Dat ass net de Sënn dovunner. Et gëtt elo net e Block gemaach géint déi aner; ganz au contraire. D'Stëmm vun deenen, déi ratifizéiert hunn, soll deenen aneren hëllefen, fir dass se sech och op dee Wee beginn.

Eng zweet Réunioun ass elo festgehalen, op jidde Fall emol geplangt Enn Februar, uganks Mäerz hei zu Lëtzebuerg. An där Réunioun géifen net nëmmen déi 18 Länner, déi ratifizéiert hunn, invitéiert ginn, mä et géif eng Invitatioun un all États membres

goen. Mir hunn och geduecht, an dëser Phas op jidde Fall, dass et elo soll bei deenen zwou Réunioune bleiwen, an dass et selbstverständlech déi däitsch Présidence ass, déi d'Négociatioune féiert. An dass si och d'Responsabilitéit dovunner huet an och behale muss, dat schéngt mir evident ze sinn.

Ech géif also soen, dass déi däitsch Présidence - dat war eng vun de Froen - 100%eg am Bild ass. Heiansdo kënnt dat an Europa net ëmmer richteg op deenen ieweschte Plazen un, mä dat ass concertéiert gewiescht mat alleguerten deene Spezialisten, déi sech ëm d'Europa-Froe bekëmmeren aus deene 27 Länner, a selbstverständlech och mat der Présidence.

Ech sinn och iwwerzeegt, an ech engagéiere mech och hei do derfir, dass den Nicolas Schmit zu all Moment an d'Kommissioun vun den Affaires étrangères kënnt a mat all deenen interesséierte Parlamentarier, déi sech dofir interesséieren, virun där Réunioun zu Madrid, no där Réunioun zu Madrid, an och virun der Réunioun hei zu Lëtzebuerg schwätzt. Et ass och esou geplangt, dass den Ausseminister vu Spuenien zu Madrid en Discours d'ouverture hält, an dass och meng Wéinegkeet soll eng Ried halen, wann d'Réunioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Sou! Ech hu versicht elo am Prinzip op alleguerten déi Froen ze äntwerten; vläicht net esou am Detail. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer alleguerten heibannen op enger Linn sinn, dass mir deen Text net wëllen eng zweete Kéier ratifizéieren, deen d'Vollek hei zu Lëtzebuerg ugeholl huet.

Mir sinn an enger Phas, wou mer dat an d'Vitrine musse stellen, wëssend, dass selbstverständlech d'Europäesch Unioun jo eng Démarche ass, wou mer de Konsens musse sichen. Mä et däerf net op Käschte vun der Substanz goen, vun deem, wat d'Lëtzebuerger Vollek hei guttgeheescht huet.

Ech wëll och soen, et ass vläicht d'lescht net esou gefrot ginn, mä dat ass awer wichteg, Här President. Mir hunn dat erëm zu Bréissel gemierkt, an ech hunn et och gëschter de Kolleegen aus der Kommissioun vun den Affaires étrangères gesot: Et gëtt an Europa eng gewëssen Zuel vu Länner, déi sech d'Liewen ze vill einfach maachen. Déi leeën d'Schwéiergewiicht op d'Erweiderung. Ech hunn näischt do dergéint.

Mä et sinn heiansdo och déi nämlecht Länner, déi mat aller Force soen, dass d'Verdéiwung vun Europa net esou wichteg wier. An et sinn och déi Länner, déi bei de Passerellen, dat heescht, dee Schrëtt, dee mir wëlle maachen, fir vun der Unanimitéit a wichtege Froen ewechzekommen, déi deen och net wëlle matmaachen. Et geet net, dass mer an enger Situatioun bleiwen, wou Länner prédominéiere mat enger Démarche, wou Erweiderung, Erweiderung, Erweiderung um Ordre du jour steet, an d'Verdéiwung an deene veschiddene Facetten, déi mer hunn, fir virun allem awer de Basistraité ze kréien, vernoléissegt gëtt.

Dat ass eng Démarche, déi net gutt ass. An iwwert dat, wat Elargissement elo ass - d'Definitioun vum Elargissement am Dezember 2006 -, gëtt et och Länner, déi scho wëllen doriwwer erauskucken. An déi kucken op d'Ukraine, si kucken op Wäissrussland, si kucke Moldawien, si kucke Georgien. Je veux bien, dass dat Länner sinn, zu deene mer eng ganz grouss Affinitéit mussen hunn; och politesch gesinn. Mä Elargissement elo am Dezember 2006 - an ech mengen, dat ass och fir déi nächst zéng, 15 Joer -, dat ass de Balkan, wou mer eis mussen dofir hierginn, an et ass d'Négociatioun mat der Türkei.

Voilà! Ech hoffen, dass ech politesch op jidde Fall op déi Froe geäntwert hunn, déi gestallt waren.

Merci.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Hat Der gesot d'Associatioun mat…

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Gira un den Här Innenminister iwwert d'Transpositioun vun der Directive-cadre fir eng gemeinsam Waasserpolitik. Här Gira!

- Question N°133 du 18 décembre 2006 de Monsieur Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 22. Dezember 2003 - 2003 an net 2006, wéi irrtümlecherweis an der Formulatioun vun der Fro stoung - hätt missen d'europäesch Waasserdirektiv a Lëtzebuerger Recht ëmgesat ginn. Mir sinn also gläich dräi Joer hannendran. Et ass och esou, dass den 21. Januar 2005 d'Europäesch Kommissioun eng éischt Saisine fir Lëtzebuerg gemaach huet. Duerfir fänkt et awer elo lues a lues u bedenklech ze ginn; net nëmme wéinst de Risike vun enger Verkloung vun der Kommissioun um Europäesche Geriichtshaff, mä ech maache mer och esou lues Gedanken iwwert d'Ëmsetzung vun enger Rei wichtegen Aspekter vun dëser Waasserdirektiv.

Wann ee weess, dass ee bis zum 1. Januar 2010 misst de käschtendeckende Präis ëmsetzen a mer, doduerch dass d'Gesetz dann net do ass, um Niveau vun de Gemengen nach erëm e Joer verléieren, a wann een déi Präisser héiert, déi an där Diskussioun zirkuléiere vun iwwer véier Euro, an et kennt een eng Rei Präisser a gewësse Gemengen, da froen ech mech wéi et politesch nach soll méiglech sinn an deenen zwee Joer, déi eis da bleiwen, dat do ëmzesetzen. Mä, wéi gesot, dat ass nëmmen en Niewenaspekt.

De Minister hat eis u sech virun der grousser Vakanz versprach, dass de Projet de loi géif kommen. Elo ass de Kleeschelaanscht, d'nächst Woch kënnt d'Chrëschtkëndchen an, souvill ech weess, ass déi Direktiv oder dat Gesetz nach ëmmer net déposéiert. Dofir wollt ech dann awer elo froen, wéini dass de Minister definitiv hofft, dee Projet hei kënnen an der Chamber ze déposéieren, respektiv wat dann awer d'Ursaache sinn, firwat deen Text esou laang brauch, éier e bei eis hei am Haus lant.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et louch op der Hand, dass ech dem Här Gira seng Fro eng Kéier géif hei gestallt kréien. Ech hunn, mengen ech, och Äntwerten op dës Fro, déi derzou féiere wäert, dass Der mer beim nächsten Ouschterdag déi Froen net méi wäert musse stellen.

Et ass esou, dass mir wëssen, dass mer eng Obligatioun hu fir déi Wasserrahmenrichtlinien ze transposéieren. Mä mir sinn emol e klengt Land; däers soll ee sech ëmmer bewosst sinn, wann een esou Direktiven ëmsetzt. Mir hunn déiselwecht Obligatiounen, wéi déi grouss Länner, wéi Frankräich an Däitschland. Mir hunn awer net deeselwechte Staff, géif ech soen. Dir sollt wëssen, am Ministère hu mer zwee an en hallwe Poste fir de Waasserberäich, a mer hunn am Ganzen 115 Leit bei der Wasserwirtschaftsverwaltung schaffen. Dat soll een och wëssen, wann een déi Problematik ugeet.

Doriwwer eraus wëlle mer jo net nëmmen eng Ëmsetzung maache vun der Wasserrahmenrichtlinie, mä mer wëllen e richtegt Waassergesetz maachen; dat wäerte mer och maachen. Et sinn och Elementer an deem Gesetz, notamment iwwert d'Hydrologie, wou mer eng Gesetzgebung hunn aus dem 17. an 18. Jorhonnert, souguer aus dem Ufank vum 20. Jorhonnert. Och iwwert den Héichwaasserschutz wäerte mer ee Block dran hunn, dee ganz kohärent ass an dee sécherlech eng modern Ëmsetzung ass vun dëser Problematik.

Doriwwer eraus, och nach eng Kéier, ass et e Gesetz, wat integrativ ass. Et si vill Ministèren, déi dermat befaasst sinn, notamment d'Ëmwelt, d'Landwirtschaft, den Transport, d'Travaux publics an d'Fonction publique. Der gesitt, et ass also näischt Einfaches. Dee Wee hu mer intern an eisen Administratiounen an an eise Ministèrë gemaach, esou dass den Text elo ofgestëmmt ass an an de Regierungsrot kënnt.

Wéini kënnt en an dem Regierungsrot un? Nun, ech hoffen, dass en an den éischte Regierungsrot vum neie Joer kënnt. Ech wollt lech dat soen.

(Interruption)

Dat ass dat éischt.

Dat zweet ass, ech wollt lech och soen, dass mer all Obligatiounen, déi mat dëser Direktiv verbonne sinn, erfëllt hunn. Dat heescht, dass mer eis net an engem loftleere Raum - géif ech bal soen - bewegen, mä mer hunn éischtens den Artikel 3 vum Gesetz, dee poséiert wäert ginn, ëmgesat; an zwar de Juni 2004. Do sollte mer déi sougenannte Bassin-hydrographiquen an d'Autorités compétentes definéieren; dat heescht, d'Einzugsgebidder sollte mer definéieren. Dat ass alles geschitt. Mir hunn den Artikel 5 ëmgesat, wou mer sollten e Rapport maachen iwwert den Etat des lieux, den Zoustand vun eise Gewässer haut. Dat hu mer gemaach. Wat sinn d'Haaptpressiounen, Ëmwelt, diffus Pollutioun an esou weider? Alles dat ass geschitt.

Mir hunn eis mam Rhäin ofgestëmmt. Mir hunn eis mat der Meuse-Kommissioun ofgestëmmt. Mir sinn elo säit dësem Dezember offiziell Member vun der Meuse-Kommissioun. De Réseau de surveillance hu mer an d'Liewe gesat, an do solle mer en detailléierte Rapport maache bis de Mäerz d'nächst Joer. Also ganz kloer: Mir hunn eis Hausaufgabe gemaach, wat de prakteschen Volet dervun ugeet. A mer wäerte se och elo maache fir déi éischt Sitzung am Regierungsrot, wou mer dann hoffentlech dëst Gesetz kënnen op den Instanzewee schécken.

Deen nächste Schrëtt, dee mer nach sollte maachen, dat ass dee fir 2009 ee Moossnameprogramm ze definéieren, an och e Bewirtschaftungsplang, dat ass e sougenannte Plan de gestion. Dat maache mer och. An dee käschtendeckende Präis wäert kee Problem sinn, fir dat bis 2010 ëmzesetzen. Der gesitt also elo, mer sinn um richtege Wee. A wann de Commentaire des articles an den Exposé des motifs definitiv fäerdeg geschriwwe sinn, da si mer prett. An da braucht Der mer déi Fro hei net méi ze stellen. Da kënne mer am Waasserberäich Neel mat Käpp maachen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Mehlen un den Här Gesondheetsminister iwwer seng Ausso am Kader vun der Emissioun „Background" op RTL-Radio vum leschte Samschdeg zum Thema Krankeschäinautomaten. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°134 du 19 décembre 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten", adressée au Ministre de la Santé

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir hutt scho bal alles gesot. Den Här Gesondheetsminister huet zimlech grouss ugekënnegt, datt hien determinéiert wär, fir géint déi Praxis vun de sougenannte Krankeschäinautomate virzegoen, souwäit wat d'Assuréen ubelaangt wéi och wat d'Dokteren ubelaangt, déi apparemment e bësse liichtfankeg mat där Praxis do ëmginn. Da wësse mer awer alleguer, datt am Liewen d'Theorie eent ass an d'Praxis eppes anescht, an datt och déi beschten Intentiounen näischt sinn, wann ee se net an der Praxis ëmgesat kritt.

Duerfir si meng Froen un de Minister eigentlech: Wéi gedenkt den Här Minister hei am Land, wat vläicht e bësse méi einfach ass, dës Kontrollen auszeféieren, an dann awer och ëmzesetzen?, well leschten Enns do jo awer och e bëssen d'Ethik vun de Medeziner mat eraspillt, well et jo net an alle Fäll einfach ass, fir ze gesinn, ob eppes simuléiert gëtt, oder ob et sech tatsächlech ëm eng Krankheet oder ëm en Onwuelsinn handelt.

An dann natierlech och déi zweet Fro: Wéi gedenkt den Här Minister am Ausland virzegoen, wou et jo nach wahrscheinlech wäert wesentlech méi schwéier sinn, fir dat do an der Praxis ëmzesetzen?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer hei zu Lëtzebuerg ee vun deene fantasteschste Systemer vun der Sécurité sociale hunn, déi et op der Welt gëtt. Dat gëllt och fir d'Krankeversécherung, wou mer et bis elo fäerdeg bruecht hunn e ganz generéise System ze erhalen. Mir wëssen awer an der Zwëschenzäit, dass mer dee System nëmme kënnen ofsécheren, wa jiddferee responsabel mat deem System ëmgeet, dat heescht sech dat eraushält wat e brauch, wat en zegutt huet, wat utile a wat nécessaire ass, an net dat Duebelt oder dat Dräifacht.

Aus där Iwwerzeegung eraus hu mer viru gutt zwee Joer ugefaangen d'Responsabiliséierung vun allen Acteuren erbäizeféieren. Déi Moossnam, vun där den Här Mehlen schwätzt, ass eng vun deenen, wou mer d'Partner wëlle responsabiliséieren, fir mat Fangerspëtzegefill mat deem System ëmzegoen. Mer hunn an deene leschte Quadripartiten d'Geleeënheet gehat, fir iwwert déi hei Problematik ze schwätzen, well mer festgestallt hunn, dass an enger Rei vu Fäll - dat ass net d'Majoritéit, dat ass eng Minoritéit vun Dokteren - d'Zuel vun de Consultatioune quasi identesch ass mat der Zuel vun de Krankeschäiner.

Dat heescht, dass a quasi alle Consultatiounen e Krankeschäin erauskënnt, wat eis zur Iwwerzeegung bruecht huet, dass do eppes faul ass an dass dat jiddefalls net deene gültegen Normen entsprécht, dass do vläicht liichtfankeg e Gefale gemaach gëtt, deen een awer net däerf maachen. Well ech soen et nach eng Kéier: Jiddfereen huet d'Recht krank ze sinn, jiddfereen huet d'Recht op e Krankeschäin, wann hie krank ass, mä wann een net krank ass, soll een dee Gefalen net gemaach kréien.

Mir hunn och ganz gutt Diskussiounen an der Quadripartite a mat de Sozialpartner gehat, an och mat der AMMD, déi mat op de Wee gaangen ass fir déi ganz Diskussioun ze objektivéieren, eng kloer Bestandsopnahm ze maachen an eis Parameteren ze ginn, opgrond vun deene mer feststellen: Wat entsprécht deenen normale Gepflogenheeten a wat sprengt dat Normaalt?

An deene leschte Méint huet de President vun der Union des Caisses de Maladie mat senge Servicer an den Dokteren déi dote Bestandsopnahm gemaach a festgestallt, dass et effektiv eng Minoritéit vun Dokteren ass, déi iwwerdreift, a sech d'Méi gi fir Parameteren opzestellen, opgrond vun deenen een an Zukunft ka kucke goen.

Well dat war de Problem, och wann een d'Gefill hat, dass hei Abusë kéinte kommen, hat ee keng konkret Seuilen, keng konkret Parameteren, wou een dat kéint iwwerpréifen. D'Dokteren, d'AMMD an d'UCM si sech elo eens ginn op Parameteren, opgrond vun deenen, wann déi iwwerschratt ginn, de Contrôle médical kucke geet firwat déi Parameteren iwwerschratt gi wa keen objektive Grond do ass, zum Beispill duerch méi eng problematesch Zesummesetzung vun der Patientèle oder duerch aner erklärbar Ursaachen. Wann also keng Ursaachen do sinn, da gëtt den Dossier weider un d'Commission de surveillance geleet.

Bis elo gouf et Méiglechkeeten, fir d'Assuréen ze kontrolléieren. Elo hu mer och d'Méiglechkeeten, dass mer d'Doktere kontrolléiere kënnen. Hei zu Lëtzebuerg méi einfach, awer mir ginn eis och d'Moyenen, fir zumindest Anormalitéiten iwwert d'Grenzen eraus festzestellen. A mir hunn am Moment d'Methodik am Grëff, fir dat kënnen ze maachen. Och wann et méi schwéier ass fir bei d'Dokteren iwwert d'Grenz ze goen, dann ass et awer méiglech fir d'Patiente vun deenen Dokteren ze kucken an och dorop anzewierken.

Als Konklusioun, Här President, hu mer hei e Problem festgestallt, dee sécher net op all d'Dokteren zoutrëfft, mä dee sech awer wierklech stellt. A wa mer dee System wëllen erhalen, da musse mer eis d'Moyene ginn, d'Kontrollméiglechkeeten, d'Sanktiounsméiglechkeeten an enger zweeter Phas fir Abusën ze verhënneren. Mir hoffen, dass déi Déterminatioun, wéi och schonn an anere Fäll, hir Friichten dréit.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Negri fir eng Fro un den Här Gesondheetsminister, an un den Här Minister vun der Sécurité sociale, iwwert de fräien Dépistage vun der Zockerkrankheet.

- Question N°135 du 15 décembre 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, vum 20. bis de 26. November 2006 gouf eng Sensibiliséierungscampagne iwwert d'Diabeteskrankheet, déi och als schläichend Zivilisatiounskrankheet be-

zeechent gëtt, organiséiert. Dës Campagne huet stattfonnt am Kader vun dem europäeschen Interreg III-Projet, an zwar grenzïwwergräifend an der belscher Province de Luxembourg, an der Lorraine an och hei zu Lëtzebuerg. Dat Ganzt stoung ënnert dem Motto „A wann Dir Zocker hätt ouni et ze wëssen... Kommt a loosst Ären Zocker gratis testen an Är Risikofacteuren auswäerten".

Ech hunn do och selwer matgemaach a konnt mech iwwerzeegen, dass dës gratis Ënnersichung, wou een och direkt d'Resultat kritt huet, a wou ee sech och nach vu Fachleit op engem Informatiounsstand konnt berode loossen, immens gutt organiséiert war. Dofir meng Félicitatiounen. Ech wëll de Minister an deem Kader froen, ob elo schonn eng Evaluatioun vun dëser Campagne virläit, an ob geduecht ass dësen exzellente Programm a Campagne an deenen nächste Jore weider auszebauen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Wuert huet den Här Minister Di Bartolomeo. Als Minister vun der Sécurité sociale oder als Gesondheetsminister, dat gesi mer bei der Äntwert. Als wat?

Une voix.- Als Gesondheetsminister.

M. le Président.- Et ass als Gesondheetsminister, wou den Här Minister Mars Di Bartolomeo...

(Hilarité)

... sech un lech wennt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen an der Problematik vum Diabetes Typ 2 wësse mer, dass dat eng vun deenen Ziviliatiounskrankheeten ass, déi an engem ganz schnelle Rhythmus zouhuelen, hei zu Lëtzebuerg wéi an eisen Nopeschlänner. An et gëtt eigentlech nëmmen eng gutt Méiglechkeet, fir déi doten Explosioun vun där Krankheet ze verhënneren: Dat si verännert Liewensgewunnechten, Gesondheetsförderung, dat heescht eng bewossten Ernährung, Bewegung esou vill wéi méiglech, well Sédentaritéit an Obésitéit sinn d'Virzeechen, fir sech a Richtung Diabetes ze bewegen. Et gëtt also keng Alternativ zu der Preventioun an zu der Förderung vu gesonde Liewensaart a -weisen.

Direkt hannendru kënnt de Fréidépistage vun där heiter Krankheet. An do kann een der Association Luxembourgeoise du Diabète félicitéiere fir déi Efforten, déi se um Terrain mécht, fir d'Leit ze informéieren iwwert déi beschtméiglech Liewensgewunnechten a fir och iwwer Sensibiliséierungscampagnen a Campagnes de dépistage esou schnell wéi méiglech den Diabetes, wann en do ass, kënne festzestellen.

Dat ass och den Haaptsënn vun där Campagne, déi de Roger Negri uschwätzt an déi zënter dem leschte Joer organiséiert gëtt, zesumme mat de Spideeler, zesumme mat den Dokteren. Dëst Joer hu siwe Spideeler bei där Campagne matgemaach, zwee am Norden, dräi am Zentrum an zwee am Süden. Mer konnte feststellen, dass insgesamt 1.450 Leit vun deem doten Ugebuet Gebrauch gemaach hunn, wat ganz anstänneg ass. Dat sinn der vill. Dat sinn der 150 méi wéi an deem Joer virdrun. Déi Campagne bei den Dokteren, déi huet méi e méissegen Erfolleg. Do kann ee bei den Dokter goen a sech gratis den Zocker moosse loossen. Dat huet also méi e bescheidenen Erfolleg.

Et ass e bësse fréi, fir d'Campagne komplett auswäerten ze kënnen. Dat wäert an deenen nächsten zwee, dräi Méint geschéien am Zesummenhang mat engem Institut vun Nanzeg.

Dat, wat een awer kann aus den Experienze vum Virjoer soen, dat ass, dass eng Rei vu Leit, déi net woussten, dass se Zocker hätten, dat bei dëser Campagne gewuer ginn. Dat waren d'lescht Joer sechs, siwe Leit. An an enger éischter virsiichteger Aschätzung vun dësem Joer geet Rieds vun aacht bis zéng Leit, déi bis elo hir Krankheet net kannt hunn, déi duerch déi dote Campagne gewuer gi sinn, dass se e Problem mat hirer Gesondheet hunn.

Mir encouragéieren ähnlech Initiativen op anere Pläng a félicitéieren der ALD fir déi doten Initiativ, déi ganz gutt beim Publikum ukomm ass an déi och gehollef huet, fir verstoppte Krankheeten ze erkennen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Félix Braz iwwert d'Ëmännerung vun der europäescher Direktiv iwwert d'Télévision sans frontières. Eng Fro, déi sech riicht un den Här Kommunikatiounsminister Schiltz.

- Question N°137 du 19 décembre 2006 de Monsieur Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här Minister, nom éischte Vote am Europaparlament huet déi sougenannten Direktiv «Télévision sans frontières» schonn éischt Modifikatioune kritt. Déi Modifikatioune wëlle mer haut op zwee Punkte speziell ënnerstraichen: engersäits dat Stéchwuert vum Pays d'origine, an anersäits am selwechte Kontext dat vun den nationale Kontrollgremien - Stéchwuert hei zu Lëtzebuerg ass de CNP. Et ass esou, dass déi Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung verdeedegt huet, nämlech déi vum Prinzip vum Pays d'origine, éischt Téitsche kritt huet, ënner anerem mat der Begrënnung, dass et am Fall vun national éischter défaillantë Kontrollmechanisme misst kënnen erlaabt sinn, dass éischter am Beräich vun enger Kollaboratioun zesummegeschafft gëtt, notamment wann e Sender vun engem Territoire aus exklusiv an en aneren Territoire ausstrahlt.

Déi Positioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung verdeedegt huet, ass also am Moment net méi ganz an deem Zoustand, wéi se nach virum Passage am Europaparlament war.

Duerfir d'Fro un d'Regierung, wat d'Regierung gedenkt an ënnerhuelen an deenen nächsten Deeg a Wochen, fir déi doten Diskussioun och dohinner ze kréien, wouriwwer et eigentlech hei e Konsens gëtt, nämlech dass mer wëllen de Prinzip vum Pays d'origine verdeedegen.

An zweetens: Wéi eng Konklusiounen zitt d'Regierung aus der Entwécklung, déi amgaangen ass, wat eise Conseil National des Programmes betrëfft, fir en opzewäerte mat senge Moyenen an och mat senge Pouvoiren, déi him zur Verfügung stinn, fir kënnen als eescht ze huelenden nationale Kontrollgremium considéréiert ze ginn, wat erëm eng Kéier eng Konditioun ass - an dat haten déi Gréng virun zwee Méint bei der Interpellatioun hei ënnerstrach, dass dat eng Noutwendegkeet ass -, wann een de Prinzip vum Pays d'origine vollends wëllt verdeedege kënnen?

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den Här Jean-Louis Schiltz, Kommunikatiounsminister, huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, richteg ass, datt d'Direktiv «Télévision sans frontières», déi entretemps «Services audiovisuels sans frontières» heescht, zwou éischt Ronnen duerchlaf huet am Conseil an am Europaparlament. À l'origine waren - fir op déi éischt Fro ze äntwerten - 13 Länner géint de Principe du pays d'origine, deen elo an der Direktiv verankert ass.

Ech hunn am éischten Tour dogéint gestëmmt, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt de Principe du pays d'origine, deen dra war, nach verbesserungsfäeg war. Ech sinn entre-temps vum Europaparlament doranner confirméiert ginn, well d'Europaparlament précisément déi Notioun vum Abus, vun där ech gefuerdert hunn, datt se dra kéim, erëm an den Text drageschriwwen huet, nämlech datt de Principe du pays d'origine nëmme wäicht - oder, fir Franséisch ze schwätzen: qu'il doit céder le pas lorsqu'il y a abus, ou lorsqu'il s'agit de prévenir un abus. Dat ass drakomm. Ech fille mech also bestätegt an deem Vote négatif.

Weider geet et elo am Februar am Kader vun enger Informelle zu Berlin an am Mee dann am Conseil.

Ech wëll préziséieren zu där éischter Fro vum Här Braz, Här President, datt mir ëmmer de Prinzip vun der Kollaboratioun tëschent den Autoritéiten och héichgehalen hunn.

Et huet also näischt mat eventuell défaillanten Autoritéiten ze dinn. Ech mengen, datt eng Kooperatioun an eng Kollaboratioun tëscht den Autoritéiten eng gutt Saach ass. Mir hunn och de Wee gewisen, andeem ech d'lescht Woch an der Belsch als Lëtzebuerger zoustännege Minister dobäi war, wéi RTL-TVI en Accord ënnerschriwwen huet mat de belsche Produzenten - dem Principe du pays d'origine no. An ech mengen, datt deen Accord weist, datt eng Gesellschaft, déi mat enger Lëtzebuerger Lizenz operéiert an e Programm huet, dee circuléiert an Europa, sech och kann an dat soziaalt Ëmfeld vun deem Land abetten, an déi Kollaboratioun ass wichteg. Mir sinn also net géint de Prinzip vun där Kollaboratioun, dat wollt ech just kloerstellen.

Zweet Fro, wat d'Surveillance ubelaangt, erlaben ech mer d'Fro opzewerfen, ob déi Aspekter, déi vum Europaparlament do beliicht gi sinn, effektiv europäesch Froe sinn.

Ass dat net eng Fro wou Europa sech soll eraushalen, wou et ëm d'Mise en œuvre geet, wou d'Länner solle funktionéieren a sech selwer sollen organiséieren? - Ech tendéieren éischter zu där Positioun.

Richteg ass, datt mer och virun zwee Méint hei am Parlament iwwert d'Surveillance geschwat hunn. De Conseil National des Programmes mécht dat, wéi ech mengen, op eng gutt Manéier.

Ech ginn lech dat rezente Beispill: Den 20. November huet de Conseil National des Programmes sech beschwéiert bei der CLT-UFA iwwer e Programm, deen «Appel gagnant» heescht vun RTL9 - dat war den 20. November. De 7. Dezember huet eng Réunioun stattfonnt tëscht dem CNP an de Responsabele vun RTL9.

De CNP bericht mer, datt déi Réunioun positiv verlaf wär an datt d'Chaîne de Conseil informéiert hätt, datt déi Emissioun, déi kritiséiert ginn ass, vun der Grille des programmes zréckgezu ginn ass. Dat heescht, dat ass also e Beweis, datt déi Surveillance funktionéiert. Dat ass ee Beispill.

Ech sinn och der Meenung, datt an Zukunft am Kader entweder vun där klenger Reform, déi mer elo virschalten, oder vun där duerno, där grousser, de Conseil National des Programmes soll Pouvoirs de sanction kréien, déi awer moduléiert solle ginn, well ech fannen och, et soll een do net iwwert d'Zil erausschéissen.

E leschte Punkt betrëfft d'Surveillance, wat d'Publicitéit ubelaangt. Do ass et meng Iwwerzeegung, datt ech net gesinn, firwat de Service des Médias et des Communications net d'Publicitéit ka surveilléieren a firwat mer do mussen en Organ kreéieren. Mä dat ass eng Fro, déi mer sécher nach wäerten an Zukunft och diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Schiltz. Dann déi nächst Fro, déi sech un den Här Innenminister wennt. Se kënnt vum honorabelen Här Meisch iwwert den Akaf vum Stat vu Bauplazen, déi zu engem Präis, deen ënnert deem vum Marché läit, wäerte verkaaft ginn.

- Question N°138 du 18 décembre 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, viru kuerzem hu mer aus dem Mond vum CSV-Fraktiounschef an och vum Premier selwer op Parteikongresser respektiv iwwert d'Medien eng Propositioun verlauschtert, wéi wa géif dru geduecht gi fir Terrainen, déi ausserhalb vun de Bauperimetere leien, vun der ëffentlecher Hand opzekafen, fir duerno viabiliséiert kënnen ze ginn.

Ech wollt den Innenminister froen, ob hien déi Propositioun do deelt; ob hien dee positiven Effet, deen den CSV-Fraktiounspresident an de Premier sech dovunner op d'Baupräisser am Land insgesamt erwaarden, och gesäit.

Ech wollt och froen, ob hien esou eng Démarche géif kompatibel fanne mam IVL a mat anere Programmer, déi mer eis ginn, fir eng kohärent Landesplanung an eng Regionalplanung ze kréien.

Ech wollt och froen, ob d'Regierung bereet ass, fir iwwert deen dote Wee herno d'Terrainen effektiv ënnert dem Marchéspräis op de Maart ze ginn.

Fir dat Ganzt ze maachen, wollt ech vum Innenminister och wëssen, ob hien dovunner ausgeet, datt eng Rei vu legislative Modifikatioune musse gemaach ginn, déi dann als Base légale fir déi do Démarche kënnen déngen.

An zulescht wollt ech och froen, wéi et mat der Autonomie communale steet, ob hei d'Gemengen herno nach Meeschter sinn iwwer hiren Territoire oder ob d'Regierung envisagéiert hei iwwert d'Gemengen ewech ze fueren an Terrainen auszeweisen, op deenen trotz dem Widdersproch vun der Gemeng kann an enger Gemeng gebaut ginn.

Ech wollt also froen, ob déi Propositioune vum CSV-Fraktiounspresident a vum Premierminister scho konkret Regierungspolitik sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Wuert huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Iddi, déi den Här Meisch hei opwërft, an déi och Parteikolleege vu mir opgeworf hunn, mengen ech, ass eng Iddi, déi et derwäert ass analyséiert ze ginn an déi ee soll creuséieren.

Well eppes ass kloer: Mir wäerten Imaginatioun brauchen, fir an deenen nächste Joren an d'Spill vun Offer an Demande anzegräifen, wa mer wëllen d'Präisser erofkréien - well déi steieren am Fong geholl d'Präisser. An duerfir ass jo eng éischt Initiativ de sougenannte Pacte de logement, dee mer mat de Gemenge maachen, den Innenminister an de Landesplanungsminister zesumme mam Logementsminister.

D'Spillregele si bekannt: Et sinn zwee Acteuren, de Stat an d'Gemengen, déi hei mussen - géif ech soen - hir Hausaufgab maachen.

D'Planungshoheit hunn d'Gemengen; déi wäerte se och ëmmer behalen; an et wäert net um Stat si fir do anzegräifen an d'Autonomie communale net ze respektéieren. De Stat huet eng Kontrollfunktioun. Mä d'Gemenge musse matspillen an d'Gemenge musse responsabiliséiert ginn. Dat ass ganz kloer.

Da kann eng Gemeng an engem Cas de figure ëmklasséieren, wann et konform ass mat de Kritäre vum IVL oder mat de Prinzipie vum Programme directeur de l'Aménagement du Territoire. An et muss natierlech och mat deem anere legislativen Instrument, wat mer nach hunn, dem Plan sectoriel Logement iwwereneestëmmen. An déi Elementer kenne mer: Innenverdichtung virun Aussenentwécklung; den ëffentlechen Transport muss valoriséiert ginn; d'CDAen, déi zentral Orte musse respektéiert ginn.

A mir wëssen, dass mer 37 Kilometer an de bestehende Bebauungspläng hunn, déi am Fong geholl kënne benotzt ginn, fir dran ze bauen. Mir wëssen awer och, dass se net all kënne benotzt ginn. Mir wëssen also, dass mer Flächen am PAG hunn, déi net gutt sinn; a mer wëssen awer och, dass mer ausserhalb vum PAG Flächen hunn, déi gutt sinn.

Et muss een also Fall fir Fall kucken, an dat si mer amgaang ze maachen, a mer wäerten Enn 2007 à même sinn, egal wou am Land ze soen, hei dat do sinn Terrainen, déi sinn IVL-kompatibel an déi dote sinn net IVL-kompatibel.

Dat de Moment elo schonn ze soen, wier natierlech kontraproduktiv, well da géifen d'Präisser schrecklech an d'Luucht goen. Dees muss ee sech bewosst sinn.

Wouriwwer ee sech och nach muss bewosst sinn, dat ass d'Stéchwuert IVL-Monitoring. Mir si jo amgaang ze kucken, wéi sech eist Land entwéckelt mat deene politesche Virgaben, déi mer eis ginn hunn: 4% Wuesstem, Horizont 2020, Pendlerzeenario - Awunnerzeenario.

Den Awunnerzeenario, dee bedeit jo, dass, wann Aarbechtsplazen hei am Land geschafe ginn a besat ginn, 60% vun deenen Aarbechtsplaze solle vu Leit, déi am Land wunnen, besat ginn.

Wa mer wëssen, dass mer am Joer 2005 bis Ufank 2006 10.000 Aarbechtsplaze kreéiert hunn an eisem Land, dat heescht 10.000 Leit an d'Land schaffe kommen, a wa mer wëllen den Awunnerzeenario realiséieren, dee jo am Fong geholl eng politesch Optioun ass, déi mer am Fong geholl missten ustriewen, da missten - wann et 60% sinn - 6.000 Haiser oder 6.000 Wunnenge kreéiert ginn an deem Zäitraum, fir am Awunnerzeenario ze sinn. Mir hunn der awer nëmmen 3.000 hikritt a vill méi ass och net dran - einfach infrastrukturell.

Dir gesitt also, hei geet Gepiddels net duer, dat bréngt hei näischt, mir mussen hei eng grouss Léisung sichen.

An ech soen lech eppes, wat ech och dëser Deeg gewuer si ginn an enger Réunioun mat Spezialisten aus Däitschland: Déi behaapten, zu Lëtzebuerg wäre mer praktesch do, wa mer wierklech wéilten

eng Äntwert fannen op de Wunnengsproblem, da misste mer e sougenannte Gründerzeiturbanismus am Fong geholl hei zu Lëtzebuerg nees aféieren. Dat heescht ganz kloer, et misst ee praktesch op d'gréng Wiss eng Uertschaft setze respektiv kleng Agglomératioune massiv ausweiden, fir deene Problemer, déi mer elo hunn, ze begéinen.

Ech soen lech, dat si verschidden däitsch Spezialisten, déi dat soen, mä dat beweist awer eppes: Dat beweist am Fong geholl, dass ee muss eng grouss Léisung hunn, an déi Iddi hei, déi de Michel Wolter hat an déi de Statsminister mat deelt, dat ass och esou eng grouss Iddi, déi natierlech vill Froen opwërft, déi et awer derwäert ass, duerchduecht ze ginn, well den Esprit, d'Finalitéit dovun ass genau déiselwecht. A mir mussen och esou eng Léisung kréien, wa mer wëllen hei zu Lëtzebuerg weider déi ganz Problematik vum Wunnen an de Gréff kréien.

De Stat, dee kann opkafen, mä et muss een och wëssen: Deen Dag, wou de Stat seet, dass hien opkafe geet, geet d'Präisspiral nees an d'Luucht. Dat muss een och wëssen!

Et muss een och wëssen, dass de Stat, wann hien opkeeft, an hie wäert dat och maachen, nëmme kann zur Verfügung stellen. Wann hie wëllt verkafen, da musse mer ee Gesetz maachen - dat ass ganz kloer.

An et muss een och wëssen, dass d'Gemengen e wichtege Partner sinn an där ganzer Problematik, a si kréie jo och 50% mat deem neie Gesetz, wat mer deemnächst an der Chamber wäerten diskutéieren, wa se Terrainen zur Verfügung setze mat Emphytéosen.

Dir gesitt also, d'Strategie, déi mer hei hunn, déi ass mat deene Moyenen, déi mer elo hunn, praktesch ze maachen.

Mä eng Fro, déi ech mer stellen an déi fir mech gradesou wichteg ass, dat ass folgend Fro: Wa mer elo en Terrain hunn, dee 500 Euro den Ar wäert ass, en normalen Terrain, wann deen elo vun haut op muer ëmklasséiert gëtt, da gëtt deen op eng Kéier 50.000 Euro wäert. Dat heescht honnertmol méi! Do steet esou vill Geld um Spill, dass ech mer d'Fro stellen, ob ee sech net do misst d'Moyenë gi fir eng méi gerecht Verdeelung ze kréien, fir e Bäitrag un d'Kollektivitéit ze ginn, wat hei am Fong geholl och gefuerdert ass. Déi Problematik sollte mer eis och emol duerch de Kapp goe loossen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro kënnt vum honorabelen Här Bettel un den Transportminister iwwert de Projet vum Eurocap-Rail.

- Question N°139 du 18 décembre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, an enger Äntwert op eng Fro, déi ech gestallt hat iwwert den Eurocap-Rail, huet de Minister den 21. September 2006 geäntwert, dass den 19. Juli eng Réunioun war vun de Regierungen aus der Belsch a Lëtzebuerg an dass do selbstverständlech den Eurocap-Rail eng Prioritéit wier - och fir dës Regierung.

Alors mon étonnement, Här President, wéi ech am „Soir" gelies hunn, dass de Josy Arens, e Kolleegdeputéierten aus der Belsch an der belsche Parlament dem Statssekretär aux entreprises publiques eng Fro gestallt huet, a wou an der Editioun vum 14. Dezember, dat heescht net manner wéi virun e puer Deeg, de belsche Statssekretär gesot huet, dass de Projet vum Eurocap-Rail - ech zitéieren - «pas viable financièrement» ass.

Den Här Minister hat mer deemools geäntwert, dass ganz vill Aarbechte géife gemaach ginn tëschent Gembloux, Ciney a Jemelle an dass och zéng Courbë misste gekuckt ginn. Et gesäit esou aus, wann een de Belsch nolauschtert, wéi wann dat net de Fall wär an dass si net an déiselwecht Richtung géife goen. Fir mech wier et wichteg ze wëssen elo, wéi et ausgesäit.

Gi mer dee belschen Zeenario an, gi mer de lëtzebuergeschen Zeenario an? Well elo gläich, Här President, ass et méi einfach, wann ee vu Bréissel op Stroossbuerg wëllt fueren, et hëlt een den Thalys bis op Paräis a vu Paräis den TGV bis op Stroossbuerg - an dann ass Lëtzebuerg ganz vergiess.

Dowéinst, Här President, wier ech frou, déi Infoen ze kréien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Minister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, hei zu Lëtzebuerg war den Här Bettel deen Eenzegen, deen iwwert déi Diskussioun am wallounesche Parlament iwwerrascht war, well den Här Josy Arens, Deputéierten, fir...

(Interruption)

... fir d'57. seng Opreegung matdeelt, oder nach méi, ech mengen, hie war skandaliséiert, esou stoung am „Soir". Ech mengen, do kënnt d'Informatioun jo hier.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- De Mann huet Recht, Här President. De Mann huet Recht!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Dat wëll ech net bestreiden.

Skandaliséiert ass hien iwwer eppes, wat mer hei als wichteg emfannen, an duerfir ass déi Äntwert, déi ech lech ginn hunn am September och absolut nach ëmmer aktuell.

Ech mengen, et ass jo esou - fir et nach eng Kéier kloer ze maachen -, dass mer beim Eurocap-Rail dräi Zeenarië virleien haten. Am Joer 2005 ass deen éischten Zeenario dat wat genannt ginn ass den Eurocap-Rail de base, dee 458 Milliounen Euro Investitiounen op der belscher Säit bedeit a 15 Minutte Gewënn tëschent Bréissel a Lëtzebuerg, dat heescht ganz genau pro gewonne Minutt 30,6 Milliounen.

Deen zweeten Zeenario war dee vum Eurocap-Rail mat enger neier Linn, enger wierklech nei gebauter Linn tëschent Ciney a Libramont. Dat hätt allerdéngs op belscher Säit eng Investitioun vun 1,13 Milliarden Euro bedeit.

Derbäi kënnt nach en aneren Zeenario, den drëtten Zeenario, deen eng nei Linn bedeit hätt, awer och nach méi schnell op der ganzer Streck bedeit hätt ze fueren - deen hätt effektiv geleeë bei enger Investitioun op der belscher Säit vun 1,9 Milliarden Euro.

An ech mengen, dass d'Konklusioun vun der Étude de marché, déi gemaach ginn ass an déi och validéiert ginn ass, souwuel op belscher Säit vun der SNCB wéi op eiser Säit vun der CFL, gewisen huet, dass bei allen Hypotheesen de Gewënn u Passagéier tëschent 2,6 a 4% louch. An et ass och dat, wat den Här Teubens a senger Äntwert am wallounesche Parlament nach eng Kéier kloergemaach huet, dass d'finanziell Risquë bei bal zwou Milliarden Investitiounen am héchstgeleeënen Zeenario, am drëtten Zeenario, wou de Gewënn allerdéngs dann 32 Minutte gewiescht wär, dass déi vu 15 Minutten op 32 Minutten effektiv nëmme bedeit hätt vun 2,6% op 4%, laut Étude de marché. An ech mengen, dee Risiko do ass dat wat de Statssekretär geäntwert hiert.

Dofir war et fir eis kloer gewiescht, dass et besser wär, ee fir alle Mol eis eens ze ginn, wéinstens iwwer eng Moderniséierung vun der Streck. Et ass also dee Modèle de base, dee mer huelen. Dat sinn nach ëmmer 458 Milliounen Euro. Dobäi huet eis souwuel déi federal Regierung wéi och déi wallounesch kloergemaach, dass déi Finanzéierung op der belscher Säit assuréiert wär, dass mer also domadder kéinten elo bei der Kommissioun en Dépôt maachen, wou de Projet jo op der Lëscht vun deenen an déi 20 Projete vun de Grands réseaux transeuropéens dropsteet. Dee kann domadder, mengen ech, bis zu maximal 15% subventionéiert gi vu Säite vun der Bréisseler Kommissioun, sou dass mer mat deem Projet kënnen ufänken.

Dat heescht awer och - an dat war dat wat eis Regierung der belscher och kloergemaach huet -, dass bei engem Modèle de base Lëtzebuerg sech net géif bedeelegen un de Käschten op der belscher Säit. Dat wat mer jo op der franséischer Säit gemaach hunn. Mä wann et wierklech nëmmen ëm eng Moderniséierung vun der Streck geet, si mer der Meenung, dass dat vu belscher Säit dann och integral muss kënne finanzéiert ginn. Wa mer an en aneren Zeenario komm wären, wäre mer bereet, doriwwer ze negociéieren, mä ech mengen dozou ass et net komm.

Mir kënnen nach ëmmer net, Här Deputéierten, décidéieren, wat fir eng finanziell politesch Décisiounen d'belsch Regierung hëlt. Ech mengen, esou wäit si mer net. Sou dass mer frou sinn, dass mer elo iwwerhaapt emol an eng Moderniséierung vun der Streck kommen. Dat heescht natierlech och, dass mir op eiser Säit eise Projet fir d'Streck op Klengbetten musse fäerdeg maachen. Den APS soll Mëtt 2007 fäerdeg sinn, fir dass mer dann och als Projet de loi heihinner kommen. Dorunner hänkt jo dann och d'Gare vun Zéisseng, déi Der jo och hei um Niveau vun der Responsabilitéit an der Stad Lëtzebuerg gutt kennt, fir dass mer déi kënne gestëmmt kréien a prett sinn, fir da bis 2014 - ech paken Holz un - souwuel op der belscher wéi der Lëtzebuerger Säit déi Moderniséierung vun der Streck do kënne fäerdeg ze maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Déi Froen, déi haut net konnte gestallt ginn, kënnen an enger nächster Sitzung gestallt ginn.

(Interruption)

Jo?

5. Ordre du jour (suite)

M. Charles Goerens *(DP)*.- Dat heescht, Här President, datt mer déi Froen, déi nach bleiwen, huelen, well et dauert jo awer elo laang bis déi nächst Sitzung bis d'Méiglechkeet erëm eng Kéier gebuede gëtt, fir Froen ze stellen.

M. le Président.- Jo, Här Goerens, ech hu mech un dat gehalen, wat d'Conférence des Présidents décidéiert huet, déi mir gesot huet, an eisem Reglement géif stoen eng Stonn, ech soll mech un dat halen. Ech hu mech doru gehal. Ech sinn awer bereet, wann d'Chamber dat hei décidéiert, dass mer nach weiderfueren.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, wann Der erlaabt, ech schwätzen elo zwar pro domo, mä ech hu meng Zäit agehale mat annerhallwer Minutt. Bei der Regierung ass all Kéiers bei den Äntwerten d'Zäit iwwerzu ginn. An d'leschte Kéier - wéinst de Budgeten hu mer de Rapporteur schwätze gelooss - ass keng Froestonn geholl ginn; wéi d'Aussepolitik-Debatt war, hu mer keng Froestonn geholl. Mir kënnen net all zwee Méint eng Kéier…

M. le Président.- Jo, Här Bettel, et geet hei ëm eng Prinzipiendécisioun. Ech hale mech just un dat wat d'Conférence des Présidents ofgemaach huet. Wann d'Chamber hei anerer Meenung ass, da soll se mer dat soen, mä da wéisst ech gären, wéi dat ëmmer ass. Et kann net eng Kéier sinn, dass sech dru gehale gëtt, an da komme verschidde Kolleegen net drun; eng aner Kéier gëtt sech net dru gehalen, an da kommen d'Kolleegen alleguerten drun.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Wann d'Zäiten agehal gi wären, Här President, hätt ech nach Zäit gehat fir meng zwou Froen ze stellen.

(Interruptions)

M. le Président.- Neen, neen, neen, Här Bettel. Dat ass net esou.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Et huet een aacht Minutte gehat!

Une voix.- D'Liewen ass awer esou.

M. le Président.- Neen, Här Wagner, den Här Ausseminister huet aacht Minutte geschwat, well en zwou Froe gestallt kritt huet. En huet eng vum Här Fayot gestallt kritt an eng vum Här Goerens. Dat goufen zweemol véier gëtt aacht Minutten, wann ech ka richteg rechnen. Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, wa mer all dënschdes wa mer Sitzung hunn eng Froenzäit vun enger Stonn hätten, hätte mer kee Problem. De Problem ass elo, dass déi lescht Woch an déi Woch virdrun an déi Woch virdrun entweder keng Chamber war oder et war keng Froestonn. Doduerjer huet sech alles konzentréiert. Wa mer ons eens sinn, dass mer all dënschdes wa mer Sitzung hunn eng Stonn Froen hunn, dann ass kee Problem.

M. le Président.- Mä Madame Flesch, ech hu kee Problem. Wann an der Presidentekonferenz d'Propos kënnt fir eng Heure de questions, da gëtt se hei gehalen!

(Interruption)

Jo, ech wéisst elo gären, wéi d'Meenung doriwwer ass.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hätt…

M. le Président.- Neen, Här Bettel, ech mengen, mir hunn elo dräi Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun héieren, déi der Meenung sinn, dass et soll weiderfueren. Elo géif ech gär d'Meenung vun deenen aneren héieren. Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech géif mech, Här President, wëllen un dat halen, wat mer an der Conférence des Présidents ofgemaach hunn, dass eng Heure de questions eng Heure de questions ass an net eng Heure et demie oder deux heures de questions. Et ass eng „Heure" de questions. Mat deemselwechten Argument kënnen déi nächst Kéier 20 oder 25 Froe gestallt ginn.

Et ass gesot ginn, eng Heure de questions, a wann do eng aner Propositioun virläit, géif ech lech froen, fir déi nächste Kéier dann an der Conférence des Présidents nees doriwwer ze diskutéieren. En attendant solle mer eis un dat halen, wat mer an der Conférence des Présidents zesummen ofgemaach hunn.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt fir d'éischt soen à l'adresse vun der Madame Flesch, dass mer heiansdo keng Heure de questions hunn aus Ursaachen, déi esou al si wéi d'Chamber. Dat heescht, wann de Budgetsrapporteur seng Ried hält, wann den Ausseminister seng Deklaratioun virun der Chamber mécht, hu mer zur Gepflogenheet keng Heure de questions virdrun ze hunn. Dofir ass et normal - d'Madame Flesch weess dat jo, si huet dat selwer och matgemaach als Ausseminister -, dass dann d'Chamber probéiert deene Leit aus der Regierung oder aus der Chamber d'Primautéit ze ginn. Dat erklärt, firwat dass mer elo alles beieneen hunn. Mä ech mengen awer schonn, dass et wichteg wär, dass, wa mer ebe just eng Décisioun an der Conférence des Présidents huelen, mer ons och sollen dorunner halen.

Une voix.- Très bien.

(Interruption)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech hätt laang Zäit gehat meng zwou Froen ze stellen, Här President.

M. le Président.- Ech wëll awer hei der demokratescher Fraktioun soen, et sinn haut néng Froe gestallt a beäntwert ginn, a vun deenen néng sinn der véier vu Vertrieder vun der demokratescher Fraktioun gestallt ginn.

(Brouhaha général)

Also kann een awer net soen, dass hei iergendee museléiert géif ginn. Mä ech géif dem Här Wolter seng Propos opgräifen a soen, an der nächster Conférence des Présidents - dat do war eng Décisioun, du war den Här Goerens nach net Member vun der Conférence des Présidents - solle mer dat do nach eng Kéier diskutéieren an da gesi mer wéi mer weiderfueren.

Ech gesinn, dass fir haut d'Majoritéit der Meenung ass, dass mer elo no enger Stonn ophalen. Wa mer eis elo kéinten am Gudden, ouni Sträit dorobber eenegen...

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Da solle mer am Januar méi Sitzunge maachen, da kënne mer méi Froe stellen.

(Interruption)

M. le Président.- Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Heure d'actualité, déi d'DP-Fraktioun ugefrot huet. Eng Aktualitéitsdebatt iwwert d'Baue vun engem Lycée am Klierfer Kanton. D'Riedezäit ass nom Artikel 78 festgeleucht. Zéng Minutte stinn där Fraktioun zou, dem Här Goerens, déi se ugefrot huet, a fënnef Minutten deenen anere Fraktiounen an zwou Minutten de Sensibilités politiques. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Aktualitéitsdebatt vun haut dréint ëm de geplangte Lycée vu Klierf. Ech soen de geplangte Lycée vu Klierf, en ass nach net

realiséiert. Au contraire, d'lescht Fréijoer ass duerch eng Stellungnahm vun der Regierung matgedeelt ginn, datt de Bau emol ajournéiert wier bis op onbegrenzten Zäit. Dat ass eng Ausso, déi am Widdersproch steet zu enger anerer vun z'joert, wou domat gerechent ginn ass, datt de Bau vun engem Lycée zu Klierf acquis wär, an dofir gouf et och eng Partie gutt Grënn.

Éischtens, d'Expertë vum Aménagement du Territoire hu festgestallt, datt et e grousse Vide scolaire gëtt, e Vide scolaire absolu an dem Ostdeel vum Klierfer Kanton. Zweetens weist d'Croissance démographique am Klierfer Kanton ganz kloer op eng ganz dynamesch Entwécklung hin. Wa virun 20 Joer knapps 10.000 Leit am Klierfer Kanton gewunnt hunn, da sinn dat der mëttlerweil ewell ronn 13.000, an 2012 gëtt gerechent, wann d'Populatioun esou uwiisst wéi dat elo ausgesäit, mat 15.000 Leit.

Och d'Population scolaire a préscolaire weist an déiselwecht Richtung. 2001 waren 1.533 Kanner an de Préscolaires- an an de Primärschoulsklassen an et gëtt gerechent, datt dat der elo scho mëttlerweil 1.546 sinn, an dat wäert och nach uwuessen an den nächste Joren.

Ech mengen och, datt et bal iwwerflësseg ass fir op d'Argumenter vun enger dezentraler Schoulorganisatioun hinzeweisen. D'Décentralisation scolaire huet eng ganz Rei Avantagen, dat weess d'Ministesch, déi hei present ass, besser wéi ech. An iwwerschaubare Schoulinfrastrukture léisst sech besser Unterrecht halen. Eng besser Proximitéit hëlleft och en anert Verhältnis tëschent Léierpersonal a Schüler erbäizeféieren.

Ech wollt awer - an ech brauch och dofir an der Presentatioun déi zéng Minutten net, déi ech gefrot hat - och nach eppes soen iwwert d'Implantatioun.

Firwat grad Klierf? Mä mir hunn zu Klierf eng Situatioun, déi an där Hisiicht interessant ass, well déi Plaz, déi ëmmer erëm évoquéiert gëtt, fir de Lycée ze plangen, iwwer all Zweifel erhaben ass. Klierf läit zentral. Klierf läit un der Eisebunn. Klierf ass och e Verkéiersknotepunkt. Dee Lycée soll bei d'Gare kommen. Do ass en Terrain reservéiert, an deen hu mer och der Wäitsiicht vum viregte Wirtschaftsminister ze verdanken, deen an der viregter Legislaturperiod eng Décisioun matgehollef huet erbäizeféieren, fir e Betrib, dee CTI heescht, ze délogéieren, an zwar an d'Industriezon vu Lenzweiler. Dee CTI gehéiert der SNCI, d'SNCI ass den Actionnaire unique vun där Gesellschaft - de CTI gehéiert also praktesch dem Stat.

Deen Terrain gehéiert also quasi och dem Stat, an esou hu mer also déi penibelst Fro, déi mer op anere Plazen am Norden ëmmer begéinen, geléist. Zu Klierf hu mer en Terrain an do kéint e Lycée gebaut ginn, mä do feelt et nach un där politescher, definitiver Décisioun.

Zu Ettelbréck weist alles dorop hin, datt de Lycée muss vergréissert ginn. Do hu mer keen Terrain. Entweder hu mer d'Méiglechkeeten, fir et ze maachen, an da gëtt en net gemaach, oder et sinn e puer Konditiounen net erfëllt, an dann ass et ganz schwéier, fir dohinner ze kommen.

Zu Klierf, mengen ech, schwätzen alleguer déi Argumenter, déi ech elo gesot hunn, dofir. Nach eng Kéier: d'Population scolaire, d'Evolution démographique an och Kritären, déi mer normalerweis bei der Raumplanung beméien, sinn hei erfëllt. Net zulescht wëll ech drop hiweisen, datt am Plan sectoriel „Lycées" déi do Plaz, de Klierfer Kanton, och schonn ausgewisen ass fir de Lycée dohinner ze bauen.

Duerfir hu mir och dovun ofgesinn, fir haut eng Motioun ofzeginn. Mir wollten der Regierung nach eng Kéier d'Méiglechkeet ginn, an och der Chamber, fir sech doriwwer ze erklären.

An ech reservéiere mer och, well ech meng Riedezäit elo net ganz beasprocht hunn, dat dono ze maachen an an enger kuerzer Reaktioun Stellung ze huelen zu deem, wat mer elo wäerten héieren.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt e Lycée an de Klierfer Kanton gehéiert, dat steet ausser Zweifel, an datt dee Lycée muss kommen, ass an den Ae vu menger Fraktioun gradesou kloer.

Am Plan sectoriel - de 26. Juli 2005 ass en a Kraaft getrueden - geet och onmëssverständlech Rieds vun deem Lycée am ieweschten Norden, an et geet vill vun enger Phas 2 Rieds, well de Prozedere den demographeschen Entwécklunge misst Rechnung droen.

Et muss een awer soen, an der Zwëschenzäit ass an deem Dossier munches geschitt. Fir d'éischt, wann een d'Analys vun de Besoinë kuckt, steet däitlech am Plan sectoriel, datt a puncto Capacitéite bis zum Joer 2010 am Norden am Ganzen 2.611 Unitéite feelen, a wann een de Réidener Lycée mat senge geplangten 1.200 Élèven do ofrechent, maachen dat bal 1.500 Unitéiten, déi ëmmer nach géife feelen. Déi Héichrechnung ass iwwregens wéinstens fënnef Joer al.

Wann een déi aktuell Zuele méi genee kuckt, ass et awer och kloer, datt elo schonn d'Besoinen däitlech sinn, an an der Äntwert op eng entspriechend Question parlementaire am Juni 2005 hat d'Educatiounsministesch gesot, datt zu deem Zäitpunkt 990 Schülerinnen a Schüler aus dem Kanton Klierf an ee postprimäert Gebai am Norde gaange sinn.

Da krut ech rezent Zuele vun eben och dem Educatiounsministère a puncto Élèven an Anzuchsgebitt vun engem Lycée zu Klierf: Am Schouljoer 2005/2006 ginn do an de Postprimaire insgesamt knapp 1.300 Schülerinnen a Schüler, dovunner 630 an de Cycle inférieur.

D'Bevëlkerungsentwécklung am Klierfer Kanton läit tëschent 1995 an 2005 am Duerchschnëtt bei plus 16,5%. Dës Entwécklung geet an deenen nächste Jore ganz sécher virun, wann een drun denkt, datt d'Bauterrainen am Norden, speziell am Klierfer Kanton, nach vläicht éischter erschwinglech si wéi an aneren Deeler vum Land, an dat wäert besonnesch Famillje mat Kanner unzéien.

Compte tenu vun dësen Zuele gëtt däitlech, datt een elo misst mat der Planung vun deem Lycée ufänken, déi ëmsou méi ee jo weess, datt et zu Lëtzebuerg besonnesch an der Vergaangenheet e ganzt Jorzéngt konnt dauere bis esou e Gebai zustane komm ass. De Réidener Lycée, hoffen ech, ass eng rühmlech Ausnahm. Deen neie Bauteminister probéiert jo och méi séier héich qualitativ a méi präiswäert ze bauen.

D'Gemengen aus dem Kanton Klierf ware sech an engem gewësse Moment och oneens iwwert de Site. Déi Oneenegkeet ass awer an der Zwëschenzäit iwwerwonnen. Si hu sech viru kuerzem an enger Ofstëmmung däitlech fir de Site vun der Uertschaft Klierf ausgeschwat, déi jo och de geographesche Mëttelpunkt vun deem Kanton duerstellt.

Dobäi kënnt - et ass scho gesot ginn -, datt de potenziellen Terrain vun der CTI eigentlech prett ass, fir kaaft ze ginn, an nëmmen dräihonnert Meter vun der Zuchgare vu Klierf ewech ass.

Dann hunn déi Responsabel aus dem Kanton sech och scho Gedanke gemaach iwwert d'Ausriichtung vun hirem neie Lycée. Haut ass et jo esou, datt een net e Standardlycée, e Standardgebai plangt a baut, mä datt ee sech och mat konzeptuelle Froen ofgëtt. Ech weess, datt déi Responsabel sech zum Beispill Gedanke gemaach hunn, datt déi nei Kommunikatiounstechnologien, déi och iwwert de LEADER schonn eng Traditioun hunn an deem Eck vun eisem Land, eng Roll do kéinte spillen.

Ech weess, datt am Réidener Lycée beispillsweis den Direkter sech Gedanke gemaach huet, fir an der Ausriichtung a Richtung vun neien Technologies de l'énergie respektiv a Richtung vum Ëmweltberäich Schwéierpunkter ze setzen.

Da wëll ech nach soen, wéi wichteg e Lycée fir eng Regioun ass. E Lycée huet ëmmer nieft sengem Bildungsoptrag en Effet multiplicateur, deen net ze ënnerschätzen ass. Wann ee kuckt, wat fir een aktiivt Eegeliewen e Lycée eigentlech kritt, wat vu soziokulturellen, iwwerhaapt kulturellen Infrastrukturen an eng Regioun kommen, och um sportleche Gebitt, wat vun Events un engem Lycée hänken, Ausstellungen an „art working", Musek an esou weider, an och a puncto Formation continue villes duerch e Lycée leeft, da mengen ech, datt dat eng wichteg Entwécklung ass.

An da wollt ech zum Schluss soen, datt et zu Ëlwen an zu Housen zwou regional Zones d'activités gëtt mat ville klengen Handwierksbetriber, wou jonk Leit aus der Regioun, mengen ech, gäre géifen opgeholl ginn. Et ass och scho vun der Industriezon vun Eeselbur-Lenzweiler geschwat ginn, wou 850 Leit beschäftegt sinn a wou ee sech Synergien tëschent dem Lycée an de Betriber kéint virstellen.

Här President, als Konklusioun loosse mer elo ufänken de Klierfer Lycée ze plangen, fir datt e prett ass, wa mer e brauchen, net datt en dann an deem Moment, wou en definitiv prett ass, vläicht schonn eng Nummer oder zwou ze kleng ass.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ëm d'Implantatioun vun engem Lycée am Klierfer Kanton huet geschéngt eng „never-ending story" ze ginn. Haut gesi mer, mengen ech, Liicht am Tunnel. De Bau vun engem Lycée am Klierfer Kanton schéngt eng beschlosse Saach ze sinn. D'Regierung wäert eis - hoffentlech - mat Sécherheet Opschloss iwwert dëse Fait herno ginn.

(Interruption)

Loosse mer hoffen, Här Goerens, jo!

De Lobbyismus, den Asaz vun all Politiker, all Bierger an dësem Kanton a wäit doriwwer eraus huet endlech seng Friichte gedroen.

Eenzel Parteie sprangen op eemol op den Zuch erop a preise sech dobaussen als grouss Kämpfer fir dëse Lycée. D'LSAP huet vun Ufank un de Bau vun dësem Lycée ënnerstëtzt, an ech erënneren hei un d'Interventioune vum fréiere Minister an Deputéierte Georges Wohlfart, deen am Januar 2003 a senger Interpellatioun iwwert d'Politik vun der Regierung fir den Développement am Norde kloer Aussoe gemaach huet.

D'Äntwerte vun där deemoleger Regierung ware manner kloer an d'Intentioune ware relativ schwiereg ze bëuerteelen.

(Interruption)

Speziell den Unterrechtsministère huet mat onkompletten an onprezisen Zuelen d'Nécessitéit deemools a Fro gestallt.

(Interruption)

Den Här Goerens huet eis nei Zuele geliwwert, déi hoffentlech och esou oprecht sinn, an d'Madame Minister wäert eis mat Sécherheet herno nach weider Zuelen noreechen.

Ech erënneren hei un eng Pressekonferenz am Joer 2001, wou deen deemolege Plan sectoriel „Lycées" virgestallt gouf. Den deemolegen Innenminister Michel Wolter, d'Madame Bauteminister Erna Hennicot an d'Educatiounsministesch Madame Brasseur hu voller Stolz dëse Plang a sengen Detailer virgestallt. Dat war och gutt a richteg esou.

Just wëll ech bemierken, datt de Bau vun engem Lycée am Klierfer Kanton net prioritär, mä nëmme sekundär agestuft ass.

An der Phas 2 an u 6. Positioun steet, an ech zitéieren: «construction d'un lycée dans une zone d'implantation dans l'extrême nord». Et sollten also fir d'éischt déi éischt véier Lycéeë gebaut ginn a spéider de fënneften an dann de sechsten, deen éischten am Süden an, wéi gesot, dee sechsten am Norden, an dat der demographescher Entwécklung ugepasst ginn. Dës demographesch Entwécklung huet stattfonnt, an zwar positiv am Sënn vum Süden an och am Klierfer Kanton.

D'Zuele leien hautdësdags kloer um Dësch a beweisen, datt e Lycée am Klierfer Kanton berechtegt ass a komplementar am Norden zu de Lycéeën, hoffen ech, an der Nordstad an och zu Woltz ka fonctionnéieren. De Besoin un Infrastrukturen am Schoulwiesen ass weider enorm an d'Bauzäit muss an dësem Kontext onbedéngt verkierzt ginn, soss lafe mer Gefor, e puer honnertdausend Kanner ouni Klassesäll dostoen ze hunn oder a Wandersäll ze fonctionnéieren.

De Claude Wiseler, eise Bauteminister, ass um richtege Wee an eenzel Projeten hu bewisen, datt et och méi séier ka goen. Ze bemierke bleift och, datt duerch déi onnëtz Diskussioun vum Site vum Klierfer Lycée - Ëlwen oder Klierf? - onnëtz Zäit verluer gaangen ass. De Marco Schank huet eis grad gesot, datt endlech do eng Eenegung do ass, an et ass och gutt esou, datt mer endlech an där Diskussioun virukommen.

De Lycée am Klierfer Kanton gehéiert op Klierf, an zwar op de Site vun der CTI no bei der Gare. Hei sinn Terrainen disponibel oder ze kréien. Hei ass d'Ubannung un d'ëffentlecht Transportnetz ginn an et gëtt weider wéineg Wunnkultur zerstéiert. Hoffe mer, datt de Site och vu gréisserer Pollutioun verschount ass, esou datt zügeg kann ugefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, allze grouss Problemer awer bleiwen an de Schoulinfrastrukture bestoen. An ech denken hei konkret un de Lycée technique vun Ettelbréck, wou d'Petitiounskommissioun sech an dësem Joer iwwert de schlechten Zoustand vergewëssere konnt. Hei muss dréngend eppes geschéien, an d'Festrennen un engem Site sollt alternative Virschléi wäichen.

Dir Dammen an Dir Hären, de Klierfer Kanton hat fréizäiteg erkannt, datt d'Zäit komm war ze reagéieren an en Ausbludden ze verhënnere war. An dësem Kontext huet de Syndicat SICLER exzellent Aarbecht geleescht an dëse Kanton souwuel wirtschaftlech wéi gesellschaftlech restrukturéiert. De Schoulsyndicat SISPOLO géif ech gär vun dëser Plaz aus als eng vun de Pilotschoulen am Land bezeechnen, an dofir wier et ëmsou méi ongläcklech, wann dës gutt Basis bei de Schüler géif net d'Méiglechkeet kréien, och am Kanton selwer spéider de Lycée ze besichen, wou si sech da kënnen hire leschten Know-how, hir schoulesch Kompetenzen an hirer Ëmgéigend uneegnen.

Loosse mer also net weider Zäit verléieren an e weidere wichtege Richtpfeiler am Développement vum Norde beschléissen.

(Coups de cloche de la Présidence)

No dem Bau vum Woltzer Lycée, no deem vum Réidener Lycée - ech sinn direkt fäerdeg, Här President -, mussen d'Décisiounen an d'Aarbechte fir en Nordstad-Lycée an e Lycée am Klierfer Kanton schnellstméiglech falen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Dann huet den honorabelen Här Gira d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Tribün héiert een dacks, ëmmer méi dacks, meeschtens Leit aus der Regierung, sech beschwéieren, dass et zu Lëtzebuerg éiweg dauert fir e Bauprojet ze realiséieren. Si hunn och meeschtens séier e Schëllege bei Hand. Eng Kéier ass et d'Ëmweltverwaltung oder d'ITM wéinst onméigleche Kommodo-Oplagen, eng aner Kéier Gemengen, déi keng staatlech Infrastruktur am Schiet vun hirem Kierchtuerm wëllen, eng drëtte Kéier d'NIMBYen, déi hire Virgäertche gär propper halen.

Wann awer den Dossier vum Klierfer Lycée schonn éiweg dauert an de Moment och net ofzegesinn ass, ob en nach eng Kéier éiweg dauert, dann ass dat awer weder, Här President, der ITM oder der Ëmweltverwaltung nach de Gemengen aus dem Kanton Klierf nach den NIMBYen hir Schold, mä ganz eleng déi vun dëser an der viregter Regierung.

E puer Wuert zur Chronologie. Et ass elo müsseg, iwwert déi vill Hiefammen ze diskutéieren, déi anscheinend d'Iddi vun dësem Lycée mat geholfe hu bueren. Ech mengen dann och, dass déi gréng Fraktioun net onschëlleg ass bei dëser Gebuert. Ech erënneren drun, dass hei de 14. Juni 2001 op Initiativ vun eiser Fraktioun an duerch d'Hand vum heitege bloen Hirsch eng Motioun déposéiert ginn ass, dass d'Regierung sollt studéieren, ob et net un der Zäit wär, e Lycée an den ieweschten Norde vu Lëtzebuerg ze maachen. Nach eng Kéier: Si ass unanime ugeholl ginn.

Wat interessant ass: Deen Dag drop - ech weess net, ob dat Zoufall ass, mä d'Preuvë sinn awer hei - huet de Schäfferot vun der Gemeng Klierf e Bréif un den Här Statsminister Juncker geschriwwe wou e seet, e wär frou de Lycée zu Klierf ze implantéieren, an e schléit och deemols schonn - et sinn ëmmerhi méi wéi fënnef Joer hier - e konkrete Site fir dat Gebai vir, an e schreift, dass de Propriétaire, ech zitéieren: «est disposé à vendre» - viru fënnef an en halleft Joer!

Fir déi Gréng, Här President, ass et dofir onverständlech, dass déi viregt Regierung net mat zwee Féiss op esou eng Propos sprëngt oder gesprongen ass, wann ee weess, dass deemools schonn dausend Schüler a Schülerinnen aus dem Kanton Klierf hu missen erausfueren; dass mer jo wëssen, dass mer nach fënnef bis sechs Joer brauchen, souguer wann eng Décisioun geholl ass; dass deemools schonn de Lycée Ettelbréck aus allen Néit gebascht ass. A wann déi Regierung dat gemaach

hätt, dann hätt déi symbolesch Aweiung, déi déi Gréng Norden dann den 21. Januar 2006 virgeholl hunn, fir alt erëm e bëssen Drock an den Dossier ze bréngen, net missen eng symbolesch sinn, mä dann hätt et scho vläicht eng reell Grondsteeleeung kënne sinn.

Fir déi Gréng ass et awer nach vill méi onverständlech, dass mer haut anscheinend nach net vill méi wäit sinn, wou ee weess, dass haut 1.700 Schüler a Schülerinnen am Préscolaire an am Primaire a Klasse sinn am Klierfer Kanton; dass domat a fënnef bis sechs Joer ongeféier 1.500 Schüler a Schülerinnen aus dem Kanton Klierf fir e Lycée am Kanton Klierf zur Verfügung stinn; dass d'Zoustänn am Lycée Ettelbréck - an dovu konnte mer eis als Petitiounskommissioun iwwerzeegen - ëmmer méi onhaltbar ginn, net emol well d'Gebai esou a schlechtem Zoustand ass, dat kann een emol net onbedéngt soen, mä well et einfach dräimol ze kleng ass; dass och de Lycée Woltz méi wéi voll wäert sinn an dass de Lycée Réiden, deen normalerweis 2008 am September opgeet, net esou vill Entlaaschtung fir de ganze Secteur Norde bréngt, well ganz vill Kanner aus dem Kanton Réiden de Moment op Mamer oder an d'Stad an d'Schoul ginn an déi Entlaaschtung nëmme punktuell wäert sinn.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erwaarden déi Gréng sech vun der Regierung haut kloer Aussoen, dass de Stat den Terrain bei der Gare zu Klierf kaaft huet oder amgaang ass ze kafen, dass d'Bâtiments publics un engem Projet de loi fir d'Gebai amgaang sinn ze schaffen an dass d'Educatiounsministesch um Fonctionnementsprojet amgaang ass ze schaffen. Alles anescht ass fir déi Gréng, mä virun allem fir d'Leit aus dem Kanton Klierf, net méi novollzéibar.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet elo d'Regierung. Ech weess...

(Interruptions)

Oh pardon, Här Koepp!

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Här President, ech wollt awer nach eppes soen.

M. le Président.- Jo, Här Koepp, et ass net gär geschitt, mä Dir waart net ageschriwwen.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Ouh?

M. le Président.- Neen. Duerfir hat ech Iech vergiess. Mä selbstverständlech huet den Här Koepp d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Ech wollt zwar awer als eenzegen Deputéierten, ausser der Ministerin, aus dem Klierfer Kanton e puer Wuert heizou soen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Juni 2001 hu mir hei an der Chamber eestëmmeg eng Motioun gestëmmt, fir datt d'Regierung soll Studië fir de Bau vun engem neie Lycée am Klierfer Kanton opstelle respektiv an d'Wee leeden.

Mä souwäit ons bekannt ass, ass bis haut näischt geschitt. Wéi esou oft wann et ëm den Norde geet, da gëtt geschleeft, gedréint a ronderëm de Bräi geréiert, a mir am Norde ginn zappele gelooss. Dat kenne mer jo ewell jorelaang. Beispiller gëtt et jo genuch: d'Nordstrooss, oder méi rezent wann et ëm de Standuert vun engem Lycée am Raum Nordstad geet. Da siche mer scho jorelaang no engem Terrain fir do kënnen ze bauen, wat ëmmer nach net fonnt gouf.

Laang ass et jo scho bekannt, datt d'Schülerzuel am Éislek wéi och am Land allgemeng ëmmer méi eropgeet, an domat drängt sech och noutgedrongen e Bau vun engem neie Lycée am Norde förmlech op. Zu Woltz selwer ass jo bekanntlech keen Ausbau vum Lycée méi méiglech, an domat muss an der Nordregioun en anere Standuert fonnt ginn.

D'Zäit drängt wann ee weess, datt mir hei zu Lëtzebuerg vun der Planung bis zur Fäerdegstellung siwe bis aacht a vläicht méi Jore brauchen, ier een an en neie Lycée kann anzéien. Dat ass, mengen ech, eng laang Zäit.

D'ADR Norden huet schonns am Joer 2003 sech fir de Kantonalhaaptuert Klierf als Standuert vun engem neie Lycée ausgeschwat. Infrastrukturell wéi administrativ wär dëst eng Opwäertung vun dem Kanton Klierf a vun der Gemeng Klierf. Klierf läit ganz zentral a verkéiersméisseg gekuckt ganz gënschteg, an do derbäi läit d'Eisebunnsnetz direkt um neie Standuert. E Standuert, dee schonns vun der Gemeng aus programméiert ginn ass.

Et wär ze hoffen an ze wënschen, dass d'Regierung emol eng Kéier méi schnell a richteg géif handelen, well där Containeren, an déi eis Kanner am Norde mussen dragoen, hu mer scho genuch. En Erauszögere vun engem Projet ass net ze veräntwerten. Et ass schlecht fir eng Regioun, déi an de leschte 60, 70 Joer e Réckgang vun der Populatioun ze verzeechnen hat, an déi elo an deene leschten 20 Joer awer eng Entwécklung no uewe weist, dank viller eegener Initiativen. Et wär also gutt am Sënn vun enger Dezentralisatioun, well hei am Zentrum erstécke mer jo souwisou schonn am Verkéier.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Koepp. D'Wuert huet elo d'Regierung: dMadame Delvaux, den Här Wiseler an och d'Madame Jacobs. Fir d'éischt huet d'Madame Jacobs d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, ech freeë mech, dass esou eng grouss Eestëmmegkeet hei op alle Räng ass an datt jiddfereen esou vill Mérite drun huet.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien. Dann héiere mer elo d'Madame Delvaux, Minister vun der Éducation nationale. Madame Delvaux, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Ech deele mer d'Zäit mam Bauteminister, dem Här Wiseler, well een eleng dee schwéieren Dossier do net packt.

(Interruption et hilarité)

Ech wëll just als Introduktioun awer trotzdeem soen, datt mech éischtens hei dat Lamentéieren iwwert den Norde wonnert, well de Moment si mer néierens amgaang méi ze baue wéi am Norden. Zweetens freeën ech mech awer och iwwert déi Unanimitéit, well ech eigentlech elo keng discordant Stëmmen hei héieren hunn - wien och ëmmer den Auteur vun de gudden Iddien ass.

Am Mee 2005 sinn d'Vertrieder vum Kanton Klierf bei mech komm an hu mer eng Propositioun bruecht mat engem Terrain. Do war nach e bësse Gewulls, an eigentlech hat d'Regierung a priori e Préjugé favorable, fir ze soen: Jo, mir bauen e Lycée am Klierfer Kanton.

Et muss ee jo soen, dass de Plan sectoriel „Lycées" virgesäit, an der éischter Phas dräi Lycéeën ze bauen - dat waren déi zu Réiden, Jonglënster an Esch/Belval. Déi dräi sinn an der Maach.

An da kënnt déi zweet Phas, an där si mer elo dran. Do geet dann d'Diskussioun ëm e Lycée am Kanton Klierf. Elo huet awer all Saach seng Uerdnung. Et kann een net einfach soen: Mir sinn der Meenung, dass d'Populatioun zouhëlt am Norden an da baue mir do e Lycée.

Well do gëtt et e Groupe ministériel, deen ass agesat am Plan sectoriel „Lycées", an dee muss iwwer esou Dossierë befannen. An dee Groupe ministériel huet sech dann op Wonsch vun der Regierung begéint, huet sech zesummegesat an huet en Dossier ausgeschafft. Ech muss soen, et ass deen décksten Dossier, deen ech bis elo am Ministère krut. Hei ass en. Esou déck. Do ass dann am ganzen Norden alles, Uertschaft fir Uertschaft analyséiert ginn: Wéi ass d'Populatioun scolaire? Wéi vill sinn der am Préscolaire? A wéi eng Lycéeë gi se am Norden?

Dat ass en Dossier, deen ech och dem Parlament schenken. Dat heescht all Deputéierte kann deen och liesen.

Ech wëll direkt soen, dass op der Säit 26, mengen ech, nach eng Erreur matérielle ass. Ech ginn Iech alt schonn dësen, awer dee richtege kritt Dir dann nogeschéckt.

Gutt. Well dat Éischt, wat huet misse gemaach ginn, dat ass eppes ze definéieren. Mir hu jo e Pôle Nord, an ech brauch jo d'Norddeputéierten, déi hei d'Wuert geholl hunn, net dovun ze iwwerzeegen, dass den Norde grouss ass!

Een, deen zu Réide wunnt, geet net op Klierf an de Lycée. An déi meescht Klierfer, esou hu mer erausfonnt, ginn op Wolz an de Lycée. Dat heescht d'Halschent vun de Schüler vu Wolz kommen aus dem Kanton Klierf. An da geet och nach e groussen Deel vun de Schüler aus dem Kanton Klierf an d'Nordstad, op Ettelbréck an op Dikrech. An et ass och...

(Interruption)

Hei, den Här Mehlen, mengen ech, wollt mech eppes froen?

M. le Président.- Här Mehlen, wann Dir eng Tëschefro hutt, da formuléiert se kloer an däitlech.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Selbstverständlech. Ech wollt dann d'Madame Minister froen, ob si net der Meenung ass, datt déi selbstverständlech dohinner ginn, well se am Kanton Klierf keng aner Méiglechkeet hunn.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Jo, ech wollt awer just soen, dass déi Leit aus dem Kanton Réiden net op Klierf ginn, och wann do e Lycée ass. Ech mengen, et muss ee jo d'Distanzen am Norden awer kucken.

Also, ech sinn net méi aus dem Norde wéi Dir, Här Mehlen, mä ech hu mech awer kënneg gemaach.

An dofir ass dann emol fir d'éischt eng Zone de proximité definéiert ginn, en Anzuchsgebitt, wat déi Gemenge sinn, wou d'Schüler besser hätten, a wou et fir si méi interessant wär, op Klierf ze goe wéi an eng aner Uertschaft, wéi an en anere Lycée am Nordpol. Dat sinn, Dir musst mech elo entschëllegen, dat sinn eigentlech zéng Gemengen, an der Zwëschenzäit awer nëmmen néng Gemengen. Dat ass also d'Gemeng Klierf, dat ass d'Gemeng Konstem, dat ass d'Gemeng Hengescht, dat ass d'Gemeng Housen, dat ass Munzen, dat ass Ëlwen, dat ass Wäisswampech, dann ass et Hengescht, an dann déi nei Gemeng Kiischpelt.

Plusieurs voix.- A Wëntger!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Wëntger, hat ech déi iwwersprongen?

Gutt, elo wëll ech awer nach soen, dass et zwësche Wëntger a Kiischpelt net evident ass, ob alleguerten d'Kanner besser hunn op Klierf ze goen oder ob der net en Deel sinn, déi awer léiwer op Wolz ginn. Mir hunn awer fir déi Berechnungen hei emol gesot, datt dat am Prinzip Anzuchsgebitt vu Klierf ass.

An da komme mer zu där Konklusioun, dass et also ongeféier de Moment 1.280 Schüler gëtt, déi aus deene Gemengen do am postprimären Unterrecht sinn. Dovunner sinn der 630 am Cycle inférieur. Wa mer dovunner ausginn, dass dovunner déi Meescht da géifen op Klierf goen, da géif et sech sécher justifiéieren, och wann een den Zouwuess vun der Populatioun bedenkt, well déi Prévisioune vum Statec weisen, dass eigentlech den Norde mam Osten déi Géigend ass, wou d'Populatioun am meeschten zouhëlt.

(Interruption)

Dann ass et also ganz wahrscheinlech, dass et sech justifiéiert, fir am Kanton Klierf e Lycée ze bauen.

An zwar hätte mer geduecht - dat wär elo d'Propositioun - emol unzefänken an e Cycle inférieur ze bauen, dat heescht fir déi ënnescht Klassen, 7ᵉ, 6ᵉ, 5ᵉ respektiv 4ᵉ, respektiv 7ᵉ, 8ᵉ, 9ᵉ, also alles, wat déi méi kleng Schüler vum Postprimaire ugeet, an dass mer dann d'Entwécklung weiderkucke mat der Méiglechkeet, fir duerno e Cycle moyen an e Cycle supérieur dobäizesetzen.

Well ech wëll dorobber opmierksam maachen, dass mat deene verschiddene Filièren, déi offréiert ginn, mer also dat Potenzial, wat dann ass an dem Kanton, rationell verdeele mussen zwëschent deene verschiddene Schoulen, déi et am Norde gëtt.

Esou dass ech ka soen, dass mer also wäerten e Projet ausschaffen, fir am Kanton Klierf e Lycée ze bauen. De Volet Transport ass och gekuckt ginn dobäi. Vu dass aus alle Gemengen aus dem Kanton Klierf en Transport op Klierf organiséiert gëtt, ass eigentlech d'Offre de base schonn do. Déi muss awer dann en fonction vun der Schülerzuel renforcéiert ginn, wa mer dann emol esou wäit sinn.

An domadder wär ech mat mengem Volet fäerdeg, an da géif den Här Wiseler weiderfueren, fir eis ze soen, wéi et da mat dem Plange geet.

M. le Président.- Madame Delvaux, erlaabt Dir eng Tëschefro vum honorabelen Här Koepp?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Selbstverständlech.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Ech wollt Iech nach froen, ob Dir och déi Schüler mat abegraff hutt, déi an d'Belsch, déi op St. Vith an d'Schoul ginn?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Mir hunn identifizéiert, dass iwwer 300 Schüler aus der Regioun Norden an der Belsch an der Schoul sinn, wou et natierlech ganz schwéier ass ze soen ob déi, wann e Lycée zu Klierf wär, géifen erëmkommen oder net. Mä deem ass an der Projektioun Rechnung gedroe ginn an dofir komme mer op deen Zouwuess, well dat ass eng ganz komplizéiert Rechnung. Do uewe sëtzen d'Auteurë vun der Rechnung; si kënnen Iech dat och eng Kéier ganz genau erklären. Ech wollt hinnen och Merci soe fir déi Aarbecht.

Do gëtt d'Zuel vun den Awunner gerechent an da gëtt gerechent eng Ratio op esou vill Awunner, wéi vill Schüler, an déi ass normalerweis, mengen ech, 8,8 - wa meng Erënnerung mech elo net täuscht. Vu dass awer 350 Schüler an der Belsch sinn, hu mer d'Ratio gerechent fir de Kanton Klierf op 9,5 - an net op där jëtzeger Zuel vu Schüler, déi an de Lëtzebuerger Lycéeë sinn.

Also ass där Zuel vu Schüler, déi an d'Belsch an d'Schoul ginn, Rechnung gedroe ginn. Meng Hoffnung wär et jo och, dass dat géif eng Rei vu Schüler zréck an d'Lëtzebuerger Schoul bréngen.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)*.- Merci.

M. le Président.- Gutt. Merci, Madame Delvaux. Dann huet den Här Bauteminister Wiseler d'Wuert, deen nach ronn aacht Minutten Zäit huet, fir ze schwätzen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Bei all deene Froen, déi elo gestallt gi sinn, ob den Etablissement, de Bau vun engem Lycée an enger gewëssener Géigend opportun ass, muss een natierlech zwou Saache kucken: dat Éischt sinn d'Besoinë vun dem potenzielle Rekrutementsgebitt - dat huet d'Madame Delvaux elo op Basis vun där Etüd,...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

... déi eise Pilotagegrupp do gemaach huet, am Detail duergestallt - an och natierlech zweetens d'Analys, wat an dem Ëmfeld ronderëm an där Région am Allgemengen nach geschitt. An do hunn och verschidde Virriedner schonn eng Rei Saachen ugeschwat.

Ech wëll awer nach eng Kéier, well dat mer och wichteg schéngt, kloer hei soen, wat fir eng Projetë momentan alleguer amgaange sinn am Norden ze lafen, gebaut ze ginn, deenen een och muss Rechnung droen, wann een en neie Projet ugeet.

Well am Norde geschitt momentan eppes. Am Norde gëtt extrem vill am Schoulbau gemaach a mir probéieren esou schnell wéi méiglech do weiderzekommen.

Ech wëll just awer eng Kéier opzielen, wat do gemaach gëtt:

De Lycée du Nord: Déi zweet Phas si mer amgaang ze bauen. Do war den Ufank vum Chantier 2004. September 2007 wäert de groussen Ateliersblock opgoen, Abrëll 2008 d'Sportsinfrastrukturen a September 2009 nach eng ganz Rei Klassesäll, déi derbäikommen. Mir wäerten duerno zu Woltz eng Capacité d'accueil vun 1.500 Schüler hunn.

De Lycée classique vun Dikrech, do gëtt d'Phas 9 an 10 momentan gemaach, nodeem datt selbstverständlech schonn 8 Phase virdru waren. September 2006 ass de Chantier ugaangen. Wann dat fäerdeg ass, hu mer do eng Capacité d'accueil vun 1.200 Schüler. D'Mise en service ass September 2008.

De Lycée technique an d'Internat zu Réiden sinn amgaang. De Chantier huet 2004 ugefaange fir 96 Millioune Euro. September 2008 si mer fäerdeg. Eng nei Capacité d'accueil vun 1.200 Plazen.

Bei de Lycéeë vun Ettelbréck, wou mer e Problem momentan hunn - dat ass vun de Virriedner ugeschwat ginn -, si mer amgaang ze kucken, datt mer schnellstens eng provisoresch Léisung fannen, déi eis dann erlaabt, iwwert déi nächst Joren an déi Konditiounen ze kommen, déi mer wëllen, an datt mer och kënnen déi éischt Schrëtt maache fir definitiv Léisungen. Do sinn ech de 25., wann ech mech gutt erënneren, an der Petitiounskommissioun mat der Madame Delvaux zesummen, fir iwwert dee Problem ze schwätzen, an ech hoffen, datt mer bis dohin och nach méi konkret Saache kënne soen, déi ech haut nach net à même sinn, well se nach net definitiv sinn, esou op den Dësch ze leeën.

Mä do geet et ëm de Lycée agricole, ëm de Lycée technique, dee muss erweidert ginn, ëm d'Sportsinfrastrukturen, ëm den CNFPC an eng nei Schoul fir d'Professions de santé, déi awer an eisem Finanzprogramm musse virgesi ginn an deenen nächste Joren.

Et ass och en neie Lycée zu Miersch virgesinn. Elo kann ee soen, dat läit net am Norden. Mä et ass awer gradesou evident, datt dat d'Populatioun vun deene Lycéeën, déi zu Ettelbréck an d'Schoul ginn an déi aus der Ëmgéigend vun Ettelbréck kommen, och op iergendeng Aart a Weis wäert influenzéieren. Och do soll en neie Programm kommen.

An dann, wéi d'Madame Delvaux et gesot huet, en neie Lycée, deen zu Klierf soll hikommen.

Also am Norde gëtt vill geschafft a gëtt vill investéiert fir d'Zukunft vum Norden.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Et muss een awer och wëssen, datt Ganzt wäert eng Rei Influenzen, Inzidenzen hunn op dat wéi am Norde sech muss an Zukunft organiséiert ginn, wann de Klierfer Lycée, wann aner Strukturen dohi kommen. Mir mussen en Ausbau vun den Transporten op Klierf dee Moment maachen a mir mussen op där anerer Säit natierlech awer och kucken, datt déi Linnen, déi Buslinnen, déi momentan op aner Zentren orientéiert sinn, an Zukunft da reorientéiert ginn, datt op Woltz, Ettelbréck aner Linnen, manner Linnen oder aner gestalte Linne wäerten hifueren, wa mer zu Klierf esou en Zentrum hunn.

Alles dat sinn nach Froen, déi gestallt sinn. Alles dat sinn nach Froen, wou mussen Äntwerten drop fonnt ginn.

An dann ass et esou, datt déi Fro vum Terrain och nach definitiv muss geléist ginn. Mir hu momentan deen Terrain vun der CTI, wou d'Négociatioune mat de Propriétairë ganz wäit sinn. Bleift awer nach d'Fro op vum An-d'Rei-Setze vum Terrain. Dat ass en Terrain, deen an engem Usage industriel virdru war. E muss also an d'Rei gesat ginn. Do bleiwen nach eng Rei Froen op. A vun der Demolitioun vun deem wat haut op deem Terrain ass. An ech hoffen och do, datt mer an der nächster Zäit definitiv Décisiounen da kënnen huelen. Mä fir dat, wat den Här Gira gesot huet, awer kloer an däitlech kënnen ze soen: Déi Négociatiounen hunn ugefaangen a sinn och e gutt Stéck scho weider.

Bleift dann nach hannendrun eng Rëtsch Klassementsprozeduren ze maachen. Wann ech d'Gemengen douewe verstanen hunn, dierft dat jo iwwerhaapt kee Problem sinn.

Da bleift natierlech och d'Elaboratioun vun engem Programme de construction. Do si mer elo esou wäit, datt mer kënnen d'Décisioun huelen, wat mer da wëllen dohinnersetzen. Déi Décisioun konnte mer awer nëmmen huelen op Basis vun deem décke Buch wat d'Madame Delvaux hei an der Chamber déposéiert huet, wat eis a sech astand gesat huet, fir déi Besoinen ze analyséieren an déi éischt Phas ze determinéieren. Op Basis vun deem Dokument kann déi éischt Phas vun der Programmatioun vun der Planifikatioun dann och ugoen.

Voilà, dat war dat wat ech nach zousätzlech wollt soen. Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

(Interruption)

Jo, d'Regierung huet nach e wéineg Zäit.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech wollt just soen, den Här Wiseler huet jo alleguerten déi Projeten opgezielt. Ech wollt derbäifügen, datt och nach en neit Internat elo dëses Joers zu Dikrech opgaangen ass, fir och nach d'Bild färdeg ze maachen, esou datt ech net mengen, esou wéi Verschiddener dat hei gemengt hunn, datt den Norden ëmmer géif schlecht ewechkommen. Ech mengen, datt mer op ganz ville Plazen, wa mer géifen den Inventar maachen, zu anere Konklusioune géife kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn net héieren, datt ee gesot huet, den Norde kéim schlecht ewech.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ah dach, dach.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hu just héieren…

Une voix.- Den Här Koepp huet dat gesot.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hunn haaptsächlech héieren, datt déi meescht Riedner gär gehat hätten, datt mer sollen no dëser Debatt wëssen, ob den Accord de principe definitiv arrêtéiert ass, jo oder neen, opgrond vun deene Viraarbechten, déi gemaach goufen.

Ech fannen déi Debatt war utile an ech wollt just nach zwou Saache soen. Den Terrain, d'Terrainsfro ass nu wierklech déi allereinfachst. Well de Stat muss do mat sech selwer verhandelen, de Stat an d'SNCI, dat ass Speck a Schwéngefleesch, bonnet blanc, blanc bonnet. Do ass d'Décisioun schonn an der viregter Regierung geholl ginn.

Dat Zweet wat ech wollt soen, dat ass, well den Här Wiseler elo grad doriwwer geschwat huet, d'Gebai muss demoléiert ginn. Dat heescht, et muss en Assainissementsplang vum Site gemaach ginn, an och duerfir ass den Accord de principe wichteg, well den Assainissementsplang ass opgrond vun der Kommodo-Gesetzgebung nämlech och d'Funktioun vun der Affektatioun, déi een dem Terrain duerno gëtt. Wann een also elo definitiv weess, datt dohinner e Lycée soll kommen, da weess een och wéi eng Konditiounen datt herno mussen erfëllt ginn, fir datt den Terrain ka fir deen Zweck gebraucht ginn.

Dat gesot, soen ech alleguer Merci, an datt mer eis eestëmmeg eens sinn, datt déi do Infrastruktur gebraucht gëtt an datt de politesche Wëllen och ka constatéiert gi fir weiderzefueren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass mer eis alleguerten zesumme mat der Regierung doriwwer eens sinn, dass et kloer ass an dass keng Diskussioune méi kënnen doriwwer opkommen.

(Interruptions diverses et hilarité)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass den Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État. Et si bis elo ageschriwwen…

(Interruption)

Neen, mir hate gesot si kéim duerno.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Neen, et war gesot ginn no der Heure d'actualité.

M. le Président.- Also, wéi ech d'Propositioun hei gemaach hu fir den Ordre du jour, dunn ass mir gesot ginn, dass se no där heiter Debatt kéim. Ech hunn der Chamber dat esou proposéiert, Här Braz, an d'Chamber huet sech esou d'accord erkläert mam Ordre du jour.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat war net de Virschlag.

(Interruptions)

Neen, et ass net schlëmm. Kommt mir fuere weider.

M. le Président.- Här Minister? Gutt. An den Här Braz souwisou och, dann ass jo kee Problem. Da kënne mer dat och e bësse méi spéit maachen.

Sou, bei dëser Debatt sinn ageschriwwen: den Här Kaes, d'Madame Brasseur, déi Hären Diederich, Braz an Negri an d'Madame Loschetter. Mir hunn zwee Rapporteuren. D'Wuert huet elo den éischte Rapporteur vun dëser Orientéierungsdebatt, den honorabelen Här Lucien Clement, an duerno kënnt den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

7. 5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État

Exposé du papier de discussion de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), corapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren haut hei an der Chamber iwwert de Finanzement vun deene groussen Infrastrukturprojeten, déi d'Regierung d'nächst Joer realiséiere wëllt oder an Ugrëff huele wëllt. Heibäi handelt et sech ëm eng nei Prozedur, déi mir all zesummen am Laf vum Joer 2005 ausgeschafft hunn. No deene bekannten Ulafsschwieregkeeten d'lescht Joer gëllt et elo awer déi Datumen an déi Modalitéiten, déi mer eis jo selwer a sech opgeluecht hunn, en musique ze setzen. Ech kommen elo gläich nach eng Kéier kuerz op d'Modalitéite vun dëser Prozedur zréck.

Fir d'Diskussioun e bësselchen ze lancéieren oder e bësselche méi einfach ze maachen, hunn ech als President vun der Bautekommissioun eng Zort Diskussiounspabeier virgeluecht an deem nozeverfolegen ass, ëm wéi eng Projeten et sech handelt a wat d'Haaptdiskussiounspunkten an der Kommissioun waren. Ech hu ganz bewosst kee fäerdege Rapport virgeluecht, iwwert deen dann no där üblecher Manéier - Majoritéit, Oppositioun - ofgestëmmt sollt ginn, well ech et als enorm wichteg ugesinn, datt mer eis bei där éischte Kéier, wou mer dës Prozedur applizéieren, Zäit huele sollen, fir alles duerchdiskutéieren ze kënnen.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Mir kruten an der Kommissioun all Informatiounen, déi mer gebraucht hunn. Mir kruten och, an dat an aller Transparenz, Äntwerten op déi Froen, déi mer am Laf vun net manner wéi dräi Sitzunge gestallt hunn. Ech wëll dofir och dem Bauteminister Claude Wiseler an de Beamtinnen a Beamte vum Ministère an der Administratioun ausdrécklech Merci soen. Elo kann all Partei an aller Offenheet herno och Stellung huelen to deenen eenzelne Projeten an och dozou hir Meenung äusseren.

De Sënn vun där neier Prozedur ass et jo, fir déi grouss Bauprojete vu vireran - ugefaange beim Ausschaffe vum Projet - méi transparent a méi öffentlech ze maachen.

Duerfir verstitt och, Här President, datt et mäin Uleies ass, dass mer eis haut Zäit huelen, fir dës Projete virzestellen an och ze diskutéieren.

D'Prozedur u sech: Den 23. Mee 2005 hat d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes, d'Comexbu, eng Entrevue beim Bauteminister, fir iwwert d'Propositioun ze diskutéieren, wéi een d'Prozedure kéint verbesseren, fir bei de grousse Bauprojete vum Stat déi heiansdo dach enorm Budgetsdépassementer ze vermeiden.

Esou Dépassementer hate mer der jo e puer an deene leschte Joren, wéi zum Beispill d'Coque oder d'Philharmonie, fir der just zwee ze nennen, iwwert déi iwwerall sécherlech vill geschwat an och vill geschriwwe ginn ass.

Dobäi muss een awer der Richtegkeet halber soen, datt déi grouss Mass vun alle Projeten an där finanzieller Enveloppe, déi mir heibanne gestëmmt hunn, ofgewéckelt gëtt. Iwwer 90% vun de Bauprojete ginn also ouni finanziell Nobesserungen iwwert d'Bühn.

Den 20. Juni 2005 ass an der Comexbu déi nei Prozedur ugeholl ginn, no där an Zukunft nei Infrastrukturprojete preparéiert an och presentéiert ginn. Ouni elo op d'Detailer vun der Prozedur anzegoen, wëll ech just kuerz déi wichtegst Elementer nach eng Kéier erläuteren.

Spéitstens den 30. Juni vun all Joer muss de Bauteminister an der Commission des Travaux publics eng Lëscht mat deene Projete presentéieren, déi de Stat am Laf vum da kommende Joer oder an de kommende Jore wëlles huet ze realiséieren. Heibäi handelt et sech ëm nëmmen déi Projeten, déi e Käschtepunkt hunn, deen iwwer 7,5 Milliounen Euro läit.

D'Kommissioun analyséiert an diskutéiert déi Lëscht, preparéiert den Avis a selbstverständlech och d'Debatt an der Chamber. Am Laf vun där Debatt an der Chamber huet all eenzel Fraktioun d'Méiglechkeet, sech zu dëse Projeten ze äusseren.

Déi Projeten, mat deenen d'Chamber averstanen ass, ginn dann duerch eng Motioun accordéiert, an där dann och de Bauteminister autoriséiert a selbstverständlech och opgefuerdert gëtt, méi am Detail ze plangen.

Fir all Bauprojet, deen e Käschtepunkt huet, dee méi héich ass wéi 7,5 Milliounen Euro, muss de Ministère des Travaux publics dann e Projet de loi déposéieren. Wann am Nachhinein awer, nodeems de Projet de loi schonns gestëmmt ass, bei engem Projet wichteg Ännerunge virgeholl ginn, gëtt déi zouständeg Chamberskommissioun dovunner a Kenntnis gesat an huet selbstverständlech no enger Diskussioun an enger Analys d'Méiglechkeet sech doriwwer auszeschwätzen.

Wann elo awer d'Ausgabe méi wéi 5% vum ursprénglech autoriséierte Montant iwwerschreiden, da muss en neie Projet de loi déposéiert ginn. Ass den Dépassement manner wéi 5% vum autoriséierte Montant, da gëtt dat dat Joer, wou den Dekont virgeluecht gëtt, geregelt. Esou wäit dat zu deene wichtegste Punkte vun der Prozedur selwer.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll elo déi Projete virstellen, déi mer an der Kommissioun virgestallt kruten an och diskutéiert a selbstverständlech och analyséiert hunn. Ech wëllt dat awer kuerz maachen, ouni ze vill an den Detail ze goen, soss misst ech lech deelweis mat relativ ville bautechneschen Eenzelheete praktesch bombardéieren. Fir dës Diskussioun wäerte mir nach d'Geleeënheet kréien, wann déi eenzel Bauprojeten an e Gesetzestext gefaasst sinn an heibannen zum Vote virleien.

Déijéineg vun lech, déi awer zousätzlech Informatiounen iwwert déi eenzel Projete wëllen hunn, kënnen dës, sief et an de Kommissiounsrapporten oder am Papier de discussion, méi genee noliesen.

Am éischte Volet fanne mer déi Bauprojeten, déi de Ponts et Chaussées ënnerleien. Dat ass éischtens emol eis Grenzbréck zu Gréiwemaacher. Dës Bréck ass sécherlech eng wichteg Verkéiersachs fir d'Frontalieren, déi aus dem däitsche Grenzgebitt all Dag op Lëtzebuerg kommen. Mir kruten an der Kommissioun gesot, datt déi Maacher Bréck an engem äusserst schlechten Zoustand wär.

D'Iddi, déi deene Verantwortleche virschwieft, ass déi, fir eng nei Bréck nieft déi bestehend ze bauen, déi al Bréck dann ofzerappen an dann déi nei Bréck op déi Plaz ze setzen.

Et handelt sech hei ëm eng stole Konstruktioun an duerfir ass et technesch méiglech, fir déi nei Bréck, nodeems dass se gebaut ass an nodeems dass déi al ofgerappt ass, op d'Plaz vun där aler eriwwerzerippen. Well et sech dobäi ëm eng Grenzbréck handelt, muss Lëtzebuerg net déi ganz Bauknäschte vun dësem Projet eleng droen. Et ass souguer esou, datt mer momentan de Seuil vu 7,5 Milliounen a sech nach net erreecht hunn. Dës Zuele sinn awer no eisen Informatiounen nach laang net definitiv, obschonns no den heitege Previsiounen déi 50% vum Gesamtmontant 7,2 Milliounen ausmaachen. Allerdéngs ass an dësem Montant nach keng Vëlospist fir déi nei Bréck virgesinn.

Ouni elo wëllen am Detail op dat anzegoen, wat an der Kommissioun beschwat ginn ass, wëll ech awer just soen, datt mir an der Kommissioun d'Propos gemaach hunn, fir eng nei Bréck direkt op der Route du Vin ze baue vis-à-vis vun der Autobunnsopfahrt, wat fir Gréiwemaacher eiser Meenung no als Uertschaft eng enorm Entlaaschtung vum Trafic duerstelle géing.

Allgemeng ass d'Situatioun esou, datt alleguer déi Grenzbrécke mat Däitschland, déi nom Zweete Weltkrich erëm opgebaut gi sinn, sech an engem méi oder manner schlechten Zoustand befannen, woubäi et zu Gréiwemaacher besonnesch dréngend ass, datt eppes ënnerholl gëtt.

Wat déi Gréiwemaacher Bréck ugeet an notamment d'Iddi, fir eng nei Bréck op d'Route du Vin ze bauen, esou spillt do natierlech och ëmmer d'Roll vum Mäerterter Hafe mat. Fir de Ministère ass et net denkbar, datt iergendwa keng Bréck méi soll op deem aktuellen Emplacement stoen. Et gëtt awer weiderhin zesumme mat deenen däitschen

Autoritéiten iwwert d'Méiglechkeet vun enger zweeter Bréck nogeduecht an och verhandelt.

Ech sinn der Meenung, Här Minister, datt Dir zesumme mat Äre Servicer nach eng Kéier mat de Responsabele vun der Stad Gréiwemaacher iwwert dëse Projet diskutéiere sollt. Bleift et bei där aktueller Versioun vum Projet, kritt Gréiwemaacher wuel eng nei Bréck, eng Bréck, déi doriwwer eraus och nach vill Sue kascht, mä u sech null Entlaaschtung vum Verkéier hier mat sech brëngt. E Verkéier, dee sech all Owend an all Moien a Stauen zu Maacher bemierkbar mécht.

Eng nei Bréck vis-à-vis vun der Autobunn géing de Pendlertrafic zolidd reduzéieren an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi zu Gréiwemaacher wunnen, merklech verbesseren.

Au contraire mengen ech awer, datt déi heiteg Bréck, déi haut jo awer, muss ee soen, nach allerhand Camionen an och anere Verkéier aushale muss oder aushält, no enger technescher Revisioun och weiderhi fir Véloen oder vläicht méi e soften Autosverkéier ze gebrauche wär.

Wat elo no heitegem Stand der Dinge dat Techenscht ugeet, esou soll d'Bréck an enger Mixtur aus Stol a Bëton gebaut ginn. Well dat Ganzt jo awer relativ urgent ass, sollen d'Aarbechten esou séier wéi méiglech ufänken. Spéitstens an engem Joer soll de Projet, fir d'Bréck ze bauen, finaliséiert sinn an den Accord mat Däitschland och ënnerschriwwe sinn.

Deen zweete Projet ass d'Rekonstruktioun vun der Fuerbunn op de Brécken OA 498 an OA 499 op der N27 um Stausee zu Ënsber a Lëlz. Heibäi handelt et sech ëm zwou Brécken, bei deenen d'Fuerbunn an de Belag erneiert musse ginn. Déi zwou Brécke sinn zesummegeholl ginn an engem Projet.

Et hätt een och kënnen déi zwou Brécken separat behandelen. Da wäre se guer net ënnert d'Prozedur vun deem Gesetz gefall, mä, Här President, Dir gesitt, och hei wëllt den Här Wiseler sech op kee Fall de Virworf gefale loossen, ze truquéieren oder de Projet ze splitten, fir iwwert dee Wee de Seuil vu 7,5 Millounen net ze erreechen.

Déi concernéiert Fuerbunnsplacke bestinn aus virgespaante Poutren, déi einfach ersat gi mussen. Aus verkéierstechnesche Grënn ass et sécherlech wichteg, datt déi zwou Brécke gläichzäiteg, also matenee frësch gemaach ginn. Am beschten dann och net während der Touristesaison.

Drëttens, de Réaménagement vum Boulevard Raiffeisen op der Cloche d'Or. Dëse Projet ass vun enger enormer Bedeitung, géing ech soen, fir d'Entwécklung vum Quartier ronderëm d'Cloche d'Or. Fir d'éischt ginn hei d'Niewestroosse frësch gemaach, ab 2008 dann de Boulevard Raiffeisen. Et soll e schéine städtesche Boulevard ginn, deen 48 Meter breet gëtt, mat Pistë fir den normale Stroosseverkéier, den öffentlechen Transport an och d'Vélospisten. De Projet gesäit och vir, datt en Tram, wann e kënnt, kéint iwwert deen neie Boulevard fueren.

Dësen äusserst komplexe Projet bréngt eng Modifikatioun vum Autobunnséchangeur mat sech a muss enger Eisebunnsgare an eventuell och enger Gare routière da Rechnung droen. Dësen Ausbau vun der Cloche d'Or ass noutwendeg fir d'Entwécklung vun dësem Stater Quartier. En ass och esou am IVL virgesinn.

D'Fro, déi mir eis zu dësem Projet an der Kommissioun gestallt hunn, war déi vum Impakt op de Commerce an dësem Quartier, fir dee sécher esou e Laangzäitchantier net onbedéngt optimal ass. Et ass deemno wichteg, datt een dofir suergt, oder d'Méiglechkeet ausnotzt, fir dofir ze suergen, esou mann wéi méiglech Perturbatiounen do ze kréien.

Des Weideren huet den Här Wiseler eis matgedeelt, datt hien an Diskussioune mat der Stad Lëtzebuerg ass, fir en neie Site vun de Pompjeeë souwéi och vum Service de Secours op der Cloche d'Or ze definéieren.

Dann d'Sanéierung vum Stau zu Rouspert. Bei dëser Sanéierung geet et net eleng ëm d'Bauwierk vum Staudamm selwer, mä och ëm verschidden hydraulesch Deeler. Déi haaptsächlech Problemer bestinn doran, well verschidde Plazen am Beräich vun der Zentral, wéi zum Beispill verschidde Prisen oder en Ëmleedungskanal, net méi dicht sinn.

Dernieft huet d'Waasserwirtschaftsamt gefrot fir d'Quantitéite vum Waasser, dat offléisse gelooss gëtt, ze erhéijen. Dat bréngt eng Diminutioun vun der Stroumproduktioun met sech an domat eng Perte vu Recettë fir déi Société, déi d'Zentral exploitéiert. Dat erëm huet als Konsequenz, datt de Stat entweder dës Moins-value kompenséiere muss oder awer d'Zentral mat enger zousätzlech neier Turbin équipéiere muss, wat e Kächtepunkt vun 3 bis 3,5 Milliounen Euro bedeit. Iwwert dës zwou Alternative muss deemno nach nogeduecht ginn.

An der Kommissioun hate mir zu dësem Sujet eng Diskussioun iwwert d'Eliminatioun vun den Oflagerunge souwéi d'Noutwendegkeet vum zousätzlechen Ofloosse vu Waasser. Heizou si mir informéiert ginn, datt bei dësem Thema och Däitschland betraff ass an datt déi Fro folglech an deem internationale Bléckwénkel och diskutéiert gi muss.

Bis elo gesäit de Projet u sech keng direkt Moosname géint Héichwaasser vir, ausser datt de Sand an de Bulli, déi sech am Stau während all deene Joren ugesammelt hunn, andeems datt de Barrage opgemaach gëtt, duerch eng méi staark Duerchflutung ofgeschwemmt gi sollen.

Eng Mesure, déi, isoléiert gekuckt, eis an der Kommissioun awer net ganz iwwerzeegt huet an déi mat Sécherheet d'Gemeng Rouspert an hir Populatioun net zefridde stelle wäert. D'autant plus weess ech aus der Zeitung, datt d'Gemeng Rouspert en Héichwaasserschutz zu Steenem opriichte wëllt. Eng Mesure, déi nom heitege Stand der Dinge zu 50% iwwert de Ministère de l'Intérieur, also vum Stat selwer matgedroe gëtt oder subventionéiert gëtt.

Dofir, Här Minister, den Opruff un Iech, datt an dësem Dossier Är Beamte mat de Beamten aus dem Ministère de l'Intérieur nach eng Kéier Kontakt ophuelen, fir datt déi eenzel Mesuren hei och koordinéiert kënne ginn.

Mir kruten des Weideren an der Kommissioun och vum Här Wiseler versprach, datt öffentlech Informatiounsversammlunge wäerten ofgehale ginn iwwert d'Renovéierung vun der Zentral an engem eventuellen Héichwaasserschutz, wann de Projet bis méi wäit ausgeschafft ass.

Fënnefte Punkt ass d'Konstruktioun vum Évacuateur de crues um Haaptbarrage zu Esch-Sauer a vun engem Tunnel de décharge zu Esch-Sauer selwer. Dës Ëmännerung am Stau ass absolut noutwendeg, an dat net nëmmen, fir déi europäesch Sécherheetsmoossnamen anzehalen. Dësen Héichwaasserschutz soll automatesch asetzen, soubal e gewëssene Waasserpegel erreecht ass. Et ass en natierlechen Iwwerlaf, deen déclenchéiert gëtt, wann d'Waasser e gewëssene Stand, e gewëssene Pegel erreecht huet. Hei gëtt dofir och en Tunnel als Querverbindung gebaut. An der vereinfachter Duerstellung kann een et vergläiche mat enger Buedbidden, wou e Stopp drop ass, a fir datt se net iwwerleeft wann ee Waasser dralafe léisst, ass en Iwwerlaf virgesinn, deen als Missioun huet, dat Zevill u Waasser automatesch ze evakuéieren.

Da kommen déi Projeten, déi der Administration des Bâtiments publics ënnerleien. De Service Incendie a Sauvetage vum Findel. Hei geet et dorëms, datt déi aktuell Garagen ze kleng sinn, fir déi nei grouss Camionen all ënnerdaach ze stellen. Des Weideren entsprieche souwuel d'Ateliere wéi och d'Vestiairen net méi deenen heitegen Normen an deenen heitegen Ufuerderungen.

Dëse Projet ass nach am Stadium vun den Études préliminaires an ëmfaasst och just den éischten Équipement vun deem neie Gebai an den Atelieren, awer nach net déi spezifesch Ausrüstung vum Service Incendie a Sauvetage. Des Weideren ass hei och e klenge Pied-à-terre fir d'Arméi virgesinn.

Zweeten an drëtte Punkt, den Neie Lycée an dat definitiivt IEES-Gebai zu Miersch. De Choix ass op dëse Site gefall, well éischtens d'Terrainen dem Stat gehéieren, an zweetens déi Mierscher Gemeng dësem Projet géigeniwwer ganz favorabel agestallt ass. Wat bei dësem Projet entscheedend ass an och zum Deel nei ass, datt d'Regierung virschléit fir dës zwee Projeten iwwer PPP, also „Public-Private Partnership" ze finanzéieren. An der Bautekommissioun hu mir d'Regierung dozou opgefuerdert, fir déi néideg Mesurë virzegesinn, fir datt Lëtzebuerger Entreprisen net défavoriséiert oder ganz ausgeschalt kënne ginn an där neier PPP-Prozedur.

Den Här Wiseler huet eis informéiert, datt verschidden Deeler vun der Infrastruktur gemeinsam genotzt kënne ginn. Eng Iwwerleeung, déi an der Kommissioun Zoustëmmung fonnt huet an déi mat Sécherheet zu enger Käschtereduzéierung bäidroe wäert. Des Weidere krute mer d'Informatioun, datt e spezielle Cahier des charges ausgeschafft gëtt. An dësem Cahier des charges soll net d'Gebai selwer als solches ausgeschriwwe ginn, mä éischter de Besoin, also dat wat mer un Infrastrukture brauchen. Des Weideren - an och dat ass bis haut net onbedéngt üblech - gëtt den Entretien an d'Garantie iwwer 20 Joer mat ausgeschriwwen.

Dëse Modell vun Ausschreiwung bréngt mat sech, datt duerch d'Oplag vun 20 Joer Garantie an 20 Joer Entretien, déi d'Entreprise mat offréiere muss an duerno selbstverständlech och leeschte muss, eng Entreprise, déi den Zouschlag kritt, sech am Prinzip net ka leeschten am Virfeld scho schlecht Qualitéit unzebidden oder schlecht Qualitéit ze bauen, soss kritt se an deene Joren nom Bau ganz zolidd Schwieregkeeten. Hoffe mer just, datt dëse Modell fir ze baue richtungsweisend fir d'Zukunft ass an deem Sënn, fir souwuel d'Bauzäit wéi och de Coût de construction ze verréngeren.

Drëtte Punkt, dat sinn déi Projeten, déi der Kompetenz vum Fonds Belval ënnerleien. Do ass éischtens emol d'Universitéit. Wéi Der lech alleguer kënnt virstellen, ass dat sécherlech deen importanteste Projet, eleng scho vu senger Envergure hier. Et ass awer och dee Projet, wou d'Aarbechte bis elo am mannste wäit virgeschratt sinn. Am Moment ass den Architekteconcours amgaange virbereet ze ginn. Dëse Concours d'architectes soll net nëmmen d'Gebai vun der Uni plangen, mä och en urbanistescht Konzept fir dee ganze Plateau vun den Héichiewe virleeën.

Selbstverständlech wäert an dësem Konzept och dat neit Gebai vun der Dexia mat abezu ginn, grad ewéi aner Gebaier, wéi zum Beispill d'Pépinière d'entreprises, déi mer viru kuerzem eréischt hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Dëse Projet ass och konform mam Masterplang vum Site Belval. De ganze Projet gëtt vum Fonds Belval iwwer en Emprunt finanzéiert. Dësen Emprunt gëtt da vum Stat rembourséiert an d'Administration des Bâtiments publics gëtt dann och Propriétaire vun den Immeublen a selbstverständlech och zoustänneg da fir den Entretien.

Beim Lycée zu Esch-Belval handelt et sech ëm e Projet, dee scho relativ wäit fortgeschratt ass, esou datt de Projet de loi heizou geschwënn déposéiert gi kann. Den techneschen Deel wäerte mer dann och an dësem Projet de loi erëmfannen a kënnen deen dann och hei an der Chamber diskutéieren.

Drëtte Punkt dovun, de Bâtiment administratif zu Esch-Belval. D'Büroen, ëm déi et hei geet, si virgesi fir d'Administration de l'Environnement an d'Waasserwirtschaftsamt mat hire Laboratoirë souwéi de Fonds Belval, deen och do soll eppes kréien, an eventuell nach aner Administratiounen. D'Preparatioune si scho relativ wäit, esou datt de Projet de loi och an e puer Méint misst prett sinn.

Souvill, Här President, zu de Projete selwer. Ech bieden d'Chamber, dës Projeten duerch déi an där neier Prozedur virgesinne Motioun och ofzeseenen, fir datt déi néideg technesch Aarbechten a Calculatiounen, déi dës Projete betreffen, weider verdéift a weidergefouert kënne ginn.

Dat gesot, Här President, soen ech selbstverständlech Merci fir d'Nolauschteren, bréngen och den Accord vun der CSV-Fraktioun an déposéieren hei och nach d'Motioun, déi de Bauteminister, den Här Wiseler, opfuerdert an autoriséiert, fir déi eenzel Projete méi am Detail ze studéieren an och ze berechnen. Mir denken, datt mer duerch dës Prozedur herno e Projet de loi hei an d'Chamber kréien, deen, wat dee finanzielle Volet ugeet, méi detailléiert a méi no bei der Realitéit dierft sinn.

D'Motioun, Här President, dréit och d'Ënnerschrëft vun alle Fraktiounen hei an der Chamber, plus déi vun der ADR, esou datt ech dovun ausginn, datt et kee Problem ass déi Motioun hei ze stëmmen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructures telle qu'elle a été mise en évidence par la déclaration gouvernementale du 4 août 2004;

- vu d'autre part:

- l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructures du 22 mars 2001;

- la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 prise suite à la présentation de l'avis précité;

- les propositions des groupes parlementaires au sujet «d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastructures dans le futur» transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- vu les propositions du Ministère des Travaux publics adoptées par la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire relatives à une nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructures et qui se présente comme suit:

1. Au 30 juin de l'année en cours au plus tard, le Ministère des Travaux publics présente à la Commission des Travaux publics de la Chambre des Députés une liste de projets prioritaires à construire par l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 7,5 millions d'euros, hors emprises. Cette liste comportera des projets émanant de divers ministères, mais n'englobera pas les projets de construction auxquels l'État participe par l'intermédiaire d'une subvention (plafonnée). Le prix des projets figurant sur cette liste servira à donner un ordre de grandeur très approximatif de leur coût futur.

2. La Commission des Travaux publics examine cette liste. Elle prépare un avis et un débat au sein de la Chambre des Députés en tenant compte des avis (écrits) des Commissions concernées par certains projets (par exemple, de la Commission de l'Éducation nationale en cas de construction d'un établissement scolaire). Ce débat aura lieu chaque année au cours de la deuxième semaine d'octobre au plus tard.

3. Au cours du débat, la Chambre des Députés examine chaque projet de la liste et choisit les projets auxquels elle souhaite donner son accord de principe par voie de motion. La liste finale des projets accordés figurera en tant qu'article budgétaire dans la loi budgétaire dont le vote permettra au Ministère des Travaux publics d'engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi.

4. Pour chaque projet, le Ministère des Travaux publics déposera un projet de loi élaboré sur base d'un avant-projet détaillé.

5. Tout changement «important» de programme survenant après le vote de la loi devra faire l'objet d'un nouvel examen par la Chambre des Députés.

6. Un nouveau projet de loi devra être déposé chaque fois que les dépenses pour un projet dépassent 5% du montant autorisé, un dépassement inférieur à 5% étant à régulariser au moment du décompte final du projet. Cette régularisation aura lieu dans le cadre de l'approbation de la loi portant règlement du compte général de l'État.

- Considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la liste des avant-projets de loi en voie d'élaboration à soumettre à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation de principe et d'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un APD à charge du département des Travaux publics en 2006/2007 présentée par Monsieur le Ministre des Travaux publics lors des séances du 6, 14 et 20 septembre 2006 à la Commission des Travaux publics;

- considérant que, suite aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Travaux publics, l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des projets en cause s'avère indispensable à partir de l'exercice budgétaire 2007 afin de garantir au pays l'existence d'une infrastructure permettant:

• de garantir la pérennité des liaisons routières avec nos pays voisins - reconstruction du pont frontalier à Grevenmacher;

• d'assurer la longévité des grands ouvrages traversant le lac du barrage d'Esch-sur-Sûre - reconstruction des tabliers des ponts OA 498 et OA 499 portant sur le lac du barrage à Insenborn et à Lultzhausen -/- réhabilitation des ouvrages d'art du barrage de Rosport;

• de contribuer au développement urbain de la ville de Luxembourg - réaménagement du boulevard Raiffeisen à la Cloche d'Or;

• de remplir les normes européennes en matière de sécurité - construction d'un évacuateur de crues au barrage principal à Esch-sur-Sûre et d'un tunnel de décharge dans la localité d'Esch-sur-Sûre;

• de garantir la sécurité de l'aéroport - service incendie et sauvetage de l'aéroport;

• de fournir au pays l'infrastructure scolaire qui lui est indispensable - Neie Lycée à Mersch et IEES, bâtiment définitif à Mersch;

• de contribuer à la matérialisation du projet-phare de Belval-Ouest tout en fournissant un apport à la décentralisation - bâtiment administratif à Esch-Belval -, à l'infrastructure scolaire - lycée à Esch-Belval, ainsi qu'à la création de l'Université du Luxembourg;

donne son accord de principe pour les projets énumérés ci-dessus et autorise le Gouvernement à engager les frais nécessaires à des études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire, de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation et, le cas échéant, des cahiers des charges nécessaires pour la mise en adjudication publique, ainsi que du projet de loi pour l'ensemble des projets présentés par Monsieur le Ministre des Travaux publics à la Commission des Travaux publics dans ses séances du 6, 14 et 20 septembre 2006.

(s.) Lucien Clement, Anne Brasseur, Fernand Diederich, Viviane Loschetter, Robert Mehlen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dem Rapporteur, dem Här Clement, Merci fir seng Ausféierungen. Duerno kritt de Corapporteur fir de Volet ferroviaire, den Här Schreiner, d'Wuert. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'avis de la Commission des Transports

M. Roland Schreiner *(LSAP), corapporteur*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Häre Ministeren, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Kolleeg Lucien Clement huet elo am Kader vu sengem Rapport in extenso déi nei Prozedur beschriwwen, déi mer als Chamber décidéiert hunn anzeschloen, fir e bessere Suivi ze kréie vun deene grousse Infrastrukturprojeten, déi de Stat realiséiere wëllt. Hien huet och d'Beweggrënn erläutert, déi dozou gefouert hunn, datt mer déi Prozedur aschloen. Dat erspuert mir dat alles nach eng Kéier ze widderhuelen.

Ech wëll just soen, dass mer, wa mer vu grousse Infrastrukturprojete schwätzen, net nëmmen de Stroossebau an den Héichbau viséiert sinn, mä natierlech och déi grouss Investissementer an eis Schinneninfrastrukturen dozou gehéieren. Dat huet och den Transportminister dozou beweegt de Wonsch zum Ausdrock ze bréngen, déiselwecht Prozedur anzeschloe wéi de Bauteminister fir seng Projeten. E Wonsch, deem d'Comexbu an hirer Sitzung vum 10. Juli 2006 stattginn huet, nodeems se dat scho fir d'Projeten aus dem Beräich vun den Travaux publics den 20. Juli 2005 prinzipiell an den 3. Abrëll 2006 definitiv du gemaach huet.

Grad ewéi bei de Bauteprojete beinhalt déi Lëscht, déi mer dann an Zukunft fir den 30. Juni vum Transportminister virgeluecht kréien, déi prioritär Projeten, déi am Laf vum nächsten Exercice respektiv deenen nächsten Exercicer solle realiséiert ginn, an déi de Seuil vun deenen ominéise 7,5 Millioune Euro iwwerschreiden oder susceptibel sinn, dat ze maachen. Un eis ass et dann eise prinzipiellen Accord dozou ze ginn an iwwert d'Loi budgétaire de Minister ze beoptragen d'Kreditter ze engagéieren, fir d'Projeten iwwert d'Niveauen APS, APD bis hin zum Projet de loi weiderzedéveloppéieren.

Här President, den Transportminister huet de 4. Oktober der Transportkommissioun eng laang Lëscht vu Projete virgeluecht, déi an deenen nächste Jore solle realiséiert ginn an déi alleguerten e prioritäre Charakter hunn, well se sech all areien an e feste Bestanddeel si vun deem ënnert deene viregte Regierunge scho lancéierten an ënnert dëser Regierung konkretiséierte Globalkonzept, fir d'Eisebunn hei zu Lëtzebuerg an och an der Grenzregioun weiderzedéveloppéieren.

Ier ech op déi eenzel Projete kuerz aginn, wëll ech drun erënneren, dass d'Regierung sech an hirer Regierungserklärung zu engem leeschtungsfäegen öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an zu eiser Eisebunn, déi d'Réckgrat dervu soll duerstellen, bekannt huet.

Aus viregten Débaten hei an der Chamber an och an der Kommissioun, mengen ech soen ze kënnen, datt et e fraktiounsiwwergräifende Konsens gëtt an der Aschätzung, dass, wa mer den affichéierten „modal split“ vu 25/75 am Kader vum IVL bis d'Joer 2020 erreeche wëllen, mer hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, déi attraktiv ass, déi sécher ass an déi an der Lag muss si fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen an déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, ze befriddegen.

Mir brauchen also duerfir zousätzlech Transportcapacitéiten iwwert d'Schinn, wa mer d'Eisebunn wëlle fit maache fir déi zukünfteg Erausfuerderungen, fit maachen duerch Investitiounen um Niveau vum Material an um Niveau vun den Infrastrukturen.

Wat d'Material ugeet, esou ass jo e Programm vu 570 Millioune Euro décidéiert an amgaangen exekutéiert ze ginn - deen ass och elo net Objet vun dësem Débat. Um Niveau vun den Infrastrukturen hu mer awer e grousse Nohuelbedarf. An duerfir gëtt et héich Zäit, dass, wéi de Minister ëmmer seet, Neel mat Käpp an deem Beräich gemaach ginn.

Als Transportkommissioun hu mer duerfir och mat Satisfaktioun festgestallt, datt et en ambitiéisen Investitiounsprogramm gëtt, deen d'Eisebunn an d'Lag versetze soll, fir och an der Zukunft dat zousätzlecht Transportopkommes am Persounen- an och am Gidderverkéier ze bewältegen.

A wann een emol eng Kéier den Iwwerschlag mécht vun all deenen Investitiounsprojeten, déi zum Deel schonn amgaang sinn ausgefouert ze ginn, an och vun deenen, déi nach geplangt sinn, da komme mer awer séier op e globale Montant vu ronn 2,6 Milliarden Euro Investissementer an d'Schinneninfrastruktur an engem Zäitraum vu 15 bis 20 Joer.

Här President, d'Regierung huet also hir Bereetschaft zum Ausdrock bruecht, an d'Schinnen ze investéieren, an dat gëtt jo och duerch de Budget dokumentéiert. Et brauch ee sech nëmmen d'Entwécklung vum Fonds du rail unzekucken, da gesäit een, datt, wa mer am Joer 2000 nach nëmmen - „nëmmen“ - bei 133 oder 134 Millioune Euro loungen, da leie mer am Budget vum nächste Joer bei iwwer 300 Millioune Euro. En Trend, dee sech sécher an deenen nächste Joren, wa mer an déi verschidde Realisatiounsphase vun deenen eenzelne Projete kommen, nach fortsetze wäert.

Eng Rei vu Projeten hu jo schonn eng gesetzlech Basis an hunn och den Aval vun der Chamber scho kritt. Zum Deel sinn do d'Aarbechten och schonn ugelaf. Ech denken do speziell un de Centre de Remisage et de Maintenance vun der Eisebunn oder d'Zweegleisegkeet vun der Linn vu Péiteng op Lëtzebuerg, wou bis d'Joer 2012 ronn 368 Millioune Euro sollen investéiert ginn.

Am Stadium vum APS respektiv vum APD sinn da wichteg Projete wéi de Bau vun engem Viaduc op der Polvermillen oder den Uschloss vum Kierchbierg un d'Schinnennetz vun der Gare iwwert den Cents, de Findel bis bei déi heiteg Ausstellungshalen. E Projet, dee ganz wichteg ass, well en d'Méiglechkeet schaaft d'Haaptgare ze entlaaschten an d'Zuchbenotzer a kuerzer Zäit op de Findel an op de Kierchbierg ze bréngen.

Och schonn eng legal Basis hunn natierlech déi ganz wichteg Projete wéi dee vun där neier Gare um Findel a Kombinatioun mam Bau vun där neier Aérogare oder och dee vun där neier Gare um Belval an der direkter Noperschaft vun de Frichen.

All dës Projete si wichteg Deeler vun engem Mobilitéitskonzept, wat Sënn mécht, wat sech aus der Luxtraffic-Etüd respektiv der Etüd „mobilitéit.lu“ ergëtt; e Konzept, wat sech natierlech awer och voll a ganz areit an integréiert an d'Entwécklungskonzept vum IVL, well just déi integrativ Dimensioun vun dësem Projet am Kader vun der Landesplanung immens wichteg ass, dat och am Sënn vun enger dezentraler Approche vun eise wirtschaftlechen Aktivitéiten, déi sech an Zukunft jo net nëmmen an der Stad a ronderëm d'Stad, mä och an anere Regioune vum Land - ech denken do un d'Nordstad, ronderëm Ettelbréck an Dikrech, oder och un d'Südregioun, ronderëm Esch an d'Frichen um Belval, fir nëmmen déi Haaptpolen ze nennen - wäerten ofspillen.

Här President, Bestanddeel vun dësem Konzept sinn natierlech dann och all déi Projeten, deene mer haut am Kader vun dëser Debatt eis prinzipiell Zoustëmmung solle ginn. Et sinn am Ganze 16 Projeten, déi mer vum Transportminister proposéiert kréien. Projeten, déi, wéi ech gesot hunn, alleguerten hir Bedeitung hunn, well se aneneegräifen.

Dee Projet, deen natierlech am meeschten erausstécht, well en e ganz entscheedend Element an deem Konzept ass, ass natierlech dee vun der Extensioun vum Schinnennetz um Territoire hei vun der Stad Lëtzebuerg. Hei geet et konkret ëm den Tram, e Modell mat enger neier Dimensioun fir d'Organisatioun vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg. E Modell, deen eis erlabe wäert dee Quantesprong ze maachen, deen néideg ass, fir och an der Zukunft kënnen d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit ze befriddegen.

D'Chamber huet de 6. Abrëll an enger Motioun dësem Projet seng Zoustëmmung ginn an d'Regierung och opgefuerdert en esou séier wéi méiglech ze konkretiséieren, an dat och a Verbindung mat der Realisatioun vun anere Projeten, déi mer och op eiser Lëscht vun haut erëmfannen.

Well den Tram an der Stad - egal wéi den definitiven Tracé dann och innerhalb der Stad tëschent der Gare an dem Kierchbierg herno wäert verlafen - keng Inselléisung däerf bleiwen, ass et och wichteg ze kucken, wou d'Vernetzung a wéi d'Vernetzung vum klassesche Schinnenetz mat deem neien Tramsnetz an der Stad geschéie kann. Nëmmen esou, duerch dat Gesamtkonzept „Verbindung Tram mam klasseschen Netz“, wäerte mer et fäerdeg bréngen, d'Fördercapacitéiten am öffentlechen Transport iwwert d'Schinn ze erhéijen a virun allem - an dat ass wichteg - d'Quell- an d'Zilgebidder vun de Bewegunge schnell, séier a virun allem bequem mateneen ze verbannen.

Niewent deem, wat mer u Schinnen dann um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg leeën, ass natierlech och e ganz wichtegt Element an deem Dossier de Bau vun deene verschiddene Gare-périphériquen: Houwald, Zéisseng a Kierchbierg. Déi spille ganz sécher an deem Konzept eng Schlësselroll. Et ass do, wou d'Ubannung un dat klassescht Schinnenetz soll geschéien, an et ass do, wou déi verschidde Systemer dann och openeestoussen.

Hei gëllt et dann dorop opzepassen, dass déi Garen esou aménagéiert ginn, dass dës Intermodalitéit garantéiert ass op eng sécher Aart a Weis, op eng bequem Aart a Weis och fir d'Leit, dass d'Ëmsteige vum Zuch op den Tram oder ëmgedréint esou attraktiv wéi méiglech kann duerchgefouert ginn. Dat soll jo dann och am Kader vun engem Architekteprojet gekuckt ginn, speziell wat d'Garen Houwald an Zéisseng ugeet.

Dës nei Garë maachen et da jo och méiglech, dass déi Aktivitéitszonen, déi um Rand vun der Stad Lëtzebuerg leien, wéi zum Beispill d'Cloche d'Or, en direkten Accès zum klassesche Schinnennetz wäerte kréien. A si sinn och ze gesinn am Kader vun deenen anere Projeten a Richtung Süden oder och am Kader vum Projet Eurocap-Rail, iwwert dee mer éinescht scho geschwat hunn. Dëse steet erfreelecherweis dann och op der Lëscht, selbstverständlech. Den Eurocap-Rail viséiert jo d'Verbindung iwwert d'Schinn tëschent den europäesche Haaptstied Bréissel, Lëtzebuerg a Stroossburg, déi de Moment wierklech alles anescht wéi optimal ass, bedéngt duerch déi vill Defiziter op der belscher Säit.

Eis Regierung ass natierlech elo hei nëmmen emol direkt zoustänneg fir de lëtzebuergeschen Deel, an dofir geet et och hei op eiser Lëscht konkret ëm déi Aarbechten, déi um infrastrukturelle Plang hei um lëtzebuergeschen Territoire, dat heescht op der Linn Lëtzebuerg-Klengbetten, solle gemaach ginn, wou am Joer 2007 den APS soll finaliséiert ginn. Ech mengen, op de Risque vum Contournement vun eisem Land duerch eng besser Verbindung Bréissel-Stroossbuerg via Paräis mam TGV brauch ech jo hei net nach eng Kéier hinzeweisen.

Ech hunn éinescht vun de Projeten a Richtung Süde geschwat. Hei geet et ëm déi nei Linnen op Esch respektiv op Beetebuerg, déi allen zwou an deem neie Verkéierskonzept ganz wichteg sinn. Déi nei zweegleiseg Linn op Esch, wou mer nach ëmmer mat Schmäerzen op d'Resultater vun der Impakt-Etüd waarden, soll jo d'Stad Lëtzebuerg méi séier a méi performant mat der Stad Esch, awer doriwwer eraus och mat deem ganze Minett verbannen. Wann ee kuckt wéi sech haut d'Verkéierssituatioun an d'Verkéiersstréim iwwert d'Strooss tëschent deenen zwou Agglomeratiounen entwéckelen, da gesäit een, dass do dréngenden Handlungsbedarf besteet, wat nach verstäerkt gëtt duerch déi zousätzlech Aktivitéiten, déi um Belval wäerten entstoen an deenen nächste Joren, déi eis och sollen dozou verleeden, iwwer nei Mobilitéitskonzepter och fir de Süden nozedenken.

Här President, déi nei zweegleiseg Linn op Beetebuerg huet gradesou eng zentral Bedeitung. Dës Linn stellt haut schonn e bëssen d'Réckgrat vun eisem Eisebunnsnetz duer, mat där déi an den Norde féiert, well se déi international Verbindunge mat Frankräich an den Uschloss un déi transeuropäesch Héichgeschwindegkeetsnetzer assuréiert an och national Verbindungen an de Süde vum Land ofwéckelt. Hei stousse mer haut schonn un eis Capacitéitsgrenzen, an dofir brauche mer onbedéngt eng Streck, déi déi bestehend entlaascht, och am Hibléck op den TGV, deen op Lëtzebuerg jo haut scho kënnt, an an Zukunft nach verstäerkt; och am Intérêt awer vun deene ville Frontalieren, déi op Lëtzebuerg aus Richtung Frankräich kommen an déi esou effikass wéi méiglech Verbindunge mam öffentlechen Transport mussen ugebuede kréien. An dat geet nëmme mat der Zurverfügungstellung vun ausräichende Capacitéiten.

Ech mengen, déi Projeten, déi ech elo ernimmt hunn, déi sinn e bëssen d'Häerzstécker vun deem neie Verkéierskonzept, fir dat mer eis hei an der Chamber de 6. Abrëll ausgeschwat hunn. Dat wëllt awer net heeschen, dass all déi aner Investitiounen, déi de Minister eis virgeschloen huet, manner wichteg wären. Am Géigendeel. Et ass en zesummenhängend Konzept, wou ee Rad an dat anert muss gräifen, fir dass et herno och funktionéiert.

An deem Kontext sinn d'Projete vun der Upassung vun den Infrastrukture souwuel um Westkapp wéi um Südkapp vun der Gare Lëtzebuerg ze betruechten. Déi um Westkapp stinn am direkten Zesummenhang mat dem Bau vun der neier Linn op Esch, dem Projet Eurocap-Rail, mä och där neier Gare Zéisseng, während déi um Südkapp indispensabel si fir herno de Fonctionnement vun der Gare Houwald a Relatioun mat der neier Linn op Beetebuerg an och dem Projet Eurocap-Rail ze garantéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am Beräich vun der Gare Lëtzebuerg sti mer also viru grousse Transformatiounen, wou ganz nei Fluxen an deenen nächste Jore wäerten entstoen. Déi mussen natierlech och verkéierstechnesch sécher a bequem an der Zukunft kënnen ofgewéckelt ginn. Dofir brauche mer och e ganz neit Stellwierk; dat muss ee wëssen. Et muss een och wëssen, dass dat heitegt op de Limitë vu senge Capacitéiten ukomm ass, obschonn dat Stellwierk eigentlech nach guer net esou al ass an haut schonn eigentlech dat modernst aus dem Land duerstellt. Mä et huet einfach seng Capacitéiten erreecht, a wa mer nach méi wëlle maachen, esou wéi et ugedeucht ass, brauche mer och do nei Elementer an deem Stellwierk, fir dat och kënnen ze assuréieren.

Da mussen och nei Aménagementer am Gleisberäich selwer vun der Gare Lëtzebuerg gemaach ginn, an och déi si Bestanddeel hei vun dëse Projeten.

Een aneren absolut noutwendege Projet am Beräich vun der Stater Gare ass d'Rekonstruktioun vun der Eisebunnsbréck, déi iwwert d'Rue d'Alsace féiert an déi haut schonn an engem schlechten Zoustand ass. Dës Bréck ass 1903 gebaut ginn an ass an der Zwëschenzäit natierlech verschiddentlech iwwerholl ginn, och ënnerhale ginn, verstäerkt ginn, mä opgrond vun där ëmmer méi grousser Unzuel vu Verkéiersbewegungen, déi driwwer ginn, hannerléisst se ëmmer méi Spure vu Vétustéit, esou dass se kuerzfristeg muss ersat ginn. Hei soll 2007 den APS och finaliséiert ginn.

Déi véier lescht Projeten, déi op eiser Lëscht stinn, betreffen dann net méi d'Stad Lëtzebuerg, mä de Süden an den Norde vum Land. Am Norde geet et ëm den Neibau vun enger Bréck zu Ettelbréck iwwert d'Uelzecht, um P.K. 46,930 vun der Nordstreck. Dës Bréck ass schonn 1860 gebaut ginn, huet och schonn eng Rei vun Transformatioune matgemaach, muss awer elo ersat ginn. An da geet et och nach ëm den Aménagement vun engem Iwwerhuelungsgleis zu Méchela, wat och zu enger Verbesserung vun de Verkéiersflëss op der Nordstreck féiere wäert.

Zum Schluss dann nach kuerz bis an de Süden, wou ech jo schonn drop higewisen hunn, dass soll driwwer nogeduecht ginn - an do ass jo och schonn eng Aarbechtsgrupp agesat ginn -, ob de System Tram, deen elo fir d'Stad Lëtzebuerg konzipéiert ass, sech net och op de Süden iwwerdroe léisst. Mä dat ass nach Zukunftsmusek an der heiteger Diskussioun.

Haut geet et konkret ëm de Bau vun engem Eisebunnstunnel tëschent Belval an Uewerkuer. E Projet, dee mer aus „mobilitéit.lu" scho kennen, deen d'Verlängerung soll duerstelle vun der Antenn tëschent Belval-Usines an dem Zentrum vu Bieles, dee jo schonn duerch d'Gesetz vum 18. Abrëll 2004 eng gesetzlech Basis kritt huet. Dësen Tunnel soll wesentlech dozou bäidroen, de Site Belval adequat ze bedéngen, mä virun allem och d'Liewensqualitéit vun de Bielesser Awunner ze verbesseren, déi haut ganz vill ënnert deene Verkéiersbewegungen do ze leiden hunn.

Duerch dëse Projet kéint een dann och dee sougenannten „Balkan" quasi vergiessen. Eng Streck, déi haut schonn eleng vun hirer Topographie hier alles anescht wéi performant ass an och elo opgrond vum Zoustand, an deem se sech befënnt, komplett misst erneiert ginn a wou finanziell ganz grouss Investissementer misste getätegt ginn.

An dann dee leschte Projet, deen ech ernimme wëll, dat ass d'Erneierung an d'Modernisatioun vun den techneschen Installatiounen an der Gare Déifferdeng, wou an den nächste Jore grouss Aarbechten ufalen, fir d'Infrastrukturen och hei op deen neiste Stand ze bréngen. Déi lescht gréisser Erneierungsaarbechte ginn op d'Joren 1950 respektiv 1960 zréck.

Här President, domadder hätte mer déi ganz Lëscht vu Projeten, déi d'Regierung eis virgeluecht huet, ofgehandelt. D'Transportkommissioun war der Meenung, dass se alleguerte vu grousser Wichtegkeet sinn, well se Bestanddeel vun engem Globalkonzept sinn, dat eis dee Qualitéitssprong am ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg wäert bréngen, dee mer als Land brauchen. All dës Projete reie sech an an déi grouss Orientatioune vum IVL. Si si wichteg fir eis Landesplanung, fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit. Si sinn awer och wichteg fir de Wirtschaftsstandort.

D'Lëtzebuerger wäerten och dozou bäidroen, fir eis Ziler och am Beräich vum Klimaschutz ze erreechen, well mer wëssen, dass just am Beräich vum ëffentlechen Transport ganz vill Aspuerpotenzialer, wat CO_2-Emissiounen ugeet, méiglech sinn. An deem Sënn wëlle mer d'Regierung invitéieren, all dës Projete weiderzedéveloppéieren, fir dass mer hinne le moment venu hei an der Chamber eng gesetzlech Basis kënne ginn.

Mir hunn dat dann och an där Motioun, déi an der Prozedur virgesinn ass, festgehalen. Dës Motioun ass vun de véier Fraktiounen: vun der LSAP, vun der CSV, der DP an DÉI GRÉNG ënnerschriwwen. An ech géif lech déi, Här President, och heimat dann iwwerreechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des grands projets d'infrastructure;

- considérant l'avis de la Cour des Comptes sur l'adaptation du budget voté des grands projets d'infrastructure du 22 mars 2001 et la motion de la Chambre des Députés du 29 janvier 2002 y relative;

- considérant les propositions des groupes parlementaires au sujet d'une amélioration des procédures permettant d'éviter les dépassements des coûts des grands projets d'infrastucture dans le futur, transmises en date du 12 avril 2005 par Monsieur le Président de la Chambre des Députés à Monsieur le Premier Ministre;

- considérant la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure ferroviaire, adoptée au cours de sa réunion du 10 juillet 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes;

- considérant que ladite procédure répond aux préoccupations exprimées dans la motion précitée du 29 janvier 2002;

- vu la liste des projets d'investissement du Ministère des Transports qui ont atteint le niveau d'avant-projet sommaire ou qui sont susceptibles de l'atteindre au cours de l'exercice 2007 et la note y relative, établies à l'attention de la Chambre des Députés conformément à la nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure dépassant le seuil de 7,5 millions d'euros prévue à l'article 80 de la loi modifiée du 11 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et présentée par Monsieur le Ministre des Transports en date du 4 octobre 2006 aux membres de la Commission des Transports;

- considérant que divers projets infrastructurels devant contribuer à atteindre les objectifs définis en matière de transports en commun, et notamment de partage modal par l'IVL, sont d'ores et déjà votés par la Chambre, voire en cours de réalisation (ligne ferroviaire Hamm-Aérogare-Kirchberg, gare ferroviaire Findel, antenne ferroviaire entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie, gare Belval, nouveau viaduc Pulvermühle, mise à double voie de la ligne Pétange-Luxembourg, centre de remisage et de maintenance des CFL) tandis que d'autres projets élaborés dans le même but font partie du programme des investissements publics à plus long terme, et que l'ensemble de ces projets doit être combiné de manière à permettre d'atteindre les objectifs fixés en matière d'aménagement du territoire et de développement des transports en commun;

- considérant que, suite à la déclaration sur les projets à réaliser de manière prioritaire et aux informations détaillées fournies par Monsieur le Ministre des Transports, l'élaboration, voire la poursuite des études en relation avec les projets suivants s'avère indispensable au cours de l'exercice budgétaire 2007:

1. Nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette;

2. Gare périphérique de Cessange (espace public);

3. Modifications au niveau de la Gare centrale nécessaires dans le cadre des projets repris sub. 1. et 2. (y compris les infrastructures ferroviaires dans la Gare de Cessange);

4. Nouvelle ligne ferroviaire à deux voies entre Luxembourg et Bettembourg;

5. Gare périphérique de Howald (espace public);

6. Modifications au niveau de la Gare centrale nécessaires dans le cadre des projets repris sub. 4. et 5. (y compris les infrastructures ferroviaires dans la Gare de Howald);

7. Installation d'un nouveau poste directeur pour la Gare de Luxembourg;

8. Réaménagement de la Gare de Luxembourg avec les têtes Sud et Ouest (sans les projets repris sub. 3. et 6.);

9. Extension du réseau ferré dans la Ville de Luxembourg (tram léger);

10. Gare périphérique de Kirchberg (Luxexpo);

11. Tunnel de raccordement en direction d'Obercorn;

12. Optimisation de la ligne Kleinbettingen (modernisation et renouvellement des infrastructures de la ligne et redressement des courbes dans le cadre du projet Eurocap-Rail);

13. Gare de Differdange - renouvellement et modernisation des installations fixes;

14. Gare de Luxembourg - reconstruction d'un passage supérieur (rue d'Alsace);

15. Ligne du Nord - reconstruction d'un pont-rivière à Ettelbruck;

16. Aménagement d'une voie d'évitement à Michelau;

- considérant l'avis que la Commission des Transports a émis après avoir examiné la liste des projets d'infrastructure ferroviaire prioritaires ci-dessus;

invite le Gouvernement

- à entamer, voire à poursuivre les études d'opportunité, les études de la relation coût-utilité ainsi que les études de faisabilité technique et les études en vue de l'établissement de l'avant-projet sommaire avec la comparaison de variantes et de l'avant-projet détaillé, du dossier d'autorisation ainsi que du projet de loi des projets d'infrastructure, d'ouvrages d'art et d'équipements techniques ainsi que les frais des études de trafic et des études de bruit y relatives, présentés par Monsieur le Ministre des Transports à la Commission des Transports dans sa réunion du 4 octobre 2006.

(s.) Roland Schreiner, Anne Brasseur, Félix Braz, Ali Kaes, Roger Negri, Marc Spautz.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech hoffen, dass Der där Motioun an och deene Projeten, déi op der Lëscht sinn, Är Zoustëmmung gitt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll a menger Interventioun op de Volet vum Transport public agoen. Mir sollen haut de Mëtteg kucken, wéi eng grouss Projeten am Beräich vum ëffentlechen Transport prioritär musse behandelt an ëmgesat ginn, wa mer net wëllen an Zukunft am Verkéier erstécken.

All Dag kommen iwwer 130.000 Pendler op Lëtzebuerg schaffen, dovunner awer nëmmen e ganz klengen Deel, e minimalen Deel mam ëffentlechen Transport. Wäit iwwer 90% huelen den Auto, fir op hir Schaff ze kommen. D'Konsequenzen dovunner erliewe mer all Dag op eisen Autobunnen, wou dee klengsten Zwëschefall kilometerlaang Stauen op den Haaptverkéiersachse produzéiert.

Mir bewegen eis am Moment an engem total iwwerdréinte Pendlerzeenario, esou wéi vum IVL schonn ausgemoolt, an dës Situatioun wäert sech an noer Zukunft och net wesentlech änneren, héchstens nach verschlechteren.

Eis Ekonomie schaaft all Joer eng 12.000 Aarbechtsplazen. De Gros dovunner, ëm déi 9.000 Plazen, gi vu Frontalierë besat. Konkret heescht dat, datt all Joer eng 9.000 Pendler op eis Autobunne wäerte bäikommen, wat, wa mer net kuerzfristeg handelen, onweigerlech zum totale Verkéierskollaps wäert féieren.

Deemno musse mer elo dofir suergen, datt mer absolut prioritär dat maachen, wat mer zur Meeschterung vun esou enger Situatioun brauchen. Dozou gehéiert, dass mer dem ëffentlechen Transport absolut Virfahrt an all eise Planunge ginn.

Den IVL seet an dësem Kontext däitlech, dass d'Grondstruktur vun engem attraktiven ëffentlechen Transport um Schinneverkéier muss baséieren, wa mer an der Zukunft d'Verkéierssituatioun iwwerhaapt nach wëllen an de Grëff kréien.

Wëssend, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer nëmme begrenzt Moyenen zur Verfügung hunn, an et deemno onméiglech ass, all envisagéiert Projete mateneen ze realiséieren, musse mer elo déi richteg Prioritéiten am Beräich vum ëffentlechen Transport setzen. Jo, mir mussen elo déi richteg Décisioune fir d'Zukunft huelen, ouni de finanziellen Aspekt vum Land aus den Aen ze verléieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut sinn iwwer 60% vun allen Aarbechtsplazen aus dem Land an der Stad Lëtzebuerg an an hiren Nopeschgemengen ugesiedelt. D'Leit schaffen zum gréissten Deel um Kierchbierg, op der Cloche d'Or an an Zukunft och nach am Ban de Gasperich, op der Porte de Hollerich respektiv zu Zéisseng an um Houwald. D'Leit wunnen deemno net do, wou se schaffen. Si mussen sech déplacéieren, fir schaffen ze goen, well do, wou d'Aarbechtsplaze geschafe gi sinn, kommen se zum groussen Deel mam ëffentlechen Transport net hin.

Wa mer also de „modal split" vun 25/75 wëllen erreechen, dat heescht, dass mer bis d'Joer 2020 25% vum Individualverkéier duerch den ëffentleche Persounentransport wëllen ofdecken, da musse mer duerfir suergen, dass den ëffentlechen Transport d'Leit op direktem Wee, also ouni Ëmweeër, dat heescht ouni Ëmklammen a Waardezäiten, op hir Aarbecht bréngt, an deem Sënn, dass den Auto kaum nach konkurrenzfäeg géigeniwwer vum ëffentlechen Transport ass.

Duerfir missten der CSV no Randgarë vun der Stad Lëtzebuerg, déi sougenannte Gares périphériques, um Kierchbierg, zu Zéisseng an um Houwald absolut prioritär gebaut ginn.

An dësem Kontext suggeréiere mer och d'Schafe vu lokale Sammelpunkten op deene verschiddenen CFL-Knuetpunkten, déi de Leit en Zréckgräifen op d'Schinn vereinfache sollen, respektiv wéi am IVL virgesinn d'Ariichte vu groussen Opfangparkinge laanscht den Eisebunnsréseau.

Dës Opfangstrukture si wichteg, well wann d'Leit alleguerten d'Flemm hunn, wa se laang no enger Parkplaz gesicht hunn a keng fonnt hunn, dann ass et ganz normal, da fuere se léiwer direkt mam Auto an d'Stad. Wann d'Leit op de Garen also keng Parkméiglechkeete fannen, maachen se, an dat ass logesch, ganz einfach net Gebrauch vum ëffentlechen Transport. Duerfir ass et wichteg, Opfangparkingen op de Knuetpunkten ze installéieren, dat virun allem och op de Grenzen, fir dass mer d'Pendler, wa se an d'Land erakommen, direkt op den Zuch drainéiert kréien, dee se dann ouni Ëmwee op hir Aarbechtsplaz bréngt.

Dës Mesuren an d'Realisatioun vun de Garë Kierchbierg, Houwald an Zéisseng si vun enger absoluter Noutwendegkeet, fir dass mer de „modal split" vu 25% fir den ëffentlechen Transport erreechen an en attraktive Persounentransport iwwert d'Schinn kréien.

Gläichzäiteg muss awer och d'Realisatioun vun enger neier Streck Esch-Lëtzebuerg an Ugrëff geholl ginn, déi der Logik no op där neier Gare périphérique zu Zéisseng muss ukommen. Dës Streck ass wichteg fir d'Leit vun Esch an awer och gläichzäiteg wichteg fir d'Rekonversioun vun den Industriebroochen Esch-Belval, mat der zukünfteger Cité des Sciences, déi jo och eng grouss Prioritéit huet.

Och wann d'Ubanne vum Réseau Waasserbëlleg un d'Stad Lëtzebuerg relativ gutt klappt, wier et allerdéngs wichteg, wa vun däitscher Säit aus déi néideg Moderniatiounsaarbechte géingen an d'Wee geleet ginn, fir dass och déi vill däitsch Pendler vun engem performanten ëffentlechen Transport profitéiere kéinten. Och wann dat net an eisen Hänn läit, wier et net schlecht, wann d'Regierung duerfir Kontakt zu hiren däitsche Kollege géif ophuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtege Punkt ass d'Schafung vum Réckgrat vum Norden a vum Süden. De Fonctionnement vun der Dorsale, där sougenannter Réckgratsstreck vun Esch an d'Stad a vun der Stad an d'Nordstad, an - an ech mengen, datt soll net vergiess ginn - weider an den Norde vum Land muss optiméiert ginn. Vun deenen zentral geleeënen Achse muss den Transfert vun enger Plaz op déi aner méi séier goen. Et kann net méi sinn, dass, wann ech vun der Nordstad aus an de Süde vum Land wëll fueren, ech ënnerwee ëmmer erëm verschidde Waardezäiten a Kaf muss huelen oder souguer méi dacks ëmklamme muss. Dat Ganzt muss flësseg, séier an duerchgehend vum Norden an de Süden an zréck geschéien.

Une voix.- Très bien! Do sidd Der op der richteger Linn.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Et ass duerfir wichteg, datt et zu enger performanter Vernetzung vun deenen Achse kënnt. Eng weider absolut Prioritéit ass d'Ubannung vum Findel vun der Stater Gare aus un d'Schinn. Dësen Tracé ass net nëmme wichteg, fir kënnen e performante Persounentransport vum Findel aus a Richtung Stad ze assuréieren, mä d'Noutwendegkeet vun der Ubannung vum Findel un d'Schinn gëllt och am Kontext vun enger Logistikoffensiv fir de Fret, dat heescht fir de Wuerentransport.

Duerch d'Cargolux an de Cargocenter ass de Findel zum fënneftgréisste Frachtflughafen an Europa ginn. De Cargocenter gëtt awer haaptsächlech iwwert d'Strooss duerch Camionen ugesteiert, deenen hir Unzuel laut Previsiounen an deenen nächste Jore weider wäert an d'Luucht goen. Dëst wäert déi ablécklech Situatioun op eise Stroosse sécherlech net vereinfachen.

Duerfir ass et och am Kader vun der Konsolidéierung vum Standuert Lëtzebuerg wichteg, dass mer de Findel un den nationale Schinneréseau ubannen an dëse wichtegen Tracé realiséieren.

Här President, hei nach eng Kéier eis Prioritéitelëscht am Beräich vum ëffentlechen Transport: Fir d'CSV ass et wichteg, dass déi Haaptachsen Nordstad-Lëtzebuerg-Esch eng absolut Prioritéit kréien, an dat zesumme mat der Realisatioun vun de Gare-périphériquë Kierchbierg, Houwald an Zéisseng souwéi där neier Streck Esch-Lëtzebuerg an der Ubannung vum Findel un d'Schinn, fir dass mer en attraktiven ëffentlechen Transport an Zukunft kréien. Ouni dës Realisatioun erreeche mer ni de „modal split", dee mer virgesinn hunn. Dir Dammen an Dir Hären, a wann dann nach Sue bleiwe sollten, si mer d'accord fir aner Projeten, déi och hir Wichtegkeet am ëffentlechen Transport hunn, an Ugrëff ze huelen.

Zum Schluss vu menger Interventioun wëll ech awer nach a mengem perséinlechen

Numm e puer Wierder iwwert d'Problemer op der Streck vun der Nordstad Richtung Ëlwen soen. Och an dëser Géigend vum Land gëtt et vill Leit, déi gären op e performanten öffentlechen Transport géifen zréckgräifen, dëst awer net maachen a léiwer den Auto virzéien, fir op hir Aarbechtsplaz ze kommen. D'Ursaache fir dëst Verhale leien haaptsächlech un där net optimaler Offer an där net ugepasstener Infrastruktur vun der gesamter Nordstreck.

Zënter laangem gëtt en Hallefstonnentakt vun Ëlwen a Richtung Stad gefuerdert. Dësen ass leider net duerchzesetzen, well d'Capacitéite wéinst der Eegleisegkeet vun der Streck tëschent Ettelbréck, Bierden a Méchela limitéiert a momentan komplett ausgelaascht sinn. Fir deem entgéintzewierken, plädéieren ech derfir, dass den Ausbau vun dësem Tronçon op zwee Gleisen esou séier wéi méiglech an Ugrëff geholl gëtt, fir dass d'Leit am Norden och endlech vun enger performanter Ubannung un eis Haaptstad profitéiere kënnen. Ech wëll och drop hiweisen, dass mer duerch den Hallefstonnentakt d'Verbindung mat Wolz wesentlech verbessere kéinten.

Am Kontext vum Bau vum zukünftege Lycée zu Klierf, iwwert dee jo virdrun all Mënsch d'accord war, fir deen ze bauen - an ech mengen, ech ënnerstëtzen dat absolut a si frou, wann endlech e Lycée zu Klierf Realitéit gëtt -, mä do wier et och net falsch, elo sech scho seriö Gedanken ze maachen iwwert den duebelgleisegen Ausbau vum Tracé Ëlwen-Pafemillen erof op Klierf. Ech mengen, wann een Infrastrukturen op eng Plaz setzt, dann ass et och wichteg, dass eng gutt Ubannung besteet. An et ass virdru méi wéi eng Kéier gesot ginn, dass a sech Klierf direkt un der Eisebunn läit. Dann ass et awer och wichteg, dass mer déi Eisebunn esou ausbauen, dass och hiren zukünftege Lycée optimal fonctionnéiere kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wëllen, dass am Norde méi Leit op den Zuch zréckgräifen, da musse mer hinne ganz einfach d'Méiglechkeet ginn, dass si hiren Auto bei de Garë parke kënnen. Duerfir maachen ech en Appel un den Transportminister, fir esou séier wéi méiglech mat den noutwendegen an dréngend gebrauchte Vergréisserunge vun de Park&Riden zu Ëlwen, zu Klierf, zu Kautebaach an zu Wëlwerwolz unzefänken.

Besser wier et natierlech, wann d'Leit flächendeckend vun engem flexiblen Zoubréngerdéngscht profitéiere kéinten, dee si schnell an onkomplizéiert op déi verschidde Garë laanscht d'Nordstreck géif féieren. An dësem Fall, Dir Dammen an Dir Hären, kéint ee ganz einfach den Auto doheem an der Garage stoe loossen.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat wollt ech nach zur Debatt derbäifügen. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir befannen ons hei an enger neier Prozedur, net nëmme wat d'Bauten ubelaangt oder wat d'Investissement an d'Schinn ubelaangt, mä och an enger neier Prozedur wéi d'Chamber mat Problemer ëmgeet. An ech mengen, hei hu mer bewisen, dass mer de richtege Wee ginn, an ech wëll der Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire villmools Merci soen ënnert der Presidentschaft vum Här Henri Grethen, déi an hirer Diskussioun sachlech un d'Problematik vun den Dépassementer erugaangen ass.

Well et geet net duer, politesch sech ze iergeren iwwert Dépassementer, nach muss ee Léisunge fannen! An ech si ganz frou, dass dunn de Bauteminister, den Här Wiseler, an der Kommissioun d'accord war fir mat op e Wee ze goen, fir zesumme mat der Chamber Solutiounen auszeschaffen. An dat sinn déi Solutiounen, déi mer haut diskutéieren.

Ech wëll och deenen zwee Rapporteuren ausdrécklech Merci soen: dem Här Clement, deen de Rapport hei gemaach huet fir d'Commission des Travaux publics, an och dem Här Schreiner, deen hei fir d'Transportkommissioun geschwat huet. Ech fannen dat do eng gutt parlamentaresch Aarbecht, déi mer gemaach hunn, zesumme mat der Regierung, fir ze kucken, wéi mer aus där Impasse, an där mer waren, erauskommen.

Well wat ass deene sukzessive Bauteministere geschitt? Si hate vill Freed andeem se Gebaier konnten aweien, déi hir Virgänger oder Virvirgänger op d'Schinn gesat hunn, mä si haten awer och de ganz grousse Pech hei virun d'Parlament mussen ze trieden, fir Dépassementer ze verteidegen, an den Ursprong dovu ware bestëmmt net si.

Mir wëllen elo mat dëser Prozedur dozou kommen, dass déi Devisën, déi hei an der Chamber gestëmmt ginn, vill méi no bei der Realitéit leien; ob et ons geléngt - an ech soen „ons", well hei ass jiddferee vun der Chamber matgefuerdert, wa mer déi Prozedur droen, an d'DP, déi seet Jo zu dëser Prozedur -, mä wa mer also méi no un d'Realitéit kommen, ass et awer net ausgeschloss, dass et nach kann zu Dérapagë kommen. Mä duerch déi Prozedur, déi mer wielen, komme mer méi no bei d'Realitéit, well de Bauteminister eréischt dann d'Projete vill méi detailléiert kann ausschaffe loossen, wann hien de Feu vert vun der Chamber huet.

Bis elo war einfach déi Zäit tëschent dem Vote hei an der Chamber an der definitiver Exekutioun bis zur Aweiung vill ze laang, an dann ass et normal, dass déi Präisser einfach net méi genee geklappt hunn. Et ass awer net nëmmen den Dérapage vun de Präisser, deen dru schold ass, mä et sinn och Changementer an der Programmatioun. An do kommen am Laf vun de Bauten ëmmer nach Wënsch op, an och dat hu mer an der Kommissioun ugeschwat.

Allerdéngs stellt sech do e Problem bei der Exekutioun vu Projeten, wéi een do virgeet. Ech hunn d'Impressioun, dass an der Vergaangenheet allze oft d'Bauhären, wat de Ministère des Travaux publics war - an déi haten och d'Surveillance vum Chantier, déi hunn dat och esou gutt wéi méiglech gemaach -, mä do ass de Projet da ganz suivéiert ginn, an déi, déi duerno Bénéficiaires vum Gebai waren, ware just an der Planung am Ufank gefrot ginn, an der Programmatioun, mä haten da keen A méi op d'Exekutioun. An da kënne Saache virkommen, déi sech duerno an der Praxis als net gangbar erweisen.

Duerfir ass et beispillsweis gutt, dass, wann eng nei Schoul gebaut gëtt - et dauert nach ëmmer ze laang; déi Usiichten, déi hunn ech gehat als Minister, déi hunn ech och nach haut -, d'Kreatioun vun der Schoul selwer och duerch e Gesetz votéiert gëtt, an dass den Direkter gläich bestëmmt gëtt, wann d'Gebai nach net dosteet, fir dass deen awer kann de Bau begleeden, well mer soss Objete realiséieren, déi an der Praxis awer duerno schwiereg ze exploitéiere sinn. Duerfir muss een och duerno bei der Exekutioun kucken.

Wéi ech virdru gesot hunn: Wa mer déi nei Prozedur ginn, ass d'Probabilitéit méi grouss, dass et net zu Dérapagë kënnt, mä et kann nach zu Dérapagë kommen. Mir hu jo hei e Kritär agesat vu 5%. Wann den Devis ëm méi wéi 5% iwwerschratt gëtt, da muss de Minister zréck an d'Chamber komme mat engem Projet de loi.

Ech hu mer d'Fro gestallt, ob déi 5% net ze enk bemooss wieren, well effektiv, deemno wat den Objet ass, an deemno wellech Matière première do dran ass, kann et ganz oft zu Haussë kommen, an da musse mer hei légiféréieren. Da kréie mer och eng Unanimitéit, mä et ass awer relativ schwéierfälleg. Mä anerer, déi Rigueur hunn - an ech mengen ech gehéieren och zu deenen, déi der nawell vill hunn -, soen, komm 5% geet duer. Wann et iwwer 5% gëtt, muss de Minister bei d'Chamber zréckkomme mam Projet.

Mä ech hoffen, dass dat net ze knapp bemooss ass, an dass mer, net well mer elo Rigueur am Contrôle wëllen hunn, wat jo gutt ass, dat awer net op Käschte vun der Effikassitéit maachen. Well mir mussen och effikass sinn, an d'Effikassitéit ass och Zäit. An Zäit, déi stellt och Suen duer. Wann ech kucken, all déi Projeten, déi duerch Prozedure vill méi laang gedauert hunn, wat dat en fin de compte de Steierzueler kascht huet, ouni dass een eng Plus-value am Bau hat, dann ass dat wierklech e staarkt Stéck!

Mir maachen also hei eng Prozedur, fir dass mer méi prezis Devisë kréien an dass d'Chamber déi och besser begleede kann. Dat ass ëmmer wichteg, dat ass ëmsou méi wichteg, well mer elo a finanziell méi schwieregen Zäite sinn. Dat ass zwar eng Usiicht, déi net vu jiddferengem gedeelt gëtt, ech hunn de Samschdeg e Leitartikel am „Tageblatt" gelies, an deem den Här Sold schreift: „Die Krise ist erfunden." Hie schreift vun „herbeigeredete Krise" a seet, wann een esou dernieft géing leien an de Prognosen an engem Privatbetrib, da misst een den Hutt huelen. Dat bezitt hien op den Här Juncker. Da schwätzt hien nach eng Kéier vun „Nichtkrise in Luxemburg" a seet: „Herr Juncker und die Seinen tun nichts Gutes mit ihrem Krisengeschwafel." Et sinn also Leit, déi mengen, mir géingen am Floribus liewen.

Gott sei Dank hu mer vill Recetten, mä op der Dépensësäit musse mer awer oppassen. Doriwwer ass jiddferee sech eens heibannen, an dëst ass en Instrument, fir d'Dépenses en investissement mathëllefen ze maîtriséieren, esou dass een dat nëmme ka begréissen. Mir maachen haut also eng éischt Etapp. Mir heeschen eng Lëscht gutt, op där eng Partie Projete sinn, déi dann de Ministeren et erlaabt, déi Projeten auszeschaffen. An da kommen déi eenzel Projete jo hei an d'Chamber zréck.

Ech wëll net elo am Detail op déi Projeten agoen. Ech wëll just den Här Minister froen, wéi et mam Timing ass. Ech weess, dass den Timing net nëmme vu senge Wënsch a Wonschvirstellungen ofhänkt, mä et si Saachen, déi sinn awer méi prioritär, ob hien do schonn eng Indikatioun huet?

An dann eng zweet Fro. Déi geet ëm den Investissement. Mir hunn an der Kommissioun laang driwwer geschwat, ob ee soll Chifferen avancéieren oder net. Déi eng Projete waren indikativ chiffréiert, anerer net. Mä wann een dat hei mécht, da riskéiert een, dass ee wierklech erëm dernieft läit, an dass gesot gëtt: Mä den Devis war en aneren.

Et muss een awer wëssen an der Programmation financière - d'Budgetsdebatte sinn ofgeschloss, mä an der Programmation financière -, wat fir eng Enveloppe dat duerstellt. Wa mer déi Lëscht haut hei mam Vote vun där Motioun arrêtéieren, oder déi zwou Lëschten, da gëtt dat en onwahrscheinlech héijen Investissement an dees musse mer ons bewosst ginn. Mir mussen dat natierlech och finanzéiert kréien. Ech huelen un, dass de Minister duerno e Wuert dozou seet.

Ee Punkt, deen drasteet, dat ass, dass zwee Lycéeë sollen iwwer „public-private partnership" gebaut ginn. Dat ass elo esou e magescht Wuert ginn. Mä et kritt ee keng Sue geschenkt, ob een et iwwert dee Wee baut oder iwwert de klassesche Wee. A wann een d'Suen net selwer gespuert huet an ee se sech léine geet, dat ass nach eppes aneschters.

De „public-private partnership" ass jo och, dass een en anere Bauhär hëlt, dee fir ee selwer de Bau duerchzitt, an dass een duerno mat Loyer dann dee Bau ofloont, oder et kann een en och no enger Zäit zréckkafen. Dat si Modeller, déi ze kucke sinn. Mä heiansdo gëtt esou gemaach, wéi wann hei privat Gelder géinge matinvestéiert ginn. Or, e private Financier stécht nëmme Geld an eppes, wann hien och eng Ristourne drop huet. Or, mat öffentleche Gebaier ass kee Geld nun ze verdéngen. Bestëmmt net mat enger Schoul.

Duerfir wollt ech dat awer hei am Numm vu menger Fraktioun soen, well eng Partie Leit ëmmer esou maachen, wéi wann een iwwer PPP eng ganz Partie Saache realiséiert krit, déi soss net méiglech wieren. Et ass e Modell, mä et ass och net geschenkt, an et muss ee kucken, dass dat Finanziellt awer um Schluss opgeet.

Da wollt ech, Här President, ganz kuerz nach op e puer vun deene Projeten, déi opgelëscht sinn, agoen. Iwwert dee vu Gréiwemaacher huet de Rapporteur, dee jo och vun der Musel ass, sech laang ausgeschwat. Allerdéngs kann ee sech do d'Fro stellen iwwert den Tracé, ob dat glécklech ass, well de Problem vum Grenzverkéier duerch Gréiwemaacher domat net geléist ass.

Ech wëll méi spezifesch op de Projet vum Boulevard Raiffeisen agoen. Ech si frou, dass deen op der Lëscht ass, well dat ass, wéi d'Virriedner dat och hei gesot hunn, en enorm wichtege Projet fir den Développement vun der Stad Lëtzebuerg a vun där ganzer Regioun, engem Développement, deen IVL-gerecht ass. An dofir brauche mer déi Infrastruktur, an d'Stad Lëtzebuerg wäert elo eng provisoresch Stroosseninfrastruktur dohinner ariichten, fir verschidde Projeten awer schonn do ze erméiglechen, well mer soss mat dem Bau vun, beispillsweis, dem franséische Lycée net ukommen. Or, mir brauchen och international Schoulen hei zu Lëtzebuerg, a mir mussen dat maachen.

Wann een esou Lëschten erausgëtt, Här Minister, da riskéiert een, dass een iwwert déi Saache schwätzt, déi net op der Lëscht stinn, well et ass ee jo d'accord mat all deem Gudden, wat gemaach gëtt.

Mä um Boulevard Raiffeisen - a mir hunn dat och an der Kommissioun diskutéiert - hänkt och de Bau vun de Pompjeeskasären drun, an do krute mer explizéiert, dass de Stat déi Pompjeeskasären, déi d'Stad Lëtzebuerg zesumme mam Stat wollt bauen, fir Synergien am Service de secours ze maachen, zréckgesat huet an dass de Stat do wëllt etappeweis virgoen.

Et ass fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Sécherheet vun de Bierger enorm wichteg, dass mer awer esou séier wéi méiglech virukommen. Or, d'Stad Lëtzebuerg kann dee Projet elo am Moment net eleng ugoen, well déi verschidde Fonctioune vill ze vill enk matenee verstréckt sinn. Do soll bis de Februar eng Propositioun um Dësch leien. Ech hätt léiwer, de Stat géing déi zwou éischt Etappe matenee maachen, dass mer zesumme kënnten op dee Bau goen. Dat wier net nëmmen en Intérêt vum Rettungswiese vun der Stad Lëtzebuerg, mä vun der ganzer Regioun. An da géif de Centres de secours um nationale Plang och Satisfaktioun gi ginn.

Da wollt ech, Här President, nach ee Wuert soen iwwert d'Infrastrukturen am Réseau ferroviaire. Ech si ganz frou, dass de Rapporteur esou op dee Punkt agaangen ass, wat de Réseau ferroviaire ubelaangt a besonnesch wat d'Gare-périphériquen ubelaangt.

Den öffentlechen Transportsystem vun der Stad Lëtzebuerg hänkt vun deene Gare-périphériquen of. Wa mer déi net bauen, a wa mer awer par ailleurs en Ausbau vum Schinnennetz maachen, wa mer begréissen a wa mer hoffen, dass ëmmer méi Leit op d'Schinnennetz ëmklammen, da kënne mer net all d'Leit op d'Gare centrale bréngen, dass se laanscht hir Aarbechtsplaz mat engem Zuch fueren, aus deem se net erausklammen. Mir féiere se op d'Gare centrale an da misste mer se vun do erëm transportéieren. Dat ass éischtens onsënneg an zweetens kann een dat och vun de Capacitéiten hier net packen.

Duerfir ass et enorm wichteg, dass dat prioritär behandelt gëtt. An dat ass am Fong d'Kärstéck vun dem Transport en commun, ob e schinnegebonnen ass oder net, vun der Stad Lëtzebuerg. Mä wann dat hei net gemaach gëtt, wann déi Gare-périphériquen net realiséiert ginn, da brauch een net vun engem performanten Transport en commun um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg ze diskutéieren. An duerfir sinn ech frou, dass dat éischtens op der Lëscht steet. An ech wëll dem Rapporteur och villmools Merci soe vun der Transportkommissioun, dass hien extra op dee Punkt higewisen huet.

No all deenen Explikatiounen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn. Ech hoffen, dass déi Prozedur hei eng Prozedur ass, wou net den Nofolger vum Här Wiseler, wat hie vläicht selwer ka sinn, oder ee vu sengen Nofolger, muss hei erëmkommen a soen, déi Prozedur war näischt, well et dauert eng Zäitche bis mer gesinn, ob se gräift.

Ech hoffen, dass mer elo e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach hunn, a si frou, dass dat hei jo awer an der Chamber schéngt e Konsens ze fannen, well hei geet et ëm den Investissement an d'Zukunft mat Gelder, déi ons vum Steierzueler uvertraut ginn. An da géing ech mer wënschen, dass all déi Projeten, well si sinn all néideg, ganz gutt virukommen, well - an ech schléisse mam Erich Kästner, deen dat gesot huet -: „Es gibt nichts Gutes, außer man tut es."

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir den ausféierleche Bericht. Ech ka mech da ganz kuerz faassen, och no menge verschiddene Virriedner. De Rapporteur ass op déi nei Prozedur agaangen, déi fir eng optimal Transparenz soll suergen an déi grouss Dépassementer soll évitéieren, déi mer an der leschter Zäit kannt hunn. Ech selwer hu missen, ech mengen, wéinstens véier Mol zu deene Rallonges budgétaires do Stellung huelen als Member vun der Commission des Travaux publics, an ech hat nach net d'Éier déi Projete virdru matzestëmmen.

Ech kann iwwer eenzel Projeten ewechgoen. Si sinn alleguerte schonn am Detail

virgestallt ginn. Ech wëll just zu zwee Projete Stellung huelen, an zwar zu de Lycéeën zu Miersch, déi och den Accord vun der Kommissioun fonnt hunn.

Deen éischte Lycée ass den Neie Lycée, deen op Miersch kënnt, an dann dat definitiivt Gebai vum Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Ech muss do soen, ech hunn do e bëssen entdeckt, datt e klenge Feeler an der Motioun ass: Dee Lycée heescht net méi esou wéi do steet, IEES. Dat war fréier den Institut. Mä mir hunn e Gesetz gestëmmt viru kuerzem - den Här Castegnaro war do Rapporteur - an an deem Gesetz heescht de Lycée elo Lycée technique - wéi ech elo just gesot hunn - pour professions éducatives et sociales. Jo.

M. le Président.- Da verbessere mer dat.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Zu deenen zwee Projeten zu Miersch wier ze soen, datt hei där Iddi vun der Dezentraliséierung Rechnung gedroe gëtt. Vu datt et spéiderhin nëmmen ee Lycée technique pour professions éducatives et sociales an een Neie Lycée wäert ginn, si se optimal am Zentrum vum Land implantéiert, IVL-konform, well no bei der Gare an och direkt un der Nordstrooss geleeën.

Et ass och e gutt Beispill dofir, datt, wann en Terrain disponibel ass, Projete kënne schnell geplangt a realiséiert ginn, esou wéi et scho bei de provisoresche Strukturen zu Miersch de Fall war, wou an enger Rekordzäit vu véier Méint, zu engem interessante Coût (knapp een Drëttel vun der traditioneller Bauweis) a Schnellbauweis (keng Containerqualitéit) déi néideg provisoresch Raimlechkeete konnte geschafe ginn, déi spéider och nach weider kënne genotzt ginn als Raimlechkeete fir d'Formation professionnelle continue.

Den Här Bauteminister huet jo e puermol drop higewisen - ech weess net, ob en drop ageet haut de Mëtteg -, datt déi zoustänneg Chamberskommissiounen déi nei Infrastrukturen zu Miersch an och zu Ettelbréck an der Ackerbauschoul besiche goe kéinten, fir sech e Bild ze maachen doriwwer, wéi ee ka méi séier bauen, dobäi awer an enger héichwäerteger Qualitéit, besonnesch awer och andeem een de wirtschaftlechen an nohaltege Kritäre Rechnung dréit.

Wann de Mëtteg hei op d'Noutwendegkeet vun neie Lycéesgebaier am Norden higewise ginn ass, esou wéilt ech awer op d'Prioritéit vum Projet Lycée technique Ettelbréck hiweisen. De Mëtteg hu mer vun der Noutwendegkeet vun enger gudder Planifikatioun héieren. Kann dat am Fall Ettelbréck de Fall gewiescht sinn, wann ee weess, datt d'Gebai 1970 a Betrib geholl ginn ass, 1973 schonn eng éischt Extensioun fälleg war, an duerno, ëmmerhin während 33 Joer, ausser enger klenger Containerstruktur am Haff, keng Extensioun méi erfolegt ass? Ech hoffen, datt elo kuerzfristeg, wéi de Mëtteg hei och ugedeit, fir Ettelbréck eng zefridde stellend Léisung wäert kënne fonnt ginn.

Wat d'Motioun ubelaangt, wëll ech heimat den Accord vu menger Fraktioun ginn a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll fir déi gréng Fraktioun méi zu deem Volet, deen den ëffentlechen Transport betrëfft, schwätzen. Ech wäert dat awer ganz kuerz maachen, well mer mengen, dass et haut haaptsächlech ëm de Volet vun der Prozedur geet. Och wann dann eng Motioun soll gestëmmt ginn, wou eng Rei Projeten drastinn, haut geet et drëms, d'Zoustëmmung ze gi fir eng Method mat där mer an Zukunft wëlle schaffe bei deene Projeten, a wou mer eis inspiréiert hu vun der Prozedur hier bei de Bauteprojeten, déi net am Transportberäich, am ëffentlechen Transportberäich gëllt. Mir fannen déi Prozedur eng däitlech Verbesserung. Mir hunn och an den zoustännege Kommissioune schonn eis Meenung dozou gesot, dass mer déi Prozedur ënnerstëtze wëllen.

Dat versetzt net nëmmen d'Regierung, mä och d'Chamber an eng besser Positioun. Éischtens, well d'Maîtrise verbessert gëtt vun de Projeten, an zweetens awer och, well d'Spillregelen elo gekläert sinn an dann och e bësse mat Momenter dat larmoyant Gejéimers ophéiert, wat vu Verschiddenen heiansdo emol opkënnt, wann et dann awer net erëm eng Kéier esou gaang ass bei de Projeten, wéi ee sech dat erhofft hat. Dat hei mécht eng Rei Saache méi kloer. Et mécht d'Spillregele méi kloer. Dovunner kann eigentlech jiddfereen nëmme profitéieren.

Mir wäerten eis dofir erspueren, elo op all déi eenzel Projeten anzegoen; de Rapporteur, de Roland Schreiner, huet dat schonn in extenso gemaach. Ech mengen, et ass kloer, dass mer déi Projeten allegueren ënnerstëtzen, souwuel déi am internationale Beräich…

(Bruit)

D'Chamber ass amgaang auserneenzefalen, deelweis awer nëmmen.

(Hilarité)

Une voix.- Här Mehlen, Äert Pult!

(Hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här Mehlen, Äert Pult ass auserneegefall. Et ass och net schlëmm, ech fuere weider.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Also op jidde Fall, den Här Mehlen kann net dofir.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif elo bieden, trotz deem zesummegebrachene Pult, dem Här Braz nozelauschteren!

(Interruption et hilarité)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Dat trëfft, wéi gesot, zou souwuel fir de Beräich vun den internationale Connexiounen - Stéchwuert Eurocap-Rail -, an dat trëfft och zou fir eis Zoustëmmung fir déi Projeten, déi am interne Betrib d'Capacitéite verbessere sollen.

Ech wëll just drop verweisen, dass, wann déi Entwécklung, déi mer an de leschte Joren haten hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmarché, iwwert déi nächst 15 Joer mat därselwechter Vitesse weidergeet, dann hu mer um Horizont vun 2020 ronn 150.000 Aarbechtsplaze weider dagsiwwer hei zu Lëtzebuerg. Dat just fir d'Gréissenuerdnung och nach eng Kéier ze ënnerstäichen an där mer eis an den nächste Jore wäerte musse bewege beim Ausbau vum ëffentlechen Transport.

An déi Kolleegen, déi sech berechtegt Suergen doriwwer maachen, wéi de Finanzement heivu kann assuréiert ginn, do soll vun eiser Säit awer d'Äntwert drop sinn, dass mer de Finanzement wäerte mussen assuréieren, an dass just déi Usammlung vu Projeten, déi hei och an där Motioun erwähnt ginn, kloermécht, dass mer an den nächste fënnef, zéng, 15 Joer nach wäerten däitlech méi mussen investéieren un ëffentleche Suen an de Beräich vum ëffentlechen Transport. Dat ass an der Vergaangenheet net oft genuch am richtege Mooss gemaach ginn, an d'Vergaangenheet hëlt eis elo ganz einfach erëm.

An an den nächste Joren, wa mer op kucken, wou mer dru si bei de Kyoto-Engagementer, beim Allocatiounsplang, da stelle mer fest, dass et bei der Mobilitéit ass, wou am Prinzip d'Saach amgaang ass komplett aus dem Rudder ze lafen. An dat ass bedéngt och doduerjer, dass mer an der Vergaangenheet, an der rezenter a mëttelfristeger Vergaangenheet, definitiv net genuch investéiert hunn an den ëffentlechen Transport. Dat hëlt eis elo erëm bei de Kyoto-Engagementer an et wäert eis erëmhuele bei deenen Investitiounen, déi mer an den nächste Jore maache mussen.

Mä nach eng Kéier, just fir et kloerzemaachen: Eis Wirtschaft ass op engem Rhythmus, deen iwwert déi nächst 15 Joer 150.000 zousätzlech Aarbechtsplaze wäert bréngen. Do brauche mer also gewalteg zousätzlech Capacitéiten am Beräich vum ëffentlechen Transport, an déi musse finanzéiert ginn. D'Fro ass net, ob se finanzéiert ginn. D'Fro wäert just sinn, wéi se wäerte finanzéiert ginn, mä dass mer et musse maachen, dorunner besteet keen Zweifel.

Mat deene Wierder bréngen ech och dann eis Zoustëmmung zu där Motioun an zu der Prozedur, wéi se proposéiert ass.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den honorabelen Här Negri.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Ech sinn awer och nach drun.

M. le Président.- Jo, also ech denken, dass et net d'Verwaltung vun der Chamber hei ass. Här Mehlen, Dir sidd net ageschriwwen, mä den Här Negri huet näischt dergéint, wa mer hei d'Reiefolleg net anhalen. Här Mehlen, Dir hutt dann d'Wuert. Ech schreiwen Iech nodréiglech an.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President.

(Interruption)

Jo, et ass do iergendeppes schifgelaf, mä et ass awer net esou schlëmm wéi dat, wat an der Vergaangenheet beim Stat bei deene grousse Projets d'infrastructures schifgelaf ass, muss ech awer och hei mer erlabe kënnen däerfen ze ënnerstäichen.

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaache vun där neier Prozedur, déi si bekannt. Et waren an der Vergaangenheet ganz dacks Dépassementer, déi eis alleguer béis erogestouss sinn. Ech ernimmen der just e puer, wou mer net nëmmen eng Kéier, mä wou mer alt zweemol hu missen ofstëmmen, zum Beispill an engem Fall wou mer nach net färdeg sinn; dat betrëfft d'Coque. Mir hu beim Pei-Musée eng ongléckséileg Geschicht gehat, wou d'Regierung schonn eleng an d'Etüden an an d'Plange méi Geld engagéiert hat, wéi se hätt däerfen, well se och do de Seuil légal iwwerschratt hat. Dat heescht, d'Chamber hätt fir d'éischt missen e Gesetz stëmmen, éier d'Regierung hätt kënnen däerfen esou wäit goen. D'Philharmonie ass total aus dem Rudder gelaf gewiescht. Datselwecht bei grousse Stroossebauprojeten, wéi d'Saarautobunn oder d'Nordstrooss.

Duerfir déi nei Prozedur, déi mir och grondsätzlech guttheeschen. Mir haten och do selwer Propositioune gemaach, wou mer der Meenung waren, d'Regierung soll, wa se eppes plangt, fir d'éischt heihinner an d'Chamber kommen, fir den Accord de principe ze froen. Do hu mir ënnerscheet tëschent zwou Zorte vu Gebaier zum Beispill: Engersäits, wann een eng Schoul baut, da weess een normalerweis - an do wär jo dann d'Enseignementskommissioun dofir zoustänneg - wat ee wëllt bauen, wéi vill Klassesäll, datt ee brauch, wéi vill Atelieren, datt ee brauch, wéi vill gemeinsam Infrastrukturen, datt ee brauch. An da weess ee jo méi oder wéineger, wat fir een Objet, datt ee realiséiert a wat deen och ka kaschten.

Ganz anescht ass et, wann een e Musée baut oder wann een eng Philharmonie baut. Ech mengen, mir sinn zwar elo net an der grousser Versuchung fir nach esou eppes derbäi opzeriichten, mä do geet et net fir ze soen: Komm mir bauen emol drop lass!

Et ass bei den Diskussiounen erauskomm, déi mer doriwwer gefouert hunn, datt déi Architekten, déi chargéiert gi sinn, déi Objeten ze realiséieren, kee konkrete Finanzrahme gesat kritt hunn, an duerfir war eis Meenung, datt, wann een esou eppes realiséiert, een dès le départ och just hei vun der Chamber aus ganz kloer soll soen, bei esou engem Objet, do sinn d'Limiten, an déi mussen agehale ginn, fir datt den Architekt, wann en ufänkt ze molen - a si mole jo gär a schéin an och grouss -, awer weess wou d'finanziell Limitë sinn an net mengt hie kéint sämtlech Iddië realiséieren. An aner Leit, déi dann herno och nach mat um Projet bedeelegt sinn, vläicht menge si kéinten hir Iddien och nach mat erabréngen, wat dann derzou féiert, datt mer um Enn 25 oder 30% driwwer leien.

Nach eng Kéier: Mir si mat der aktueller Prozedur, déi zréckbehale ginn ass, d'accord, och wann een iwwer verschidden Detailer nach diskutéiere kéint.

Här President, mir hunn eng ganz Partie verschidden Zorte vu Projeten, déi hei an der Diskussioun sinn. Dat ass natierlech virun allem - an do geet jo an deenen nächste Jore wahrscheinlech dat meeschte Geld dran - den Transport, wou mer amgaange si Projeten nach färdeg ze maachen, zum Beispill vun der Nordstrooss, déi vill méi deier gëtt wéi se geplangt war, mä awer och - an do hu mer de Mëtteg jo schonn driwwer geschwat - Schoulgebaier, déi een natierlech ganz anescht ugeet, Gebaier um administrative Plang, Sozialinfrastrukturen, déi awer meeschtens iwwer Konventioune lafen, an och nach aner Gebaier. Ech wëll hei just drun erënneren, datt d'Regierung scho laang seet, mer bräichten en zweete Prisong; dee jo dann, wann e sollt realiséiert ginn, och net ganz bëlleg gëtt.

Ech wollt e puer Wierder, Här President, verléieren zu eenzelne Projeten; ech kann net op alles agoen. Den Här Clement huet schonn hei kuerz iwwert dat geschwat, wat zu Gréiwemaacher mat där Bréck do paséiert. Et kann ee sech allerdéngs nëmme wonneren, wann ee gesäit, datt déi Brécken, déi nom Krich gebaut si ginn, quasi alleguer an engem miserabelen, fir net bal ze soe baufällegen Zoustand sinn. Här Minister, wann een dat liest, wéi dat duergestallt gëtt, da muss ee sech jo bal Suerge maachen, oder et muss ee bal fäerten, fir iwwert déi Bréck ze fueren, wa gesot gëtt se wär esou gutt wéi baufälleg. Bon, da muss natierlech séier eppes geschéien. Dat ass kloer.

Ech wëll awer och vun eis aus hei soen, datt mir ganz kloer eng Preferenz gehat hätten, vu d'Situatioun zu Gréiwemaacher, wann een effektiv do, wou d'Sortie vun der Autobunn ass, hätt kënnen iwwert d'Musel goen an e grousse Deel vun deem Verkéier, dee sech de Moment duerch Gréiwemaacher quält, do awer ronderëm hätt kënne féieren. Mä wéi et schéngt bleift dofir elo keng Zäit méi. Et muss séier gehandelt ginn, an dofir komme mer och net derlaanscht. Ech bedaueren awer op dëser Plaz e bëssen, datt esou laang domadder gewaart ginn ass. Et gëtt och gesot déi däitsch Autoritéite wären nach net ganz mat esou engem Projet d'accord, mä vläicht hätt een, wann ee fréi genuch ugefaangen hätt, trotzdeem elo schonn eng Solutioun kënnen hunn.

En anere Projet, deen hei zur Diskussioun steet, ass dee vum Aménagement vum Boulevard Raiffeisen hei an der Stad. Do gëtt gesot, datt och den Tracé fir den Tram virgesi wär. Ech iwwerrasche keen hei dermat wann ech soen, datt mir den Tram net prioritär gesinn, datt mir fir eng aner Solutioun sinn, op déi ech herno nach wäert zréckkommen. Duerfir wär et gutt, wann een emol grondsätzlech géif wëssen, wou et géif higoen, well menges Wëssens ass jo de Moment och nach ëmmer keng definitiv a grondsätzlech Décisioun gefall, wat den Tram ubelaangt.

En anere Projet, deen d'Leit un der Sauer interesséiert, dat ass déi Saach vum Barrage vu Rouspert, wou mer erzielt kritt hunn, do misst den Zoulaf zur Turbine nei gemaach ginn, well de Kanal duerchlässeg gi wär, well d'Stabilitéit a Fro gestallt wär, well och Waasser géif verluer goen. Et kënnt derbäi, datt d'Ëmweltverwaltung seet, et misst méi Waasser an den ale Waasserlaf lafe gelooss ginn, deen näischt mat der Turbine ze doen huet, aus Ëmweltgrënn. Doduerch géif de Rendement vun den Turbinen erofgoen. An duerfir misst een dann awer versiche souwäit wéi méiglech d'Fuiten ze reparéieren, oder fir déi ze eliminéieren. Domadder kann een d'accord sinn. Ech mengen, mir si jo och fir ëmweltfrëndlech Stroumproduktioun, da solle mer och kucken, datt mer déi Infrastrukturen an der Rei halen.

En anere Projet oder en anere Problem, deen heimat näischt ze doen huet, dat ass effektiv dee vun de Sedimenter uewen um Barrage, dee virun allem de Leit zu Steenem vill Suerge mécht. Mir wëssen, datt et ëmstridden ass, ob dat Ausbaggeren zu engem grousse Changement géif féieren, mä et liicht engem awer an, wa sech esou vill ofgelagert huet, wéi dat elo de Fall ass während där ganzer Zäit, datt fir déi Uertschaften, déi uewendru leien - oder wéinstens déi Uertschaft, déi direkt uewendru läit -, doraus natierlecherweis e Problem resultéiert. A wann dat nëmmen 30, 40 Zentimeter sinn am Fall vun enger grousser Iwwerschwemmung, da kann dat awer fir eng Partie Leit trotzdeem schonn zu dramatesche Konsequenze féieren.

Ech wëll hei soen, datt mir fannen, wann de Lëtzebuerger Stat schonn higaangen ass an en huet e Barrage do gebaut, fir Stroum ze produzéieren, datt en dann och an der Flicht ass, fir vun Zäit zu Zäit dat, wat sech do hannert där Mauer an och méi wäit erop ofgelagert huet, erauszehuelen, datt e sech net do derlaanscht däerf drécken. Ech wëll och soen, datt déi Solutioun, déi elo mat vill Optimismus ugepeilt gëtt, eis net iwwerzeegt, an datt ech och net dru gleewe kann, datt, wann een elo de Floss e bësse méi rapid mécht, doduerch déi Sedimenter automatesch a vum selwe géifen ofgedroe ginn an deem Fall, wou eng Kéier vill Waasser dorower kënnt.

Ee Wuert zum Iwwerlaf, dee soll beim Barrage Esch-Sauer gebaut ginn. Do si mer jo aus Sécherheetsgrënn an enger internationaler Obligatioun. Do stellt sech d'Fro - an dat ass jo och net eréischt haut a gëschter gewosst gewiescht -: Hu mer do net awer laang e gewëssene Risiko mat a Kaf geholl? Duerfir si mer och absolut d'accord, datt dat gemaach gëtt. Just, deen Entlaaschtungstunnel, deen do gebaut gëtt fir d'Uertschaft Esch-Sauer, deen ass jo schéin a gutt, mä wat ass da mat deenen Uertschaften

ënnendrun, wann et dann eng Kéier richteg déck kënnt?

Deenen ass jo dann domadder och net geholl. Et wär jiddefalls ze wënschen, datt d'Gestioun vum Barrage esou géif gemaach ginn, datt ëmmer eng gewëssen Opfangcapacitéit bleift, an datt een de Barrage och als Puffer kann notzen, an datt, wa ganz vill Reen ugesot ass, een dann och scho preventiv e bësse Waasser kann ofloossen, fir där schlëmmster Katastroph virzebauen.

Ee Wuert zu de Lycéeën. Do ass jo aktuell e relativ grousse Besoin u Gebaier. Bal fäerdeg ass, souwäit ech weess, Réiden. Geplangt ass Jonglënster, wou nach, wéi et schéngt, e bëssen Terrainsproblemer sinn. Geplangt sinn Esch-Belval an d'Europaschoul zu Mamer, wou ech awer wëll soen, et ass jo schéin a gutt, mä wann d'Eltere selwer soen: Wuerfir baut Der déi Schoul zu Mamer, mir wunne bal alleguer um Kierchbierg?, da froen ech mech, wéi dat soll IVL-kompatibel sinn, wou mer jo gären hätten, datt do, wou d'Leit wunnen, an do, wou d'Leit aktiv sinn, dat heescht och do, wou d'Kanner an d'Schoul ginn, datt mer dat esou no wéi méiglech beienee solle bréngen, fir de Verkéier esou wäit wéi méiglech ze évitéieren. Dat ass hei manifestement net de Fall!

Dréngend néideg - ech wëll dat just awer hei ernimmen - ass Ettelbréck. Et ass iwwerhaapt keen Zweifel drun, datt een do no enger Solutioun muss sichen. A Klierf selbstverständlech och, wat jo haut de Mëtteg hei schonn ugefouert ginn ass.

De Problem vum PPP; och dozou sief ee Wuert gesot. Public-Private Partnership, dat ass éischtens finanziell net ganz éierlech, genausou wéi d'Bauen iwwert d'Loi de garantie finanziell net ganz éierlech war, well doduerch d'Statsschold net an deem Mooss richteg ausgewise gëtt wéi dat soss de Fall wär. Mä wahrscheinlech kréie mer do vu Bréissel op d'Fangere geklappt. Dat heescht, wann deen een Trick net gezunn huet, da wäert deen heiten an där Bezéiung och net zéien. Méi bëlleg? Anscheinend ass dat jo net de Fall laut Erkenntnisser, déi am Ausland gemaach gi sinn. Duerfir muss ee sech dat ganz gutt iwwerleeën. Méi séier? Dat gleewen ech schonn. Dora léich ganz sécher en Avantage vun déser Virgoensweis.

Et kann ee sech awer d'Fro stellen: Gëtt et da keng aner Solutioun, esou datt mer trotzdeem méi séier kënne bauen? An d'Kommissioun seet och zu Recht an hirem Rapport, datt mer onbedéngt mussen drop oppassen, datt do net grouss Entreprisen all déi aner erstécken. Dat heescht, datt wierklech och eis Lëtzebuerger Handwierksbetriber, wann dann iwwert dee Wee soll gebaut ginn, datt déi och do musse kënnen zum Zuch kommen.

Wat gëtt net gebaut? Här President, och déi Fro muss ee bei dësem Débat stellen. De Contournement vun der Stad Lëtzebuerg, d'Autobunn op dräi Bunnen, ass zréckgestallt. Mir froen: Wat passéiert, wann d'Nordstrooss eng Kéier fäerdeg ass, do uewen um Kierchbierg?

Dann zu de Schinnen an Eisebunnsinfrastrukturen, well dat eis awer ganz uewe läit. Mir sinn am Prinzip, Här President an Här Minister, mat deene meeschte Projeten d'accord, esou wéi se elo geplangt sinn. Den Ausbau vun deene Strecken am Süden - deelweis duebelgleiseg, wou et elo eegleiseg ass -, och déi Garen un der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg sinn absolut noutwendeg, mä mir sinn awer der Meenung, datt d'Prioritéite falsch gesat ginn. Wann d'Regierung seet: Mir mussen elo emol prioritär vun Hamm erop op de Findel fueren, a vum Findel uewe bei d'Kliniken um Kierchbierg, well d'Stad mam Kierchbierg ass den Zentrum vun den Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg - esou wäert et bleiwen a wäert et an Zukunft nach méi ginn -, da läit se falsch, well mir hunn haaptsächlech de Problem vum konzentréierte Verkéier moies an owes. Dofir muss et e Konzept sinn, wat schlësseg ass vu vir bis hannen a wat och vun de Leit akzeptéiert gëtt. Dat ass och virdrun hei zu Recht gesot ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dofir gëtt et nëmmen eng valabel Solutioun. Dat ass vun Norden no Süde mam Zuch ënnert der Stad erduerchzefueren, mat Garen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg: Lampertsbierg, am Beräich vun der Rouder Bréck an am Stadzentrum. Minimum dat.

(Interruption)

D'Prioritéit fir d'Streck vun Hamm op de Findel an dann op de Kierchbierg léist eis dee Problem net. Mir fueren domadder ronderëm d'Stad amplaz an d'Stad era mat de Leit.

Da stellt sech d'Fro, éinescht ass gesot ginn, dee ville Giddertransport um Findel: Wéi vill kréie mer der do vun de Fernlaster op d'Schinn?

(Interruption)

A wa mer d'Schinn bis do gebaut hunn - mer wëssen alleguer, datt de Persounentransport nëmmen akzeptéiert gëtt, wann e séier genuch leeft, dat heescht, wann d'Frequenz vun de Persounenzich relativ kuerz ass - a wann Der da Gidderzich, déi vill méi lues sinn, dertëschent hänken hutt, da fonctionnéiert d'Konzept och alt erëm net richteg. Déi Iwwerleeung just nach derbäi. Den Tram, wann en da jee sollt gebaut ginn, léist dëse Problem ganz sécher net; ofgesinn dervun, datt d'Problemer vun der Neier Bréck, dem Pont Adolphe, an der Rouder Bréck och nach net geléist sinn.

D'Leit, déi aus dem Norde kommen, kéinte bei dësem System, wa se wéilten op de Lampertsbierg an d'Schoul goen, direkt do erausklammen ouni iwwerhaapt bräichte bis erof an d'Stad ze fueren. D'Leit aus dem Süden, déi wëllen op de Kierchbierg an d'Klinik fueren, déi kënne mam Zuch riichtduerch bis dorobber fueren. D'Leit aus dem Osten, déi op Gaasperech musse schaffe goen, kënne riichtduerch fueren, an zwar, Här Minister - an dat ass entscheedend -, mat Äre schéine Wagonen, an deenen esou vill Leit kënnen drasëtzen; dat heescht, déi d'Capacitéit hunn. Duerfir gëtt et och nëmmen déi valabel Solutioun. Dat erkläert och woufir, datt mir déi zweet Motioun net unhuelen.

M. le Président.- Här Mehlen, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Jo, sidd elo net gradesou streng. Ech si fäerdeg, Här President.

Une voix.- Wou lieft Dir, Här Mehlen?

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Duerfir kënne mir déi Motioun iwwert den Ausbau vun de Schinneninfrastrukturen net stëmmen. An domat sinn ech fäerdeg, Här President.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Mehlen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, „nine-eleven" huet d'Welt verännert, „ten-eleven" muss d'Lëtzebuerger Eisebunn veränneren. Den 11. Oktober 2006 ass déi tragesch Eisebunnskatastroph zu Zoufftgen geschitt. Dëst ass de schwéiersten Accident an der Geschicht vun der Lëtzebuerger Eisebunn. Et ass elo zwee Méint hier, wou sechs Mënschen hiert Liewe verluer hunn a ganz vill Misär an hire Familljen hannerlooss hunn, deenen eist déifste Bäileed gehéiert. Et ass een nach ëmmer fassungslos an traumatiséiert, dass esou en Accident passéiere konnt.

An den Enquêten, déi lafen, mussen d'Konsequenze gezu ginn, well esou eng Katastroph dierf net méi passéieren. Et muss sécher esou sinn, dass et net duergeet elo dat eent oder dat anert ze veränneren, mä hei muss de ganze Betribssystem analyséiert a reforméiert ginn. Säit deene schwéieren Zuchaccidenter vun 1997 ass alles gemaach gi wat technesch machbar war, fir d'Zich bei Rout un d'Stoen ze kréien. Wann nom Stoe bleiwen awer duerch Rout gefuer muss ginn, an dat ass esou, fir zum Beispill op Chantieren a gespaarte Gleiser fueren ze kënnen, da muss déi entspriechend materiell Sécherheet hannendrukommen, déi eventuell mënschlech Feeler opfänkt.

Et muss also elo vu Grond op alles a Fro gestallt ginn, an zwar schnell, fir esou oder ähnlech Accidenter ze verhënneren. Et mussen awer och déi vill Eisebunnerinnen an Eisebunner, déi all Dag eng gutt a geféierlech Aarbecht leeschten, an hirer deeglecher Aarbecht rassuréiert ginn, fir dass se dat néidegt Selbstvertrauen hunn, fir hir Aufgab zu 100% ze erfëllen. Nëmmen esou kann déi passiv Sécherheet verbessert ginn.

Anerersäits muss déi aktiv Sécherheet elo nach méi konsequent an de Projeten duerchgezu ginn. Dat heescht, am Infrastrukturberäich gëllt et Projete schonn esou ze gestalten, dass et guer net zu Konfliktsituatioune komme kann. An do, wou esou Situatiounen nach haut bestinn, muss prioritär gehandelt ginn. Et muss also ënner Ëmstänn zu enger Reorientéierung vun de Prioritéiten am Infrastrukturberäich vun der Eisebunn kommen.

Ech denken do un d'Stellwierker vu Klengbetten, vu Beetebuerg, an och vun der Nordstreck, déi nach net op déi elektronesch Technik ëmgestallt sinn.

Ech denken un de sougenannte Saut-de-mouton. Dat ass déi Bréck, déi hei zu Lëtzebuerg op der Gare fir op Beetebuerg fiert, déi d'lescht Woch jo och huet missen aus deem Grond gespaart ginn.

Ech denken un deen zweete Viaduc am Ausgang vun der Nordsäit vun der Gare Lëtzebuerg, a wou ech och schonn eng Question parlementaire gestallt hunn. Op där Bréck, dem Viaduc vun der Polvermillen, do leie Weichen. Jo, si leie scho laang do an et ass nach ëmmer gaangen, mä de Verkéier hëlt ëmmer méi zou. A wa mer elo op de Findel via Cents-Hamm fueren, dann hëlt de Verkéier nach ëmmer méi zou. Den Transportminister huet jo d'lescht Woch ganz plastesch duergestallt, dass mir net kënnen um Flughafen eng Eisebunnsgare bauen, ouni dass dës un den Eisebunnsréseau ugeschloss ass. Dozou gehéiert och deen zweete Viaduc op der Polvermillen. De Projet de loi ass jo schonn eng Zäit laang gestëmmt, an do misst elo wierklech eppes geschéien.

Ech denken och un d'Zweegleisegkeet vu Péiteng op Lëtzebuerg. Do ass jo en zweet Gleis vu Péiteng op Lëtzebuerg gestëmmt. Dat solle mir dann och elo bauen. Iwwerleeunge fir d'Zweegleisegkeet zu Dippech vu Péiteng aus opzehalen, sollen aus Grënn vun dëser aktiver Sécherheet guer net méi gefouert ginn. Mir hunn e Gesetz, fir zwee Gleiser vu Péiteng an d'Stad ze bauen. Dëst soll dann och esou gebaut ginn. Et ass kloer, dass dat aktuellt Gleis, déi eegleiseg Streck vu Péiteng op Lëtzebuerg, dat 1980 fir d'lescht erneiert ginn ass, och muss ëmgebaut ginn. Da muss do eben en neit Gesetz virgeluecht ginn. Do gëtt et elo wierklech Zäit ze handelen.

Ech denken och un d'Streck vu Klengbetten op Lëtzebuerg, wou d'Stellwierker an d'Stroumleitungen, Caténairë genannt, dréngend erneiert musse ginn. Et ass scho gesot ginn, de Projet Eurocap-Rail, fir méi eng séier a besser Verbindung vu Lëtzebuerg op Bréissel ze schafen, ass gutt, mä do solle mer eis net dauernd hannert de Belsch verstoppen. Mir wësse jo, dass do dauernd blockéiert gëtt. Et ass eis Flicht, d'Stellwierker an d'Stroumleitungen um Lëtzebuerger Terrain vun der Stad op d'belsch Grenz zu Klengbetten esou séier wéi méiglech ze ersetzen. Do brauche mir och dréngend e Projet de loi, wéi dat jo och elo grad schonn hei gesot ginn ass.

Wat elo déi nei Streck vun Esch ugeet, muss nach eng Kéier iwwerluecht ginn, ob et net méi sënnvoll ass direkt aus der Stad op de Belval Richtung Uni, Bank, Lycée an esou weider ze fueren. Den Här Minister Jean-Marie Halsdorf huet jo viru kuerzem hei gesot, säi Ministère géif ënnersichen, ob de Belval iwwer Beetebuerg oder direkt an d'Stad ugeschloss gi soll. Ech weess och net, ob et eng gutt Iddi ass, nach méi Verkéier iwwert de bestoende Viaduc matzen duerch Esch ze féieren, wou op dësem Viaduc scho méi lues gefuer gëtt. De Viaduc duerch Esch huet vill Problemer an der Vergaangenheet gestallt an e wäert der och an Zukunft nach stellen.

Op alle Fall gëtt elo emol eescht gemaach mat där neier Gare um Belval op där bestoender Streck vun Esch op Péiteng. Dat ass ze begréissen. Déi nei Streck vu Beetebuerg an d'Stad muss och hëllefen de Verkéier vun deene 60.000 Frontalieren - an e puer Joer sinn et der bestëmmt 100.000 -, also de Verkéier aus Frankräich, de Sillon mosellan, besser ze kanaliséieren. Deene ville Staue moies an owes kënne mir net weider nokucken. Net zulescht duerch dat schwéiert Zuchongléck musse mir do eis Infrastrukture verbesseren, wou et am néidegsten ass. An dat ass vun Thionville op Lëtzebuerg sécher de Fall.

Musse mer net op der Grenz vläicht e Park &Ride-Parking bauen, wann et muss sinn op der Grenz iwwert dem fréieren Tunnel vun Zoufftgen a vun do aus dräigleiseg an d'Stad fueren? Ech sinn der Meenung, dass generell am ganze Land de Park&Ride muss vill méi promouvéiert ginn, fir besser Interfacen zwësche Strooss a Schinn ze schafen.

Här President, als Konklusioun solle mir déi nei Projete weiderdreiwen, ouni ze vergiessen déi bestehend Anlagen an der Rei ze halen an aus där Katastroph vun Zoufftgen eis Prioritéiten ze iwwerdenken. Dat war sécherlech bis elo aus Zäitgrënn net méiglech, mä dat si mer eis awer alleguerte schëlleg. Domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dëser Motioun iwwert d'Schinneninfrastruktur a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Roger Negri Merci. An als lescht Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech schwätzen dann als Member vun der Travaux-publics-Kommissioun. Déi huet sech, esou wéi déi nei Prozedur dat virgesäit, hiren Avis zu deene groussen Infrastrukturprojete gemaach.

Mir denken als Fraktioun - et ass scho vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Här Braz, gesot ginn -, dass dat en interessanten an och iwwersiichtlechen Exercice war, deen et de Membere vun der Kommissioun erlaabt huet sech kënnen e Gesamtbild ze maachen, zesumme mam zoustännege Minister, deen eis och an aller Transparenz iwwer alles informéiert huet: iwwert der Regierung hir Investitiounspolitik um Niveau vun de Bauten, vun de Bräcken, vun de Stroosse bis zu de Lycéesgebaier.

Et schaaft och eng wichteg Transparenz par rapport zum finanziellen Impakt vun dëser Bauteplanung. Ech denken, dass dëst och d'Aarbecht vun alle Politiker a Politikerinnen heibanne vereinfacht, andeem et et méi einfach mécht sech an der Regierung hire Prioritéiten erëmzefannen. Et ass also eng nei Mesure, déi déi gréng Fraktioun begréisst an och ënnerstëtzt. Dëst Joer kënne mer och souguer den Inhalt vun dësen neie Mesuren ënnerstëtzen an déi Projeten, déi drastinn, souguer matstëmmen.

Villes ass schonn zu deenen eenzelne Projete gesot ginn. Ech wëll just e puer Remarquen zu de Projete maachen, déi op där Lëscht stinn, respektiv zu verschidde Projeten, déi eben net op där Lëscht stinn.

Éischtens, vläicht méi witzeg, erstaunlech vill Projeten hunn eppes mat Waasser ze dinn: d'Gréiwemaacher Bréck, d'Bréck tëschent Lëlz an Ënsber, d'Staubréck zu Rouspert an och den Évacuateur an den Tunnel de décharge zu Esch-Sauer.

Zweetens, et si meeschtens Projete fir d'Sécherheet an d'Sécherheetsnormen, wéi zum Beispill och deen Évacuateur zu Esch-Sauer - déi flott Beschreiwung vum Här Clement mat der Buedbidden.

An et sinn eng ganz Rei ebe vu Projeten, déi eigentlech Maintenanceaarbechte sinn, Aarbechte fir de Fonctionnement vu bestehenden Infrastrukture besser ze maachen oder weider fonctionnéieren ze loossen.

De Réaménagement vum Boulevard Raiffeisen ass e wichtege Projet fir de Südweste vun der Stad, mä ech denken och doriwwer eraus fir de ganze Südwesten an och de ganze Süde vum Land. D'Cloche d'Or ass e grousst an och e wichtegt Ballungsgebitt an ass och am IVL als eent vun deene wichtegste Gebidder ugesinn. Ech denken, datt et wichteg ass wéi dësen Deel vum Quartier dann urbanistesch och gestalt gëtt oder besser gesot fäerdeg gestalt gëtt. An do spillt och sécherlech d'Stad Lëtzebuerg eng grouss Roll. Si ass gefuerdert a wäert sech deenen Erausfuerderungen och stellen.

Mä et ass och um Stat fir Hand an Hand mat der Stad Lëtzebuerg zesummenzeschaffen, well dat hei wär eng gutt Geleeënheet, fir e gutt Beispill vun enger gudder Zesummenaarbecht ze ginn.

D'Strooss vun der Cloche d'Or gehéieren nämlech dem Stat a verantwortlech dofir ënnerschreiwen dann och d'Ponts et Chaussées. Hei ginn och elo d'Wäiche gestallt fir eng optimal Offer - an dat begréisse mir ausdrécklech - vun engem performanten an nohaltegen ëffentlechen Transport. De Vëlo an och den Tram kréien hir Spuren.

Zu den zwee Lycéeën zu Miersch an iwwerhaapt och zum Lycée vu Belval, do musse mer leider bemierken, datt et déi eenzeg Schoulgebaiprojeten op der Lëscht sinn. An dobäi ass eigentlech d'Lëscht vun de Lycéeën, déi en Terrain sichen, grouss. Mir hunn eis och soe gelooss, datt de Stat ebe keng Terrainë fënnt oder keng Terrainen zu akzeptabele Präisser fënnt. Mir bedaueren, egal wéi an egal wou d'Ursaach läit, datt mer net méi séier do virukommen, well awer en unerkannte Besoin u méi Schoulen do ass.

Déi zwee Lycéeën zu Miersch sollen dann och mat deem System PPP gebaut ginn. Hei ass och scho villes doriwwer gesot ginn. Et gëtt sech erwaart fir d'éischt emol, datt d'Projete méi séier solle virugoen duerch dës nei Mesure - loosse mer emol soen. Am beschte Fall gëtt sech och erwaart, datt de Projet eventuell, well en och méi séier gëtt, dann och vläicht méi bëlleg soll ginn. Ech denken, datt et e flotten Exercice ass. An ech denken och, mat der gréngr Fraktioun zesummen, datt et e gudden Exercice ass, fir grad mat deenen zwee Lycéeën deen dote Projet auszeprobéieren.

Déi zwee Mierscher Lycéeë kréien och en Internat. Mir fannen et eng interessant Pist, och hei zu Lëtzebuerg déi Offer un Internater ze vergréisseren. Mir denken, datt eng ganz Rei vu Jugendlecher am fréie Lycéesalter vun esou enger Offer profitéiere kënnen. Ech wëll elo awer hei an dësem Kontext net op déi sozialpedagogesch a gesellschaftlech Inhalter vun deem Besoin vun Internater agoen. Sécher ass awer, datt et eng Plus-value fir eis Gesellschaft ass oder gëtt, an eventuell och, denken ech, fir de Succès scolaire vun etleche Jugendlechen.

Zum Fonds Belval. Do stinn dräi Projeten do. Mir denken och, datt et richteg a gradesou wichteg ass, datt mer urappe mam Immobilier, wéi och an engem Rapport steet, vun der Uni Lëtzebuerg fir deen Deel, deen dann eben op d'Frichë komme soll.

Datt d'Recherche nëmme ka virukommen, wa se och d'Méiglechkeet huet ze schaffen, ass och richteg. De Fonds Belval mécht en Emprunt, streckt d'Sue vir. De Stat rembourséiert en an de Stat gëtt Propriétaire. Déi Mesure ass och schonn hei beschriwwe ginn.

De Concours d'architectes ass a Preparatioun, dat huet de Rapporteur och gesot. Dee soll net nëmmen d'Gebaier analyséieren, mä och den urbanisteschen Aspekt an d'Konzept dovunner sollen analyséiert ginn. Mir denken, datt dat och wichteg ass, an dat soll och ënnerstrach ginn, datt et am Concours d'architectes net méi duergeet eenzel Gebaier ze maachen, mä datt dat Ganzt muss engem urbanistesche Konzept entspriechen. Ech denken, datt d'Frichen och dofir virprogramméiert sinn.

De Lycée Belval gehéiert an de Planning vun der zukünfteger Urbaniséierung vu Belval. Bei den administrative Gebaier erhoffe mer eis, datt dës wäerten enger Rei Leit et erméiglechen oder iwwerhaapt emol erlaben an där Géigend ze wunnen, wou se dann och schaffen, oder ëmgedréint, an där Géigend ze schaffen, wou se dann och wunnen.

Dem Boulevard Raiffeisen, de Baute vun deenen zwee Lycéeën zu Miersch souwéi de Bauten op den Escher Frichë kënne mir allequerten och am Kontext vum IVL zoustëmmen, an dofir géing ech dann d'Zouso vu menger Fraktioun ginn.

Mir wäerten dat hei matstëmmen a mir wënschen dem Minister weider eng glécklech Hand.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen der Madame Loschetter Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt de Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech wëll och ufänken, andeem ech dem Rapporteur Lucien Clement Merci soen, deen zouständeg war fir deen Deel, deen elo d'Travaux publics ugeet, awer och dem Henri Grethen, als President vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, déi responsabel dofir gezeechent huet fir déi Prozedur am Fong vun der Origine vun dëser Debatt, déi fir mech eng wichteg Debatt ass, well se einfach den Aboutissement vun enger ganzer Rei Iwwerleeungen doriwwer ass, wéi mer an Zukunft - Regierung a Chamber zesummen - mat deem hei Typ vu Projete sollen ëmgoen.

Ech hunn ugefaangen dee ganzen Typ vun Dossieren hei unzepake mat am Fong dräi Froen, déi sech an deene leschte Méint ëmmer mat méi Acuitéit gestallt hunn.

Déi éischt Fro, dat war: Wéi halen ech déi Projeten, déi mer hei zesumme gestëmmt hunn, am Grëff?

Déi zweet Fro war: Wéi bauen ech méi bëlleg?

An déi drëtt Fro war: Wéi kann ech d'Progressioun vum Investitiounsvolume bremsen?

Dat sinn a sech dräi separat Froen, déi sech ganz oft an der Diskussioun vermëschen, déi och vermëscht ginn, mä déi am Fong separat Äntwerte brauchen, an ech wollt just a graffen Zich e puer vun deenen Äntwerte ginn.

Déi éischt Fro: Wéi halen ech meng Projeten am Grëff? Mir hunn - a verschidde Virriedner hunn et scho gesot - wéinst all deene Problemer, déi sech a verschiddene Projeten an deene leschte Jore gestaut hunn, all deenen Dépassementer, déi mer nostëmmen, déi mer hei haten, eis jo och missen eng ganz Rei Froe stellen a probéieren ze analyséieren, wat dann d'Origine vun deene Problemer wär an dann doraus och d'Konsequenzen ze zéien an doraus ze léieren.

Ech weess elo net méi wien et gesot huet, et ass signifikativ, datt déi Iwwerschreidungen haaptsächlech dann do waren, wa mer exzeptionell Projeten haten, do, wou mer keng Erfahrung virdrun haten, wou mer keng Erfahrungswäerter konnten op den Dësch bréngen, an datt bei Projeten, wat méi klassescher waren, wéi Schoulprojeten, dat ganz anescht am Grëff behale ginn ass.

Wat waren déi Problemer? Déi sinn och virdrun zu engem Deel gesot ginn. Dat Éischt, dat war deen, datt ganz oft Projete gestëmmt gi sinn, déi sech iwwer eng enorm laang Dauer verspreet hunn. Zum Beispill d'Nordstrooss. Et ass evident, datt, wann Dir 1993, 1994, 1995 plangt, 1996 stëmmt, an déi Strooss 2011 oder 2012 fäerdeg gëtt, datt Der 1996 net kënnt e Projet stëmme mat enger Zuel dran, déi dann 2011 - méi wéi 15 Joer duerno - déi richteg ass vum Projet.

Dofir hu mir hei an der Chamber zesummen décidéiert, datt mer deen Typ vu Projete géingen an Tranchë stëmmen. D'Liaison Micheville ass deen éischte Projet, deen esou gestëmmt ginn ass.

Eng aner Fro, déi sech gestallt huet, dat war déi vun der Kontroll, déi mer sollte maachen. Mir hunn hei zesummen ofgemaach, datt mer all sechs Méint an der Chamberskommissioun déi grouss Projete gemeinsam géinge kucken, Corps de métier par corps de métier, fir ze analyséieren, wou mer do leien, esou dass direkt, wa sech Froen oder Problemer stellen, déi sech ëmmer en cours de route kënne stellen, d'Chamber au courant gesat gëtt an datt mer dann och gemeinsam Léisungen zu deene Problemer an deene Projeten do kënnen unhuelen.

Mir hunn och kloer gesinn - an dat ass och virdru gesot ginn -, datt mer déi Projeten an deene leschte Jore vill ze vill fréi gestëmmt hunn, an Etappen, wou et iwwerhaapt net méiglech war, dee Präis esou definitiv ze fixéieren. Duerfir hu mer dës Prozedur gemaach, fir eben elo an enger fréierer Etapp eis d'Méiglechkeet ze ginn ze plangen, an an enger zweeter Etapp mat engem vill méi detailléierte Projet, an engem Moment, wou et vill méi schwéier ass, Neen ze soen zu deem Projet, well scho ganz vill dran investéiert ginn ass, da prezis, mat enger preziser Zuel virun d'Chamber ze trieden. Dat sinn e puer vun deene Saachen, e puer vun deenen Äntwerten zur Fro: Wéi halen ech Projeten am Grëff?

Op déi zweet Fro: Wéi bauen ech méi bëlleg?, well dat war och eng Fro, déi wichteg war an ass, konnten och eng Rei Äntwerte gi ginn. Déi éischt war déi, datt, wa mer eng Kéier e Projet hei zesumme diskutéieren, wa mer eng Kéier e Projet fäerdeg gemaach hunn, mer dann och sollen évitéieren, dee Projet nach wesentlech ze changéieren. Et sinn ëmmer Modifikatioune méiglech, mä et muss ee se méi laang a besser virbereeden, fir sécher ze sinn, datt dat, wat mer stëmmen, och dat ass, wat mer do an der Realitéit bauen. Alles wat en cours de route - Beispill Philharmonie, Beispill Cité judiciaire - ëmgeplangt gëtt nom Stëmmen, gëtt méi deier. Dat ass fatal. Duerfir musse mer déi Prozedur anescht maachen.

Bei der Architektur ass och gesot ginn, datt mer solle méi einfach a méi rationell bauen. Dat ass op där enger Säit. Op där anerer Säit hu mer eis awer och d'Moyenë ginn, fir et kënne besser am Grëff ze behalen. Mir hu virun e puer Wochen en neie Règlement grand-ducal op de Wee ginn, deen d'Concours-d'architectë soll frësch gestalten. An deem Reglement steet dran, wéi de Concours d'architectes, no wat fir enge Kritären e soll ausgeschriwwe ginn, an esou ka wesentlech méi Gewiicht op d'Rationalitéit, op d'Ekonomissitéit, op de Käschtepunkt vun engem Projet geluecht ginn, déi also ganz anescht an esou e Concours wäerten an Zukunft erakommen.

Mir sinn och amgaang mat deenen Architekten en neie Contrat-type d'architecte ofzemaachen, wou och en Aspekt vun där Problematik vun den Dépassementer mat erakënnt, wou a sech den Architekt an deenen Diskussiounen, déi mer amgaange sinn ze féieren, soll d'Méiglechkeet kréien, sech och als ee vun deenen ze gesinn, deen op deen do Aspekt opmierksam mécht. Dat heescht, wann en hëlleft fir e Projet méi bëlleg ze maachen, och dofir sollt e belount ginn, an au contraire, wa mer Problemer kréien duerch de Suivi, datt mer dann och kënnen op där anerer Säit Penalitéiten arechnen.

Dat si schwéier Diskussiounen, net einfach Diskussiounen. Mir kucken, datt mer déi och zum Schluss kënne féieren.

Datselwecht sinn déi Efforten, déi mer bei de Cahiers des charges an de Soumissioune maachen, den enke Suivi, dee wesentlech méi Corps de métier par Corps de métier um Terrain muss gemaach ginn, déi Dekonten, déi mer extrem enk suivéieren, an dann - an Dir hutt et an dësem Budget stoen - och vum nächste Joer un e Fonds d'entretien fir déi Gebaier, wou mer d'Méiglechkeet hunn dann och den Entretien vun all deenen eenzelne Strukturen an engem vill méi regelméissege Suivi a vill méi direkt a vill méi konkret ze maachen, wann Der d'Gesetz, d'Budgetsgesetz vun 2007, dann och stëmmt.

An dann - an dat ass och gesot ginn - hu mer Effortë gemaach fir imaginativ ze sinn an nei Prozeduren och ze fannen. De PPP ass eng, déi net einfach ass, eng, déi och eng ganz Rei Schwieregkeete wäert an der Exekutioun mat sech bréngen, well mer se nach net gemaach hunn, well mer musse léieren, well mer musse kucken, wéi dat geet. An duerfir hu mer gesot, mir maachen e Projet oder zwee Projeten, déi schéi separat zu Miersch ofgetrennt sinn, datt mer kënnen dee finanziellen, dee juristeschen Aspekt och esou an de Grëff kréien, datt mer net vun extern nach Problemer mat erakréien.

Mir hoffen, datt mer doduerch kënnen Zäit gewannen. Mir hoffen, datt mer doduerch méi bëlleg sinn. Mir musse mat der Chamber zesumme kucken, ob dann och déi do Aart a Weis, fir un e Bauprojet erunzegoen, eis déi Resultater bréngt, déi mer dovunner erhoffen. Dat gesi mer elo an der Realitéit.

Am Ausland gëtt et ganz gutt Beispiller an et gëtt och Beispiller, déi dernieft gaange sinn. Ech hoffen, datt mer an e puer Joer eis kënnen an déi Beispiller aschreiwen, déi positiv waren.

Mir hunn och aner Aart a Weise fir ze baue probéiert. Dat ass och virdrun ugeschwat ginn. Déi vum Fäerdegbau. Mir hu gekuckt, datt mer kënnen op Dossieren, wou mer relativ ënner Drock waren, schnell bauen. Mir hunn zum Beispill zu Miersch a Bau dohinner kritt fir 280 Schüler innerhalb vu véier Méint Bauzäit. Mat de Prozeduren huet eis dat aacht Méint gebraucht. E Beweis, datt et schnell geet, wann d'Konditiounen dann och all erfëllt sinn. Datselwecht fir Ettelbréck, wou mer fir 1,9 Millioune 14 Klassesäll konnten innerhalb vu siwen oder aacht Méint derbäibauen. Also nei Modeller fir méi bëlleg, fir méi schnell kënnen ze schaffen.

An dann huet sech och d'Fro gestallt: Wéi kréien ech déi Investissementer am grousse Ganzen an de Grëff an d'Progressioun vun deem, wat mer sollte maachen, well am Tripartitesofkommes kloer an däitlech gesot gi war, datt misst gebremst ginn an der Evolutioun vun den Investissementer?

An do huet ee misse Prioritéite setzen. Et kann een net einfach an eng Lëscht higoen a soen, elo sträichen ech emol dat heiten, oder sträichen eppes anescht, mä et muss een erklären, firwat een dat hei baut a firwat ee vläicht eng aner Saach net baut. Et muss een also erklären, wat seng Prioritéite sinn, wat ënnert déi Prioritéite fält a wat eventuell an dësem Moment net drënner fält.

D'Regierung huet kloer am Héichbau gesot, datt d'Schoulen, datt d'Europabauten, datt déi sozial Bauten eis Prioritéite wären. Domat war och jiddfereen d'accord. Wann een dann awer seet: Wat heescht dat? A wat gëtt an deem nächste Moment vläicht net gebaut?, da fänken natierlech d'Kritiken un.

Mir hu gesot, datt mer déi Cité policière, esou wéi se virgeplangt ass, an dësem Joer net kënnte bauen; datt mer den CRP-Santé net kënnte bauen; datt mer de Centre de conduite zu Colmar-Bierg an dësem Moment net kënnte bauen; datt mer eng Rei Kommissariater net kënnte bauen; datt mer Servicë vu Ponts et Chaussées elo net kënnte bauen; datt dat Projete wären, déi aus deenen do Grënn missten zréckgeschobe ginn.

Awer déi Prioritéiten, déi mer gesot hunn, déi mer géife setzen, déi fannt Der och am Budget erëm an déi fannt Der och an deem erëm, an där Lëscht vu Projeten, déi mer ofginn hunn. Am Schoulbau, muss ech soen, ass gesot ginn, datt mer géingen eng Prioritéit setzen. Virdrun, mengen ech, ass regrettéiert ginn, datt net nach méi Schoulbauten op der Lëscht stinn. Ech wëll awer do just e puer Zuele soen:

1995 sinn 20 Milliounen d'Joer investéiert ginn an de Schoulbau. 2001 waren dat der 43. Dat sinn der 2006 85. An dat wäerten der 2007 121 Milliounen Euro Investissementer an de Schoulbau sinn. Déi Prioritéit, déi mer als Prioritéit soen, fënnt och hir Realitéit an de Budgeten erëm an an deem wat um Terrain ëmgesat gëtt.

Mir wäerten 2007 Dummeldeng fäerdeg kréien; mir wäerten 2008 de Mathias-Adam zu Péiteng fäerdeg kréien; mir wäerten 2008 Réiden fäerdeg kréien; mir wäerten 2009 Lalleng fäerdeg kréien; mir wäerten 2009 de Jencker, den Ubau vum Jencker Mathias-Adam fäerdeg kréien; mir wäerten 2008 déi lescht Phas vum Lycée classique zu Dikrech fäerdeg kréien; mir kréien 2007, 2008 an 2009 déi verschidde Phasë vum Lycée du Nord fäerdeg. Mir wäerten och September 2008 den Ausbau vum Nic-Biver zu Diddeleng fäerdeg kréien. An da sinn an der Planifikatioun: de Joseph Bech, de Lycée pour professions de santé, de Jonglënster Lycée, de Lycée technique zu Miersch, de Lycée pour professions éducatives et sociales zu Miersch, déi Lycéeën an der Nordstad, wou ech hoffen, datt mer weiderkommen, den Hubert-Clement, de Lycée technique zu Bouneweg, d'Europaschoul, den Athenäum, d'Universitéit Lëtzebuerg - alles Projeten, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen!

A fir déi, déi soen, datt dat net esou geet wéi se dat wëllen, do muss ech awer froen: Wat hätt Der dann nach gär derbäi? Ech weess net, wat fir eng Projete mer elo nach sollen derbäisetzen a wat fir eng Projete mer nach kënnen do maachen. Mir maachen an deem do Punkt, mengen ech, kloer an däitlech de Maximum.

Europäesch Prioritéiten, d'selwecht. Wann ee kuckt wat um Kierchbierg momentan geschitt - d'Cour de Justice, d'Parlament, d'Kommissioun, d'europäesch Schoul, d'Cour des Comptes, de Centre de Conférences -, ronn 1,5 Milliarden Euro wäerten an deenen nächste siwe bis zéng Joer an deem do Typ vu Bauten investéiert sinn. Ronn 1,5 Milliarden Euro! Dovunner bezuelt de Lëtzebuerger dem Stat nëmmen 0,5, eng hallef Milliard. Déi aner prefinanzéiere mer oder ginn direkt vun europäeschen Institutioune bezuelt. Mä et muss ee sech awer emol eng Kéier Rechenschaft ginn, wat déi do Investissementer fir d'Lëtzebuerger Ekonomie an deenen nächste Jore bedeite wäerten.

Fir de Sanitaire et social, och do ass et kloer: 2006, 22 Milliounen Investissementer; 2007: 32 Milliounen Investissementer; och do sinn d'Prioritéite respektéiert.

Mir hunn awer natierlech probéiert ze spuere par rapport zu deem wat programméiert war. Wann een am Fonds des routes kuckt, mat all deene Projeten, déi mer do gemaach hunn, wou mer och eng Rei Prinzipien haten, wéi mer Décisioune geholl hunn, da gesäit een, datt 2005 fir 2007 189 Millioune virgesi waren, datt mer déi op 144 Milliounen erofgeschrauft hunn. Sou gesäit een, datt fir 2008 am Joer 2005 der 207 virgesi waren, datt mer déi op 175 erofgeschrauft hunn.

Elo muss een awer wëssen, wann Dir sot, nach vill ze vill, wat fir eng Prioritéite mer do gesat hunn a firwat mer déi Choixen do geholl hunn. Et ass ganz kloer, datt mer am Stroossebau eng Prioritéit am Kader vum Développement vum IVL geholl hunn, an datt mer soen, datt Projete wéi déi vun der Nordstrooss, déi déi dräi grouss Zentre matenee verbannen - déi d'Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg an Esch wäerte sinn -, datt dat eng Noutwendegkeet ass, wéi déi, datt mer décidéiert hunn d'Liaison Micheville esou schnell wéi méiglech ze bauen, ganz einfach, well déi am Kader vun den IVL-Développementer logesch ass. Datselwecht hutt Dir an deem Pabeier, deen Der virleien hutt, an där Motioun, fir de Boulevard Raiffeisen stoen, well deen eng Noutwendegkeet ass a logesch ass par rapport zu den Développementer, déi mer am IVL virgesinn haten.

Déi Choixen, déi geholl gi sinn, fir verschidde Saachen ze bauen, si kloer. Déi Choixen, déi geholl gi sinn, an déi heiansdo contestéiert gi sinn - dat hunn ech och haut

héieren -, deen Ausbau vun zweemol dräi Pistë vun der Autobunn, déi mer och brauchen op der A3 an A6, dat kann net alles zur selwechter Zäit gemaach ginn. Ech weess awer och, datt mer deen doten Ausbau iergendzwouch eng Kéier brauchen, mä dat anert huet eis an dësem Moment am budgetäre Kader, dee mer haten, an dem IVL-Programm, dee mer ëmsetzen, prioritär geschéngt. Dat anert ass déi nächst Etapp, déi och muss gemaach ginn, dann, wa mer d'Méiglechkeeten hunn, fir et ze maachen. Datselwecht gëllt fir d'Tangente Ouest, déi elo an deenen nächsten dräi Joer net um Programm wäert stoen.

Elo kommen ech nach ganz kuerz zu deene puer Froen, déi prezis gestallt gi waren iwwert d'Bréck zu Gréiwemaacher. Ech hunn do héiere wat gesot ginn ass. Ech muss just kloer an däitlech soen, datt déi Bréck, déi zu Gréiwemaacher gebaut gëtt, esou wéi se elo besteet, an deenen nächste Jore muss transforméiert ginn. Do komme mer net derlaanscht, an dat maache mer och. Mir hunn am Prinzip e System gewielt, fir se ze bauen, deen eis erlaabt et esou ze maachen, datt déi al Bréck kann esou laang wéi méiglech en fonction bleiwen, an datt déi nei ka gebaut gi wärend déi al en fonction ass, an déi nei dann eriwwergeréckelt gëtt.

Elo muss een awer wëssen, fir all déi Leit, déi nach zousätzlech aner Brécke froen, notamment déi Bréck zu Mäertert, datt, wann een eng Bréck iwwert d'Musel baut, een och déi aner Säit muss ukommen. Mir mussen och mat deenen anere Leit schwätzen, déi op där anerer Säit da responsabel sinn,...

(Interruption)

... fir datt mer do ukommen. An déi Diskussiounen, déi lafen. Mä déi Diskussioune sinn awer net fäerdeg, an deen Accord ass awer net do. Da kann een net einfach soen: Maacht elo déi Bréck zu Maacher net a baut eng aner, well dat geet net esou einfach. Mir hunn eis bei den däitschen Autoritéite kloer agesat, datt mer dat do wëllen, datt mer déi Mäerterter Bréck brauchen. Ech muss awer weiderkommen an deenen Diskussiounen.

Déi Diskussioune sinn och fir déi däitsch Säit keng einfach Diskussiounen, well se awer zu engem Deel vum Moselaufstieg oder der Westumfahrung ofhänken, a well se awer vum Lückenschluss zwëschent der A64, A1, der Nordumfahrung ofhänken. Wéi gesot, do si mir net eleng déi, déi décidéieren. Do décidéieren och nach aner Leit mat. Dat ass einfach d'Realitéit, an där mer dra sinn.

Ech mengen, datt mer an dësem Moment elo déi Gréiwemaacher Bréck prioritär musse maachen. Ech menge souwisou, datt mer guer keen anere Choix an dësem Moment hunn, fir et ze maachen. A wat de Mäerterter Projet ugeet, do bleiwe mer um Ball, mä deen hänkt net definitiv a ganz vun eis eleng of.

Wat de Barrage zu Rouspert ugeet, sinn och eng Rei Froe gestallt ginn. Ech wëll do just zwou Zuele soen, well dee Barrage vu Rouspert ëmmer am Kontext vum Héichwaasser hei ernimmt gëtt. Or, ass de Barrage vu Rouspert e Barrage, deen a sech net concevéiert ass, fir géint d'Héichwaasser ze kämpfen. Just zwou Zuelen, fir lech dat ze weisen: Mir hunn zu Esch-Sauer um Barrage 60 Millioune m³ Stockage. Dat erlaabt engem déi Problematik vum Héichwaasser mat ze considéréieren. Mir hunn awer um Barrage zu Rouspert nëmmen eng Millioun m³ Stockage.

Een Ënnerscheed vun engem Meter zu Esch-Sauer huet dräi Mol esou vill Capacitéit, wéi den Total vum Volume vu Rouspert der huet. Just fir lech ze soen, datt a sech deen dote Barrage net de Barrage ass, deen eis erlaabt déi Héichwaasserproblematik unzegoen. Mä dem Rapporteur seng Suggestioun, fir awer déi Diskussioun evidenterweis mam Innenministère, dee responsabel ass fir den Héichwaasserschutz, a mat de Gemengen unzegoen, a fir dee Projet, dee mer hei maachen, wann en da bis fäerdeg ass, presentéieren ze goen, huelen ech evidenterweis op, well et zur Normalitéit gehéiert, wéi mer esou Projete maachen.

D'Madame Brasseur huet iwwert den Timing geschwat. Ech schwätze gär iwwer jiddfer eenzelne Projet an och den Timing soubal mer se geplangt hunn, mä et ass awer schwéier an dësem Moment, wa mer elo vu Barragë schwätzen, wa mer vun deene Brécke schwätzen, genau ze soe wéini déi Saachen definitiv fäerdeg ginn.

Firwat mer et dëst Joer op den Ordre du jour gesat hunn? Dat ass, well dat hei Projete sinn, wou mer mengen, datt mer mat de Virbereedungsaarbechten d'nächst Joer - 2007 – weiderkommen - wat mer zu engem groussen Deel bei deene capabel wäerte sinn - a mir hoffen, datt mer kënnen d'nächst Joer e Projet hei an der Chamber déposéieren. Dat geet wahrscheinlech net bei allen, mä bei enger Rei wäerte mer d'Aarbechten awer kënnen esou wäit pousséieren, fir zumindest hei e Projet ze déposéieren, a fir kënnen an deem Kader weiderzekommen.

Jo, de PPP war och nach ugeschwat ginn. Et ass gesot ginn, et ass keng Aart a Weis fir ze bauen, déi eis am Fong Sue spuert. Dat ass richteg. Och wa mer beim PPP bauen, wäert de Stat déi Gebaier, déi en zur Verfügung gestallt kritt, bezuelen. An déi kaschten eppes.

Dat ass och net onbedéngt de Grond, deen eis de PPP wiele gedoen huet. Mir hoffen - an ech hunn et virdru gesot -, datt mer kënnen Zäit a Sue spueren. Mir kréien och doduerch zu engem Deel déi praktesch Aart a Weis, wéi gebaut gëtt, an déi Aarbecht, déi do muss gemaach gi vun der Administratioun, déi en enorme Bauprogramm huet, op eng Rei aner Responsabilitéiten eriwwer. Mir hoffen esou, datt mer och méi schnell kënnen an deem heite Projet, mä awer dann och an anere Projeten, weiderkommen. Dat ass den Haaptgrond fir de PPP!

An nach eng Kéier, wéi virdru gesot, mir probéieren elo, ob mer dat esou hikréien an ob dee System hei zu Lëtzebuerg en effikasse System ass. An da musse mer gemeinsam Konklusiounen dorauser zéien. Voilà! Här President, dat ass dat, wat ech nach als zousätzlech Explikatiounen ze soen hat.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bauteminister Claude Wiseler Merci. An elo kritt nach den Transportminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt och versiche kuerz op déi eenzel Remarquen anzegoen. Fir d'éischt emol wëll ech Merci soe fir déi sachlech, zilorientéiert Diskussioun, déi mer an deene leschte Wochen a Méint fir d'éischt an der Comexbu beim Kolleeg Henri Grethen haten, wou mer jo selwer virstelleg gi sinn, fir an déi hei Prozedur era geholl ze ginn, an zweetens dann och an der Transportkommissioun, wou mer déi eenzel Projeten eng Kéier duerchexercéiert hunn an och op e largë Konsens gestouss sinn.

Ech mengen, den Ënnerscheed tëschent där Lëscht aus dem Transportberäich, wat de Ferroviaire ubelaangt, an där aus dem Bauteberäich huet virun allem dermat ze dinn, dass mir dës Kéier fir d'éischte Kéier an där Prozedur dra sinn, an dass deementspriechend d'Lëscht och eng relativ laang Lëscht ass, well se am Prinzip all déi Projeten un deenen am Moment an och an nächster Zäit nach geschafft gëtt engloběiert. D'nächst Joer wäert eis Lëscht dann och deementspriechend vill méi kuerz ginn, well mer elo d'Autorisatioun kréie souwuel hei elo duerch déi Motioun, déi duerno wäert gestëmmt ginn, wéi och duerch d'Budgetsgesetz, wou déi eenzel Projete jo nach eng Kéier opgelëscht sinn.

Ech mengen, den Ënnerscheed ass och sécherlech deen - an ech wëll dat awer och eng Kéier hei kloer soen -, dass mer hei iwwer Projete geschwat hunn, wou mer d'Autorisatioun vun der Chamber kréie fir d'nächst Joer, sief et APS, sief et APD, sief et iwwerhaapt Analysen ze maachen, also Kreditter kënnen ze engagéieren, mä dass mer hei iwwer en Zäitraffer schwätzen, deen ouni Zweifel an der Géigend vun 20, 25 Joer wäert leien. Wann ech all déi Projete kucken, déi hei an der Intersectioun engersäits vu fréieren Iddien aus dem BTB-Beräich, wann ech d'Aarbecht kucke vum Aarbechtsgrupp Tram, wéi vum „mobilitéit.lu", wéi och dem IVL, an alles zesummerechnen, da wäert sécherlech den Zäitraffer an där Géigend do leien.

Dass mer hei - an e puer Riedner hunn dat gesot - en Défi souwuel hunn, wat d'Mobilitéit ubelaangt, wa mer d'Situatioune moies an owes op eise Stroosse kucken an eis virun Aen halen, dass mir dat jo alleguer sinn - mir sinn de Stau -, deementspriechend ass dat eng Responsabilitéit, déi een, och wat de Finanzement an deenen nächste Joren ubelaangt, muss mëttel- a laangfristeg gesinn, an och dat wat mer iwwert de Beräich vun Emprunten hei kënne finanzéieren. Ech wëll och soen, dass et natierlech en Défi am Beräich vun der Ëmwelt ass.

De Mëtten hu mer nach an der Ëmweltkommissioun iwwer eisen Allocatiounsplang geschwat. Do schwätze mer oft iwwert den Tanktourismus, mä mir kéinten och iwwert de Résidenten hir Tankentwécklung an iwwert de Fuerpark schwätzen. Och deen huet sech an deene leschte Joren an engem Mooss entwéckelt, wou deen Défi sech och op deem Plang stellt, a wou et net nëmmen eleng drëm geet, dass mir en attraktiivt Angebot dobausse realiséieren, mä natierlech och jiddfer Eenzelnen eng gewëssen individuell a kollektiv Responsabilitéit gesäit, fir eis ze hëllefen, déi Défien um Niveau vun der Atmosphär, um Niveau vun der Pollutioun vun der Loft och kënnen ze attackéieren.

Ech wëllt dräi Bekenntnisser maachen. Dat Éischt ass, ech kommen do zréck op de Riedner vun der CSV, de Kolleeg Ali Kaes, dee gesot huet: Fir eis - an ech ënnerschreiwen dat dräi Mol - ass d'Prioritéit an deenen nächste Jore ganz kloer déi vum ëffentlechen Transport an d'Realisatiounen am Schinneverkéier si weiderzedreiwen.

An ech mengen, et huet och ee Riedner hei eppes gesot, an ech mengen, och dat ass e Fakt iwwert dee mer net brauchen ze streiden, ech mengen, et war de Kolleeg Camille Gira, dee ganz däitlech gesot huet, dass mer an deene leschte Joren an dësem Land vill an de Stroossebau investéiert hunn a ganz wéineg, fir net ze soe bal guer näischt, an de Schinneverkéier, a jiddefalls - et war de Kolleeg Braz, pardon -, dass mer net investéiert hunn an nei Strecken am Schinneberäich.

Mir hunn e gutt ënnerhalen. Mir hunn eist Schinnennetz an engem uerdentlechen Zoustand. Wann ech dat vergläiche mat deem, wat an Däitschland am Moment muss gemaach ginn oder an der Belsch oder a Frankräich, ass do ouni Zweifel gutt geschafft ginn an deene leschte Joren.

Mä dat ass net wouer, wéi gesot, fir dat, wat un neie Strecken hätt misse gemaach gi fir dat Netz, besonnesch do, wou mer nei Pôles d'attraction économique et commerciale geschafen hunn, do lafe mer jo iwwerall hannendrun. Iwwerall lafe mer do hannendrun!

Mir hu fir d'éischt emol dat do gemaach, urbaniséiert an nei Attraktivitéitszentre gebaut, an haut renne mer, fir net ze soen hechele mer hannendrun, fir dann ze kucke mam ëffentlechen Transport och dohinner ze kommen, sief et heiansdo fir d'Personnen, natierlech un éischter Stell, mä sief et och heiansdo fir de Frachtberäich, wou et net aneschters ass.

Dat zweet Bekenntnis ass ouni Zweifel dat hei: Mir hu genuch geriet a mir hu genuch Iddien a genuch Projeten a genuch Konzepter do leien, fir dass elo wierklech d'Phas vun de Realisatioune muss sinn, an dass mer wierklech musse virukommen, fir, wéi ech et gesot hunn, op der Basis vum IVL, op der Basis vun der „mobilitéit.lu" an haaptsächlech och op der Basis vun där Motioun iwwert den Tram, déi mer heibannen ugeholl hu mat enger grousser Majoritéit, och virunzekommen.

An drëttens, mengen ech: Mir kënnen an där Zäitraffer, iwwert déi mer hei schwätzen, iwwer Joren erausgekuckt, net waarde bis mer déi do Projeten alleguer do stoen hunn ier mer och um Niveau vum ëffentlechen Transport awer eng ganz Rei vu Verbesserunge maachen, déi da musse spillen, sief et am Beräich vun der Eisebunn, mä déi och am Busberäich musse lafen.

An ech hu mer de Moien emol nach eng Kéier ugekuckt, wat mer säit 2004 an dësem Land vu Verbesserunge gemaach hunn. Mir hu säit 2004 bis haut zwielef nei ëffentlech Buslinne geschafen, wat der, mengen ech, net wéineg sinn. Mir hunn op 15 bestehende Linne d'Kadenz verbessert. Mir hunn zwielef nei Linnen am Beräich vum Schülertransport kreéiert, a wann ech dat eleng um Niveau vun den Investitioune kucken, da louch den Apport vun 2004 vum Stat bei 67 Milliounen. Mir wäerten 2007 am Budget bei 84 Millioune Apport vum Stat fir den ëffentlechen Transport am Beräich vum RGTR, am Beräich vun dem TICE, vun der Stad a vum Schülertransport leien.

An et sief och gesot, dass mer och am Schinneberäich jo déi Linne Virton an Athus erëm opgemaach hunn an dass emol erëm eng Kéier duerch den Asaz vu ville Leit e bestehend Netz erëm opgebaut ginn ass, amplaz dass mer wéi an deene leschte Joren oft de Géigendeel gemaach hunn.

An ech mengen, dass mer och zousätzlech zu deene bestehende Linne véier nei Buslinnen am Transfrontalier geschafen hunn an deene leschten zwee Joer: vu Saarburg aus, vun Nittel aus, vun Ëtting aus a vu Mont-Saint-Martin aus. Och dat, fir ze erlaben, dass mer am Beräich vun de Buslinnen och wierklech virukommen. An dat brénge mer och fäerdeg, wann ech d'Entwécklung vun de Passagéier an deem Beräich kucken, där hir Zuel an enger relativ kuerzer Zäit vu 94.000 op 116.000 Passagéier an d'Luucht gaangen ass.

Dann ass hei vum Kolleeg Roland Schreiner gesot ginn, dass e puer Projete jo endlech amgaange sinn. Mir konnten Ufank 2005 ufänke mat dem Dédoublement vun der Streck vu Lëtzebuerg op Péiteng. Mir hu viru kuerzem endlech mat der Gare um Belval ugefaangen.

Hannendrun, mengen ech, stinn déi aner Projete prett, fir den Halt Lycée ze realiséieren a weiderzefuere bis bei d'Märei op Bieles. Mir hunn endlech d'Aarbechte vum Centre-de-Maintenance-Dossier, iwwert deem säi Projet op der Eisebunn - wéi vill? - zéng, zwielef a méi Joren diskutéiert ginn ass, ugefaangen an hoffen, dass mer weider esou gutt virukommen, wéi dat bis elo de Fall ass.

An dann ass d'Fro vun de Prioritéiten, déi jo hei gestallt ginn ass. Déi eng hunn dat méi prezis beäntwert wéi déi aner. Ech muss soen, fir 2007, an déi Motioun, déi mer hei diskutéieren, wennt sech un dat Joer do, mengen ech, steet nach d'Diskussioun oder d'Entscheedung iwwer eenzel Prioritéiten net un.

Deenen, déi soen, mir mussen éischter eng nei Eisebunnsstreck op Esch bauen oder éischter eng nei Eisebunnsstreck op Beetebuerg, soen ech, dass ech mengen, dass déi Décisioun vläicht eng Kéier muss geholl ginn, wat mer virbauen, mä dass dat op jidde Fall nach keng Décisioun vum Joer 2007 oder vläicht souguer emol net 2008 ass, well mir geet et elo emol drëm, dass mer bei deenen zwee Projeten aus der Prozedur erauskommen. Am Moment leie se beim Landesplanungsminister, fir d'Décisiounen iwwert d'Impaktstudien ze huelen an och déi Décisiounen iwwert d'Tracéen ze preparéieren, fir dass de Regierungsrot déi endlech kann huelen. Mir geet et drëm, dass mer da Gesetzesprojete kënne maachen, déi wa méiglech an dëser Legislaturperiod nach hei deponéiert kënne ginn an och ginn diskutéiert a verabschiet musse ginn. An dann ass et sécherlech eng Kéier un der Regierung, fir dann d'Prioritéiten op deem Gebitt festzeleeën.

Fir d'éischt emol ass et mir wichteg, dass mer elo an engem Projet wa méiglech 2008 mat der Realiséierung kënnen ufänken. Dat ass de Projet, fir vun der Gare centrale iwwert de Findel eropzekommen op de Kierchbierg. Ech mengen, dat ass e Projet, dee wichteg ass. Ech hoffen, dass mer 2008 mat der konkreter Realisatioun op eenzelnen Tracéë kënnen ufänken, well dat erlaabt eis och dann, fir direkt aus dem Süden ze fueren iwwert d'Gare centrale, iwwert de Findel erop op de Kierchbierg. An da mengen ech, gëtt et Sënn, och hannendru weider ze denken am Désenclavement vun der Gare centrale, dass mer den Tramsprojet bis dohinner och fäerdeg maachen, fir dass mer vum Kierchbierg weider iwwert de Boulevard Kennedy kënne fuere bis an d'Stad eran an natierlech datselwecht och vun der Gare centrale aus kënne maachen.

Duerfir sollte mer konform zu deem, wat mer an der Motioun hei décidéiert hunn, zesummen och dee Projet fäerdeg maachen, well dat alles zesumme Sënn gëtt.

An dann hoffen ech, dass mer och an där Period hei zwee aner Gesetzesprojete kënne virleeën. Deen een ass dee vun der Gare périphérique vum Houwald. Dat gëtt enorme Sënn fir déi Leit, déi aus dem Süde kommen, déi aus dem franséische Transfrontaliersberäich kommen, fir déi direkt do kënnen erauszehuelen an net bis op d'Gare centrale mat deenen ze fueren.

An datselwecht, mengen ech, gëllt dann och am Zesummenhang mat dem Eurocap-Rail-Projet, iwwert dee mer virdru scho kuerz geschwat hunn, an am Zesummenhang dann och mat der Fro vun der Moderniséierung vun der Streck bis op Klengbetten an der Realisatioun vun der Gare Zéisseng.

An da schlussendlech ee Projet, deen a sech schonn hätt misse vun der Chamber gestëmmt ginn, dat ass, dass mer zwar eng nei Eisebunnsstreck décidéiert hu vun der Gare iwwert de Findel bis op de Kierchbierg, mä dass mer keng Gare hannendrun hunn, well mer keng Gare matgestëmmt hunn!

Duerfir gëtt et och elo emol Zäit, dass mer als Gesetzestext och d'Gare uewen um Kierchbierg gestëmmt kréien, an domadder och d'Fro beäntwerte vun der Zukunft vun de Foiren, déi de Wirtschaftsminister natierlech och staark an deem Zesummenhang do interesséiert.

Dat ass d'Prioritéiteléscht vun der Regierung. Déi ass konform zu deem Regierungsprogramm an zu deenen Décisiounen, déi mer geholl hunn. Dozou gehéiert och, dass mer relativ schnell och de Plan sectoriel „Transports" kënne fäerdeg maachen, an dass mer deen - dat ass jiddefalls eng Prioritéit, déi ech gesinn - zesumme mat dem Plan directeur sectoriel „Préservation des grands ensembles paysagers et forestiers" kënnen an d'Prozedur ginn.

Zesummen dann - wa se bis dohinner fäerdeg sinn - mam Plan sectoriel vum Logement a vun de Zones d'activités gëtt dat en Ensemble, deen d'Fro, wéi mer eis d'Lëtzebuerger Land um Niveau vun deene grousse Froe vun der Mobilitéit a vun de Gréngzonen virstellen, awer och virun allem d'Fro, wou mer wunne wëllen a wou mer schaffe wëllen, dann an deenen nächste Jore beäntwerte kann.

Dat alles do huet e Präis. Ech hunn d'Zäitraffer genannt, dat sinn 20, 25 Joer. Doniewent, mengen ech, ass et esou, dass mer eis um Niveau vun den Emprunten déi Méiglechkeeten am Fonds du rail déi lescht Jore scho ginn hunn. Mir hunn all Joer en Emprunt vun 100 Milliounen Euro gemaach, fir déi Dotatiounen ze ginn. Dee Wee musse mer sécherlech och weidergoen.

Et gëtt sécherlech dann och de Wee iwwer e PPP ze fueren, wat mer bei deem engen oder deem anere Projet och wäerte kucken. Mir hunn och wëlles eis beim Eurocap-Rail-Projet ze iwwerleeën, ob mer deen net iwwer en Emprunt zesumme mat der BEI kënne maachen. Well et en europäesche Projet ass, géif dat wierklech dohinner gehéieren, fir esou e Projet iwwert dee Wee ze maachen.

Ech mengen, dass mer besonnesch beim Tramsprojet och eng ganz Rei Interessenten hunn, privat Promoteuren hunn, déi bereet sinn an esou ee Projet mat eranzeklammen. Dat soll a mengen Aen ni majoritär geschéien. Ech denken, dass d'öffentlech Hand hei, de Stat a sécherlech och d'Stad Lëtzebuerg, majoritär sollen d'Soe behalen, mä dass awer en Apport a Kommen, souwuel wat herno de Bau wéi d'Gestioun kann ubelaange wéi och dee finanziellen Apport; dat ass sécherlech dat, wat ee sech ka virstellen.

Voilà, e puer Kommentaren, déi ech wollt maachen, an déi Prioritéiten, déi d'Regierung an ech mir selwer setzen, fir am Joer 2007 drop ze schaffen. Wéi gesot, d'nächst Joer gëtt d'Léscht vill méi kleng, well där heite Projeten, där detektéiere mer net all Joer eng hallef Dosen. Dat hei ass, mengen ech, e Programm, iwwert dee mer es grondsätzlech heibannen, mengen ech, eens sinn, fir an déi Richtung ze goen.

D'nächst Joer maache mer da vläicht dem President vun der Kommissioun an dem Rapporteur vun der Motioun e klenge Kado, andeem mer zum Beispill de Projet vun der Eliminatioun vun den dräi Barrièren, e groussen, wichtege Projet an der Uertschaft Schëffleng, op d'Léscht setzen, well ech mengen och dat wär e Projet, op deem mer sécherlech fir déi nächst Jore kéinte schaffen.

Merci.

M. le Président.- Sou, ech soen dem Transportminister Lucien Lux Merci. D'Diskussioun wär domadder ofgeschloss a mir kéimen elo zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt hu mer do eng Motioun vum Här Lucien Clement. Kënne mer déi par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass also mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Domadder wär déi Motioun ugeholl a mir kéimen dann zu enger zweeter Motioun, zu där vum Här Roland Schreiner.

Motion 2

Kënne mer déi och par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass domadder d'accord?

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Déi wär domadder ugeholl mat dräi Enthalungen.

Mir kéimen dann elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Do hätte mer elo déi Question avec débat vum Här Félix Braz iwwer e liichten Tramsystem. Dem Auteur vun der Questioun sti fënnef Minutten Zäit zur Verfügung fir seng Haaptfro, duerno d'Äntwert vum Minister, an duerno kann hien nach eng Zousazfro virdroen. Der Regierung stinn am Ganzen zéng Minutten Zäit zou. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

8. Question avec débat N°12 de Monsieur Félix Braz au sujet d'un système de tram léger

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG), auteur*.- Merci, Här President. Mir hunn elo vill a laang geschwat iwwert déi Projeten am Beräich vum öffentlechen Transport op der Schinn, déi am Prinzip décidéiert sinn, am Prinzip beschloss sinn, wou et eng breet Zoustëmmung och dofir gëtt. Et gëtt een Aspekt vum Tram-léger-System an der Stad Lëtzebuerg, dee mer elo nach net diskutéiert hunn - duerfir passt och déi Question avec débat eigentlech ganz gutt bei dëse Punkt -, an zwar, wat mat deem System vum Tram léger soll geschéien ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg.

Wou déi Noriicht komm ass, dass et net géif méiglech ginn, zu Lëtzebuerg en Train-Tram ze maachen, dat war eng Informatioun, déi vill Leit wéineg glécklech gemaach huet, well dat Konzept vum Train-Tram hat eng ganz Rei Potenzialer a Qualitéiten, déi mer domadder verluer hunn. Vläicht net fir ëmmer, mä trotzdeem op absehbar Zäit hu mer déi Potenzialitéite verluer.

Elo gëtt an der Stad e System développéiert, dee mat liichtem Zuchmaterial bannent der Stad zirkuléiere soll. An déi Fro, déi sech stellt, an déi hate mer och deemools schonn an der Transportkommissioun diskutéiert, ass déi, wéi mer dat Konzept vun deem Tram léger och an anere Regioune vum Land kënne valoriséieren. Ass dat e System, deen nëmme fir d'Stad Lëtzebuerg ka kohärent sinn, oder ass et e System, deen och kann an anere Géigende vum Land kohärent sinn?

Mir sinn der Meenung, dass et kloer ass, dass dee System och an anere Regioune vum Land seng Chance misst kréien, oder zumindest misst ënnersicht ginn, ob en do seng Chance ka kréien. De Minister huet sech och deemools an der Transportkommissioun bei der Presentatioun vun deem System vun der Stad Lëtzebuerg an déi Richtung do éischter positiv geäussert, dass en där Meenung wär, dass een dat misst préiwen. Hien hat deemools op den Hierscht 2006 verwisen, fir eventuell do mat de Reflexioune kënnen unzefänken.

Dat huet eis d'Ursaach ginn, fir déi kuerz Question avec débat un de Minister ze stellen, fir ze froen, wou mer do dru si bei den Iwwerleeungen, fir an déi Richtung do ze goen. Mir wëssen, dass an de leschten Deeg och elo eng Invitatioun komm ass vum Transportministère, fir schonn am Januar eventuell eng éischte Kéier zesummen doriwwer ze diskutéieren, wéi een dee System vun der Stad Lëtzebuerg kéint bei anere Géigenden och ausbauen.

Mir sinn der Meenung, dass et net nëmmen am Süden, mä och, wann een den IVL considéréiert, am Beräich vun der Nordstad en Instrument ass, wat mat Sécherheet kéint Qualitéiten hunn. Et ass also net nëmmen am Süde vum Land, mä och am Norde vum Land, am Beräich vun der Nordstad, wou esou en Tramsystem ka Potenzialer hunn. En huet awer mat Sécherheet Potenzialer am Süden.

Et ass virdru geschwat ginn iwwert déi nei Eisebunnsubannung, wou mir Gréng eng aner Meenung hu wéi déi, déi den Här Negri virdrun hei als Fro an de Raum gestallt huet. Mir sinn der Meenung, dass et méi Sënn mécht, dass déi nei Eisebunnsubannung tëschent Esch an der Stad tatsächlech soll fir d'éischt de Centre-ville desservéieren. Et wär eiser Meenung no net richteg, fir déi 30.000 Leit lénks leien ze loossen. Esou e Potenzial hu mer soss am Land nëmmen eemol. An do laanschtzefuere wär, eiser Meenung no, dee falsche Wee.

Mä nieft där méi séirer Eisebunnsubannung gëtt et, eiser Meenung no, och e Potenzial am Süde fir méi liicht Zuchmaterial, wat eiser Meenung no sech kéint développéiere vu Péiteng bis eriwwer op Diddeleng. Awer am Besonneschen, wann een déi grouss a riseg Entwécklung kuckt, déi elo op der Friche Belval stattfënnt, si mer der Meenung, dass een op jidde Fall och prioritär misst préiwen, awéiwäit dass e liichten Tramsystem kéint tëschent Belval-Mairie, der Friche an dem Zentrum vun Esch fueren.

Mir sinn der Meenung, dass een och offen doriwwer muss kënnen diskutéieren, ob an der zweeter Stad vum Land net och den Tram nees kéint an zentraler Positioun duerch d'Stad seng Aufgab am öffentlechen Transport iwwerhuelen. Mir hunn d'Zuele virdru scho genannt: An den nächsten zéng, 15 Joer wäerten zu Lëtzebuerg, wann de Rhythmus deeselwechte bleift, bis zu 150.000 zousätzlech Aarbechtsplazen derbäikommen. Dat kann nëmme bewältegt gi mat engem performanten öffentlechen Transport op der Schinn. Sief et op méi groussen Distanze mat méi schwéierem Zuchmaterial, wéinst der Capacitéit a wéinst der Vitesse, awer och an deem méi klenggliddregen, sief et an der Stad, sief et am Norden, sief et am Süden, an am Besonneschen am Beräich tëschent der Friche, déi herno och bis zu 25.000 an 30.000 Leit am Dag wäert hunn, an dem Zentrum vun der Stad Esch.

Duerfir d'Froen un de Minister: Wou si mer um Niveau vum Ministère mat de Planungen drun? Wéini ka serió déi Optioun vum Tram am Süde respektiv vum Tram an der Nordstad gepréift ginn? A mat wéi engem Rhythmus gedenkt d'Regierung déi doten Diskussioune weiderzeféieren? Well mer si ganz kloer der Meenung, wann een d'IVL-Entwécklungen an déi Virgabe wëllt eescht huelen, da muss ee sech och déi dote Froen elo stellen an net eréischt a fënnef oder siwen oder aacht Joer. Et ass haut, wou déi Entwécklungen ustinn. Et ass haut, wou mer d'Fro musse beäntwerten, ob ee kann am Beräich vun der Mobilitéit fir déi zwou Regioune mat engem liichten Tramsmaterial rechnen oder net. Dovun hänken extrem vill a wichteg Entwécklungen of. An duerfir hätte mer gären dorobber vum Transportminister eng Äntwert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. An elo huet den Transportminister Lucien Lux d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Här President, ech wëll ganz kuerz op déi Froen do agoen, well et sécherlech net d'Plaz elo hei ass, fir iwwert de Fong vun der Saach ze schwätzen. Wa mer eis eng Method wëlle ginn, da geet et elo emol ëm d'Form, manner ëm de Fong, well ech mengen do hu mer nach Zäit, déi nächst Méint drop ze schaffen. Ech mengen, mir inspiréieren eis hei vun der Method, déi mer mat Succès an der Stad Lëtzebuerg ugewannt hunn, fir d'Décideuren alleguer un den Dësch ze kréien, souwuel déi lokal wéi och déi national, an dann ergebnisoffen, géif ech soen, un d'Fro erunzegoen an ze kucken, wat dobäi erauskënnt.

Dofir, mengen ech, maache mer déiselwecht Operatioun och fir, ech géif emol soen, déi Fënster vun deene Gemengen, der Stad Esch an der Gemeng Suessem, déi natierlech dann d'Uertschaften an deenen zwou Gemengen, mä och d'Frichë mat englobéiert. An deem Zesummenhang gesi mer vir, fir zwee Comitéen anzesetzen:

E Comité de pilotage, deen éischter déi politesch Responsabel géif englobéieren, déi de 24. Januar eng éischte Kéier sollen zesummekommen, déi dräi zoustänneg Ministeren hei, engersäits de Bauteminister, de Landesplanungsminister a meng Wéinegkeet. An zweetens dann och déi zwee Buergermeeschtere mat natierlech deene Responsabelen, politesch Responsabelen, déi op den Dossieren ze schaffen hunn.

A gläichzäiteg wollte mer duerno dann e Comité technique asetzen, well mer um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg jo éischter direkt geschafft hunn um Niveau vun de Funktionären, déi déi Aarbecht direkt iwwerholl hunn. A mir hunn eis éischter dann heiansdo, wéi nach viru kuerzem, ënner politesch Responsabelen zesummegesat, ouni dass dat awer eng institutionell Form hat. Et war éischter méi eng Koordinatioun, déi mer do gemaach hunn.

Dat ass also, mengen ech, d'Prozedur, an da sollte mer kucken, wéi mer an d'Diskussioun iwwer e méiglechen Tram op de Frichë kommen. Dat ass jo näischt Neies. Do gëtt et jo eng Rei vu Viraarbechten, déi scho gemaach gi sinn. Ech mengen, déi kënnen direkt mat englobéiert geholl ginn an déi Diskussioun, an ech mengen, déi kënne mer dann an deene Méint am Joer 2007 analyséieren, fir ze kucken, zu wat fir engem Schluss mer kommen.

A wann ech soe Fënster Esch-Suessem, dann heescht dat, mengen ech ganz kloer, dass, wann een déi Fënster eng Kéier gekuckt huet, sech natierlech och d'Fro stellt fir duerno vläicht eng Kéier méi regional ze kucken. Ech denken dann un de Pro-Sud, deen do eng Viraarbecht kënnt maachen, fir dann nach eng Kéier de Süden insgesamt ze kucken an ze kucken, awéiwäit dass all déi Äntwerten, déi mer dann um Dësch leien hunn, dann och deem gerecht gi wat an deenen eenzelne Gemenge geduecht gëtt um Niveau vum öffentlechen Transport, souwuel wat de Schinneverkéier - Tram, Zuch oder awer och, mengen ech, den TICE - wéi déi eenzel Busangeboter ugeet.

Dann ass déi zweet Fro - ganz schnell - déi an der Nordstad. Mir hunn, mengen ech, ëm den Abréll do uewen deenen eenzelnen Nordstadgemengen - och déi dräi zoustänneg Ministeren - Optiounen dohinnergeluecht. Optiounen, déi haaptsächlech op deem spillen: Wat geschitt op der Linn tëschent Ettelbréck an Dikrech? Wat geschitt mat där Zuchlinn? Ass dat eng Méiglechkeet fir hei och eng Optioun ze gesinn, fir mar och op där Assiette do en Tram ze gesinn, dee vläicht Virdeeler hätt, fir déi Nodeeler, déi den Zuch besonnesch zu Dikrech huet, kënnen ze beäntwerten, dass ee mat engem liichten Tram och méi an Dikrech an den Zentrum kéint eragoen, an datselwecht och zu Ettelbréck ze maachen? Oder gesi mer iwwerhaapt vun engem schinnegebonnene Verkéier op där Linn of a ginn éischter op en Angebot am Busberäich?

Déi jeeweileg Gemengen hunn eis viru kuerzem, an zwar den 3. November, geäntwert, andeem se gesot hunn, dass se éischter déi Optioun gesi vun enger Kompatibilitéit vun dem Tram op där Linn, an am Ufank natierlech de Busservice auszebauen, wat zu engem Deel an der Nordstad jo scho virun zwee Méint geschitt ass duerch, mengen ech, nei Méiglechkeeten, déi mer eis ginn hunn, an och nei Kadenzen, déi mer agesat hunn. Ech mengen, dat ass also eng Meenung, déi elo vun de Gemengen ausgedréckt ginn ass.

Wann ech gutt informéiert sinn, kënnt deen éischte Workshop, dee sech iwwerhaapt mat der Gestaltung vun där ganzer Assiette vun Dikrech bis op Ettelbréck befaasst, awer net nëmmen op engem transportpolitesche Plang, mä och um Niveau vun engem stadtplanereschen Plang den 10. Januar fir d'éischte Kéier zesummen. An ech mengen, et ass dann un eis dräi Ministère mat de Gemengen eis sécherlech am Ufank vum nächste Joer eng Kéier ze gesinn, fir ze kucken: Wat heescht dat do elo politesch um Niveau vun där Zuchlinn?

Da geet et natierlech och drëm d'Diskussioun ze féiere mat der Eisebunn selwer, an och sécherlech do mat de Syndikater um Niveau vum Eisebunnsberäich, well dat jo sécherlech dann och seng Auswierkungen dorop wäert hunn. Mä och do géif ech wierklech proposéieren ergebnisoffen doriwwer ze diskutéieren. Déi Zuchlinn gëtt vläicht och elo emol direkt vill ze schnell a Fro gestallt an op den Tram gesat. Mir wäerten déi Zuchlinn jiddefalls an deenen nächste Joren nach brauchen, well hei ass - wéi et virdru gesot ginn ass - d'Zukunftsmusek.

Dat hei ass eppes, dat schloe mer net an deenen éischte puer Joer aus dem Steen eraus, esou dass een, mengen ech, am Ufank virun allem emol de Bus muss gesinn als deen, deen Äntwerte muss ginn op déi Problemer, déi sech do uewe stellen. Da musse mer eng large Consultatioun maachen, fir hei och Konzepter auszeschaffen.

Also, d'Konklusioun: De 24. Januar wäerte mer eis emol gesinn, fir déi Fënster Esch-Suessem mateneen ze diskutéieren, an dann eng Aarbecht weiderzeginn un eis Mataarbechter an Experten, fir dorobber ze schaffen, an zweetens, mengen ech och, ufanks dës Joers no deem éischte Workshop vum 10. Januar eis och am Norden eng Kéier erëmzegesinn, fir eis och do d'Method ze ginn, wéi mer dann op där Trace tëschent Ettelbréck an Dikrech an och innerhalb vun deenen zwou Stied Äntwerte fir déi nächst Jore kënnen ausschaffen.

Merci.

M. le Président.- Här Braz, wëllt Dir nach eng Zousazfro stellen?

(Négation)

Net méi. Da wär dëse Punkt och domat ofgeschloss, a mir kéimen a sech elo zur Diskussioun vum leschte Projet de loi, nämlech dem 5598 iwwert d'Informatiounsautobunnen. Do géif ech Iech awer proposéieren, datt mer dëse Projet just géifen diskutéieren, d'Ofstëmmung iwwert dee Projet awer am Laf vun der Sitzung vu muer - entweder muer de Moien, am spéide Moien oder direkt muer de Mëtten - virzehuelen. Mir géifen also elo just d'Diskussioun vun dësem Projet maachen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo schonn ageschriwwen: den Här Santer, den Här Grethen, den Här Schreiner an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel.

9. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Honorabelen Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, als Budgetsrapporteur hat ech virun zwou Wochen d'Geleeënheet Iech och e bëssen iwwer eis Zukunftsperspektiven, besonnesch am Beräich vun der sougenannter Neier Ekonomie ze schwätzen.

Ech muss mech dofir scho bal entschëllegen, net well et esou spéit ass - dat ass net meng Schold -, mä well ech Iech elo erëm eng Kéier hei mat deem Thema befaassen. Mä éischtens huet den zäitlechen Zoufall et eben esou gewollt, an zweetens musse mir eis domat offannen, datt den elektroneschen Handel an all dat wat dodrun hänkt eis elo ëmmer méi beschäftege wäert.

Obwuel mir am Moment nëmmen am europäesche Mëttelfeld leien, wat d'Benotzung vum Internet a vun der Breetbandkommunikatioun duerch d'Entreprisen ubelaangt - dofir leie mer allerdéngs mat de Privathaushalter un der Spëtzt -, bréngt Lëtzebuerg all Viraussetzunge mat, fir e wichtege Kommunikatiounszenter ze ginn: Mir hunn déi sëlleche Banke mat all deem Ëmgeréits bei eis, déi ëmmer méi mam Rescht vun der Welt vernetzt ginn; mir sinn ee vun den Haaptstanduerter vun den EU-Institutiounen, déi och ëmmer méi enk ënnerenee verknäppt ginn, a mir hu schliesslech d'Ambitioun mat ganz vir ze spille beim elektroneschen Handel, fir dee mer jo mat den Europazentrale vun Amazon, iTunes an Ebay déi éischt Jalonë gesat hunn.

Dat heescht allerdéngs och, datt mir dann iwwert déi néideg Infrastruktur fir d'Datentransmissioun verfüge mussen, well e computeriséiert Land ouni Breetbanduschloss un de Rescht vun der Welt wier eppes wéi eng motoriséiert Gesellschaft ouni Autobunnen. Dohier dann och de Begrëff vun den Informatiounsautobunnen, dee mer jo dann am Titel vun deem Projet erëmfannen, iwwert dee mer elo schwätzen.

Virun engem Joer huet d'Regierung Expertë chargéiert eis Internetverbindung mam Rescht vun der Welt ze analyséieren, fir erauszefanne wou mir dann elo dru sinn. D'Konklusioun vun de Spezialiste war, datt mir ähnlech gutt wéi d'Schwäizer - dat ass schonn net schlecht -, awer manner gutt wéi d'Belsch an d'Iren, a wesentlech méi schlecht wéi d'Hollänner sinn.

Wat d'Capacitéite vun eiser Breetbandinfrastruktur ubelaangt, krute mer bei där Geleeënheet gesot, datt déi fir de Moment géifen duergoen, awer scho muer iwwerfuerdert wäre wann d'IT, also d'Information Technology, nei Spréng mécht, oder wa sech en neien internationalen Opérateur mat grousse Megabyte- oder Gigabyte-Updatë bei eis nidderloosse wëllt. Hei klappen offensichtlech eis Capacitéiten net mat eisen Ambitiounen iwwereneen: Mëttelmooss bei der Infrastruktur op där enger Säit an „high-flying" bei den Ambitiounen op där anerer Säit.

Effektiv kënne mir eis kaum bretze mat eise Breetbandconnexiounen no baussen. Mir hunn nach keen direkten Zougang zu engem vun deene sougenannte primäre Verbindungszentre wéi Frankfurt, Amsterdam oder London, mä mir fueren iwwer Bréissel. Dat ass en Ëmwee, deen den Uschloss un d'Weltnetz net nëmme méi ëmständlech, mä virun allem méi deier mécht, an dat souwuel fir deen eenzelne Konsument wéi och fir de professionelle Benotzer. An op d'mannst bei deem leschten - beim professionelle Benotzer - chifféiert dat sech ganz séier, a scho si mer am Standuert-Ranking alt erëm eng Partie Plazen no ënne gerutscht. Dofir ginn et der souguer, déi mengen d'Direktuschlëss un d'Primärkniet, déi ech elo grad genannt hunn, géifen emol net duer a mir misste selwer esou e Primärzenter bei eis heiheem ariichten.

Elo kéint ee sech jo froen, firwat mir net méi Begeeschterung un den Dag leeën, fir eis déi néideg Attraktivitéit an esou wichtegen an zukunftsträchtege Beräicher wéi der Informatiounstechnologie ze ginn. Un Netzbedreiwer feelt et jo net bei eis; ugefaange bei der gudder aler Post, déi sech ënnert dem Drock vun der Liberaliséierung däitlech verjéngt huet a lues an déi privatwirtschaftlech Dimensioun eragewuess ass.

Et stëmmt. Un de Suen hänkt et net; wuel awer feelt et um „business case". Ebe well se elo no maartwirtschaftleche Kritäre fonctionnéiert, huet d'Post, wéi och aner Netzbedreiwer, e Problem mat der Rentabilitéit vun esou Investissementer. Wann en Entrepreneur seng oder och geléinte Suen an e Projet stécht, da wëllt hien och sécher sinn, datt dat sech lount. Fält d'Aussiicht op e „return on invest" schauper aus, oder versprécht de Projet net vu vireran, datt hie sech iwwerhaapt bezuelt mécht, da léisst den Entrepreneur d'Fanger dovun. An et kann een him dat net verwiwwelen.

Mat eiser verbesserter Breetbandconnexioun kënne mir wuel Viraussetzunge schafen, fir nach deen een oder anere gewiichtegen Acteur vun der Neier Ekonomie op Lëtzebuerg ze zéien - ëmmerhin hu mer nach déi niddregst TVA an Europa, dat spillt jo hei eng Roll -, mä eng Garantie ass dat net. Wann een dann op där anerer Säit als Haaptaktionär vu beispillsweis der Post-Entreprise verlaangt, datt se streng no kommerzielle Kritäre fonctionnéiert, dann däerf een net erwaarden, datt déiselwecht Entreprise sech Hals iwwer Kapp an eng Finanzaventure stierzt.

Mir haten en ähnlecht Beispill mat LuxTrust, där Firma, déi bei eis elektronesch Ënnerschrëfte certifiéiere wäert. Lancéiert gouf de Projet vu privaten Entreprisen, mä wéi et ëm dee faméisen „business case" goung, war op eemol kee méi do, an de Stat huet missen asprangen, fir dat Instrument ze retten. En Instrument, dat enges Dags eng Schlësselroll bei eisem E-Commerce wäert spillen.

Elo versteet een och, firwat d'Regierung sech beméissegt gefillt huet, den Ustouss zu enger anerer Firma ze ginn, déi LuxConnect heescht an déi sech ëm den Ausbau vun eisem Breetbandnetz këmmere soll. Si ass d'Resultat vun deem Prozess, deen d'Regierung am Summer mat dem Gesetzesprojet lancéiert huet, iwwert dee mir haut befanne sollen. LuxConnect gëtt vum Stat chargéiert, fir sech do an d'Verkabelung dranzehänken, wou déi aner Privatentreprisen inklusiv d'Post aus kommerziellen Iwwerleeunge Raute wénken.

An anere Wierder, dem Stat seng Roll beschränkt sech dorop, als Facilitateur ze wierken an déi Lächer am nationale Gesamtkonzept ze stoppen, déi d'Entreprisen oploossen.

Ech muss agestoen, datt déi Architektur fir eenzel Membere vun der Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun net esou liicht nozevollzéie war. Wuel huet keen d'Richtegkeet an d'Wichtegkeet vun der Zilsetzung, nämlech dem Ausbau vun eiser Breetbandcapacitéit ugezweifelt - an deem Punkt ware mer all d'accord -, mä vu datt hei am Fong dräi Interessente mat am Spill sinn - de Stat, d'Post an déi privat Netzbedreiwer - goungen d'Meenungen iwwert deenen eenzelnen hir Roll auserneen.

Déi eng hu gefaart, d'Société anonyme LuxConnect krit vun hirem Mentor, dem Stat, Privilegië wéi zum Beispill den exklusiven Zougank zu de Kabelkanäl laanscht d'Eisebunn a laanscht d'Autobunn zougeschoustert, wat dann e klore Fall vu Concurrence déloyale vis-à-vis vun deenen aneren Opérateure wär.

Anerer hu gemengt, de Stat géing hei double emploi oder souguer sech selwer Konkurrenz maachen, well him jo och schliesslech d'Post gehéiert.

An zu gudder Lescht ass jo och gefrot ginn, firwat een net d'Post mat deem ganzen Ausbau vun eiser Infrastruktur chargéiert hätt, déi jo souwuel iwwert déi néideg Kompetenz wéi och iwwert déi néideg Sue verfügt.

Deene Kritiken hält d'Regierung entgéint, datt si éischtens net an d'kommerziell Autonomie vun der Post interferéieren a si zu Investissementer zwénge wëllt, déi se als Entreprise net veräntwerte kënnt; datt zweetens souwisou eng Alternativ zum Postréseau op d'Bee gestallt misst ginn, well erfahrungsgeméiss potenziell grouss Clienten op engem Choix tëscht méi Netzbedreiwer an och op enger gewësser Redundanz fir den Eeschtfall bestinn; an drëttens, dass si sech als Facilitateur versteet - si, d'Regierung -, deen dofir suergt, datt och déi méi laangfristeg Perspektiv an der Investitiounspolitik fir d'Kommunikatiounsnetzer net ze kuerz kënnt.

Grad, wat de leschte Punkt ubelaangt, fillt d'Regierung sech dann och schonn an der Tëschenzäit an hirer Approche confirméiert. Well d'Post an och aner privat Netzbedreiwer hirersäits elo annoncéiert hunn an déi 100 Milliounen an d'Breetbandverkabelung ze investéieren, huet de Subsidiaritéitsprinzip eigentlech scho voll gespillt. Et gesäit esou aus wéi wann déi 30 Milliounen, déi an dësem Projet fir LuxConnect virgesi sinn, vläicht guer net oder op d'mannst net all gebraucht wäerte ginn. A well deem esou ass, huet d'Majoritéit vun der Kommunikatiouns- a Mediëkommissioun décidéiert, der Chamber ze recommandéieren, dëse Projet ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Merci. Als éischte Riedner ass den Här Patrick Santer agedroen. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Patrick Santer *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'allereischt wollt ech dem Rapporteur, dem Lucien Thiel, villmools Merci soe fir säin detailléierte schrëftleche wéi och mëndleche Rapport.

Ech hunn deem, wat de Lucien Thiel alles gesot huet, net vill bäizefügen. Ech wollt mech duerfir a menger Interventioun just op e puer Punkte konzentréieren, déi fir mech an dësem Gesetzesprojet besonnesch wichteg erschéngen.

Esou wéi de Rapporteur et elo scho viru mir erwähnt huet, ass zwar jiddferee mat der Finalitéit vun dësem Gesetzesprojet averstanen, an zwar, wéi wichteg et ass, hei zu Lëtzebuerg eng Breetbandcapacitéit wéi och déi Internetconnectivitéit mam Ausland auszebauen, wéi dëst awer elo konkret bewerkstellegt soll ginn, doriwwer ginn d'Meenunge séier auserneen.

D'Avisë vun de Chambre-professionnellë weisen allze gutt, datt et Zweifel gëtt, wéi dës Finalitéit soll ëmgesat ginn. Esou fäerten déi eng, datt déi nei Entreprise LuxConnect eng ganz Partie Virdeeler vum Stat géing zougesprach kréien, datt esou do eng Concurrence déloyale géing entstoen. Anerer sinn der Meenung, dass d'Post, déi och an dësem Beräich aktiv ass, dës Aufgab soll iwwerhuelen, an dass duerfir dëse Gesetzestext an doriwwer eraus LuxConnect eigentlech iwwerflësseg wär, well jo hannen um Enn mat dësem Projet eppes geschaf géif ginn, wat schonn existéiert.

Ech géif just gären, Här President, op dës puer Kritiken agoen. Fir dëst ze maachen, géif ech dann och, wéi dat den Här Rapporteur gemaach huet, op d'Resultater vun der Etüd iwwert déi international Connectivitéit ze schwätze kommen, déi am November 2006 am Optrag vum Kommunikatiounsministère realiséiert gouf.

Dës Etüd huet festgestallt, datt d'Netzopérateuren zwar momentan iwwert déi néideg Capacitéit verfügen, fir déi aktuell Verbindungsbedürfnisser ze garantéieren, wann awer elo eng Firma wéi Amazon oder iTunes zum Beispill vun engem Dag op deen anere méi Capacitéit brauch, déi iwwert d'Bedürfnisser vun haut ewech ginn, oder wa vun engem Dag op deen aneren eng nei Firma sech an eisem Land wëllt nidderloossen an déi mat méi héije Capacitéitsbedürfnisser befaasst ass, da lafe mer Gefor dëse Firmaen dës Uspréch net erfëllen ze kënnen.

Doropshi soen zwar déi betraffen Acteuren, dass, wann d'Besoinen an d'Luucht sollte goen, si da séier nozéie kéinten. Mä, Här President, esou Verspriche ginn den Entreprisen aus deem Secteur net duer. Déi wëllen nämlech elo scho wëssen, wat alles u Capacitéit méiglech ass, well se plange mussen a well se de Risiko net agoe wëllen, dass hir Entwécklung duerch Mangel u Compacitéit géif gebremst ginn.

Ech mengen, dëst ass am Fong d'Schlësselargument, firwat de Stat d'Dréngleechkeet emfonnt huet, fir dëse Projet anzereechen. Well, wa mir d'Ambitioun hunn, fir ganz uewen am elektroneschen Handel matzespillen, dann ass et och un eis dofir ze suergen, dass déi néideg Infrastrukture verfügbar sinn. Ouni dës geet et jo net.

Wa mer vu Kompetitivitéit schwätzen, dann denke mer dacks als alleréischt u Begréffer wéi Lounkäschten an alles, wat domadder verbonnen ass. Dobäi musse mer awer bedenken, dass aner Elementer wéi Infrastrukturen, vun deene mer jo virdru geschwat hunn, awer net nëmme Bus, Zuch oder Flugverbindungen, mä och - wéi dat och heescht - Autoroutes de l'information, Internetconnectivitéit eng ausschlaggebend Roll spillen.

Natierlech kann een de Privatgesellschaften oder der Post d'Méiglechkeet iwwerloossen, selwer ze handelen. Esou wéi de Rapporteur dat awer scho viru mir ënnerstrach huet, fonctionnéieren dës Entreprisen no maartwirtschaftleche Kritären. Dës Kritäre bréngе mat sech, datt si sech, ier iwwerhaapt vun dësem Gesetzestext Rieds goung, net dozou verleede gelooss hunn, an dëse Beräich ze investéieren, fir eng potenziell Demande ze befriddegen, déi ënner Ëmstänn ni zustane komme wäert.

Esou ass et an eisem Fall déi öffentlech Hand, déi d'Initiativ ergraff huet, fir op dës Aart a Weis an eis Zukunft, an d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg ze investéieren. Et ass falsch an dësem Kontext vu Monopolstellungen oder Privilegien oder Exklusivrechter ze schwätzen, déi déi Gesellschaft LuxConnect an Zukunft géing besëtzen.

Ganz am Géigendeel muss dem Stat seng Roll als déi vun engem Facilitateur ze verstoe sinn, deen - wéi de Rapporteur dat elo scho virdru gesot huet - déi Lücken um wirtschaftleche Plang fëllt, wou aner Entreprisë sech wéinst kommerziellen Iwwerleeungen an enger éischter Phas erausgehalen hunn. LuxConnect kritt keng privilegiéiert oder monopolistesch Positioun. Och LuxConnect muss sech un d'Gesetzgebung halen, ënner anerem un d'Gesetz vum 30. Mee 2005 „sur les réseaux et les services de communications électroniques", wéi dat heescht.

Här President, ech géing dann och gären op zwee weider Elementer ze schwätze kommen, déi sech aus därselwechter Etüd erginn, an zwar sinn dat déi aktuell Verkafspräisser vum Internet souwéi och de Facteur vun der Redundanz.

Esou gouf duerch dës Etüd kloer festgestallt, datt d'Verkafspräisser, déi momentan vun den Opérateuren zu Lëtzebuerg praktizéiert ginn, fir d'Breetbandkommunikatioun zur Verfügung ze stellen, ganz héich si par rapport zu deenen, déi am Ausland ugewannt ginn. Esou huet de Conseil économique et social festgestallt, datt déi durchschnëttlech Präisser an der Moyenne 20 bis 30% méi héich leie wéi um internationalen Niveau. Dat si Welten! Dëst gëtt jo awer ze denken.

Dës Iwwerkäschte ginn duerch d'Weiderleede vun Donnéeë vun den europäeschen Haaptinterconnexiounspunkte wéi Frankfurt, Amsterdam oder London op Lëtzebuerg verursaacht. Eis aktuell Verbindunge lafen nämlech momentan iwwert d'Belsch, wou d'Belsch awer nëmmen e secondairë Connexiounszentrum duerstellt. Esou soll de virleiende Gesetzesprojet, deen d'Connexioun vu Lëtzebuerg op d'mannst un zwee primär Zougangszentre wéi Frankfurt oder Amsterdam virgesäit, mat sech bréngen, datt d'Internetkäschte wäerten oder sollten erofgoen. Datt dëst am Interessi vum Konsument geschitt, brauch ech, mengen ech, net weider am Detail ze beschreiwen.

Déi méi niddreg Käschte missten awer och bei enger selwechter Marge oder bei enger proportionaler Marge un de Konsument weidergeleet ginn, natierlech dans le meilleur des mondes. A mir wësse jo, datt dat net ëmmer och hei zu Lëtzebuerg de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Hären, en anert wichtegt Element an dësem Gesetzesprojet, dat och ënner anerem dem Konsument zegutt kënnt, ass dat vun der Redundanz. Esou huet nämlech d'Etüd, fir nees op déi zréckzekommen, erginn, datt eis Connexioune wéineg oder iwwerhaapt guer net redundant sinn. An anere Wierder heescht dëst, datt eis Réseauen net sécuriséiert, net gesëchert sinn. Momentan lafen eis Opérateuren alleguerten zu engem bestëmmten Deel iwwert d'Post. Wann déi eng Kéier e Problem hätt, da kéint deen normalen Trafic vun Donnéeën zesummebriechen, an d'Gefor wier dann héich, datt Lëtzebuerg souzesoen „offline" wier.

Esou bitt eis dee virleiende Gesetzesprojet en zweete Réseau un, deen den Entreprisë wéi awer och dem Konsument e sécuriséierten Uschloss zu all Moment ubitt, also eng Garantie zu enger permanenter Connectivitéit mam Ausland. Et ass awer och wichteg ze ënnersträichen, datt duerch dëse virleiende Gesetzesprojet eng Alternativ zu bestehende Connexioune mam Ausland ugebuede gëtt, souwuel fir de Konsument wéi fir déi betraffen Entreprisen, fir déi d'Fräiheet vum Choix an déi domadder gebonne Käschte vu grousser Wichtegkeet sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir meng Fraktioun schéngt d'Objektiv vun dësem Projet de loi ganz kloer. Meng Fraktioun ass iwwerzeegt vun der Wichtegkeet wéi och vun der Noutwendegkeet vun dësem Text. Et handelt sech heibäi ëm eng generell wirtschaftspolitesch Moossnam, déi souwuel den Entreprisen an doduerch der Kompetitivitéit vun eisem Standuert wéi och den eenzelne Konsumenten zegutt kënnt. Ech géif heimadder am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord zu dësem Text ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Santer Merci. An als nächste Riedner ass den Här Henri Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President. Et hätt ee sech gewënscht, Här President, dass esou e wichtege Projet wéi dësen net zu esou spéider Stonn hei an der Chamber géif diskutéiert ginn. An ech géif och d'Conférence des Présidents bieden, bei der Opstellung vum Ordre du jour vläicht och dorobber Rücksicht ze huelen. Mir taumele jo vun enger sitzungsfräier Woch an déi aner, esou dass een dëse Projet, dee wuel seng Bedeitung huet, vläicht och hätt kënnen en aneren Dag op den Ordre du jour setzen.

Här President, jiddfereen ass mat der Zilsetzung vum Projet d'accord, mä de Wee, dee gewielt gëtt, stëmmt mech awer nodenklech. Ech froe mech, ob net de Fong vun dësem Projet eigentlech Meenungsverschiddenheeten an der Regierung selwer sinn? Bis elo war et esou, dass op där enger Säit den Opérateur fir d'Kommunikatiounsservicer, fir d'Post, de Wirtschaftsministère war, an de Kommunikatiounsministère, dee war Régulateur. Elo gëtt duerch dëse Projet de Régulateur Opérateur.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Et gëtt eis gesot, Här President, dat wier, well an enger Etüd erausfonnt ginn ass, dass eng Rei Defizienze géife bestoen an dass ganz besonnesch - dat ass d'Haaptargument nieft de präislechen - d'Redundanz géif feelen. Här President, ech sinn do sprachlos! Ech si sprachlos, well d'Lëtzebuerger Post, souwäit ech dat nach weess, gehéiert am Moment nach zu 100% dem Lëtzebuerger Stat. Et ass emol keng Société anonyme. Et ass en Établissement public de droit privé mat engem eegene Statut.

Et huet e Conseil d'administration, an an deem Conseil d'administration sinn d'Majoritéit vun de Membere Fonctionnairen, an doduerch - well d'Fonctionnairë vum Stat, déi de Stat an engem Conseil d'administration vertrieden, hu jo en anere Statut wéi all déi aner Administrateuren - ass op där enger Säit hir Haftung limitéiert, an duerfir si se jo och déresponsabiliséiert. De Stat iwwerhëlt fir si d'Responsabilitéit. Et misst jo eigentlech méiglech sinn a mengem Versteesdemech, wann den Actionnaire unique sengen Administrateure seet, mir hätten elo gär, dass an där Gesellschaft dat an dat gemaach gëtt, dass dat da géif gemaach ginn!

Wann also d'Regierung géif eng Deliberatioun huelen a soen, mä mir hätte gären, dass d'Lëtzebuerger Post déi an déi Investissementer virhëlt an déi an déi Tarifpolitik fiert, dann dierft dat jo keng Schwieregkeet sinn, dass dat géif op den Ordre du jour vum Conseil d'administration kommen, dass de Conseil d'administration dat géif décidéieren, an d'Direktioun géif et exekutéieren. Dat schéngt awer net méiglech ze sinn, well soss géif jo dëse Projet an dëser Form net kommen.

Da bräichte mer net haut hei e Projet ze stëmmen, fir der Regierung d'Autorisatioun ze ginn, fir bis zu 30 Millioune Euro an eng nei Gesellschaft ze investéieren, dat a budgetär ugespaanter Situatioun. A mir kéinten der Post soen: Mä maacht Dir dat! D'Post misst natierlech drop opmierksam maachen: Wa mer déi Investitioune musse maachen, da misst Der eis och d'Méiglechkeet loossen, déi finanziell Mëttelen zur Verfügung ze hunn. Dat ass einfach.

Da bräicht d'Regierung net, wéi se dat d'lescht Joer gemaach huet, dem Conseil d'administration vun der Post ze soen: Deen Dividend, deen Dir wëllt bezuelen, dee geet eis net duer. Mir hätte gär méi Dividend. Dat ass jo och d'lescht Joer esou décidéiert ginn. Dann hätt d'Post déi Moyenen, fir déi Investissementer do ze maachen. Da kéint d'Post mat den Tariffer erofgoen, wann dat gewënscht ass.

Dat maache mer jo och op anere Plazen, wann et zum Beispill drëms geet, fir d'Zeitungen auszedeelen. Souguer dass d'Post sech total ëmstellt fir se moies um sechs Auer schonn an all Bréifboîte eranzegeheien, dat huet och e Präis. An dee Präis, dee bezilt jo och de Steierzueler oder de Statsbudget, wéi een och ëmmer wëllt, well d'Post mécht do eng schéin Opstellung, seet, mir hunn esou vill erakritt, et huet eis esou vill kascht, duerfir musse mer duerfir dédommagéiert ginn. Also op d'Präispolitik kéint ee schonn iwwert d'Post e groussen Afloss huelen an iwwert d'Investitiounspolitik och.

Duerfir, Här President, verstinn ech dee Wee hei net, well mer hei erëm eng Kéier eigentlech déi Prinzipien, déi mer bis elo haten, fir Opérateur a Régulateur ze trennen, iwwer Bord werfen, a well elo de Régulateur riskéiert op d'mannst och Opérateur ze ginn.

Et gëtt eng eenzeg Méiglechkeet, Här President. Ech hunn driwwer nogeduecht: Wat ass d'Intentioun vun der Regierung fir dat do ze maachen? An dunn hunn ech mer op eemol geduecht: Dat hei wäert dach net - dat kéint jo méiglech sinn - den Astieg an d'Privatiséierung vun der Post sinn? Well da mécht et op eemol Sënn, wann ee seet, ma mir trennen d'Infrastrukture vun der Exploitatioun, mir trennen also d'Netzer vun der Exploitatioun. Da maache mer eng eege Gesellschaft, déi elo Propriétaire vun den Netzer ass, an d'Exploitatioun, déi ass da fir jiddfereen op. Dat géif dann och erméiglechen, fir op d'mannst méi einfach d'Telekommunikatiounsservicer ze privatiséieren.

Wann dat d'Absicht vun der Regierung wier - ech wëll hir dat net ënnerstellen -, da misst een dat awer ganz kloer soen, an et dierft een net esou eng Geheimagenda eventuell hunn, wou ee seet: Mir bereeden elo emol alles an déi Richtung vir.

An, Här President, wann ee sech all déi Gedanke mécht, wann ee weess, dass mer hei elo op e Wee ginn, dee mir als net ganz gesond ugesinn, well et elo erëm zu enger Vermëschung vun deenen eenzelne Kompetenze kënnt, da musst Der verstoen, Här President, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei hir Zoustëmmung zu dësem Projet net ka ginn.

Net well mer mam Objet net d'accord sinn, mä ganz einfach well dee Wee, dee gewielt ginn ass, eis ze onduerchsiichteg, ze komplizéiert virkënnt.

Mir hätte vill léiwer gehat, d'Post hätt gesot kritt, maacht déi Investissementer, déi sinn am Intérêt vum Land. Dann hätte mer eng propper Situatioun gehat. Hei kënnt elo eppes op eis duer, wou mer wësse wou den Einstieg ass, mä mer wëssen net, wou d'Fahrt soll higoen.

An duerfir, Här President, nach eng Kéier, mir kënnen zu dësem Projet eis Zoustëmmung an där Form, wéi en elo virläit, net ginn. Et sief dann d'Regierung géif soen, dass zum Beispill déi nei Gesellschaft géif ënnert d'Tutelle vum Wirtschaftsministère kommen, da géif de Projet erëm zu enger Nues kréien. Mä och da géife mer nach ëmmer froen, firwat een dee komplizéiert Wee geet, firwat ee et fir d'éischt bei der Post Dividende freet an dann am Budget eng nei Dépense aschreift.

Duerfir, op alle Fall, kënne mir an dësem Moment eis Zoustëmmung net ginn. Ob mer dergéint stëmmen, ob mer eis enthalen, hänkt zu engem ganz groussen Deel vun den Äntwerten of, déi mer op eis Froe kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Grethen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Schreiner agedroen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer emol fir d'alleréischt dem Kolleeg Lucien Thiel Merci ze soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Bericht a fir déi Aarbecht, déi domadder verbonne war. Hie selwer wéi och meng Virriedner hunn eng Rei vu wesentlechen Aspekter vun dësem Projet de loi scho kommentéiert.

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass et sech wuel hei ëm e klengt Gesetz mat nëmmen dräi Artikelen handelt, dat awer e ganz wichtegt Gesetz fir eist Land a fir eis Ekonomie ass, obschonn een tatsächlech geneigt wier ze soen, dass et eleng duerch seng Existenz sech schonn nees bal géif eriwwregen. Dat ass awer net esou, et ass héchstens op den éischte Bléck esou wann ech dat esou soen.

Et ass einfach eng Realitéit, dass wa mer eise Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg wëllen attraktiv halen an nach weider ausbauen, mer och mussen a sollen interessant bleiwe fir Entreprisen, déi am Beräich vum Commerce électronique täteg sinn. E Beräich, deen onwahrscheinlech schnelllieweg ass an onheemlech Zukunftsperspektiven opzeweisen huet.

Fir eist Land ass et duerfir wichteg och an deem Secteur an Zukunft um Topniveau ze sinn an deenen Entreprisen, déi interesséiert sinn, en Ëmfeld unzebidden an deem si hir Aktivitéiten an deem Beräich voll entfale kënnen.

Fakt ass, dass de Réseau, deen d'Post deene verschiddenen Opérateure bis haut zur Verfügung gestallt huet, duergaangen ass, fir hinnen hir Besoinen an der internationaler Connectivitéit ofzedecken, och wa mer net un en Haaptzentrum ugebonne waren, mä nëmmen un e secondairen zu Bréissel.

Mä wat haut wouer ass, ass et mar sécher net méi, well den Usproch an d'Usprécht vun den Entreprisen einfach ëmmer méi grouss ginn. Dass d'Post an der Vergaangenheet net méi gemaach huet, wéi noutwendeg war, liicht engem verständlecherweis an, well och den Enjeu bei esou Investissementer jo net kleng ass an et geet jo och fir si ëm d'finanziell Rentabilitéit. Aus deenen Ursaache wäert et och wuel esou gewiescht sinn, dass de Privatsecteur an deem Beräich bis elo ontäteg bliwwen ass.

Wa mer awer wëllen, dass an Zukunft sech méi Internetsentreprisë wéi zum Beispill Ebay oder Internetservice-Provider hei zu Lëtzebuerg installéieren, da musse mer ganz einfach méi maache wéi dat bis elo de Fall war an nei Ureizer fir déi Entreprisë schafen.

Da brauche mer en direkten Internetaccès zu groussen europäeschen Zentre wéi Frankfurt, Amsterdam oder London, fir op déi Manéier eng optimal Ubannung un déi grouss Datenautobunnen hei an Europa ze erméiglechen.

Et ass sécher richteg, dass dëse Gesetzesprojet och d'Post dozou bruecht huet ze reagéieren an hire Réseau dann och elo un déi international Datenautobunnen esou unzeschléissen, dass en och zukünftegen Erausfuerderunge gerecht gëtt. Mat der kuerzfristeger Realisatioun vun hirem Projet TERALINK an deem Invest vu 75 Millioune Euro, huet och d'Post bewisen, dass se d'Zeeche vun der Zäit dann elo endlech erkannt huet a schléisst domat och eng vun deene grousse Lacunen, déi jo och vun der Etüd, déi de Minister vun Analysys maache gelooss huet, opgezeechent goufen. Dat ass positiv an et ass e Signal ganz sécher an déi richteg Richtung. Mä d'Etüd, an dat ass hei scho gesot ginn, huet awer och nach aner Schwaachpunkten opgewisen.

De Verkafspräis, deen déi heiteg Opérateuren ubidden, zumools wat d'Breetbandconnexiounen ugeet, ass immens héich a vill ze héich am Verglach mat den Nopeschlänner. Da sinn eis Connexiounen oft net ofgeséchert - redondant, wéi dat esou schéin heescht. Dat ass och scho gesot ginn. An am Fall vun engem Ausfall riskéiere mer offline ze sinn. An dann ass och d'Diversitéit vum Ugebuet, wann och haut vläicht nach ëmmer ausreechend, fir d'Zukunft sécher net zefridde stellend.

Anescht gesot: Et feelt ganz kloer en zweet Standbeen niewent der Post hei zu Lëtzebuerg an dat gëtt deenen och onrecht, déi soen, d'Post kéint dat alles an der Zukunft eleng assuréieren.

De Projet LuxConnect, esou wéi en eis elo presentéiert ginn ass, soll a wäert also dëst zweet Standbeen sinn, well en duerch eng Rei vu positiven Aspekter an Elementer eng Äntwert liwwert op déi Besoinen an Ufuerderungen, déi sech fir d'Zukunft stellen.

An den Avis, deen zum Beispill d'A.s.b.l. Internet society verfaasst huet, bestätegt dës Aschätzung ganz kloer, an deem se seet, dass duerch d'Kreatioun vun dësem „Internet hub" hei zu Lëtzebuerg eist Land sech als internationalen Zenter vum E-Commerce wäert positionéieren an d'Verbesserung vun de Breetbandverbindungen e positiven Impakt wäert hu fir all Internetutilisateuren hei zu Lëtzebuerg, an dozou gehéieren och d'Privatleit an och déi Klenga Mëttelentreprisen.

Duerch d'Ubannung un déi grouss Datenautobunne verfügt Lëtzebuerg an Zukunft iwwer zefridde stellend Connectivitéitscapacitéiten. Doduerch gëtt de Standuert Lëtzebuerg fir Internetentreprisen, awer och fir Banken an aner Firmae ganz sécher méi attraktiv.

Déi haut vu villen Entreprisë verlaangten „vendor diversity" gëtt duerch dëst zweet onofhängegt Standbeen assuréiert an dëst zweet Standbeen erméiglecht och eng national „offline situation" ze évitéieren, wéi ech dat scho gesot hunn an aner Leit dat viru mir och gesot hunn.

Haut benotzen all d'Opérateuren hei zu Lëtzebuerg de Réseau vun der Post. Mä wann technesch Probleemer opkommen, besteet de Risiko, dass dee ganzen nationale Réseau broochläit an esou dat ganzt Land keen Accès méi zum Internet huet. Dat wier natierlech fatal fir d'Entreprisen an et wier och fatal fir ganz vill ekonomesch Virgäng hei am Land.

Dësen zweete komplementare Réseau erlaabt, dës negativ Konsequenze vun enger eventueller Défaillance op d'mannst anzegrenzen.

Här President, och wann d'Post elo décidéiert huet nozerüsten a 25 Millioune Euro investéiert, an domat alles quasi och gemaach huet hirersäits, fir a puncto Connectivitéit alles kënnen unzebidde wat verlaangt gëtt, behält LuxConnect seng Wichtegkeet, well d'Post - an dat seet si och selwer - net hir eegen Alternativ an deem Beräich ka sinn.

Dëse Projet de loi wäert dofir och d'Zoustëmmung vun der LSAP fannen. Ech wëll awer soen, dass en awer nëmme Sënn mécht, wann en och un eng Rei vu Bedingunge gekoppelt ass.

D'Post investéiert jo elo ganz vill ëffentlech Gelder, an och LuxConnect investéiert ëffentlech Gelder, bis zu 30 Millioune Euro. Laut dësem Projet de loi sinn am Budget vum nächste Joer 17 Millioune virgesinn. D'Post a LuxConnect däerfen also net an der Zukunft zu Konkurrente wuessen op deem Marché, well soss schneit de Stat sech effektiv a säin eegent Fleesch.

LuxConnect soll nëmmen do aktiv ginn, wou de Marché et net regelt, a soll virun allem komplementar zur Post sinn. Déi zwou Entreprisë sollen zesummeschaffen, solle Synergien opbauen, wéi jo och de Statsrot et a sengem Avis suggéréiert huet. Si sollen enk matenee kooperéieren, fir dass hir Aktiounen effektiv komplementar sinn an esou zu enger „gesonder" Konkurrenzsituatioun féieren.

Et mécht kee Sënn, wann een deem aneren dann an deem Beräich ufänkt op d'Platebanden ze trëppelen.

An deem Sënn ass et och wichteg a richteg wat d'Chambre de Commerce an hirem Avis zu dësem Projet seet: LuxConnect soll net zu engem eegenen Opérateur ginn, deen déi aner Endclientë bedéngt, mä LuxConnect soll d'Roll vun engem Fédérateur vun de bestehenden Infrastrukture spillen a vun engem Facilitateur - wéi et och schonn hei gesot ginn ass - fir den Développement vun neien Infrastrukturen, déi en dann deenen aneren Opérateuren zu engem kompetitive Präis an op eng net diskriminatoresch Manéier zur Verfügung stellt. LuxConnect soll also d'Roll vun engem Opérateur am Déngscht vun deenen aneren Opérateure spillen.

Ech hunn och elo just op den net diskriminatoresche Charakter vu LuxConnect higewisen. Dat bedeit, dass dës Gesellschaft hir Positioun um Marché net zur ongläicher Behandlung vun den Opérateuren ausnotzen däerf. Et bedeit och, dass LuxConnect, wéi all Entreprise am Secteur vun der Telekommunikatioun, dem Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Telekommunikatiounsréseauen a -servicer ënnerläit an ënner anerem en Droit de passage an den Zougang zu staatlechen Infrastrukturen an Equipementer fir all notifiéiert Telekommunikatiounsentreprise garantéiere muss.

LuxConnect mécht also Sënn, och wa mer dann hei nees eng Kéier de Wee vun enger

Privatgesellschaft ginn, déi mat öffentleche Gelder finanzéiert gëtt a sech domat eigentlech där demokratescher Kontroll ënnerzitt, déi mer soss emol oft gären hätten. Wa mer wëssen, dass den eigentleche Stat oft ze onflexibel ass, da si mer hei awer an engem Beräich, wou ganz séier muss op verschidden Evolutioune reagéiert ginn, an dat ass mat kompliżéierte Strukturen, wéi mer se da ganz oft beim Stat, wéi gesot, erëmfannen, schwéierfälleg. Dofir mécht et an dësem Beräich Sënn. Et soll een awer dorop hiweisen, dass dat net onbedéngt d'Regel muss ginn.

LuxConnect mécht also Sënn, well et dat Ëmfeld schaaft, wat mer als Lëtzebuerger Land brauchen, fir kuerzfristeg op deem schnellliewege Marché vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië kompetitiv ze bleiwen, an dat letztendlech am Intérêt vun all Consommateur, ëm deen et schlussendlech geet, an dee vun dëser Entwécklung profitéiere soll.

An deem Sënn géif ech dann och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Schreiner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech och soen, dass mer eis mat den Zilsetzunge vun deem Projet kënnen d'accord erklären, och wa mer an der Kommissioun erkläert kritt hunn, dass mer fir haut nach am Prinzip an deem heite Beräich genuch Capacitéiten hätten.

Mir hunn awer och erkläert kritt, dass dat relativ séier kéint kippen, an et géif duergoen, dass entweder eng nei Technologie géif relativ mëttelfristeg agefouert gi respektiv eng nei gréisser Demande derbäikéim. Da wären d'Capacitéiten awer scho relativ séier opgebraucht. Op deem Hannergrond muss een déi heiten Diskussioun och gesinn. Dofir si mer duerchaus mat der Regierung d'accord, fir ze soen: Et ass gutt, dass gehandelt gëtt, an et ass gutt, dass sech iwwer Investitioune Froe gestallt ginn.

Wat awer och kloer ass, dat ass, dass eng Rei Froe gestallt sinn. Ech wëll se net all widderhuelen. De Kolleeg Henri Grethen huet schonn en Deel vun deene Froen opgeworf. Ech sinn net mat all sengen Aschätzungen d'accord, awer trotzdeem mat engem grousse Deel dovun.

Mir maachen eis och eng Rei Suergen, well mer tatsächlech och d'Gefill hunn, dass et e bëssen eng wackeleg Saach ass, wéi hei virgaange gëtt. Et huet een effektiv e bëssen d'Gefill, dass sech de Mediëminister hei Suerge mécht iwwer eng Situatioun, déi hien als préoccupant aschätzt. An et huet een effektiv d'Gefill, dass hien net onbedéngt esou vill gehollef kritt vun anere Säite vun der Regierung, fir säi Problem kënne geléist ze kréien. Dat ass e Fait. De Mediëminister huet eis an der Kommissioun d'Situatioun beschriwwen, an et ass Fakt, dass de Postminister net d'Solutioun kann erbäibréngen, déi de Mediëminister bräicht, fir seng Suerge geholl ze kréien.

Wat mécht de Mediëminister? E geet vläicht iwwert dat eraus wat d'klassesch Opdeelung bis elo war. Dat huet den Här Grethen scho beschriwwen, déi Opdeelung tëschent Opérateuren an op där anerer Säit deenen, déi d'Infrastrukture stellen. Mä hien huet probéiert sech selwer ze hëllefen. Dat muss een esou beschreiwen. De Mediëminister probéiert sech selwer ze hëllefen a probéiert en Ëmfeld ze schafen, wat et him erlaabt bei senge Reesen am Ausland och Lëtzebuerg esou kënnen duerzestelle wéi hien et gären hätt.

Wat méi verwonnerlech ass, dat ass, dass d'Post selwer - well mer hu se jo drop ugeschwat, si ware jo bei eis - seet, dass se net bereet wär dat hei ze maachen. Et ass eis och erkläert gi wuerfir. Et ass eis begrënnt ginn domadder, dass déi auslännesch Investisseure gären zwee verschidden Opérateuren hätten an net onbedéngt wëllten, dass d'Post alles selwer géif iwwerhuelen. Elo kann een awer natierlech hannerfroen, ob de Stat, wann en et iwwert dëse Wee mécht, wéi elo am Gesetzesprojet virgeschloen, tatsächlech en aneren Opérateur ass wéi deeselwechte Stat, dee Propriétaire ass vum Établissement public „Entreprise des Postes et Télécommunications".

Elo kann ee soen: Dann hu mer der awer zwee. Mir hunn der zwee, déi den Investisseure kënne presentéiert ginn, mä et ass awer zweemol zu 100% deeselwechten Aktionär. Dofir muss ech och soen, fir déi gréng Fraktioun sinn déi Erklärungen, déi mer kritt hunn, an och déi Erklärung, déi mer vun der Post kritt hunn, iergendwou net ganz zefridde stellend.

Et versteet ee schonn, dass, wann d'Investisseuren dat esou gesinn, et Sënn mécht fir ze probéieren e weideren Opérateur a weider Investitiounen erbäizekréien, mä et ass een net ganz iwwerzeegt dovun, wann een déi Erklärunge kritt, well ee sech awer seet: Egal wéi mer déi eenzel Opérateuren do nennen, wann do zweemol zu 100% de Stat dohannert stécht, da weess ech net, ob ech als Investisseur esou rassuréiert wär, fir dass d'Konkurrenz tatsächlech kéint spillen. An déi Fro ass eigentlech bis elo net zefridde stellend beäntwert ginn.

Net frou si mer och doriwwer, dass d'Société LuxConnect scho gegrënnt ginn ass, an zwar éier d'Chamber mam Projet befaasst war, éier mer elo als Chamber eng Décisioun huele kënnen. An dat ass, ouni et wëllen ze dramatiséieren oder iwwerzebewäerten, awer zumindest e Schéinheetsfeeler. Dat ass net déi richteg Aart a Weis. Wann een e Projet de loi an d'Chamber bréngt mat finanziellen Implikatioune bis hin an der Gréissenuerdnung vun 30 Millounen Euro, dann ass dat mat Sécherheet vläicht souguer méi wéi e Schéinheetsfeeler, wann d'Société scho constituéiert ass, éier sech d'Chamber mat deem Projet befaasst. An dat hätt eiser Meenung no och net onbedéngt misse sinn.

Mä op där anerer Säit - an dat wëlle mer och soen - ass et awer och esou, dass d'Initiativ vum Minister schonn zum Deel déi Resultater bruecht huet, déi sech d'Regierung erhofft huet; nämlech, dass tatsächlech op dësem Marché elo méi investéiert ginn ass. An déi Gréng si bestëmmt net déi Fraktioun, déi enger Regierung géif virwerfe politesch ze handelen. Mir sinn net der Meenung, dass ee permanent alles de Kräfte vum Marché iwwerloosse soll.

A wann d'Regierung et duerch dës Initiativ fäerdeg bruecht huet - op eng wahrscheinlech net mathematesch beweisbar Aart a Weis, objektiv muss een dat feststellen -, dass Bewegung an dee Marché komm ass, da soe mir och als gréng Fraktioun, dass et vun der Regierung hier net falsch ass, wa se handelt. Et ass net falsch, wann eng Regierung net drop waart, dass de Marché alles vum selwe regelt. Si huet eng Initiativ geholl, déi op enger Rei vu Punkte ka kritiséiert ginn, an déi op enger Rei vu Punkte fir eis net zefridde stellend beäntwert ass. Mä si huet gehandelt. Si huet net nogekuckt. A wa mir elo feststellen, dass um Marché Investitioune stattfannen, dann ass dat mat Sécherheet eppes wat mir net kënne falsch fannen an och an deem dote Sënn ënnerstëtzen.

M. le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Als leschte Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e Merci un de Kolleeg Lucien Thiel als Rapporteur vun dësem Gesetz. Ech mengen, Här President, et ass keng Diskussioun, dass mer als Lëtzebuerg all Interessi drun hunn eist Land mat deene beschten Infrastrukturen auszeriichten. Mir hunn haut de Mëtten zwou Motiounen hei diskutéiert a gestëmmt, fir Investitiounen ze maachen an Infrastrukturen, Gebaier, Stroossen, an den öffentlechen Tranport an esou weider. Dëse Projet ass och eng Investitioun an d'Infrastrukturen. Et ass déi Nei Ekonomie - et ass virdru gesot ginn -: den elektroneschen Handel, d'Breetbandconnexioun, d'Vernetzung, den Uschloss weltwäit.

D'Fro, déi sech awer hei stellt, ass, ob dës Investitioun an dësem Fall néideg ass. Ech mengen, meng Virriedner hu schonn drop higedeit - an ech muss et dann nach eng Kéier widderhuelen -, datt mer am Fong mat der Post eng Gesellschaft hunn, déi an der Regel déi Offerten hei misst kënnen ubidden. Et ass richteg, datt hei wahrscheinlech opgrond vun dësem Projet Bewegung op den Terrain komm ass, souwuel bei der Post wéi bei deene privaten Offerten. Et ass och e Mérite, deen dann an dësem Projet soll leien.

Mä et muss een awer wëssen, datt de Stat, wa mer dëse Projet realiséieren, am Fong hei Haaptaktionär - 100% Aktionär - vun zwou Gesellschaften ass, déi am Endeffekt dach wäerten datselwecht maachen. Et ass d'Argumentatioun opgefouert ginn am Ufank vun den Diskussiounen, datt am Fong déi auslännesch grouss Clienten sech net wëllen engem Monopol ausliwweren, mä datt déi gäre méi eng breet Palett - méi Choix - um Terrain hätten, déi do géif offréiert ginn. An d'Regierung huet am Fong gesot, mat dësem Projet géife mer de Choix méi grouss maachen, mer géifen d'Palett méi breet maachen.

Den Här Schreiner huet elo grad hei gesot, datt dëse Projet am Fong éischter soll komplementar wierken, datt am Fong Synergië solle geschéien, datt keng Konkurrenz soll geschéien, mä da froen ech mech dann awer, wou déi Argumentatioun bleift, datt déi auslännesch Gesellschafte gären de Choix hätten, wa mer elo scho soen, se sollen a Synergie zesummefonctionnéieren an datt se solle komplementar wierken.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob de Stat hei, wann dee Projet - well ech si jo nach net onbedéngt iwwerzeegt, datt de Projet och an der Praxis ëmgesat gëtt -, mä wann e géif an der Praxis ëmgesat ginn, ob de Stat dann net hei sech selwer Konkurrenz mécht.

An et muss ee sech dann och an deem Zesummenhang d'Fro stellen, wann de Stat sech Konkurrenz mécht, ob dann net och déi Ressource, déi budgetär iwwert d'Dividenden eng substanziell Ressource fir de Stat war, ob hie sech déi dann net och an deenen nächste Jore wäert limitéieren, eben duerch de Konkurrenzdrock, deen do besteet.

Mir wëssen, datt mer hei am Projet soen, datt bis 30 Milliarden investéiert kënne ginn, a mer wëssen och, datt am Budget och scho fir d'nächst Joer, 2007, 17 Milliarde virgesi ginn. Da muss een also soen, datt d'Regierung trotzdeem dach awer méi konkret scho vläicht virausgesinn huet, wat se 2007 investéiere wëllt, well soss hätt se net och e prezise Chiffer schonn an de Budget gesat. Et muss een also wëssen, wat d'Regierung hei wierklech wëllt.

A mir waren, Här President, an der Kommissioun zesumme wéi souwuel d'Post wéi och d'privat Bedreiwer uwesend waren an eis am Fong gesot hunn, datt si elo alleguer à même wieren dat dote schonn ze offréieren. Quitte datt dat entstanen ass opgrond vum Drock vun dësem Projet, mä si hunn eis gesot, si wieren à même fir dat ze offréieren, a si wieren och à même méi e grousse Choix ze offréieren, wéi d'Demande vun de Capacitéiten an Zukunft an d'Luucht goe géif.

Wann also dëse Projet geduecht war, fir deen Drock auszeüben, fir datt déi Bewegung op de Maart kënnt, dann huet e säin Zil erreecht. Wann de Projet - obschonn e wierklech esou geduecht ass, an trotzdeem datt elo souwuel d'Post wéi déi privat Bedreiwer datt kënnen offréieren an och zukünfteg Capacitéite kënnen offréieren an ofdecken - awer géif ëmgesat ginn, da muss ee sech natierlech d'Fro stellen, firwat datt de Stat sech selwer eng Konkurrenz dohinner setzt an zweemol e Betrib opbaut, deen zu 100% Stat ass.

An da kann een natierlech och dat denken, wat den Här Grethen virdrun ugeschnidden huet, ob net vläicht iwwert dee Wee de Wee vun der Privatisatioun ugesteiert gëtt, well där Regierung hei ass jo awer an där Hisiicht alles zouzetrauen.

Well mer wësse jo awer, dass eis sozialistesch Kolleegen - se grinsen esou léif doiwwer, Här President - och virun de Wahle géint eng Privatisatioun vun der Eisebunn waren. Mir hunn awer virun e puer Wochen hei e Projet gestëmmt, wou souguer déi gréissten Opponenten...

(Interruption et hilarité)

Also, Dir wäert jo awer elo net hei wëlle soen, mir hätten de Fret net an deem Gesetz hei privatiséiert an an eng privatrechtlech Gesellschaft ginn. An déi grouss Gewerkschaftler wéi den Här Schreiner hu jo als Gewerkschaftler ëmmer gesot, datt déi aktuell an zukünfteg Beschäftegt vun der Eisebunn missten de Fonctionnairesstatut behalen. An den Här Schreiner huet souguer als Rapporteur an als fréiere gudde Gewerkschaftler hei elo awer der Chamber e Projet iwwert d'Liberaliséierung vum Fretbetrib op der Eisebunn proposéiert, wou hie souguer der Chamber recommandéiert huet, deen ze stëmmen, an datt déi zukünfteg Agente vun der Eisebunn dann ënnert de Privatbeamtestatut géinge falen!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- An Dir wëllt alles privatiséieren, Här Gibéryen. Dir wëllt alles privatiséieren.

M. le Président.- Neen, den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert. Wann een him wëllt eng Fro stellen, ass hie bestëmmt op, fir déi Froen ze beäntwerten.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mä den Här Fayot huet natierlech eng pertinent Remarque do gemaach. Well et ass richteg, Här President, datt mir och méi laang gesot hunn, datt mer am Kader vun den europäeschen Direktiven net derlaanscht kommen, fir d'Eisebunn ze privatiséieren. Mir ware just esou éierlech, datt mer den Eisebunner virun de Wahle gesot hunn, datt dat géif kommen, genausou gutt, wéi mer elo den Eisebunner musse soen, datt deen zweeten Deel vun der Eisebunn, nämlech de Personneservice, och eng Kéier wäert privatiséiert ginn. Och do waart Dir virun de Wahlen den Eisebunner erëm eppes aneschters verzielen.

Mä hei kéint een natierlech elo, well mer awer déi Erfahrung mat der Regierung nun hunn, datt se iwwert déi Ëmweeër do geet, fir ze privatiséieren, och mengen, wann eben hei dat Gesetz elo wierklech géif a Kraaft trieden, wann et gestëmmt ginn ass, fir Drock auszeüben, gutt, mä wann et awer elo soll a Kraaft trieden, an de Stat kënnt do an deene gespaante finanzielle Situatiounen, an deenen eist Land sech beweegt, elo...

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Den Här Gibéryen ass dee gréisste Liberalen hei an dëser Chamber!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- 30 Milliarden aus...

Une voix.- Milliounen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Pardon, 30 Milliounen Euro aus, ech mengen, dann ass dat heiten net dee richtege Wee an duerfir wäert dëse Projet och net eis Zoustëmmung fannen, Här Fayot.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. An elo huet d'Wuert de Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- En ass dee gréisste Liberalen...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Sou, elo huet ganz eleng hei d'Wuert den Här Jean-Louis Schiltz.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre des Communications*.- Meng Zäit leeft. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Chamber fir d'éischt Merci soen, datt mer dee Projet nach konnten haut hei op den Ordre du jour huelen. Ech hätt en och léiwer méi fréi am Dag geholl, mä vu datt ech muer eng ganz Rei Engagementer hunn, ass et mer muer leider net méiglech heihinner ze kommen.

Ech hunn insbesondere muer en Evaluatiounsexercice iwwert de Lëtzebuerger Effort beim Tsunami mat enger ganzer Rei Leit, deen ech awer wierklech net verleeë kann. Duerfir sinn ech dankbar, datt mer dat haut hei nach konnte maachen, wéi et och virgesi war.

(Interruption)

Merci, Här Fraktiounschef.

Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Rapport a kuerz op verschidden Aspekter vum Projet agoen.

Op där enger Säit ass et jo en einfachen Exercice, well et geet drëm, d'Connectivitéit ze verbesseren. Et geet drëm, d'Connectivitéit ze verbesseren am Intérêt vun den Entreprisen. Mä et geet awer och drëm, d'Connectivitéit ze verbesseren am Intérêt vum Konsument, fir datt d'Präisser sech weider no ënne bewegen, wat an deene leschte Joren net de Fall war.

Op där anerer Säit ass et och e komplizéiert Ënnerfaangen, well am Kader vun der Mise en oeuvre LuxConnect eng Missioun kritt. Den Här Santer, mengen ech, huet ervirgehuewen - an ech hunn dat bei enger Rei vun deenen anere Riedner, déi jo och méi kritesch Froe gestallt hunn, vermësst -, datt dat hei eng Mesure de politique économique générale ass, an also eng complémentaire Mesure ass, wéi den Här Schreiner et richteg gesot huet, an also ënnert de Kompetenzberäich vum Kommunikatiounsminister fält.

Do gëtt et och keng Konfusioun vun de Rollen, précisément well et eng Mesure de politique économique générale ass opgrond vun där Complémentaritéit. An ech kann och verschidde Leit dohigehend berouegen, datt de Wirtschaftsminister dee Projet hei ënnerstëtzt. Hien huet dat schonn öfters kloergemaach.

Iwwregens seet den Direkter vun der Post och, datt et gutt wär, wann zousätzlech Alternative kéimen. An d'Post ass, wann ech richteg informéiert sinn, och an der Chambre de Commerce vertrueden, a vun där kann ee jo awer net soen, datt déi e massacranten Avis gemaach hätt. Op jidde Fall huet an der Chamberskommissioun d'Post sech grondleeënd positiv zu deem Projet geäussert.

D'Chambre de Commerce huet och dorop higewisen, datt LuxConnect eng Roll vu Facilitateur spille soll. Déi Roll war ëmmer als Roll vu Facilitateur ugeduecht. Dat Gesetz setzt also de Kader, fir datt déi complémentaire Roll kann erfëllt ginn. An ech soen och ganz kloer hei, datt, wann anerer méi maachen, an anerer hu jo elo méi gemaach, LuxConnect da selbstverständlech manner mécht; et geet net drëm fir hei eng ongesond Konkurrenz eropzebeschwieren. Am Iwwrege sinn och keng aner Hannergedanke mam Projet verbonnen.

Mir hunn an deene leschte Méint gesinn, datt massiv Investissementer annoncéiert gi sinn. Dat ass de richtege Wee. Dat ass dat, wat d'Regierung wëllt. Déi complémentaire Roll huet also LuxConnect an engem gewësse Sënn, wann ee wëllt, schonn erfëllt, ier se iwwerhaapt operationell war, an déi wäert se och weider an Zukunft erfëllen.

Et ass eng Mesure de politique économique générale am Intérêt vum Konsument, am Intérêt vun den Entreprisen, an dat ënnerscheet och LuxConnect vun all deenen aneren Opérateuren, inklusiv der Post, déi am Telekom-Beräich jo nun awer wahrlech keng Mission de politique économique générale huet, mä déi sech am Konkurrenzfeld beweegt wéi all déi aner Entreprisen och. Dat ass de grondleeënden Ënnerscheed, an deen dréckt sech aus an där Complémentaritéit.

D'Diversitéit op de Säite vun de Vendeuren ass eng vun den Haaptfonctiounen am Kader vun deem complémentairë Rôle vu LuxConnect. Et geet drëm fir méi Diversitéit op der Säit vum Vendeur ze bréngen, am Intérêt vum Konsument, datt dee méi eng grouss Offer am Endeffekt herno huet, mä och am Intérêt vun den Entreprisen, datt déi kënne wielen, wou se higinn a wat se maachen.

An deem Sënn och déi Fro vun der Redundanz, déi vu verschiddene Leit beliicht ginn ass, wat eigentlech déi Fro vum zweete physesche Wee ass. Mä, wéi gesot, et geet drëm fir d'Diversitéit op der Säit vun de Vendeuren ze verbesseren, fir datt méi Vendeuren do sinn. An dat mécht LuxConnect.

Et ass hei a Fro gestallt ginn, ob dat d'Entreprisen zefridde stellt. Ech denken, datt déi rezent Evolutioun vum Secteur weist, datt d'Entreprisen, déi jo wëssen, datt dee Projet hei kënnt, mat op dee Wee ginn. Dat ass d'Quintessenz vun der Mesure de politique économique générale, déi ech hei beschriwwen hunn.

Zweetens geet et drëm, och am Kader vun der Complémentaritéit a vun der genereller Politique économique, punktuell Defiziter, déi soss kee behiewe wëllt, ze behiewen. Och dat mécht LuxConnect. Och dat maachen déi aner Opérateuren, déi net eng Mission de politique économique générale hunn, net!

An dann, drëttens, ass eng Offer hei zu Lëtzebuerg, déi feelt. Dat ass déi vun der Dark Fiber, dat heescht déi Fiber, déi net beliicht ass, wou keng Servicer drop sinn. Dat gëtt de Moment hei net offréiert. Sollt keen dat offréieren a sollt eng Demande sech do konkretiséieren, wéi ech dat mengen, an deenen nächste Méint, da wäert LuxConnect dat och maachen. LuxConnect wäert och weider do sinn an Zukunft, fir gréisser Defiziter ze behiewen, wann déi Pläng an déi Projeten, déi all annoncéiert ginn, sech net konkretiséieren. Si kann et séier maachen.

Mir wäerte mat deem zousätzlechen Instrument, wat d'Regierung sech ginn huet, zu all Moment prett sinn, an net, wann Der esou wëllt, mussen op de Marché waarden. Mir kënnen all Moment agéieren. LuxConnect wäert schliesslech och do sinn - et si schonn eng Rei vun lech, déi et gesot hunn -, fir nei Capacitéiten zur Verfügung ze stellen, wa se gebraucht ginn.

Stellt lech emol nëmme vir, an dat wäert mat aller Wahrscheinlechkeet net méi allze laang daueren, datt muer nach méi wéi haut Biller transferéiert ginn iwwert déi Datenautobunnen. Dat brauch méi Capacitéit. Wann dat esou exponentiell weider an d'Luucht geet, ass et gutt, datt d'Regierung en zousätzlecht Instrument huet, an déi Roll wäert LuxConnect an Zukunft erfëllen.

De Conseil d'État huet drop higewisen, datt et en Unterfangen ass, wat net ouni Risiko ass. Dat ass selbstverständlech richteg, well wann et eng Mesure ass, déi d'Politique économique soll generell guidéieren an orientéieren, ass et selbstverständlech, datt dat mat Risikoe verbonnen ass. Mä ech denken, datt mer eis selwer, dem Konsument, den Entreprisen an dem Standuert et schëlleg sinn, fir eis dat zousätzlecht Standbeen hei ze ginn.

A wann 30 Millioune am Gesetz veranschlagt sinn, wëll ech och soen, datt déi de Kader, alt erëm eng Kéier, duerstellen. Wann de Marché et regelt, jo, da ginn déi 30 Millioune net zur Integralitéit veranschlagt am Kader vu LuxConnect, well nach eng Kéier: Wat de Marché mécht, wäert LuxConnect net maachen. Et ass eng complémentaire Initiativ. Et ass eng wichteg Initiativ. Et ass en zousätzlecht Instrument wat d'Regierung huet an et dréit virun allem deem Argument vun der Diversitéit op der Säit vun de Vendeure Rechnung.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Kommunikatiounsminister Jean-Louis Schiltz Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir stëmmen also muer iwwert dëse Projet of.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn och elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Muer kënnt d'Chamber erëm um néng Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.31 heures)

SÉANCE 16

Mercredi, 20 décembre 2006

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;
2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;
6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;
8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;
12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

(Rapport de la Commission spéciale «Tripartite» - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

(Interruption)

Et ass awer unzehuelen, Madame Flesch, dass se geschwënn hei ass.

Mir kommen zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass d'Diskussioun iwwert de Projet de loi 5611 „promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement". D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Meisch, Schneider, Bausch, Gibéryen, Jaerling, Clement a Goerens. D'Wuert huet elo den éischte Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;

2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État

Rapport de la Commission spéciale «Tripartite»

M. Marc Spautz *(CSV), corapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kollee-

gen, de virleiende Gesetzesprojet, deen haut am Plenum zur Diskussioun steet, setzt en Deel, e weideren Deel vun de Konklusioune vun der Tripartite vum 28. Abrëll vun dësem Joer ëm. D'genee Analys vun der wirtschaftlecher, der finanzieller an der sozialer Lag vum Land, déi an deem Kader vun der Regierung an de Sozialpartner erstallt gouf, huet op déi verschidden Déséquilibren higewisen, déi d'Konkurrenzfäegkeet vun eisem Standuert a Gefor bréngen an domat d'Zukunft vum Land op d'Spill setzen.

Dräi grouss Felder, wou Handlungsbedarf besteet, konnten definéiert ginn: den Aarbechtsmaart, de Statsbudget an d'Inflatioun. Op Basis vun dëser Analys huet de Gremium eng Rei vu Méiglechkeete virgeschloen, déi dozou bäidroen, méi Aarbechtsplazen ze schafen, d'Inflatioun besser an de Gréff ze kréien an d'Statsfinanzen ze sécheren. Dës Virschléi dréie sech méi spezifesch ëm sechs Achsen, an zwar:

- d'Maîtrise vun der Inflatioun;

- de Rétablissement vum budgetären Équiliber an der Situatioun um Aarbechtsmaart;

- d'Asetze vun zousätzlechen Dispositioune fir d'Wettbewerbsfäegkeet vun de Betriber nach weider auszebauen;

- d'Aféierung vum Statut unique, wou ech hoffen, dass d'Regierung muer mat de Sozialpartner en Accord wäert fannen;

- d'Asetze vu bestëmmte Moossnamen am Beräich vun der Sécurité sociale

- an zu gudder Lescht de Crédit d'impôts, wou ofgemaach gi war, wann alles géif désindexéiert ginn, wat d'Familljenzoulagen ubelaangt, datt do e Crédit d'impôts géif op den Dësch kommen.

D'Regierung huet fir hiren Deel, via dem Statsminister seng Ried zu der Lag vun der Natioun, Ufank Mee eng Rei vun Initiativen ugekënnegt. Zu dëser Geleeënheet huet se och op den noutwendege finanzielle Spillraum higewisen.

Eng éischt Rei vu Mesurë si scho virun der Summervakanz ëmgesat ginn. Et handelt sech dobäi ëm d'Gesetz vum 27. Juni 2006 iwwert d'Adaptatioun vun der automatescher Indextranche, der „Net-méi-Indexéierung" vun de Familljenzoulagen an dem Congé parental an och der Neutraliséierung vu verschiddene Präiserhéijungen.

De virleiende Gesetzesprojet vervollstännegt dës éischt Serie vu Reformen, andeems e Moossname virgesäit, déi zum Zil hunn, den Équiliber souwuel um Niveau vum Aarbechtsmaart wéi vun de Statsfinanzen ze restauréieren, an d'Finanzéierung vu bestëmmten ëmweltpolitesche Moossnamen, déi dozou bäidroe sollen, d'Kyoto-Objektiver ëmzesetzen, ze erméiglechen.

Ier ech méi am Detail d'Elementer vum Gesetzesprojet 5611 virstellen, virun allem d'Elementer vum éischte Volet, dee vun der Aarbechtspolitik - déi zwee aner Volete vum Projet, an zwar d'Volete Sécurité sociale an Environnement, wäerten Iech vum Corapporteur, dem Romain Schneider, virgestallt ginn. Dem Romain wëll ech och Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht beim Erstelle vun dësem Bericht -, ginn ech awer nach kuerz op de legislative Werdegang vum virleiende Projet an.

Den 18. September 2006 huet de Statsminister Jean-Claude Juncker der Chamber de virleiende Gesetzentworf ënnerbreet.

Dëse Projet de loi ass an der Spezialkommissioun „Tripartite", déi de 25. Oktober vun dësem Joer fir d'alleréischt zesummekomm ass, ënnert der Leedung vum Michel Wolter, diskutéiert an analyséiert ginn. An där Sitzung vum 25. Oktober goufen den honorabelen Här Romain Schneider an ech selwer als Rapporteur vun dësem Projet genannt.

De Gesetzentworf ass vun de Beruffschamberen a vum Statsrot relativ schnell aviséiert ginn. Eng Beruffschamber huet et och scho fäerdeg bruecht, vum 18., wou den Dépôt war, bis den 28. hiren Avis erauszebréngen. Do gesäit ee wéi séier déi kënne schaffen.

(Interruption)

Vun dëser Plaz aus e ganz grousse Merci un d'Beruffschamberen an un de Statsrot. Et war bestëmmt net einfach, esou schnell en esou komplexe Projet ze aviséieren.

E weidere Merci all deenen, déi mat hirer konstruktiver Kritik an Diskussiounsfreed, awer och hirer aktiver Mataarbecht dozou bäigedroen hunn, datt de Romain Schneider an ech dëse Projet de loi haut kënne virstellen. Ech denken do un d'Membere vun der Spezialkommissioun. E grousse Merci un all déi Beamten an de Ministèren, un de Sekretär vun der Spezialkommissioun an all d'Mataarbechter aus de Fraktiounen, ouni déi dëst net méiglech gewiescht wier.

D'Kommissioun huet zéng Mol getagt, fir iwwert déi verschidde Voleten a Presenz vun den zoustännege Ministeren ze schwätzen, d'Avisë vun de Beruffschamberen a vum Conseil d'État ze analyséieren, den initialen Text ze amendéieren an de schréftleche Rapport mam koordinéierten Text vum Projet unzehuelen.

Wat déi parlamentaresch Amendementer uginn, wëll ech preziséieren, dass zwou Serië vun Amendementer vun der Spezialkommissioun ugeholl goufen. Déi éischt Serie vun Amendementer, déi vum 20. November, sinn adoptéiert ginn iert d'Kommissioun d'Avisë vun de Beruffschamberen analyséiert huet, an dëst fir dem Statsrot ze erlaben, d'Amendementer direkt ze aviséieren am Kader vu sengem éischten, méi generellen Avis.

De 4. Dezember ass eng zweet Serie vun Amendementer adoptéiert ginn, an dat opgrond vun de Bemierkungen an de Suggestioune vum Statsrot. An dëser Sitzung ass och den Avant-projet vun engem grousshertzogleche Reglement iwwert d'Konventioun, déi tëschent der ADEM an den Demandeurs d'emploi ofgeschloss soll ginn, virgestallt ginn. Ech kommen op dëse Punkt spéider zréck.

Här President, et ass prioritär d'Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, déi et gëllt nees hierzestellen. An dëst besonnesch ënnert dem Aspekt, datt ëmmer méi Leit riskéieren an de Chômage structurel eranzerutschen. D'Haapterausfuerderung vun der aktueller Aarbechtspolitik ass et, d'Beschäftegungschancë vun deene Leit, déi keng Aarbecht hunn, ze erhéijen, andeems een hinnen déi néideg Kompetenzen a Qualifikatioune vermëttelt, fir sech kënnen um Aarbechtsmaart ze behaapten, souwéi d'Betriber unzereegen, op déi einheimesch oder lokal Aarbechtskraaft zréckzegräifen.

D'Situatioun vun eisem Aarbechtsmaart ass atypesch. Dëst ass näischt Neies. Zënter Jore stellt ee fest, datt e groussen Deel, wann net souguer dee gréissten Deel vun deenen neien Aarbechtsplazen, déi geschaf ginn, vu Frontaliere besat ginn. 65% vun deenen 11.492 Aarbechtsplazen, déi tëschent dem 1. Januar 2005 an dem 1. Januar 2006 nei entstane sinn, kommen de Frontalieren zegutt, an dëst haaptsächlech well si oft besser qualifizéiert si respektiv hir Qualifikatioune besser deenen um Aarbechtsmaart entspriechen.

Dëst ass e Phenomeen, deen ee besonnesch bei deene Jonke feststelle kann. Dräi vu véier jonke Chômeuren, déi sech bei der ADEM ageschriwwen hunn, hu kee Schoulofschloss. Eng Situatioun mat tragesche Konsequenzen, wann ee weess, datt an eiser aktueller Informatiounsgesellschaft e Feeler oder e Mangel u Qualifikatioun leider oft mat sozialer Exklusioun gläichzesetzen ass. Et ass dowéinst extrem wichteg dofir ze suergen, datt déi, déi eng Aarbecht sichen, eng reell Chance kréien, sech um Aarbechtsmaart ze inseréieren oder ze réinséréieren.

Dernieft ass et wichteg an engem wirtschaftleche Kontext - gezeechent duerch Facteure wéi d'Globalisatioun an déi doraus folgend Delokalisatiounen, Fusiounen a Restrukturatioune vu Betriber - der Politik vum „maintien dans l'emploi" eng wesentlech Plaz ze verschafen.

De virleiende Gesetzesprojet gräift souwuel um Niveau vun de Moossname géint de Chômage wéi um Niveau vun der Aarbechtsplazofsécherung an. En dréit esou deenen neien Erausfuerderunge vun der Aarbechtspolitik Rechnung a spigelt iwwerdeems d'Evolutioun an d'Approche vun der Aarbechtslosegkeet erëm. E reit sech an eng Wull vu Gesetzer an, déi zënter méi wéi 30 Joer gestëmmt gi mam Objet, d'Moossnamen an d'Instrumenter andauernd un de wirtschaftlechen a soziale Kontext unzepassen.

Ech wäert net hei all Gesetz, dat zënter 1970 gestëmmt ginn ass, respektiv all Moossnam, déi geholl gouf, opzielen, mä ech verweisen do op de schréftleche Bericht, wou mer e Bilan gemaach hu vun all deene Mesuren, déi zënter 1977 bis haut an deem Volet geholl gi sinn. Et wieren der vill, wat beweist, datt d'Politik hirer Verantwortung nokënnt, andeems der Aarbechtslosenentwécklung net einfach nogekuckt gëtt. Mir hunn en exzellente legislative Kader, deen et heescht op deem engen oder anere Punkt ze verbesseren. Dat ass och d'Zil vum virleiende Projet.

Et geet awer net duer e gudde gesetzleche Kader ze schafen. All Nobesserung respektiv all Verbesserunge bréngen net vill, wann déi betraffen Akteuren déi nei legislativ Moossnamen net an d'Praxis ëmsetzen. An dat ass eppes wat mer och schonn déi Jore virdru festgestallt hunn, datt mer zwar legislativ Moossnamen hunn, mä datt oft déi betraffe Leit, sief et individuell oder d'Betriber, net wëssen op wat fir eng Hëllefe si zréckgräife kënnen.

Der ADEM wäert an Zukunft eng méi grouss an eng méi spezialiséiert Aufgab zoukommen. Den Aarbechtsminister huet sech an der Kommissioun engagéiert, fir d'Mëttele vun der ADEM esou ze erhéijen, datt d'ADEM hiren neien Aufgaben och gewuess wäert sinn. Momentan recrutéiert d'ADEM massiv. Dat ass och gutt, mä mat enger Personalopstockung eleng ass de Problem nach net geléist. Eng grondleeënd Reform vun der ADEM, a méi spezifesch vun deene verschiddene Servicer, vum Service Emploi des jeunes a vum Service Formation, drängt sech op. Dëst soll esou schnell wéi méiglech ëmgesat ginn.

D'Responsabilitéit läit awer net nëmmen eleng beim Aarbechtsminister. De Wirtschafts- an de Mëttelstandsminister musse sech an Zukunft méi an der Sensibiliséierung vun den Employeuren implizéieren, fir datt d'Betriber méi systematesch op déi bestehend aarbechtspolitesch Instrumenter och zréckgräifen. D'Situatioun um Aarbechtsmaart wäert sech ereischt da verbesseren, wann d'Betriber reell Stage- an Aarbechtsperspektiven ubidden, well all dat anert, dann huet och d'Gesetz kee Wäert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Gesetzesprojet gesäit eng Interventioun op verschiddenen Niveaue vir, an zwar souwuel um Niveau vum Dispositif «maintien dans l'emploi» wéi och um Niveau vun den Dispositiounen iwwert de Chômage oder d'Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk.

Wat den «maintien dans l'emploi» ugeet, setzt de virleienden Text op eng Optimiséierung vun de bestehenden Instrumenter, déi net oft genuch oder net adequat agesat ginn, obscho se zum Deel d'Aarbechtslosegkeet verhënnere kéinten.

De virleienden Text verfollegt en ambitiéist Zil: d'Konsequenze vun enger schwiereger ökonomescher Situatioun fir de Betrib besser virauszegesinn an an de Gréff ze kréien. Dëst Zil entsprécht souwuel der Approche vun der Tripartite wéi och där vum Koalitiounsaccord vun 2004.

Déi zwou wichtegst Innovatiounen an dësem Kontext sinn:

Éischtens, d'Zentraliséierung vun all deenen Informatiounen iwwert d'Entloossunge wirtschaftlecher Natur an den Hänn vum Comité de Conjoncture, deen iwwregens all Mount e Relevé vu sämtlechen ökonomeschen Entloossungen opstelle wäert. Fir kënnen d'Konsequenze vun enger finanzieller oder ökonomescher Sakgaass virauszegesinn, bräicht een als Alleréischt de Feedback vun dëse Schwieregkeeten. Dat wäert an Zukunft de Fall sinn, vu datt de virleiende Gesetzentworf eng obligatoresch Notifikatioun fir ökonomesch Entloossunge virgesäit, wann am Betrib, wou méi wéi 15 Salariéë schaffen, entlooss gëtt.

Zweetens, d'Asetze vun engem «plan de maintien dans l'emploi» als Alternativ zum «plan social» an zum Chômage. Et muss mat alle Mëttele verhënnert ginn, datt Leit, déi entlooss ginn, an de Chômage falen. De Comité de Conjoncture soll dowéinst d'Méiglechkeet kréien, zu all Moment, a spéitstens wann eng gewëssen Zuel vu Salariéë während enger bestëmmtener Zäitspann entlooss gi sinn, d'Sozialpartner opzefuerderen, mam Betrib en «plan de maintien dans l'emploi» auszeschaffen.

Am Kader vun den Diskussiounen iwwert dëse Plang soll ënner anerem gekuckt ginn, ob d'Entloossungen noutwendeg sinn oder ob net d'Méiglechkeet besteet, fir déi betraffe Salariéen hallef Deeg ze beschäftegen oder si intern respektiv extern ze reklasséieren. Fir datt d'Betriber op dëst Instrument och zréckgräifen, gesäit de Projet de loi verschidde finanziell Ureizer vir. Ausserdeem ass virgesinn, datt am Fall wou en «plan social» négociéiert gëtt, ouni datt virdrun en «plan de maintien dans l'emploi» ausgehandelt a vum Minister homologéiert ginn ass, d'Diskussiounen zum «plan social» noutgedrongen déi Sujeten traitéieren, déi normalerweis am Kader vun engem «plan de maintien dans l'emploi» diskutéiert ginn.

D'Initiativ, en «plan de maintien dans l'emploi» auszehandelen, gehéiert awer net nëmmen dem Comité de Conjoncture, mä och de Sozialpartner, déi zu all Moment esou e Plang kënnen ausschaffen, wa si der Meenung sinn, datt de Betrib a finanzielle Schwieregkeete stécht.

Wat dëse Volet hei ugeet, kann een ervirsträichen, datt d'Beruffschamberen aner Positioune verdeedegen, jee nodeem ob et sech ëm d'Beruffschambere vun der Salariats- oder Patronatssäit handelt. Fir déi eng geet de virleiende Projet net wäit genuch a kéint méi en obligatoresche Charakter hunn. Dëst ass beispillsweis d'Positioun vun der Privatbeamtechamber, déi bedauert, datt d'Notifikatiounsprozedur vun den Entloossunge wirtschaftlecher Natur nëmme fir Betriber iwwer 15 Salariéë gëlle soll. An hiren Ae ginn heimat d'Salariéen aus klenge Betriber benodeelegt, well se net an de Genoss vun dësem schützende Mechanismus, deen d'Notifikatioun duerstellt, kommen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir déi aner Beruffschamberen, déi d'Positioun vum Patronat verdeedegen, schränkt de virleiende Projet de Spillraum vun de Betriber vill ze vill an. Si kritiséiere virun allem de Fait, datt de Projet zousätzlech Prozedure virgesäit, déi fir si - an notamment d'Chambre des Métiers seet dat - kaum vun Notze wären. Viséiert ass hei virun allem den «plan de maintien dans l'emploi».

Am Kader vun der Tripartite gouf versicht, d'Positioune säitens de Gewerkschaften an dem Patronat mateneen ze verbannen, wat net richteg gelongen ass, well d'Positioune vun deenen zwee vill ze wäit ausernee louchen. De virleiende Gesetzentworf stellt souzesoen eng Approche intermédiaire duer. Vu datt een net kann an engem wirtschaftleche Kontext, deen duerch d'Globaliséierung gekennzeechent ass, Restrukturatioune vermeiden, ass et immens wichteg, d'Evénementer ze anticipéieren an domat kollektiv Entloossungen esou wäit wéi méiglech ze vermeiden. Et ass ëmmerhi besser, en «plan de maintien dans l'emploi» ze négociéiere wéi en «plan social».

Den Dispositif, deen de virleienden Text op d'Bee stellt, ass flexibel an zur gläicher Zäit op engem gewëssene Grad zwéngend. Den Text gesäit net vir, wéi d'Négociatioune gehandhaabt solle ginn. Dës Négociatioune mussen iwwregens net ipso facto zu engem Accord féieren. Op där anerer Säit ass et awer och esou, datt, falls keen Accord zustane kënnt, den Employeur am Kader vun engem «plan social» eng Rei vu finanziellen Hëllefen net méi accordéiert wäert kréien. Et ass also schonn am Intérêt vum Employeur, iwwert de Wee vun engem «plan de maintien dans l'emploi» ze fueren, wann d'Situatioun et verlaangt.

Nach eng Remarque wat de Comité de Conjoncture ugeet. A sengem Avis vum 28. November 2006 huet de Statsrot d'Fro no enger Reform vun dësem Organ opgeworf. D'Spezialkommissioun ass der Meenung, datt esou eng Reform net vu Muttwëll ass. Speziell d'Kompositioun vun dësem Organ ass ze iwwerdenken. Fir komplett ze sinn, muss een dobäi soen, datt den Aarbechtsminister der Meenung ass, et kéint een de Comité de Conjoncture am Kader vun engem Reglement enger Reform ënnerzéien.

Et ass virgesinn, d'Struktur vum Office national de conciliation ze applizéieren, wat d'Kompositioun ubelaangt. An Zukunft sollen déi dräi grouss Gruppen de Comité zesummesetzen, an zwar de Grupp vun der Regierung, dee vum Patronat an deen, deen d'Salariat vertrëtt.

Um Niveau vum Dispositif vum «maintien dans l'emploi» kann een net ervirsträichen, datt bestëmmten Texter, wéi zum Beispill deen iwwert d'Préretraite oder deen iwwert de Chômage partiel oder involontaire, adaptéiert ginn, fir datt och si déi nei Philosophie vum «maintien dans l'emploi» erëmginn. Ech komme spéider kuerz op dëse Punkt zréck.

Um Niveau vun der Gesetzgebung iwwert de Chômage setzt de virleiende Projet de loi en Akzent op déi schnellstméiglech Aktivéierung respektiv Reaktivéierung vun den Demandeurs d'emploi. E féiert déi sougenannten «convention d'activation individualisée» an, déi tëschent der ADEM an dem Demandeur d'emploi ënnerschriwwe gëtt. Dës Konventioun spillt eng zentral Roll am neien Dispositif vun de Moossnamen. Si ass souzesoen den A an den O vun deene Reformen, déi virgesi sinn. Well se op déi individuell Besoinë vun den Demandeurs d'emploi ausgeriicht ass, gehéiert dës Konventioun zweifellos zu deene Moossnamen, déi d'Integratioun respektiv d'Reintegratioun vun den Demandeurs d'emploi op den Aarbechtsmaart wäerten esou schnell wéi méiglech förderen.

D'Obligatiounen an d'Rechter, souwuel vun der ADEM wéi och vum Demandeur d'em-

ploi, ginn am Kader vun däser Konventioun definéiert. Den Inhalt wäert iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement preziséiert ginn. Wéi ech dat schonn am Ufank vu menger Ried ugedeit hunn, ass déi éischt Ébauche vun dësem Reglement vum Aarbechtsminister François Biltgen an der Spezialkommissioun virgestallt ginn.

Esou eng Konventioun soll ënner anerem d'Informatiounen iwwert de Schoulgang oder déi beruflech Formatioun an Experienz vun där betraffener Persoun enthalen. Si soll och iwwert déi aktuell Situatioun vum Demandeur d'emploi Auskunft ginn a genee festleeën, wat d'Virstellunge vum Demandeur d'emploi sinn. Doriwwer eraus soll dës Konventioun och d'Recommandatioune vun der ADEM iwwert d'Moossnamen, déi ze huele wären, enthalen, wéi och iwwert déi verschidden Hëllefen informéieren, déi d'ADEM bereet ass ze accordéieren.

De Gesetzesprojet, deen haut diskutéiert gëtt, setzt ganz besonnesch en Akzent op d'Aktivatioun vun deene Jonken. Dat sougenannte PAN-Gesetz vun 1999 huet verschidden Instrumenter agefouert mam Zil, d'Beschäftegungsfäegkeet vun de jonken Demandeurs d'emploi ze verbesseren. Dräi Beschäftegungsmoossnamen huet dëst Gesetz agefouert: den CAT am privaten an am öffentleche Secteur an de Stage d'insertion fir d'Privatbetriber.

D'Wierksamkeet vu verschiddene Moossnamen ass zënter enger rezenter Etüd vum Ceps a Fro gestallt. Dës Etüd weist, datt, wann de Stage d'insertion funktionéiert, ronn 70% vun deene Jonken, déi an de Genoss vun esou engem Stage komm sinn, och eng fest Plaz fonnt hunn. Wat den CAT ugeet, esou gesäit d'Saach e bëssen anescht aus. Virun allem den CAT am öffentleche Secteur ass ganz oft an der Praxis vu senger Finalitéit ofbruecht ginn, ënner anerem fir d'Aschränkunge vum budgetären Numerus clausus ze ëmgoen. En huet och oft falsch Hoffnunge bei deene betraffene Jonken an hiren Elteren ervirgeruff, déi gemengt hunn, elo wären hir Kanner respektiv si selwer definitiv beim Stat agestallt.

Op Basis vun der Etüd vum Ceps ass décidéiert ginn, de Stage d'insertion auszeschaffen, mam Zil, en ze optimiséieren, an den CAT duerch en anert, méi effizient Instrument ze ersetzen, dat méi d'Finalitéit vun der Moossnam zur Geltung bréngt.

De Stage d'insertion gëtt duerch den CIE ersat, den «contrat d'initiation à l'emploi», dee fir de private Secteur bestëmmt ass, während den CAE, den «contrat d'appui-emploi», den CAT am öffentleche Secteur ersetzt.

Et handelt sech ëm zwee ganz verschidden Instrumenter, déi zwee ganz verschidden Ziler verfollegen. Während den CAE op eng Verbesserung vun der Beschäftegungsfäegkeet vun de jonken Demandeurs d'emploi ziilt an hinnen doweinst d'Méiglechkeet gëtt, eischt Beruffserfahrung ze sammelen, strieft den CIE op d'Integratioun vun den Demandeurs d'emploi a Richtung vun enger definitiver Astellung hin.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift, datt déi initial Formatioun an der Schoul nach ëmmer déi ass, déi bei Wäitem deene jonke Mënschen et erlaabt, sech um Aarbechtsmaart ze behaapten. D'Erzéiungsministesch muss hei ganz kloer Prioritéite setzen an Alternativen zum aktuelle System sichen, wou all Kand, all Jugendlechen d'Chance kritt, seng Fäegkeeten ze entwéckelen, déi och spéiderhin um Aarbechtsmaart Uwand fannen.

Ee Punkt, deen een nach an dësem Kontext ervirsträiche kann, ass d'Aféierung vun engem Formatiounsplang am Kader vum CIE. Dëse Plang steet souzesoe fir d'Effizienz vun dësem Instrument, dat iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement preziséiert wäert ginn. Den CAE gëtt fir minimal dräi a maximal néng Méint ënnerschriwwen, während den CIE am Prinzip fir zwielef Méint ofgeschloss gëtt, woubäi Verlängerunge méiglech sinn. Dës differenzéiert Behandlung berout op de Fait, datt d'Finalitéit vun dësen Instrumenter net déiselwecht ass.

Et sinn och déi verschidden Objektiver vun dëse Moossnamen, déi erklären, datt d'Aarbechtsdauer am Kader vum CAE nëmmen 32 Stonnen d'Woch bedréit an déi aner aacht Stonne vun de Jonke solle genotzt ginn, fir eng Formatioun matzemaachen oder fir sech op aner Plaze virstellen ze goen.

De virleienden Text ënnersträicht a béide Fäll, also souwuel am Kader vum CAE wéi och vum CIE, déi wichteg Roll, déi dem Tuteur, deen dee Jonke begleet an encadréiert, zousteet.

Wat d'Rémunératioun ugeet, kréien d'Bénéficiairë vum CAE a vun engem CIE 80% vum soziale Mindestloun, déi engem net qualifizéierten Aarbechter zegutt stinn. Am Kader vum CIE kann nach eng Prime ausbezuelt ginn, mä déi ass à discrétion vum Employeur. Just awer fir ze soen: Am Bankesecteur ginn do Zommen ausbezuelt vun 2.700 Euro, wou dee Complément vun de Betriber dropgeluecht gëtt.

Här President, d'Reformen am Beräich vun de Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk hunn an deene leschte Woche fir vill Diskussiounsstoff gesuergt. Diskutéieren a Kritik übe kann engersäits konstruktiv sinn, mä dat setzt allerdéngs eng gewëssen intellektuell Éierlechkeet viraus.

Ech erënneren lech drun, datt d'Reformen um Niveau vun de Beschäftegungsmoossname fir déi Jonk am Ufank am Projet de loi 5501 integréiert waren. E Projet, dee virun der Summervakanz ofgestëmmt gouf. Deemools huet d'Regierung mam Accord vun der Chamber décidéiert, dëse Volet aus dem Projet 5501 erauszehuelen, well nach deen een oder deen anere Punkt am Kader vun der Tripartite diskutéiert gouf.

Wéi de Gesetzesprojet 5501 deponéiert an an der Aarbechtskommissioun virgestallt an examinéiert gouf, huet keen - net een! -, an dat ass nozeliesen an de Procès-verbalen, den Text kritiséiert. Au contraire, den Text krut eng breet Zoustëmmung. E puer Méint méi spéit soll dat, wat nach am Juni gutt war, op eemol net méi gutt sinn. Ech stelle mir op alle Fall heira vill Froen.

Ausserdeem, wéi kann ee Moossnamen, déi zum Zil hunn, jonke Leit d'Chance ze ginn, sech um Aarbechtsmaart, um reguläre Aarbechtsmaart ze integréieren, als eng Détérioration inadmissible vun hirer Situatioun gesinn?

Wann ech aus der Schoul kommen a mech bei der ADEM aschreiwen, déi sech verflicht mir eng Aarbecht ze vermëttele respektiv mir unhand vu mengem Profil eng Beschäftegungsmoossnam unzebidden, wou ech d'Méiglechkeet kréien, éischt Erfahrungen ze sammelen an niewebäi eppes ze verdéngen, ass dat a mengen Aen nach ëmmer besser wéi mech anzeschreiwen an eréischt no 56 Wochen de Chômage ze kréien, deen no aktueller Législatioun 70% vum Salaire social minimum ausmécht. Dräi Méint ass fir mech nach ëmmer manner wéi sechs. An 80% si fir mech nach ëmmer méi wéi 70. Dat hunn ech op alle Fall esou an der Schoul geléiert.

(Interruption et hilarité)

Ech wollt och hei d'Geleeënheet notzen, fir kloerzestellen...

(Interruption)

Gelift? Do war d'Schoul nach staark.

(Hilarité)

Une voix.- Da war et net fir näischt!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dat ass de Beweis, datt Dir an der Schoul waart!

M. Marc Spautz *(CSV), corapporteur*.- Gesitt Der, Här Jaerling. Merci!

(Interruption)

Oh, Här Bettel, mir féieren déi Debatt hei net iwwert d'Educatiounsfro!

(Interruptions diverses)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt och hei d'Geleeënheet notzen, fir kloerzestellen, wat ech emol an der Press gelies hunn. Dee Jonken, deen aus der Schoul kënnt oder mat der Schoul ophält, fënnt net ipso facto eng Beschäftegungsmoossnam.

D'ADEM huet d'Obligatioun, wann et net méiglech war deem Jonke vun Ufank un eng fest Plaz ze vermëttelen, him eng Moossnam dräi Méint no senger Aschreiwung unzebidden. Dat zielt iwwregens fir all Demandeur d'emploi, just bei deenen eeleren ass et spéitstens no sechs Méint.

Wa mir scho bei de Kritike sinn, zwee weider Punkten hu fir vill Wirbel gesuergt: an zwar d'Aféierung vun enger Karenzzäit vu sechs Méint an d'Ofschafung vum Chômage fir déi Jonk.

D'Membere vun der Spezialkommissioun hu sech an hirer Majoritéit mat där Philosophie, op där déi aktuell Projete baséieren, d'accord erklärt. D'Philosophie däerf awer weder zu neie Sozialfäll nach zu enger Benodeelegung vun deene Leit féieren, déi sech all Méi ginn, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Aus dëse Grënn huet d'Spezialkommissioun éischtens décidéiert, de Chômageregime vun deene Jonken iwwert de Wee vun Amendementer nees ze rétabléieren. Si sollen, wéi dat och elo schonn de Fall ass, no 26 Woche Recht op Chômage hunn. Et ass awer ganz kloer a virun allem kohärent mat der Philosophie vum virleiende Projet de loi, dass d'Ausbezuele vun de Chômage-Indemnitéiten an dësem Fall an Zukunft d'Ausnahm soll duerstellen, mä prioritär ass et esou, dass si eng Convention individualisée kréien.

Zweetens ass d'Karenzzäit, déi den initiale Projet virgesinn hat, suppriméiert. Nom initialen Text konnt de Bénéficiaire vun enger Beschäftegungsmoossnam eréischt no enger Karenzzäit vu sechs Méint eng Chômage-Indemnitéit ausbezuelt kréien.

No laangen Diskussiounen huet sech eng majoritär Approche erausgeschielt, déi fir eng differenzéiert Handhabung plädéiert. Et soll fir all Fall eenzel gekuckt ginn, firwat d'Insertioun oder d'Réinsertioun net geklappt huet. Am Fall, wou den Demandeur d'emploi senge Verflichtungen net géif nokommen, sollen déi allgemeng Sanktiounen ugewannt ginn.

Den initialen Text ass nach op e puer weidere Punkte vun der Spezialkommissioun amendéiert ginn. Ouni wëllen hei aus zäitleche Grënn op den Detail vun allen Amendementer anzegoen, ass et awer wichteg op deen een oder aneren Amendement zréckzekommen.

Esou huet d'Spezialkommissioun zum Beispill beschloss, datt den Dispositif iwwert de Chômage eréischt méi spéit, also fir méi genau ze sinn den 1. Juli 2007, a Kraaft soll trieden. Dësen Amendement, deen iwwregens mam Averständnis vun der Regierung ugeholl ginn ass, soll der ADEM et erlaben intern Moossnamen ze ergräifen, fir datt se och capabel ass, hiren neien Aufgabe gerecht ze ginn. D'Regierung huet sech an där Kommissioun verflicht, der ADEM déi néideg materiell a personell Moyenë bis spéitstens den 1. Juli 2007 zur Verfügung ze stellen.

D'Spezialkommissioun huet och décidéiert, den Artikel 5, fréieren Artikel 6, dee sech op de steierlechen Dispositif bezitt, ze amendéieren. An hirer initialer Form huet dës Dispositioun virgesinn, den Artikel 115-9 an 115-10 L.I.R. ëmzeänneren.

Den Artikel 115-9 betrëfft d'Exonératioun vu verschiddenen individuellen Indemnitéiten, déi engem Salarié ausbezuelt ginn, wéi zum Beispill d'Indemnité de départ, während den Artikel 115-10 sech mat den Exonératioune vun de kollektiven Indemnitéiten ofgëtt, wou all Kéiers de Comité de Conjoncture fir d'éischt säi Feu vert gi muss.

Den initialen Text hat virgesinn, déi, déi Recht op eng Fréirent hunn, vun der Exonératioun auszeschléissen. Vu dass dëst awer an den Ae vun der Spezialkommissioun zu enger gewësser Ongerechtegkeet géif féieren, huet d'Spezialkommissioun dës Exceptioun an enger éischter Phas via Amendement ofgeschaf.

Dësen Amendement krut keng Zoustëmmung vum Statsrot. Au contraire, en ass Géigestand vun enger Opposition formelle ginn. Fir dëser Opposition formelle Rechnung ze droen, huet d'Spezialkommissioun an hirer Sitzung vum 4. Dezember 2006 décidéiert, op den initialen Text zréckzekommen.

D'Texter vum Artikel 115-9 an 115-10 L.I.R. wäerten an Zukunft méi harmoniséiert ginn. D'Beträg, déi op Basis vun deenen zwee Texter kënnen ofgesat sinn, sinn uniformiséiert. Et kënne maximal zwielefmol de soziale Mindestloun, also ronn 18.000 Euro, dee bei enger onqualifizéierter Aarbecht ausbezuelt gëtt, ofgesat ginn.

Dee virleienden Text preziséiert méi genee a wat fir enger Hypothees eng Exonératioun méiglech ass. Domat wäerten an Zukunft eng ganz Rei vun Abusë verhënnert ginn. Ech denken do virun allem iwwer iwwerdriwwen „golden handshakes".

Kolleeginnen a Kolleegen, den Text vun der Regierung hat och virgesinn, den Artikel 26 vum Gesetz vum 4. September 1990 iwwert d'Reform vum Enseignement secondaire technique an der Formation professionnelle continue ze änneren. D'Alterskonditioun sollt adaptéiert ginn. Nom initialen Text sollt den Apprentissage des adultes nëmme fir Erwuessener iwwer 23 Joer a Fro kommen. Déi Jonk sollten iwwert den Apprentissage initial déi néideg Formatioun kréien. Ausnahme ware virgesinn. Leit, déi manner wéi 23 Joer al waren, déi awer mindestens zënter 25 Méint net méi an der Schoul ageschriwwen an déi mindestens zënter 25 Méint als Salarié sozialverséchert waren, konnten un esou enger Formatioun deelhuelen. D'Iddi war ze verhënneren, datt déi Jonk sech direkt an d'Formatioun fir Erwuessener géifen aschreiwen, ouni fir d'éischt iwwert d'initial Formatioun ze fueren.

Or, déi zwou Formatiounen hunn awer ganz aner Zweckbestëmmungen. D'Formatioun fir Erwuessener soll Leit, déi scho geschafft hunn, d'Méiglechkeet ginn, sech zum Beispill professionell ze réorientéieren, während déi initial Formatioun geduecht ass, fir deene Jonken, déi aus der Schoul kommen, eng Formatioun mat op de Wee ze ginn, déi hir Insertioun um Aarbechtsmaart vereinfache soll.

D'Spezialkommissioun huet als alleréischt dës Dispositioun bäibehalen, mä den Text liicht ëmgeännert respektiv preziséiert, fir all Ongewëssheet ze vermeiden. Opgrond vun deene ville Jonken, déi ouni Ofschloss d'Schoul verloossen, vertrëtt d'Spezialkommissioun d'Meenung, datt ee misst all Moossnam ënnerstëtzen, déi zum Zil huet, déi jonk Leit an déi initial Formatioun ze drainéieren.

De Statsrot huet dës Dispositioun schaarf kritiséiert. Hie vertrëtt d'Meenung, dass dës Dispositioun éischter an de Kader vum Projet iwwert d'Formation professionnelle soll stoe kommen. Doriwwer eraus huet hien och eng Opposition formelle formuléiert, wat d'Méiglechkeet ugeet, d'Ausnahmen iwwert de groussherzogleche Reglement festzesetzen. A senger initialer Fassung hält de virleienden Text den Ausnahmeprinzip fest, verweist awer fir den Detail op e Règlement grand-ducal.

Aus zäitleche Grënn, fir d'Ofstëmmung zum virleienden Text net ze verzögeren, huet d'Spezialkommissioun sech dofir entscheet, den initialen Artikel 26 aus dem Text vum Projet erauszehuelen. Dës Entscheedung berout och op der Deklaratioun vum Aarbechtsminister, datt den Educatiounsministère dës Approche deelt.

Et ass och festgehale ginn, datt den initialen Artikel 26 ënner enger modifizéierter Form an engem vun deenen zwee Projeten iwwert d'Formation professionnelle, déi momentan virun der Erzéiungskommissioun unhängeg sinn, integréiert soll ginn.

Nach eng kleng Bemierkung, wat d'Approche légistique vum Text ugeet. Nom initiale Gesetzesprojet sollt den Titre 1er vum Livre V vum Code du Travail duerch en neit Kapitel 1 ergänzt ginn. A sengem Avis vum 28. November opposéiert sech de Statsrot formal däser Approche, déi a sengen Aen net kompatibel mat der ganzer Konstruktioun vum Code du Travail ass. De Statsrot huet suggeréiert, d'Dispositioun vum initialen Artikel 2 nom Artikel L. 512-14 vum Code du Travail an engem neie Kapitel 3 ze integréieren. D'Spezialkommissioun war mat den Iwwerleeunge vum Statsrot averstanen an huet seng Suggestioun légistique iwwerholl.

Här President, erlaabt mer nach kuerz op deen een oder aneren Artikel vum virleiende Gesetzestext anzegoen an och déi aner Modifikatioune kuerz ze beliichten, déi Objet vum virleienden Text sinn. Den Artikel 1 betrëfft d'Zentralisatioun vun den Informatiounen iwwert d'Entloossungen ökonomescher Natur, während den Artikel 2 de Plan de maintien dans l'emploi aféiert.

Wéi ech scho virdrun erklärt hunn, huet ënner anerem de Comité de Conjoncture d'Méiglechkeet d'Sozialpartner opzefuerderen e Plan de maintien dans l'emploi ze verhandelen. Fir dës Entscheedung kënnen ze treffen, soll de Comité säi Sekretariat opfuerdere kënnen déi finanziell oder ökonomesch Situatioun vum Betrib ze ënnersichen. D'Sekretariat kann op extern Experten zréckgräifen. D'Spezialkommissioun ass hei net op de Wee gaang, dee vum Statsrot suggeréiert gouf, fir nëmmen agréiéiert Experts-comptables mat där Analys ze befaassen. Dat géif de Choix vill ze vill limitéieren.

Wéi ech ebenfalls scho virdru gesot hunn, sollen am Kader vun der Négociatioun zum Plan de maintien dans l'emploi eng Rei vun de Froen diskutéiert ginn. D'Diskussioune sollen och wa méiglech déi entloosse Salariéë mat abezéien. Et handelt sech hei ëm eng Méiglechkeet an net ëm eng Verflichtung, wéi am Kader vum initialen Text, deen op Suggestioun vum Statsrot hin amendéiert gouf.

Den Artikel 3 bezitt sech op d'Dispositioun vum Code du Travail iwwert de Prêt temporaire de main-d'oeuvre. Den Artikel 4 betrëfft d'Préretraite. Wat d'Préretraite ugeet, gesäit de virleiende Gesetzesentworf eng nei Marge fir d'Participatioun vum Employeur

vir. Bis elo ass et esou, datt den Employeur sech bis maximal zu 50% am Kader vun der Préretraite konnt bedeelegen. Nom virleienden Text läit dës Participatioun tëschent 30 a 75%. Dës Participatioun ka manner wéi 30% bedroen, awer nëmmen am Kader vun engem Plan de maintien dans l'emploi.

Den Artikel 7, dee sech op de Chômage partiel bezitt, gesäit eng nei Opdeelung vun der Prise en charge vun der Indemnité compensatoire vir. Nom virleienden Text iwwerhëlt den Employeur d'Entschiedegung fir déi éischt 16 Stonnen. Bis elo war et 50 zu 50: aacht Stonne fir de Salarié an aacht Stonne fir de Patron.

Déiselwecht Léisung ass am Kader vum Chômage involontaire en cas d'intempéries fonnt ginn. Et ass och komesch - et steet expressis verbis esou am Accord vun der Tripartite -, datt awer Leit, déi Partner waren an der Tripartite, dat duerno an hiren Avisë contestéiert hunn, virun allem, wat de Chômage en cas d'intempéries ubelaangt. Et ass scho komesch, wann een esou eppes ganz kloer an dem Accord stoen huet, an duerno kritiséiert een dat Ganzt.

De Gesetzesprojet 5611 komplettéiert och d'Dispositioune vum Code du Travail, déi sech op d'Käschte bezéien, déi vum Fonds pour l'Emploi iwwerholl ginn. Dëse soll an Zukunft all d'Käschten, déi am Zesummenhang mat der Kollaboratioun tëschent der ADEM an dem Interimssecteur stinn, iwwerhuelen. De Fonds pour l'Emploi soll och d'Fraisë vun de Moossnamen, déi am Kader vun engem Plan de maintien dans l'emploi négociéiert gi sinn, droen.

Wat d'Législatioun vum Chômage ugeet, ginn d'Konditiounen, fir kënnen an de Genoss vum Chômage ze kommen, preziséiert. Nom Artikel 12, deen den Artikel L. 521-3 vum Code du Travail ännert, muss een, fir kënne Chômageindemnitéiten ausbezuelt ze kréien, am Moment vun der Entloossung respektiv déi lescht sechs Méint virun der Expiratioun vum CDD zu Lëtzebuerg wunnen. Et wëllt een domat verhënneren, datt Leit sech extra zu Lëtzebuerg kuerz éier se entlooss ginn oder während dem Préavis mellen, fir vun eisem méi generéisen Endschiedegungsmodell profitéieren ze kënnen. Et war der Spezialkommissioun wichteg dës Dispositioun bäizebehalen. D'Stagekonditioune ginn am Kader vum Artikel 13 méi kloer - nämlech ganz kloer - definéiert.

Den Artikel 15 féiert d'Convention d'activation individualisée an. Et ass wichteg drop hinzeweisen, datt dëst Instrument flexibel bleift a sech speziell un d'Besoine vun deene verschiddenen Demandeurs d'emploi riichte soll.

Den Artikel 17 preziséiert, datt den Demandeur d'emploi, dee senge Verflichtungen am Kader vun der Convention d'activation net nokënnt, säi Recht op d'Ausbezuele vum Chômage verléiert, an dëst entweder definitiv oder fir eng gewëssen Zäitdauer. D'Spezialkommissioun huet hei e méi nuancéierten Text, wéi deen, deen dem Statsrot virgeschloe gouf, zréckbehalen.

Déi Zäit, déi een an Orientéierungs- oder an Initiatiounscoursë verbréngt, soll an Zukunft net méi mat den Inscriptiounsperiode bei der ADEM gläichgestallt ginn. Et soll dowéinst net an der Berechnung vum Chômage zielen. Dëst gëllt awer net fir Formatiounen, déi am Kader vum CNFPC mat enger Konventioun mam Aarbechtsministère ugebuede ginn.

De virleienden Text adaptéiert och d'Législatioun iwwert d'ADEM. D'Sanktiounsméiglechkeet vun der ADEM gëtt verstäerkt. D'Dossiere vun den Demandeurs d'emploi non indemnisés kënne bis zu sechs Méint suspendéiert ginn. Elo ass déi maximal Suspensiounsdauer zwee Méint. Et gëllt hei e gewëssene Parallelismus tëschent dem Demandeur d'emploi indemnisé an dem Demandeur d'emploi non indemnisé ze erhalen. Wann nämlech een, deen eng Indemnitéit kritt, bestrooft gëtt, spiert en et direkt, an deen, deen an den Dossieren nach keng Indemnitéit kritt, wann do keng Strof géif ausgeschwat ginn an e verléiert och näischt, da wär dat vläicht kontraproduktiv.

Bei de Modifikatioune kann een och nach déi, déi zum Zil hunn, d'Dispositioun iwwert d'Erlaabnes vun den Iwwerstonnen ëmzeänneren, zitéieren. Déi aktuell Erlaabnesprozedur gëtt duerch eng einfach Notification préalable ersat.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, ech hunn den Tour vun deene grousse aarbechtsrechtlechen Innovatioune vum virleiende Gesetzesprojet gemaach. Ech hunn op deen een oder deen anere méi kontroverse Punkt opmierksam gemaach. Aus zäitleche Grënn kann ech net méi an den Detail goen, mä Dir fannt alles am schrëftleche Rapport, op deen ech hei nach eng Kéier wëll verweisen.

Ech wéilt meng Ried mat engem Zitat vum „Spiegel" ofschléissen, deen ech an der viregter Woch gelies hunn an dee perfekt heihi passt. An engem Artikel vum „Spiegel" stoung, datt d'Aarmut net eng Fro vu Suen, mä eng Fro vu Bedeelegung wier: Bedeelegung um gesellschaftlechen, sozialen, politeschen, kulturellen a wirtschaftleche Liewe vun engem Land, Bedeelegung um Aarbechtsmaart.

Wann ee weess, datt déi aktiv Bedeelegung vun de Matbierger vun der Fro vun der Integratioun um Niveau vum Aarbechtsmaart ofhänkt, wann ee weess - fir et emol méi krass auszedrécken -, datt een näischt ass ouni eng Aarbecht, a wann ee weess, datt d'Aarbechtslosegkeet oft den éischten Träpplek zur sozialer Ausgrenzung an zur Aarmut ass, da muss ee sech d'Fro stellen, ob mir weider op de Wee ginn, fir just de Chômage ze finanzéieren, fir just Indemnitéiten auszebezuelen an der Hoffnung, datt et dem Chômeur net allze schlecht geet, an datt besser Zäite wäerte kommen, oder ob mir wëllen zumindest probéiere jiddferengem d'Chance ze gi sech um Aarbechtsmaart ze integréieren. Tëschent enger finanzieller Indemnisatioun oder enger Aarbecht ass mir kloer, datt ech léiwer eng Aarbecht hätt. Fir mech, fir meng Kanner, fir all déi Leit dobaussen, déi keng hunn. Et ass nach ëmmer besser eng Aarbecht ze hunn, wéi vu sozialen Hëllefen ze profitéieren.

Ech géif dowéinst bieden och am Numm vun der Majoritéit vun der Spezialkommissioun de virleienden Text ze stëmmen. Ech fuerderen awer d'Ministere vun der Educatioun, der Ekonomie an de Classes moyennes op zesumme mam Aarbechtsminister derfir ze suergen, datt d'Betriber och elo all déi Méiglechkeeten an Usproch huelen, déi mer geschafen hunn, well nëmmen op déi Aart a Weis ass et och méiglech, datt mer de Chômage massiv bekämpft kréien, an datt mer de Leit d'Méiglechkeet ginn och eng Beschäftegung ze kréien. Ech fuerderen d'Regierung och op no spéitstens 24 Méint e Bilan vun dëse Moossnamen, déi mer mat dësem Gesetz hei maachen, virzeleeën.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Spautz. D'Wuert huet elo den zweete Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP), corapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt, ier ech mat mengem Rapport ufänken, e puer Mercien an och Andréck lasszeginn. En éischte Merci geet un de Marc Spautz, Corapporteur. Ech mengen, et war eng flott Zäit, déi mer zesummegeschafft hunn un dësem Projet 5611. Et war eng ganz korrekt an eng fréndschaftlech Zesummenaarbecht während deem ganze Projet. Derniewent och e Merci virun allem un de President vun der Spezialkommissioun, deen dëse schwéiere Projet de loi ganz flott geleet huet, a mat enger gudder Hand probéiert huet d'Debatten ze féieren, fir datt mer och zügeg duerch dëse Projet koumen. De Michel Wolter huet dat exzellent gemaach, an ech mengen, dat huet dës Kommissioun och virubruecht.

Et war fir mech als souzesoen neien Deputéierten eng flott Erfahrung an enger Spezialkommissioun kënne matzeschaffen. Dës flott Debatte ware sachlech vun alle Partner. Ech wollt och nach eng Kéier all Fraktioun Merci soe fir déi sachlech Debatten, déi do gefouert goufen, souwéi och fir d'Presenz vun de Ministeren, déi all Kéiers gi war, wa se hu missen do sinn. Merci awer och un d'Mataarbechterinnen an d'Mataarbechter vun den eenzelne Fraktiounen, déi probéiert hunn an dësem Rapport, wou mer zwee Rapporteuren haten, ee Rapport ze maachen, deen och eng gewësse Linn, e gewëssene Fuedem derduerch krut. A schlussendlech net ze vergiessen déi Sisyphusaarbecht, déi geleescht gouf vum Sekretär vun der Spezialkommissioun, dem Martin Bisenius, deen en exzellenten Zousazrapport iwwert déi eenzel Artikelen dran hat.

Här President, et gouf vill iwwert de Projet de loi 5611 geschwat a geschriwwen, a gréisstendeels goufen déi Deeler, mat deenen d'Spezialkommissioun mech als Rapporteur chargéiert huet - d'Sécurité sociale an d'Ëmwelt -, wéineg diskutéiert. Dobäi hunn dës Deeler wichteg a schwéiergewiichteg finanziell Influenzen op de Statsbudget.

De Comité tripartite huet den 28 Abrëll 2006 a sengem Avis kloer Richtungen an dësen zwee Beräicher festgesat.

Ech erlabe mer elo méi konkret op déi eenzel Moossnamen an dësem Projet anzegoen.

Éischtens, de Volet vun der Sécurité sociale. Hei goufen, kuerz gesot, verschidde Chargë vum Statsbudget op d'Pensiounskeese geluecht.

Éischtens den Transfert vun der Prise en charge vun de Babyjore souwéi de Complément différentiel hin zu de Pensiounskeesen. Wat den Transfert vun de Babyjoren ubelaangt, entraînéiert dëst eng Diminutioun vu 6,8 Milliounen Euro fir de Statsbudget 2007. An deenen nächsten zéng bis 15 Joer sinn dat ëmmerhi 25 bis 30 Milliounen Euro. Wat de Complément différentiel ubelaangt, wäert dee fir d'Joer 2007 22,2 Milliounen ausmaachen. Dës Décharge geet selbstverständlech op natierlech Aart a Weis an deenen nächste Joren zréck.

Derniewent gëtt een Drëttel Décharge vum Stat an der Adaptatioun an am Ajustement vun der Assurance accident industriel ofgeschaf. Dëst mécht fir de Budget 2007 eng Ekonomie vun 13,3 Milliounen Euro aus. Ausgeschloss aus dëser Mesure sinn d'Rentes accident fir d'Baueren. Hei iwwerhëlt weiderhin de Stat déi Chargen iwwert de Budget, fir dëse Secteur net nach méi ze belaaschten. De finanziellen Impakt ass an dësem Beräich ounidees relativ geréng. Zum Beispill fir d'Joer 2007 sinn dat 30.000 Euro.

Deen zweete grousse Volet betrëfft de Finanzement vun der Assurance dépendance. Duerch Modifikatioun vum Artikel 376 vum Code des assurances sociales gëtt proposéiert, den Taux de contribution vun 1 op 1,4% eropzesetzen, an dat ab 1. Januar 2007. Dës Mesure huet als Effet bis 2010 Reserve vun 200 Milliounen Euro unzeleeën. De Moment leien d'Reserven tëschent 60 bis 70 Milliounen. A wa mer wëssen, datt d'Prestatiounen an dësem Beräich ëmmer méi deier ginn, esou ass et gutt déi néideg Reserven elo unzeleeën, fir spéider dës Käschte kënnen ze decken.

Derniewent proposéiert den Artikel 35, d'Participatioun vum Stat um Finanzement vun der Fleegeversécherung op deen ageschriwwene Montant am Budget 2006, dat heescht 140 Milliounen Euro, anzefréieren. De Comité tripartite hat virgeschloen, de Finanzement Enn 2009 nei ze négociéieren. De Projet de loi gesäit elo vir, de Prozentsaz op 40% ze setzen, wann dësen op dem 31. Dezember 2009 ënnert dësem Pourcentage géif leien. D'Afréiere vun der Participatioun vum Stat op 2006 bedéngt all Joer eng Ekonomie vu 15 Milliounen Euro.

An der Kommissioun hu mer déi eenzel Avisen zum Volet Sécurité sociale gekuckt. Bal eenheetlech hunn déi eenzel Chamberen op d'Décisiounen aus dem Comité tripartite higewisen. Et goufe keng Amendementer an dem Deel Sécurité sociale gemaach. De Conseil d'État huet d'Mesurë fir d'Agrikultur (wéinst der Gläichbehandlung) an d'Abrogatioun vun de Babyjoren (wéinst der familljepolitescher Natur) a Fro gestallt.

D'Regierung hält un de Beschlëss vum Comité tripartite fest, an d'Kommissioun huet sech dëser Haltung majoritär ugeschloss. D'Spezialkommissioun gëtt awer och d'Remarque weider vum Conseil d'État, fir net nëmmen d'Recetten, mä och d'Dépensë vun der Fleegeversécherung virun allem am A ze behalen.

Dat zum Volet vun der Sécurité sociale, deen dee klengste Volet, mä net deen ongréisste Volet finanzieller Aart duergestallt huet.

Deen drëtte grousse Volet vun deem ganze Projet, niewent deem vum Emploi, niewent deem vun der Sécurité sociale, ass dee vun der Ëmwelt. Hei handelt et sech ëm véier Beräicher:

Den éischte Beräich ass d'Reform vun der Autossteier;

den zweete Beräich d'Aféierung vun enger Contribution changement climatique op dem Sprit;

den drëtten, d'Modalitéite vun der Gestioun vum Finanzfong vun de Mechanisme vu Kyoto

a véiertens, d'Participatioun vu Lëtzebuerg um Fonds carbone vun der Weltbank an der BERD.

Ech géif dann eenzel op déi verschidde Punkten agoen, ugefaange mat deem éischte Punkt, wat d'Autossteier betrëfft. Inspiréiert vun enger europäescher Direktiv, wat de Prinzip Pollueur-payeur ubelaangt, soll den Objektiv dee sinn, de Consommateur ze incitéiere Preferenz Gefierer mat niddreger Consommatioun ze ginn, dat heescht engem niddregen CO_2-Emissiounswäert, a parallell dozou awer och déi atmosphäresch Pollutioun ze limitéieren.

Am Kontext vum Projet de loi war et interessant, de Lëtzebuerger Automobilspark ze analyséieren. Hei zu Lëtzebuerg komme 640 Autoen op 1.000 Awunner. Mir hunn domadder deen héchsten Taux a ganz Europa; derniewent och deen niddrege Liewensalter vum Fuerpark, dee sech rasend schnell erneiert. Wat d'Repartitioun Diesel- a Bensinsgefierer betrëfft, esou läit déi ongeféier bei 50 zu 50.

Lëtzebuerg huet de Moment nëmmen eng Tax, déi jährlech erhuewe gëtt. De Montant vun dëser Tax ass ganz niddreg a gouf 1984 fir d'lescht erhéicht. Wann een nëmmen eleng d'Präisdeierecht géif an d'Luucht setzen, a Considératioun zéien, da misst dës Tax ëm 61% gehuewe ginn.

Här President, bei der Reform vun der Autossteier ginn nei Barèmer agefouert. D'Tax gëtt gekoppelt un d'CO_2-Emissiounswäerter vun de Gefierer. D'SNCT huet systematesch säit 2001 dës Wäerter saiséiert. Duerfir kréie mer och en Ënnerscheed tëschent Gefierer, déi virum 1. Januar 2001 immatrikuléiert goufen a vun deenen duerno, wou d'CO_2-Wäerter bekannt sinn.

D'Tax vun de Gefierer immatrikuléiert nom 1. Januar 2001 gëtt no der Formel a mol b mol c gerechent. Dobäi steet a fir d'Emissioune vun CO_2 a Gramm/Kilometer, b representéiert e Multiplicateur, dee bei Diesel bei 1,5 a bei Bensin bei 1,0 läit, an c ass de Facteur exponentiel, équivalent mat 0,5, wann d'Wäerter net iwwer 90g CO_2 de Kilometer sinn, an augmentéiere mat 0,10 fir all Tranche vun 10g CO_2/Kilometer.

Dieselautoe kréien eng Deduktioun vu 50 Euro, wann hir Emissiounspartikelen net iwwer 10 mg/km leien. An der Praxis, wësst Der, handelt et sech hei ëm Autoen, déi mat Filtres à particules ausgestatt sinn. D'Tax mat allen Deduktioune kann awer, an dat steet och kloer am Projet de loi dran, net ënner 50 Euro leien.

Fir Iech Zuelen ze ginn, wat déi nei Tax betrëfft - an ech géif mengen, déi meescht vun eis an och déi meescht dobausse vun den Nolauschterinnen an Nolauschterer hu sech dat selwer um Internet ausgerechent -, wëll ech awer kuerz e puer Statistike soen:

Wann déi nei Tax ëmgesat gëtt, leie beim Park Diesel 25% bei 126 Euro, 57,7% ënner 173 Euro an nëmmen 3,7% bei 472 Euro fir déi nei Tax. Bei de Bensinsgefierer leien 30,7% ënner 115 Euro, 65,3% bei 192 an 3,9% bei 468 Euro.

Bei de Gefierer, déi virum 1. Januar 2001 immatrikuléiert goufen, gëtt d'Berechnung weider nom Hubraum, also nom cm^3, gemaach, wéi bis elo. Keng Emissiounswäerter besti bei Motoen, Camionnetten, Camionen, Autobussen, Trakteren an anere Gefierer. Hei kann also keng Berechnungsformel zum Asaz kommen.

En Ajustement vun de Barèmer gëtt awer gemaach, an natierlech selbstverständlech och erhéijend. Fir Camionen a Camionnetten, där hir Masse maximale net 12.000 kg iwwertrëfft, ginn d'Tariffer ëm 50 bis 70% erhéicht. D'Camionen iwwer 12 Tonnen, also déi enger Eurovignette ënnerleien, bleiwen onchangéiert. D'Semi-remorquë gi iicht adaptéiert op eng minimal Tax vu 50 Euro. Bei den Autobusse gëtt et zwee Tariffer, déi net iwwer 200 respektiv 300 Euro leien däerfen.

Eng Rei Gefierer sinn exonéréiert vun der Tax am Kader vun dësem Projet de loi, wéi d'Statsgefierer, wéi d'Gemengegefierer, wéi d'Gefierer vun Établissements publics an och, an dat war en Zousaz, deen de Statsrot derbäi agefouert huet, déi vum grossherzoglechen Haff souwéi d'Gefierer, wat ganz richteg ass, vun de Leit, déi eng Carte d'invalidité hunn. Hei huet och de Statsrot drop higewisen, datt den Terme carte d'invalidité géif drakommen an net handicapéiertegerecht Gefierer géif drastoe kommen.

Fir d'Ophiewung vun där neier Tax ze maachen, gëtt schlussendlech fir eng Iwwergangsphas am Laf vum Joer 2007 optéiert. No der Optimiséierung vun der Informatik an deem Beräich ginn d'Taxen ofgerechent mam Consommateur.

Interessant a wichteg ze wëssen ass, dass d'Recette, déi duerch dës Tax op de Véhicules automoteurs erakënnt, de Moment bei 35 Milliounen Euro läit an duerch déi nei Be-

rechnung verduebelt gëtt, also op 70 Millionen Euro steige wäert. 20% vun dëse Recettë ginn un d'Gemenge viruginn a 40% ginn direkt an de Fong Kyoto agespeist.

Den zweete Punkt vum Volet Ëmwelt ass de Punkt vun der Introduktioun vun enger Contribution changement climatique um Spritt. Hei wësse mer, datt der Methodologie, déi d'Affectatioun vun den CO_2-Emissiounen betrëfft an déi op der Territorialitéit berout, hei zu Lëtzebuerg selbstverständlech eng grouss Wichtegkeet zoukënnt. De Moment ginn ëm déi 75% vum Spritt exportéiert. D'Aarbechtsatelieren hunn am Kader vum Opstelle vum éischten Aktiounsplang CO_2 och festgehal, datt de Sprittpräis e Rôle régulateur ze spillen huet.

Dëse Projet gesäit also vir, en Droit d'accise autonome additionnel op dem Spritt anzeféieren. Dat heescht am Kloertext, dës Contribution changement climatique ass vum 1. Januar 2007 2 Cent pro Liter um Bensin méi, an 2,5 Cent um Diesel, opgedeelt beim Diesel op 1,25 Cent ab dem 1. Januar 2007 an nach eng Kéier 1,25 Cent ab dem 1. Januar 2008.

Am Prinzip gouf vum Comité tripartite am Gesetz festgehalen, datt d'Erhéijung vun den Accisen neutraliséiert gëtt, wat d'mobil Lounskala betrëfft. Duerch de Principe pollueur-payeur ginn déi généréiert Recetten direkt dem Fong Kyoto zougefouert.

De finanzielle Volet ass schwéier ofzeschätzen, mä mir wëssen, datt en important ass, a mir schätzen en op ongeféier 300 Milliounen an deenen nächste Jore vun 2007 bis 2012.

Den drëtte Punkt vum Volet Ëmwelt behandelt d'Modalitéite vum Finanzement vum Kyoto-Fong. Duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 2004 gouf de Fonds de financement Kyoto kreéiert. Nieft dem Finanzement vu Projeten a Programmer fir d'Reduktioun vun CO_2-Emissiounswäerter hei zu Lëtzebuerg, also national, gëtt et dem Ëmweltminister d'Méiglechkeet an den Échange vun Emissiounsrechter ze intervenéieren, sief dat duerch d'Partizipéieren u conjointë Projeten oder eegene Projeten oder u multilaterale Projeten, déi vun internationalen oder regionalen Organismë géréiert ginn.

Schwéier ofzeschätzen ass de Käschtepunkt, well d'Erfahrungswäerter hei feelen. Wa mer awer als Referenz huelen, datt de Präis vun enger Tonn CO_2 ëm déi 20 Euro läit, a mer wëssen, datt eis Besoinen ongeféier bei 23,65 Milliounen Tonne leien, kënne mer eis ongeféier ausrechnen, datt 500 Milliounen gebraucht ginn, fir dëse Wäerter ze entspriechen.

Dëse Projet gesäit elo wéi gesot eng weider Finanzsprëtz fir de Kyoto-Fong duerch d'Contribution changement climatique um Spritt vir, niewent de Gelder, déi aus dem Statsbudget kommen, esou wéi et am Gesetz vum 23. Dezember 2004 festgesat ass.

De Moment huet Lëtzeburg dräi Accorden, déi eng Partizipatioun u multilaterale Fonge betreffen, ënnerzeechent. Dir fannt déi eenzel Projeten an eisem Rapport zréck.

Fir dës Partizipatioune misst e Spezialgesetz gemaach ginn, well se zum Deel iwwert dem Seuil vum Kontabilitéitsgesetz vu 7,5 Milliounen Euro leien. Dëse Problem géing sech elo ëmmer an dësem Beräich stellen, well et eng speziell Matière ass, wou séier a konkret reagéiert muss ginn, ansonsten ee schnell eidel wäert ausgoen. Hei denken ech virun allem un d'Emissiounswäerter, déi op der Bourse gehandelt ginn, a wou ee schnell muss zouschloen, wann d'Offer do ass.

An deem Sënn gëtt gefrot, de Seuil vu 7,5 op 25 Milliounen Euro ze erhéijen. Dëst huet an der Kommissioun, an den Avisë vum Statsrot a vun de Chamberen zu etlechen Diskussiounen a Meenunge gefouert.

D'Spezialkommissioun huet de Fait och viruginn un d'Comexbu, déi doriwwer diskutéiert huet an dat hirersäits un d'Cour des Comptes viruginn huet.

Schlussendlech gouf sech mam Accord vum Statsrot dorobber gëeenegt, den Artikel 80 vum Kontabilitéitsgesetz em ee Punkt ze erweideren an dee Seuil vu 25 Milliounen Euro fir de Fonds Kyoto dranzesetzen.

De Punkt 4 erlaabt da Lëtzebuerg, mat der Weltbank an der Europäescher Bank an der Rekonstruktioun an am Développement Efforten ze maachen, fir d'Emissiounsgaser ze reduzéieren. D'Regierung engagéiert sech op e puer Niveauen ze intervenéieren: a bilaterale Konventiounen, Partizipatiounen, Projeten a multilaterale Fongen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi eenzel Chamberen hunn de Volet Ëmwelt net a Fro gestallt an eenzel Detailelementer opgehäit, déi d'Spezialkommissioun en long et en large diskutéiert huet, fir awer schlussendlech grondsätzlech um Initialtext festzehalen.

Méi déif Kritike koume säitens dem Statsrot. Net manner wéi sechs Oppositions formelles goufen ausgesprach. D'Regierung huet zesumme mat der Spezialkommissioun op dës Remarquen an Oppositioune reagéiert, ass op d'Fuerderunge vum Statsrot agaangen an huet eng nei Rei vun Amendementer agereecht. De Statsrot huet dës Amendementer no enger Rei vu klenge Verbesserungen, deels grammatescher, deels technescher Natur, akzeptéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu probéiert, lech dësen zum gréissten Deel technesche Volet vum 5611 an enger vereinfachter a verständlecher Form duerzeleeën. Wéi gesot sinn de Volet 2 an de Volet 3 vum 5611 manner medienträchteg gewiescht; allerdéngs si se a puncto Consolidatioun vun de Statsfinanzen important a ganz wichteg fir d'Zukunft vun eisem Land.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Da komme mer zur Diskussioun, no de Rapportë vun de Rapporteuren. Éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Kaes.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, ier ech mat menger Interventioun ufänken, e puer Mercien auszedrécken. Ech wëll emol fir d'éischt e Merci un déi zwee Corapporteuren, den Här Spautz an den Här Schneider, ausdrécken. Si hunn eng ganz gutt Aarbecht gemaach, eng effikass Aarbecht an där kuerzer Zäit, an där d'Spezialkommissioun getaagt huet.

Ech wëll awer och an dee Merci de President vun eiser Kommissioun aschléissen, dee vun alle Säite gesot kritt huet, datt hien déi Kommissioun mustergülteg geleet hätt. A schlussendlech wëll ech awer och dem Kommissiounssekretär Merci soen, deen awer och mat eis alleguerten dach e bësse gehäit war, fir ëmmer zur Zäit déi Onmass vun Texter ze koordinéieren, an eis se erëm esou presentéiert huet, wéi mer se gebraucht hunn, fir kënnen zügeg weiderzekommen. Also, den Här Bisenius huet ebenfalls e Merci vun dëser Plaz aus verdéngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een d'Evolutioun vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, déi duerch d'Schafung vu villen néien Aarbechtsplaze gekennzeechent ass, verfollegt - et schwätzt ee vu bal 11.500 neie Plazen eleng während dem Zäitraum Januar 2005 bis Januar 2006 - an et vergläicht een dës Evolutioun mat den Zuele vum Chômage, dee stänneg klëmmt, da kënnt een net laanscht d'Fro vum Stellewäert vum Mënsch an eiser Gesellschaft.

Huet de Mënsch iwwerhaapt nach eng Bedeitung? Dës Fro ass um Hannergrond vun där staark zouhuelender Globaliséierung an hirer Kohorte vu Konsequenzen um Niveau vum Aarbechtsmaart ënnert der Form vun Délocalisatiounen, Restrukturatiounen a wuel verstanen onzählegen Entloossunge ganz sécher gerechtfäerdegt.

10.487 Leit waren Enn Oktober bei der Administratioun de l'Emploi ageschriwwen, dovunner 9.835, déi hei am Land wunnen. Bei déi 10.487 Demandeurs d'emploi kommen och nach 3.880 Leit dobäi, déi an enger Beschäftegungsmoossnam sinn. Am Ganze wären dat also Enn Oktober iwwer 14.000 Leit, déi an enger prekärer Situatioun hei zu Lëtzebuerg waren.

Déi méi glécklech vun hinne kréien eng finanziell Indemnisatioun, sief dat ënnert der Form vu Chômage-Indemnitéiten oder Indemnitéiten, déi am Kader vun de Beschäftegungsmoossnamen ausbezuelt ginn. Déi manner glécklech kréien iwwerhaapt näischt. Aarbechtslosegkeet ass also de Buedem, op deem d'Aarmut an déi sozial Ausgrenzung gedeit.

D'Politik huet déi grouss Verantwortung, den néidege legislative Kader ze schafen, fir deene Leit, déi haut eng Aarbecht hunn, d'Perspektiv ze ginn, datt se och muer eng Aarbecht wäerten hunn - vläicht net déiselwecht, awer op d'mannst eng Aarbecht.

An engem aarbechtspolitesche Ëmfeld, wou zumindest an absehbarer Zäit keen Enn vun der Globaliséierung ze erwaarden ass, spillt de Maintien dans l'emploi eng wichteg Roll. E stellt eng wichteg Achs, fir net ze soen d'Haaptachs vun der moderner Aarbechtsmaartpolitik duer.

D'Philosophie vum virleienden Text geet an déi Richtung. Dësen Text schaaft nei Instrumenter, déi dem Maintien dans l'emploi eng wichteg Roll araumen, wéi zum Beispill d'Verflichtung fir all Betrib, wou méi wéi 15 Salariéë schaffen, de Comité de Conjoncture iwwer all wirtschaftlech Entloossung ze informéieren, oder d'Aféiere vun engem Plan de maintien dans l'emploi, wou gekuckt gëtt, éier d'Situatioun vum Betrib esou aus dem Rudder geréit, datt kollektiv entlooss muss ginn, ob do net aner Méiglechkeete bestinn, fir Entloossungen ze vermeide respektiv, fir ze verhënneren, datt d'Salariéen an de Chômage falen.

Dat kënnen zum Beispill Reklassementer sinn, entweder intern op engem anere Posten, wéi och extern an engem anere Betrib. De Plan de maintien dans l'emploi ass als Alternativ zum Plan social geduecht. Mam Plan de maintien dans l'emploi, dee fir eng gewëssen Zäit ausgehandelt gëtt, verfügt een iwwer méi Zäit d'Salariéen ze réorientéieren. Se stinn och manner ënner Drock, well se wëssen, datt am Géigendeel zum Plan social, dee fir Entloossungen a Chômage steet, si d'Chance kréie weider um Aarbechtsmaart ze bleiwen. Si sinn dann och oft méi motivéiert sech aus- a weiderzebilden, fir den Usprëch vun hirer zukünfteger Tâche ze entspriechen.

De Maintien dans l'emploi ass a sech keen total neit Konzept. Zënter e puer Joer scho gëtt vu Maintien dans l'emploi geschwat, mä de virleiende Projet de loi verankert definitiv dës Philosophie an eisem legislative Kader. Wéi bei esou villem Neiem, huet och hei déi konkret Ëmsetzung vun der Iddi Maintien dans l'emploi fir kontroverséiert Positioune gesuergt.

D'Gewerkschaften hu sech e méi zwéngende Kader gewënscht. Wat d'Patronat ugeet, dat war an ass nach ëmmer zum Deel mësstrauesch, well et mengt en neit Instrument géif geschafe ginn, dat de près ou de loin de Betriber hir Gestiounsfräiheet géif aschränken. Ech mengen, déi Instrumenter, déi de virleienden Text op d'Bee stellt, kréien de Spagat têschent zwou verschiddenen Approchë gemaach. Elo zielt et d'Betriber esou wäit ze kréien, datt se och op dës Instrumenter zréckgräifen, an dat ass nees d'Verantwortung vun der Regierung, an notamment vum Wirtschaftsminister.

D'Politik huet net nëmmen d'Verantwortung den néidege legislative Kader ze schafen, fir de Salariéë vun haut d'Perspektiv ze ginn och muer eng Aarbechtsplaz ze fannen, mä si huet och virun allem d'Responsabilitéit, fir ze kucken, datt déi Leit, déi haut keng Aarbecht hunn, reell Aussiichte kréien, fir sech an den Aarbechtsmaart ze integréieren oder ze reintegréieren. Ech denken do besonnesch un déi, déi méi schwéier vermëttelbar sinn, wéi zum Beispill all déi jonk Leit, déi ouni Ofschloss aus der Schoul kommen.

Ronn 21%, Dir Dammen an Dir Hären, vun den Demandeurs d'emploi si manner wéi 26 Joer al. Enn Oktober 2006 huet dat genee 2.124 Leit ausgemaach. Wann een der Analys vun der Administratioun de l'Emploi, op déi iwwregens de schrëftlechen an de mëndleche Rapport higewisen hunn, Rechnung dréit, si 75% vun dëser Zuel, ergo 1.593 jonk Demandeurs d'emploi, ouni Schoulofschloss. Si kënnen also keen Diplom respektiv keng Formatioun virweisen. D'Chancë sech op dem reguläre Aarbechtsmaart behaapten ze kënnen sti fir si schlecht, et sief et gëtt een hinnen d'Méiglechkeet de Mangel u Qualifikatioun wettzemaachen, notamment iwwert de Wee vu Formatiounen am Kader vu Beschäftegungsmoossnamen.

Et bleift, wéi de Rapporteur a mäi Fraktiounskolleeg, de Marc Spautz, dat ganz gutt a senger Ried gesot huet, datt déi eenzeg Formatioun, déi bei Wäitem de jonke Leit et erlabe wäert sech op dem Aarbechtsmaart ze behaapten, nach ëmmer déi ass, déi een an der Schoul vermëttelt kritt. Ech kann och hei nëmmen de Konklusioune vum Rapporteur zoustëmmen, datt en vue vun där ëmmer nees weider klammender Unzuel vu Jugendlechen, déi fréizäiteg mat der Schoul ophalen, eis Regierung a speziell eis Erzéiungsministesch gefuerdert ass fir den aktuelle Schoulsystem ze iwwerdenken.

Ech warnen awer hei viru Solutiounen, déi eng Nivelléierung vun eisem Schoulsystem no ënne beinhalten. Natierlech ass mat enger Reform vum Schoulsystem net alles gedoen. Et wäerten ëmmer jonk Leit ginn, déi ouni Diplom oder Ausbildung vun der Schoul ginn. Et ass virun allem an dësem Kontext, datt d'Bedeitung vun de Beschäftegungsmoossname voll a ganz zur Geltung kënnt. D'Beschäftegungsmoossnamen hunn zum Zil d'Beschäftegungsfäegkeet vun de jonken Demandeurs d'emploi ze fërdere respektiv ze verbesseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begréissen dowéinst ganz staark d'Initiativ, fir d'Beschäftegungsmoossname vun deene Jonken op Basis vun de Konklusioune vum Ceps auszeschaffen an ze optiméiseren. Vu datt dës Instrumenter eng wesentlech Roll um Niveau vun der Integratioun um Aarbechtsmaart spillen, wier et gutt wann d'Effizienz vun dësen neien Instrumenter - dem CAE an dem CIE - op hir Wierksamkeet hi géif gepréift ginn. Dës Bemierkung zielt ausserdeem och fir all déi aner Instrumenter, déi de virleiende Gesetzesprojet aféiert.

Nieft deene Jonken ouni Diplom ginn et awer och eng Partie méi eeler Leit, fir déi et schwiereg, wann net souguer onméiglech ass, fir eng fest Plaz ze fannen. Et ass d'Aufgab vun eiser Gesellschaft fir hinnen - an et ginn der ëmmer méi - entgéintzekommen. De virleiende Gesetzesprojet setzt den Akzent op de Maintien dans l'emploi an de Chômage. E betrëfft net direkt de sougenannte Chômage social, deen am Kader vum Gesetzentworf 5144 behandelt gëtt.

Dëse Projet gesäit d'Asetze vun enger Rei vun Initiativen oder Aktivitéite vir, déi déi schwéier vermëttelbar Demandeurs d'emploi aktivéiere sollen. Dëse Projet ënnerläit därselwechter Philosophie wéi de virleienden Text. Déi zwee Texter sinn a mengen Ae ganz kloer complémentaire. Et wär dowéinst wënschenswäert, wann de Projet de loi 5144 esou schnell wéi méiglech kéint an där zouständeger Kommissioun behandelt ginn. Et bleiwen allerdéngs nach verschidde Punkten ze diskutéiere bis dëse Projet hei an der Chamber gestëmmt gi kann.

Am Fall vu schwéier vermëttelbaren Demandeurs d'emploi, Dir Dammen an Dir Hären, ass et menger Meenung no net gedoe reng aarbechtsrechtlech Hëllefen an Ënnerstëtzungen unzebidden. Schwéier vermëttelbar sinn oft Leit, déi am Liewe schwéier vum Schicksal getraff gi sinn, oder déi, nodeems se hir fest Aarbechtsplaz verluer hunn, sech no an no ëmmer méi ausgegrenzt hunn. Et si ganz oft, och wann et net ëmmer de Fall ass - ech wëll dat hei ënnersträichen -, Leit, déi e puer Problemer mat sech schleefen: Alkoholproblemer, verschidden Handicapen, Krankheeten, an esou weider. Hei muss vill Wäert op e besonnesch intensiven an individuelle Suivi geluecht ginn. Et däerf een net vergiessen, datt de Kampf géint de Chômage eng koordinéiert a kohärent Approche virausgesäit. An do spillt ënner anerem och dee sozialen Aspekt eng ganz wichteg Roll.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll nach kuerz op zwee Punkte vum Gesetzesprojet 5611 agoen, an zwar als alleréischt op déi fiskalesch Erneierungen. D'Beträg, déi op Basis vun den Artikelen 115-9 an 115-10 vum L.I.R. kënnen ofgesat ginn, ginn duerch de virleienden Text uniforméiséiert. Et kann een elo e Betrag ofsetzen, dee maximal zwielefmol dem soziale Mindestloun vun engem onqualifizéierten Aarbechter entsprécht. Dëst soll verhënneren, datt ökonomesch Entloossungen aus steierleche Grënn duergestallt ginn als ob et e Licenciement abusif wär, fir vun engem méi interessanten Ofsetzungsplaffong ze profitéieren.

Den Text gesäit awer och vir, datt Leit, déi e Recht op eng virverluechten Altersrent hunn, vun der Exonératioun ausgeschloss sinn. Dës Ausschléissung féiert zu Ongerechtegkeeten. D'Spezialkommissioun hat iwwert de Wee vun Amendementer probéiert, dës Exceptioun ofzeschafen, mä op grond vun der Opposition formelle vum Conseil d'État ass se nees an den Text eragesat ginn. De Fait ass, datt dës ongläich Behandlung a mengen Aen net gerechtfertegt ass. Au contraire, si féiert zu neie sozialen Härtefäll, jo fir mech ass dëst an engem gewëssene Sënn eng Diskriminéierung.

Ech fuerderen duerfir d'Regierung op, d'Méiglechkeeten ze ënnersichen, ob een net kéint dem Wonsch vun der Spezialkommissioun am Sënn vum Prinzip vun der Gläichheet entgéintkommen an trotzdeem d'Ausnahm aus dem Text erausuelen. Eng aner Méiglechkeet besteet doran, datt ech eng Proposition de loi zu dëser Problematik maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, éier ech meng Ried zum Volet Aarbechtspolitik ofschléissen, wëllt ech kuerz nach op eng Moossnam zréckkomme vu geréngerer Bedeitung, virun allem am Verglach mat

deenen anere Moossnamen, déi de virleienden Text aféiert, mä déi awer a mengen Aen och eng bestëmmte Wichtegkeet huet.

De Gesetzestext gesäit um Niveau vun den Dispositiounen iwwert de Chômage partiel d'Aféierung vun engem neie Kompensatiounsmodell vir; nom virleienden Text iwwerhëlt den Employeur eleng d'Entschiedegung vun deenen éischte 16 Stonnen. Iwwregens ass déiselwecht Solutioun och am Kader vum Chômage involontaire en cas d'intempéries oder vum Chômage accidentel ou technique involontaire zréckbehale ginn.

Dës nei Opdeelung soll dozou bäidroen, de Lounverloscht vum Salarié ze reduzéieren. Et ass esou, datt, no der aktueller Législatioun déi éischt 16 Stonne Chômage vum Aarbechter a vum Employeur iwwerholl ginn. An der Praxis ass et esou, datt den Aarbechter déi éischt aacht Stonnen an den Employeur déi aner aacht Stonnen iwwerhëlt. De Stat spréngt eréischt no der 16. Stonn, also vun der 17. Stonn un an. De Kompensatiounstaux läit bei 80% vum normale Stonneloun fir den Aarbechter.

Or, no deem heitege System huet de Salarié eng Perte vun 100% fir déi éischt aacht Stonnen, déi integral vun him iwwerholl ginn, an nach eng Kéier eng Perte vun 20% fir déi aner aacht Stonnen, déi vum Employeur gedroe ginn. A mengen Aen eng ongerechtfertegt Situatioun.

Ech hat am Juli vum leschte Joer d'Regierung op dës Problematik via eng parlamentaresch Fro opmierksam gemaach. Ech krut als Äntwert, datt et un de Sozialpartner wär, eventuell Disparitéiten opzehiewen. Ech sinn duerfir ganz frou, datt och dës Fro am Kader vun der Tripartite diskutéiert ginn ass an datt do eng zefridde stellend Solutioun fonnt ginn ass.

Här President, erlaabt mer elo nach kuerz een, zwee respektiv och dräi Sätz zum Volet Sécurité sociale ze soen.

Ech sinn d'accord mat de virgeschloenen Ännerungen um Niveau vun den Dispositiounen am Kader vun der Sécurité sociale a virun allem dem neie Finanzéierungsmodus vu verschiddenen Ausgaben, deen zum Zil huet de Statsbudget ze entlaaschten, andeems eng Rei vun Interventiounen net méi iwwert de Statsbudget wäerte finanzéiert ginn, mä iwwert d'Pensiounskeesen. Ech denken do un d'Babyjoren oder un de Complément différentiel.

Dës Entlaaschtung vum Statsbudget erméiglecht esou d'Adaptatioun vum Index, d'Netindexéierung vun de Familljenzoulagen an dem Congé parental oder d'Neutraliséierung vu verschiddene Präiserhéijungen, déi virun der Vakanz am Kader vum Gesetz vum 27. Juni 2006 gestëmmt gi sinn, fir der Regierung den néidege finanzielle Spillraum ze loossen, fir d'Statsfinanzen ofzesécheren, fir weiderhi wichteg Investitioune finanzéieren ze kënnen.

Ech wëll awer all deenen, déi mengen, d'Tripartite-Accordë wären den éischte Schratt fir an Etappen den Indexmechanismus laangfristeg ausser Kraaft ze setzen, soen, datt se sech keng Illusioune brauchen ze maachen. Dat wäert ganz sécher net de Fall sinn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- En ass ausser Kraaft gesat!

M. Ali Kaes *(CSV)*.- D'Sozialpartner hunn am Kader vun der Tripartite eng responsabel Haltung ageholl - déi eng vläicht méi eng responsabel wéi déi aner -, fir dozou bäizedroen, datt mer bis 2009 erëm gesond Statsfinanzen hunn.

(Interruption)

Aus deeneselwechte Grënn eraus gëtt och ab dem 1. Januar 2007 den Taux vun der Contributioun un d'Assurance dépendance vun 1 op 1,4% erhéicht. Doduerch gëtt fir d'Joer 2010 eng Reserv vu ronn 200 Millioune Euro erwaart, wat wäit iwwert där aktueller Reserv vun ongeféier 60 bis 70 Millioune läit. Op Hibléck op déi demographesch Evolutioun ass dës Erhéijung a sech logesch.

Wéi och ëmmer, d'Prestatiounen an d'Leeschtunge vun der Assurance dépendance sollen am Laf vum kommende Joer kritesch am Detail ënnersicht a kontrolléiert ginn, wat äusserst positiv ass. Dëst Instrument, wéi och all anert, soll, wann dat noutwendeg ass, ganz einfach ugepasst an optimiséiert ginn. Do derniewent gëtt d'Bedeelegung vum Stat agefruer. Si dierf net iwwert den aktuelle Betrag, deen am Budget 2006 steet, erausgoen, an zwar 140 Millioune Euro.

D'Sozialpartner hunn awer mat der Regierung ausgemaach, fir de Finanzement vun der Assurance dépendance am Joer 2009 frësch ze verhandelen. Den Text gesäit och nach vir, datt déi staatlech Bedeelegung un den Dépensë vun der Assurance dépendance Enn 2009 net ënner 40% leien dierf. D'Bedeelegung soll agefruer ginn, mä net zu egal wat fir enge Konditiounen. D'staatlech Bedeelegung muss awer e gewëssenen Niveau erreechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wollt ech nach eng Kéier ënnersträichen, wat de Marc Spautz schonn a senger Ried gesot huet a wat am Fong fir bal jiddfereen an der Spezialkommissioun wichteg a richteg war, an zwar, datt een d'Organisatioun an d'Aarbechtsweis vun der Administration de l'Emploi iwwerdenke muss an un déi heiteg Situatioun an Ufuerderungen um Aarbechtsmaart upasse muss.

Fir de Rescht, mengen ech, geet de virleienden Text an déi richteg Richtung. Effortë sinn elo vu jiddferengem verlaangt, an dëst am Numm vun der sozialer Kohesioun. Ech wär frou, wann de virleienden Text eng grouss Zoustëmmung géif kréien. Et geet nämlech hei ëm vill méi wéi de Chômage, et geet ëm e wesentlecht Recht: d'Recht op Aarbecht.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 5611 ass hei am Land jo e Synonym gi vu Jugendprotester; d'Jugend, déi géint dëse Projet de loi op d'Strooss gaangen ass. Eng Situatioun, déi ongewinnt ass hei am Land, déi mer laang net haten an eis duerfir och soll deementspriechend ze denke ginn.

Et war eigentlech iwwerraschend, datt e Projet de loi, dee jo eng ganz Rei vu Moossnamen ëmsetze soll, déi an der Tripartite décidéiert gi sinn, herno awer zu esou enger Revolt oder zu esou Oppositioun am Land gefouert huet. Eigentlech si mer jo ëmmer dovunner ausgaangen, datt, wann d'Tripartite getagt huet, wann et do en Accord ginn ass tëschent der Regierung, tëschent domadder jo och der parlamentarescher Majoritéit, op d'mannst hei am Haus, tëschent de Sozialpartner, Gewerkschaften an dem Patronat, datt domadder eng grouss Unanimitéit am Land géing herrschen, iwwert dat, wat dann do décidéiert ginn ass.

Trotzdeem hu mer hei relativ schnell gesinn, datt souguer déi, déi mat um Dësch souzen, wou den Accord hei ausgehandelt ginn ass, e puer Deeg duerno schonn aner Interpretatiounen hate wéi aner Leit, déi mat um Dësch souzen, an datt haut nach ëmmer erëm ze liesen ass, datt dat eent an dat anert net esou gemengt war, an datt ee sech dorunner net méi géing gebonne spieren.

A ganz besonnesch déi Leit, déi jo net um Dësch souzen, an dat sinn der ganz vill hei am Land, well d'Tripartite jo awer hannert zouenen Dieren tagt, spiere sech net gebonnen un dat, wat do ofgemaach ginn ass, an duerfir ass et eigentlech och esou, dass déi ganz Problematik, déi an der Tripartite diskutéiert ginn ass, déi eescht ze huelen ass, well et do ëm eescht Zukunftsfroen hei am Land gaangen ass, datt déi ganz Problematik eis alleguerten hei am Land an och der Ëffentlechkeet net esou bewosst war.

Dat ass ee vun den Nodeeler dovunner, datt hannert zouenen Dieren diskutéiert gëtt, datt iwwert d'Käpp vun de Leit ewech décidéiert gëtt. Da riskéiert een, datt déi Décisiounen, déi Propositiounen herno an der Ëffentlechkeet och net deementspriechend matgedroe ginn.

D'Parlament war do net mat agebonnen; d'Ëffentlechkeet war net mat agebonnen; d'Société civile war net mat agebonnen. An dat sinn awer Acteuren, déi musse mat agebonne sinn, wann et ëm d'Zukunftsgestaltung hei am Land geet.

An duerfir wëll ech nach eemol op déi Motioune vu mengem Fraktiounspresident, dem Charel Goerens, verweisen, déi hien d'lescht Joer hei am Kontext vun de Budgetsdebatten déposéiert huet, déi eng Pist weisen, wéi een och déi dote wichteg Zukunftsfroe kéint zesumme mat der Ëffentlechkeet, zesumme mat der Société civile, zesummen och mat deenen eenzelne Fraktiounen hei am Parlament, mat deenen eenzelne gewielte Volleksvertrieder hei kéint diskutéieren, ier een an eng Tripartite erageet, ier een e dann Diskussiounen um Niveau vun der Tripartite mat de Sozialpartner an der Regierung géing féieren.

Dann hätt ee wahrscheinlech méi gemaach fir d'Akzeptanz och herno vun deem, wat dobäi erauskomm wär, well och do d'Problematik eis alleguerten e Stéck méi bewosst gi wär.

Den Dialog, dee gefouert ginn ass, ass eigentlech ze spéit gefouert ginn. De Minister Biltgen huet sech vill Méi gemaach déi lescht Wochen, fir mat Jonken ze schwätzen, fir en oppent Ouer ze hu fir hir Revendicatiounen, fir hir Malaisen, déi se spieren. Mä hien huet et eréischt gemaach, wéi déi Jonk op d'Strooss gaange sinn, wéi déi Jonk gesot hunn, datt dat do net déi Politik ass an där si sech kënnen erëmfannen.

En Dialog an engem méi fréie Stadium wär hei mat Sécherheet besser gewiescht, och fir d'Akzeptanz vun deenen dote Mesuren, déi zum Deel net onsënneg sinn an eisen Aen.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei war dann och déi, déi an der Spezialkommissioun dofir plädéiert huet, datt och déi Kommissioun sech soll opmaachen, fir datt mer och do deen een oder deen aneren Acteur, dee sech bis dunn net agebonne gespiert huet, hätte kënnen héieren, fir datt mer hätte kënne Kontakt ophuele mat deenen, déi dëse Projet de loi net fir déi beschte Solutioun halen...

(Interruption)

Neen, neen, et war definéiert ginn an der Kommissioun, wat fir eng Acteuren, nämlech déi, déi sech schrëftlech géinge mellen, a bei deenen een dann d'Impressioun hätt - an dat war en Arrangement an der Kommissioun opgrond vun eiser Interventioun -, datt dat, wat se géinge proposéieren, nach e positive Bäitrag an déi ganz Diskussioun kéint bréngen.

(Interruption)

Mir wëssen, Här Clement, datt dat net déi Hoffnung erfëllt huet, déi mer alleguerten doranner...

(Interruption)

Här President, ech hunn d'Impressioun, wéi wann hei d'Leit méi ënnerenee schwätze wéi se mir nolauschteren. Ech weess net firwat!

Une voix.- Et ass hiert schlecht Gewëssen!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Mä mir wëssen, datt dat net deen Erfolleg hat, well et och ze spéit komm ass dee Moment, dee mer eis vläicht alleguerten erwaart hunn. Mä d'Demokratesch Partei huet awer an hire Beméiungen, fir en oppent Ouer ze hu fir déi Jonk, an net nëmmen déi Jonk, net nogelooss. A mir haten eng ganz Rei vun Entrevuë mat Jugendmouvementer aus de Gewerkschaften, mat de Studentevertriedungen an aneren, wou mer gespiert hunn, datt de Malaise méi déif sëtzt, datt de Malaise net nëmmen ëm de Gesetzesprojet 5611 geet, ëm déi konkret Dispositiounen, déi haut hei diskutéiert ginn an haut hei sollen ëmgesat ginn, mä datt d'Jugend sech Froe stellt, berechtegt Froe stellt iwwert d'Zukunft hei am Land.

Mir wëssen och, datt déi Reaktioun vu ville Jonken hei am Land manner oder zum Deel op jidde Fall net mëmme berout op deem, wat am Gesetzesprojet steet, mä och nach eng Kéier supplémentaire ugefacht ginn ass vun enger Rei vun net ganz qualifizéierten an op jidde Fall ongléckleche n Äusserunge vun eisem Statsminister Jean-Claude Juncker.

Wann hie seet, datt de Chômage just am September an am Oktober géing an d'Luucht goen, well déi Jonk dann eben emol nach éischter géinge Vakanz maachen, wa se hiren Diplom gepackt hunn, ier se sech géinge d'Méi maachen, eng Aarbecht ze sichen, da si mer der Meenung, datt, wann ee laang Méint oder och Joren op d'Zil higeschafft huet, säin Diplom ze kréien, datt een dann och emol eng Kéier e puer Woche kann ausspanen, d'Féiss héich leeën an d'Liewe genéissen, ier et da richteg lassgeet.

An ech weess jo och net, ob et de Premier, den Aarbechtsminister oder d'Regierung gefreet hätt, wann d'Croissance beim Aarbechtslosentaux schonn am Juli ze verzeechne gewiescht wär amplaz herno eréischt am September. Do wär ënnert dem Stréch dann och näischt dobäi erauskomm.

(Interruption)

Et kann een also de Protest vu ville Jonke verstoen. Vill Jonker, déi soen: Denkt och un eis, wann Der Politik maacht. Denkt och un eis Suergen, déi mer haut konkret hunn, déi mer awer och an Zukunft kënnen hunn, wann een d'Entwécklung vun eisem Land kuckt.

A villes dat, wat fir jonk Leit an der Vergaangenheet eng Gewëssheet war, wat en Halt duergestallt huet, dat hu se haut net méi an där doter Form. D'Suerg, eng Aarbechtsplaz ze fannen, eng Aarbechtsplaz ze behalen, ass haut vill méi konkret wéi dat nach viru Joren, geschweig viru Generatioune war.

D'Suerg, fir eng Aarbechtsplaz ze halen, eigentlech an de Beruff anzetrieden a bei e Betrib anzetrieden an herno och do an d'Pensioun ze goen, dat ass jo och net méi d'Realitéit. Den Aarbechtsmaart ass en aneren. D'Wirtschaftswelt ass haut eng aner, erfuerdert och do vill, vill méi vun deem Eenzelnen, deen dorunner participéiert. A ganz besonnesch déi, déi keen Ofschloss hunn, déi Schwieregkeeten hate bei hirem Schoulparcours, ganz besonnesch déi si jo vu Précaritéit bedroht. Dat wësse mer heibannen. An dat spieren och ganz vill Jonker, hir Elteren, hir Familljen a Kolleegen.

Et geet also och hei ëm déi konkret Zukunftschancë vu Jonken. A wann een da kuckt, wat déi bishereg Mesurë bruecht hunn, wéi se deene Jonken, déi op der Sich waren no enger Aarbecht, gehollef hunn, dann däerf een net nëmme kucken, wat da lass ass, oder wéi dee Jonke gehollef kritt, wann en an der Mesure ass, mä mer mussen och kucken, wat duerno geschitt. Wéi hu mer seng Chance verbessert duerch déi dote Mesure?

Eigentlech musse mer kucken, net nëmme wou en drun ass, wann en 18 oder 20 Joer huet, wéi en do gehollef kritt, mä: Wéi bréngen mer et fäerdeg, datt en herno, wann en 30 Joer huet, oder 25 Joer huet, oder 33 Joer huet, datt en dann eng stabil Situatioun huet, datt en dann eng fest Aarbechtsplaz huet, datt en dann integréiert ass an d'Aarbechtswelt. Dat muss d'Zil si vu ganz ganz villen Iwwerleeungen.

Och aner Perspektiven, déi sech fir jonk Leit hei am Land bidden, sinn net nëmme positiv ze bewäerten. Mir kënnten d'lescht Woch zum Deel doriwwer hei diskutéieren, wéi mer iwwert de Statsbudget geschwat hunn.

Haut, wann een den Defizit am Statsbudget kuckt, kann ee behaapten, datt mer op Käschte vun der Zukunft liewen. Mir waren eis bal alleguerten d'lescht Woch heibannen eens, datt Handlungsbedarf do ass fir d'Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem fir d'Zukunft, fir déi Jonk vun haut, fir deen, deen 2006 fir d'éischte Kéier eng Contributioun dozou abezuelt huet, fir datt och deen nach herno un de System ka gleewen, wann hien no 40 Joer dann aus dem System erausgeet an dann emol ufänkt dovunner ze profitéieren.

D'Verscholdung soll eis Suerge maachen, a wa mer um Niveau vun de Pensioune jo dat kucken, wat an dësem Projet de loi elo hei mat gemaach, wat ëmgesat gëtt, dann ass dat jo näischt, wat dozou bäidréit, fir d'Pensioune fir d'Zukunft ofzeséchere mam Transfert vun de Babyjoren, vum Complément différentiel an de Statsbudget eran duerch d'Opbrauche vun de Rentereserven.

De Statsbudget ass amgaangen d'Reserven opzebrauchen. Mir kënnen an eng Situatioun erakommen, wou Scholde gemaach ginn, wou mer eng net einfach Ierfschaft deene Jonken hannerloossen. Mir mussen awer och éierlech si mat deene Jonken. Mir mussen och soen, datt grouss Erausfuerderunge virun eis leien, datt awer och Effortë musse gemaach ginn, vun hinnen, vun eis alleguerten, vu jiddferengem am Land an och vun der Politik, fir déi Erausfuerderungen ze meeschteren.

D'Leeschtungsbereetschaft ass dobäi eent vun de Stéchwierder, laanscht déi mer net kommen. Leeschtungsbereetschaft an der Schoul. Leeschtungsbereetschaft, fir en Diplom ze kréien. Leeschtungsbereetschaft och duerno am Beruff.

Wann een awer och kuckt, wat fir eng Messagen dës Regierung bis ewell ginn huet, zum Beispill bei der Educatiounspolitik, da waren dat och zum Deel déi falsch Messagen, well een do den Term Leeschtungsbereetschaft jo net uewen op der Agenda erëmfonnt huet bei der Bildungspolitik vun dëser Regierung.

An déi bishereg Mesuren, fir deene Jonken ze hëllefen an den Aarbechtsmaart eranzekommen, hunn eigentlech och ganz oft déi

falsch Messagë ginn. A jiddferee vun eis kennt Beispiller. Ech als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi vill geplot ass mat Jugendaarbechtslosegkeet, kenne se mat Sécherheet och, an ech kéint lech vill Beispiller hei opzielen.

Eng Kéier, wéi ech beim Coiffeur souz an niewendrun e jonke Mënsch um Stull souz, hunn ech héieren, wéi de Coiffeur gefrot huet: „Wat méchs de?“ An du sot hien: „Jo, ech sinn amgaange meng Léier ze maachen, mä ech weess awer net, ob ech déi soll weiderféieren, well meng Kolleege sinn op der Gemeng an déi hunn do en CAT. Déi verdénge méi wéi ech. Dat ka jo och net sinn. Ech mengen, ech probéieren och do eranzekommen.“

Dat kann et net sinn, datt mer deen avantagéieren, datt mer dee besser stellen oder dat encouragéieren, datt hie kuerzzäiteg an eng Mesure erageet, well hien et do vläicht besser huet, an op där anerer Säit gëtt den Effort net encouragéiert, fir eng Léier ze maachen, fir en Diplom ze kréien, fir seng eegen Zukunft domadder ofzesécheren.

Ech hat en aneren, deen ass bei mech komm, hien hat 17 Joer, e jonke Mënsch, deen d'Liewe viru sech huet, dee gesot huet: „Ech hunn an dräi Wochen Noexamen, mä ech packen deen net. Kann ech net op d'Gemeng kommen als CAT?“ Ech hu gesot: „Dräi Wochen, do ass nach alles dran. Elo gees de emol heem an da léiers de. Da kucks de wéi dat geet. A wann dat doten net geet, an du wëlls deng Schoul net weidermaachen, da kuckt een iergendwann eng Kéier wat da gemaach gëtt.“

Komescherweis wou deen eraus war kënnt en aneren eran, an dee seet: „Ech hunn e Feeler gemaach. Ech hat 18 Joer, wou ech d'Schoul geschmass hunn, an ech hunn duerfir permanent a menger Beruffscarrière Problemer gehat.“ Dat sinn awer och déi Messagen an déi Geschichten, déi mer deene Jonke vermëttele mussen. Mir musse weisen, datt et duerch eegen Efforten herno och geet, fir d'Ziler ze erreechen. Mir däerfen net weider un der Illusioun vun engem Schlaraffeland festhalen, datt hei zu Lëtzebuerg alles vum selwe goe soll.

Mir mussen awer och vermëttele firwat een déi Effortë maache soll. Mir mussen och vermëttelen, datt et sech lount déi Efforten ze maachen. Mir mussen och vermëttelen, datt deen Eenzelnen doduerjer seng eegen, seng ganz perséinlech, seng ganz privat Ziler erreeche kann, datt hien net nëmme finanziell ofgeséchert ass, mä datt hien doduerjer och kann e fräit Liewe féieren, a säi Liewen esou gestalte wéi hie sech dat virstellt, datt hie säi Liewen och doduerjer emol ka genéissen. Mir mussen och alleguerte wëssen, datt et och nëmmen doduerch herno méiglech ass, fir dat wat mer eis hei zu Lëtzebuerg alleguerten am Laf vun deene leschte Jorzéngten opgebaut hunn, fir d'Zukunft ofzesécheren: De Wuelstand fir jiddfereen an d'Méiglechkeet, d'Capacitéit iwwerhaapt nach a Solidaritéit konkret kënnen ze liewen.

Beim 5611 ass an den Ae vun der Demokratescher Partei also net alles gutt, awer och net alles schlecht. Reformen an der Aarbechtsmaartpolitik sinn eiser Meenung no noutwendeg. Mir hunn eng ganz Rei vu Propositiounen am Laf vun de leschte Méint hei an op anere Plaze virgeluecht, mä et däerfen och net egal wat fir eng Reforme sinn. Déi éischt Approche, déi d'Regierung unhand vun enger Rei vun Detailpunkte virgeluecht hat, ass mat Sécherheet och do an déi falsch Richtung gaang, well et awer herno hätt kënnen zu Situatioune kommen, wou Jonker onverschëlt an d'Précaritéit ofgedrängt gi wären a se doduerjer hir Startchancë fir d'Liewen eigentlech verschlechtert kritt hätten, amplaz se verbessert ze kréien.

Et däerf een och net nëmme bestrofen, wann een net hannendrun och kann Alternativen ubidden. Alternativen um Aarbechtsmaart, Alternativen, fir dann och herno konkret eppes kënnen unzehuelen. Trotzdeem si mer der Meenung, datt de Volet vun der Reform vun enger Rei vun Aarbechtsbeschafungsmoossnamen hei noutwendeg ass, an datt een dee Volet, deen hei ugepaakt gëtt, vun der Direktioun an der Philosophie hier och ka matdroen a mat deelen.

D'Ceps-Etüd, déi jo viru kuerzem presentéiert ginn ass, beweist jo ganz kloer, datt eng ganz Rei vun deene Mesuren, virun allem den CAT-Kontrakt am Secteur public, versot hunn, datt se et net fäerdeg bruecht hunn, fir d'Leit, déi aus der Mesure erauskomm sinn, herno méi employabel ze maachen, fir hinnen eng besser Chance herno ze ginn um Aarbechtsmaart. Déi Etüd, déi presentéiert ginn ass, ass zum Deel dann och eng Descriptioun vum Échec vun där doter Aarbechtsmaartpolitik, wéi mer se an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Dann, wann een als Eenzelnen op de Karussell eropklëmmt, ee Joer, zwee Joer an der Mesure ass, an herno vum Karussell erëm erofklëmmt, steet een eigentlech erëm op därselwechter Plaz mat gradesou wéineg oder gradesou vill Bagage wéi dee Moment, wou een eropgeklommen ass. Dat ass dat, wat déi Etüde bewisen hunn. Dat ass awer och den Échec vun der Aarbechtsmaartpolitik, wéi mer se zum Deel déi vergaange Joren hei am Land gemaach hunn.

Mir hunn dann och allegueгte gesinn, datt de Stat an d'Gemengen - an do soll ee keen ausschléissen - och ganz oft vun deenen dote Mesurë profitéiert hunn, fir op bëlleg Aarbechtskräften zréckzegräifen. Esou éierlech solle mer dann och alleguerte mat eis selwer sinn. An déi Éierlechkeet solle mer awer och dann hunn, fir ze kucken: Wéi behale mer dann de Stat an d'Gemengen um Funktionéieren, wa mer déi dote bëlleg Aarbechtskräften net méi an eis Servicer, an eis Verwaltungen integréieren?

Et ass also Handlungsbedarf. Handlungsbedarf ganz besonnesch och, wat dann d'Formatioun vun deenen doten ubelaangt. Duerfir ass et ze begréissen, datt nieft der Disponibilitéit fir de Betrib oder fir de Patron - och de Patron am Secteur public - et esou ass, datt déi Jonk ugehale si während där Zäit, wou se do d'Chance kréien e Schratt an den Aarbechtsmaart eranzemaachen, eng Formatioun ze maachen, fir duerno besser Chancen ze hunn eng definitiv Plaz ze kréien.

Ech verweisen nach eng Kéier op d'Beispill virdru vum Coiffeur; déi Geschicht, déi mer do héieren hunn. Et ass eben och ze verstoen, datt een, deen iwwert deen dote Wee probéiert dann och e Fouss an d'Aarbechtswelt eranzekréien, sech op eege Féiss ze stellen, datt dee finanziell net onbedéngt däerf besser, vill besser gestallt sinn, wéi deen, deen op där anerer Säit iwwert den traditionelle Wee, iwwert d'Schoulausbildung, iwwer en Apprentissage probéiert zu eppes ze kommen.

Trotzdeem, wann een eng Rei vun deenen Iwwerleeungen an deene Mesuren hei ka begréissen, ginn et nach Kritikpunkten. Mir stellen nach ëmmer fest, datt en CIE, deen dann am Privatsecteur ugebuede gëtt, méi schlecht ënnerstëtzt gëtt, finanziell méi schlecht gestallt gëtt iwwert d'Participatioun vum Fonds pour l'Emploi, woubäi mer jo awer gesinn, datt et eigentlech grad déi dote Kontrakter waren, wa jonk Leit am Privatsecteur bei e Patron komm sinn an do eng gewësse Formatioun am Betrib ganz konkret gemaach hunn, datt se herno besser Chancen haten.

Et versteet een net firwat, datt do déi finanziell Ënnerstëtzung fir de Betrib méi kleng ass, wéi déi finanziell Ënnerstëtzung am Fall vun engem CAE herno am Secteur public, wou do eigentlech och nach ëmmer d'Gefor besteet, datt ee mëssbraucht gëtt als bëlleg Aarbechtskraaft, an datt herno deen, deen aus där Mesure erauskënnt, awer nach ëmmer net déiselwecht Chancen huet, wéi deen, deen am Privatsecteur ënnerdaach komm ass.

Mir mussen also dofir nach Effortë maachen, fir méi Jonker, déi an esou enger prekärer Situatioun sinn, bei Privatbetriber ënnerdaach ze kréien, well d'Statistike weisen, datt dat et méi bréngt. Mir mussen dofir e kloren Ureiz schafe fir déi Jonk a fir d'Betriber. Déi Elementer schéngen eis an dësem Gesetz nach ze feelen. Ech wëll hei net nëmme vu méi enger héijer Subsidiéierung fir de Privatsecteur am Fall vun esou Kontrakter schwätzen. Et kéint ee sech do zum Beispill virstellen, datt een e gestaffelte Remboursement géif virgesinn, deen eigentlech am Ufank vun esou engem Kontrakt méi héich wär.

Am Ufank, dann, wa jo och deejéinegen, deen an de Betrib kënnt, nach net richteg Fouss gefaasst huet am Betrib, dem Patron do och nach net op déiselwecht Aart a Weis kéint hëllefen, an en herno, wann en eng Zäitchen do ass, scho méi Kompetenzen huet, e méi am Betrib eng Hand ka mat upaken, an datt dann d'öffentlech Hand e géif manner rembourséieren, datt doduerjer och d'Chance géif bestoen, datt deen dote Kontrakt an e festen Aarbechtskontrakt herno géif iwwergoen, well dann déi finanziell Situatioun vum Patron während dem Kontrakt respektiv während dem CIE och herno eigentlech an déiselwecht finanziell Situatioun vun engem normalen Aarbechtskontrakt iwwerleeft.

Et kéint ee sech och virstellen, datt nei gegrënnten Entreprisen anescht do géife gestallt ginn, fir esou Leit mat erunzezéien, fir deenen nei gegrënnten Entreprisen eigentlech och d'Chance ze ginn iwwert deen dote Wee emol richteg kënne Fouss ze faassen. Dat sinn Iwwerleeungen, déi ee fir d'Zukunft ka mat eranhuelen.

Zil soll et sinn - an dat hu mer hei ëmmer vertrueden -, datt deejéinegen, deen eng Aarbechtsplaz sicht, wa méiglech eng Aarbechtsplaz um éischten Aarbechtsmaart kritt. Duerfir ginn dës Reformen och eleng net duer. Dat weist och d'Resultat vum Maintien dans l'emploi, do wou e scho konkret proposéiert ginn ass; zum Beispill beim Monopol, wou ëm en Drëttel vun de Leit elo eréischt no Méint vun intensiven Ustrengunge bei engem anere Patron ënnerdaach komm sinn. Zwee Drëttel sinn nach net ënnerdaach komm. Dat ass och keen Allheelmëttel.

Mir mussen och Iwwerleeungen ustellen iwwert déi, déi manner jonk sinn. An do geet et och net duer, datt de Premierminister de Jugendwahn an eiser Gesellschaft gäisselt. Doriwwer kënne mer eis gären ënnerhalen, mä domat ass engem manner Jonken, deen op der Sich no enger Aarbecht ass - een, dee 50, 55 Joer huet -, och nach net konkret gehollef. Mir mussen eppes maachen - an ech sinn eigentlech frou, datt ech et virdru vun de Virriedner och schonn héieren hunn -, an dat ass de permanente Monitoring vun deenen dote Mesuren. Dat ass dat, wat mir awer och hei op der Chambertribün an op anere Plazen als Demokratesch Partei des Öftere gefrot hunn. Mir mussen déi Mesuren do stänneg op de Leescht huelen, fir ze kucken: Wat fir eng bréngt eppes, a wat fir eng bréngt näischt?

Mir mussen och déi Mesuren, déi Kontrakter, déi Systemer, déi mer elo hei en place setzen, no sechs Méint, no engem Joer evaluéieren. Et ka villes sinn, wat hei gutt geduecht war initialement, datt dat an der Realitéit net funktionéiert. Et ka villes sinn, datt herno an der Privatwirtschaft eppes geännert huet, datt do d'Konditiounen anerer ginn, datt een Instrument, dat an der Vergaangenheet gutt gegraff huet fir Jonker an d'Aarbecht ze kréien, haut net méi gräift. Duerfir musse mer och déi Mesuren analyséieren. Duerfir musse mer och d'Législatioun lafend iwwerkucken.

Mir mussen dat aussortéieren, wat näischt méi bréngt, an dat renforcéieren, wat gutt funktionéiert. Mir sollten eis och do net nëmmen op eis selwer konzentréieren. Et kann een an engem Prozess vun Échanges de bonnes pratiques zum Beispill an d'Ausland kucke goen: Wat fir eng Mesuren hunn et do bruecht?

Mir denken do zum Beispill un den dänesche Modell, deen et schéngt fäerdeg ze bréngen, duerch e gudde Mix vu Sécuritéit, deen en dem Aarbechtssichende gëtt, an awer och vun Ufuerderung un hie selwer, déi un e gestallt gëtt, fir do méi Leit am Endeffekt an d'Aarbecht ze kréien. Kommt, mer maachen eis op, kommt, mer kucken an d'Ausland...

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Erlaabt Der eng Zwëschefro?

M. Claude Meisch *(DP).*- Selbstverständlech, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Hien erlaabt eng Zwëschefro.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, ass dann de President d'accord?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, de President muss selbstverständlech d'accord sinn.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, de Minister wëllt mer eng Zwëschefro stellen.

M. Henri Grethen *(DP).*- En ass awer skeptesch.

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- E kuckt esou skeptesch, de President.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Just eng kuerz Zwëschefro. Den dänesche Modell besteet aus dräi Deeler: laang Chômagegeld, Activatioun, an en drëtten ass kee Kënnegungsschutz. Stitt Dir fir déi dräi Deeler vum dänesche Modell?

M. Claude Meisch *(DP).*- Den drëtten Deel ass jo een, deen ofgefiedert ass duerch déi aner Deeler. Also ass et schwéier do elo een Deel erauszehuelen, wa mer soen, mir ginn hei un de Kënnegungsschutz a mer probéieren awer net, deene Leit deementspriechend ze hëllefen.

Mä awer wat de System vum „flex security“ ubelaangt, e gewësse Méi u Flexibilitéit ze bidden, op där anerer Säit méi Sécuritéit awer och kënnen ze bidden, a fir déi Jonk - an net nëmmen déi Jonk; déi, déi Aarbecht sichen - unzehalen, där Efforten ze maachen, fir herno erëm kënnen an den Aarbechtsmaart eranzekommen, och iwwer Weiderbildungssystemer, iwwer ganz konkret Engagementer um Niveau vun der Weiderbildung, fir dann herno se fit ze hu fir den éischten Aarbechtsmaart, dat sinn déi Elementer, wou mer mengen, datt ee se hei och op eise System kann transposéieren, a mer géifen net méi domm ginn, wa mer dohinner oder op aner Plazen, wou et funktionéiert, géife kucke goen.

Mir hunn eis och vill beschäftegt mat der Administration de l'Emploi, wou elo hei deelweis nei Elementer sollen zur Uwendung kommen. Mir mengen och, datt dat net duergeet. Et muss ee sech d'Fro stellen iwwert d'Struktur vun der Administration de l'Emploi, iwwert d'Aufgabefelder vun der Administration de l'Emploi.

Eis Proposen, an ech widderhuelen se nach eemol, ginn an déi Richtung, fir aus der Administration de l'Emploi eigentlech eng Agentur ze maache fir Weiderbildung, aus deenen Iwwerleeungen eraus well mer wëssen, datt mer dausenden, oft iwwer 10.000 Aarbechtsplazen am Joer hei am Land schafen, datt awer déi Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, net déi Formatioun an déi Capacitéit hunn.

Also musse mer kucken, datt mer d'Usprëch vun de Patronen an d'Capacitéit vun deenen, déi eng Aarbecht sichen, méi no beienee kréien. An dat geet eben iwwer Weiderbildung. Dat geet net nëmmen, wa mer eis haaptsächlech op d'Vermëttlung vu Leit baséieren, déi dann awer eigentlech oft net gefrot sinn.

Mir mengen och, datt et keen Tabu dierft sinn, fir privat Vermëttlung zouzeloossen. Jiddfereen, dee privat vermëttelt géif ginn, wär e Fall, dee fir d'Placeuren op der ADEM manner ze vermëttele wär, géif do Entlaaschtung bréngen. Mir froen och ganz konkret: Wou si mer dru mat enger méi enker Zesummenaarbecht tëschent der Administration de l'Emploi an den Interimsfirmen? Eppes wat hei virun engem Joer ugekënnegt ginn ass, wou mer och eng Rei vun Hoffnungen dragesat hunn.

Fir eis wär et och keen Tabu, wa punktuell méi eng Flexibiliséierung vun den Aarbechtszäiten och kéint dozou féieren, datt e Betrib, e produzéierende Betrib ganz besonnesch, herno géif hei am Land bleiwen, fir doriwwer ze diskutéieren an doriwwer nozedenken.

Mir mengen och, Dir wësst et, datt mer eis um Niveau vun den Öffnungszäiten am Commerce vun ale Virstellunge verabschiede mussen. D'Leit sollen hei och kënnen akafe goen, wa se wëllen akafe goen. Da mussen d'Butteker awer op hunn. Wa se hei net op hunn, da ginn d'Leit anzwousch aneschters akafen. An dat kascht herno och hei Aarbechtsplazen, fir Leit, déi net en universitären Diplom hunn, an déi musse mer awer och hei am Land an Aarbecht behalen.

Also fir ofzeschléissen zum Aarbechtsmaartvolet vum Projet de loi 5611: D'Richtung, déi stëmmt zum Deel, mä mir däerfen hei net stoe bleiwen. Mir musse weider un aneren Instrumenter schaffen. Mir musse weider den Aarbechtsmaart reforméieren an déi Pistë creuséieren, déi mer genannt hunn.

Eigentlech stoung de Premierminister d'lescht Woch op dëser Plaz an hien huet gesot, déi Propositiounen, déi d'Demokratesch Partei am Kontext vun deenen 33 Reformpropositiounen am Fréijoer gemaach huet, géif hien alleguerten deelen. Nun, en Deel dovunner hunn ech hei opgeléscht. Ech mengen, den Här Biltgen hätt dann nach vill Aarbecht, wann hien dat, wat de Premier deelt, hei alles misst ëmsetzen, wann et dann esou ass, datt déi Unanimitéit tëschent Premierminister an der Demokratescher Partei esou grouss ass wéi d'lescht Woch hei behaapt ginn ass.

E kloren Nee par contre muss d'Demokratesch Partei soen, wann et ëm de Volet Sécurité sociale vum Projet de loi 5611 geet, well dee geet wierklech zu Laaschte vun deene Jonken. Dee geet wierklech zu

Laaschte vun deene kommende Generatiounen.

Mam Transfert vun den Dépensë fir d'Babyjoren a fir de Complément différentiel aus dem Statsbudget eraus eran an d'Pensiounskeesen, do derzou och nach den Drëttel vun de Rentes de l'assurance accident industriel, wat fir 2007 ëm déi 42 Milliounen Euro ausmaachen. Wa mer dann nach déi 17 Milliounen Euro derbäihuelen, déi schonn d'lescht Joer transferéiert gi sinn aus dem Statsbudget eran als Dépensen an d'Pensiounskeesen, da mécht dat ongeféier 60 Millioune manner Reserven aus, net eemoleg, mä eigentlech herno pro Joer. Da si mer do bei eppes, wat ganz vill Leit heibannen an der leschter Wahlcampagne als eng grouss Katastroph bezeechent hunn, nämlech déi 80 Millioune vun der Mammerent, déi envisagéiert jo waren aus dem Statsbudget erauszehuelen an als Laascht an d'Pensiounskeesen eranzetransferéieren.

Haut maache mer eppes, wat vun der Envergure hier deem net wäit ewech kënnt an haut fanne mer dat, oder e groussen Deel vun eis heibanne fannen dat ganz, ganz normal, Leit, déi fréier dergéint zu Feld gezu sinn, Leit, déi e Wahlkampf do dergéint gefouert hunn. Haut schlécken se dat doten ouni emol weider sech laang domadder auserneenzesetzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dir hutt déi 130 Millioune vergiess, déi Dir lech „ausgeléint" hat.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerch…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- 130 Milliounen, déi Dir lech ausgeléint hat!

M. Claude Meisch *(DP).*- Duerch déi dote Politik, Här Di Bartolomeo,…

(Interruption)

Ech mengen, den Här Wagner wëllt eng Fro stellen.

M. le Président.- Här Wagner? Neen, Här Wagner, wëllt Der dem Här Meisch eng Fro stellen?

M. Carlo Wagner *(DP).*- Neen, ech wollt dem Här Minister äntwerten an him duerno eng Fro stellen.

M. le Président.- Neen, ech mengen, esou fonctionnéiere mer awer net hei.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ah, fein.

(Hilarité)

Den Här Minister behaapt nämlech hei Saachen, ech mengen, déi hien net richteg verstanen huet.

M. le Président.- Här Wagner, schreift lech an an da kommt Der heihinner den Här Minister dat froen.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech wäert dem Här Wagner nach genuch Riedezäit rescht loossen, fir datt hien dann och nach hei op d'Tribün ka kommen an dem Minister déi dote Fro ka stellen.

Mä mat deene 60 Millioune pro Joer zousätzlech Dépensë fir d'Pensiounskeese réckelt d'Rentemauer Joer fir Joer e Stéck méi no, hu mer e budgetäre Problem, dee mer haut hunn, transferéiert an d'Zukunft. Nämlech da kréie mer an der Zukunft e Renteproblem. Dëst ass keng nohalteg Politik. Dëst ass keng responsabel Politik fir déi Jonk, fir d'Zukunft hei am Land, an duerfir fënnt se d'Oflehnung vun der Demokratescher Partei.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- Net richteg verstanen hu mer dann och déi awer exagéréiert Augmentatioun vun der Contributioun bei der Assurance dépendance. Mir verstinn a mir gesinn, datt d'Assurance dépendance defizitär war 2004 an 2005. Déi Augmentatioun, déi awer elo geplangt ass vum Bäitrag vu jidder Eenzelnen, deen hei am Land versécheret ass, vun 1% op 1,4%, also insgesamt ëm 40%, féiert dann dozou, datt méi Reserven ugeluecht ginn.

Mä mir verstinn eigentlech net oder mir hunn net gesinn, an och op Nofro hi konnt keen an der Regierung eis soen: Firwat brauche mer déi Reserven? Wéi laang reechen dann déi dote Reserven? Wéi wäerten d'Dépensen am Laf vun den nächste Joren an d'Luucht goen? Wat maache mer eigentlech duerno, wann déi dote Reserven opgebraucht sinn? Wéi kënne mer eventuell d'Käschtenevolutioun kontrolléieren? Wat ass mëttelfristeg oder laangfristeg dann nach e vertrietbaren Taux?

Hei schéngt et eis awer wierklech sech ëm de Pilotage à vue ze handelen. Elo gëtt emol zougelaangt bei de Leit. Si musse 40% méi Contributioun zur Assurance dépendance leeschten. An dann duerno soll iwwerhaapt eréischt gekuckt ginn, firwat dat Ganzt dann noutwendeg wär a wéi mer iwwerhaapt d'Assurance dépendance misste opstellen. Eiser Meenung no, Här President, hätt et missen ëmgedréint geschéien.

Mir stellen eis d'Fro, ob d'Leit dann och elo fir déi 40% méi Contributioun 40% méi Leeschtung kréien, ob 40% méi qualifizéiert Personal agestallt gëtt. Firwat also déi dote 40% de Leit aus der Täsch zéien?

De Stat bezilt jo och hei selwer. Seng eege Contributioun wëllt e plafonnéieren, do bezilt e manner, an d'Leit musse méi bezuelen. Och dat entsprécht an eisen Aen enger verstopptener Steiererhéijung, well wann et bei der dynamescher Entwécklung bei der Contributioun vum Stat bliwwe wär, hätt de Stat sech dat jo misse bei d'Leit iwwert de Steierwee siche goen. Hei mécht en et iwwer eng aner Astuce fir de Leit net mussen iwwer Steiererhéijungen méi an d'Täsch ze gräifen, wéi en et jo souwisou mécht. Dëst ass eng weider Belaaschtung, déi sech areit an all déi Belaaschtungen, déi am Laf vun deene leschte Méint hei annoncéiert an décidéiert gi sinn.

An et ass net d'Demokratesch Partei, déi dat doten eleng esou gesäit! Géschter hu mer d'„Wort" gelies. Dir hutt et wahrscheinlech alleguerten och gemaach, op d'mannst déi, déi hei um rietse Bord vu mer sëtzen, an do stoung ze liesen: „Die Neuregelung der Kraftfahrzeugsteuer, die Kyotoabgabe sind herausragende Interventionen in einem bunten Strauß von Einkommensbeschränkungen, die eigentlich nur ein zynischer Humorist nicht als eine Fiskalbelastung bewerten kann."

Une voix.- Dat kann dach net sinn!

M. Claude Meisch *(DP).*- Dat stoung gëschter am „Wort".

M. Charles Goerens *(DP).*- Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo.

M. Charles Goerens *(DP).*- Mir hunn och e Samschdeg d'„Tageblatt" gelies.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, de Samschdeg d'„Tageblatt" gelies. Do stoung net vill aneres geschriwwen,...

(Interruptions diverses)

...mä eng Zeitung, déi eisem Budgetsminister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Zeitung, déi eisem Budgetsminister jo awer esou no steet wéi d'„Wort" an déi fir „Wahrheit und Recht" steet, déi schreift dat do. Eise Budgetsminister kënnt heihinner an hie presentéiert e Budget fir d'Joer 2007, wou hie seet: 2007 gëtt et keng Steiererhéijung; an d'„Wort" ass also der Meenung, hie wär en zyneschen Humorist.

Déi Tripartitesmesurë féieren alleguerten eenzel zu enger däitlecher Méibelaaschtung vun den eenzelne Leit. An dofir wëll ech nach eng Kéier op déi Propositiounen hiweisen, déi mer d'lescht Joer hei an de Budgetsdebatte gemaach hunn: Da kommt, mer ginn hin a mer entlaaschten op där anerer Säit och d'Leit. Da kommt, mer ginn hin a mer passen d'Steiertabell endlech emol nees un d'Inflatioun un, do, wou iwwer en anere Wee, iwwer e schläichende Wee, d'Leit Joer fir Joer däitlech an d'Täsch gegraff kréien, däitlech méi Akommessteier musse bezuele wéi no deenen Tariffer wéi se hei mat grousser Majoritéit 2001 fixéiert gi sinn, wéi se deemools décidéiert gi sinn.

Dat géing et erlabe bei de Leit op d'mannst eppes dovunner ze kompenséieren, wat se op där anerer Säit elo géing méi belaaschten. Dat géing och Spillraum bidde fir eng moderat Lounpolitik, déi jo am ëffentlechen an och am private Secteur vu ville Leit gefuerdert gëtt, déi jo och eigentlech en Zil war, fir d'Kompetitivitéit ze stäerken, also och en Zil vun där Kompetitivitéitstripartite war.

Déi Tripartite hat d'Zil, fir d'Kompetitivitéit ze stäerken. Mir hunn eis herno, an dat bedauere mer eigentlech, just nach zum groussen Deel ëm d'Sanéierung vum Statsbudget gekëmmert.

Et bleiwen also nach Chantierë virun eis, ëm déi mer eis mussen um Niveau vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber këmmeren. Well, wa mer déi Problemer net geléist kréien, da wäerte mer eis vill Wënsch, déi mer am soziale Beräich hunn, fir de jonke Leit ze hëllefen um Aarbechtsmaart a fir anere Leit eng ganz konkret Stäip ze ginn, dann, wa se se brauchen, net kënne leeschten.

Mir hunn Zukunftsfroen, wéi zum Beispill d'Ofsécherung vun eisem Pensiounssystem, déi mer mussen ugoen, an duerfir dierfe mer och déi nächst Joren net ongenotzt versträiche loossen. Dës Legislaturperiod huet nach zweeanenhalleft Joer, kommt mer notzen se, fir déi dote Problemer op den Dësch ze huelen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Ganz gutt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer no mengem Rapport iwwert de Volet Sécurité sociale an Ëmwelt als Riedner vun der LSAP Stellung ze huelen zum Gesamtprojet 5611.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Seele virdru gouf ee Gesetzesprojet esou kontrovers diskutéiert wéi dëse Projet 5611. Dobäi hunn d'Diskussioune sech focaliséiert op d'Verännerungen oder besser gesot d'Verbesserungen an der Gesetzgebung vun der Jugendaarbechtslosegkeet.

Dëst ware mat Sécherheet noutwendeg a wichteg Diskussiounen a se hunn eis och als Politiker rappeléiert, den Dialog fréizäiteg ze sichen, och mat deene Jonken, déi eis Gesellschaft oft ze schnell astuuft als politesch Oninteresséiert an nëmmen op Party, Sex an Abenteuer ausgeriicht.

Plusieurs voix.- Oh!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Déi Jonk maache sech Gedanken iwwer...

Une voix.- Dat ass guer net esou schlecht!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Et geet hei gutt un. Mir waren an der Zäit och esou, géing ech soen.

(Hilarité)

Déi Jonk maache sech Gedanken iwwer hir Zukunft, virun allem hir berufflech. Ech verstinn dat hirersäits a fügen dozou bäi, datt och hir Elteren - an ech hunn d'Chance dozouzegehéieren - sech dës Gedanken ëm hir Zukunft maachen.

Här President, Dir gesitt, och ech driften of a focaliséiere mech erëm am Projet op dëse wann och wichtegen Detail.

De Projet 5611 beinhalt méi. Ech hu probéiert a mengem Rapport op déi wichteg Volete Sécurité sociale an Ëmwelt hinzeweisen. Substanziell finanziell Ëmwälzunge säitens der Statskeess hin zu de Pensiounskeesen an nei Finanzsprëtze fir de Fong Kyoto si bal onbemierkt bliwwen. Dach wäerte si et an Zukunft erlaben, eng dauerhaft ofgeséchert Sozial- an Ëmweltpolitik ze bedreiwen. Ech denken elo hei speziell un d'Uleeë vun de Reserve bei der Fleegeversécherung an awer och déi Milliounen, déi direkt an de Fong Kyoto fléissen.

Wat deen Deel vum Projet ubelaangt, deen d'Beschäftegung beinhalt, esou huet déi sozialistesch Fraktioun an enker Zesummenaarbecht mam Koalitiounspartner maassgeblech dozou bäigedroen, datt de Projet 5611 a senger definitiver Fassung eng echt Chance bitt an Aarbecht an net an Aarbechtslosegkeet ze investéieren.

Dës Philosophie entsprécht genau de Richtlinnen, déi an der Resolutioun vun der LSAP op hirem Landeskongress 2006 waren, wou och en Zéng-Punkte-Programm ausgeschafft gouf, dee genau dëse Viraussetzunge gréisstendeels Rechnung dréit.

Une voix.- War den Här Sold och do?

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Den Här Sold war och do, selbstverständlech als Journalist.

Mir wëllen dank geziilter Hëllefleeschtungen den Aarbechtssichende besser op den Aarbechtsmaart virbereeden oder besser gesot erëm méi fit maachen. Dëst gesäit den Aarbechtsminister François Biltgen och esou, an ech ka seng Schrëtt gutt novollzéien.

Une voix.- War deen och op Ärem Kongress?

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Dëse Gesetzprojet 5611...

Här Grethen, ech huelen un, datt hien als interesséierte Politiker d'Aussoe vun der LSAP selbstverständlech verfollegt an och dëse Pabeier gesinn huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech gleewe kaum.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech huelen un, Här Gibéryen, datt Dir dat och verfollegt hutt, fir als interesséierte Politiker och bei den Debatten do kënne matzeschwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dir musst just kucken, wat d'CSV décidéiert, well dat musst Dir maachen, an net ëmgedréint.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech géing mengen, an engem Politspektrum muss een all Parteie liesen a kucken, op jidde Fall wat d'Meenunge sinn, a sech selbstverständlech da seng eege Meenung bilden, wat eis Partei bis elo nach ëmmer selbstverständlech souverän gemaach huet.

Dëse Gesetzesprojet 5611 intensivéiert...

(Interruption)

Hutt Dir eng Fro ze stellen, Här Jaerling?

Une voix.- Loosst den Här Jaerling a Rou. Deen huet souwisou keng Kolleege méi.

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- Här Schneider, loosst lech net vum Thema ofbréngen.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Selbstverständlech net. Merci, Här President.

M. Aly Jaerling *(Indépendant).*- Op déi Kolleege kann ech gutt verzichten.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Dëse Gesetzesprojet 5611 intensivéiert substanziell d'Hëllef un den Aarbechtslosen, fir eng nei Schaff ze fannen. Spéitstens no dräi respektiv sechs Méint gëtt säitens der ADEM dem Arbeitslosen, ob ënner oder iwwer 30 Joer, eng konkret Hëllef ugebueden, déi individuell ausgeriicht ass.

Dem Patron ginn dank neie finanziellen Ureizer bei der Astellung vun Arbeitslosen nei Weeër opgemaach, fir méi massiv op dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze rekrutéieren. Mir brauchen an Zukunft qualifizéiert Personal, mä och onqualifizéiert Persounen däerfen net op eisem Aarbechtsmaart isoléiert ginn. Hei bitt dat neit Gesetz nei Ausbildungs- a Weiderbildungsméiglechkeete mat verstäerktem Akzent op enger Opwäertung vun de Kompetenze vu jiddferengem.

D'Gesetz stellt awer och kloer, datt all Arbeitslosen an d'Verwaltung Rechter, mä och Flichten hunn. Déi nei individuell Activatiounskonventioun, Convention d'activation individualisée, bitt all Arbeitslosen eng nei Chance eng betreiten Aarbechtssich gratis ze erhalen. Dëst begleet Sichen no enger Plaz gëtt ëmmer méi wichteg.

Mir mussen um Aarbechtsmaart net nëmmen équivalent sinn, wat den Niveau vun den Diplomer ubelaangt, mä mer mussen doniewent och, an dat ass op d'mannst esou wichteg, op d'Preparatioun an op d'Formatioun fir d'Beruffsliewen hischaffen. Dat geet u mat der richteger Sich no enger Plaz. Dat geet u mat der Definitioun vun de Kompetenze vu jiddferengem. Dat geet weider mat dem richtege Schreiwe vun Demanden an CVen an hält op mat engem korrekten, engagéierten an iwwerzeegenden Optriede beim Virstellungsgespréich.

Här President, et gëtt net einfach dëse Match ze maachen, trotz engem engagéierte Minister, trotz engem Gesetzestext, dee verbessert gouf. An der Praxis wäerten déi ugesprache Reformen nämlech nëmmen Erfolleg hunn, wann endlech eng effizient Partnerschaft tëschent Regierung, spréch Arbeitsamt a Statsverwaltung, dem Patronat an dem Salariat entsteet, an dat am Sënn vun enger Integratioun vu méiglechst villen Arbeitslosen um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

Och de Wirtschafts- an den Educatiounsministère sinn an dësem Prozess integréiert a gefuerdert. Wichteg Signaler gi vun hinnen erwaart, a wann een d'Projeten an d'Iddien an d'Kontakter, spréch d'Viraarbecht weess, déi an deenen eenzelne Beräicher geleescht sinn, esou ass dëse Prozess voll amgaangen.

Eis Wirtschaft dréint, mir gesinn et um Wuesstem, un deene jährlech geschafenen Aarbechtsplazen, och wann eng Ënnersichung vun dësen Aarbechtsplazen dréngend noutwendeg ass.

D'Educatiounsministesch huet eng Rei Projets de loi op den Instanzewee ginn, wat d'Formation professionnelle, d'Formation continue, de Fonctionnement vum CNFPC, d'COIP-Coursen an, aus dem Projet de loi elo erausgeholl, d'Formation des adultes ubetrëfft.

Ech gesi gutt Viraussetzungen dofir, datt mer mat Hoffnung an d'Zukunft kënne kucken, fir och dës Challengë meeschteren ze kënnen. Mä um Terrain bleift no dëse Gesetzer vill ze maachen.

Am Kader vum Projet 5611 heescht et elo dës Neierungen esou schnell wéi méiglech an d'Praxis ëmzesetzen. Den Aarbechtslosen an de Patron mussen iwwert dës Neierungen informéiert ginn. Fir d'Stagen, déi duerch de ganze Projet ginn, brauche mer Stageplazen, brauche mer Leit, déi bereet sinn deenen, déi keng Plaz hunn, eng Formatioun ze ginn, fir hinnen och d'Chance ze gi sech eng stabil Situatioun opzebauen. An dann, d'Verwaltung, déi mat dëse Bestëmmungen an Iddië befaasst ass, as d'Arbeitsamt oder d'ADEM. Sécher kritt dës Verwaltung laut Statsbudget zéng Leit bäi. Sécher ass d'OCDE amgaang en Audit iwwert d'Verwaltung ze maachen.

Hei wëll ech eng kleng Klamer opmaachen. Och wann ech de Moment éischter gesinn, datt et an enger éischter Têschebilanz eng Analys vun eisem Chômage hei zu Lëtzebuerg ass, déi gemaach gëtt, respektiv eis lauter Saache gesot ginn, déi mer zënter laangem wëssen, mä op eppes musse mer op jidde Fall oppassen: Den Optrag war net deen, eis sozial Errongeschaften, eis sozial Moossname wéi RMG, Mindestloun a Chômageindemnitéit a Fro ze stellen, mä et goung drëm de Fonctionnement vun der Verwaltung ze hannerliichten a Verbesserungsvirschléi ze maachen. Klamer zou.

Sécher huet d'Verwaltung eng dynamesch a kompetent Direktioun mat gréisstendeels motivéierten a kompetente Mataarbechter. Mä geet dat duer? Eng Äntwert ze ginn ass schwéier, an et ass scho gutt, an et war fir de Projet liewensnoutwendeg, datt d'Ulafzäit bei dësem Projet, wat de Volet Emploi betrëfft, op den 1. Juli 2007 geréckelt gouf, fir der Verwaltung Zäit ze gi sech ze organiséieren a virun allem dat neit Personal nei ze schoulen.

Hoffe mer, datt den Drock op déi, déi un der Front sëtzen - an ech mengen hei d'Placeuren, déi all Dag honnerte vu Leit, vun Aarbechtslosen ze betreien hunn -, net ze grouss gëtt. De Moment ass d'Villfalt an den Aufgabeberäich vu kengem Placeur méi korrekt ze managen. An ech kann heibanne jiddfereen, deen dëst net gleeft, nëmmen invitéieren eng Woch dësen Job ze maachen, fir dës Erfahrungswäerter mat eriwwerzebréngen.

Här President, mir hu vill am Kader vum 5611 iwwer CAT, Stage d'insertion, Stage d'initiation, an esou viru geschwat; haut schwätze mer vun CAE an CIE. Dat kléngt alles verwirrend, an et ass et och. All Deputéierte sollt dofir op den Tableau, dee vum Ministère du Travail erstallt gouf, kucken, fir déi richteg Notiounen ze kréien.

D'Mesurë fir déi Jonk goufen also geännert; fir mech verbessert. Aus der Ceps-Analys konnt een, wann ee wollt, d'Erkenntnisser an d'Wourecht erausliesen. Den CAT privé an de Stage d'initiation waren eng Success story mat ongeféier 85% Réussiten. Den CAT public war manner erfollegräich. En huet awer enger Rei vu Jonken erlaabt eng éischt a wichteg Beruffserfahrung ze kréien. Dëse Projet probéiert d'Mëssstänn an dësem Beräich ze verbesseren an ze änneren.

De Motto „An Aarbecht investéieren an net a Chômage" spigelt sech grad an dësen neie Mesuren, CAE an CIE, erëm. Den CIE gëtt ofgeschloss mat engem Promoteur, wou eng fest Aarbechtsplaz hannendru steet. Et gi 40 Stonne geschafft, an niewent deene festgesaten 80% vum Mindestloun ass eng Prime de mérite virgesinn, déi iwwregens hautdësdags scho bal an all Betrib ausbezuelt gëtt, an an de meeschte Fäll op dem Minimum vum Mindestloun läit.

Derniewent, mengen ech, gouf awer och zousätzlech hei an de Verbesserungen ee Plan de formation erstallt, fir zesumme mam Jugendlechen ze kucken hie beschtméiglech op den Aarbechtsmaart virzebereeden an dranzeloossen. An derniewent gëtt och mat den Tuteure gekuckt eng gëeegent Formatioun ze maachen, fir dee Jugendlechen och beschtméiglech ze begleeden.

Den CAE par contre gouf agefouert, fir d'Employabilitéit vum Jugendlechen ze verbesseren. E gëtt hei an der Regel am Statsan am Gemengesecteur applizéiert, awer och un A.s.b.l.en offréiert. Hei gouf aus der Erfahrung eraus d'Stagezäit vun 18 op néng Méint zréckgesat, fir d'Mesurë méi aktiv a méi formatiounsfäeg ze maachen. Sécher ass dat e Schrëtt, deen ze veräntwerten ass, wësse mer dach all, datt dacks dës Mesuren - an den Här Meisch huet et och gesot - säitens vum Stat a vun de Gemengen als Noutléisunge benotzt goufen.

Bei eenzelnen A.s.b.l.en - zum Beispill d'Jongenheem, an esou virun - kéint déi kuerz Zäit allerdéngs Problemer duerstellen, well d'Evaluatioune vun hire Clientë weisen, datt eréischt no néng Méint eng richteg Orientatioun ka stattfannen. Dës Problemer muss een eenzel um Terrain kucken. Verbessert am CAE par rapport zum CAT ass awer virun allem de Volet Formatioun, deen ugebuede gëtt, an derniewent virun allem och d'Responsabilisatioun vun den Tuteuren.

Ech mengen also, datt dës Stoussrichtunge richteg sinn, an ee probéiere soll Erfahrunge mat dësen neie Moossnamen ze maachen. Positiv gestëmmt an dësem Beräich hu mech och déi wéineg Kritiken, déi säitens de grousse Beschäftegungsinitiativen: OPE, Forum, ProActif, an esou weider koumen. Dës Initiativen, déi um Terrain Aarbecht leeschten, si mat Sécherheet beschtens gestallt eng Bewäertung vun dësen neie Moossnamen ze maachen.

Schnell sollt duerno, mengen ech, eng Evaluatioun vun dëse Mesurë gemaach ginn. Ech géif hei proposéieren dat fréistens no 18 Méint, no engem éischten Zyklus, ze evaluéieren. Et sollt een och un e längerfristege Suivi vum Demandeur d'emploi denken, fir och säi Beruffswee weider am A ze behalen, an dorauser wichteg Erkenntnisser ze kréie fir de Placement vun neien Aarbechtsloser.

Här President, niewent de Mesuren, wat déi jonk an eeler Chômeuren ubetrëfft, gesäit de Volet Emploi awer och eng Rei nei oder verbessert Elementer vir. De Maintien dans l'emploi ass eng Fuerderung déi d'LSAP zënter laangem heegt, déi nämlech, datt d'Clignotantë mat Zäit uginn, wann an engem Betrib Problemer si respektiv Aarbechter Gefor lafen an engem Betrib hir Aarbechtsplaz ze verléieren. Wann esou Clignotanten ugi ginn, da kann nämlech mat Zäit reagéiert ginn, an d'Leit kënnen zäitlech ëmgeschoult, ëmorientéiert oder nei placéiert ginn.

Och d'Ännerungen an der Chômageindemnisatioun setzen nei Eckwäerter. Mat Sécherheet ass iwwert d'Proportionalitéit vum Chômage ze diskutéieren; awer doranner ass déi ganz Logik vun dësem Projet enthalen. Aner Ännerunge probéieren d'Abusën ze vermeiden, spréch d'fiktiv Umellungen hei zu Lëtzebuerg. Och dat ass e positiivt Signal, wat ee muss eriwwerginn.

Eng fir d'Salariéë positiv Entwécklung ass d'Ëmverdeelung - an et ass schonn hei ugeschwat gi vum Kolleeg Ali Kaes - vum Chômage partiel an dem Chômage dû aux intempéries hivernales, déi beschtbekannten an och vun him zitéierte 16 Stonnen dovunner. Dës ginn elo integral vum Patronat iwwerholl. Den Apprentissage des adultes hu mer jo elo am Gesetz gestrach, fir en am Kader vun deenen eenzelne Projeten an der Educatioun ze behandelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend géif ech den Accord vu menger Fraktioun ginn, gewosst, datt dëse Gesetzesprojet net all Problemer a Saache Chômage léise wäert, awer op där anerer Säit nei interessant Pisten ubitt, déi eis erlaben an Aarbecht an net an Aarbechtslosegkeet ze investéieren.

D'Bekämpfung vum Chômage ass een alldeegleche Prozess mat ëmmer neien Erkenntnisser. An deem Kontext wäert och de Projet 5144 iwwert de Chômage social ee weidere wichtegen Eckfeiler bei dësem Kampf sinn. Niewent enger gutt fonctionnéierender Kapitalwirtschaft huet och d'Solidarwirtschaft eng wichteg Roll an dësem Beräich ze spillen. Hei sinn nei Besoinen, nei durabel Aarbechtsplazen entstanen, déi vill zur sozialer Kohesioun bäidroe kënnen.

All Mënsch huet e Recht eng Aarbechtsplaz ze hunn. Et ass den A an den O vu würdegem Mënscheliewen. Dëst geet awer nëmmen dann, wann de Pakt zwësche Stat, Salariat a Patronat fonctionnéiert a jiddferee sech senger Responsabilitéit bewosst ass a sech hir och stellt.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President fir d'Wuert. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht fir d'éischt e puer Bemierkungen zu der Tripartite als solches, déi um Ursprong steet vun dësem Gesetz, wat mer haut hei diskutéieren. Déi sinn net nëmmen néideg, menger Meenung no, well een de Moment d'Impressioun huet wéi wann d'Tripartite als Schëff amgaange wär ënnerzegoen, a just am Fong nach de Kapitän vum Schëff hannert deem steet, wat négociéiert ginn ass; ech hunn d'Impressioun - an dat ass wierklech am Kader vun der Geschicht och vun deem Instrument Tripartite einmalig -, datt entretemps jiddferee bei alle Mesurë quasi eppes aneschters an der Tripartite verhandelt huet, wéi dat wat mer an den Texter hei hunn.

Mä dat ass awer net de Grond, firwat ech wëll drop agoen. Ech mengen, et ass derwäert, fir awer vläicht eng Kéier e puer Reflexiounen ze maachen iwwert dat Instrument.

D'Tripartite ass eigentlech geschafe ginn als e Kriseninstrument am Kontext vun der Restrukturéierung vun der Stolindustrie. An och meng Fraktioun fënnt, datt dat eng gutt Approche war, fir dat Kriseninstrument an deem Kontext ze schafen. Allerdéngs si mir der Meenung, an dat huet sech am beschten erausgestallt an deenen Diskussiounen hei vun der Tripartite, datt dat Instrument sech eigentlech net eegent, fir am Fong, loosse mer soen, eng gesamt gesellschaftspolitesch Diskussioun ze féieren, well da kënnt dat derbäi eraus, wat hei derbäi erauskomm ass.

Wann ech kucken, wéi d'Bandbreet eigentlech ass vun de Felder, déi dës Kéier diskutéiert gi sinn: Dat ass gaange vu Chômage iwwer Beschäftegung, Ëmwelt, de Sozialstat als solches ass thematiséiert ginn, d'Schoulpolitik, Mobilitéit, Energiepolitik, dat heescht, en onwahrscheinlech breede Spektrum. Et kann ee bal soen, d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Gesellschaft ass do diskutéiert ginn, an et kann ee sech d'Fro stellen, ob an esou engem Zeenario do d'Tripartite wierklech dat allergëeegent Instrument ass.

D'autant plus well ech jo weess, datt awer an deenen Négociatiounen do de Législateur als solchen ausgeschloss ass, e Punkt, deen ee souwisou schonn emol diskutéiere kann, an zweetens eng ganz Rei gesellschaftspolitesch Akteuren awer net un deem Dësch sëtzen. Et si jo nëmmen d'Regierung an d'Sozialpartner, déi do sëtzen. Duerfir kann ee sech déi Fro stellen.

Ech wëll an deem Kontext och soen, datt mer am Kader vun de Budgetsdebatten déi Motioun, déi den Här Goerens erabruecht huet, wou hien eng Etüd verlaangt iwwert de finanziellen Impakt vun der Nohaltegkeet, ënnerstëtzen. Mä bei där zweeter, enger Resolutioun am Fong, wäerte mer eis enthalen, also déi net ënnerstëtzen. Mir hunn déi och duerfir net ënnerschriwwen, well mer eben net der Meenung sinn, datt d'Resultat dovunner emol prioritär an der Tripartite soll diskutéiert ginn, mä mir fannen, datt dat prioritär am politesche Raum, nämlech hei diskutéiert gi soll.

Mir hätten eigentlech léiwer gehat, et hätt een do eng Resolutioun geholl, wou ee festgehalen hätt, datt d'Resultater dovun dann Ulass gi fir en Échange hei am Parlament tëschent dem Parlament an der Regierung.

(Interruption)

Jo, mä bon, ech weess awer aus Erfahrung wéi dat geet, Här Goerens. Wann déi Etüd bis virläit, wäert se wahrscheinlech un allerëischter Stell emol do diskutéiert ginn, hannert zouenen Dieren, an dann eréischt, wann do scho méi oder wéineger Konklusioune gezu gi sinn, wäert se heihinner kommen. An duerfir si mir do skeptesch.

Mir hätte léiwer gehat, et hätt een am Fong déi Iddi opgegraff och e bëssen, déi Dir an enger Motioun als Demokratesch Partei d'lescht Joer eraginn hutt, déi mir och schonn eng Kéier an der Vergaangenheet hei gemaach hunn, fir ze soen hei am Kader vum Parlament esou eppes ze organiséieren, am Kader och vun engem Zukunftsdësch zum Beispill dorun erunzegoen, wéi elo onbedéngt der Tripartite dat dohinnerzeschieben.

Et muss ee soen, datt och duerno d'Virgoensweis vun der Regierung fir d'Ëmsetzung vun den Décisiounen aus der Tripartite extrem contestabel ass. Virun allem am Kader vun dësem Gesetz 5611, wat mer haut virleien hunn. Et ass jo e Fourre-tout-Gesetz, wou steierlech Mesuren, Mesurë fir oder géint de Chômage, Ëmwelt, Sécurité sociale dra sinn. Et ass e Fourre-tout-Gesetz, wat ganz kloer - an dat soen ech däitlech - strategesch zum Zil hat, fir Camouflage ze maachen, politesche Camouflage ze maachen. Do kann een eis hei ziele wat ee wëllt, dat ass ganz däitlech esou.

An de Beweis dovunner hu mer eigentlech och dës Woch virleien. Well nämlech dës Woch stëmme mer nach en anert Gesetz, wat och eigentlech d'Resultat ass vun der Tripartite, nämlech d'Modulatioun vum Ajustement vun de Renten a vun de Pensiounen. An dat hu mer schéi propper separat gemaach, well mer natierlech wëssen, datt dat vläicht och fir e bësse Gespréich suergt, well mer den Ajustement moduléieren, mä awer ëmmerhi kréien d'Leit do eppes, an dat ass manner contestéiert, och wa se et méi spéit kréien oder an zwou Tranchë kréien, wéi verschidde Mesuren, déi heira sinn. An duerfir hu mer déi schéi propper separat gemaach.

An et ass eigentlech, dat muss ee soen, deene Jugendlechen ze verdanken, datt zumindest iwwer ee Volet vun dësem Fourre-tout-Gesetz e bësse méi kontrovers diskutéiert ginn ass. Well wann de Streik an d'Manifestatiounen an och den Engagement vu verschiddene Jugendorganisatiounen net gewiescht wären, da wär wahrscheinlech dëst 5611-Gesetz, dëst Fourre-tout-Gesetz hei an enger parlamentarescher Debatt, wou et sécher och Kontroverse gëtt tëschent der Oppositioun an der Regierung, mä awer plus ou moins, loosse mer soen, im stillen Wasser, in der stillen Kammer iwwert d'Bühn gaang.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Mir ginn awer net all gären tauchen, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Gelift? Wat mengt Der, Madame Minister?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Net tauchen.

Une voix.- Jo, mä ech ginn awer net ongär.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Wann et „im stillen Wasser" ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Verschiddener hätte vläicht awer besser se géifen heiansdo tauche goen, da géife se vläicht manner Saache soen. Ech kommen herno nach drop zréck, wann ech iwwer eenzel Elementer hei ze schwätze kommen.

Une voix.- Oh, et gëtt der och, déi ënner Waasser schwätzen.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Verschiddener hätte besser se géifen heiansdo ënnerdauchen, dat géif hinne bestëmmt net schlechtdoen.

Ech wëll, Här President, duerfir och am Ufank hei direkt soen, datt ech natierlech deenen zwee Rapporteure Merci soe wëll fir hiren ausféierleche Rapport. An ech bestätegen och, datt zumindest an der Kommissioun, och vum President, d'Kommissioun gutt gefouert war an datt do och eigentlech e gudde Klima war. Duerfir wëll ech mech och beschränken a mengen Ausféierungen op déi Punkten, wou mer Kritiken hunn oder net averstane sinn, well ech lech jo net wëll hei langweilen, andeem ech nach eng Kéier bei all deenen anere Punkten, wou mer kee Problem hunn, dat nämlech zielen, wat d'Rapporteuren eis jo schonn en long et en large virgedroen hunn.

An dat sinn der fënnef, wou mer Problemer a Kritiken hunn: Deen éischten ass bei der Contribution climatique vum Sprit; deen zweeten, d'Participation étatique bei de Fonds multilatéraux oder an der Notzung vun de flexible Mechanismen am Kader vu Kyoto. Drëttens, d'Autossteier; véiertens da beim Kapitel Chômage jeunes; a fënneftens beim Kapitel Sécurité sociale natierlech den Transfert vun dem Finanzement vun de Babyjoren an d'Pensiounskeesen, wéi Der lech kënnt virstellen.

Zum éischte Punkt, d'Contribution climatique vum Sprit. Mir hu prinzipiell kee Problem mat där Décisioun, déi hei geholl gëtt. Mir mengen awer, datt hei mëttel- a laangfristeg d'Zilsetzunge vun där Operatioun net esou kloer sinn. Et ass evident, mir erhéijen hei eng Steier, an ech deelen d'Meenung vun all deenen, déi hei zu Recht drop hiweisen, datt hei eng Steier gehéicht gëtt, datt hei eng Steiererhéijung stattfënnt, mä mir soen no baussen, et ass net ganz kloer: Wat ass d'Strategie vun der Regierung? Wou wëlle mer eigentlech laangfristeg histeieren hei zu Lëtzebuerg?

Dach, et gëtt natierlech an de Kontext gesat vun der Klimaproblematik a vu Kyoto, mä wat mer national wëllen erreechen, ass net ganz kloer. Ausser datt mer natierlech déi Gelder hei notzen, fir gréisstendeels eis Fräizekafen am Kader vun de Kyoto-Engagementer, eng Approche, déi mir sécherlech als Gréng net déi allergescheitst fannen, och scho guer net laangfristeg.

Da muss ee soen, déi do Approche, déi erlaabt eis och net fir sozial Differenzéierungskritären anzebaue bei eng ekologesch Steier. Zumindest huet se jo hei eng ekologesch Ausriichtung. Eppes wat mir awer bedaueren. Et ass och schwéier wann een esou etappeweis an häppchersweis virgeet, ouni datt een eng mëttel- a laangfristeg Strategie huet, datt d'Leit dobaussen novollzéie kënnen, wat een eigentlech domadder wëllt. Et kënnt dann natierlech noutgedrongen Onverständnis op, och zum Deel Roserei iwwer esou Mesuren. An dat ass sécherlech net am Intérêt vun der Saach.

Duerfir si mir der Iwwerzeegung, datt et absolut noutwendeg ass, datt mer eng ekologesch Steierreform an d'Wee leeden, eng ekologesch Steierreform, déi sech net nëmmen op eenzel Elementer bezitt, mä déi einfach eise gesamte Steiersystem eng Kéier analyséiert an da kuckt a wat fir enge Beräicher ee muss Korrekturen ubréngen, fir datt déi ekologesch Dimensioun, déi mer jo gäre laangfristeg ustriewen, kann erreecht ginn, a fir datt mer ons dann och d'Méiglechkeete kënne ginn, fir sozial ze differenzéieren, fir sozial schwaach Leit hei zum Beispill e bësse méi ze schützen.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dat ass souwisou eng Diskussioun, déi mer scho laang zu Lëtzebuerg féieren. An den 90er Jore war et op eemol méi positiv. Souguer de Premier- a Finanzminister huet an x Interviewe gesot, hie géif fannen, dat wier eng absolut Noutwendegkeet. Et sinn och eng Rei Versich gestart ginn an der Vergaangenheet vu verschiddene Regierungen. Déi sinn zwar meeschtens all am Usaz stieche bliwwen. Et gëtt entre-temps och zwou Etüden, déi scho virleien, wéi een dat kéint zu Lëtzebuerg maachen. Déi missten eigentlech nëmmen nach verfeinert ginn.

Mir mengen awer, vu datt mer wëssen, datt 2008 eng Steierreform oder zumindest Steieradaptatioune jo wäerten ustoen, bei de Betribssteieren zum Beispill - dat huet de Premierminister an de Finanzminister ugekënnegt am Kader vun de Budgetsdebatten -, datt mer dës Kéier op alle Fall déi Chance net nach eng Kéier solle verpassen, fir de gesamte Steiersystem no ekologesche Kritären auszeriichten.

An duerfir, Här President, wëll ech hei am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun déposéieren, déi e bëssen all déi doten Elementer enthält, an ech hoffen dann, datt déi Motioun hei an der Chamber eng breet Zoustëmmung fënnt, well se d'Regierung eben opfuerdert, um Horizont 2008 vun deem, wat do wahrscheinlech kënnt, eben déi doten ekologesch Steierreform virzehuelen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- rappelant que l'orientation de nos économies vers un développement soutenable est une question de survie écologique et économique;

- estimant qu'une taxation écologique aurait pour effet bénéfique de freiner la détérioration de notre environnement et de réduire notre consommation des ressources naturelles et notamment des énergies fossiles;

- constatant que le Premier Ministre a récemment évoqué l'éventualité d'une réduction d'impôts à l'horizon 2008;

- considérant que les taxes nouvellement introduites (voitures, carburants,...) furent décidées hors du contexte d'une réforme écologique générale de la taxation;

- estimant que par ce manque de coordination les taxes susmentionnées ne s'inscrivent pas dans un objectif écologique à long terme et ne permettent par ailleurs aucune différentiation sociale;

- estimant que l'introduction des écotaxes conduirait à un accroissement de la demande intérieure sur les produits écologiquement soutenables et les technologies non polluantes;

- convaincue que les recettes fiscales dégagées par l'introduction générale de l'écotaxation doivent servir de façon prioritaire à alléger la charge fiscale sur le facteur «travail» et à financer les investissements dans les domaines les plus importants de la reconversion écologique;

- soulignant le potentiel de création d'emplois découlant de l'introduction de l'écotaxation et d'une restructuration écologique de notre économie;

invite le Gouvernement

- à analyser de manière approfondie l'impact de ces mesures sur notre économie, en particulier sur l'évolution des recettes de l'État et sur le marché de l'emploi;

- à proposer à l'horizon 2008 une réforme générale de la fiscalité vers un système d'écotaxation des ressources au profit d'un allégement des impôts sur le travail.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Camille Gira, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Zweete Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Participatioun vum Lëtzebuerger Stat am Kader vu Kyoto un deenen dofir spezifesche Fonge respektiv d'Notzung vun de flexible Mechanismen. Do gi mer jo vun deem Seuil vu 7,5 Milliounen op 25 Milliounen erop, a mir hu jo emol fir d'éischt e Problem gehat - natierlech an deem Kontext - mat eisem Artikel 99 vun der Verfassung a mat der Loi sur la Comptabilité.

Mir hunn elo eng Léisung fonnt fir deen heite Problem, an Zesummenaarbecht och mat der Budgetskontrollkommissioun. Eng Léisung, déi mir, wat de Prinzip ubelaangt, matdroe kënnen.

Ech wëll awer nach eng Kéier vun eis aus hei dorop hiweisen, datt et wierklech héich Zäit ass, datt mer higinn an am Kontabilitéitsgesetz deementspriechend méi generell eng Regelung aféiere fir esou Saache wéi dat doten, well de Risiko soss ganz däitlech gëtt, datt mer ëmmer méi Demandë kréie fir Ausnahmeregelungen. An duerfir musse mer ons eng Kéier eenegen am Parlament iwwert d'Prinzipien an deem Kontext.

Mir sinn do ganz wachsam, mir si bereet eng Rei Saachen do matzedroen, op engem gewëssene Wee matzegoen, mä mir sinn dergéint, datt mer iwwert d'Kontabilitéitsgesetz den Artikel 99 a senger Essenz komplett verwässeren, datt mer deen ënnerhielegen. Et muss scho ganz kloer definéiert sinn, ënner wat fir enge Konditiounen datt dat soll stattfannen. A mir sollen duerfir eis eng Kéier eenegen op eng Gesamtreform vun deene betreffenden Artikelen do am Kontabilitéitsgesetz.

Elo wat de Fong awer ubelaangt vun dem Fräikafen iwwer flexibel Mechanismen oder Participatiounen a Fongen, esou wëll ech emol fir d'éischt soen, datt mir natierlech och mengen, datt een déi Mechanismen do muss notze kënnen. Et geet jo och souwisou net anescht.

Mä mir hunn awer hei ganz kloer de Verdacht, datt d'Regierung nach ëmmer op der Schinn ass, fir ze mengen, datt dat den Haaptvolet ass vun eiser Klimaschutzpolitik. Dat heescht, den Haaptvolet besteet doranner, net d'Hausaufgaben heiheem ze maachen an deene verschiddenste Beräicher, mä sech fräizekafen.

An éischtens wëll ech do nach eng Kéier rappeléieren, datt dat haaptsächlech och am Post-Kyoto-Prozess, dat heescht no 2012, ëmmer méi schwéier wäert ginn, méi restriktiv wäert ginn.

Et war elo kierzlech vun engem fréiere Wirtschaftsminister am „Tageblatt" ërem en ellelaangen Artikel iwwert dat Ganzt, wou hie gemengt huet, de Feeler wär net de Klimaschutz, mä de Kyoto-Prozess. Mir hätten ons do fir Saachen engagéiert, déi total derniеft wären, well souwisou jo nëmmen d'Europäesch Unioun sech do géing engagéieren, an de Rescht vun der Welt géing maachen, wat se wëllt. Den Här Goebbels huet do gemengt, China an Amerika géinge souwisou nëmmen droplass produzéieren an déi kënnten dat do alles ignoréieren.

Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt, wann een esou eppes schreift, een dann net wäit iwwert den Tellerrand kuckt. Well, wann ech gesinn, wat d'Diskussiounen de Moment um Terrain sinn, zum Beispill an de Vereenegte Staten, da sinn ech sécher, och wann d'Vereenegt Staten de Kyoto-Accord net ënnerschriwwen hunn, datt et relativ rapid wäert an d'Richtung goen, datt och an de Vereenegte Staten drakonesch Mesurë wäerten ergraff ginn an deem dote Kontext, well mer en plus jo och wëssen, datt hei net nëmmen d'CO_2- a Klimaproblematik sech hannendru verstoppen, mä och d'Knappheet vu Ressourcen a sécherheetspolitesch Risiken hannendru sinn.

An donc ass et einfach totale politeschen Unfug, fir esou eppes wéi dat doten ze schreiwen an ze mengen no 2012 géing et vläicht méi einfach ginn, also einfach e bëssen d'Gefill ze vermëttelen, duerno géing et méi einfach ginn an do géingen d'Regelen nach méi liicht, also méi liicht ginn, wéi se hei am Kyoto-Prozess dra beschriwwe sinn.

Deen, deen dat mengt, also dee gëtt sech net nëmmen enger Illusioun hin, mä deen - dat soe mir ganz däitlech - setzt d'ekonomesch Basis vun eisem Land absolut op d'Spill, well hien net verstanen huet, datt de Moment alles drop hiweist, datt no 2012 nach vill méi de Rimm wäert zougezu ginn, wéi dat am Kader vum Kyoto-Prozess haut de Fall ass.

Duerfir si mir der Meenung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt effektiv hei net d'Fräikafen un éischter Stell muss stoen, mä d'Hausaufgaben heiheem ze maache sinn, well dat éischtens net nëmmen aus etheschen oder aus moralesche Grënn méi richteg ass, mä och eis Ekonomie an d'Lag versetzt, fir bei den Économies de pointe ze sinn a fënnef oder zéng Joer, an net bei de Verléierer ze sinn a fënnef oder zéng Joer. Well déi, déi d'Hausaufgaben haut net maachen heiheem, déi wäerten d'Verléierer ginn a fënnef, zéng oder fofzéng Joer.

Da kënnt awer nach en anere Punkt dobäi. Do wëll ech op e Bréif verweisen, deen Dir jo och alleguerte kritt hutt als Deputéierten, vun der ASTM, vun enger Drëttweltorganisatioun, enger, déi awer um Terrain ganz vill Erfahrung huet an déi souwisou och dee ganze System an deem Sënn contestéiert.

Éischtens emol seet se, si wär der Meenung, datt vu 7,5 Milliounen op 25 eropzegoen ze vill héich wär, datt wahrscheinlech 7,5 ze niddereg wär, mä éischter ëm déi 14, 15 Milliounen duergaange wären. Mä bon, dat ass elo emol net de springende Punkt.

De springende Punkt ass hei, datt net ëmmer alles nohalteg ass a sënnvoll ass vu Projeten, déi mer an der Drëtter Welt zum Beispill ënnerstëtzen, also datt net alles, wat d'Regierung als sënnvoll verkeeft, och um Terrain sënnvoll ass. De Problem ass jo hei, datt net um Terrain d'Länner selwer festleeën, wat nohalteg ass, mä mir selwer hei an eise Länner - dat heescht déi, déi bezuelen - décidéieren, wat fir déi Länner gutt ass a wat fir déi Länner nohalteg a sënnvoll ass. An dat ass um Terrain nach laang net ëmmer richteg an dat nämlecht.

Duerfir sinn d'Mechanismen do nach laang net ëmmer esou hehr an esou propper, wéi dat heiansdo an deem dote Kontext duergestallt gëtt. Mä, wéi gesot, laangfristeg ass et souwisou méi rentabel a méi sënnvoll am ëmwelt- an am wirtschaftspolitesche Sënn heiheem ze investéieren, well dat fir d'Zukunft méi richteg ass.

Drëtte Punkt, Här President, sinn d'Autossteieren. Do wëll ech fir d'éischt nach eng Kéier op dee Problem vum Kafe vun Autoen iwwer Leasing verweisen, haaptsächlech dee Problem vum Parc de voitures d'entreprise, deen ëmmer méi Usus ass, well erëm eng Kéier déi Autoen, déi do iwwer Leasing kaaft ginn, jo och erëm eng Kéier vun de Steiere kënnen ofgeschriwwe ginn. Dat ënnergrieft zum Deel, wat mer hei amgaange sinn ze maachen, well d'Leit natierlech, wa se iwwer hir Firmen Autoe kënne kafen an d'Firma dat kann ofschreiwen, sech meeschtens dann net kleng Autoe kafen, mä éischter déck Autoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech weess awer, datt dat e Problem ass, deen am Kader vun dësem Gesetz net ze léisen ass. Dee musse mer oder dee misste mer am Fong léisen am Kader vun enger gesamtekologescher Steierreform, well deen huet jo éischter mat der Besteierung, Gesamtbesteierung vu Betriber oder vu Persounen ze di wéi elo mat deem Punkt hei. Mä et soll een dat awer hei och erwähnen.

Mä, wat eis awer besonnesch stéiert a woumat mer och guer net kënnen averstane sinn am Kader vun der Autossteier, dat ass, datt de Stat an d'Gemengen an d'öffentlech Institutioune sech hei ausgeklamert hunn aus deem Ganzen.

Mir sinn der Meenung, datt dat absolut e falscht Signal ass, well éischtens no baussen hi kee Mënsch novollzitt, keng privat Persoun kann novollzéien, datt si elo hei iwwert deen dote steierleche Wee soll dozou bruecht ginn, datt se oppasst, wa se sech an Zukunft en Auto keeft, datt dee méiglechst ëmweltfrëndlech ass, an deen Drock, deen de Stat do de private Persoune schaaft iwwert de steierleche Wee, op d'öffentlech Hand net geschafe gëtt.

Elo krut ech an der Kommissioun gesot, datt dat net gemaach ginn ass, well dat administrativ eng méi einfach Prozedur ass, well, wann de Stat fir säi Fuhrpark zum Beispill och méi héich Steiere misst bezuelen oder iwwerhaapt misst Steiere bezuelen, da géinge mer jo do d'Suen déi eng Säit aus dem Stat eraushuelen, fir se dem Stat oder der Kollektivitéit op deem anere Wee erëm zréckzeginn.

Mä dat ass jo net hei de Problem! Ech gi jo net dovun aus, oder hoffen net, datt mer dat hei maachen, fir d'Statskeesen ze fëllen, mä well mer wëllen een Zil erreechen, nämlech datt d'Leit mëttel- a laangfristeg méiglechst ëmweltfrëndlecher oder méi propper Autoe kafen. Ech hoffe jo, datt dat hei d'Zil war, wéi mer dat heiten agefouert hunn.

(Interruption)

Den Här Gibéryen ass do méi skeptesch, ech si vläicht da méi e guttgleewege...

(Interruption)

...Mënsch, datt ech hei dovun ausginn, datt dat hei d'Objektiv war. Op alle Fall ass dat fir eis d'Objektiv, wa mer esou eppes wéi dat heiten aféieren.

An an deem Sënn ass et absolut gerechtfäerdegt, datt mer och Drock ausüben op de Stat, op d'Gemenge respektiv op d'Établissements publics, fir datt déi beim Akaf vun hire Gefierer och dorobber oppassen. An do gëtt et entre-temps Méiglechkeeten.

Ech wëll lech just ee Beispill ginn: An där Gemeng, an där ech Responsabilitéit hunn, kafe mer do all Joer zéng nei Bussen. Mir hunn am leschte Joer bei eiser Ausschreiwung ekologesch Kritären afléisse gelooss, an d'Resultat, dat léisst sech weisen. Mir wäerten an anerhallwem bis zwee Méint Busse geliwwert kréien, déi absolut Spëtzentechnologie sinn, wat de Bus ubelaangt. Dat heescht, déi, sougutt wat de Verbrauch wéi d'CO_2-Emissiounen oder iwwerhaapt d'Schadstoffemissiounen ugeet, wesentlech - wesentlech! - besser si wéi dat, wat haut fiert.

Mä, wa mer keen Drock schafen, och op d'öffentlech Hand, majo dann ass et jo och kloer, dass op deem dote Gebitt näischt geschitt, respektiv fanne mer et och total ongerecht par rapport zu deem Drock, dee mer jo hei schafen, wéi gesot, op d'Privathaushalter oder op d'Betriber, fir deen dote Wee ze goen.

An, Här President, well mer net domadder kënnen averstane sinn, hunn ech dann en Amendement, deen ech heimat wëll erareechen, deen am Titre 3 bei de Mesures en matière de politique de l'environnement Chapitre 1er Réforme de la taxe sur les véhicules routiers den Artikel 44 erëm suppriméiere soll, dat heescht, deen Artikel, deen déi Ausnahmeregelung do fir de Stat, fir d'Gemengen, fir d'Établissements publics an och natierlech fir d'Cour grand-ducale aféiert. Dat soll erëm gestrach ginn.

Amendement 1

Titre 3

Mesures en matière de politique de l'environnement

Chapitre 1er.- Réforme de la taxe sur les véhicules routiers

Supprimer l'article 44

(s.) François Bausch, Claude Adam, Camille Gira, Viviane Loschetter, Claude Meisch.

Mir mengen, datt deen Amendement duerchweegs kënnt ugeholl ginn, ouni datt mer heizou den Avis vum Conseil d'État hunn, well mer jo näischt Neies aféieren. Mir sträiche just een Artikel eraus aus dem Gesetz an duerfir kéint mer dat duerchwees och nach haut décidéieren.

Dann, Här President, kommen ech zu deem Kapitel Chômage des jeunes. Ech wëll do dem Här Spautz emol fir d'éischt soen, datt

dat net stëmmt wat hie virdrun hei behaapt huet, datt am Kader vum 5501, dee jo déi Mesuren hei och schonn diskutéiert huet, keng Kritik komm wär.

Här Spautz, do konnt net vill Kritik kommen, aus deem ganz einfache Grond, dee Projet ass eng Kéier presentéiert ginn an der Kommissioun, an an där Kommissiounssitzung duerno huet de Minister gesot, hie géif en erëm zréckzéien, well hie géif en an d'Tripartite elo wëllen erabréngen, an da géif en am Kader vun der Tripartite nei diskutéiert ginn an da kéim en heihin am Kader vun engem anere Projet zréck. Donc logescherweis konnt net vill Kritik kommen am Kader vum 5501, well en ass am Fong iwwerhaapt net diskutéiert ginn an der Kommissioun. An duerfir ass dat och e bësselchen eng Duerstellung, déi een emol net kann deelen.

(Interruption)

En ass virgestallt ginn. Et sinn iwwregens och eng Rei Kritiken, wëll ech lech soen, do schonn an där Kommissioun virbruecht ginn, och vun eiser Vertriedung, inklusiv ass mer gesot ginn, Här Spautz, souguer vun Iech selwer. Mä am Fong ass de Projet net do weider diskutéiert ginn…

M. le Président.- Erlaabt Der eng Zwëschefro vum honorabelen Här Kaes?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Selbstverständlech, Här President.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Ma ech wëll Iech just soen, Här Bausch, datt dat och net richteg ass wéi Dir et sot, wann Der schonn dem Här Spautz sot, hien hätt…

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech sinn net esou kriddelech.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- …do falsch Informatioune ginn. Ech kann Iech just soen, datt mer am Detail dee Projet 5501 och zu deem dote Punkt an der Kommissioun sécher…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Oh, wann ech gelift!

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Da ware Leit vläicht net ëmmer do, mä sécher ass dat am Detail duerchgekuckt ginn. An do war keng Objektioun a kenger Hisiicht, esou wéi den Här Spautz dat virdru gesot huet.

M. le Président.- Här Kaes, wéi war Är Fro, déi Der dem Här Bausch wollt stellen?

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Ma meng Fro ass dann, ob hien da mat senge Leit an der Kommissioun geschwat huet, ier hien hei déi Behaaptung opstellt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Selbstverständlech, Här Kaes, mir bereeden eis Chamberssëtzungen intensiv an der Fraktiounssëtzung vir; an d'Madame Loschetter, déi do an der Kommissioun ass, sëtzt och hei. Si huet intensiv mam Kapp gewénkt, wéi ech geschwat hunn, a si huet ganz intensiv de Kapp gerëselt, wéi Dir geschwat hutt.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Här Bausch, fuert elo weider an Ären Ausféierungen, déi aner lauschteren no!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll dann awer, ier ech zum Detail kommen, fir d'éischt eng Virbemierkung maachen zu engem Virgank, dee mech a meng Fraktioun enorm schockéiert huet. An dat ass d'Ausso vum Premierminister am Zesummenhang vu Jugendlechen. Ech muss Iech soen, Här President, wann ee Premierminister sech hiräisse léisst, fir op engem Briefing, wou e jo eigentlech sollt d'Ëffentlechkeet, datt muss een och emol eng Kéier vläicht hei soen, informéieren iwwer dat, wat de Regierungsrot décidéiert huet, wann ech dee Regierungsbriefing a leschter Zäit beobachten, da stellen ech ëmmer méi fest, datt hie mam Inhalt...

(Interruption)

Här President, huet den Här Minister elo d'Wuert oder hunn ech elo d'Wuert?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Oh, Här Bausch, d'Zwëscheriff, Dir bréngt dat och fäerdeg. Elo huet de Minister et och eng Kéier fäerdeg bruecht.

(Hilarité)

Also loosse mer net ze vill pingeleg sinn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech kann hien och verstoen, well an deem heite Kontext vun där Bemierkung hei gëtt hien natierlech nervös a wëllt natierlech elo net onbedéngt, datt déi zitéiert gëtt.

(Interruptions)

M. le Président.- Da kommt, Här Bausch, fuert Dir elo weider, well Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech hu schonn erlieft, datt den Här Minister d'Diere geklaakt huet a Kommissiounen, an duerfir mengen ech, datt ech net esou falsch leien.

(Interruption et hilarité)

Här President, ech muss soen, datt meng Fraktioun souwisou Schwieregkeeten huet mat där Aart a Weis wéi dee Briefing a leschter Zäit ofleeft, well, wéi gesot, a fir dann awer och op deen Zwëscheruff ze reagéieren, do geet et net ëm d'Froen, déi d'Journalisten do stellen, mä generell gesinn hunn ech d'Impressioun, datt dee Briefing ëmmer méi ausaart zu enger Ofrechnung mat alle méigleche Leit hei zu Lëtzebuerg, vun de politesche Parteien ugefaangen hei aus dem Parlament bis iwwer all méiglech gesellschaftlech Gruppen. An ech fannen dat kee ganz gudde Stil.

(Interruption)

Ech wär frou, wann dee Regierungsbriefing éischtens emol erëm géif zréckkommen op dat wat e soll sinn, nämlech eng Ausenanersetzung mat deene Saachen, déi am Conseil de Gouvernement diskutéiert ginn.

Mä dovun ofgesinn, déi Ausso, Här President, datt Jugendlecher, wa se hir Schoul ofgeschloss hunn, léiwer an d'Vakanz géife fuere wéi sech no enger Aarbechtsplaz ëmzekucken, déi fanne mir wierklech skandaléis. An ech muss och soen, ech fannen dat wierklech och an deem Sënn skandaléis, net nëmme fir déi Jugendlech, mä och fir déi Elteren, déi do betraff sinn.

Ech weess net, ob den Här Juncker sech bewosst ass, Elteren hei zu Lëtzebuerg, deenen hir Kanner mat der Schoul fäerdeg sinn an eng Aarbechtsplaz sichen, wéi nervös déi sinn a wéi opgereegt déi sinn an ob déi frou sinn, wa se esou Aussoen héieren. Well am Endeffekt ass dat do jo net nëmmen eng Culpabiliséierung vun deem Jugendlechen, deen aus der Schoul erauskënnt, mä et ass jo eigentlech och gesot, deenen hir Eltere foutéiere sech dovunner wat mat hire Kanner soll an Zukunft ginn. Well jiddferee weess jo awer, deen heibannen ass, dee Kanner huet, datt, wann ee Jugendleche mat senger Schoul fäerdeg ass, dat Éischt, ëm dat ee sech suergt, Här President, natierlech ass, datt dee Jugendleche soll eng Plaz kréien.

An da gesinn ech net vill Elteren hei zu Lëtzebuerg, déi elo zu hire Kanner soen: „Ma fuer emol an d'Vakanz; dat ass mir zimlech egal. Ech bezuelen der et waméiglech och nach, ier s de eng Aarbechtsplaz sichs."

(Interruption)

Dat sinn Aussoen, Här President, an ech géif awer elo ewell wierklech wënschen, datt den Här Minister sech e bësse géif berouegen, soss bréngen ech him eng Lexotan eriwwer, fir datt e sech berouegt.

(Brouhaha général)

Dat sinn Aussoen, Här President, dat si Stammdëschparolen, wëll ech hei ganz däitlech soen, an déi eegne sech ganz schlecht am Kontext vun der Chômagebekämpfung.

(Interruption)

An ech géif wierklech, wierklech hei en Appel maachen, datt esou Aussoe wéi déi doten an Zukunft net méi gemaach ginn. Dat sinn effektiv populistesch Aussoen, Här Gibéryen, richteg gesot, a mir condamnéieren déi ganz staark,…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

…zemools, Här President, wann et ëm esou e gravë Problem geet wéi deen, dee mer hei diskutéieren.

A wann ech dann, Här President, d'Zuele kucken, déi mer jo all virleien hunn, ëm wat fir eng Leit et sech dréit am Kader vum Chômage, da versteet een och direkt firwat et besonnesch verwerflech ass, esou eppes ze soen. Mir wëssen entre-temps, datt de Gros vun de Chômeuren, déi net no sechs Méint eng Aarbechtsplaz hunn, der sinn, déi keng Qualifikatioun hunn.

49,3%, laut den Zuele vum September 2006, sinn an deem Fall, a bei de Leit, déi eng Aarbecht sichen, bei deene Jonken, ass festzestellen, datt 57% bannent dräi Méint eng Aarbechtsplaz fannen an 68% banne sechs Méint, mä et sinn 23% vun den ënner 30 Joer, déi zwielef Méint a méi brauchen, ier se eng Aarbechtsplaz fannen. An dat si genau déi, déi aus eisem Schoulsystem erausginn ouni eng Qualifikatioun. Duerfir mengen ech och, Här President, datt dat net gutt ass, wann een do mat esou Spréch virgeet.

Dann zu deenen eenzelne Kritikpunkten. En éischten emol, dat ass dee vun der ADEM, Här President. Bon, ech mengen, den Här Schneider huet et just nach hei erwähnt. Et ass en Audit vun der OECD amgaangen am Kontext vun der ADEM. Et gëtt och entre-temps schonn eng Rei Analysen iwwert d'ADEM. Mir wësse wou d'Schwaachstelle sinn.

Mir wëssen awer och, datt esou e Reformprozess vun der ADEM, fir datt se effektiv déi Struktur gëtt, déi mer brauchen, fir déi Instrumenter, déi mer hei solle schafen, ze begleeden, datt dat nach eng Zäit brauch. An ech muss och soen, wann ech kucke wéi laang mer schonn iwwert d'Reform vun der ADEM diskutéieren a wéi schwéier mer eis dinn, fir zu konkrete Resultater do ze kommen, da si mir skeptesch an där Hisiicht.

Mir wëllen de gudde Wëlle vum Aarbechtsminister an och vun der Direktioun vun der ADEM hei net a Fro stellen, mä op alle Fall hätte mir léiwer gehat, an dat wier och méi logesch gewiescht, datt ee fir d'éischt déi Reform do gemaach hätt, ier een nei Instrumenter schaaft, wou d'ADEM wierklech en immens wichtegt Instrument ass, fir datt se herno fonctionnéieren, a wann een déi ofgeschloss hätt, da sech d'Instrumenter ginn hätt, déi zu där Institutioun do passen.

Et gëtt zwar elo gesot, et géifen do Leit agestallt ginn. Mir wëllen och Tuteure schafen. Mä et sinn immens vill Onkloerheeten, wat zum Beispill d'Formatioun vun deenen Tuteuren ubelaangt. Et ass och nach ëmmer net genau definéiert, wat fir eng Leit dann an der Zukunft wierklech gebraucht gi bei der ADEM.

Ech mengen duerfir, datt dat eigentlech d'Päerd vun hannen opgezäumt ass wat mer hei maachen, andeem mer nei Instrumenter schafen, an am Fong dat Instrument wat wichteg ass, fir datt all déi Saachen, déi mer hei schafen, ugefaange beim neien CAE iwwert den CIE bis och iwwert déi Contrats individualisés, datt eigentlech do déi wichteg Institutioun nach net reforméiert ass. An dat ass eng Virgoensaart a -weis, déi eis net berouegt a wou mir extrem skeptesch sinn.

An ech muss och soen, wann ech nëmmen d'Beispill huele vum Contrat individualisé, do soll jo e Règlement grand-ducal d'Ausféierungsbestëmmungen dovu festleeën, den Detail dovunner festleeën. Dovun hu mer eng éischt Ébauche virgeluecht kritt an der Kommissioun. Ech muss Iech soen, et deet mer leed, mä déi ass nach extrem vag eigentlech. Do fënnt een net vill eraus iwwert den Detail. Et ass do den Detail och hei ganz kloer erëm där do Institutioun iwwerlooss, déi dat herno soll festleeën, an domadder hu mir gréisser Schwieregkeeten, a mir net eleng!

Ech muss nëmmen zitéieren, datt haut en Artikel am „Tageblatt" steet, wou de Jean-Claude Reding zitéiert gëtt, de President vum OGB-L. Deen ass och extrem skeptesch, fënnt, datt eigentlech villes onkloer ass an deem heite Beräich an datt dat hei eigentlech keng an deem Sënn gutt legislativ Aarbecht ass.

Dann deen zweete Punkt, Här President, dat ass dee vun där 80%-Regelung vum Netqualifizéierten-Mindestloun. Ech hu virdru gesot, datt de Gros vun de Chômeuren zu Lëtzebuerg Netqualifizéierter sinn an de Gros vun deene Qualifizéierten éischter relativ séier eng Plaz fannen. Bon, duerfir versti mer scho guer net méi, firwat keng Differenzéierung agefouert gëtt, wa mer entre-temps jo awer wëssen, duerch dee Constat, dee gemaach ginn ass, datt dat esou ass.

Mä virun allem muss ech awer soen, et gëtt och gewësse Risike bei deenen dote Regelungen, a mir sollen eis jo awer näischt virmaachen, onofhängeg emol vun der Gerechtegkeetsfro, ob dat gerecht ass, datt mer esou virginn. Et gëtt Risike vu Loundumping iwwert deen dote Wee. Do kënne mer hei ziele wat mer wëllen.

Eigentlech ass den Échec vum CAT jo e gutt Beispill duerfir, well wat ass dann eigentlech do geschitt? Majo, beim CAT, do ass de Stat, do sinn d'Gemengen higaangen, entweder wa se iwwert de Numerus clausus d'Leit net kritt hunn, hu se iwwert de CAT Leit esou agestallt. Oder bei Gemengen hunn ech oft de Verdacht, datt hei, well dat méi bëlleg gëtt, déi Leit ze huelen, lauter CAT-Leit geholl gi sinn, well domadder Geld gespuert gëtt an der Gemengekeess.

Dat heescht, do ass gewëssermoossen, amplaz fest Leit op verschidde Plaze fir verschidde Servicer anzestellen, iwwerdriwwen op CAT-Verträg zréckgegraff ginn, well dat méi bëlleg gëtt wéi wann ech der muss astellen. Donc hunn ech hei och en Element vu Loundumping dran.

An dat ass am Privatsecteur net aneschters, egal wéi vill Virsiichtsmoossnamen, datt mer hei afféieren. De Fait, datt dat doten Instrument besteet, schaaft och e gewëssenen Drock op d'Lounstruktur insgesamt, op d'Loungefälle insgesamt. Wann ee sech e bësselchen domadder beschäftegt huet, weess een dat och, an zemools d'Gewerkschaftler, déi missten et wëssen a si wëssen et och wahrscheinlech. Wa se éierlech wären, hätten se dat och vläicht deementspriechend e bëssen aneschters thematiséiert.

Dann, Här President, ginn eng Rei Sanktioune verschäerft an deem ganze Beräich, woubäi mir der Meenung sinn, datt dat de Problem jo mat Sécherheet net wäert léisen. Firwat? Majo éischtens, Sanktioune si jo am System dran, oder do musse Sanktiounen dra sinn - dat ass net de Problem -, fir schwaarz Schof, déi et ëmmer gëtt, am Grëff ze behalen.

Allerdéngs soen ech Iech hei, datt een de Gros vun deene Jugendleche sécherlech net kann zu de schwaarze Schof zielen, an déi, déi et sinn, oft der sinn, déi aus sozial ganz défavoriséierte Milieue wahrscheinlech éischter kommen, déi net qualifizéiert sinn, dat heescht, déi souwisou ganz schlecht dru sinn, déi aus ganz konkreten Ursaachen e gewëssenen „Foutismus" un den Dag leeën, wéi onbedéngt generell Jugendlech. Duerfir ass dat, och wa mer d'Sanktioune verschäerfen, sécherlech keng Léisung, fir deene Leit weiderzehëllefen. Au contraire, mir drécke se éischter nach méi an de soziale Misär eran, an doduerjer verbessert d'Situatioun sech net.

Duerfir si mir net fir déi Verschäerfung vun der Situatioun. Mir fannen dat wierklech verwerflech, datt hei och iwwert d'Sanktioune gewëssermoossen awer erëm dat, wat latent an där ganzer Diskussioun matgeschwongen ass, erauskënnt, nämlech d'Culpabiliséierung eigentlech vun de Chômeuren, amplaz datt mer misste feststellen, datt am Beräich vum Chômage jeunes iwwer eise Qualifikatiounssystem zum Beispill an aner Saachen eigentlech den Échec bei der Politik a bei der Gesellschaft selwer läit.

An da kommen ech och gläich zur Schoul, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Och bei der Schoul, do ass et jo awer relativ kloer. Mir hunn iwwer eng Rei Etüden, déi mer virleien hunn, d'Bestätegung wou de Problem eigentlech läit. Mir wëssen zum Beispill iwwert d'PISA-Etüd, datt déi Leit, déi ouni Qualifikatioun aus eisem Schoulsystem erausginn, zum gréissten Deel Leit sinn, déi och hei drënner falen, déi aus sozial défavoriséierte Milieuen oder Immigrantemilieue kommen.

An da muss ech och soen, ass dat och net nëmmen en enorme sozialen Échec vun eiser Gesellschaft, wa mer eise Schoulsystem esou schlecht ausgestalt hunn, datt dee mat dru schold ass, mä et ass och eng total verfeelten Immigratiounspolitik an där mer eis zurzäit befannen an déi eis, wa mer net ganz schnell handelen an deem dote Beräich, gréisser gesellschaftspolitesch Schwieregkeeten an Zukunft wäert bréngen.

An dann ass et och de Problem, datt d'Schoul eigentlech net méi, loosse mer soen, der gesellschaftlecher Entwécklung gefollegt ass. Mir hunn haut eng Gesellschaft, wou - fir aus verschiddenaartege Grënn nëmmen een erauszehuelen zum Beispill, deen natierlech och am direkten Zesummenhang ass mat éischter sozial schwaache Leit - de Fait, datt a sozial défavoriséierte Milieuen d'Leit scho quasi gezwonge sinn zu zwee schaffen ze goen, fir datt se iwwerhaapt nach de Liewensënnerhalt kënne garantéieren, deen natierlech mécht, datt do an deene Familljen d'Kanner nach vill méi sech selwer iwwerlooss sinn, wa mer net gläichzäiteg Strukture schafen, d'Prise en charge vun der Sociétéit méi breet maachen a qualitativ besser maache vun deene Kanner aus deene Familljen. Dat si Choix de société, déi een do muss treffen. Déi sinn awer net geholl ginn. Do sinn enorm Defizienzen a Lacunë festzestellen.

An dann dee leschte Punkt, Här President, dat ass d'Orientation professionnelle, déi wierklech ganz, ganz schlecht ass zu Lëtzebuerg, déi awer och eng wichteg Bedeitung huet. Si ass guer net méi ausgeriicht op dat wat d'Débouchéë sinn an eiser Ekonomie. Si iwwerléisst souwuel déi Diploméiert wéi déi Netdiploméiert oft hirem eegene Schicksal an ass total ineffizient.

E ganz gutt Beispill ass de Fait, datt mer am Finanzsecteur de Moment Schwieregkeeten hunn, um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché iwwerhaapt nach Leit ze rekrutéieren. Dir wësst, datt am Finanzsecteur déi Joer e puer honnert Leit agestallt gi sinn oder sollten agestallt ginn, an datt de Finanzsecteur Schwieregkeeten huet, déi iwwerhaapt nach um Lëtzebuerger Aarbechtsmarché ze fannen, well d'Qualifikatiounen net klappen.

Dann ee leschte Punkt, Här President, an deem dote Kontext, deen eis besonnesch stéiert, dat ass, datt mer hei eppes maachen, ouni datt mer engersäits déi Etüden, déi virleien, am Detail, zumindest am parlamentaresche Rahmen analyséiere konnten. Ech fänken u bei der Ceps-Etüd, wou eigentlech eng global Evaluatioun emol gemaach ginn ass iwwert déi Mesuren, déi et bis haut gi sinn: CAT, Stage d'insertion an esou weider.

Mir hunn déi als Parlament de 15. November kritt. Elo kann ee soen, vum 15. November bis haut, oder loosse mer soe bis d'lescht Woch, bis mer de Rapport ugeholl hunn, waren et dräi Wochen, do hat ee jo gutt Zäit fir dat ze liesen. Ech mengen, datt dat awer e bëssen einfach ass. Ech mengen, datt et wierklech och do méi intelligent gewiescht wär, et hätt ee sech do e bësse méi Zäit geholl, fir awer eng Kéier genau déi Evaluatioun do duerchzekucken.

Dann dat Zweet ass, Här President, da sinn nach zwou Etüden, déi opstinn. Eng ass an Zesummenaarbecht vum Ministère du Travail mam Ministère de l'Éducation, wou et dréms geet eng Analys ze maache vum Passage vum CNFPC zum COIP. Do ginn natierlech haaptsächlech déi Mesuren touchéiert, déi jeunes demandeurs d'emploi betreffen, déi eben aus der Schoul erauskommen ouni e Certificat, déi sougenannten „early school leavers". Dat ass eng Etüd, déi nach aussteet. Déi soll am Laf vun 2007 ofgeschloss ginn.

An dann awer dat Wichtegst, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat fanne mer wierklech de Clou, dat ass, datt de Ministère du Travail et de l'Emploi den Ceps beoptraagt huet, am Laf vum Joer 2007 eng drëtt Etüd nach ze maachen, eng essenziell Etüd eiser Meenung no, wou et dréms géif goen, emol bei den Entreprisen, déi zu Lëtzebuerg implantéiert sinn, ze identifizéieren, wat dann hir Meenung ass zu de Praktiken an zu de Besoinen en termes de mesures en faveur de l'emploi. Dat heescht, am Fong d'Essenz, wann een et esou wëllt huelen, vun all de Mesuren, déi am Kader vum Chômage vu Jeunes am Kader vum 5611 hei dra sinn.

Dat heescht, do ass eng Etüd, déi opsteet, déi am Fong zum Deel d'Essenz dovunner enthält, haaptsächlech wat de Privatsecteur ubelaangt, a jiddfereen huet jo hei betount, datt am Fong den CIE dat wichtegst Instrument an Zukunft soll ginn. Déi Etüd, déi feelt eis. Déi kréie mer eréischt am Laf vum Joer 2007.

Elo kënnt Der mer soen, d'Gesetz trëtt jo eréischt a Kraaft den 1. Juli 2007. Mä effektiv, an dat war och eise Beweggrond firwat mer dee Bréif erageschéckt haten an d'Kommissioun, wou mer de Report vun deem heiten Deel aus dem Gesetz verlaangt hunn, éischtens well mer der Meenung waren, datt eng Rei Inkohärenzen dra sinn am Text, mä virun allem awer och wéinst deenen Etüden, datt mer wéinstens da solle waarden, bis mer déi doten essenziell Donnéeën hunn, an dann eben eis nach sechs Méint Zäit ginn.

Dann hätt een och nach kënnen den Dialog, deen den Här Minister amgaang ass jo intensiv mat de Jugendlechen ze féieren, weiderféieren. Dat hätt och nach do zu villen zousätzleche Clarificatioune kënne féieren. Dann hätte mer dat schéi propper bis d'Summervakanz d'nächst Joer ofschléisse kënnen, amplaz datt mer elo hei coûte que coûte versichen einfach dat Ganzt duerchzezéien.

Dann dee leschte Punkt, Här President, op deen ech wëll agoen, awer kuerz, well déi meescht Saachen eigentlech gesot sinn an et am Endeffekt och ganz einfach ass, fir dat ze beschreiwen, dat ass de Fait, datt elo de Finanzement vun de Babyjore vum Stat eriwwergeholl gëtt an d'Pensiounskeesen. Dat ass ganz kloer, dat ass Renteklau. Do gi Gelder, déi fir eppes aneschters geduecht sinn, genotzt fir d'Babyjoren ze finanzéieren. Dat ass fir eis total inakzeptabel!

Mir hunn ëmmer gesot, datt souwuel d'Mammerent wéi awer och de Mechanismus vun de Babyjore familljepolitesch Mesurë sinn, déi sécherlech hir Berechtegung hunn, haaptsächlech d'Babyjoren, mä datt déi awer mussen iwwert de Statsbudget finanzéiert ginn an op kee Fall kënnen iwwert de Rentesystem finanzéiert ginn. Duerfir kënne mir op kee Fall déi dote Mesure matdroen.

Meng Konklusiounen duerfir, Här President: Mir sinn der Iwwerzeegung, datt dat wat am Kader vun der Tripartite hei diskutéiert ginn ass, an eng Rei Saache sti jo och nach aus - ee ganz heiklen Dossier, dee vum Statut unique, dee jo verkaaft ginn ass no der Tripartite als e risegen Duerchbroch, zu Recht fannen ech ass en als dat verkaaft ginn, wann et eis géing geléngen, wär et e risegen Duerchbroch, do kann een de Moment déi gréisst Zweifel hunn, wéi mer do aus där Sakgaass erauskommen, wann ech d'Stellungnahmen de part et d'autre kucken -, mä, Här President, doriwwer eraus si mir der Iwwerzeegung, datt effektiv iwwert déi Mesuren hei net d'Zukunft vum Land virbereet gëtt, mä grosso modo awer déi Mesuren hei an d'Richtung ginn, fir datt dës Regierung finanziell d'Enner zesummekritt bis 2009.

Doriwwer eraus sinn eiser Meenung no déi Mesuren onkohärent. Si sinn deelweis falsch a si entsprieche jo anscheinend emol net méi dem Geescht vun der Tripartite, dat heescht vun de Verhandlungspartner, déi selwer mat dobäi waren, wéi d'Mesuren ausgehandelt gi sinn. Well et ass kaum eng Mesure, déi mer diskutéieren, déi net entretemps bal vun alle Verhandlungspartner vun der Tripartite erëm a Fro gestallt gëtt, respektiv vun deene gesot gëtt, datt d'Texter dovunner net dem Geescht vun der Tripartite entsprechen.

An duerfir, Här President, kënnt Dir Iech jo virstellen, datt déi gréng Fraktioun dëse Projet, de 5611, net wäert stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Wuert vu Merci un déi zwee Kolleege Rapporteure Marc Spautz a Romain Schneider, déi de Rapport vun der Kommissioun hei virgedroen hunn, déi eng gutt Aarbecht gemaach hunn - och, wa mer selbstverständlech inhaltlech net mam Rapport averstane sinn.

E Merci geet awer och un de President vun der Kommissioun, un de Kolleeg Wolter, deen déi Kommissiounssitzunge mustergülteg strukturéiert a gefouert huet. Mir hu wierklech iwwer all Themen an allen Detailer diskutéiert a konnten diskutéieren. E Merci och un eise Sekretär, de Martin Bisenius, souwéi all déi aner Leit, déi matgehollef hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass awer, esou géif ech soen, scho bal alles, wat mer u Gemeinsamkeete mat dësem Projet hunn.

(Hilarité)

Den Haaptbut vun dësem Projet ass d'Ëmsetze vun den Tripartite-Resultater. Dat gëtt am Prinzip iwwert dräi Gesetzer gemaach. Eent, dat hu mer am Juli gemaach, wéi mer d'Indexmanipulatioune gestëmmt hunn. Dat zweet Gesetz ass dat vun haut, de 5611, an dat drëtt ass muer, wa mer de Rentenajustement fir d'Upassungen aussetzen.

Zesummen hunn déi dräi Gesetzer en allereischt Zil, nämlech de Statsbudget finanziell ze entlaaschten, an dat ëm 400 bis 450 Millounen d'Joer.

An ech hunn am Fong geduecht, datt déi zwee Rapporteuren, Här President, an d'Vertrieder vun de Majoritéitsparteien dat zumindest géife mat engem Saz hei ernimmen haut de Moien. Mat Ausnahm vum Här Meisch a vum Här Bausch huet nämlech keen dat gesot, datt den Hannergedanken, d'Zil vun dëse Gesetzer eng finanziell Aspuerung vum Stat ass, datt de Stat entweder manner Gelder ausgëtt oder datt hie méi Gelder erakritt. Dat ass och d'Haaptzil vun dësem Gesetz.

An och, wann haut hei mat enger ganzer Kuerbelbootsch voll vun Argumenter, vu Kyoto, vu Chômagebekämpfung, vu bessere Moossnamen, vu Reserven uleeën an esou viru geschwat gëtt: Neen, dat ass alles dat Zweet. D'Haaptzil ass, fir méi Suen an d'Statskeesen eranzekréie respektiv fir manner Gelder auszeginn.

A Wierklechkeet gëtt mat dësen dräi Gesetzer dee gréisste Sozialofbau no dem leschte Weltkrich hei zu Lëtzebuerg gemaach...

(Hilarité)

...an dat vun enger CSV an enger LSAP, enger chrëschtlech-sozialer a sozialistescher Regierung, gestäipt an ënnerstëtzt a gedroe vun zwou grousse Gewerkschaften, dem OGB-L an dem LCGB.

(Interruption)

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Konklusiounen, Här President, zu dëse Gesetzer, déi sinn am Fong eis scho virgegraff ginn. An zwar an der Lëtzebuerger Press, am „Wort" an am „Tageblatt".

Wa mer d'„Wort" vu gëschter liesen, an de Kolleeg Meisch huet dat scho gemaach, mä et ass esou wichteg, datt et derwäert ass, fir datt et nach eng Kéier widderholl gëtt, wat am „Wort" gëschter stoung: „...die Neuregelung der Kraftfahrzeugsteuer, die Kyoto-Abgabe sind herausragende Interventionen in einem bunten Strauß von Einkommensbeschränkungen, die eigentlich nur ein zynischer Humorist nicht als Fiskalbelastung bewerten kann."

An dann, Här President - dat do ass jo scho relativ kloer, et kéint vun ons sinn -, hate mer dann de leschte Samschdeg am „Tageblatt" en Artikel: „Die Krise ist erfunden."

Här President, deen Artikel huet et natierlech a sech. Wann een do liest: „Hier haben führende Politiker nicht längst erkannt, dass sie ihre versteckten Ziele..." - an do schwätze mer dovunner, Finanzen an d'Keess ze kréien - „am besten erreichen, wenn sie überzeugend vor laufender Kamera lügen. Ein typisches Beispiel für diesen Kunstgriff ist die vom Staatsminister herbeigeredete Krise."

Also: „wenn sie überzeugend vor laufender Kamera lügen", an deen, deen dat am beschte ka maachen, ass laut dem „Tageblatt" de Statsminister.

„Er brauchte eine um von der schlechten Führung der Staatsfinanzen unter seiner Regie und der seines Budgetsministers abzulenken."

Une voix.- Ah, elo wësse mer et!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- An da wësse mer och, firwat dat gemaach gëtt. Et gëtt also fir Sue gemaach.

An dann: „Deshalb führte der brillante Rhetoriker sein Land auf einen Sparkurs, der die kleinen und mittleren Einkommensgruppen schmerzlich trifft."

An da geet hie souguer op de Budget an: „Wir unterstellen nicht, die Haushaltspläne würden absichtlich gefälscht. Wir stellen aber fest, dass sie auch seit Junckers Zeit in einem Ausmaß falsch waren, das in keinem Privatunternehmen, schon gar nicht in solchen, die mehr Geld hin- und herschieben als der Luxemburger Staat, toleriert würde. Da hätte der Chef den Hut zu nehmen."

Also d'„Tageblatt" mengt, den Här Juncker misst den Hutt huelen.

„Herr Juncker und die Seinen tun nichts Gutes mit ihrem Krisengeschwafel." Wien „die Seinen" sinn, dat ka menger Meenung no nëmmen d'Regierung sinn, dat kënnen nëmmen d'Koalitiounspartner, d'CSV an d'LSAP, hei an der Regierung sinn. Dat kann den OGB-L, et kann den LCGB sinn, mä ech weess net, wie soss mat „die Seinen, die nichts Gutes tun", gemengt ass. „Draußen in Europa nimmt niemand ihnen diese Lüge ab."

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn iwwerzeegt, datt mëttlerweil och hei am Land keen hinne méi déi Ligen do ofhëlt.

Ech hu bei mir geduecht, wéi ech dat „Tageblatt" do de Samschdeg gelies hunn: Wat fir eng revolutionär Oppositiounszeitung soll dat dote sinn?

(Hilarité)

An ech hu geduecht, elo muss de awer emol kucken, wiem déi Zeitung do gehéiert. An do fannen ech dann eraus, déi gehéiert dem OGB-L, déi gehéiert dem Landesverband an déi gehéiert der LSAP.

Ech hu geduecht, et kann dach net sinn, datt déi esou iwwer sech schreiwen. An dunn hunn ech geduecht, et ass vläicht iergendwéi een Tëntekulli, esou e klengen, deen an der hënneschter Rei am „Tageblatt" schafft, e Lokalreporter, deen eng Kéier huet dierfen e Leitartikel schreiwen. An du sinn ech dann an déiselwecht Zeitung kucke gaangen, wien dann deen Alvin Sold, deen deen Artikel do geschriwwen huet, ass.

An do steet dann do, deen ass Rédacteur en chef an Directeur général. Directeur général ass dee vun där Zeitung! Also, et war net egal wien, deen dat geschriwwen huet. An dunn hunn ech geduecht, da muss deen awer fei Chefen hunn, wann deen esou eppes ka schreiwen. An dunn hunn ech geduecht, géi emol kucken, wien am Verwaltungsrot sëtzt a wie President vun deem Verwaltungsrot do ass vum „Tageblatt". An do stellen ech fest: John Castegnaro, President.

(Hilarité)

An dunn hunn ech gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat kann net sinn dat doten, datt eng Zeitung, déi der LSAP gehéiert, déi dem OGB-L, dem Landesverband gehéiert, wou den Här Castegnaro och nach President vum Verwaltungsrot ass, datt déi hire Generaldirekter an hire Chefredakter erausschécken, fir esou iwwer si selwer hierzefalen, wéi dat hei gemaach gouf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat beweist am beschten, mat wat fir enger...

(Interruption)

..., mat wat fir enger Doppelzüngegkeet hei gefuer gëtt.

(Interruption et hilarité)

Ech hat och duerfir gemengt, Här President, dass den Här Castegnaro sech zu Wuert mellt. Ech huelen un, datt dat nach de Fall ass. Den Här Castegnaro huet elo „Aha! Aha!" dohanne gemaach. Ech hätt geduecht, datt den Här Castegnaro sech awer och géif zu dësem Projet mellen. Hie war d'éinescht nach net ageschriwwen, mä ech ginn awer dovun aus, datt hie sech nach aschreift.

(Interruption et hilarité)

Et ass nämlech jo awer och wichteg, dass hien als President vum Verwaltungsrot vum „Tageblatt" hei e puer klärend Wierder zu deenen Artikelen do seet.

Op jidde Fall, Här President, wann d'„Tageblatt" seet, den Här Juncker an déi Regierung hei géife léien, dann ass dat eng ganz staark a béis Behaaptung. An ech ginn dovun aus, datt mer dat haut hei gekläert kréien. Dat ka keen anere kläre wéi d'Sozialiste selwer, well wann d'Sozialisten de Projet haut hei stëmmen, da gi se dem Här Juncker Recht a se soen den Här Sold hätt gelunn. Wa se awer dem Här Sold Recht ginn - deen huet d'Wourecht am „Tageblatt" geschriwwen -, da mussen se haut hei géint dee Projet stëmmen.

(Hilarité)

Si kënnen net déi zwou Saache maachen. Si kënnen net schreiwen, datt et lauter Lige sinn, wat déi do maachen, a si stëmmen et hei. Da stinn d'Sozialisten...

(Interruption)

...hei an haut virun hirer Responsabilitéit. Et geet net mat där Doppelzüngegkeet do esou einfach duer.

M. le Président.- Här Gibéryen, dat gesi mer jo da spéider. Loosse mer elo emol erëm zum Projet zréckkommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, mir kennen eis elo gutt, an Dir wësst, datt ech nëmmen zum Projet schwätzen.

(Hilarité)

Zum Chômage, Här President.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, mä wat muss gesot ginn, muss gesot ginn.

Mat der Ausriichtung, wat de Chômage ubelaangt, si mer averstanen. Et ass wichteg, datt mer an Aarbecht an a Formatioun investéieren, amplaz a Chômage an a Fräizäit.

Här President, d'Ceps-Etüd huet erwisen - an et ass de Moien och schonn hei ugeklongen -, datt a priori déi Leit, déi mer a Richtung Fonction publique a Beschäftegungsmoossnamen eragedréckt hunn, am Fong do an enger Salle d'attente waren an no zwee Joer erëm do stounge wou se virdru waren. Verschiddener sinn och hin- an hiergeschubst ginn, well déi Verträg net konnten iwwer zwee Joer goen, datt se bei enger

Gemeng, beim Stat, bei der Post, an esou viru waren, an da souguer zwee, véier bis sechs Joer a Moossname waren ouni awer eng fest Plaz kritt ze hunn.

D'Etüd huet awer och erwisen, datt déi Leit, déi an de Privatsecteur gaange sinn, zu 70% eng fest Plaz kritt hunn. Dat waren der net esou vill. Et ass elo no der Tripartite eropgaangen op bal 400, déi an esou Moossname sinn. Déi Leit hunn awer zu 70% eng Plaz fonnt.

Mir hunn duerfir an der Kommissioun och en Amendement erabruecht, wou mer gesot hunn: Ma, mir mussen de Wee an de Privatsecteur goen, well egal wou mer se elo hindirigéieren, herno sti se awer virum Privatsecteur, fir eng Plaz ze fannen. Mir mussen dat méi attraktiv maachen, an duerfir hu mir och gesot: Et sollt een deene Leit, déi an de Privatsecteur ginn, 100% ginn, fir dat méi attraktiv ze maachen, an op där anerer Säit de Betriber awer net, wéi elo virgesinn ass, 50% vun 80%, mä 80% vun 100% ginn, fir datt och d'Betriber en Intérêt drun hunn, fir méi Leit an de Privatsecteur iwwert déi dote Moossnamen ze huelen.

Eisen Amendement ass leider net ugeholl ginn. Mir bedaueren dat, well mer der Meenung sinn, datt dat e wichtege Schrëtt gewiescht wier, fir de Privatsecteur méi attraktiv ze maachen, fir d'Leit an déi Richtung ze kréien. Mir sinn och der Meenung an där ganzer Diskussioun, déi mer haten, ob mer 80% oder 100% bezuelen, wat déi Beschäftegungsmoossnamen ubelaangt, datt een hätt missen differenzéiert virgoen, wat d'Qualifikatioun ubelaangt.

Wat mer elo maachen, Här President, datt mer am Fong no dräi Méint deene Jugendleche soen, si kréichen ee Vertrag op néng Méint - oder zwielef Méint am Privatsecteur, deen am Privatsecteur och kann op 24 Méint erausgoen -, dat ass eng gutt Léisung, wa mer dat fäerdeg bréngen. Mir mussen awer och wëssen, datt och dës Moossnam erëm gemaach ass, fir Gelder ze spueren. Déi Jonk hunn net Onrecht wa se soen, datt un de Gelder gespuert gëtt, well soss konnte se bis 24 Méint schaffen, elo sinn et der néng respektiv zwielef; an et kann am Privatsecteur ënner Konditiounen op 24 Méint augmentéiert ginn. Also gëtt och erëm Geld agespuert. Et muss ee wëssen, datt et nëmme méi néng Méint sinn.

D'Jugend huet haaptsächlech vis-à-vis vun dëse Propositiounen, wat de Jugendchômage ubelaangt, manifestéiert. Ech mengen, mir solle frou si wann d'Jugend sech manifestéiert. Et ass eng positiv Entwécklung. Mir hu jo ëmmer gemengt, d'Jugend géif sech net ëm d'Politik bekëmmeren. D'Jugend huet och e Recht, fir ze manifestéieren. Si huet och e Recht, fir ze streiken. An ech mengen, et sëtzen esou vill Gewerkschaftler heibannen, a si wëssen, datt mir dat als en elementaart Recht ugesinn, datt ee ka streiken. Duerfir hunn ech Problemer dermat gehat, datt verschidde Leit Problemer dermat haten, datt déi Jugendlech gestreikt hunn.

Dann huet de Statsminister jo awer och dozou bäigedroen, datt dat Resultat koum. Hien huet jo awer wierklech provozéiert - an et ass de Moien och schonn hei ugeklongen -, wéi hie gesot huet, déi Jonk géife fir d'éischt an d'Vakanz goen a sech et gutt huelen, a sech dann eréischt bei d'ADEM aschreiwe goen.

Här President, ech hoffen, datt déi Jonk am Land dem Här Statsminister an dem Här Biltgen d'nächst Joer eng grouss Freed maachen, an datt se sech de 15. Juli direkt alleguer aschreiwe ginn; direkt deen éischten Dag, déi 1.000 oder 1.200, déi aus der Schoul kommen. Ech géif deene proposéieren, déi sollen direkt de 15. Juli alleguer op d'Arbeitsamt goen a sech dann direkt aschreiwe loossen. Da ginn d'Demanden de 15. Juli spronghaft an d'Luucht.

A vu datt mer jo soen, déi kréie bannent dräi Méint e Vertrag, dann hu mer och d'ADEM an der Summervakanz voll a ganz beschäftegt. Well déi mussen dann deene Jugendlechen, wann déi aus der Vakanz erëmkommen, bis de 15. Oktober alleguer e Vertrag virleeën. Dozou hu se sech hei engagéiert. Also, ech kann nëmmen en Appel un déi Jugendlech maachen, se sollen dem Här Juncker an dem Här Biltgen eng Freed maachen, datt déi nëmmen ni méi op dee Gedanke kommen, si géife fir d'éischt an d'Vakanz goen. Si solle sech direkt de 15. Juli aschreiwe goen!

Wann ech da bedenken, Här President, datt et d'CSV ass, déi do esou iwwert déi Jugendlech hiergefall ass; ma kënnt Der Iech erënnere bei de leschte Chamberswahlen? D'CSJ war jo dergéint, datt déi Jugendlech manifestéiert a gestreikt hunn. War et dann net d'CSJ, déi virun de leschte Chamberswahle gesot huet: „Jonker wiele Juncker."?

Une voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat war e Slogan, deen huet gutt geklongen. Et sinn anscheinend och e ganze Koup Jonker drop eragefall. Mä haut soen déi Jonk awer: E gudden Iesel stéisst sech nëmmen eng Kéier. Dat ass och e Lëtzebuerger Spréchwuert, op wat een do kann zréckkommen, Här President.

(Interruption)

Op jidde Fall, haut wësse mer, datt och déi heite Moossnam nëmme gemaach ass, fir Gelder ze spueren.

Ech kommen elo zum Renteklau, Här President. Et hunn och schonn zwee vu menge Virriedner gesot, datt hei e systematesche Renteklau gemaach gëtt. An dat sinn dann déiselwecht Leit, déi soen: Mir renne widder eng Rentemauer. Si baue se selwer, hir Rentemauer, andeem se permanent Geld an d'Pensiounskeese klaue ginn. Dat sinn déiselwecht Leit, déi soen: Mer musse laangfristeg Finanzéierunge maachen, fir datt och d'Jugend vun haut mar nach ka Pensioune kréien. Et sinn déi Leit, déi awer elo d'Geld an d'Pensiounskeese klaue ginn, fir datt mer keng laangfristeg Ofsécherung vun eise Pensiounskeese kréien.

Dann huet den Här Juncker sech och hei erëm duerchgesat vis-à-vis vun der CSV, vis-à-vis vun der LSAP, vis-à-vis vum OGB-L, vis-à-vis vum LCGB. Kënnt Der Iech erënnere wéi mer d'Mammerent agefouert hunn um Rentendësch, eestëmmeg? Dat ass eng familljepolitesch Moossnam. Si gëtt iwwert de Statsbudget bezuelt. A wéi den Här Juncker gesot huet, se misst iwwert d'Rentekeese bezuelt ginn, dunn hunn all Parteien - d'CSV, d'LSAP, den OGB-L, den LCGB, an all aner Gewerkschaften a Parteien - gesot: Dat kënnt net a Fro!

A wat ass elo geschitt? Elo gi 70 Milliounen un Transferte manner vun der Statskeess op d'Sozialversécherunge gemaach. An den Här Mars Di Bartolo huet mer d'lescht Woch hei Zwëscheriff gemaach, wou ech dann dorunner géif kommen, datt déi...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här Gibérius!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Bartolomeo, entschëllegt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Aaahhh! Dat klëngt scho besser.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, hien huet mam Här Bodry geschwat an ech hu geduecht: So emol eppes, fir ze kucken, ob en nolauschtert.

(Hilarité)

An ech hu gesinn, et war en Trick. Hien huet dat gemaach mam Här Bodry, fir mir ze weisen: Hei, ech lauschteren deem do net no. Mä hien huet awer formidabel nogelauschtert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Alles an der Rei, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Hien huet souguer déi kleng Nuancë bemierkt.

M. le Président.- Här Gibéryen, passt op, d'Zäit leeft Iech fort.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Jo! Déi ass scho bal eriwwer.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President. All Kéiers, wann Dir dat sot, mengt Dir meng Riedezäit, ne?

M. le Président.- Jo, selbstverständlech.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Voilà! Dat war awer bal net kloer.

(Hilarité)

Här President, ech schwätze vun deene 70 Milliounen. Den Här Juncker huet dat mat enger gewësser Satisfaktioun den 2. Mee hei an der Chamber, wéi hien d'Tripartite-Resultater virgestallt huet, gesot. Iwwert den Ofschloss vun der Tripartite sot hien: „Eleng fir d'Rentekeese musse mer esou vill Geld opbréngen." An da seet hien: „Ech war duerfir frou,..." - also hie war frou -„datt d'Sozialpartner" - dat waren nämlech déi, déi dergéint waren - „domat d'accord waren Ausgabe vu ronn 70 Milliounen Euro am Joresduerchschnëtt op d'Pensiounskeesen aus dem Budget vum Zentralstat eraus ze iwwerdroen. Et ass evident, datt den eigentleche Statsbudget, de Budget vum Zentralstat, huet missen diesbezüglech transfertméisseg entlaascht ginn."

Also, den Här Juncker war frou, fir ze soen, hei, alleguer déi, déi elo dergéint waren, datt d'Mammerent aus de Pensiounskeese bezuelt gëtt, datt déi elo also frou an averstane waren, datt elo 70 Millioune manner un d'Sozialversécherung ginn. Domadder huet hie seng Mammerent bezuelt. Alles ass a Botter, an et héiert ee kee méi vun deenen, déi sech hei allzäit opgereegt hunn, datt mer hei d'Mammerent missten aus de Pensiounskeesen huelen. Si gëtt elo fiktiv bezuelt.

Här President, ech wollt nach iwwert d'Fleegeversécherung an iwwert d'Autossteier schwätzen, mä vu datt Dir Recht hutt, datt meng Riedezäit fortleeft, iwwerspréngen ech dat. Mä ech mengen, den Här Meisch an den Här Bausch hunn do ganz gutt Interventioune gemaach. Ech wëll just dem Här Bausch soen: Och bei der Autossteier, datt als éischt Zil net ekologesch Kritären do waren, mä als éischt Zil vum Här Juncker waren et finanzpolitesch Kritären, nämlech fir méi Gelder an de Statsbudget eranzekréien. Déi ekologesch Kritären, dat ass den Alibi, fir dat anert kënnen duerchzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Regierung, déi geet sécherlech an d'Geschicht an als déi, déi de gréisste Sozialofbau gemaach huet: Mir hunn Indexmanipulatioune kritt; d'Kannergeld, d'Familljenzoulage ginn net méi indexéiert; d'Renten- a Pensiounsupassunge ginn zréckgesat; Erhéijung vum Bäitrag vun der Fleegeversécherung vun 1 op 1,4%; Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun; massiv Erhéijung vun der Autossteier; Erhéijung vun den Accisen op Bensin a Pëtrol; Erhéijung vun der TVA fir Fräiberuffler; Erhéijung vun der TVA an der Tax op dem Gas; maximal Taxen- a Steiererhéijunge bei de Gemengen, dat alles a méi fir eng falsch Finanzpolitik ze kompenséieren.

Mir hu vun engem Büro emol ausrechne geloos, Här President, wat all déi Moossnamen d'Leit an dëser Legislaturperiod vun 2006 bis 2009 wäerte kaschten. E Jonggesell, deen 2.000 Euro brutto de Mount verdéngt, verléiert duerch all dës Moossnamen 3.002 Euro an dëser Legislaturperiod. E Jonggesell, dee 4.000 Euro verdéngt, verléiert an dëser Legislaturperiod duerch dës Moossname 7.331 Euro. Eng Koppel, déi zesummen 8.000 Euro verdéngt, verléiert an dëser Legislaturperiod 15.531 Euro, an eng Famill mat zwee Kanner, déi 5.000 Euro de Mount verdéngt, verléiert an dëser Legislaturperiod duerch dës Moossnamen 9.574 Euro.

Dat, Här President, ass d'Resultat vun där Politik, déi dës Regierung mécht, an duerfir ass dëst e Gesetz, wat mir mat Iwwerzeegung net wäerte stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir hutt nach e bësse Riedezäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Nach véier Sekonnen, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt. Als leschte Riedner fir haut de Moie kënnt den Här Jaerling drun. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, den Här Rapporteuren och Merci fir hir detailléiert Rapporten, och wann ech net mam Inhalt kann d'accord sinn. Mä och awer Félicitatiounen un de President an un d'Membere vun der Kommissioun, wou ech mech als Observateur awer konnt iwwerzeegen, dass dee schwierege Projet an aller Serenitéit an och ouni iwwert de Knéi gebrach ze gi konnt evakuéiert ginn.

Här President, d'Regierung huet sech am Juli dëst Joer mat der Manipulatioun vum Index an der Desindexéierung vun de Familljenzoulage schonn Urlaubsgeld vum Bierger ausbezuele gelooss. Haut mécht se sech mat der Ofstëmmung vum 5611 a mam Projet iwwert d'Verréckele vum Ausbezuelen an der Spléckung vum Rentenajustement och nach e Chrëschtkado derbäi.

Här President, ier ech zum Projet 5611 elo kommen, wollt ech awer nach eng Recommandatioun un den Här Statsminister, un d'Regierung an un d'Deputéierten aus der Majoritéit riichten. Den Här Statsminister, d'Regierung an d'Deputéierten aus der Majoritéit sollen, nodeem dass se d'Bierger geplëmmt hu mat den Indexmanipulatiounen, der Desindexéierung vun de Familljenzoulagen an och mat der Ofstëmmung vum 5611 an dem Verréckelen an dem Splécke vum Rentenajustement, op Neijoerswënsch un d'Bierger an d'Verschécke vun Neijoerskaarte verzichten, well dat wär jo awer och nach de Geck mat de Bierger gemaach.

Här President, de Projet 5611 ass e Projet, dee resultéiert aus den Tripartite-Accorden an deelt sech am Fong a véier Sujeten op. Mä en hätt awer am Fong misse méi Sujeten hunn, well déi Indexmanipulatioune vum Juli dëst Joer och e Verbriechen un de Klengverdénger sinn, wat an der Tripartite geplangt gouf. Loosst mech awer ufänke mat deem Deel vum 5611, deen am meeschte fir Opreegung gesuergt huet, an dat war den Deel iwwert d'Beschäftegung an de Chômage.

Do wëll ech emol virausschécken, dass den zouständegen Aarbechtsminister just dat festgeschriwwen huet, wat an der Tripartite ofgemaach war. Verschiddener haten awer an der Tripartite hir Verantwortung net iwwerholl am Interessi vun deene Leit, déi se vertriede sollten, oder si waren héchstwahrscheinlech bei den Diskussiounen an engem aneren Zëmmer. Duerno hu se versicht hir Verfeelungen erëm riichtzebéien a si hu sech deene Jonke bedéngt. Déi Jonk, ëm deenen hir Zukunft et geet, hu sech natierlech berechtegterweis manifestéiert an et och fäerdeg bruecht, eng Rei Onkloerheete riichtzebéien an e puer wesentlech Ännerungen am Projet ze erzwéngen.

An deem Deel „Beschäftegung" vum Projet geet et net drëm, d'Chômage-Indemnitéiten ze kierze respektiv deene Jonken an hiren éischte Beschäftegungszäiten eppes ewechzehuelen. Et geet drëm fir hinnen esou schnell wéi méiglech eng Plaz um initialen Aarbechtsmaart ze garantéieren. Et geet och drëm kloerzestellen, dass eng Beschäftegung ëmmer nach méi wäert ass wéi doheem ze bleiwen. An et geet och drëm, mat deenen e Konsens ze fannen, déi Aarbechtsplaze schafen.

Mir schafe keng Aarbechtsplazen, andeem mer deem engen oder anere Mesuren octroyéieren. Mir schafen nëmmen Aarbechtsplazen an engem gesonde Konsens an am fräiwëllege Matwierke vun allen Akteuren. An d'Akteuren, dat sinn déi, déi d'Aarbechtsplaze schafen, an dat sinn déi, déi eng Aarbechtsplaz sichen.

Déi Mesuren, déi mat dësem Projet iwwert d'Beschäftegung am Fong ageleet ginn, sollen deen néidege Konsens schafen, an et soll een deem Deel vum Projet 5611 och eng Chance ginn, fir dee Konsens ze erwierken. Dat ass eppes wou ech awer kann 100% domat d'accord sinn.

Här President, eppes wat awer schonn erreecht ginn ass, ier de Projet gestëmmt gëtt, dat ass den Dialog mat deene Jonken. Deen Dialog war schonn nom Referendum vum Traité constitutionnel versprach ginn, huet awer ni stattfonnt. Elo, wou déi Jonk sech manifestéiert hunn an den Dialog forcéiert hunn, huet dann endlech den Dialog stattfonnt. Et schéngt wéi wann deen Dialog mat deene Jonken awer ëmmer nëmme fir noutwendeg fonnt gëtt, wann een, wéi zum Beispill beim Traité, hir Stëmm brauch oder wann déi Jonk op d'Strooss ginn, fir gehéiert ze ginn.

Och wann den Dialog elo stattfonnt huet, esou hoffen ech, dass et keen Dialogue de sourds war, an dass d'Doléancë vun deene Jonken endlech eescht geholl ginn. Och wa se elo beim 5611 net an allem Recht kruten.

Ech kann op jidde Fall mat deem Deel am Projet, wat d'Beschäftegung an de Chômage ubelaangt, d'accord sinn an ech bedaueren duerfir och an deem Kontext, dass dëse Projet elo als Ganzt ofgestëmmt gëtt an net Kapitel fir Kapitel, soss hätt ech da meng Approbatioun zu dësem Deel vum Projet mat engem Jo dokumentéiere kënnen.

Här President, en aneren Deel vun dësem Projet sinn d'Mesuren am Zesummenhang mat der Ëmweltproblematik a mam Transport. Hei si mer erëm an där traditioneller Philosophie vun der Regierung: Erhéije vun den Taxen a Repressioun ouni Géigeleeschtung. D'Erhéije vun der Autossteier, vun den Accisen op de Pëtrol an all déi Mesuren, déi domadder zesummenhänken, treffe sécherlech heibanne keen. Mä si treffen erëm eng Kéier déi Kleng am meeschten, besonnesch Famillen an déi Leit, déi op hiren Auto ugewise sinn, fir schaffen ze goen.

Besonnesch Famillje mat Kanner, déi méi e groussen Auto brauchen a méi oft ënnerwee

sinn, ginn hei gestriizt. An dat ouni Géigeleeschtung. Well iwwert dee versprachene Steierkredit leien nach keng Propose vir, an et weess och keen, ob en iwwerhaapt eng Kéier kënnt. Déi wäerte kommen, wa se kommen, wa vill vun deene Betraffenen an de Strukture vu Sans-abri ënnerbruecht sinn, wa se näischt méi hu fir sech en Eegenheem oder eng Wunneng ze leeschten. Et sinn och soss weider keng Géigeleeschtunge virgesinn.

Wann ech mech awer richteg erënneren, dann hat dach eng Partei virun de Wahle versprach, den öffentlechen Transport gratis unzebidden, wa se géif an d'Regierung kommen. Knapps war se awer an der Regierung, huet se just de Contraire gemaach an d'Transportpräisser drastesch erhéicht. Et si weder genuch Ugebueder vun öffentlechem Transport do souwéi och scho Gerüchter kurséieren, den öffentlechen Transport géif nach méi deier ginn.

Hätt d'Gratisugebuet vum öffentlechen Transport net grad elo als Kompensatioun kënnen déngen, fir datt méi Leit op den öffentlechen Transport ëmklammen an domadder net nëmmen déi Erhéijung vun der Autossteier an den Accisë kënnten erdroen, mä et wier och eng zousätzlech ekologesch Initiativ gewiescht fir Emissiounswäerter ze verringeren?

Do hätt am Fong d'LSAP missen hir Verantwortung iwwerhuelen an zumindest versichen als Géigeleeschtung den öffentlechen Transport gratis unzebidden, dann hätte mer awer zumindest Méiglechkeete gehat, fir de Familljen entgéintzekommen, déi elo dat do héchstwahrscheinlech net wäerte kënnen erdroen.

Här President, deen aneren Deel, deen ech uschneide wëll, ass dee vun der Erhéijung vun der Bedeelegung un der Assurance dépendance. Hei muss all physesch Persoun elo 40% weider bezuelen. De Participatiounstaux gëtt vun 1% op 1,40% vum Nettorevenu eropgesat, dat däerf een net vergiessen. E gëtt op den Nettorevenu eropgesat!

Ausgeschloss vun där Participatioun un der Fleegeversécherung sinn natierlech erëm d'Betriber, déi dat vun Ufank u waren an deemno och elo; an dat obwuel d'Betriber deelweis och mat schold um Gesondheetszoustand vun de Bierger sinn, sief et duerch eng schlecht Ergonomie oder duerch Ëmweltbelaaschtung.

Deen, dee sech awer op eng inakzeptabel Aart a Weis aus senger Verantwortung stielt, dat ass de Stat. Hie fréiert einfach seng aktuell Participatioun an a féiert och an dësem Beräich d'Bierger bei d'Lisett. Déi Erhéijung betrëfft alt erëm eng Kéier déi Klengst, déi elo niewent der Indexmanipulatioun, dem Afréiere vun de Familljenzoulagen, der Manipulatioun vum Rentenajustement an der Erhéijung vun der Autossteier och nach mussen déi Laascht dobäi droen.

Här President, och mat den Transferten an d'Rentekeese kann ech net d'accord sinn, sief et, wat d'Rémunératioun vun de Mataarbechter vun de Keesen ubelaangt, wéi och den Transfert vum Käschtepunkt vun de Babyjoren - wat eng familljepolitesch Moossnam ass - op Käschte vun de Pensiounskeesen.

An ech ginn och de Verdacht net lass, dass dat doten deen éischte Schrëtt ass, fir spéider d'Mammerent mat aus de Pensiounskeesen ze finanzéieren, well d'Mammerent an d'Babyjoren awer ganz kloer enk matenee verbonne sinn.

Et héiert een och ëmmer erëm méi Stëmmen aus der Regierung an och vun hiren Kumpanen, et misst een de Rentesystem laangfristeg ofsécheren. Dozou gehéieren och déi bestallten international Avisen, déi d'Erhéijung vum Rentenalter oder d'Ofschafung vun de Prépensiounssystemer ubelaangen. Op där anerer Säit genéieren déiselwecht sech awer net, d'Rentekeesen als Self-Service fir hir Besoinen unzeginn.

Här President, ech mengen, ech halen elo op, well wat ech méi virufueren, wat ech méi depressiv ginn.

(Hilarité et interruptions)

Depressiv well ech eleng näischt ka géint déi Aart a Weis vu Politik do ënnerhuelen, mä awer nach méi depressiv ginn, wann ech gesinn, datt déi, déi eppes kënnte géint déi Politik och am Interesse vun hiren eegene Leit ënnerhuelen, déi se eigentlech sollte vertrieden, och nach déi Politik do matmaachen.

Et gëtt fir eis Bierger, besonnesch fir déi mat de klenge Revenuë kee schéint Joer, well se net nëmmen déi asozial Politik vun däser Regierung erdroe mussen, mä well se vun hire Gemengen och nach zousätzlech Taxenerhéijungen opgedrängt kréien. D'Gemengen huelen sech also och hire Chrëschtkado aus den Täsche vun de Bierger, fir hir Budgeten opzepäppelen. An déi Eenzeg, déi sech an hire Kanner geschwë kee Kado méi kënne leeschten, dat sinn d'Klengverdénger an d'Rentner.

Duerfir, Här President, brauch een däser Regierung kee Kado ze maachen an och hir keen erfollegräicht Joer ze wënschen. Si huet sech dee Kado selwer gemaach op Käschte vun de Bierger, op Käschte vun deenen Aarmen.

Wat elo hei d'Ofstëmmung iwwert dëse Projet ubelaangt, mat deem ech natierlech net kann d'accord sinn - ausser mat deem enge Punkt -, esou maachen ech mer awer Gedanken driwwer, dass Verschiddener hei dee Projet guer net dierfe stëmmen, well jo einfach nach am Raum steet, dass gesot ginn ass, wann den Eenheetsstatut, d'Garantie vum Eenheetsstatut net kënnt, da fält dee ganzen Tripartitesaccord.

An do muss ee sech awer einfach Froe stellen, wéi een dann eppes, wat am Juli scho gestëmmt ass, nach un d'Fale ka kréien, a wéi een haut den Owend, wa mer hei erausginn, dat, wat haut gestëmmt ass, an dat, wat muer nach gestëmmt gëtt, wéi mer dat dann un d'Fale kréien - do muss ee sech awer Froe stellen!

Also misste Verschiddener heibannen a weiser Viraussiicht weder dëse Projet nach de Projet iwwert de Rentenajustement stëmmen. Well soss géif ech awer mengen, wären se schlussendlech net méi glaubwürdeg, a si missten also a weiser Viraussiicht sech zumindest enthalen an ofwaarden an hir Ofstëmmung dann awer ofhängeg maache vum Statut unique, mä dat wäerten se natierlech net maachen.

Wéi esou oft ass et einfach heihinner bläre kommen a géint alles sinn an dann awer herno Jo stëmmen. Ech mengen déi, déi dat gemaach hunn, déi hu sech genuch hei blaméiert.

Ech brauch deem näischt méi hinzuzefügen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat si mer um Enn vun där Sitzung vun haut de Moien ukomm. Haut de Mëtteg fänkt d'Sitzung um hallwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.29 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Henri Grethen, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;

2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État (suite)

(Discussion générale - suite - Amendement - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

2. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. Dépôt d'un projet de loi

5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

(Amendement - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution - Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Regierung kann eis keng Kommunikatioune maachen, well se de Moment nach net hei ass. Dofir fuere mer elo weider mat der Debatt iwwert de Projet, dee mer haut de Moien ugefaangen hunn, de Projet 5611. Als zweetleschte Riedner ass den honorabelen Här Lucien Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

1. 5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant

1) modification du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;

4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;

5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;

6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;

7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers;

8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;

12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État (suite)

Discussion générale (suite)

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, aganks menger Interventioun wëll ech mech selbstverständlech dem Luef an de Félicitatiounen uschléisse fir déi zwee Rapporteuren. Dat gëllt awer och stellvertriedend fir all déi aner, déi dru geschafft hunn; fir de President vun der Kommissioun, de Michel Wolter, an och de Martin Bisenius. Et war, wann een dat esou gekuckt huet, iwwert déi ganz Zäit, wou mer zesummegeschafft hunn, wierklech eng Fläissaarbecht vun deene Leit. Dat hu si och bravourös, géif ech soen, gemeeschtert.

Et huet elo kee Wäert fir alles dat ze widderhuelen, wat schonn hei gesot gouf. Duerfir wëll ech mech dann och a menger Ried nëmmen op e puer Punkte konzentréieren. Mir hu bis elo dräi Mesurë gehat fir d'Beschäftegungschance vun deene jonke Leit, déi net direkt eng Aarbechtsplaz an engem Betrib fonnt hunn, ze verstäerken. Dat waren de sougenannten CAT PU fir den öffentleche Secteur, den CAT privé fir d'Établissements publics an drëttens de Stage d'insertion fir privat Entreprisen. Dës dräi Mesurë gi mat dësem Projet duerch zwou nei Mesuren ersat. Dat ass éischtens den CAE, de Contrat d'appui-emploi fir de Secteur public, an zweetens den CIE, de Contrat d'initiation à l'emploi fir de private Secteur.

E jonke Mënsch, deen op d'mannst ee Mount bei der ADEM ageschriwwen ass a manner wéi 30 Joer al ass, kann en CAE kréien. Spéitstens no dräi Méint muss en e Kontrakt hunn. E Kontrakt, deen zwëschent deem jonken Demandeur d'emploi an der ADEM ënnerschriwwe gëtt. De Kontrakt leeft iwwer eng Period vun op d'mannst dräi Méint a kann och nëmmen eng Kéier renouveléiert ginn, ouni awer méi laang wéi néng Méint ze daueren. Wärend der Zäit vum Kontrakt steet dee jonke Mënsch zur Verfügung, fir beim Stat oder an enger Gemeng oder bei enger Verwaltung kënnen ze schaffen. Hie soll och eng praktesch an theoretesch Formatioun op senger Aarbechtsplaz kréien.

Et ass virgesinn, datt déi wöchentlech Aarbechtszäit 32 Stonne bedréit an d'Rémunératioun 80% vum Mindestloun ass. De Grond firwat nëmmen 32 Stonnen d'Woch soll geschafft ginn, ass, datt déi reschtlech aacht Stonne vum Jonke selwer genotzt solle ginn, fir entweder eng Formatioun ze maachen oder sech selwer fir eng Aarbechtsplaz ze beméien an eng Formatioun ze kréien. Sou vill zum CAE.

Et bleift awer nach ze soen, datt iwwert de Wee vun deem ale Modell, dem CAT public, déi wéinegst jonk Leit eng Aarbechtsplaz fonnt hunn. Allze dacks sinn an der Vergangenheet falsch Hoffnunge geweckt ginn, an d'Enttäuschung souwuel beim Jonke selwer, mä och bei sengen Elteren, war ëmsou méi grouss wann et mat enger fester Plaz fir hire Jong oder fir hiert Meedchen am Secteur public oder bei der Gemeng net geklappt huet.

Dofir, Här President, ass et wichteg an och noutwendeg, datt probéiert gëtt dee Jonken an de Privatsecteur ze guidéieren. Dofir deen neie Modell CIE. Hei gëtt en Dräiparteiekontrakt ënnerschriwwen, an zwar tëschent deem Jonken, dem Betrib an der ADEM. Och an dësem Fall ginn 80% vum Mindestloun bezuelt, mä et gi 40 Stonne prestéiert. Et ass dem Betrib allerdéngs fräigestallt eng Prime de mérite un dee Jonken auszebezuelen.

Des Weideren engagéiert de Betrib sech iwwert d'Persoun vun deem Tuteur dee Jonken ze betreien, souwéi e Plan de formation opzestellen. Ee Plan de formation, deen iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal definéiert gi soll. Dat mécht - soen ech emol - sécherlech Sënn bei gréissere Betriber, déi en adequaten administrative Staff hunn, fir esou e Plan de formation opzestellen, ze begleeden a selbstverständlech och ëmzesetzen.

Problemer awer, Här President, wäert et ginn an deene méi klengen handwierkleche Betriber. An do sinn ech der Meenung, hei soll een éischter op de Wee vum Learning by doing goen, wéi eis dat d'Chambre de Commerce virgeschloen huet.

An engem klenge Betrib ass d'Gefor nu wierklech net grouss, datt dee Jonken de ganzen Dag laang ëmmer déiselwecht Aarbecht maache muss, ouni dobäi wierklech eng Formatioun ze kréien. D'Palette vun der Aarbecht, déi gemaach gëtt, ass nun eemol nees an engem klengen handwierkleche Betrib méi diversifizéiert wéi an engem spezialiséierten a méi grousse Betrib. Här Minister, dofir nach eng Kéier - den zouständege Minister ass allerdéngs net hei - den Opruff un lech, fir dës Dispositioun am Règlement grand-ducal awer esou an där Form nach eng Kéier ze berücksichtegen.

Des Weidere sinn ech der Meenung, datt wann ee wëllt hunn, datt dee Jonke sech éischter op de Wee vun dem CIE soll beginn, da muss een déi Mesure och méi attraktiv gestalte wéi déi vum öffentleche Secteur, dem CAE. 80% vum Mindestloun, déi vun der Entreprise bezuelt ginn, ginn - esou gesäit d'Gesetz et vir - zu 50% plus d'Chargë vum Stat iwwerholl. Et hätt ee sech awer och kënne virstellen aus Iwwerleeungen eraus, fir de Modell méi lukrativ ze gestalten, datt hei an dësem Modell 100% vum Mindestloun ugebuede gi wären; allerdéngs ouni de Betrib dofir méi ze belaaschten, mä datt een op eng Opdeelung vu 60/40, vu 60% fir de Stat komm wär a 40% fir de Betrib.

Et ass richteg, wat den Här Gibéryen de Moie gesot huet, datt mer an der Kommissioun en Amendement haten, deen allerdéngs méi wäit gaangen ass, dee virgesinn huet 80% vum Stat an 20% vum Betrib. Dee konnte mer eigentlech net unhuelen, an et sinn och Ursaachen dofir ginn. Éischtens emol wäre mer do a Kollisioun gerode mat deem traditionelle klasseschen Apprentissage, wou da wahrscheinlech iwwert dee Wee kee Betrib méi een agestallt hätt, an zweetens, och op Récksproch hi mat de Patronatsorganisatioune selwer, ware si net gewëllt esou en Amendement unzehuelen.

Mir hunn d'lescht Woch an der Réunion jointe vun der Educatioun an dem Travail de Gesetzesprojet 5622 virgestallt kritt an eng éischt Diskussiounsronn doriwwer gedréint. Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, wat ech do an der Kommissioun scho gesot hunn. Et geet do ëm d'Formation professionnelle initiale. Ech zitéieren emol einfach den Exposé des motifs: «La formation professionnelle initiale a pour objet de donner aux jeunes, mais également aux adultes qui n'ont pas pu en bénéficier dans leur jeunesse, une formation générale, théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un

diplôme officiel.» An do soen ech, do feelt et einfach u Koordinatioun.

Wat hu mer elo? Mir kennen - wa mer de 5611, dee mer haut stëmmen, an duerno de 5622 huelen, dee gëtt jo dann och sécher gestëmmt - haut a sech dräi Ausbildungsweeër: éischtens, dee klasseschen Ausbildungswee, den Apprentissage mat enger jee no Beruff a jee no Ausbildungsjoer minimaler Rémunératioun; zweetens, den CIE, wat jo och en Ausbildungswee ass - dat gesäit d'Gesetz jo esou vir -, deen zu 80% vum Mindestloun rémunéréiert gëtt, plus eng eventuell Prime, an deen op d'mannst Accès verschaaft zu engem drëtten Ausbildungswee, der Formation professionnelle initiale, deen dann am 5622 esou virgesinn ass. Eng Formatioun, déi hirersäits dann erëm op d'mannst mat 100% vum Mindestloun rémunéréiert gëtt.

Ech ginn d'Gefill net lass, Här President, datt iwwert déi lescht zwou Mesuren d'Méiglechkeet geschaaft gëtt, de klasseschen Apprentissage einfach auszehiewelen. Dofir widderhuelen ech dat wat ech scho viru Joren hei op der Chambertribün gesot hunn, datt ee sech ganz seriö muss Gedanken iwwert d'Rémunératioun vum klasseschen Ausbildungswee maachen, dee menger Meenung no awer nach ëmmer - wann ech dat esou kucken - dee beschte vun deenen dräi dierft si fir jonk Leit.

Hei ass et an de leschte Jore wierklech verpasst ginn, seriös an d'Aarbecht an an d'Formatioun ze investéieren. Hei besteet e Gehaltsgefäll tëschent deenen eenzelne Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, opgrond vun deem et deem jonke Mënsch wahrscheinlech och net schwéier dierft fale sech net fir de klasseschen Apprentissage ze entscheeden.

Op d'mannst, mengen ech, misst an dësem Modell dee Jonken nom Ofschloss vu senger normalerweis dräi Joer undauernder Léier eng Prime an Aussiicht gestallt kréien. Eng Prime, déi den Ënnerscheed tëschent sengem reelle Loun, deen e kritt huet, an dem Mindestloun géif kompenséieren. Des Weidere géif jo esou eng Prime fir dës jonk Leit, déi dee Wee gaange sinn, déi jo och nach herno potenzial Créateurs d'entreprise sinn, e séchert Startkapital duerstellen.

Maache mir dat net, probéiere mer weider prioritär déi Jonk iwwer aner Weeër - Weeër, déi ech als zweet Méiglechkeet guer net hei wëll contestéieren, och guer net wëll a Fro stellen - op den Aarbechtsmaart ze kréien, hunn ech d'Gefill; hei gëtt d'Päerd wierklech vun hannen opgesuedelt.

Fazit ass: Wann de reelle Wëlle vun der Politik besteet, fir méi jonk Leit an e klasseschen Apprentissage ze kréien, fir duerno och Créateurs d'entreprise, déi hirersäits dann och Aarbechtsplazen erëm schafen, ze hunn, muss een dësen Ausbildungswee, dee sech jo bis haut awer bewäert huet, op d'mannst esou lukrativ, wann net méi lukrativ gestalte wéi déi zwee aner Weeër, déi ech elo just beschriwwen hunn.

Här President, ech hu virdru gesot, datt ech déi Mesuren, fir jonk Leit op den Aarbechtsmarché ze kréien, déi dëse Projet virgesäit, net a Fro stellen. Ech hu se just par rapport zu anere bestehenden Ausbildungsweeër wëlle beliichten.

Esou kommen ech dann och zu mengem zweete Punkt, der Roll vun der ADEM oder der Roll, déi d'ADEM hei ze spillen huet oder menger Meenung no spille misst. Wann et d'Zil ass, fir e Jonken, deen net direkt eng Aarbechtsplaz fënnt, prioritär an dem Secteur privé ënnerzebréngen an net beim Stat zwëschenzelageren, da muss d'Promotioun fir dës Moossnam eng aner ginn.

Well ech jo awer weess, an dat aus praktesch 40 Joer Beruffserfahrung eraus, wéi dee klenge Patron oder dee klengen Handwierker fonctionnéiert, wann et ëm administrativ Pabeieren oder Informatioune geet, hunn ech awer zolidd Crainten, ob et geléngt déi 14.000 Betriber, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, eleng iwwert de schrëftleche Wee ze erreechen. Et kann een elo soen, et ass elo d'Missioun vun de Beruffschamberen, fir hir Memberen ze informéieren. Déi maachen dat dann och iwwert de Wee vun enger Zeitung, iwwert de Wee vun engem Bréif oder engem Flyer, an da geschitt dat, wat ech uganks gesot hunn: De Betrib oder de Patron gëtt net erreecht.

A ville klenge Betriber - an et si jo déi, déi prioritär awer Leit astellen - schafft de Patron a seng Fra selwer nach aktiv mat. Kënnt dann emol esou e Bréif oder esou eng Zeitung, déi déi wierklech gutt Mesuren och nach wëllt erklären, da gëtt se emol op de Koup geluecht, well am Moment grad keng Zäit ass fir esou eppes ze liesen. Läit se dann emol nees um Koup vun den Zeitungen, da läit se och geschwënn tëschent den Zeitungen an iergendwa verschwënnt se dann am Container.

Well, wann ech dobausse mat Patronen oder führende Persoune vu Betriber iwwer verschidde Mesuren, déi et scho gëtt, oder déi, déi eréischt virgesi sinn, diskutéieren, da sinn ech awer wierklech dacks erstaunt, wéi e minimale Wëssensstand déi Leit hunn, wat dës Mesurë betrëfft, déi et scho gëtt. Ech muss awer zouginn, datt war a menger aktiver Zäit bei mir och net anescht.

De Rapporteur, de Marc Spautz, huet de Moie gesot, an zu Recht, et wier eréischt en Erfolleg, wann d'Betriber Aarbechtsplazen ubidden. Ech sinn och där Meenung, mä ech soen awer dobäi: D'Betriber mussen awer och richteg doriwwer informéiert ginn, datt et déi Modeller an déi Mesuren, déi mer haut hei diskutéieren, och gëtt.

Aus all dëse Grënn, Här President, sinn ech der Meenung, datt ee sech bei der ADEM soll Gedanke maachen, fir de perséinleche Kontakt, dat perséinlecht Gespréich mam Betrib ze sichen.

Et muss een dat maachen, net eréischt wann de Betrib iergendwa seet oder sech bereet erkläert, fir eng Aarbechtsplaz an deem Sënn ze schafen. Et muss een d'Gespréich mam Betrib am Virfeld sichen, an zwar fir d'Moossnamen, déi dëse Projet bëinhalt, richteg ze erklären.

Eréischt wann dëse gewosst grousse n - ech si mer däers bewosst - Effort säitens der ADEM gemaach gouf, kann ee berouegt vun dëser Säit aus soen, datt alles ënnerholl ginn ass säitens der Administratioun, fir jonke Leit zu enger adequater Schaff ze verhëllefen.

Ech wëll nach en drëtte Punkt kommentéieren. Dat ass den Artikel 7 iwwert de Chômage pour intempéries. De Modell, wéi en haut besteet, ass, datt déi éischt 16 Stonnen, wa Chômage pour intempéries ugefrot gouf, zu 50% vum Arbeitgeber an zu 50% vum Arbeitnehmer gedroe goufen, duerno iwwerhëlt de Fonds pour l'Emploi.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, war bis elo e Modell, dee sech bewäert huet an deen, souwäit mäi Wëssensstand ass, och dobaussen net der Däiwel vill contestéiert ginn ass.

Dat soll elo duerch dëse Projet geännert ginn, an zwar esou datt déi 16 Stonnen, ëm déi et sech hei handelt, ganz zu Laaschte vum Patron ginn. Duerno iwwerhëlt wéi virdrun de Fonds pour l'Emploi. Dat ass nieft der Tatsaach, datt et eng Verbösung - soen ech einfach emol eng Kéier - vun der Situatioun vum Patronat ass, och nach eng Mesure, déi en fin de compte fir hiren Deel als inflationstreibend ugesi muss ginn.

Et huet an der Kommissioun zu Diskussioune gefouert - och, well et op eemol zwee Tripartites-Pabeiere gouf. Allen zwee ware se op den 28. Abrëll datéiert, dat eent war mäin an dat anert war dem Marc Spautz säin. Se hunn awer net allen zwee op deem heite Punkt dat nämlecht gesot.

Ech sinn der Meenung, dass dës méi contraignant Mesure och fir de Salarié net onbedéngt eng Verbesserung duerstellt. Mir wäerte gesinn, datt et an Zukunft manner Chômage pour intempéries gëtt, wou et dann ausser dem Stat iwwert de Fonds pour l'Emploi, well dee brauch jo da manner dacks anzespréngen, kee reelle Gagnant méi gëtt.

Virun allem net de Salarié, dee wuel iwwert déi Dispositioun eng textuell Verbesserung gesäit, mä och hien an der Realitéit nach vill Chômage pour intempéries kritt, dat steet mat Sécherheet awer op engem anere Blat.

Mir waren an der Kommissioun nach mat enger Demande befaasst, fir d'Camionnetten ënner zwielef Tonne vun der Erhéijung vun der Steier ze entbannen. Mir sinn där Demande net nokomm, an ech sinn der Meenung, datt déi Argumenter, déi mer dofir kruten, och ganz verständlech sinn.

Éischtens gëtt déi Tax, déi säit 1982 net méi ugehuewe ginn ass, net mat engem ähnlech héijen Taux ugehuewe wéi anerer. Zweetens besteet d'Gefor, datt verschidde Camionë vun de Betriber eliminéiert géife ginn, fir dann duerch Camionnetten ersat ze ginn. Géif dat antreffen, wier dat och nach eng zolidd Méibelaaschtung fir d'Stroossennetz hei zu Lëtzebuerg. Ech sinn der Meenung, datt et genuch Argumenter goufen, fir dëser Demande u sech net nozeginn.

Dat, Här President, waren e puer méi allgemeng Punkten, op déi ech wollt agoen. Ech wëll awer soen, trotz deene puer Kritiken, déi ech dann hei ubruecht hunn, datt de 5611 u sech awer e gudde Projet ass. E Projet, dee mat Sécherheet richtungsweisend ass an deen, wann e richteg ugepaakt gëtt, mat Sécherheet dozou bäidroe wäert, de Chômage hei am Land - soen ech emol - besser an de Grëff ze kréien.

Ech soen Iech Merci, Dir Dammen an Dir Hären, an ech bréngе selbstverständlech och nach de Accord vun der CSV zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Clement. Mir héieren elo d'Interventioun vum Spriecher vun der DP, dem honorabelen Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu datt mäi Parteipresident, de Claude Meisch, de Moien eng relativ global Ried gehalen a mir de Klimaschutz iwwerlooss huet, also d'Artikele 35 bis 61 an 62 bis 67, kann ech mech also op déi Aspekter beschränke vum Klimaschutz, déi an dësem Projet de loi, dem 5611, behandelt ginn.

Déi Moossnamen déi drastinn, ginn déi duer? An ass dat do en Ersatz fir eng Klimaschutzpolitik? D'Äntwert ass ganz kloer: Neen. An ech mengen d'Absicht vun der Regierung war jo och net, fir an dësem Projet de loi den Androck opkommen ze loossen, dat do wier elo alles wat ee géif maachen oder wat ee misst maachen, fir kënnen eist Kyoto-Zil ze erreechen.

Déi geplangte Moossnamen, déi wéi gesot an deenen Artikele 35 bis 67 erëmzefanne sinn, hu Bezuch op d'Autossteier, op d'Accisenerhéijungen an och op eng Autorisatioun, déi d'Regierung soll kréien duerch dëst Gesetz, fir kënne Mesuren ze ergräifen, déi bis 25 Millioune n Euro droen, ouni datt duerfir muss e Spezialgesetz kommen.

Mir hu keng virgefaasste Meenung gehat iwwert déi do Moossnamen, jiddefalls keng negativ. Mir haten d'Autossteier selwer an eisem Wahlprogramm stoen. Mir hunn ëmmer gesot, et muss ee kucken, datt een déi Moossnamen, déi fälleg ginn am Kader vum Kyoto-Accord, och finanzéiert kritt.

An déi Tripartite, déi den éischten Allocatiounsplang ugeholl huet, hat schonn am Prinzip akzeptéiert, datt mer géifen e Kyoto-Fong schafen, éischtens, an zweetens, datt ee wahrscheinlech net laanscht eng Erhéijung vun den Accisen um Brennstoff kéim. Dat gëtt heimadder konkretiséiert. Esou wäit, esou gutt!

Commentaire dozou, an dee wäert net ganz laang ausfalen, ass, datt wéi gesot mir als Partei déi do Saachen am Prinzip matgedroen hunn. Ech fannen och, datt déi Moossnam, fir op 25 Millioune n eropzegoen, richteg ass. Ech hunn dat och ausdrécklech an der Tripartites-Spezialkommissioun mat ënnerstëtzt, a souguer oft mat méi Vehemenz wéi Vertrieder vun der Majoritéit, déi gemengt hunn, et misst een nach laang bei d'Commission du Contrôle budgétaire goen.

Deen Ëmwee ass ëmmer gutt, mä wann dat net gaange wier, hat ech suggéréiert, da soll een d'Regierung froen, ob se net kéint am Conseil de Gouvernement esou Moossnamen décidéieren, quitte datt se duerno iwwer e Gesetz entérinéiert géifen. Et war net evident, datt de Statsrot géif dat do esou duerchgoe loossen. Dat emol zu dem Aspekt 25 Millioune n Autorisatioun fir Mesuren am Kader vun de Kyoto-Moossnamen ze finanzéieren.

En zweete Commentaire, dee gëtt allerdéngs e bësse méi kritesch. Mir musse wëssen, datt déi Moossnamen, déi mer huelen, nëmme just da kënnen akzeptéiert ginn dobaussen, op déi gewënschten Akzeptanz stoussen, wa mat deem Effort, dee vun de Leit verlaangt gëtt, och en Ofhuele vun der Laascht, déi mer wëlle bekämpfen, verbonnen ass. Ech kommen do nach eng Kéier op zwou Saachen zréck, déi ech net fir d'éischt an dëser Chamber erwähnen.

Dat Éischt ass de Constat, datt d'Regierung sech an hirem zweeten Allocatiounsplang mat engem Dépassement vun deem eis allouéierten Emissiounsstand vu 25 Millioune n Tonnen op d'Joren 2008 bis 2012 befaasst. Meng Meenung ass déi, datt mer awer nach eng Kéier missten iwwert déi 25 Millioune schwätzen.

Ech erneieren hei nach eng Kéier d'Bereetschaft vu menger Partei fir de Minister ze ënnerstëtzen zu Bréissel bei der Kommissioun, datt aus deene 25 Millioune n Tonnen 20 Millioune n Tonne gemaach ginn.

Nach eng Kéier: Ech erënneren un den Accord, deen 1998 geholl ginn ass vun der deemoleger Regierung, duerch de Mond vum Här Alex Bodry, deen deemools Ëmweltminister war an deen eng politesch Ausso gemaach huet, déi eis Engagementer op 72% fixéiert hu vu 14 Millioune n Tonnen, wat den deemools estiméierte Stand war vun 1990. Ech ginn net méi op déi Saach an. Eis Bereetschaft steet nach wie vor, fir der Regierung ze hëllefen dat do erofzedrécken.

An dat ass net anodin, well de 5611 ass jo e Projet, dee gebuer ginn ass aus der Suerg fir eng Maîtrise ze kréien, net nëmmen iwwert d'Kyoto-Problematik, mä besonnesch och iwwert déi finanziell an haushaltspolitesch Aspekter, déi domadder verbonne sinn. Dat éischt Geld, wat ee spuert, ass dat, wat een net muttwëlleg ewechgehäit, an ech mengen hei ass eng Schluecht, déi ass nach net ganz ausgedroen, an dat solle mer viru maachen.

An ech mengen et ass och net vun ongeféier, datt dat hei zréckbehale ginn ass am zweeten Allocatiounsplang, ënner anerem och op eist répétéiert Dränge fir esou ze procédéieren. Also eis Bereetschaft besteet nach wie vor fir dat esou ze maachen.

Dat Zweet, an ech mengen do kënne mer direkt eppes maachen: Am zweeten Allocatiounsplang, dee vun der Kommissioun vu Bréissel refuséiert ginn ass, dee sech natierlech nëmme just op déi Allocatioune beschränkt, déi fir d'Industrie a fir déi 15 gréisst Betriber hei am Land gemënzt sinn, fanne mer nach eng Kéier 500.000 Tonne fir eng TGV-Zentral erëm. Och dat huet répétitive Charakter wat ech hei soen, mä wa mer kucken, wat dat do eis kascht, dann hu mer strictement keen Avantage hei am Land, nëmme just en Nodeel. Mir sollen op eng nei TGV-Zentral vun där doter Héicht verzichten. Si bréngt eis näischt, si bréngt eis just eng seriö Belaaschtung.

Wa mer déi Belaaschtung behalen, da geet et mat där Autossteier, déi mer elo aféieren, a wou d'Sue jo net alleguer an de Kyoto-Fong fléissen, mä och wann déi un d'Gemeng ginn, net duer fir dat ze kompenséieren, wat bei där net vun der Regierung ausgeschlosse Konstruktioun vun enger TGV-Zentral mat engem Emissiounsstand vu 500.000 Tonnen ze kompenséiere wär.

Och hei soll ee sech nom Prinzip orientéieren: Dat éischt Geld, wat ee spuert, ass dat, wat een net muttwëlleg ausgëtt. Loosst dee Projet falen, an da gesäit Äre Projet zu Bréissel bei der Kommissioun scho besser aus!

Mir sti voll a ganz hannert deenen, déi soen, eis Industriebetriber musse kënne schaffen, an et kann net sinn, datt mer dat, wat d'Kommissioun elo décidéiert huet, a wou eenzel Betriber ganz seriö Schwieregkeete kréien, datt déi an eng Lag versat ginn, wou se wéinst deene Mesurë mam Broutkuerf gewénkt kréien. Dat kann et net ginn!

Wann et hei an enger Tripartite geet ëm Méibeschäftegung an als Endzil Vollbeschäftegung an d'Konsolidéierung vun de Statsfinanzen, da mengen ech muss een déi Saachen esou ugoen. Wann d'Regierung deen Engagement hëlt, da ka se sécher sinn, datt se an där doter Fro eis voll a ganz hanner sech huet.

Elo nach e Wuert zu der Akzeptanz am Allgemenge vun deenen Efforten, déi an deem Kapitel, wat ech elo grad behandelen, ugeschnidde ginn. Wéi gesot, den éischte Commentaire war jo deen, datt, wa mer en Effort verlaangen, deen Effort och mat der Reduktioun vun enger Laascht begleet ass. Klimaschutz ass gutt, Klimaschutzmoossname finanzéieren ass schwéier. Klimaschutzmoossname richteg finanzéieren ass besser an indispensabel, fir op déi noutwendeg an indispensabel Akzeptanz ze kommen.

Wat déi Facteuren ubelaangt, déi déi Akzeptanz positiv oder negativ beaflossen, wëll ech just heirunner erënneren: Internatioal ass déi Problematik net erliichtert doduerch, datt déi gréisste Verschmotzer net matmaachen. Dat wësse mer. D'USA a Kanada fänken och un, an Unzeeche wéinstens erkennen ze loossen, datt se net méi voll hannert deem Kyoto-Protokoll stinn. Dat ass net gutt. Dat dréit och net zur Akzeptanz bäi, well d'Leit musse jo wëssen, ob mer et packen. A mir kënnen et nëmme just packen, wa jiddferee seng Responsabilitéit iwwerhëlt, net nëmme just d'Europäesch Unioun, mä och déi aner, an och net nëmmen d'Industriestaten, mä och déi aner alleguer. Dat gehéiert wesentlech zur Beaflossung vun der Akzeptanz an där doter Matière.

Dat wat och zur Akzeptanz vun deenen Efforté ka bäidroen, dat ass d'Erkennung vun de reelle Chancen, déi fir eis Ekonomie kënnen doduerch entstoen. Mir hunn et mat en-

gem esou oft schonn erbäigeriete Paradigme-Wiessel ze dinn. Jo, mir mengen, datt mer kënne mëttel- a laangfristeg profitéieren, och ekonomesch, wa mer eis op dee Wee beginn, op de Wee vun der Produktioun vun alternativen Energien.

Mir kennen d'Chancen, mir kennen d'Potenzialitéiten, mir wëssen awer och wou d'Handicapë leien. Et ass technesch enorm vill ewell méiglech haut. Ech denken zum Beispill un d'Solarthermie, ech denken un d'Verwäertung vun der Biomass, vum Holz, ech denken och un d'Verwäertung vu Kuelen, wou ee kann den CO_2, deen do produzéiert gëtt, bannen, also neutraliséieren, an duerno senken. Dat sinn alles Méiglechkeeten, déi technesch entweder scho méiglech sinn oder déi et mëttelfristeg gëtt.

Mir mussen en A dorobber behalen an och kucken, wéi mir als Lëtzebuerger Ekonomie eis Plaz an deene Créneauen do fannen. Mir mussen och kucken, datt mer am Kader vun enger voluntaristescher Démarche esou wäit kommen, datt déi Potenzialer och kënne mobiliséiert ginn. Wa mer dem Marché dat do eleng iwwerloossen, fäerten ech ganz, fänke mer mat e puer Joer oder e puer Jorzéngte Retard un.

Mëttelfristeg muss also d'Politik dorobber ausgeriicht ginn, an ech menge mir hunn och - fir d'Kohärenz vun eiser Positioun an deenen zwou Debatten, Budget a 5611, ervirzesträichen - Virschléi gemaach d'lescht Woch, an ech freeë mech driwwer, datt déi an der Chamber vun enger breeder Basis akzeptéiert ginn, wéi mer kënnen eis Statsfinanzen op laang Siicht méi nohalteg ofsécheren. Dat och doduerch, datt een d'Politik, datt een d'Chamber direkt am Ufank vum Prozess mat aschalt opgrond vun engem Rapport, dee vum Conseil national de développement durable erstallt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass déi do Problematik keng Fatalitéit, mä et ass eng reell Chance, et ass eng Wett op d'Zukunft. Déi kann ee gewannen, wann een och, net nëmmen deene puer Bedenken, déi mir hei geäussert hunn, mä wann een déi awer och a sengen Iwwerleeunge mat berücksichtegt, da menge mer hätt een eng seriö Chance fir méi séier virunzekommen. Wëssend, datt et ouni d'Akzeptanz op laang Siicht keng nohalteg Politik gëtt, menge mir, wieren déi puer Kontributiounen hei och essenziell fir kënnen an där Debatt do weiderzekommen.

❯❯❯ **Plusieurs voix**.- Très bien!

❯❯❯ **M. le Président**.- Merci, Här Goerens. D'Wuert huet elo d'Regierung. Fir d'éischt a virop de Statsminister Jean-Claude Juncker.

❯❯❯ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech meng physesch Absence haut de Moien entschëllegen. Déi hat mat Flugverbindungen ze dinn, an du mat anerere Beschäftegungen, mä ech hunn awer matkritt wat an der Debatt hei de Muere gesot ginn ass.

Ech wëll fir d'éischt emol feststellen an, nodeem ech de Rapporteure Merci gesot hunn an och de Majoritéitsparteien, zu grousse Stécker och der Oppositioun meng Unerkennung dofir gesot hunn, dass esou zügeg un deem Projet geschafft ginn ass; wéi och de Beamten an der Regierung, besonnesch deene vum Ministère du Travail, dass se esou dacks esou séier reagéiert hunn op d'Evolutioun vun där Diskussioun, soen, dass ech fonnt hunn, dass dat eng héichpolitesch Debatt war, déi hei gefouert ginn ass, déi sech heiansdo lassgeléist huet vun deem eigentlechen Objet vun deem Problem a vun deem Problemkrees, ëm deen et sech eigentlech hei dréint.

Et ass mer och opgefall, dass bal esou diskutéiert ginn ass wéi wann eigentlech nëmmen een an der Regierung dee Gesetzesprojet hei ze vertrieden hätt. Mä dat ass jo keen ongewéinleche Virgank hei am Haus. Just wann deen äntwert, da gëtt en ëmmer an de Beräich vun de statsmännesche Reaktioune verwisen, an deenen e sech soll ophalen. Déi aner kënnen eigentlech an der Offensiv soe wat se wëllen, mä am Äntwerte gëtt vun deem, dee betraff ass, ëmmer eng extrem vornehm an nobel Zurückhaltung erwaart. Dat maachen ech och nach haut. Mä iergendwa kann ech och wéi déi aner; wëll ech just soen. An Eenzelner menge jo schonn, ech wär amgaang. Déi kënnen nach eppes erliewen, wann et esou virugeet.

Et ass haut d'Répétitioun u sech vun de Budgetsdebatten, erëm eng Kéier sech intensiv mat de Statsfinanzen a mat alle Problemer, déi ronderëm d'Statsfinanze gravitéieren, beschäftegt ginn. An erëm eng Kéier ass - aussergewéinleche Virgank an engem westeuropäesche parlamentaresche System; Westeuropa gehéiert zu de gefestegten eeleren Demokratien - de Virworf géint d'Regierung erhuewe ginn, si wéilt derfir suergen, dass d'Statsfinanze géifen an Uerdnung kommen.

Ech kommen aus dem Staunen net eraus, andeem ech d'lescht Woch scho mäin Erstaunen hei zum Ausdrock bruecht hunn, dass een der Regierung virwerft, si géif probéieren d'Statsfinanzen an Uerdnung ze bréngen. Souguer wann déi, déi soen, et wier der Regierung ëm soss näischt gaange wéi ëm d'Neeshierstellung vu budgetäre Gläichgewiichter, Recht hätten - déi hunn net Recht -, kënnt ech dat ëmmer nach net als ee massive Reproche un d'Regierungsadress emfannen.

Wa jiddfereen an Europa, an och doriwwer eraus, sech géif esou ëm d'Konsolidéierung vun de Statsfinanze bekëmmeren, wéi d'Lëtzebuerger Regierung dat gezwongen ass ze maachen, da géif et ëm munch makroekonomesch Gläichgewiichter an der Europäescher Unioun an der Eurozon wesentlech besser stoen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Jiddefalls wëll ech nach eng Kéier a menger schmueler Capacitéit als Finanzminister soen: Ech hu scho méi grouss perséinlech Beleidegungen erlieft - an deen Niveau hänkt jo ewell déif -, wéi dass een der Regierung an in specie dem Finanzminister virwerft, e géif probéieren d'Statsfinanzen an Uerdnung ze kréien. Mat där Zort Virwërf léisst et sech am Regelfall ganz gutt liewen.

Déi, déi de verzweifelte Versuch hierstellen, d'Statsfinanze vum Stat ze léisen an nach just d'Finanzen iwwregzeloossen, an de Stat vum Land ze léisen, an d'Wirtschaft vum Land ze léisen, an d'Sozialpolitik vum Land ze léisen, fir soss näischt méi iwwreg ze hu wéi d'Geréiers an de Finanzen, vun deene se vergiessen, dass et dem Stat seng sinn, dem Land seng sinn, der Wirtschaft hir sinn, de Sozialpartner hir sinn an de Bierger hir sinn, déi maachen am Gesamtzesummenhang deemselwechten ee kuerze Prozess.

Well d'Statsfinanzen hänken elementar mat der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Wirtschaft a mat der sozialer Gerechtegkeet zesummen. Wien d'Statsfinanzen net probéiert an de Grëff ze kréien, nodeem se deelweis aus dem Grëff gerode sinn - aus deene Grënn, déi mer d'lescht Woch hei, ouni do nei Iwwerzeegter ze gewannen, duergestallt hunn -, déi leeën de Grondsteen derfir, dass d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie, an domat d'Liewens- an d'Aarbechtsbedingunge vun de schaffende Leit a vun de Bierger hei am Land, sech an deenen nächste Joren drastesch verschlechteren.

Déi, déi haut Krokodilstréinen driwwer kräischen - wat ech jo verstinn, well déi Weinerlechkeet kënnt jo bei de Leit gutt un -, dass mer d'Steieren net un d'Inflatioun upassen, leeën doduerch, dass se d'Berechtegung vun der Konsolidéierungspolitik am Beräich vun de Statsfinanzen an Ofried stellen, de Grondsteen derfir, dass op eng laang Siicht net nëmmen d'Steieren net kënnen un d'Inflatioun ugepasst ginn, mä dass d'Steieren iwwert d'Inflatioun eraus mussen no uewen ugepasst ginn.

Een deen dauerhaft hei wëllt d'Thees etabléieren, et kéint ee méi ausgi wéi een erakritt, dee kann net gläichzäiteg verlaangen, dass een d'Steiertabelle misst un d'Inflatioun upassen, well e leet jo eigentlech de Grondstee fir eng Politik, déi a Verscholdung besteet an déi an enger Erhéijung vun der Steierlaascht besteet. Insofern passen déi virgedroen Deelräsonnementer, wat emol keng Frakture vun Iwwerleeunge sinn, absolut net zesummen.

Nun hunn ech nach eng Kéier hei héieren, nodeem ech dat dann och erëm hu misse liesen, dass eigentlech nëmmen een zoustänneg ass fir déi Situatioun, an där mer sinn. Do wëll ech soen: Déi, déi dat esou gesinn - där schéngt et jo méi heibannen ze ginn -, déi sollen d'Brems zéien!

Wann een heibannen der Meenung ass, d'Mammerent soll ofgeschaaft ginn, well déi ze deier wier: Motioun! An da stëmme mer of.

Wann een der Meenung ass, net jiddfereen, deen d'Mammerent kritt haut, hätt d'Mammerent zegutt, mä just déi, déi soss näischt kréie wéi d'Mammerent: Motioun! An da stëmme mer of.

Wann een der Meenung ass, wéi d'Chambre de Commerce, d'Militärausgabe solle begrenzt ginn, a mir sollen eis domat aus der internationaler an atlantescher Solidaritéit erauszéien an och d'Verspriechе vun där leschter Regierung annulléieren: Motioun! An da stëmme mer doriwwer of.

Wann een der Meenung ass, wéi d'Chambre de Commerce, d'Erzéiungsgeld, d'Allocation d'éducation soll ofgeschaaft ginn, well d'Sozialausgaben ze wäit ginn: Motioun! An da stëmme mer iwwert déi Motioun of.

Mä fir generell Kritik virzebréngen, ouni se punktuell zouzeschneiden, andeems een dat a Motiounen a parlamentaresch Antrag akleet, ass eng Fassong fir Politik a fir Schwindel ze bedreiwen, déi een an där Form nach just haut kann duerchgoe loossen. An Zukunft muss een eigentlech, fir dass d'parlamentarescht Geschäft reserruriséiert gëtt, derfir suergen, dass een, deen eppes seet, dat och muss froen, andeems en dat hei mat fënnef Ënnerschrëften - falls en der fënnef huet - virbréngt. An da muss d'Parlament seng Verantwortung an deem Beräich huelen.

Sou ze maachen, wéi wann déi Spuermoossnamen, déi am Statsbudget fir d'Joren '07, '08 an '09 - fir d'Joer '07 gëtt et muer gestëmmt a fir d'Joren '08 an '09 muss et an deene respektiven Dezembere vun den nächsten zwee Joer gestëmmt ginn - virgeholl ginn, fir esou ze maache wéi wann dat soss näischt wier wéi den diabolesche Plang vun deenen, déi de klenge Leit wéilten de Botter vun der Schmier huelen, ouni ze soe firwat dass dat geschitt a wat an der Plaz vun deem geschitt, wat een elo ofbremst, ass jo eng absolut unlauter Aart a Weis vun der Politikbeschreiwung, déi hei am Land probéiert gëtt an der politescher Aktioun ze maachen.

Et kënnt selbstverständlech gutt un - ech verstinn dat jo och -, fir ze soen: Et ass net richteg, dass d'Kannergeld desindexéiert gëtt. Mä fir esou ze maachen, wéi wa soss näischt géif geschéie wéi d'Desindexéierung vum Kannergeld, ass natierlech nëmmen eng Millimeterbewegung op d'Wouerecht zou. Well dat wat d'deklaréiert Politik ass - dat soen ech virun allem deenen, déi ëmmer Tréinen an d'Ae kréien, wa se vu selektiver Sozialpolitik schwätzen, ouni jeemools eng Kéier gesot ze hunn, wat dat eigentlech soll sinn -, fir esou ze maachen, wéi wann d'Kannergeld elo bei der Inflatiounsupassung géif ofgebremst ginn an domat d'Famillje géifen an hirer Globalitéit geschiedegt ginn, ass jo einfach keng richteg Beschreiwung vun deem, wat mer hei maachen.

Wat mer hei maachen, ass méi Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir am Beräich vu Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, fir am Beräich vun der Kannerbetreiung déi zousätzlech Budgetsmëttelen an d'Hand ze kréien, déi mer brauchen, fir déi Politik kënnen ze garantéieren. Dëst an d'Kannergeld wuesse loossen, déi zwou Saachen zesumme ginn net. A wien der Meenung ass, dass an der leschter Legislaturperiod d'Kannergeld zu Onrecht erhéicht ginn ass, soll eng Motioun hei abréngen, fir dat réckgängeg ze maachen. Da stëmme mer doriwwer of. Mä fir esou ze maachen, wéi wann d'Kannergeld elo nëmme géif blockéiert gi fir beim Stat ze spueren, ass jo net richteg.

Dat eleng wier Ursaach genuch. Ech kann dat och vertrieden, wann dat muss sinn. Mä mir maachen dat, fir Geldmëttel an d'Hand ze kréien, fir d'Kannerbetreiungsstrukturen hei auszebauen.

Elo muss ee sech emol froen, déi Strukturkonservativ Kräften heibannen: Wat ass dann elo déi richteg Politik fir d'Zukunft? Einfach mat deem, wat soss jo nawell gär als Géisskanepolitik beschriwwe gëtt, virunzefueren, oder dofir ze suergen, dass do, wou nei Besoinen an der Gesellschaft sinn, Suen op déi richteg Plaz bruecht ginn, fir dass déi Kannerbetreiungsinfrastukture kënnen ausgebaut ginn?

Do hu jo eenzel Parteie mussen e klenge Revirement maachen, ier se dat verinnerlecht haten, dass dat déi richteg Politik wier.

Elo gëtt et awer ganz vill Leit, déi hei am Land zu zwee schaffe ginn a Kanner hunn, zu zwee schaffe wëlle goen, zu zwee schaffe musse goen, well d'Liewensbedingunge vun deene Leit esou sinn, dass se mussen zu zwee schaffe goen. A wann déi owes heemkommen, da sinn d'Kanner schonn e puer Stonnen doheem, mä et war kee bei hinnen, dee konnt mat hinne léieren an dee sech konnt ëm se bekëmmeren.

Elo kann een dat laang bekloen, mä dat ass d'Soziologie vun eisem Land. Dat ass de Wëlle vu ville Bierger vun dësem Land, an et sinn noutwendeg Liewensëmstänn vu ville Leit, déi hei am Land wunnen.

Wat solle mer elo maachen? D'Kannergeld virun indexéieren, oder dat, wat mer duerch d'Netindexéierung aspueren, an dat, wat mer nach iwwert de Budgetswee dobäisetzen, ze cumuléieren, fir dass mer déi Infrastrukture kënne verbreeden, déi mer brauchen, fir dass déi Kannerbetreiungsstrukture méi zahlreich ginn, méi komplett ginn an hirer Offer a fir dass d'Leit mat hirem Liewen, wat se selwer gewielt hunn, oder wat sech hinnen imposéiert, besser eens ginn.

Déi Beschreiwung also, hei géif d'Politik bremsen a géif näischt amplaz setzen, ass falsch. D'Politik bremst, fir Sue genuch ze hunn, fir déi kënnen amplaz ze setzen, plus nach eppes dropzeleeën, fir dass déi ganz Politik sech op Dauer kann droen.

Déi, déi der Meenung sinn, déi Politik wier falsch, fir an d'Betreiungsinfrastrukturen ze investéieren, sollen dat soen. An déi, déi mengen, et wier méiglech, deen Ausbau vu Kannerbetreiungsstrukturen, vu méi Recherche, vu méi Innovatioun, vu méi Universitéit, vu méi Schoul, fir déi Mehrausgaben, déi al an nei Politike kombinéiert an Zukunft droen, fir dat net ze maachen, déi sollen dat soen. An déi, déi soen, dat wat mer hunn, wëlle mer halen an ausbauen, an dat, wat mer brauchen, solle mer kréien a musse mer hunn, déi solle soen, dass se gären e Budget fir d'Joer 2007 virleeën, dee 16 Milliarde Lëtzebuerger Frang méi Defizit opweist, well dat ass genau dat, wat an der Tripartitesronn opgrond vu Regierungspropositioune fir de Budget 2007 agespuert ginn ass.

Also, anstatt laang Rieden ze halen, ass d'Fro: Wëllt een doduerch, dass hien alles behält, wat mer hunn, an alles wëllt kréien, wat mer nei dobäisetzen, wëllt een, dass mer doduerch 16 Milliarde Budgetsdefizit am Joer 2007 méi kréien, Jo oder Neen?

Eng aner Fro gëtt et net. Op jidde Fall net fir déi, déi regéieren an déi musse probéieren, fir dass dat, wat een huet, an dat, wat ee gären hätt, beieneekënnt.

An duerfir ass och déi Diskussioun, déi ech verstinn, iwwert d'Steierbelaaschtung eng, déi sech an deemselwechten Zesummenhang stellt. Déi ekologesch Steierreform, déi virun allem och déi gréng Kolleegen heibanne fuerderen, ass jo nëmmen theoretesch méiglech. Um Pabeier. Duerch eng Neutraliséierung vun der Méibelaaschtung op anere Pläng. Si ass just um Pabeier méiglech.

Ech gehéieren zu deenen - anerer hunn dat och gemaach, mat ënnerschiddleche Konklusiounen -, déi sech intensiv domat beschäftegt hunn. Ech sinn, wéi dat och vum Här Bausch de Moie korrekterweis gesot ginn ass, keen, dee sech méi ekologesche Faarwen an der Steierlandschaft géif verweigeren.

Mä ech hätt gären, dass mer dat emol an der Finanzdiskussioun an aller Rou a mat allen Experten, déi een dofir brauch - ech si keen 100%egen Expert an deene Saachen -, diskutéieren an dass mer dann eng öffentlech Debatt heiriwwer féieren.

Ech sinn och net dergéint, dass mer eng öffentlech Debatt doriwwer féieren, ier mer an der Finanzkommissioun schwätzen. Mä ech halen et fir d'Soliditéit vun de Léisungen, déi mer huelen...

(Interruption)

Jo, mä an där Motioun ass jo schonn d'Konklusioun dran.

❯❯❯ **Une voix**.- Neen.

❯❯❯ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, da sot mer dat.

❯❯❯ **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Et steet ganz däitlech do: «(...) à analyser de manière approfondie».

(Interruption)

❯❯❯ **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Jo, mä den Här Bausch liest seng eege Motioun vir. Well ech d'Wuert grad hunn, kann ech vläicht fir de François Bausch soen, wat hien amgaangen ass ze erklären.

(Hilarité)

❯❯❯ **M. François Bausch** *(DÉI GRÉNG)*.- Et steet dran, datt mer dat sollen analyséieren, d'une manière approfondie analyséieren, an „d'une manière approfondie" heescht näischt anescher wéi dat, wat Dir elo gesot hutt, dat ass, datt mer effektiv kucke mam Expert zesummen, wat do machbar ass, a mer dann en fonction vun där Analys, déi do erauskënnt, um Horizont 2008, eng Reform virschloen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Neen, et steet net do, eng Reform am Horizont 2008 virzeschloen, et steet do eng Reform virzeschloen, déi eng generell Reform vun der Fiskalitéit wier, dat heescht also eng ganzheetlech Reform, ...

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Jo, selbstverständlech.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* ...déi sech a Richtung Eko-Taxatioun beweegt, an zwar esou, dass dat een Allègement vun de Steiere géif erginn, déi op der Aarbecht leien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Jo, an där Modeller gëtt et.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Schnell ist die Jugend mit dem Wort. Prinzipiell sinn ech jo dann d'accord mat deenen Zilsetzungen do, mä ech géif dat awer gär am Detail an der Finanzkommissioun kucken, fir dass een opgrond vun engem méi breeden Dokument a méi engem dichten Dokument dat heibanne kënnt diskutéieren, esou dass ech déi Motioun eigentlech net wëll oflehnen - dat sinn ech amgaangen ze erklären -, mä dass ech froen, dass een déi Motioun vläicht verweist an d'Finanzkommissioun an dass mer do eng gréndlech Diskussioun mat deenen zoustännege Ministeren a Kolleegen aus der Verwaltung, déi och eppes dovu kennen, féieren.

Also, ech géif déi Motioun net wëllen oflehnen, Här President, dat wollt ech soen, mä froen, ob een net kënnt an der Finanzkommissioun opgrond vun einschlägegem Sachmaterial doriwwer diskutéieren.

Ausserdeem hu mer jo net op eng stringent Aart a Weis fir d'Joer 2008 Steiererliichterunge versprach. Mir hunn dat schéi kombinéiert - mä scheinbar ass dat jo eng Doudsënn, wann ee sech domat beschäftegt - mat der allgemenger Situatioun vun de Statsfinanzen. An dat bleift: Steiererliichterungen a massiivstem Ëmfang kann een nëmme maachen, wann d'Finanzsituatioun vum Stat dat fir d'Joer 2008 hiergëtt.

A well et jo elo ewell zum gudden Toun gehéiert, dass jiddferee seet, wat en net mécht, wann een aneren eppes net mécht, wëll ech och eppes an där Kategorie bäidroen - beräichernd.

Ech liesen elo iwwert de Statut unique jo munches. An do erkläert jo deen een deem aneren, wat en net mécht, wann deen aneren net mécht, wat e soll maachen. Selbstverständlech, wann een d'Gefill géif kréien, dass déi Argumenter, déi genannt ginn, fir sech an der Fro vum Einheitsstatut net eens ze ginn, net déi richteg wieren, wann een zum Beispill géif ënnerstellen, dass vill Privatbeamten et guer net gären hunn, souguer an de Gewerkschafte selwer, dass d'Aarbechter elo deeselwechte Statut kréien, an duerfir verzweifelt probéieren, en anere Schëllegen ze fannen, deen dann d'Regierung wier, dee bis elo deen Eenzegen ass, deen dauernd Propositiounen hei gemaach huet, ...

(Interruption)

...a wa sech ënnert deene verschiddene Patronatsorganisatiounen net géif kloer driwwer ausgesprach ginn, ënner wat fir Bedingungen deen een averstane wier, mä wann déi Bedingungen do wieren, deen aneren net méi kënnt averstane sinn - wann dat sech esou op eemol géif erausstellen, dass dat esou wier, jo dann däerf een och net, wa mer an där Saach net virukommen, vun der Regierung erwaarden, dass op allen anere Punkte, wou bei hir Revendicatiounen ageklot ginn, d'Regierung elo an eng betribsam Emsegkeet géif verfalen.

Déi Saachen hale sech. Steierreduktiounen, Strukturreformen si Saachen, déi ginn zesummen. «J'aime les choses qui vont ensemble.», sot de Pascal, an dat hei si Saachen, déi zesummeginn.

D'Réarticulatioun vun der Steierlandschaft a Strukturreformen, déi wäit an hirer Bedeitung iwwert den Dag erausginn, sinn natierlech Politikelementer, déi sech mussen d'Hand ginn, fir d'Strooss ze halen.

Duerfir, wat déi eng kënnen, dat kënne mir och. A wann déi eng géifen ophalen, déi Rieden ze halen, bräichte mir dës Riede guer net unzefänken. Wann déi eng awer virufueren hir Rieden ze halen, féiere mer eis Ried virun, well mer gären hätten, dass eng Politik aus engem Goss besteet. An do mussen alleguer déi Deelelementer, Deelreformelementer zesummegefouert ginn.

D'Kolleege vun der gréngér Fraktioun hunn och kuerze Prozess gemaach mat engem Artikel 44 aus dem Projet de loi 5611, wou et ëm d'Autostaxe vun den ëffentleche Ween geet. Ech drécke mech elo emol esou aus: Vun der Prozedur hier, wëll ech soen, dass dat net geet. Well, wann een iwwert de Wee vun engem Amendement en Artikel aus dem Gesetzesprojet erausghält, muss ee schonn de Conseil d'État awer ëm seng Meenung froen. Déi Tatsaach, dass een eppes ewechléisst, also näischt ännert, ass vum institutionellen Oflaf jo net ganz kloer.

Ech hat net Zäit genuch, mech do endgülteg schlësseg driwwer ze maachen, mä ech géif awer net gäre riskéieren, dass mer eng Dispens vum zweete Vote net kréien, well mer dat doten elo, esou kéng wéi mer hei heiansdo sinn, géife maachen.

Dat Zweet, wat ech dozou wëll soen, ass, wat déi Autoe vum Stat a vun de Gemengen an esou virun ubelaangt, dass, souwäit ech dat gesinn hunn, den Innenminister iwwert de Wee vun enger Circulaire sech un d'Gemenge riicht, fir ze kucken, wéi een dat am Eenzelfall ka maachen.

Wat d'Regierungsmemberen ubelaangt an hir Déngschtween...

(Interruption)

Jo, neen, ech weess dat. Ech wollt lech just soen, dass mer an der Regierung d'Décisioun geholl hunn, dass all Regierungsmember déi Autossteier, déi op sengem Déngschtwon entfält, selbstverständlech muss entriichten. An dat gëtt och gemaach.

Ass et richteg fir ze soen, dass et, ech soen dat elo emol esou, keng sozial ekologesch Gewiichtung gëtt tëscht deenen eenzelnen Autostypen? Ech mengen dat net, well déi héchsten Autossteier, déi ze bezuelen ass, ass zwanzegmol méi héich wéi déi niddregsten Autossteier, déi bezuelt gëtt, esou dass ech also scho fannen, dass eng selektiv Approche an deem ganzen Autobesteierungssystem do draläit. Dat muss ee selbstverständlech elo an der Praxis kucken an do muss een déi Modifikatioune maachen, déi sech logescherweis doraus erginn.

Déi Tatsaach, dass mer d'Filtere mat enger Bezuschussung vun enger Mannersteier vu 50 Euro d'Joer begläichen, ass net dee klenge Schrëtt, als dee se oft dohinnergestallt gëtt, well déi däitsch Steierbefreiung - 300 Euro - betrëfft eng einmaleg Zahlung, während déi lëtzebuergesch 50 Euro Reduktioun eng jährlech ass. A vu dass am Duerchschnëtt een Auto fënnef Joer a siwe Méint leeft, ass also déi Steierbefreiung, déi Lëtzebuerger Automobiliste kréie fir Filteren, méi grouss wéi dat, wat se an Däitschland kréien. Mä och doriwwer kann een am Laf vum Joer roueg schwätzen, fir ze kucken, ob een dat net ka réarticuléieren.

Ech soe just, déi laangatmeg Erklärung iwwert d'Autossteier, obschonn den Här Lux sech do als en Autossteierfinanzminister déi lescht Méint massiv profiléiert huet, fir ze soen, firwat dass mer deen Amendement an där Form hei net kënnen unhuelen, mä awer selbstverständlech am Liicht vun den Experienze wëlle kucken, wéi een dat nach eng Kéier kann iwwerkucken.

Ech fäerte just, da muss ech et selwer maachen, well den Här Lux huet definitiv keng Loscht méi, fir Finanzminister ze spillen, wann et ëm d'Autossteier geet.

Den Här Bausch huet, mengen ech, eng Fro, Här President.

M. le Président.- Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Ech wollt just eng Prezisioun ginn, Här President.

Also éischtens emol, wat dee Volet ubelaangt vun de Gemengen a vum Stat, dat hat ech an der Kommissioun och opgeworf, an do hunn ech gesot kritt, eigentlech vum Transportminister selwer, datt hien och mat där Variant kéint...

(Interruption)

Wat gelifft? Vum Ëmweltminister, pardon, deen deen nämlechten ass wéi den Transportminister, krut ech gesot, datt hie mat där Variant do och kéint liewen, mä et ass leider net gemaach ginn. D'Kommissioun huet den Amendement dunn net méi gemaach - dat ass dat Éischt.

An dat Zweet ass d'Selektivitéitsproblematik. Déi hunn ech ugeschnidden de Moie virun allem am Kontext vun der Kontributioun um Bensin a Richtung Kyoto. Do hunn ech gesot, vu datt mer net iwwer eng generell ekologesch Steier diskutéieren am Moment, hu mer am Moment och kee Mechanismus, dee mer kënnen uwennen, wéi mer do sozial kéinten eppes offiederen. Also, dat war net fir d'Autossteier gemengt.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Dat war mer scho kloer. Ech wollt just am Zesummenhang mat der Autossteier weisen, dass do och ënnerschiddlech Belaaschtunge sinn en fonction vum Typ vum Auto an domat theoretesch och en fonction vun den Akommesverhältnisser vun de Leit, déi mat deenen Autoe fueren.

Wat d'sozial Ausriichtung vum Kyoto-Deel an der Accisëbesteierung ubelaangt, wëll ech soen, bei deene minimale Beträg, déi do erhuewe ginn, gëtt et extrem schwiereg, lassgeléist vun enger gesamter Reflexioun iwwert d'Fiskalitéit - do si mer eis eens -, fir op deem eenzelne Punkt selektiv Ingredienten an déi Besteierungsfassong do afléissen ze loossen.

Iwwerhaapt ass iwwerall do, wou et eng Ökosteier gëtt, déi iwwert d'Mineralölsteier, also iwwer Accisë bezuelt gëtt, kee soziaalt Element dran. Ech inspiréiere mech ëmmer gären u gudden auslännesche Beispiller, déi jo och ënner politesche Kompositiounen zustane komm sinn, déi et jo haut leider, wéi Eenzelner fannen, net méi gëtt an deenen Nopeschlänner.

Et ass iwwer Jugendaarbechtslosegkeet vill geschwat ginn. An deen Exame vun deem Gesetzesprojet 5611 ass jo virun allem ënnert dem Signum vun der Beschäftegung vu ville jonke Leit mat deem Projet de loi 5611 gefouert ginn. Den Aarbechtsminister, de François Biltgen, huet jo op dausend Plazen entre-temps erkläert, wat Saach ass a wat net Saach ass. Duerfir brauch een dorop net anzegoen.

Ech wëll just, well dat de Moien och vun zwee Riedner, souwuel vum President vun der Demokratescher Partei wéi och vum Fraktiounschef vun der gréngér Partei, nach eng Kéier nodrécklech hei virbruecht ginn ass, soen, dass ech - ech däerf jo net méi soen, dass ech iwwerrascht sinn iwwer Reaktiounen, déi Aussoe vu mir produzéieren - nodrécklech net verstinn, firwat dass dat zu Iwwerraschungen Anlass ginn huet.

Wann een, op d'Fro ugeschwat, firwat dass am September de Chômage an d'Luucht geet, déi Fro beäntwert, da muss ee jo soe firwat dass ee mengt, dass dat esou wier. An op déi Fro ugesprach hunn ech et nëmme gesot, dat wier, well vill Jonker - ech hunn nach derbäigefügt, bei Wäitem net all - fir d'éischt an d'Vakanz fueren, ier se sech um Arbeitsamt androen, mä ech hunn nach aner Ursaache genannt, déi och Oktoberursaache sinn. Déi Ursaache sinn hei gelungenerweis net erwähnt ginn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* Mir sinn um Briefing derbäi.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Jo. Ech hunn allerdéngs gemierkt, Här Bausch, dass Dir um Briefing net dobäi waart, well Dir hatt lech iwwert de Briefing hei geäussert an enger Form, déi net zoutreffend ass.

Ech hunn dëst Joer elo 48...

(Interruption)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).-* ...an der Press, dat ass jo awer dat, wat Dir sot, huelen ech un! Oder bréngt d'Press alles falsch eriwwer?!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Ech luewe mer Är Naivitéit.

(Interruption et hilarité)

A well ech dat och liesen, well ech dat nämlech seriö huelen, an dann Ergänzunge ginn zu deem, wat ech gesot hunn, da gëtt jo gesot, ech géif erëm maachen, wéi wann ech falsch verstane gi wier. Dat hat Dir nach net, dat kritt Dir awer och - well Dir sidd jo och elo an Exekutivfunktiounen - nach öfters an deenen nächste Joren.

Et hunn 48 Regierungsréit stattfonnt dëst Joer an ech hunn 13 Briefinge gehalen. Et ass also net esou, dass ech géif do probéieren, wéi den Här Castegnaro fréier, wéi hien nach a Form war, gesot huet, ech géif dobäi mäi...

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Dat gëtt e Fait personnel!

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Also, wësst Der, ech sinn ouni lech ëmmer mam Här Castegnaro eens ginn. Dir braucht lech guer net an déi intim Relatioun do anzemëschen, dat geet tipptopp. Wéi hien nach richteg a Form war! Als Gewerkschaftspresident. En huet elo eng aner Verantwortung; et wier gutt, wann Der dat emol géift zur Kenntnis huelen.

Hien huet ëmmer gesot, ech géif mäi Freidesnomëttesgebiet maachen. Ech hunn nëmmen dräizéngmol, Här Castegnaro, dëst Joer gebiet. An dat, wat ech bieden, dat besteet eng Stonn an der Explikatioun vun Décisiounen, déi d'Regierung deen Dag geholl huet. An da beäntwerten ech Froen.

Wann et de Wonsch vum geballte Mediëverstand heibannen ass, dass ech keng Froe beäntwerten, mä nëmmen dat soen, wat mer an der Regierung geschwat hunn, da kann ech dat maachen, mä da geet ee Communiqué och eigentlech duer.

Déi gelunge Fassong vun der externer Riedebeschneidung fir deen, dee Statsminister ass, ass e bëssen eng curiéis Fassong, fir déi noutwendeg Streitkultur, déi mer jo, denken ech, gemeinsam hei am Land wëllen, ze förderen.

Op jidde Fall hunn ech e puer...

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Hutt Der net wëlles, eng Kéier den Här Sold an Äert Gebiet mat anzeschléissen?

(Interruption)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Wann ech d'Gefill hunn, dass bei engem all Hoffnung verluer ass, bieden ech net fir hien!

(Interruption et hilarité)

Ech verdroe mech...

M. le Président.- Här Statsminister, Dir wäert dat elo mierken a bei menger Interventioun all Hoffnung verléieren. Ech wollt lech just froen, wéi laang datt Dir nach gedenkt ze schwätzen, wéinst dem Timing vun eisen Aarbechten,...

(Brouhaha général)

...well den Här Biltgen an den Här Di Bartolomeo och wollten zu Wuert kommen.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Et däerfen natierlech de President vun der Demokratescher Partei an de Fraktiounschef vun deene Gréngе soen, et wier onerhéiert, vermessen an arrogant a besserwisseresch, wann de Statsminister sech iwwert déi Fro, firwat dass de Chômage am September geklommen ass, äussert, mä ech versti ganz gutt, dass ech mech muss méi kuerz faasse wéi si - besonnesch, well den Här Gibéryen dat och nogereecht huet -, fir dorop ze äntweren. Dat ass d'Waffegläichheet am Parlament.

(Interruptions)

Dir hutt lech jo och, Här Gibéryen, wat och Äert gutt Recht ass, zu där Ausso geäussert, wat déi Jonk betraff huet.

Ech wëll lech just zu deem Punkt soen, dass dat éischtens esou ass, dass ech dat, vun do un, datt ech Statsminister sinn, all Joer am Oktober soen, elo am September ass d'Aarbechtslosegkeet an d'Luucht gaangen, well vill jonk Leit sech elo eréischt um Arbeitsamt agedroen hunn. An ech stelle fest, dass sech erstmaleg dëst Joer doriwwer méi breet ënnerhale ginn ass.

(Interruption)

An, Här Meisch, verstitt Der mat Äre gescheite Spréch, dass d'Lëtzebuerger mech net verstinn, domat kann ech ganz gutt liewen. Verstitt Der? Well et ass mäin Androck net. Ech si keen, dee Meenungsëmfroe gleeft, well ech ka mer mam beschte Wëllen net virstellen, bei aller Selbstüberschätzung, dass 84% vun de Leit mat mer averstane sinn. Ech gleewen dat net. Mä et sinn der vill.

M. Xavier Bettel *(DP).-* Mech hu se ni gefrot.

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Wat gelift? Här Bettel, sidd Dir dann net mat mir averstanen?

(Hilarité)

Une voix.- Dat muss ee kucken.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.-* Et hänkt dervun of, he?

M. Xavier Bettel *(DP).-* Dat hänkt dervun of.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Déi eng soen esou an déi aner soen esou.

(Hilarité)

Une voix.- An Dir sot esou.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech wëll soen, dass ech dat konstant zënter ville Jore soen, well et zënter ville Joren esou ass. A wann een d'Ursaachen nennt, firwat dass d'Aarbechtslosegkeet op eemol am September an d'Luucht geet, an net schonn am Juli an d'Luucht geet, gehéiert et einfach zur Sachbeschreiwung vun deem Virgang, dass een dat seet, wat do gesot ginn ass.

Ech weess net, ob de Minister vun der sozialer Sécherheet zu deene Froe Stellung hëlt, déi säin Departement betreffen, déi hei vun eenzelne Kolleege vun deenen anere Fraktioune virbruecht gi sinn. Wann dat de Fall wier, kënnt ech, Här President, meng Ried méi séier ofschléissen. Da misst ech awer d'Garantie hunn, dass den Här Di Bartolomeo seng Politik hei verdeedegt; selwer a grouss.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Une voix.- Hutt Dir Zweifel drun?

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Dat géif mer dann d'Geleeënheet ginn, wann den Här Di Bartolomeo erkläert, firwat dass net d'Mammerent iwwert d'Regimer vun der Sécurité sociale finanzéiert gëtt, mä aner Leeschtungen aus dem Sozialbudget transféréiert gi sinn an de Budget vun der Sécurité sociale, déi sech inhaltlech, sachlech a kohesiv a kohärent explizéieren. An nodeem en dann och vläicht eng Kéier erkläert huet, firwat dass et da schlëmm ass wann dat gemaach gëtt, wat hei gemaach ginn ass, während et normal war fréier zur Defizitdeckung vun de Krankekeesen, och e Gréff - wéi deemools gesot ginn ass - an d'Pensiounskeesen ze maachen.

Alles dat ka jo dann den Här Di Bartolomeo mat senge Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen hei diskutéieren. Ech kann déi zwou Saache verdeedegen, well ech war un deenen zwou bedeelegt, mä et ass mer dann egal wéi Der dat maacht. Den Här Di Bartolomeo hëlt also dozou Stellung.

Dofir wëll ech nach just een ofschléissend Wuert, Här President, zur Tripartite soen, déi jo och hei intensiivst diskutéiert ginn ass; heibannen an dobaussen. Ech fannen, dass mer eis vill Fräiheeten am Ëmgang mat deem wichtege Konsensinstrument do huelen. Ech hunn dat d'lescht Woch scho gesot. Ech soen dat fir déi politesch Acteuren hei am Land, déi, falls se net an der Regierung sinn, d'Tripartite net ganz gären hunn.

Déi, déi hanner verschlossenen Diere souzen, wonnere sech op eemol driwwer, dass déi Dieren och nach zou sinn, wa si net méi hannert de verschlossenen Diere sëtzen, well dee Saz: „Hanner verschlossenen Dieren ass dëst an dat diskutéiert ginn", dat zitt sech jo wéi ee Stréch duerch d'Oppositiounsriede vun allen Oppositiounsparteien, déi heibanne gehale gi sinn. Dat war fréier och net fundamental anescht. Mir brauche Gespréicher, fir Konsenselementer a genügend grousser Zuel beieneen ze leeën, an där Form, wéi mer se do hunn, quitte dass d'Parlament - an dat ass esou, an d'Parlament huet ëmmer nach un deenen Tripartite-Gesetzer an deene leschte Jore Saache geännert - dat lescht Wuert behält.

An déi Sozialpartner, déi sech och Fräiheete mat de Beschlëss vun den Tripartiteskonklusiounen huelen, musse sech dat och ganz gutt iwwerleeën. Ech wëll dat just nach eng Kéier an aller Rou soen. Esou kann dat jo net sinn, dass et d'Tripartitesverhandlunge sinn - an déi si laangwiereg, an dës Tripartitesronn huet iwwregens schonn an der leschter Legislaturperiod ugefaangen, déi iwwert d'Kompetitivitéitsverbesserung vun eiser Ekonomie -, dass ee sech do d'Méi gëtt während de Sitzunge vun dem Koordinatiounscomité vun der Tripartite, während onendlech ville Sitzunge mat eenzelne Sozialpartner zwëschenduerch, konsensbildend täteg ze sinn, Kompromësser ze formuléieren, Kompromësser duerchzesetzen, mam Accord vun deenen aneren.

Jiddfereen ass dann d'accord, wann et dann eriwwer ass, an et geet een zréck bei déi, déi een dohinner geschéckt hunn, dass een dann ufänkt seng Distanz par rapport zu deenen Décisiounen ze huelen. Dat ass d'Méi eigentlech net wäert.

Ech hunn ëmmer fonnt, dass et wichteg wier an enger moderner Gesellschaft an och an enger moderner Demokratie mat deenen ze diskutéieren, déi déi vertrieden, déi vun Décisiounе betraff sinn. Wa mer iwwer Energiepolitik schwätzen, da betrëfft dat d'Betriber, an da betrëfft dat d'Leit, déi an de Betriber schaffen. Wa mer iwwer Haushaltskonsolidéierung schwätzen a bestëmmt Politike mussen ofbéien, fir dass aner Saache kënne gemaach ginn, da betrëfft dat d'Leit, déi dovun a séier direkter Konsequenz betraff sinn an déi domat konfrontéiert ginn.

Mä fir eng Regierung ass et och méiglech ouni Tripartite ze regéieren. Si kritt zwar da gesot, si géif net dialogéieren, si géif net probéieren Eenegkeet an der Gesellschaft hierzestellen, mä dat geet och ganz gutt. An dat kënnen och d'politesch Parteien. Wann also d'Sozialpartner zunehmend d'Gefill hunn, si wieren an der Tripartite ze vill agespaart, musse se en Ausbrochversuch sichen.

An da wëll ech nach eng Kéier soen - well dat meng fest Iwwerzeegung ass -, dass d'Gewerkschaften an déi schaffend Leit hei am Land keen Interessi drun hunn dat Tripartite-Instrument zur Dispositioun ze stellen a liichtfankeg mat deem Instrument ëmzegoen. Déi, déi genuch hunn, déi ginn eens ouni d'Tripartite. Gleeft mer dat. An déi, déi eng kollektiv Suerg mussen organiséiere fir Uleies, déi brauche Konsensinstrumenter an Eenegkeetsfabrike wéi déi, déi mer an der Tripartite hunn.

Elo si mer konfrontéiert mat der Fro vum Statut unique. Dat ass jo och hei diskutéiert ginn. An do hu mer an der Tripartite e Kompromëss formuléiert. Dee steet, an dee muss och erreecht ginn. Mä vu dass jiddfereen, à moins dass ech dat total falsch verstanen hat, heibanne gesot huet, e géif fannen, dat wier eng wichteg Fro, dat wier eng iwwert den Daach erausreechend Strukturreform, déi et a sech hätt, dass mer Aarbechter am Privatbeamteregime op méiglechst ville Punkten zesummeféieren.

Wa mer dann elo keen Accord mat de Sozialpartner fannen, nodeem all Parteie gesot hunn, dat wär awer eng wichteg Fro an dat misst ee maachen, kënnt et jo iwwerhaapt net a Fro - esou hunn ech déi Debatt verstanen -, dass d'Regierung mat där Fro nach eng Kéier zréck an d'Tripartite géif goen. Mir probéieren a Verhandlunge mat de Sozialpartner déi Froen ze klären. Kréie mer se net geklärt, komme mer heihinner zréck.

Vu dass jiddferee gesot huet, dat misst gemaach ginn an et wier gutt gemaach, da soll all Partei onofhängeg vun deenen aneren hei op den Dësch leeën - ouni op d'Fédération des artisans, op d'CGFP, op dësen oder op deen ze weisen, all Partei fir sech, schéin im stillen Kämmerlein -, wéi et soll gemaach ginn. All Partei mécht hire Virschlag. An da stëmme mer of. An da kucke mer emol, ob mer eng Tripartite brauchen, an ob mer e Sozialdialog brauchen oder net.

Wa mer eis agëenkt spieren an der Politikgestaltung duerch Sozialdialog an duerch d'Tripartite-Verhandlungen, da kënne mer op deem Punkt, dee wichteg ass fir jiddfereen heibannen - a jiddfereen heibannen huet dat gesot -, weise wat mer eleng zesumme fäerdeg bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Statsminister. Vu dass d'Ausféierunge vum Här Statsminister sech an engem groussen Deel ëm d'Statsfinanze gedréint hunn, ëm d'Tripartite, ëm de Statut unique an accessoirement ëm de 5611, géif ech…

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Et ass dach de Comble, dat do! Ech hunn hei op d'Debatte geäntwert, Här President.

M. le Président.- Jo, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn hei geäntwert op déi Froen, déi an der Debatt hei mentionnéiert gi sinn. Do leeën ech awer grousse Wäert op déi Feststellung.

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Ech hunn hei zum Deel iwwer Punkte geschwat, déi d'Kolleegen an den Debatten erëmginn hunn.

M. le Président.- Ech wollt lech soen, Här Statsminister, datt ech Är Deklaratioun considéréieren als eng Deklaratioun am Kader vum Artikel 80 vun der Verfassung, well mer soss keng Zäit méi hunn, opgrond vun eisem Reglement, fir déi zoustänneg Ressortministeren. Deementspriechend ginn ech gären zou, dass Deeler vun deene Froen, déi haut de Moien opgeworf gi sinn, am Kader vun der Äntwert vum Statsminister hei ugeschnidde gi sinn.

En huet och op d'Motioun, op den Amendement geäntwert. Mä mir brauchen Zäit fir déi zoustänneg Ressortministeren. An deementspriechend, denken ech, wann d'Chamber domadder d'accord ass, déi Interpretatioun virzehuelen, da bleift fir d'Regierung elo déi normal Riedezäit iwwreg, an dann ass den éischte Minister, dee sech zu Wuert mellt, den Aarbechtsminister. Här François Biltgen, Dir hutt d'Wuert!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech wéilt dann op de Volet agoen iwwer alles, wat mat Aarbechtsmaart ze dinn huet. Dat ass vill; Jugendaarbechtslosegkeet, et ass awer net nëmmen dat.

Ech wëll emol fir d'éischt der Kommissioun Merci soen, an un alleréischter Stell hirem President, dem Michel Wolter. An ech mengen, dat hutt Der och verstanen, wann Der d'Oppositiounsriedner hei de Moien héieren hutt, dass déi Kommissioun eng exzellent Aarbecht gemaach huet an dass an där Kommissioun alles op den Dësch koum, wat huet missen op den Dësch kommen, an dass alles ausdiskutéiert gouf. An ech mengen, dat war net einfach, mä dat huet gutt geklappt.

Duerfir e grousse Merci selbstverständlech och un déi zwee Rapporteuren, de Marc Spautz, deen natierlech vill méi nach zu deem Volet Stellung geholl huet wéi ech an dee ganz vill Detailer gesot huet, op déi ech net méi brauch zréckzekommen, an och dem Romain Schneider.

Ier ech e bësse wëll iwwert d'Beschäftegungspolitik schwätzen, e puer aleedend Bemierkungen. Ech hunn natierlech festgestallt, dass sech hei e Mouvement gedoen huet; an dat war ier dass d'Schüler op d'Strooss gaange sinn. E Mouvement, fir de 5611 ze stoppen. An dat war jo, muss ech soen als een, dee sech och vill ëm Kommunikatioun bekëmmert huet, e Meeschtercoup, fir ze soen: Mir si géint de 5611, well et ass ee ganz liicht géint eng Ziffer; et verléift ee sech seelen an eng Ziffer.

An Ziffere kann ee sech seele verléiwen. Da liest den Da Vinci Code, do gëtt et eng Ziffer, an déi ee sech anscheinend muss verléiwen; mä soss verléift ee sech net an eng Ziffer. Dat hat jo natierlech och en Zweck, dass esou e Mouvement géint de 5611 koum. Well et hätt misse géint d'Tripartite-Gesetz sinn. Mä wann ee seet: Mir si géint de 5611, an net seet: Mir si géint d'Tripartite-Gesetz, da kënnen och Leit, déi bei der Tripartite dobäi waren, sech och erëm eng Kéier désolidariséieren an op eemol géint de 5611 sinn.

Dann hunn ech jo och ganz interesséiert zur Kenntnis geholl, dass gesot ginn ass: Beim 5611, do spuert de Stat op Käschte vun der Jugend. Wat jo falsch ass, mä dat ass dat wat erauskomm ass. An dat huet natierlech och mat sech bruecht, dass iwwer all déi aner Moossnamen, wou effektiv d'Leit an enger Décisioun, déi mer an der Tripartite geholl hunn, och mussen eng Kontributioun leeschten, dass déi Voleten iwwerhaapt net dobaussen diskutéiert goufen. An ech ginn dovunner aus, dass déi, déi den Anti-5611 lancéiert hunn, och dat am Sënn haten.

Ganz interessant ass zum Beispill, wéi mer d'Amendementer diskutéiert hunn, a wéi mer den Avis vum Statsrot - besser gesot - diskutéiert hunn, ware mer dräi Stonnen an der Chamberkommissioun. An d'Press huet gemellt: Elo war d'Chamberkommissioun dräi Stonne mam Aarbechtsminister zesummen. Den Aarbechtsminister huet ganz genee eng hallef Stonn - emol net - gebraucht mat der Chamberkommissioun, fir iwwert dee Volet vum Avis vum Statsrot ze schwätzen; dat anert ware ganz aner Voleten. Gutt. Dat ass also déi éischt Virbemierkung.

Déi zweet Virbemierkung ass déi, déi och elo ëmmer opkomm ass, a wou de Premier, mengen ech, ganz brillant drop geäntwert huet: d'Limite vun der Tripartite. Natierlech huet all Tripartite seng Limiten, mä si huet awer och hir Mériten. Ech kommen nach op dee Reproche, deen notamment dem Aarbechtsminister gemaach gëtt, en hätt den Dialog net genuch gesicht. E Reproche, deen e jo zum Deel nach ëmmer ugeholl huet.

Mä wa mer soen Dialog féieren, dann heescht dat och mat de Sozialpartner dialogéieren; wat richteg ass. An dat ass eng Lektioun, déi ech aus där heiter Debatt zéien. Mat de Sozialpartner ass et méi einfach an och méi wichteg ze diskutéieren, do wou si och d'Leit representéieren. D'Sozialpartner representéieren d'Jugend net. Dat ass ganz kloer. An och dat, mengen ech, solle mer eis an Zukunft verhalen.

Wa mer iwwer Statut unique schwätzen, gesinn ech awer net an, wéi mer mat engem anere schwätze wéi mat de Sozialpartner, well do sinn déi zwee gefuerdert. An et geet ëm si. Et geet ëm de Betrib an et geet ëm d'Salariat. Mä wa mer iwwert d'Jugend an iwwert d'Chômeure schwätzen, sinn effektiv d'Sozialpartner manner gutt gestallt, fir fir d'Jugend an och fir d'Chômeure matzeschwätze wéi an anere Punkten, well si schwätzen haaptsächlech fir d'Salariat.

Dat soll eis soen, dass et Limite gëtt an der Tripartite. Dat soll eis matdeelen, dass mer och sollen en aneren Dialog féieren, mä dat soll eis net soen, dass mer sollen ophale Sozialdialog ze féieren. A wann ech da fir mech selwer schwätzen: Ech sinn elo siwe Joer am Amt, a wann ech eppes gemaach hunn als Aarbechtsminister, dann ass et dauernd den Dialog ze féiere mat jiddferengem, dee wëllt mat mer dialogéieren, notamment mat de Sozialpartner.

Mir hunn och an dësem Haus ganz vill Projete gefouert. Dat wëllt net soen, dass ech ëmmer versicht hunn op de Minimalkonsensus ze kommen. Wa mer net eens gi si mat de Sozialpartner, dann hunn ech als Minister meng Proposen an d'Regierung bruecht, dann huet d'Regierung e Projet gemaach an dann hu mer deen nach ëmmer an der Chamberkommissioun ausdiskutéiert. An ech mengen, et ass kee Projet, deen den Aarbechtsminister an der Chamberkommissioun diskutéiert hätt, deen tel quel erauskomm wär wéi en e proposéiert hätt, well mer eis eben ëmmer d'Méi ginn hunn Argumenter auszetauschen. A wa mer zesummen der Meenung waren, mir kéinten eppes verbesseren, dann hu mer dat gemaach.

Elo ass effektiv de Moie gesot ginn: Et ass richteg, dass den Aarbechtsminister den Dialog mat der Jugend gesicht huet, mä et ass ze spéit. Jo, natierlech ass et ze spéit! Just: Wéini ass jee eng Kéier mat der Jugend den Dialog gesicht ginn? Ass eng eenzeg Schoulreform jee eng Kéier mat de Schüler ausdiskutéiert ginn?

An da géif ech mengen, dass Schoulreformen d'Schüler och interesséieren, vläicht souguer nach méi wéi Aarbechtsmaartpolitik. Da solle mer dat an Zukunft maachen. Ech hu meng Lektiounen aus deem heite geléiert. An ech hu mer geschwuer, dass ech an Zukunft den Dialog sichen.

Ech soen lech awer och, dass ech mech froen, ob et méiglech gewiescht wär a 14 Lycéeë schwätzen ze goen, wann net e Schülerstreik komm wär. Esou huet alles säi Gutt, he? Well ech hunn ëmmer versicht, zënterdeem ech Aarbechtsminister sinn, fir kënnen an d'Schoulen eranzekommen. Notamment wéinst eppes, wat de Moien och kritiséiert gouf: Mangel un Orientation professionnelle. Well ech nämlech effektiv gemierkt hunn, och mat deenen - ech huelen un - 2.500 bis 3.000 Schüler, net ech eleng, mä mat mengem Mataarbechter, mam Pierre Schloesser, dass do falsch Ängschte bestinn, well Leit mengen: Et huet kee Wäert méi ze studéieren; wann ech studéieren, hunn ech awer keng Chance. Et ass just de Contraire!

Et sinn och falsch Illusiounen, dass ee mengt: Egal wat ech studéiere muss de Stat mer eng Plaz ginn. Mä wann déi falsch Ängschten an déi falsch Illusioune bestinn, da musse mer eis mat deenen auserneesetzen, a mir mussen diskutéieren, a mir musse kucken do no vir ze kommen.

(Interruption)

Dofir sinn ech eigentlech ganz frou, dass elo dee Mouvement komm ass, fir ze soen: Mir hätte gär méi Dialog. Ech si frou, dass mer konnten an déi 14 Schoule goen. Ech hoffen, dass ech d'nächst Joer net nëmme fräsch an déi 14 Schoulen invitéiert ginn, mä dass et no engem Schema ofleeft, deen ech mer esou virstellen, dass et an Zukunft all Kéiers de Schülercomité ass - well do gëtt et jo och eng Demokratie an de Schoulen, do gëtt e Schülercomité gewielt -, deen, net nëmmen an deene 14 Schoulen, wou mer waren, mä och an deene 14 Schoulen, wou mer net waren, den Aarbechtsminister a seng Leit invitéiert opgrond vun engem Katalog vu Froen, vu Problemer, vu Kritiken, déi d'Schüler selwer iwwer hire Schülercomité zesummestellen. Dat wëll ech all Joer maachen.

An dann, mengen ech, kann een nach aner Saache maachen. Ech hu souwuel menger Kolleegin Jugendministesch wéi menger Kolleegin Schoulministesch e Bréif geschéckt, wou ech gefrot hunn: Wéi kënnt Dir

Iech e strukturéierten Dialog mat de Schüler - awer mat der Jugend insgesamt - virstellen? D'Jugendministesch huet mer geäntwert, dass se amgaang ass en Avant-projet auszeschaffen, dee soll deemnächst an d'Regierung kommen, iwwer e strukturéierten Dialog mat de Jonken am Kader virun allem vun der nationaler Jugendkonferenz, der Conférence générale de la jeunesse.

Eppes Ähnleches kann ech mer virstelle mat der Schülerkonferenz. Ech sinn absolut bereet, ech hunn dat och ëmmer erëm gesot an all deene Gespréicher, déi ech mat all deene Leit hat, déi ech elo gesinn hunn, dass ech zum Beispill fir déi Projets de Règlement-grand-ducalen, déi elo nach ënnerwee si fir de 5611, souwuel d'Schülerkonferenz wéi och d'Jugendkonferenz wéilt domadder befaassen. Woubäi ech natierlech och gär hätt, dass déi zwee Gremien dat net just ënner sech diskutéieren, mä dass déi och versichen en Dialog ze kréien iwwer: bei der Jugendkonferenz hir Ënnerorganisatioune respektiv bei der Schülerkonferenz iwwert d'Schülercomitéë vun deenen eenzelne Lycéeë respektiv wierklech iwwert d'Schüler an deenen eenzelne Lycéeën.

Ech mengen, dass dat ganz wichteg ass. Ech ginn och gären zou, dass ech villes bäigeléiert hu mat deem Dialog, dee mer elo gefouert hunn. Do si ganz vill positiv Erfahrungen. Et ass awer och ganz wichteg, och an engem Souci vun ordentlechem Dialog, ëmmer erëm ze soen, dass Dialog heescht: Et lauschtert een engem no; wann Argumenter kommen déi iwwerzeegen, da muss een deenen Argumenter Rechnung droen; wann een awer der Meenung ass, déi Argumenter wären net gutt, da muss een och kënnen zu senger Meenung stoen an als Politiker seng Verantwortung huelen, souwuel als Minister wéi als Chamber. Dat maache mer elo.

Zum Fong. Ech hu sechs Remarquen zum Fong.

Éischtens, natierlech ginn et eng ganz Partie Géigner vum Projet, déi eng aner Philosophie hu wéi déi, déi mir hunn. A wann ech soe mir, heescht dat net nëmme mir an Aarbechtsministère oder mir an der Regierung, dann heescht dat: mir an dësem Haus. Well ech hunn de Moien awer gutt nogelauschtert, an ech hat awer d'Impressioun wéi wa just dee Volet Jugendaarbechtslosegkeet largement - mat deem engen oder aneren Detail, mä largement -, notamment wat d'Philosophie ubelaangt, hei géif gedeelt ginn, och vun der Oppositioun; wat jo scho ganz interessant ass.

Déi Philosophie, déi mir hunn, dat ass fir ze soen: Mir hätte gär d'Leit op eng Schaff. Déi Philosophie, déi mer net hunn, dat ass fir ze soen: Mir hätte gär, dass d'Leit esou séier wéi méiglech zu Sue kommen. E soziaalt Opfangnetz muss do sinn, awer nëmmen „wenn alle Stricke reißen". An d'soziaalt Opfangnetz, dat dierf net esou interessant sinn, oder méi interessant si wéi d'Leeschtung, fir ze schaffen.

Ech ginn ëmmer gären an de Rieden, wéi elo, d'Beispill vum Zirkus. Do trëtt en Artist uewen op den Trapez an e spréngt op déi aner Säit. An natierlech brauch en ënnen en Netz, mä en ass frou wann en et net brauch. An e léisst sech bestëmmt net dra falen. Wann en dra fält, steet en direkt erëm op, fir erëm erop ze goen a fir wierklech dem Publikum ze weisen, dass e säi Métier kennt.

An ech mengen dat ass d'Philosophie, déi mer mussen hunn. Mir brauchen e soziaalt Netz zu Lëtzebuerg, a mir hu jo e soziaalt Netz, op dat mer houfreg sinn. Mä mir mussen awer kucken, dass mer d'Leit esou séier wéi méiglech zu enger Schaff bréngen. Wat ee méi laang waart, wat et méi schwiereg ass erëm zréck zu enger Schaff ze kommen, oder, wann een nach ni eng hat, iwwerhaapt op eng Schaff ze kommen.

Zweet Iwwerleeung - an déi ass de Moien zum Beispill beim Marc Spautz senger Ried opgetrueden -, d'Beschäftegungspolitik geet eleng net duer. Ech hu jo ëmmer d'Bild gebraucht vum Aarbechtsminister, dee Pompjee ass. Vum Pompjee gëtt erwaart, dass en de Brand läscht - de Chômage ass e Brand -, mä et bréngt een et net fäerdeg ee Brand ze läschen, ouni dass et Dégâtë ginn. An et bréngt een et net fäerdeg all Brand ze läschen. Wa mer also wëllen d'Bränn évitéieren, da geet et net duer e Pompjee ze hunn. Da musse mer virbeugend schaffen. Dat ass net nëmme Beschäftegungspolitik, dat ass virun allem Schoulpolitik an et ass Wirtschaftspolitik.

Et ass och dofir - de Romain Schneider huet ganz vill Iddiën de Moien nach eng Kéier bruecht vun deem Kongress, déi ech och ganz gutt fannen an do sinn der jo eng ganz Partie, déi mer agebaut hunn -, dass ech awer eng Iddi vun Ärem Kongress, Här Schneider, net kann iwwerhuelen, dat ass, wou Dir sot, den Aarbechtsminister dierft nëmmen Aarbechtsminister sinn.

Ech fannen et ganz wichteg, dass den Aarbechtsminister och Recherche-Minister ass, well doduerch kann hien an der Wirtschaftspolitik e Wuert matschwätzen, an dass hien och Héichschoulminister ass, well en doduerch kann an der Bildungspolitik e Wuert matschwätzen. A mir bréngen et nëmme fäerdeg, de Chômage ze bekämpfen, wa Bildungspolitik, Wirtschaftspolitik a Beschäftegungspolitik Hand an Hand ginn.

An do hu mer, dat soen ech awer, an dëser Regierung ganz vill Efforte gemaach zesummen, déi dräi Responsabele vun deene Ressorten, fir do no vir ze kommen. Mir hunn nach ganz vill Iddië fir d'Zukunft an ech sinn iwwerzeegt, dass mer dat mat Ärer Hëllef zesumme packen.

Drëtt Iwwerleeung: Zwou grouss Neierunge sinn an dësem Gesetz dran, wat d'Beschäftegungspolitik ubelaangt. Déi éischt ass déi, dass déi Leit, déi en Job hunn a riskéieren en Job ze verléieren, net sollen duerch d'Case chômage lafen, bis dass se en neien Job kréien. Dat ass d'Politik vum Maintien dans l'emploi. An déi zweet Neierung ass, dass déi Leit, déi nach ni en Job haten, esou séier wéi méiglech sollen zu engem Job kommen an och net sollen duerch d'Case chômage lafen. Dat sinn déi zwou grouss Neierungen hei an der Beschäftegungspolitik.

Zu der Maintien-dans-l'emploi-Politik huet de Moien den Här Meisch gesot: Jo, mir hu jo gesinn, beim Monopol ass dat net esou gutt ausgaangen. Bon, dat hänkt ëmmer dovunner of, wéi een et kuckt, wësst Dir! Et ass d'Saach vum Glas…

(Interruption)

Une voix.- Et ass kee Patentrezept. Erklärt dat de Leit, déi…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Voilà! Voilà! Elo gesi mer, et ass kee Patentrezept.

Wou ass et kee Patentrezept? Mä esou wéi et elo nëmme ka fonctionnéieren!

Wéini konnte mer elo Maintien dans l'emploi maachen? Am Kader vun engem Sozialplang. Wat ass nei an dësem Gesetz? Ma mir wëlle just évitéieren, dass et zum Sozialplang kënnt.

Wat ass beim Monopol? Éischtens fannen ech 35% scho guer net esou schlecht! Dat muss ech emol éierlech hei soen. An ech fannen, dass déi Leit sech do Méi ginn hunn, an do zielen ech souwuel d'Gewerkschafte wéi d'clc a virun allem och d'Servicen aus dem Aarbechtsministère, aus der ADEM mat derbäi, an dass dat scho gutt ass.

Mä wat ass hei geschitt? D'Leit gi vun haut op muer entlooss. Do si Leit, déi hunn 20 Joer an engem Schema geschafft. Déi hunn e Schock. Do ass et net evident, fir déi vun haut op muer an e Schema vun engem neie Betrib ze denken ze kréien.

Do si Leit, an dat ass och eppes - an duerfir war meng Fro vun de Moien, ob Dir wëllt de Kënnegungsschutz ofschafe wéi an Dänemark, jo net innocent, Här Meisch! -, déi hu gesot, mir huele fir d'éischt eise Préavis eran an da gi mer eis aschreiwen an da siche mer eis en Job. Duerfir musse mer den definitive Bilan maachen an e puer Méint.

Mä dat alles beweist, dass, wann ee Maintien-dans-l'emploi-Philosophie wëllt maachen am Kader vun engem Sozialplang, een do limitéiert ass.

Wat wëlle mer hei maachen? Mir wëllen et virzéien, mir wëlle soen, soubal de Betrib mengt, hien hätt Schwieregkeeten, setze mer eis zesummen a mir hëllefen, fir dann Zäit ze hunn, sechs Méint bis ee Joer - kann ech mer virstellen -, fir de Leit ze hëllefen, op en neien Job ze kommen.

Dat ass dat, wat mer do wëlle maachen, nämlech Plans sociaux ze évitéieren. Duerfir wëll ech d'Chamber hei félicitéieren, dass se och déi Philosophie verstanen huet an dass se eis hei wierklech eppes gëtt, wat revolutionär ass. Déi Exercicen, déi mer elo gemaach hunn, déi hunn eis alleguer Enseignementer ginn, souwuel de Patronatsvereenegunge wéi de Gewerkschafte wéi virun allem och der Regierung. An dat wëlle mer an Zukunft ausbauen.

Véiert Iwwerleeung: D'Roll vun der Beschäftegungspolitik besteet aus dräi Elementer:

1) esou séier wéi méiglech d'Leit zu engem Job ze kréien;

2) déi Leit, déi een net séier zu engem Job kritt duerch d'Beschäftegungsmoossnamen, awer esou séier wéi méiglech zu engem festen Job ze kréien;

3) deene Leit, déi beim beschte Wëllen net méi um Aarbechtsmaart ze integréiere sinn, och eng Chance ginn op mënschewierdeg Aarbecht, an dat sinn d'Beschäftegungsinitiativen. Si sinn de Moie scho genannt ginn: Objectif Plein Emploi, ProActif, Forum pour l'Emploi, wouriwwer mer jo och e Gesetz hunn, och dat ass genannt ginn, 5144 - wa mer elo weiderfuere mat den Zifferen ze spannen.

Wéi kréie mer d'Leit zu engem Job? Mä doduerch, dass mer se méi eenzel betreien, doduerch, dass mer d'Convention d'activation individualisée maachen, mä doduerch awer och, dass mer eis an dësem Gesetz d'Méiglechkeet ginn, fir eis Kompetenze vu bausse sichen ze goen. Doduerch, dass mer Interimsboîten zum Beispill e Pak vu Leit kënne ginn a soen: Hei, wann Dir eis déi iwwer Är Aktivitéit placéiert, kritt Dir och eng Prime dofir.

Wat mir just wëllen, Här Meisch, am Géigesaz zu Ärer Philosophie, dat ass net d'Vermëttlung privatiséieren, well soss ginn déi Leit, déi souwisou géifen eng fannen, bei privat Vermëttler an d'ADEM kritt dann nach méi de Ruff, dass si just eppes ze dinn huet mat deene Leit, déi schwiereg ze vermëttele sinn. An da schaffen d'Betriber manner mat der ADEM zesummen oder nach manner - deemno wéi een et wëllt huelen.

Mir wëllen also mat Interimsboîten, awer och mat Human-Ressources-Boîten zesummeschaffen, mä mir wëllen, dass d'ADEM seet, wat fir eng Leit dohinner kommen.

An dat bréngt mech op d'Beschäftegungsmoossnamen. D'Beschäftegungsmoossname besti jo net doranner - dofir gesinn ech dee Loundumping net, deen den Här Bausch gesäit -, dass de Betrib seet, majo ech stellen elo ee fir 80% an. Neen, et ass nëmme wann d'Aarbechtsamt feststellt, dass een net vum Patron agestallt gëtt, well en net fäerdeg ass, an dass hie wëllt de Patron incitéiere fir awer eng Plaz ze kréien, dass hien dann e Stage ugebuede kritt, fir ze évitéieren, dass de Patron da géif op d'Grenzregioun rekrutéiere goen. An dofir gesinn ech déi dote Gefor sécher net.

An ech sinn awer ganz frou, dass haut jiddfereen ënnerstrach huet, dass de CAT beim Stat a bei de Gemengen eng schlecht Moossnam war, well mer do dem Stat an de Gemenge bëllegt - dat soen ech awer wierklech ganz brutal - Fudder zur Verfügung gestallt hunn, an doduerch de Stat an d'Gemenge déresponsabiliséiert hu fir fest Aarbechtsplazen zu engem ordentleche Loun ze schafen, an déi Jonk, déi dra waren, déresponsabiliséiert hunn, a virun allem - virun allem! - de Stat déresponsabiliséiert hunn.

(Interruption)

Mir hunn de Stat déresponsabiliséiert; déi Jonk, déi hu mer illusionnéiert. Dat ass, mengen ech, de Problem: Mir hu se illusionnéiert. A mir hunn oft virgeworf kritt: Dir sot, déi Jonk si passiv.

Neen! Wat ech ëmmer gesot hunn, wat och am Text steet vum Exposé des motifs, ass: Mir hunn eng Moossnam, dat ass de CAT beim Stat a bei de Gemengen, wou mir selwer déi Jonk an e passive Regime drängen, ouni dass déi Jonk gefrot hunn, iwwerhaapt an dee passive Regime ze kommen. Dofir muss dat dote fort.

An da komme mer op d'Beschäftegungsinitiativen. Den Här Schneider huet de Moien d'Beispill geholl vum Jongenheem, wat seet: Néng Méint geet eis net duer. Ech hat eng Diskussioun elo viru kuerzem nach op der Uni Lëtzebuerg, och mat dem Responsabele vum Jongenheem, wou mer iwwert de 5611 kontrovers diskutéiert hunn; dat war d'lescht Woch. Do hu mer gesot, déi Populatioun, vun deenen d'Jongenheem do schwätzt, déi ass net an néng Méint, mä déi ass och net an zwielef Méint fit ze kréien.

An dofir ass et wichteg, deen anere Projet ze kréie vun de Beschäftegungsinitiativen, well déi Populatioun, déi muss an aner Traitementer erakomme wéi deen heiten. Deen heiten ass een, an dat huet all Etüd eis bis elo gewisen, wou ee muss séier d'Leit fit a flott maachen, ganz séier - wann et ze laang dauert, bréngt et näischt.

Et gëtt eng Initiativ, déi och mat nëmmen Défavoriséierten zesummeschafft, déi heescht Schläifmillen. An déi soen eis: Mir kucken d'Leit innerhalb vun dräi Méint, spéitstens sechs Méint, mä dat ass scho schlecht, op de Marché ze kréien, well alles, wat méi laang dauert, ass kontraproduktiv, da kréie mer se net méi eriwwer.

Da fënnefte Punkt, d'Aarbechtsamt. Natierlech musse mer nach Reforme maachen am Aarbechtsamt, mä mir maachen dauernd Reforme mam Aarbechtsamt. Kuckt emol no, wat 1998 d'Aarbechtsamt war, a kuckt, wat et haut ass. Mä d'Problemer dobausse änneren och dauernd. Si änneren och an Zukunft.

An do wëll ech dem Kolleeg Claude Wiseler Merci soen, well mir elo e Concours ausgeschriwwen hunn, nëmme fir Leit um Aarbechtsamt ze kréien; e Concours, deen also net méi am gesamte Statsconcours ass, an dat ass eng wichteg Saach.

Mä mir sollten och an Zukunft iwwerleeën, ob een net soll en anere Rekrutement nach kënne maache beim Aarbechtsamt wéi biswell, woubäi mer bei de Consultanten nämlech gutt Erfahrunge gemaach hunn doduerch, dass mer do Leit aus dem Privatsecteur rekrutéiert hunn, an d'Consultantë wëlle mer abannen.

An dann e leschte Punkt - well ech de Kolleegen aus der Regierung versprach hat, ech géing net méi wéi 20 Minutte schwätzen, dofir entschëllegt mech, dass ech net op alles agaange sinn, wat haut gesot gouf.

M. le Président.- Den Här Statsminister huet dat jo gemaach, déi aner Punkte beschwat.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, et goufen eleng zwou Stonnen zu der Aarbechtsmaartpolitik geschwat. Ech mengen, dass ech wierklech net zu alles Stellung geholl hunn, wat hei gesot ginn ass, an et waren eng ganz Partie Saachen, zu deenen ech gäre Stellung geholl hätt.

Den Här Bausch huet nach eng Kéier säi Plädoyer gehalen, fir ze soen, kommt mir waarden nach domadder. An do soen ech Neen. Wa mer der Meenung sinn, dass eppes falsch ass an dass mer et solle richteg maachen, ma da musse mer et maachen. Mer kënnen net soen, mir waarde bis erëm nei Etüde kommen an erëm nei Etüden a bis dass mer d'Aarbechtsamt reforméiert hunn.

Mir hunn elo Problemer, déi falsch lafen, Här Bausch!

(Interruption)

Mer hu Problemer, déi falsch lafen. Ech sinn der Meenung, dass mer de CAT direkt mussen ofschafen. Ech kämpfen zënter dräi Joer dofir; Leit bei eis am Haus kämpfen zënter dräi Joer dofir, fir ze soen, dat brauche mer net méi.

Ech hat wierklech de Moien e bëssen d'Impressioun, Här Bausch, Dir hutt méi als Finanzschäffe vun der Stad Lëtzebuerg geschwat, wou de CAT Iech kann hëllefen, wéi als President vun engem Grupp.

(Interruption)

An duerfir wëll ech soen...

M. le Président.- Här Minister, lauschtert ee Moment, mir rechnen déi Zäit un. Den Här Bausch wëllt eng Tëschefro stellen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, ech wëll dem Aarbechtsminister just soen, datt dat doten net fair ass, well ech hunn de Moien effektiv kee Wuert gesot iwwert dat, wat d'Gemengen an der Praxis maache mat de CATen. Ech hunn iwwerhaapt net iwwert d'Stad Lëtzebuerg geschwat, mä einfach just déi nämlecht Feststellung gemaach, wat de CAT ubelaangt, déi hien och gemaach huet an iwwert déi mer eis an der Kommissioun och eens waren.

Dat Eenzegt, wat awer ass: Et geet jo net drëm, fir ze soen, mir waarden nach Etüden of. Mä ech hu gesot, wat mir falsch fannen, dat ass datt mer déi Instrumenter, déi mer bräichte fir den Encadrement vum CAE a vum CIE, nach net hunn an datt dat d'Päerd vun hannen opgezäimt ass, wann een déi net huet, ier een am Fong dann e Gesetz schaaft, wou ee sech nei Instrumenter gëtt. Dat ass eise gréisste Problem bei där ganzer Saach.

An duerfir fanne mer et net gutt, datt mer dee Feeler hei iwwregens schonn eng Kéier maachen, well de CAT hu mer an den 90er Jore geschaf, Här Minister, an och do wousste mer, datt mer déi Instrumenter net hätten. An ech mengen, duerfir hätte mer et léiwer gehat, mir hätte fir d'éischt dann elo dat korrigéiert, wat een als Éischt misst korrigéieren, ier ee sech Instrumenter gëtt, erëm neier, déi da riskéieren oneffikass ze ginn.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, mä ech mengen ebe just, dass dat falsch ass, well mer d'Gesetz den 1. Juli a Kraaft triede loossen, well mer elo musse wëssen, och d'Aarbechtsamt muss elo wëssen, wat dann effektiv politesch décidéiert ass, an da kënne mer dat ëmsetzen. Da kënne mer dat ëmsetzen an deem Dialog, deen ech, wéi ech et hei nach eng Kéier wëll soen, och wëll mat der Jugend féieren.

Ech wëll och an der Zukunft deen Dialog mat der Jugend weiderféieren a mat all deenen aneren och, ech vergiessen déi aner net. Ech wäert vläicht e bësse manner mam OGB-L, e bësse méi mat der Jugend diskutéieren an Zukunft, mä awer och nach mam OGB-L a mat de Sozialpartner a mat der Regierung, mat lech diskutéieren. A fir op eppes zréckzekomme vun enger Kritik, Här Bausch, déi Dir gesot hutt, déi richteg ass: Mir mussen eis begleeden.

Mä duerfir widderhuelen ech dat, wat ech schonn an der Chamberskommissioun gesot hunn: Mir maachen e permanente Monitoring. Déi sechs Méint, déi benotze mer elo scho fir Kritären auszeschaffen, wéi mer déi dote Moossnamen, déi mer elo nei schafen, direkt kënne begleeden, fir dass mer dauernd kënnen eng Evaluatioun kréie vun deem, wat déi dote Moossname bréngen. Datselwecht wäerte mer och maachen…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen! Et deet mer leed, mä d'Presidentschaft huet virdrun erlieft, wéi et hei geet, wann ee mat der Regierung ganz fein a ganz large ass. Duerfir wëll ech mech elo genee hei un d'Reglement halen. Ech sinn och opgefuerdert gi vun de Fraktiounschefen, fir dat ze maachen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- D'Zäit fir d'Regierung ass 30 Minutten. Et deet mer leed, et ass esou a mir halen eis elo dorunner. A wann Är Kolleegen nach wëlle schwätzen, da musse mer elo zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wäert mech selbstverständlech, Här President, drun halen, well ech jo och amgaang si meng nei Neijorsvirsätz ze huelen, an ech hat mer virgeholl, dass ech ni méi wëll mat lech streiden.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass schwéier!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll just soen, wann ee kuckt, dass zënter dräi Méint iwwert déi dote Voleten dobausse vill diskutéiert ginn ass an dass ech dobaussen och all Diskussioun ugeholl hunn, fannen ech 20 Minutten hei an Ärer Chamber driwwer ze schwätzen net iwwerdriwwen.

Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech kann lech net Onrecht dobäi ginn, Här Minister.

(Hilarité)

Dann huet den Här Minister Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren esou kuerz wéi méiglech op déi verschidden Interventioune vun de Moien anzegoen. Wat mer ëmsou méi liicht fält, well ech ee vun deene sinn, déi sech doriwwer freeën, dass mer an der Tripartite en Accord kruten, wat ganz kloer eng Chance ass, wou vill anerer eis géifen drëm beneiden. A well ech selwer Zeie war vun enger exzellenter Aarbecht an där zoustänneger Kommissioun, déi déi eenzel Regierungsmembere gehéiert huet a vun deenen eenzelne Regierungsmemberen Explikatiounen, Erklärungen, Detailer zu all eenzelne Punkt vun deene verschiddene Moossname kritt huet.

Ech hunn de Moie vun enger Rei vu Leit héieren, dass et net akzeptabel wär, dass een am soziale Beräich Renteklau géif maachen, dass een Transferte géif maache vum Budget an d'Pensiounskeesen. Et si relativ abenteuerlech Chiffere genannt gi vu 70 Milliounen Euro, déi aus de Pensiounskeese géifen erausgeholl ginn, an et ass gemengt ginn, dass dat onverantwortlech wär.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi dote Moossnamen op en Accord hi getraff sinn an dass déi Moossname vun der Suerg gedroe sinn, fir e Bäitrag ze leeschten, fir d'Manövréierfäegkeet vum Statsbudget ze halen, fir kënnen e staarken Engagement an der Sozialversécherung duerch de Stat ze halen a sech net ze désengagéieren, an dass de Choix vun deene Mesuren esou ausgefall ass, dass een den Haaptengagement vum Stat an de Pensiounskeesen, an der Assurance dépendance, an de Pensiounskeesen, an de Krankekeesen net a Fro gestallt huet. Et ass also gekuckt ginn, wou een e Bäitrag kéint leeschten, fir de Statsbudget ze entlaaschten, ouni awer d'Equiliberen an de Keesen a Fro ze stellen.

Ech hu virdru gesot, dass dee Chiffer vu 70 Milliounen Euro abenteuerlech ass, mä deen ass wahrscheinlech aus dem Tirang erausgeholl ginn, fir de Verglach kënnen ze maache mat der Mammerent. Ech hunn och e bëssen d'Impressioun kritt, dass bedauert gëtt, oder bedauert ginn ass, dass déi zwee Koalitiounspartner sech wéinst der Mammerent net an d'Hoer kritt hunn. Si kréie sech net an d'Hoer wéinst der Mammerent, well d'Mammerent net vum Budget an d'Sécurité sociale transferéiert ginn ass an och net gëtt. Déi doten Diskussioun ass gefouert, ass tranchéiert, an déi, déi gemengt haten, et géif zu engem Koalitiounssträit dowéinst kommen, déi sinn enttäuscht ginn.

Wat geschitt ass, dat ass, dass mer d'Iescht Joer, an et ass erwähnt ginn, d'Frais administratifs vun de Pensiounskeesen aus dem Budget transferéiert hunn an d'Pensiounskeesen. Dat ass eppes wat ee ka kloer veräntwerten, well et an deenen anere Beräicher vun der Sécurité sociale d'selwecht gehandhaabt gëtt. Do gëtt d'Tripartite-Finanzéierung gemaach vun deem Ganzen, och vun de Frais administratifs. Dat war bei de Pensiounskeesen nach net de Fall, dat ass do och elo esou de Fall. De Stat ass engagéiert zu 33% bei de Pensiounskeesen, ass also och zu 33% engagéiert bei de Frais administratifs. Dat war eppes wat ee konnt veräntwerten, wat och net zu enger Levée de boucliers gefouert huet.

Bei den Unfallrente war de Stat bis elo engagéiert zu engem Drëttel bei de Frais d'ajustement. Et ass awer esou, dass d'Unfallversécherung eng Patronatsversécherung ass, an an der Tripartite driwwer diskutéiert ginn ass, wéi een de Budget kéint entlaaschten. An do ass dann als Iddi op den Dësch komm, fir deen Engagement vum Stat aus der Unfallversécherung erauszehuelen. D'Unfallversécherung ass keng Pensiounsversécherung, ass also och net eng Tripartite-finanzéiert Versécherung, mä ass eng vum Patronat finanzéiert Versécherung. Wann d'Patronat dat akzeptéiert huet, wäre mer schlecht berode gewiescht, fir dat heiten net ze maachen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat heescht also, doduerch ginn d'Pensiounskeesen net méi belaascht.

Bei der Assurance dépendance wëll ech drun erënneren, dass mer och am Budget 2007 als Stat nach méi staark engagéiert si wéi an dem leschte Joer vun der viregter Regierung. Dir kënnt lech drun erënneren, dass deemools net an enger Tripartite, mä unilateral décidéiert ginn ass, fir de Bäitrag vu 45 op 40% erofzesetzen, a virun zwee Joer ass dat erëm op 45% eropgaangen.

Och wa mer elo de Bäitrag vum Stat…

M. le Président.- Här Minister, kommt Der zum Schluss. Den Här Lux waart schonn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen direkt zum Schluss.

Une voix.- En ass schonn an de Startbléck.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et heescht also, mir sinn och an dësem Joer méi héich nach an am nächste Joer méi héich wéi am leschte Joer vun där viregter Regierung. A wann ee wëllt héichrechnen, wat d'Leit fir d'Bäitragserhéijung kréien, da kann een dat mat rouegem Gewësse maachen, well d'Zuel vun deene Leit, déi intervenéieren an der Fleegeversécherung, huet sech an deene leschte Jore verduebelt. D'Zuel vun de Better geet an d'Luucht. D'Leit kréien also wesentlech besser Prestatiounen. A wann ee feststellt, dass d'Fleegeversécherung an der Zwëschenzäit zënter 2004 am Defizit ass, muss een eppes maachen, fir d'Fleegeversécherung erëm an den Equiliber ze kréien, …

(Coups de cloche de la Présidence)

…fir de Leit déi beschtméiglech Leeschtunge kënnen ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech wollt just…

M. le Président.- Oh!

Une voix.- Oh neen! Oh!

Une autre voix.- Är Riedezäit ass jo ganz eriwwer! Dann huet den Här Lux emol keng dräi Minutte méi.

(Interruptions diverses)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech wollt just, fir dat Ganzt ofzerënnen a fir ze soen, dass d'Equiliberen an de Pensiounskeesen net a Fro gestallt ginn, mat dräi Chifferen dat beleeën. Am Joer 2005 hu mer eng zousätzlech Reservebildung an de Pensiounskeese vu 534 Milliounen Euro. Am Joer 2006 hu mer eng zousätzlech Reservebildung vu 599 Milliounen Euro…

(Brouhaha général)

…an, Här President, wann ech net ënnerbrach ginn, …

M. le Président.- Jo, Dir loosst lech jo net ënnerbriechen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …kann ech lech och nach soen, dass mer am Joer 2007 eng zousätzlech Reservebildung vu 724 Milliounen Euro hunn. Wann een also trotzdeem behaapt, mir géifen d'Equiliberen duerch déi Moossnamen, déi mer geholl hu fir de Budget ze entlaaschten, a Fro stellen, dann ass dat „mauvaise foi" an dann ass dat eng falsch Duerstellung vun den Tatsaachen! Ech si fäerdeg.

Une voix.- Jo, Dir gerot an d'Labränten hei.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Oh, dat do ass jo Quatsch!

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister Lux! Eng Minutt Ënnerbriechung kënnt derbäi.

Une voix.- Eng an eng hallef Minutt.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech mengen, dass de Respekt virun den Deputéierten et verlaangt, wéinstens op zwou, dräi Bemierkungen zréckzekommen, virun allem op dat, wat den Här Goerens am Numm vun der DP hei gesot huet.

Ech wëll soen, dass mer an dëse Stonnen, an dësen Deeg kuerz virun der Décisioun stinn, fir d'Europäesch Kommissioun op den Europäesche Geriichtshaff ze huelen, an ech wëll hei soen, dass et am Zesummenhang mam zweeten Allocatiounsplang, deen eis jo an dësem Gesetz staark interesséiert huet, keng erfreelech Perspektiv ass dat ze maachen, dass mer fir d'Akzeptanz dobausse vun de Bierger vis-à-vis vum Instrument Kyoto eng schwiereg Gratwanderung kréien, fir d'Bierger ze bewegen an ze motivéieren, de Klimawandel als e seriöe Sujet unzehuelen, an op där anerer Säit mat der Kommissioun e Rechtssträit musse maachen.

Ech wëll awer soen, dass dat onausweichlech ass. Ech wëll och soen, firwat et onausweichlech ass. Den Här Goerens huet hei gesot am Zesummenhang mat der Reserv vun deene 590.000 Tonnen: Firwat affert Der déi net emol direkt?

Ech wëll soen, dass dat net eleng mat engem zweete Wierk ze dinn huet, wat zwar vun der FEDIL proposéiert ginn ass, mä dass dat generell eis Reserv ass, déi mer hu vun 2008 bis 2012, fir all nei Anlagen, déi zu Lëtzebuerg am industriellen oder am Energie- oder am Cogénératiounsberäich kënne kommen. Och am Cogénératiounsberäich!

Déi nei Anlag, déi mer maachen, fir d'Wäermt vun der Twinerg ze notze fir d'Agora, ass eng zousätzlech Allocatioun, déi mer an der Reserv och mussen herno hunn oder net hunn. Ech hunn zu Bréissel d'lescht Woch en Donneschden déi Reserv do vu 590.000 - ech wëll drun erënneren, dass mer fir déi éischt dräi Joer 2005-2007 eng Reserv gefrot hate vu 400.000 par rapport zu 590.000 fir eng Period vu fënnef Joer - zur Dispositioun gestallt beim Kommissär Dimas, an och déi 190.000 Tonne fir déi Auktionéierung, déi mer fir d'Betriber virgesinn hunn. D'Äntwert dorobber war: 2.690.000 Tonnen. Keng méi a keng manner.

Et gëtt also do kee Sputt, well dat bedeit, dass wa mer dat dote vun der Kommissioun unhuelen, hu mer net nëmme keng Reserv fir déi nächst Jore bis 2012, net nëmme keng Tonn fir Auktionéierung, mä mir mussen zousätzlech zu deem, wat d'Industrie alloquéiert kritt huet, nach iwwer 600.000 Tonnen erofgoen, wat heescht voluntaristesch eng Drosselung oder eng Schléissung vun eenzelnen Anlagen ze maachen. Wa mer en Industriestanduert wëlle bleiwen, musse mer déi Spezifissitéit do zu Bréissel verdeedegen, well déi effektiv net kompatibel ass mat deem, wat grouss Ekonomien - wéi Däitschland, England oder Frankräich - duerstellen.

An ech wëll aus Aktualitéitsgrënn, Här President, just nach eng Minutt huele fir ze soen, dass d'Kommissioun haut proposéiert huet, fir d'Emissiounen aus der Aviatioun och an den Emissiounshandel mat eranzehuelen. Mir sinn absolut d'accord mat deem Prinzip, dass een dat soll maachen, obschonn dat 2% vun de gesamten Emissiounen op der Welt sinn. Trotzdeem ass et richteg dat ze maachen.

Mä et muss een awer och do wëssen, vis-à-vis vun eiser nationaler Fluggesellschaft, der Luxair - dat wëll ech awer haut scho soen -, wa mer do mat därselwechter Method behandelt ginn, wéi mer elo behandelt gi bei der Industrie, dann deet dat enorm wéi. Da wäert dat fir d'Luxair enorm wéi dinn, well d'Luxair als eenzeg national Fluggesellschaft do nëmme ganz kuerz Strecke flitt, sech just hei an Europa beweegt, an oft op senge Business-Linnen eng Auslaaschtung huet, déi mer jo gären hunn, well mer gären eng Rei vun Destinatioune bedéngt hätten, déi net ganz grouss ass.

Dat wäert also bedeiten, dass och do eng Spezifissitéit fir Lëtzebuerg wäert op eis zoukommen, wou ech fäerten, dass mer do, d'selwecht wéi beim Allocatiounsplang, iwwer ee Kamm, iwwer eng Method gezu ginn an dass der Spezifissitéit vu Lëtzebuerg net Rechnung gedroe gëtt. Et ass dat wat mer am Moment zu Bréissel versiche kloer ze maachen, an et ass net einfach.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Lux. Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech wollt den Här Minister nach froen: Déi 500.000 Tonnen, vun deenen ech geschwat hunn, déi hunn ech aus der Lecture vun Ärem Allocatiounsplang erausfonnt. Dir hat do 500.000 Tonne fir eng nei TGV-Zentral agesat. Meng Fro war déi: Kann een déi net sträichen? Well mir brauchen déi net. Dat bréngt eis just Belaaschtung an et geet op d'Käschte vun der Akzeptanz.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech hu se zu Bréissel gestrach.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Dat ass gutt. Mir huelen Akt dovunner a mir begréissen och déi Décisioun do.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Domat ass de Problem awer net geléist.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här Gira, dat hunn ech net behaapt.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun iwwert dëse Projet ass elo ofgeschloss. Ech wëll deene Ressortministere soen, Här Biltgen, déi onzefridde ware mat der Riedezäit, déi se haut de Mëtteg haten - an dat och vläicht aus verständleche Grënn -, dass se an Zukunft bei Projete vun där heiter Envergure sollen an der Conférence des Présidents froen, datt hinnen déi noutwendeg Zäit zougestane gëtt. D'Presidentschaft kann net méi maache wéi dat exekutéieren, wat virdrun décidéiert ginn ass.

(Interruption)

Mir kommen elo zu den Ofstëmmungen.

Amendement 1

Fir d'éischt stëmme mer iwwert den Amendement of, deen den honorabelen Här Bausch abruecht huet, iwwert d'Suppressioun vum Artikel 44.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmmen an enger Abstentioun.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette

Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi selwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5611 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmme bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir stëmmen dann iwwert d'Motioun of, déi den Här François Bausch abruecht huet iwwert d'Analys vun den Impakter vun den Ekotaxen op eis Ekonomie an op den Aarbechtsmaart. Här Bausch?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech sinn d'accord mat dem Här Finanzminister senger Propositioun, fir se an d'Finanzkommissioun ze huelen.

M. le Président.- Voilà, d'accord.

Vote

Ass d'Chamber domat averstanen, dass mer déi an d'Finanzkommissioun renvoyéieren?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

2. 5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information (suite)

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5598 iwwert d'Informatiounsautobunnen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5598 ass ugeholl mat 37 Jo-Stëmme bei 22 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Grethen freet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, ech wollt eng Explikatioun gi fir eise Vote, well ech hat op der Tribün ugekënnegt, mir géife géint dee Projet stëmmen, et sief dann d'Regierung kéint eis berouegen, ob se d'Iddi hätt en Einstieg an d'Privatisatioun vun der Post ze maachen duerch dëse Projet. An de Minister Schiltz huet hei op der Tribün zwar ganz „dé" gesot - et war net extra prezis - dat wier net seng Absicht. Duerfir loosse mer em elo emol de Bénéfice du doute a mir enthalen eis bei dësem Projet, mat der Warnung, awer net an esou eng Richtung ze goen, wéi ee kéint bei esou engem Projet wéi deem do fäerten.

M. le Président.- Also eng Dé-Haltung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Dat muss emol gesot sinn.

M. le Président.- Mir huelen Akt vun der Deklaratioun vum Här Grethen a kommen zum nächste Projet: d'Diskussioun iwwert de Mindestloun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Krieps, Castegnaro, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener.

3. 5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn der Meenung, datt...

(Interruption par le Président)

...déi Nervositéit, déi elo während enger Stonn hei geherrscht huet, sech elo e bësse leet. Well hei geet et jo net drëm fir engem eppes ewech ze huelen, mä hei geet et drëm, fir deenen, déi am mannste verdéngen hei zu Lëtzebuerg, eppes bäi ze ginn; also och eppes Produktives, wat vun der Tripartite begleet ginn ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung ass den 1. Januar 2005 erfollegt. D'Bemiessungsgrondlage waren déi aus de Joren 2002 an 2003. Den Ajustement war 2%; profitéiert deemools hu ronn 46.000 Persounen. Op d'Zuel vun de Mindestlounbezéier kommen ech spéider nach eng Kéier zréck.

D'Method, fir d'Persounen ze erfaassen, déi de Mindestloun kréien, ass wesentlech changéiert, ass verbessert ginn. Duerfir sinn déi nei Zuele méi prezis an entspriechen méi genau der wierklecher Zuel vun de Mindestlounbezéier. Vergläicht een awer déi Zuele vun haut mat deene vun den Ajustementer virdrun, da changéiert d'Bild fundamental. Dat heescht, d'Zuel vun de Mindestlounbezéier ass doduerch wesentlech méi kleng ginn. Mä, wéi gesot, ech komme spéider nach eng Kéier drop zréck.

(M. Henri Grethen prend la Présidence)

Här President, d'Gesetz gesäit vir, datt all zwee Joer d'Regierung dem Parlament ee Bericht iwwert d'Lounentwécklung am öffentleche wéi am private Secteur virleeë muss.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kolleegen, lauschtert dem Riedner e bëssen no. Et ass e wichtege Sujet.

(Interruption)

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Déi Entwécklung vun de Léin gëtt no enger festgesater Method gerechent. Si ass festgeluecht duerch d'Gesetz vun 1991 an ass erweidert ginn duerch ee Gesetz vun 1994, an den éischten Ajustement no där neier Methodologie ass den 1. Januar 1995 a Kraaft getratt.

Gepréift ginn ebenfalls déi wirtschaftlech Entwécklung an déi wirtschaftlech Capacitéit zu Lëtzebuerg. Opgrond vun dësen Analyse kann dann d'Regierung dem Parlament virschloen, d'Mindestléin un déi errechent Lounentwécklung unzepassen oder awer och net. Dat ass also keng Verflichtung.

Dëse Bericht, vun deem ech elo geschwat hunn, ass der zouständeger Chamberkommissioun den 21. November vun dësem Joer mat engem Projet de loi virgeluecht ginn. An därselwechter Sitzung huet dann och d'Kommissioun hire Rapporteur genannt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt mäi schrëftleche Bericht virleien. Ech wëll mech dann och beschränke ganz kuerz op e puer Kommentaren zu deem detailléierte Bericht, an zwar éischtens zu där gesetzlecher Prozedur, awer zweetens kuerz och e Wuert soen zu dem Inhalt vum Projet selwer.

D'Bemiessungsgrondlag vun deem virgeschloenen Ajustement, deen haut mat zur Diskussioun steet, dat sinn d'Léin aus de Joren 2004 an 2005. Während dëse Jore sinn d'Léin zu Lëtzebuerg ëm 1,9% an d'Luucht gaangen. Dës Lounentwécklung ass ënner anerem awer och d'Resultat vun enger modéréierter Lounpolitik vun de Sozialpartner a virun allem awer och de Gewerkschaften.

Opgrond vun deenen Analysen an Etüden, déi gemaach gi sinn, déi Der am Rapport erëmfannt, ass et ganz kloer, datt déi wirtschaftlech Capacitéit zu Lëtzebuerg et och erlaabt ouni weideres, datt d'Mindestléin ëm déi 1,9% erhéicht kënne ginn. Deemno proposéiert d'Regierung een Ajustement vun de Mindestléin vun 1,9% op den 1. Januar 2007.

De Statsrot huet säin Avis den 12. Dezember vun dësem Joer ofginn, an dësen Devis bëinhalt absolut kee Bedenke géint déi virgeschloen Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung aus de Joren 2004-2005.

De Statsrot bemierkt awer och, an et ass net déi éischte Kéier - mir hunn dat och an eiser Kommissioun nach eng Kéier gesot -, datt bei senge Berodunge keen Avis vun enger Beruffschamber virlouch. Leider Gottes ass dat de Fall. Mir hunn dat permanent och an eiser Kommissioun gesot, an ech kéint nach eng Kéier drop agoen, datt och d'Kommissioun dëst Joer erëm eng Kéier gesot huet: Wann ech gelift, Regierung, presentéiert de Projet e bësse méi fréi, fir datt d'Beruffschamberen noch d'Méiglechkeet hunn, en Avis der Kommissioun virzeleeën, fir datt een en connaissance de cause Entscheedunge kann treffen.

Leider, wéi ech gesot hunn, louch eiser Kommissioun och keen Avis vir, wéi mer dëse Rapport diskutéiert hunn, mat Ausnahm vun engem gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers.

Erlaabt mer ee kuerze Kommentar zu deem Avis ze maachen. Ech wëll dat elo mat ganz feine Wierder ausdrécken. Ech sinn iwwerzeegt, datt eng Rei Kolleegen dat anescht maachen. Mer waren an der Kommissioun wierklech „erstaunt", an erstaunt tëschent Gänsefüßchen, iwwert d'Haltung an iwwert de Contenu vun deem gemeinsamen Avis, iwwert d'Haltung vum Patronat, dat ganz kloer onmëssverständlech Neen - Neen! - zu de virleienden Ajustementer seet.

Mir sinn der Meenung gewiescht, datt opgrond vun den Accorden an der Tripartite, wou d'Patronat jo awer och deen Ajustement gedroen huet, et onvirstellbar wier, datt e puer Méint méi spéit datselwecht Patronat, wann et drëm geet, de Mindestloun ze ajustéieren, urplötzlech net méi zu deem steet, wat et ofgemaach huet an der Tripartite, mä dergéint ass.

Mir ware wierklech, wéi gesot, scho bal skandaliséiert iwwert déi Haltung, déi mat Sécherheet net zur Glaubwürdegkeet bäidréit vun deenen, déi un der Tripartite deelhuelen, sou wéi iwwerhaapt d'Glaubwürdegkeet vun der Tripartite am Allgemengen dorënner leid. Zumindest wollt ech dat awer als Rapporteur soen am Numm vun deem, wat an der Kommissioun gesot ginn ass.

An ech sinn der Meenung, Kolleeginnen a Kolleegen, datt dat net déi gutt Aart a Weis ass, fir datt een och an der Zukunft sech nach gebonne fillt un d'Accordë vun der Tripartite, wann déijéineg, déi d'Accorden treffen, sech selwer net méi un hir eegen Accordë gebonne fillen. Da kann een eng Rei vu Problemer hunn am Nachhinein, fir sech dann och nach weider doru gebonnen ze fillen, wat presentéiert ginn ass.

Voilà, Kolleeginnen a Kolleegen, a mengem Bericht fannt Dir och d'Äntwerten op folgend Froen: Ass et iwwerhaapt ze verantwerten, grad elo an enger wirtschaftlecher Relance, déi sech ofzeechent, dee Mindestloun ze erhiewen? Wat fir eng Auswierkungen huet d'Erhéijung vum Mindestloun op d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, op d'Lounentwécklung an de Gemengen, op d'Beschäftegung, also och den Aarbechtsmaart, a wat ass de Käschtepunkt vun dëser Upassung? Op all déi Froe fannt Dir eng Äntwert am Detail a mengem schrëftleche Bericht.

Uganks hunn ech gesot, wéi vill Leit hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt dee Mindestloun bezéien. An do wollt ech e puer Bemierkungen dozou maachen. Et ass esou, datt mer an der Vergaangenheet eis am Klore waren, datt déi Zuel, déi errechent ginn ass vun de Mindestlounbezéier, net der Wierklechkeet géif entspriechen, well deejéinegen, déi d'Erfaassung gemaach hunn, eng ganz Rei vun Ënnerlage gefeelt hunn, esou datt se dovun ausgaange sinn, d'Zuel vun de Mindestlounbezéier missten se bezifferen och opgrond vun all deene Leit, déi 30% méi wéi de Mindestloun verdéngen. Mer waren eis am Kloren, datt dat eng Zuel ass, déi wäit iwwert där läit vun deenen, déi effektiv de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg hunn.

Duerfir ware mer och virun zwee Joer an der Kommissioun der Meenung, datt et noutwendeg wier, datt d'Method vun de Berechnunge misst méi prezis gestalt ginn, fir méi prezis déi effektiv Zuel vun de Mindestlounbezéier ze erfaassen. Dat ass och geschitt. Dat ass geschitt an amplaz datt elo dee Mindestloun mol 1,3 geholl gëtt, fir d'Zuel festzeleeën, ginn elo all Joer déi Lounempfänger geholl, déi de Mindestloun mol 0,3% verdéngen, esou datt dat awer elo dann endlech eng Zuel ass, déi méi konkret ass an déi mat Sécherheet där Zuel méi no kënnt vun deenen, déi hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun kréien.

Fir awer elo e bëssen eng Tendenz festzestellen, wat déi nei Method bedeit par rapport zu deenen Zuelen, mat deene mer eis auserneegesat hunn an deene leschte Jore bei den Upassungen, hunn ech vun der IGSS, an ech muss deene Merci soen, errechne gelooss, wat fir eng Auswierkungen et gehat hätt, wa mer schonn opgrond vun där neier Methodologie, fir d'Zuel vun de Mindestlounbezéier ze erfaassen, déi lescht Mindestlounerhéijungen an de Joren 2005, 2003 an 2002 festgesat hätten.

Dir fannt déi Tabell a mengem schrëftleche Rapport. Do gesäit een, datt d'Zuel vun de Mindestlounbezéier par rapport zu der Zuel vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, zum Emploi salarié, sech tëscht 11,1 an 11,8 oder 12% beweegt. Dat heescht also...

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst esou lues zum Schluss kommen. D'Conférence des Présidents huet hei de Modell 1 festgeluecht. Dir hutt zéng Minutte Riedezäit, an déi hutt Dir erreecht.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Här President, nach eng Minutt, dann halen ech op.

Voilà. Also dat heescht, datt elo den 1. Januar 11,8% vun de Salariéen insgesamt de Mindestloun bezéien, dat sinn 32.549 Persounen.

Sou, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Mindestlounerhéijung ass eng Folleg och vun enger Sozialpolitik zugonschte vun deene Lounempfänger, déi kee Kollektivvertrag hunn an esou absolut keng Verbesserung vun hiren Akommëssen géife kréien. Et si 14.808 Männer, 17.741 Fraen, déi de Mindestloun bezéien. 61% wunnen an eisem Land an 39% vun all deene Mindestlounbezéier si Grenzgänger. 36% schaffen an der Landwirtschaft, 36% an der Hotel-Restauratioun, 18% am Handel, 19% am Sozialberäich. D'Erhéijung vun…

Une voix.- Här President…

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Jo, jo. D'Erhéijung vun de Mindestléin…

M. le Président.- Här Rapporteur! Här Rapporteur, Dir musst elo wierklech zum Enn kommen!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Ech kommen zum Enn.

M. le Président.- Da maacht dat!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Da géif ech dann nach just soen, datt de Mindestloun den 1. Januar 1.570,28 Euro ausmécht an de qualifizéierte Mindestloun 20% méi héich ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech also bieden, déi virgeschloen Erhéijung, déi d'Kommissioun eestëmmeg ofgestëmmt huet, ze akzeptéieren an domat all deene Leit - an et sinn der jo vill - eng wesentlech Verbesserung vun hiren Akommesbezéiungen op den 1. Januar ze garantéieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Jo, Här Rapporteur, wa mer ganz streng mat der Regierung sinn, da musse mir eis als Éischt déi Disziplin operleeën. Ech géif also Appel maachen un d'Riedner, fir hir Riedezäit net ze iwwerschreiden, se ze respektéieren.

Nächste Riedner ass elo den Här Kaes, dee fir d'Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei…

(Interruption)

…Stellung zu dësem Projet hält.

(Hilarité)

Une voix.- Wou Der Recht hutt, hutt Der Recht.

M. le Président.- Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President.

M. le Président.- An Dir hutt genuch Riedezäit.

(Hilarité)

34 Minutten! Ech soen lech et elo, dat ass scho laang.

(Interruptions diverses)

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Da probéieren ech et nach méi kuerz ze maachen.

(Interruption)

Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems viru ronn zwou Wochen dee méi patronatsfrëndlechen Deel, wann een dat esou ka soen, vun eiser Vollekspartei am Kader vun der Presentatioun vum Budgetsrapport seng Iwwerleeungen hei konnt ubréngen, ass et haut awer un engem méi salariatsnoe Volleksvertrieder…

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Kënnt Der lech méi däitlech ausdrécken?

(Interruptions)

M. Ali Kaes *(CSV).*- …Stellung ze huelen zu engem weidere wichtege Gesetzesprojet, nämlech deem vun der Upassung vum Mindestloun. Et geet hei dréms deene Leit, déi sech op der ënneschter Lounskala…

(Interruption)

M. le Président.- Loosst wann ech gelift de Riedner schwätzen!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ären Tour kënnt un d'Rei.

M. le Président.- Loosst lech net ënnerbriechen, Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President.

Et geet hei dréms deene Leit, déi sech op der ënneschter Lounskala befannen, hir Léin a Gehälter un déi allgemeng Loun- a Gehaltsentwécklung an de Joren 2004 an 2005 unzepassen.

Ier ech e puer Punkten iwwert de Mindestloun am Allgemengen uschneiden, wëll ech awer fir d'éischt dem Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, mengem Fraktiounskolleeg, dem honorabele Marcel Glesener, Merci soe fir säin exzellenten an natierlech ganz ausféierleche schrëftleche wéi och mëndleche Rapport.

Wéi schonns gesot, gëtt den 1. Januar 2007 d'Akommes vun de Mindestlounbezéier ëm 1,9% gehéicht op da ronn 1.570 Euro fir en onqualifizéierten Aarbechter a ronn 1.884 Euro fir e qualifizéierten Aarbechter. Dat ass eng Erhéijung vun 29 respektiv 35 Euro. Och wann dës Erhéijungen net no vill ausgesinn, esou hëllefe mer awer duerch dës Form vu Sozialpolitik, well de Mindestloun ass eng Form vu Sozialpolitik, enger ganzer Rei vu Lounempfänger hei am Land, déi net duerch e Kollektivvertrag vun enger kontinuéierlecher Lounpolitik profitéieren, deen hinnen automatesch e Plus vun Akommes garantéiert.

Hätte mer dës automatesch Upassung net, esou géife vill Leit, déi fir de Mindestloun schaffen oder musse schaffe goen, ni vun enger Erhéijung an der Paitut profitéieren, dat heescht si géifen net un déi allgemeng Lounentwécklung ugepasst ginn. Hir prekär Situatioun géif sech nach verschlechteren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi regelméisseg Upassung vum Mindestloun soll et jo de Mindestlounempfänger erlaben, och vum ekonomesche Wuelstand a vun deenen domat verbonnene Léin a Gehälter ze profitéieren, déi an deene leschten zwee Joer ëm bekanntlech 1,9% an d'Luucht gaange sinn. Dat ass och richteg esou, well d'Aarbechter an d'Beamten, déi um Mindestloun schaffen a bezuelt ginn, droe genausou zum Wirtschaftswuesstum an zum Räichtum vun eisem Land bäi wéi all aner Schaffenden hei zu Lëtzebuerg.

Här President, wann een dovunner schwätzt, dass d'Geld fir d'éischt muss verdéngt ginn, ier een et ka verdeelen, da mengen ech, dass grad dës Leit ganz besonnesch mussen e Stéck vun deem erwirtschaftete Kuch kréien.

Apropos verdeelen: Et gesäit ee jo däitlech bei deem gemeinsamen Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, wat d'Patronat ënner verdeele versteet: nämlech alles an déi eegen Täsch, an déi Leit, déi et erwirtschaft hunn, solle laut hinnen alt erëm eng Kéier eidel ausgoen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Sidd Dir net selwer Patron?

(Interruptions diverses)

M. Ali Kaes *(CSV).*- Och wëll ech drop opmierksam maachen, dass dës Populatioun duerch hiert klengt Akommes keng oder kaum Steiere bezilt, also och net vun den Abattementer um steierlechen Niveau ka profitéieren. D'Liewen ass fir si awer gradesou deier wéi fir anerer. Ech begréissen duerfir ganz besonnesch, dass am Tripartite-Accord festgehale ginn ass, ee Crédit d'impôts anzeféieren. Dëst ass och nach eng Kéier am Kader vun de Budgetsdiskussioune vun eisem Premier ënnerstrach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt keng gutt oder schlecht, gutt oder manner gutt bezuelten Aarbecht; jiddfer Eenzelne seng Aarbecht ass eppes wäert, well all Mënsch duerch säi Schaffen zum Wuelstand vun eiser Gesellschaft bäidréit, egal ob Mindestlounempfänger, Dokter oder Schoulmeeschter. Duerfir appréciéieren ech och dem Statsrot seng Astellung zum Mindestloun, wann hien a sengem Avis schreift, an ech zitéieren:

«Il», also de Statsrot, «approuve la décision du Gouvernement de reconnaître par une rémunération minimale la valeur du travail fourni et en même temps la dignité du travailleur.»

An anere Wierder gesot, d'Aarbecht, dat heescht d'Leeschtung vu jiddfer Schaffende gëtt duerch eng minimal Entschiedegung, ergo dem Mindestloun, unerkannt an opgewäert. An dat ass ganz wichteg a richteg esou.

Ech wëll drun erënneren, dass de Mindestloun ganz kloer fir de soziale Fridden an eiser Gesellschaft steet, an dat scho säit e puer Jorzéngten. Soulaang net all Salarié vun den Avantagë vun engem Kollektivvertrag ka profitéieren, muss de Stat seng Responsabilitéit huelen an deene Leit mat niddregem Akommes ënnert d'Äerm gräifen, fir dass och si an Zukunft eenegermoossen hire Liewensstandard hale kënnen.

Duerch d'Upassung vun de Mindestléin un déi allgemeng Lounentwécklung suerge mer souzesoe fir eng gewësse Gerechtegkeet ënner alle Salariéen hei am Land. Duerfir däerfe mer net midd gi weider fir d'Erhale vum Mindestloun ze kämpfen an all deenen d'rout Kaart ze weisen, déi sech fir d'Ofschafe vum Mindestloun ausschwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Och wann eise Mindestloun am Verglach mat deenen anere Mindestléin an Europa ee vun deenen héchsten ass, esou stellt de Mindestloun bei Wäitem kee komfortabelt Akommes duer, wann ee weess wat d'Liewen hei zu Lëtzebuerg kascht. Wann een déi iwwerdriwwen héich Präisser fir Loyere kuckt oder och nach déi fir Stroum, Heizung a Liewensmëttel an aner Saachen, da kann ee sech seier ausrechnen, dass et fir de Mindestlounbezéier net einfach ass iwwert d'Ronnen ze kommen.

An dësem Kontext…

M. le Président.- Här Kaes, erlaabt Der dem Här Mehlen eng Fro?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Selbstverständlech, Här President.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech si mam Här Kaes d'accord, wann hie seet, datt verschidde Saachen, wat d'Liewenshaltungskäschten ubelaangt, hei am Land deier sinn, mä hien huet dobäi „iwwerdriwwen héich" zum Beispill och d'Liewensmëttel opgezielt. Ech wollt froen, ob dat tatsächlech seng Meenung wier an ob hien net doriwwer informéiert ass, datt de Rapport, deen d'Liewensmëttel an de Liewenshaltungskäschten ausmaachen, am Laf vun de Jore permanent erofgaangen ass?

M. Ali Kaes *(CSV).*- Ech si ganz gären d'accord mam Här Mehlen senger Fro an ech verstinn och grad, dass hien déi Fro an där doter Form stellt, an ech ginn him och Recht, dass a sech d'Produzenten net onbedéngt de grousse Benefiss vun deem hunn, wat se produzéieren; dass a sech si net onbedéngt gutt entschiedegt ginn, mä awer duerch d'Verschaffen, den Zwëschenhandel an all dat, stellen eng ganz Rei Liewensmëttel haut scho fir eng ganz Rei vu Mindestlounbezéier - an et ass an deem Sënn wou ech dat wollt erklären, och wann et an der Moyenne déif ass - dach och e relativ groussen Deel vun hirem Akommes duer, wa se wëllen eenegermoosse Qualitéitsprodukter kafen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Se sinn zwar ni iwwerdriwwen deier.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Kontext wëll ech op eng aner Remarque vum Statsrot opmierksam maachen, deen a sengem Avis ervirhieft, dass laut enger rezenter Etüd vum Statec mam Thema Travail et cohésion sociale 8,3% vun alle Ménagen als aarm ugesi ginn, an dat obwuel dass se schaffe ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Zuel soll eis ze denke ginn. An ech wëll mer guer net ausmolen, wéi héich de Prozentsaz wier, wa mer net de System vum Mindestloun hei zu Lëtzebuerg hätten, dee Gott sei Dank nach ëmmer fir eng gewësse Sozialëmverdeelung vum Wuelstand hei am Land suergt.

Wien a wivill Leit sinn dann elo vum Mindestloun betraff? Dës Fro ass haut méi einfach ze beäntwerte wéi déi Jore virdrun, well mer jo een neie Berechnungsmodus agefouert hunn, deen eis méi prezis Zuelen iwwert déi reell Mindestlounempfänger liwwert. Fréier goufe jo all déi Persounen als Mindestlounbezéier considéréiert, déi bis 1,3-mol de Mindestloun verdéngt hunn. Dës Zuele waren ni fiabel an hir Interpretatioun schwiereg, well dorënner jo och déi Leit gefall sinn, déi de qualifizéierte Mindestloun kritt hunn. Dee reelle Mindestlounempfänger, dee wierklech fir de Mindestloun schaffe geet, konnte mer also statistesch ni esou ganz richteg erfaassen.

Mat där neier Methodologie ass dat elo anescht. A mir gesinn elo fir d'éischte Kéier wivill Leit effektiv bei eis am Land fir de Mindestloun schaffe ginn. Op den 31. Mäerz 2006 waren dat 32.549 Leit, oder 11,8% vun der schaffender Bevölkerung. Dovunner liewen 61% hei am Land; deemno ginn 39% vun de Mindestléin an d'Ausland exportéiert. 11,8% Mindestlounempfänger: Dat ass deen niddregste Pourcentage zënter dem Joer 2002. Do louche mer bei 10,4%. Ech si frou, dass d'IGSS eis déi Zuele geliwwert huet an dass mer elo emol endlech d'Evolutioun iwwert déi lescht fënnef Joer kënnen novollzéien.

Mir gesinn, dass de Prozentsaz vun de Mindestlounempfänger an dem leschte Joer konstant an d'Luucht gaangen ass. Dëst Joer ass en awer kloer erofgaangen, an zwar op de Stand vun ongeféier 2003.

Och wann dësen Trend no ënnen erfreelech ass, esou ass et awer nach ëmmer e Fait, dass et virun allem Frae sinn, déi mat ongeféier 55% zu de Mindestlounempfänger zielen. Si schaffe virun allem an de Secteure vun der Horesca an dem Commerce. Dat ass vill, wann ee bedenkt, dass bal duebel esou vill Männer schaffe wéi Fraen. Dat ka verschidden Ursaachen hunn, déi awer schwéier bis schwiereg auszemaache sinn. Zum Beispill kéint et vläicht doru leien, dass d'Frae fir déiselwecht geleeschten Aarbecht am Duerchschnëtt 28% manner verdénge wéi d'Männer.

Dëst wier eng vu ville méiglechen Erklärungen. Ech sinn awer optimistesch, datt an Zukunft den Undeel vun de Fraen un de Mindestlounempfänger wäert erofgoen, well ëmmer méi Meedercher a jonk Frae studéieren, sech weiderbilden a sech duerno als qualifizéiert Aarbechtskraaft an den Aarbechtsmaart integréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn um Enn vu menger Interventioun a ginn den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi, well en all déi kleng Leit, déi op där niddreger Stuf vun der Lounskala stinn, net vergësst an hinnen dat zougesteet, wat se ganz einfach zegutt hunn, a wat se an enger extrem profitorientéierter Aarbechtswelt, wou de Mënsch ëmmer méi kuerz kënnt, ouni Mindestloun ni géife kréien.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Dokter Alexandre Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP).*- Merci, Här President. Ech si speziell geéiert ënner Ärer Opsiicht hei ze schwätzen.

D'Erhéijung vum Mindestloun vun 1,9% op den 1. Januar ass net, wéi den Här Loes 2000 hei gesot huet, eng Selbstverständlechkeet, mä dës Kéier wäert et wuel eng Noutwendegkeet sinn. Dës Erhéijung wäert och net de Konsum undreiwen, wéi bei deene leschten Erhéijungen hei ëmmer argumentéiert ginn ass. Souguer bei de Kollektivverträg - an den Här Kaes huet dat vergiess ze soen - si relativ moer Resultater an de leschte Joren erausgefall, och zum Deel wéinst enger réckleefeger Kompetitivitéit vun den Entreprisen ausserhalb vum Finanzsecteur.

De Konsum wäert also net ugefeiert ginn, well déi 30.000 bis 40.000 Mindestlounempfänger, wat ëmmer d'Methodologie ergëtt, dës Suen dëst Joer brauche wäerten, fir d'Präisdeierecht zum Deel ze iwwerwannen. D'Loyere klammen - et ass gesot ginn -, d'Energiepräisser klammen, d'Gemengentaxe klammen, d'Desindexatioun installéiert sech, an esou virun.

Glécklecherweis gëtt awer an de Berichter dëst Joer keng Referenz op successiv Steierreforme gemaach, keng Referenz op Steiererliichterunge fir Betriber. Et ass och keen Oppositiounspolitiker, dee schonn dëst Joer eng zweet Erhéijung vun 3,5% fir d'nächst Joer fuerdert, wéi den Här Lux dat hei am Dezember 2000 - dat kënnt Der noliesen - gemaach hat. Hei gesitt Der natierlech wat dat gutt deet e klenge Stage an der Regierung ze maachen, well da muss ee vill Couleuvres schlécken. Et deet mer leed, dass en net hei ass, mä...

(Interruption)

Zur Methodologie vun der Ermëttlung vun den Zuele vun de Mindestlounempfänger wëll ech hei keng Stellung huelen, Här Scheuer. Ech gesinn dat awer éischter als eng kontabel Kosmetik. Den Här Fayot, ici

présent, hat an den Debatten am Dezember 2002 gesot, dat wär d'Kasuistik. Dir musst Är Ried noliesen. Ech hunn et gemaach.

(Interruption)

M. le Président.- Här Krieps, den Här Fayot wëllt Iech sécher eng Fro stellen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Neen, neen. Ech wollt dem Här Krieps soen, ech begréissen, dass e meng gesammelt Wierker ëmmer liest.

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Neen, ech muss soen, ech hunn awer nëmmen déi Debatt aus dem Dezember 2003 vun Iech gelies, well soss hätt ech de Mëtteg net kënnen zur Zäit heihinner kommen.

(Interruption)

M. Alexandre Krieps (*DP*).- Ech wollt virufueren, andeems dass ech soe géif, dass mir tatsächlech par rapport zu der Zuel vun de Salariéen an dësem Land dee gréissten Undeel vu Mindestlounempfänger a ganz Europa hunn. Ech muss zwar soen, hei muss een an dësem Land och nach derbäisoen, dass mer awer eng Rei Sozialmesuren hunn, déi déi Zuel offiederen.

Och wa mir als DP dës Erhéijung ënnerstëtze vum SMIC, si mir frou wann eben och keng Referenz zum PIB gemaach gëtt. An deene leschten Debatten ass ëmmer gesot ginn, de Mindestloun soll mam Produit intérieur brut an d'Luucht goen. Ech géif mengen, momentan ass déi Evolutioun nëmme vum Finanzsecteur ofhängeg, an ech gleewen, dass dat eng schlecht Method wär.

Et ass sech effektiv an der Kommissioun opgereegt ginn iwwert deen Avis vun der Chambre des Métiers a vun der Chambre de Commerce. Ech muss awer soen, dass no deem Avis - no menger Roserei, well ech haaptsächlech geduecht hunn, se wéilten d'Accorde vun der Tripartite net respektéieren; wat a mengen Aen ondenkbar ass, - hunn ech dach virdrun hei de Statsminister héiere seng autokratesch Positioun an där Tripartite reaffirméieren. An do hätt ech guer net erwaart, dass een do dergéint géif virgoen. Mä ech mengen, déi Avis communs vun der Chambre des Métiers, déi si säit 1991 ëmmer déiselwecht, wann een déi noliese geet. Dat ass awer net esou schlëmm.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir als Demokratesch Partei denken awer och un déi méi wéi 100.000 Aarbechtsplazen, am Mëttelstand - haaptsächlech Horesca, Commerce an am Handwierk, wou dës Erhéijung, no der Erhéijung vun der Indextranche den 1. Dezember, awer ouni Zweifel eng Belaaschtung duerstellt. An dësem Zesummenhang wollt ech de Minister Biltgen froen, ob hien eng Etüd virleien huet, wat dann déi Mindestlounerhéijungen als Konsequenz op de strukturelle Chômage hunn, dat heescht op d'Ewechrationaliséiere vun onqualifizéierten Aarbechtsplazen, a wéi e Schnéiballeffekt déi Mindestlounerhéijungen op d'Paistrukturen an de Betriber hunn.

An, Här President, hätt den Här Biltgen déi Etüden net, géife mir mengen als Demokratesch Partei a mir géifen och voll ënnerstëtzen, dass hien dës Etüde soll an Optrag ginn an dass déi fäerdeg wären, ier déi nächst Mindestlounerhéijung kéim.

Mir soen natierlech dem President-Rapporteur Marcel Glesener Merci fir säi gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport.

M. le Président.- Wann Der scho beim Här Glesener sidd, erlaabt Dir eng Téschefro vum Här Glesener?

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, ganz gären.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur*.- Jo, Här Krieps, Dir hutt vollkomme Recht, datt Der déi Etüde verlaangt, mä zu engem allergréisste Deel leien déi Etüde vir a sinn am Rapport vun der IGSS dran.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Jo, neen, mä ech mengen, mir hätte gär prezis Zuelen. Dat ass esou een e bësse schwammege Rapport, deen een net richteg aschätze kann, well Dir wësst jo, datt, wa Betriber rationaliséiert...

(Interruptions)

...ginn, ginn déi onqualifizéiert Leit fir d'éischt Victime vun deene Mesuren.

An ech soen Iech natierlech och Merci, nodeem dass ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro.

Une voix.- Da gitt Iech emol drun, fir den Här Kaes ze iwwerhuelen.

(Interruption et hilarité)

Une autre voix.- Loosse mer eis net provozéiere loossen.

(Interruptions)

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech versichen dann och meng Aufgab hei ze erfëllen, nodeem ech opmierksam nogelauschtert hunn, wat de Rapporteur gesot huet, an ech him och Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, och fir eng Rei Aussoen, déi ech absolut deele kann. Dat gëllt och fir den honorabele Kolleeg Kaes.

Méi Problemer hunn ech mat mengem Kolleeg, dem honorabelen Dokter Krieps, deen eigentlech an der Kommissioun eng ganz opgereegten Haltung par rapport zum Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce ageholl hat, vun deem ech awer haut näischt dovun hei a senge mëndlechen Ausféierungen erëmfannen.

Mä dat si vläicht déi zwee Joer op der Ersatzbank, déi Dir verbruecht hutt, honorabelen Här Krieps, déi Iech e bëssen ofgeschwächt hunn, ...

(Hilarité)

...oder Dir hutt den Duerchbléck vläicht net méi esou richteg. Mä dee kënnt mat Sécherheet erëm zur Form op. Jee méi laang een hei ass, desto besser gëtt et.

(Interruption)

Jiddefalls sinn ech der Meenung, dass dat wichteg ass: Déi 1,9% gi mat Sécherheet net duer, fir déi Verloschter, déi ab 1. Januar an de Revenuen antrieden, an ech kommen nach dorop zréck, auszegläichen.

Et géif mech natierlech staark interesséieren, d'Attitude définitive vun der DP kennen ze léieren, nodeem ech Äre Kongress rezenterweis och verfollegt an nogelies hunn, an ëmmer erëm héieren a liese vun der Eegeverantwortung an der Eegebedeelegung och vun de Salariéen, Här Krieps.

Wann dat bis eng Kéier antrëtt, da musse mer de Mindestloun ëm 30 oder 40% héijen, fir dass déi dote Leit net definitiv an dësem Land ënnert d'Rieder kommen.

Ech wëll direkt dobäi soen, de Mindestloun a besonnesch déi wäit iwwer 30.000 Leit, déi mam Mindestloun bezuelt ginn, déi sollt een net benotzen, fir ze polemiséieren. Duerfir ass déi Saach vill ze vill schued.

A wann een da seet: „Ech hu meng Meenung zum Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce geännert, well ech erausfonnt hunn, dass déi vun 1991 un eigentlech ëmmer deeselwechten Text schreiwen." -, da wëll a muss ech drun erënneren, dass dëse Mindestloun e Bestanddeel vum Gesamtpak vun der Tripartite ass, d'Konditiounen also liicht geännert hunn an déiselwecht Beruffschamberen, déi do vertruede waren - direkt oder indirekt - d'accord waren, dass dës Kéier de Mindestloun no där Methodologie, déi mer kennen, géif gehéicht ginn. An et ass do, wou mer auserneelafen; et ass do, wou et net méi seriö ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen also haut iwwert déi 1,9% Erhéijung of. Dat ass eng Upassung, déi, an dat läit einfach am System, mat zwee bis dräi Joer Verspéidung geschitt, un déi allgemeng Lounentwécklung. An déi allgemeng Lounentwécklung, wann déi net méi héich war, ënnerstraicht déi immens grouss Responsabilitéit vun de Gewerkschaften an de Lounverhandlungen a méi schwieregen Zäiten, fir net an d'Luucht ze dreiwen, mä Responsabilitéit ze iwwerhuelen. Dat ass natierlech da schued, wann een d'Methodologie vum Mindestloun koppelt un déi allgemeng Lounentwécklung, well dann awer d'Saachen och do erëm eng Kéier auserneelafen.

An ech sinn d'accord, ech wëll dat nach eng Kéier soen: An engem Moment, wou den Index ofgebremst gëtt, wou d'Familljenzoulagen an aner Zoulagen désindexéiert ginn, da sinn déi 1,9% déi berühmten Dréps op engem waarme Steen. A fir déi Betraffe bedeit dat kaum eng Erhéijung vun hirer Kafkraaft, mä eng kleng, eng geréng an engem bescheidenen Ëmfank. An déi Mindestlounempfänger, déi wäerten da mat deenen 1,9%, plus déi 2,5% Index, déi se jo am Dezember kritt hunn, dat Geld, wat se dann awer méi hunn, gebrauchen, fir dat, wat un Taxen an aneren Erhéijungen op si duerkënnt, ofzebezuelen. An de Rescht wäert integral awer an de Konsum goen, well se da versichen, hir Liewensqualitéit trotz allem ze verbesseren.

Wéi grouss dee Spillraum ass, kann ech net selwer ausrechnen. E wäert net grouss sinn, mä dat, wat ganz sécher ass, ass, dass dat Geld, wat vun de Mindestlounbezéier an de Konsum geet, sech an de Keese vum Commerce a vum Handwierk erëmfënnt. An duerfir versteet een einfach de Lamento vun deene Leit net. Deen ass onbegräiflech an en ass och verwerflech, well en am Endeffekt dozou bäidréit an där Form, wéi et elo zu dësem Zäitpunkt geschitt, fir de soziale Klima zousätzlech ze vergëften.

A wat ass dann den eigentlechen Hannergrond, dee mat deem Veto vun deene Beruffschamberen do verfollegt gëtt? Nodeem ech jo gesot hunn, dass et e Bestanddeel vun dem Tripartite-Accord aus dem Fréijor war, da mengen ech haut kënnen ze soen, dass et eng Provokatioun ass, déi dozou soll bäidroen, fir déi schwiereg Verhandlungen iwwert den Eenheetsstatut opfléien ze loossen. Dat schéngt mer den eigentlechen Hannergrond ze sinn.

A wa muer déi sougenannte lescht Sitzung vun der leschter Chance ass, dann hoffen ech, dass do eng Eenegung fonnt gëtt. Am anere Fall erënneren ech drun, dass d'Regierung an der Flicht steet, a leschter Instanz dann déi richteg Décisioun och am Sënn vum Accord tripartite ze huelen, nämlech den Eenheetsstatut realiséieren.

Mä déi Attitüd vun deenen zwou Patronatsberuffschamberen, dat ass e Wuertbroch, dee provokativ ass an deen ebe Géigereaktioune wäert provozéieren. An et däerf een d'Fro ganz haart stellen: Wéi steet et mat der Responsabilitéit vun deene Patronatschamberen, wa se iwwert den Ëmwee vun den Äermsten an eiser Gesellschaft Sträit ëm de Statut unique eigentlech wëllen ausléisen?

Dat ass onfair an dat ass inakzeptabel. Dëst Parlament wäert also mat grousser Majoritéit Jo stëmmen. Mir hu jo héieren, dass och eis Kolleeginnen a Kolleege vun der DP Jo wäerte stëmmen, also wäert dëst Parlament mat enger grousser Majoritéit déi Mindestlounerhéijung hei décidéieren. Ech ginn dovun aus, dass déi aner Parteien dat och maachen.

Mä op där anerer Säit soll een a muss een drun erënneren, dass déi fundamental Diskussioun iwwert de reellen Niveau, iwwert déi reell Héicht vum Mindestloun zu Lëtzebuerg aussteet. Déi strukturell Debatt, wou een natierlech vill Zuelematerial och brauch an och net brauch, mä déi strukturell Debatt, wéi héich muss dann de Mindestloun sinn, wéi héich och dat garantéiert Mindestakommes muss sinn an der Relatioun och mat der Kafkraaft. A mat Kafkraaft mengen ech do net nëmme Geméis akafen ze goen a Fleesch, mä ech mengen domat och iwwerhaapt dezent liewen ze kënnen, anstänneg, dezent wunnen ze kënnen, Kanner erzéien ze kënnen, Kanner an d'Schoul schécken ze kënnen. Do drängt sech eben esou eng fundamental Debatt op.

An da muss een d'Miesslat och entspriechend héich leeën, well am Endeffekt jo dee richtege Mindestloun eng immens Virausssetzung ass, fir d'sozial Kohesioun an dësem Land op Dauer ze garantéieren, awer och eng Viraussetzung ass, fir d'Aarmut - wou mer jo aner Statistiken hunn, déi eis weisen, dass d'Aarmut zu Lëtzebuerg permanent an d'Luucht geet - net nëmmen ofzebremsen, mä erofzekréien. An am Endeffekt ass och e seriöe Mindestloun en Instrument wat dozou bäidréit, dass een eng Zweeklassegesellschaft do och verhënnert kritt.

An ech wéilt eis selwer un d'Regierungserklärung erënneren, wou d'Regierung seet: «Le Gouvernement reste attaché au mécanisme de la revalorisation du salaire social minimum à un rythme biennal sur base des rapports techniques établis à cette fin. En parallèle, il fera étudier si le niveau actuel du salaire social minimum est adapté aux réalités sociales et économiques.» An da stellen ech d'Fro: Wou ass dann d'Etüd? Hu mer se schonn ugefaangen? Wéini kënne mer se gesinn a wéini kënne mer doriwwer diskutéieren?

An deem Zesummenhang, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass et och noutwendeg, dass e Kloerheet huet a Bezuch op déi ugemellten Aféierung vun engem sougenannte Crédit d'impôts, dee jo och an de leschten Deeg hei oft ugeschwat ginn ass, wou d'Fro däerf gestallt ginn, éischtens: Wat soll dann dee Crédit d'impôts duerstellen? Wéi soll e fonctionnéieren? Wie soll e kréien? An zweetens: Wéini soll en dann a Kraaft trieden? Well mer jo ab 1. Januar, wéi mer et selwer wëssen, eng Rei Décisiounen hunn, déi sech negativ op d'Kafkraaft wäerten auswierken.

Duerfir ass et also scho bedeitend, dass déi Belaaschtung op där enger Säit kéint opgefaange ginn duerch e Crédit d'impôts, deen dann iwwert d'Mindestlounbezéier de Kleng- a Mëttelverdénger kéint zegutt komme wéi eng Ausgläichsmoossnam. An da muss se kuerzfristeg décidéiert ginn, dann däerfe mer net nach vill Zäit domat verléieren.

An da mengen ech awer och, dass ee misst gegebenenfalls och erëm iwwert d'Negativsteier als Alternativ kënne schwätzen. Et soll een dat net aus den Ae verléieren. Ech iwwersinn de Crédit d'impôts fir de Moment net, an duerfir däerf dat anert net auf immer und ewig ausgeschloss sinn, mä muss kënnen eng Alternativ sinn. De Crédit d'impôts oder, wéi ech gesot hunn, d'Negativsteier, dat soll jo dann och eng selektiv Moossnam sinn, déi der reeller Situatioun vun hiren Empfänger Rechnung muss droen, also der Héicht vum Akommes, dem Familljestand an der Kannerzuel an anere Kritären, déi jo da wäerte misse festgeluecht ginn.

Et geet also drëms, déi dach sozial ongläich ausgeriichten Tripartite-Spuermoossnamen, déi esou si wéi se sinn, auszegläichen. An ech kann ëmmer nëmme soen: D'Zäit leeft fort, mir mussen do eppes iwwert déi 1,9% Mindestlounerhéijung ewech ënnerhuelen. A wann ech et an de Wierder vum Statsminister haut de Mëtteg soen - hien huet gesot, eppes amplaz setzen -, dat bitt sech hei bei de Mindestloun- an aneren Akommesbezéier mat niddregem Akommes mat Sécherheet un.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi nei Methodologie seet eis also, dass mer 32.549 statt 46.000 Bezéier vum Mindestloun a mindestlounähnleche Léin hunn. Dat seet eppes an et seet awer laang net alles aus. Et kann ee mat Zuelen natierlech spillen, a mir wëssen alleguer, wa mer och d'Deierecht a Betruecht zéien, wéi se einfach zu Lëtzebuerg an alle Gebidder ass, dass och déi, déi 10, 20, 30 a 40% méi wéi de Mindestloun hunn, beileiwe keng Grousverdénger sinn, mä dass déi immens Problemer hunn a wäerte kréie mat all deem wat op se duerkënnt, wat op eis duerkënnt.

Ech wëll awer och soen, wat déi Tripartite-Beschlëss, déi geholl gi sinn dëst Joer, ubelaangt, an de Statsminister huet och mat Recht drop higewisen, dass nach ënnert där viregter Regierung déi Diskussiounen iwwert d'Kompetitivitéit a wéi kann ech d'Betriber nach méi fit maache gefouert gi sinn. A wann een d'Betriber méi fit mécht, da mécht een eigentlech d'Salariéë méi aarm. Dat ass déi Gläichung, déi do meeschtens da geduecht oder ugeduecht gëtt.

Da soen ech, dass an där Tripartite vill Responsabilitéit vun de Sozialpartner iwwerholl ginn ass. An et géif riskéieren dramatesch ze ginn, wann dat, wat un Ausfäll elo kënnt, dann op eng Kéier misst iwwert d'Kollektivverträg integral agedriwwe ginn. Da geet déi Rechnung do jiddefalls fir d'Betriber net méi op. Fir de Stat ëmmer, deen zitt Steieren a vun allem wat u Méieinnahmen erakënnt.

Mä mir mussen awer an där Gesamtpolitik wierklech iwwert d'Selektivitéit - déi ass och e bëssen zynesch de Mëtteg ugeschwat ginn - an der Sozialpolitik vill méi rieden a besonnesch och duerno handelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mir lamentéieren, wann ech dat och däerf soen, oft driwwer, déi eng méi offen, déi aner méi verstoppt, dass vill ze vill Grenzgänger oder ëmmer méi Grenzgänger géifen agestallt ginn um Aarbechtsmaart statt Résidenten. An an deem Zesummenhang hunn ech viru 14 Deeg an enger Wochenzeitung eng geféierlech Iwwerleeung gelies, déi net hätt missen onbedéngt ofgedréckt ginn, well dat kommentarlos gemaach ginn ass. Déi Iwwerleeung ass an deem Sënn gemaach ginn, dass een eigentlech misst d'Grenzgänger strofen, andeem een hinnen nëmme géif 80% vum gesetzleche Mindestloun ginn. Dat géif se also ofschrecken.

Ech fäerten, dat wär e Schoss, deen no hanne géif lassgoen, well se da jo nach méi bëlleg an domat méi attraktiv géife ginn an et mat Sécherheet Grenzgänger a Patrone gëtt, déi sech do ganz wuel an där Roll kéinte fillen. Dat ass en absurde Gedankegank, deen ass och onsolidaresch an och

inakzeptabel, well e geféierlech ass, an duerfir muss een och op esou Saachen oppassen.

A wann ech e fréiere Kolleeg hei aus dem Haus dann där Deeg am „Tageblatt" gelies hunn, dee seet, dass den Duerchschnëttsloun a Frankräich net méi héich wier wéi de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg, dann ass dat absolut näischt wäert. Ofgesinn dovun, déi eng hunn eng Force de frappe, mir hu keng, mir kënnen eis e bësse méi leeschte wéi anerer, well mer aner Chargen net hunn, déi déi erëm hunn. Mä déi Vergläicher, wëll ech nëmme soen, si geféierlech, well se zu Gedankegäng féieren, déi mat Sécherheet net déi sinn, wou deen, deen dat doten da geschriwwen huet, gemengt huet, mä dat kann allerhand Reaktiounen ausléisen, déi net onbedéngt noutwendeg sinn.

Erlaabt mer och nach drop hinzeweisen, dass mer muer jo iwwert déi vun der Tripartite zweegedeelten a mat Verspéidung ugewannte Rentenajustementer wäerten ofstëmmen. A mir hu gëschter gesinn, dass déiselwecht Patronatschamber - elo misst ech dat nokucken, wéi den honorabelen Här Krieps, ob dat dann och schonn zënter 1991 esou gemaach gëtt - och e Veto ageluecht huet géint deen ofgeschwächten, ofgebremsten Ajustement. An ech fannen dat schockant an eng regelrecht Provokatioun an et ënnersträicht, dass eng ganz Rei vu Patronen, besonnesch déi, déi d'Patrone vertrieden, wéineg Responsabilitéitsgefill mat esou enger Attitüd beweisen. Och dat do ass jo e Stéck vun deem Tripartite-Pak, deen do ausgehandelt ginn ass.

An ähnlech Attitüde vun deenen zwou Beruffschambere wéi beim Mindestloun fënnt een och beim Ajustement. Wat wëll ech domat soen? Mä déi zwou Chambere vum Patronat stelle jo net nëmmen d'Erhéijung vum Mindestloun a Fro. Si stellen de Mindestloun als solchen a Fro! An an hirem Avis zum Rentenajustement maache si genee datselwecht! Do stelle se de Prinzip vum Ajustement a Fro a si leeën nach eng drop, well dat esou kuerz viru Chrëschtdag sech jo ganz gutt mécht. Si soen, iwwerhaapt dee ganze Rentesystem muss reforméiert ginn an däerf net esou bleiwe wéi en haut ass.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass eng Haltung, déi ganz geféierlech an duerfir inakzeptabel ass, an et muss een och do den Ufänk wieren, et muss een do och an dësem Haus déi richteg Signaler setzen, fir dass mer net op eng Kéier ufänken alles ze liquidéieren oder alles a Fro ze stellen, wat mer awer a jorzéngtelaanger Klengaarbecht an haarder Aarbecht opgebaut hunn, a wou mer eis immens wuel gefillt hunn a wou mer fonnt hunn an eis bretzen, dass de soziale Fridden zu Lëtzebuerg deen ass, deen en ass. Mä en ass et jo nëmmen duerch dat an duerch villes aneschters. A wa mer ufänken eent nom aneren ze liquidéieren oder ze verschlechteren, jo, da kréie mer Onrou. Da wäerten d'Gewerkschafte sech aneschters musse wieren, fir déi beschtméiglech Interessivertrieder ze sinn.

Et ass an dësen Deeg jo hei op dëser Tribün scho vill iwwer Sozialofbau geschwat ginn, iwwer soziale Kalschlag, iwwert den Ufank vum Enn, wat d'Sozialnetz ubelaangt. De Regierungsprogramm gesäit dat alles net esou vir, an dat kann och esou net a Fro kommen. Iwwert déi Tripartite 2006, déi d'Responsabilitéit an engem dach deemools breede Konsens iwwerhuel huet, sollten d'Partner sech elo net an ze vill Nachhutgefechter verléieren. Déi Entscheedungen, déi si virbereet hunn, musse mir hei ofstëmmen an ëmsetzen. Mir wëssen dat. Dat ass jo d'Aufgab vum Parlament.

Mir si frou, wa se et méiglechst gutt virbereeden an eis alles dat, wat mir vill méi schwiereg hei géifen diskutéieren, eigentlech scho mondgerecht presentéieren. Et leeft elo liicht duercherneen, och opgrond vun deem wat ech virdru gesot hunn. Mä ech wëll nach eng Kéier soen: Déi Décisiounen, deen Deel, dee wéi deet, dee soll engem awer och de Respekt ofverlaange vun deenen dräi Parteien, déi an der Tripartite verhandelt an diskutéiert hunn, déi also och scho Responsabilitéit fir dëst Land iwwerholl hunn; och wann déi Responsabilitéit ville Leit wäert vill wéi dinn.

Mä am Endeffekt ass et jo ëm dat gaangen, wat mir oft hei an deem Haus umahnen, nämlech ëm d'Interesse vun den zukünftege Generatiounen. D'Jugend vun haut, déi denkt jo net un hir Pensioun, an déi denkt och net un de Pensiounsalter, mä déi denkt prioritär driwwer no, ob se eng Aarbecht fënnt, a wa se eng huet, ob se déi méiglechst laang ka behalen, sech eng Existenzgrondlag kann opbauen an domat e séchert Fundament, wou se hiert ganzt Liewen an dat vun hirer Famill mat kann opbauen. Et steet mir net zou mech zu den Tripartitesaccorden esou ze äusseren, a scho guer net se ze bewäerten, ausser déi unerkennend Wierder, déi ech un d'Adress vun deenen, déi Responsabilitéit iwwerholl hunn, ausgedréckt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, déi Mindestlounerhéijung vun haut, den Ajustement vun de Renten an de Pensioune mar, ass also eng agréabel Ausnahm par rapport zu deem, wat mer an de leschte Stonnen diskutéiert hunn. D'Chrëschtkëndche kënnt da schlussendlech awer elo, wann och mat engem Kuerf, dee vläicht nëmmen hallef voll...

(Interruption)

...oder e bëssen eidel ass; mä ëmmerhin. Am Numm vun der LSAP-Fraktioun wëll ech soen, dass mir natierlech fir dat Gesetz do stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Mir héieren elo d'Madame Loschetter fir de Grupp vun deene Gréngen. Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den 1.1.2005 hate mer de Mindestloun ëm 2% un d'Deierecht adaptéiert. Den 1.1.2007 adaptéiere mer de Mindestloun ëm 1,9%. Dat wäert dann och déi eelefte Kéier sinn, wou deen Automatismus gemaach gëtt. Lëtzebuerg ass eent vun den 18 EU-Länner, dat e Mindestloun huet. Mir sinn dat Land - dat gëtt eis jo ëmmer gesot - mat deem héchste Mindestloun. Mir sinn awer och gläichzäiteg dat Land mat där héchster Ratio, dat heescht de Coût salarial moyen verglach mam Mindestloun an der EU.

Just zwou Zuelen, déi awer impressionant sinn, déi een och am Rapport erëmfënnt: D'Paie vun de Banke sinn an der Moyenne fënnefmol méi héich wéi de Mindestloun, an an der Fonction publique véiermol méi héich wéi de Mindestloun. Verschidden Momenter kommen haut an den Zuelen a Statistiken eraus, an dëst ass bedéngt - dat huet de Rapporteur och gutt erkläert - duerch eng nei, an eisen Aen, eng méi transparent an och méi eng prezis Berechnung vun de Leit, déi Mindestlounbezéier sinn.

Zum Beispill huet sech d'Statistik verschäerft op d'Populatioun Fraen. Et gi méi Fraen, déi Mindestlounbezéier ginn; virdru waren et der scho méi, elo sinn et der nach méi; an de façon croissante déi jonk Salariéen. D'Statistik huet sech verstäerkt, wat d'Secteure vun de Mindestlounbezéier betrëfft. D'Secteuren Hôtellerie, Restaurant, Café bleiwe bei Wäitem d'Secteuren, zesumme mat de Baueren a Wënzer a Gäertner, mat deene meeschte Mindestlounbezéier. Dat war och virdru schonn esou. Dat ass elo just nach e bësse méi prezis esou, an e bësse méi.

Ganz beonrouegend sinn awer an eisen Aen d'Secteure Services collectifs et sociaux, d'Déngschtleeschtungssecteuren, wou all Fënnefte mëttlerweil an deem Secteur e Mindestlounbezéier ass. Dat ass och eng Augmentatioun par rapport zu där leschte Kéier, soubal een dann och déi aner Berechnung mat a Kaf hëlt. Do ass den Désavantage, oder besser gesot d'Diskriminéierung, bei de Fraen och carrément inakzeptabel ginn. D'Männer verdéngen 49,3% méi wéi d'Fraen, eleng an deem dote Secteur.

Et ass och beonrouegend ze wëssen, datt iwwer 8% vun de Stéit als aarm agestuuft ginn, obwuel se schaffen. Mäi Kolleeg Claude Adam wäert am Januar dann och nach eng Kéier a senger Interpellatioun iwwert d'Aarmut méi prezis dorop agoen. Mä ech denken an engem Land, wou bal 10% vun de Stéit als aarm agestuuft ginn, ass dat och net näischt, an et sollt eis och an deem heite Kontext ze iwwerleeë ginn.

Ech denken, datt dës konkret Beispiller aus dem reelle Liewe weisen, datt et wichteg, richteg an noutwendeg ass, datt mer e Mindestloun am Land hunn, an datt mer och e System hunn, deen et eis erlaabt, deen un d'Deierecht ze adaptéieren.

Mir deelen och déi méi moderéiert Kritik vum Statsrot an och déi manner moderéiert vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, déi dann och soen, ënner anerem - ech kommen op déi aner och nach eng Kéier zréck -, datt de Stat net genuch organiséiert ass, fir zousätzlech Daten ze analyséieren: wéi zum Beispill d'Nationalitéit, d'Tranche d'âge, de reellen Impakt op d'Assiette vun de Cotisation-socialen, den Impakt op déi aner Salairen, esou wéi den Drock entsteet.

Ech wëll och net agoen op den Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers; dat ass schonn in extenso hei gesot ginn. Ech deelen och d'Bemierkunge praktesch vun alle Leit, déi virdru geschwat hunn. Dat war schonn e staarkt Stéck, fir déi Sätz do an hirem Avis ze liesen.

Mir wëllen awer als gréng Fraktioun - a mir soen dat ëmmer erëm, a mir maachen ëmmer erëm drop opmierksam, datt mir all Kéiers am Kader, ënner anerem och vu Mindestlounadaptatiounen - soen, datt mer och trotzdeem kënnen deene Kleng- a Mëttelbetriber hir Besuergnis verstoen. De Mindestloun trëfft si nämlech ëmmer erëm méi wéi vläicht Grousbetriber. De Commerce, d'Déngschtleeschtungen, d'Baueren-, d'Gäertner-, d'Wënzerbetriber sinn déi Secteuren, déi vill méi aarbechtsintensiv si wéi déi aner. Et sinn och déi Secteuren, déi ëmmer erëm - a si sollen et jo elo méi wéi bis elo - eis Partner sinn; ënner anerem an der Beruffsausbildung.

Dofir denke mir, datt et batter noutwendeg ass, sech seriö Gedanken ze maachen iwwert déi onéquilibréiert Verdeelung vum Coût salarial an eiser Aarbechtswelt an hir Répercussiounen op d'Ekonomie. Wa mir an Zukunft weider un dësem System esou festhalen - ech hunn dat schonn eng Kéier hei uewe gesot -, wou haaptsächlech de Facteur Aarbecht finanziell belaascht gëtt, riskéiere mir:

- éischtens, effektiv, an dëst mat oder ouni Diskussiounen iwwert de Mindestloun, d'Kreatioun oder d'Bäibehale vun den Aarbechtsplazen an deene Secteuren net ze förderen;

- zweetens, datt déi Kleng- a Mëttelbetriber seriö benodeelegt gi par rapport zu grousse Boîten, déi proportionell net esou aarbechtsintensiv sinn; an

- drëttens kënne mir an Zukunft net ausschliesslech - denken déi Gréng - iwwert de Wee vun der Berechnung vun de Cotisations sociales um Facteur Aarbecht eise Sozialstat erhalen; op jidde Fall net wa mer wëllen déi fir eis esou wichteg Cohésion sociale weider fleegen.

Mir vertrieden och als Gréng, datt et haut noutwendeg ass iwwer Lounniewekäschten ze diskutéieren, iwwer eng nei a méi équilibréiert Participatioun, an och d'Redistributioun vun der Sozialleeschtungen, wou net nëmmen, oder net haaptsächlech de Facteur Aarbecht zu de finanziellen Ofséchérunge vun eisem Sécherungssystem bäidréit.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt nei, aner Weeër, zum Beispill wéi eng Wertschöpfungsabgabe oder eng Ekosteier, wichteg Piste sinn, fir an Zukunft eise Sozialstat ze garantéieren a virun allem fir déi aarbechtsintensiv Kleng- a Mëttelbetriber ze entlaaschten.

Dës Bemierkunge gesot, dierfe mer net vergiessen, datt e Mindestloun aus der Siicht vun deem, deen e kritt, awer nach ëmmer nëmmen e Mindestloun ass, dat heescht e Salaire social minimum. Dat heescht, dat ass den absolute Minimum, wat e Mënsch brauch hei an dësem Land, fir ze iwwerliewen.

Dofir si mir der Meenung, datt et eng wichteg an noutwendeg Saach ass, e Mindestloun ze hunn, an datt den Automatismus vun der Adaptatioun un d'Deierecht och eng wichteg Saach ass. An domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, all zwee Joer esou ëm dës Zäit, dann zéie mer hei déi Diskussioun deduerch, wa mer de Mindestloun un d'Deierecht upassen. D'Lounentwécklung, déi mer am ëffentlechen an am Privatsecteur an deenen zwee Joer virdrun an der Realitéit erlieft hunn, ass esou, datt et dës Kéier laut den aktuelle Berechnungen 1,9% ausmécht, déi d'Mindestléin dann elo op den 1. Januar gehéicht ginn.

De Kolleeg Marcel Glesener, deem ech wëll Merci soe fir säi Rapport, huet eis mat enger ganzer Rei vun Zifferen hei gedéngt, an och a sengem schrëftleche Rapport kann ee villes noliesen, wat eis erspuert, dorobber anzegoen.

Datt de Mindestloun regelméisseg ugepasst gëtt, mengen ech, doriwwer si mer eis heibannen eens; datt dat eng Noutwendegkeet ass, datt e grad elo ugepasst gëtt, datt dat méi wichteg ass wéi jee virdrun, doriwwer - géif ech mengen - misste mer eis och heibannen eens ginn.

Wann den normale Mindestloun vun 29 Euro an de qualifizéierte Mindestloun vu 34 Euro duerch dëst Gesetz vum 1. Januar un an d'Luucht ginn, dann ass dat an der Realitéit nëmmen eng Dréps, wann ee gesäit, wat déi Leit am Fong och musse vum 1. Januar u weider bezuelen.

Eleng d'Erhéijung vun der Fleegeverséchérung vun 1 op 1,4% bedeit, datt déi Leit do och musse sechs Euro de Mount weider bezuelen.

Mir gi jo awer och dovun aus, datt all Mënsch hei am Land en Auto huet, et muss kee ganz décken Auto sinn, mä en normalen Auto. A wa mer kucken, wat d'Autossteier d'nächst Joer an d'Luucht geet, dann ass eleng duerch déi zwee Facteuren, deem vun der Augmentatioun vun der Fleegeverséchérung an deem vun der Augmentatioun vun der Autossteier, praktesch déi ganz Augmentatioun, déi mer hei zouschloen, schonn opgeschafft.

Da schwätze mer net vun deenen anere Moosnamen, déi och déi Leit do treffen, a wou dann ënnert dem Stréch déi Leit weider rechnen. Duerfir, wa mer soss gesot hunn, datt am Fong de Mindestloun eng Augmentatioun ass, fir och kënne méi an de Konsum ze investéieren - well dat si jo an der Regel déi Leit, déi hiert Geld och heiheem ausginn, déi gi jo net mat deene puer Euro, déi se weider am Mindestloun kréien, an d'Vakanz, mä déi ginn hiert Geld an der Regel hei aus -, da stëmmt dat dës Kéier net.

Am Fong kann net méi an de Konsum duerch dës Augmentatioun ausgi ginn, mä eventuell kann dee Pak, deen d'Leit hate fir ze konsuméieren, zu engem grousse Deel beschtefalls erhale bleiwen.

Ech mengen, Här President, datt mer ëmmer Leit kréien, déi derfir sinn, a Leit, déi dergéint schwätzen. Dat schéngt mer an engem Stat, wou et och géigesetzlech Interesse gëtt, eng Normalitéit ze sinn. Och datt d'Gewerkschafte massiv derfir plädéieren an d'Patronat dergéint plädéiert, schéngt mer eng normal Gepflogenheet an engem demokratesche Stat ze sinn.

Et ass jo net nëmme beim Mindestloun,...

(Interruption)

...mä et ass an allem.

Une voix.- Et ass wéi am „Tageblatt"!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass wéi am „Tageblatt",...

La même voix.- Voilà!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- ...just datt d'„Tageblatt" heiansdo gutt schreift.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Neen, neen, et ass exactement esou.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wéi d'„Tageblatt", dat heiansdo gutt schreift, mä Dir follegt dem „Tageblatt" net genuch, Här Castegnaro,...

(Hilarité et interruption)

...mä soss, géif ech soen, hätt Der Recht an där doter Ausso.

Op jidde Fall, Här President, ech wëll hei soen, datt mer awer eng Tripartite haten, déi en Accord gemaach huet, dee vun de Sozialpartner esou akzeptéiert ginn ass, an da geet een och dovun aus, datt déi sollen dozou stoen.

Ech géif och mengen, datt déi Leit, déi do an de Federatioune sëtzen, dat si jo e bëssen, esou wéi och an de Gewerkschaftsspëtzen, Strategen, déi schéisse jo ëmmer Feiler mat engem gewëssenen Zil a schéissen och fir eppes aneschters ze bewierken. A wann elo vläicht e bëssen iwwerspëtzt do och vun der Patronatssäit geschoss ginn ass, dann ass dat och iergendwéi eng Taktik, déi do derhannert stécht, wéinst aneren Négociatiounen, déi am Abléck lafen, net vläicht zulescht souguer dem Eenheetsstatut.

Fir awer dann heihinner ze kommen, wéi de mandatéierte CSV-Spriecher dat gemaach huet, an einfach hei ze deklaréieren, datt d'Patronat einfach gären all Frang oder all Sou an d'Täsch géif stiechen an näischt erausginn, dat hunn ech awer trotzdeem e bëssen e staarkt Stéck fonnt. Ech mengen, dat ass net d'Absicht vun de Betriber, well d'Betriber hunn och en Intérêt drun, datt hir Leit zefridde bei hinne schaffen.

Ech wollt dem Här Kaes dat soen, Här President,...

Une voix.- Très bien!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.-...et ass net all Kleng- a Mëttelbetrib, dee seng Leit kann einfach esou bezuele wéi den Här Kaes dat a senger Beschäftegungsinitiativ mécht.

Do sinn et de Steierzueler, de Stat an d'Gemengen, déi bezuele wat dat kascht, an do brauch weider net gekuckt ze ginn, ob d'Rechnung opgeet. E Betrib, e Kleng- an e Mëttelbetrib, dee seng Leit muss finanzéieren, dee muss och kucken, datt iergendwéi d'Rechnung ënnert dem Strëch opgeet, fir datt de Betrib kann iwwerliewen a fir datt hien och ka weider Leit beschäftegen an och weider ka Mindestléin bezuelen. Et ass also net esou einfach.

Et wier vläicht besser, wann den Här Kaes géif kucken, datt seng Beschäftegungsinitiativ och géif laut privatrechtleche Kritäre fonctionnéieren. Ech géif mengen, da wier hien een, dee vill Problemer hätt déi nächste Kéier mat der Mindestlounaugmentatioun.

Här President, dat gesot, géif ech awer mengen, datt mer en Intérêt hunn, fir hei Begleetmoossname fir déi sozial Schwaach am Land ze maachen.

Ech sinn och duerfir frou, datt de Kolleeg Castegnaro hei d'Negativsteier ugeschwat huet. Ech hu beim Budget scho gesot, datt ech bei de Sozialisten och an de Budgetsdebatte schonn eng Ouverture an déi Richtung fonnt hunn. Mir solle weider an déi Richtung diskutéieren, well mer wierklech do kënnen e sozialen Ausgläich maache fir déi Leit, déi et hei am Land am néidegste brauchen, an dat kënnen iwwert d'Steierpolitik maachen an domadder net d'Betriber zousätzlech belaaschten.

Op där anerer Säit géif ech nach an där leschter Minutt, déi ech hunn, soen, datt mer och en Intérêt hunn, an Europa weider drop ze insistéieren, fir sozial Mindestnormen ze kréien. Mir hunn 18 Länner an Europa, déi e Mindestloun hunn.

Wa mer dëser Deeg d'Debatten an Däitschland kucken, da gesi mer, datt grad d'CDU/CSU am Fong eng formell Oppositioun géint eng Aféierung vun engem soziale Mindestloun an Däitschland mécht, wat sécherlech op europäeschem Plang d'Diskussioun net méi liicht mécht.

Mir hunn awer en Intérêt, fir ze kucken, datt mer insgesamt sozial Mindestnormen an Europa kréien. Wa mer déi kriten, och wann déi muer dann net op eisem Niveau wieren, wier dat awer en Ufank, a wann een déi lues a lues géif opbesseren, da géif dat och eise System laangfristeg oder mëttelfristeg méi ofsécheren.

Dat gesot, Här President, wëll ech d'Zoustëmmung och vun eisem Grupp hei zu dësem Gesetz bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, Här President, mäi Grupp, dee freet sech, a wat fir eng Gesellschaft dass ech hei eragerode sinn.

(Hilarité)

Déi eng Gewerkschaftler, déi vertrieden hei, verdeedegen hei a stëmmen d'Indexmanipulatioun. An da kënnt een hannendrun, dee vertrëtt d'Patronat. Ech verstinn d'Welt net méi.

Bon, dat gesot, Här President, wat ass de Mindestloun? Ma dat ass ganz einfach: Et geet net duer, fir ze liewen, an et ass ze vill, fir ze stierwen. Net méi an net manner ass et.

An ech stelle mer d'Fro, wa sech hei esou vill opgereegt gëtt iwwert d'Patronat, wéi elo d'Chambre de Commerce, déi am Fong dat jo scho jorelaang mécht an hir Roll do spillt, fir ëmmer erëm doranner ze stëppelen, firwat dass hei verschidde Leit sech oppreegen, firwat dass déi elo esou schéissen.

Ech reege mech driwwer op, wéisou dass d'Gewerkschaften et zougelooss hunn, dass e Mindestloun, e Rentenajustement an en Index, wat am Fong Automatisme sinn, fir un d'Deierecht unzepassen, fir deene klenge Leit eppes Besseres ze ginn, wéisou dass se zougelooss hunn, dass do an der Tripartite iwwerhaapt driwwer diskutéiert ginn ass.

Et soll dach kee sech elo hei driwwer opreege kommen, wann d'Patronat dat mécht, wat et ëmmer gemaach huet, a si sinn déi, déi hei zougelooss hunn, dass an enger Tripartite iwwerhaapt iwwer Saachen diskutéiert gëtt, déi eng permanent Upassung un d'Liewenskäschte waren, dass dat iwwerhaapt zougelooss ginn ass, dass dat eng Diskussioun an der Tripartite ginn ass.

Dat si gesetzlech festgeluechten Upassungen, de Mindestloun, de Rentenajustement an den Index, a si solle sech elo net hei opreege kommen, wann anerer just dat maachen, wat se ëmmer gemaach hunn.

Si hu sech hei driwwer opgereegt, vläicht fir hiert eegent Versoen an der Tripartite ze verstoppen. Dat ass et wat hei emol kloer muss gesot ginn.

An da kucke mer déi 4,4%, déi déi Leit, déi de Mindestloun kréien, elo bäikréien. Do soe se, déi 1,9 mam Index vun 2,5 zesumme 4,4, déi déi elo vum 1. Januar u kréien, déi géifen dem Konsum zegutt kommen.

Wat fir engem Konsum? Den Taxenerhéijunge vun de Gemengen? Oder den Erhéijunge vun de Loyeren? Mat deem Konsum, do kënne se sech net vill kafen!

Just dass de Misär méi grouss gëtt a keen do ass, deen eppes dergéint ënnerhëlt. An et gëtt och keng Kompensatiounen. E gëtt hei vun engem Steierkredit geschwat, vun Negativsteier, awer kee weess, wéi se soll ausgesinn, a kee weess och, wéini dass se soll kommen. Dat sinn esou Aussoen, déi de Statsminister dann einfach emol an de Raum stellt, an da gëtt laang driwwer diskutéiert, awer et geschitt ni eppes.

Oder wéi hien d'Verduebelung vun den Heizkäschtenzoulage versprach huet. Dat huet de Statsminister och versprach. Doriwwer huet hei kee geschwat. Wéini kommen déi dann? Ass dat wat de Statsminister seet dann elo eppes, wou ee sech kann drop verloossen a wat iergendwann eng Kéier kënnt? Well et ass jo awer esou hei Usus, wann deen eppes seet, da lafen déi meescht hannendru wéi Mippercher, op jidde Fall, an hien décidéiert da wéini dass et kënnt oder wéini dass et net kënnt.

Wann ech awer, ech hunn dat schonn e puermol gesot, iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun schwätzen, da stellen ech mer awer ëmmer d'Fro iwwert de Wäert vun der Aarbecht hei am Land. An doriwwer muss emol eng Kéier diskutéiert ginn, well ech mer einfach ëmmer Froe stellen, ouni elo de Mindestloun, d'Héicht vum Mindestakommes a Fro ze stellen, wéi et méiglech ass, dass eng Famill mat zwee Kanner, an déi allen zwee doheem sinn, am Mindestakommes méi hunn, wéi e Mindestlounbezéier wou ee schaffe geet. Do stëmmt d'Relatioun net.

Do kann een natierlech dergéinthalen a soen, hei lauschter emol, dee ka jo awer och d'Mindestakommes ufroen. Mä ass et da schonn ewell esou, fannt Dir dat dann normal, dass een, dee schaffe geet, och nach muss biedele goen, fir datselwecht ze kréien, wéi een, deen net schaffe geet? Dat ass d'Fro, déi mer eis awer an Zukunft eng Kéier musse stellen, iwwert de Wäert vun der Aarbecht hei am Land.

Well wa mer gesinn, wa mer eis ëmmer rühme mat deene villen Aarbechtsplazen, déi mer hei am Land schafen, da musse mer kucken: Mä wat fir eng Aarbechtsplaze schafe mer dann? Ma déi meescht, dat sinn der mam Mindestloun. Dat si Leit, déi beschäftegt gi mam Mindestloun.

Dat meescht si Grenzgänger. Mir kréien eis Leit hei op eisem Aarbechtsmaart net ënnerdaach, well mer einfach entweder soen, si wären net qualifizéiert oder si géifen ze vill verlaange fir hir Aarbecht. Ech mengen et sinn awer e puer Gewerkschaftler heibannen, déi sech nach kënnen erënneren an de 70er Joren oder an de 60er Joren, wéi d'Patronen den Aarbechter nach nogelaf sinn, fir dass se bei se schaffe sollte kommen, an ugebueden hunn a gesot hunn: Wat häss de gär, wat frees de fir bei mech schaffen ze kommen?

Haut ass et just ëmgedréint. Haut arrangéiert dat natierlech déi Multien alleguer, dass mer méi Leit hu mam Mindestloun, dass mer méi Leit am Chômage hunn. An et ass och dowéinst, dat sinn och d'Ursaachen, firwat dass keen interesséiert ass eppes dorunner ze änneren, a scho guer net d'Patronat.

Duerfir soen ech awer elo hei ganz kloer: Dee Mindestloun hei ass eng normal Upassung un d'Deierecht an däerf net a Fro gestallt ginn, esou wéi och de Rentenajustement net hätt dierfen a Fro gestallt ginn an esou wéi och den Index net hätt dierfen a Fro gestallt ginn. A wann déi Leit, déi ëmmer hei déck optrieden a sech ausgi wéi wa se déi kleng Leit an d'Aarbechter géife vertrieden, hir Verantwortung iwwerholl hätten, da wär esou eppes ni zur Diskussioun komm an dann hätt d'Patronat och keng Argumenter kritt, fir elo aus där anerer Richtung erëmzeschéissen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass ech hei eng Unanimitéit spieren, fir de Mindestloun un d'Entwécklung vun de Léin an deene leschten zwee Joer unzepassen. Ech hunn elo e puermol haut héieren, mir géifen en un d'Deierecht upassen. Dat ass falsch. Mir passen en un d'Lounentwécklung un. Un d'Deierecht hu mer en elo ugepasst den 1. Dezember, dat heescht zum Schluss vum Dezember, well den Index och fir d'Mindestléin spillt, wat natierlech och, soen ech, fir e Patron, dee vill Leit um Mindestloun huet, fir Dezember a Januar e relativ héije Käschtepunkt ausmécht.

Ech wëll just dräi Remarquë maachen. Dat éischt ass eng vu Merci. De gréisste Merci hunn ech scho virdru gesot, nämlech hei eng Unanimitéit ze kréien. Ech weess net, ob et eng Chamber gëtt op der Welt, wou eng Unanimitéit besteet an der Chamber fir de Mindestloun ze erhéijen. Dat ass a ville Parlamenter vun der Welt vill méi kontroverséiert. E grousse Merci selbstverständlech un de Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht an un d'Orateuren.

Ech wëll awer och e Merci lassginn un déi Leit bei mir am Aarbechtsministère, déi um Projet geschafft hunn a gekuckt hunn, dass Der en esou séier wéi méiglech kritt hutt, och wann e sech heiansdo verlaf huet, nodeem mir e scho fäerdeg haten. Dat ass iwwregens déiselwecht Equipe ronderëm Maryse Fisch a Jeannot Berg, déi och schonn dee ganzen 5166-Volet Chômage hu misse maachen, déi also och ganz vill geschweesst hunn an deene leschte Wochen.

D'zweet Remarque ass déi, dass et fir eis Lëtzebuerger net nëmmen hei zu Lëtzebuerg - ech schwätze fir déi sukzessiv Regierungen -, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och an Europa wichteg ass, dass mer d'Recht op e Mindestloun hunn. Da kënnt d'Fro vun der Héicht. Mä d'Recht op e Mindestloun, an dat ass iwwregens och eppes wat mer an Europa och ëmmer propagéiert hu fir ze soen, all Land misst e Mindestloun hunn. Dat ass also e Recht op e Mindestloun an Europa, mä net d'Recht op en europäesche Mindestloun.

An dat bréngt mech zu der drëtter Remarque, nämlech déi ze soen: Wat soll d'Héicht vum Mindestloun sinn? An de Mindestloun kann een zwëschent zwou Héichten usiedelen. Et sinn Iwwerleeungen, déi ëmmer kommen. Déi eng ass déi fir ze soen, de Mindestloun muss nach ëmmer der Produktivitéit entspriechen. Dat ass déi, déi notamment vu Wirtschaftssäit ëmmer gesot gëtt. De Mindestloun däerf net manifest iwwert der Héicht leie vun der Produktivitéit.

Déi aner Iwwerleeung ass déi: De Mindestloun - an dat ass eng, fir déi mir Lëtzebuerger ëmmer agestane sinn an nach haut astoen - muss engem kënnen erlaben, mat deem Loun och ze liewen.

Dat heescht, wann ech nach misst an Europa definéieren, wat de Mindestloun an Europa wär, misst ech soen, an all Land misst de Mindestloun op d'mannst esou héich sinn, wéi dass e just iwwert der Aarmutsgrenz fir eng Persoun läit.

Une voix.- Très bien.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- An dat ass, mengen ech, nach wéi vor e wichtege Prinzip.

Ech sinn och géint déi Theorien, déi soen, ma de Mindestloun soll niddreg leien an da kritt ee Sozialhëllef derbäi. Ech mengen, dass de Mindestloun eleng soll enger Persoun kënnen hëllefen ze liewen. Dat huet och verschidde Limiten. An ech wëll och esou däitlech soe wéi ech virdru versicht hunn ze erklären, dass Beschäftegungspolitik net Sozialpolitik ass, och wann Interferenze sinn, an och Lounpolitik net Akommespolitik ass, och wann do Interferenze sinn.

Wann ech soen, de Mindestloun muss enger Persoun hëllefen, fir doudsécher iwwert der Aarmutsgrenz ze leien, da wësse mer awer, dass de Mindestloun net onbedéngt enger Famill kann hëllefen iwwert der Aarmutsgrenz ze leien. An ech wëll drun erënneren, dass mer fréier an dësem Land e Mindestloun hate fir Familljelaaschten, an deen hu mer ofgeschaaft. An do ware mer och, mengen ech, unanime an der Chamber fir deen ofzeschafen.

Du waart Dir nach guer net derbäi, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Ech war awer net d'accord.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Dir waart net d'accord, mä Dir waart nach net derbäi, also.

(Hilarité)

Dir hutt Är Fauscht an Ärer Täsch gemaach doheem an der Kanalstrooss.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dir kënnt Iech awer virstellen, dass ech der e puer geräselt hunn, déi do mat am Coup waren.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo, bon, et gëtt se awer nach haut, déi Der geräselt hutt.

Gutt. Also nach eng Kéier: Mir hunn dat net gemaach, an duerfir mengen ech ass déi Theorie, déi mer hei hunn, nach wie vor déi richteg, fir ze soen, mir hunn de Mindestloun. De Mindestloun gëtt gekuckt op deen Eenzelnen. De Mindestloun gëtt och der Lounentwécklung ugepasst.

An do muss ee jo natierlech wëssen, dass eis Lounentwécklung ganz héich ass, well mer Secteuren hunn, wou vill verdéngt gëtt. Eng vun den Ursaachen, dass eise Mindestloun zu Lëtzebuerg méi héich ass wéi an anere Länner, huet eben domat ze dinn, dass mer Secteuren hunn, déi bei eis iwwerrepresentéiert sinn, wou och am Ausland vill verdéngt gëtt - wéi am Finanzsecteur -, mä déi bei eis méi e grousse Poids hunn, an doduerch ass och d'Lounentwécklung an eisem Land méi héich.

Voilà, dat waren déi puer kuerz Remarquen, déi ech wollt maachen. Dat gesot, Här President, hoffen ech, dass Der zefridde sidd, dass ech an esou enger vorweihnachtlecher Stëmmung Iech net weider hei Minutte klauen. An ech wëll Iech dann och just encouragéieren, fir wierklech unanime ze stëmmen. Ech soen Iech Merci an ech wënschen e schéine Chrëschtdag.

(Interruptions)

M. le Président.- Et deet mer leed, dass Der nach esou vill Zäit hutt, déi Der net kënnt ausnotzen.

Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet betreffend d'Adaptatioun vum soziale Mindestloun.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5632 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Minister Wiseler freet d'Wuert,...

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Jo, Här President,...

M. le Président.- ...fir eng Deklaratioun opgrond vum Artikel 80?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Här President, fir en Dépôt vun engem Projet de loi.

(Hilarité)

M. le Président.- Fir?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Fir en Dépôt vun engem Projet de loi.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert fir den Dépôt vun engem Projet.

4. Dépôt d'un projet de loi

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ech wollt lech informéieren, datt ech autoriséiert sinn duerch Arrêté grand-ducal vum 19. Dezember 2006, fir e Gesetzesprojet iwwert de Bau vum Lycée technique Belval hei an der Chamber ze déposéieren.

- Projet de loi N°5657 relatif à la construction d'un Lycée technique à Belval.

Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Minister Wiseler Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

5. 5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum Projet de loi iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2007.

Amendement 1

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert den Amendement vum Här Gibéryen betreffend den Artikel 3.

Vote

Den Amendement vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen. Den Artikel 3 bleift also an där Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de ganze Projet de loi fir de Statsbudget vum Joer 2007.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Statsbudget fir d'Joer 2007 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Trotz der Lautstäerkt vum Nee gesinn ech, dass awer eng Majoritéit do ass fir d'Dispens ze ginn.

Une voix.- Dee geet awer an d'Oueren!

M. le Président.- Deementspriechend ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zu dem Vote vun de Motiounen an enger Resolutioun, déi am Zesummenhang mam Statsbudget déposéiert goufen.

Résolution 1

Fir d'éischt huele mer d'Resolutioun vum Här Charles Goerens iwwert d'Organiséiere vun enger Orientéierungsdebatt iwwert den Avis zu de Statsfinanze vum Conseil supérieur du Développement durable. Wa kee méi d'Wuert freet, da komme mer zur Ofstëmmung. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Resolutioun ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen, bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: M. Marcel Glesener;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 1

Sou, mir kommen dann zur Motioun 1, déi den honorabelen Här Mosar déposéiert huet iwwert d'Upassung vun der Presentatioun vum Budget un d'Norme SEC 95. Kënne mer bei där Motioun par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Ech gesinn, dass Unanimitéit doriwwer besteet. Déi Motioun ass also unanime ugeholl.

Motion 2

Dann d'Motioun vum Här Goerens iwwert d'Ufro vun engem Avis vum Conseil supérieur pour le Développement durable iwwert d'öffentlech Finanzaggregater fir d'Joren no 2009. De Vote électronique ass verlaangt.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Ech wollt just drun erënneren, datt d'Regierung déi ugeholl huet.

Une voix.- Jo, mä d'Chamber ass souverän!

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo, jo. Wa vläicht nach een opgrond vum Artikel 80 wëllt d'Wuert froen, Här President?

(Hilarité)

M. le Président.- Deen Artikel ass leider net applicabel un d'Membere vun dësem Parlament.

Ech kann näischt hei maachen, well d'Elektronik net geet. Da probéiere mer par main levée.

Vote

Trotz der Souveränitéit ass d'Motioun eestëmmeg ugeholl - oder dowéinst.

Motion 3

Dann d'Motioun vum Här Gibéryen iwwert d'Ufro vun enger Etüd vum Bureau international du Travail iwwert d'Renteregimer am öffentleche Secteur.

Ass hei de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

De Vote électronique ass verlaangt.

Une voix.- Et geet net.

M. le Président.- Bei lech och net?

Voilà, elo klappt dat. Da stëmme mer of.

Vote

Nee-Stëmmen: 48, Jo-Stëmmen: 11, 1 Abstentioun. Här Gibéryen, Är Motioun ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Motion 4

Voilà, mir kommen dann zur leschter Motioun. Dat ass déi och vum Här Gibéryen iwwert d'Aféiere vun enger neier Steiertabell fir de Statsbudget fir d'Joer 2008. Vote électronique?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Kann ech d'Wuert huelen?

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, well mer geduecht hunn, datt eisen Amendement fir d'Steiertabell dëst Joer schonn un d'Inflatioun unzepassen net géif ugeholl ginn, hu mer eis du geduecht, da gi mer direkt hannendrun eng Motioun of, fir datt se zumindest d'nächst Joer soll ugepasst ginn. Dat ass de Sënn vun där Motioun.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister Frieden freet d'Wuert dozou.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, de Statsminister huet hei an der Chamber gesot, datt d'Regierung am Laf vum nächste Joer géif d'Gesamtsteierlandschaft souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Privatleit iwwerkucken, andeem mer d'Konkurrenzfäegkeet vu Lëtzebuerg engersäits kucken an d'budgetär Zwäng anerersäits, an datt mer da fir d'Joren 2008/09 kucke wat machbar a finanzéierbar ass.

An deem Sënn muss een eng gesamtsteierlech Analys maachen. Et kann een net eng Steier oder een Element vun der Steierlandschaft erausghuelen an doriwwer eng Motioun maachen. Duerfir géif d'Regierung d'Chamber invitéieren, déi Motioun ze verwerfen, wéssend wéi gesot, datt d'Regierung am nächste Joer d'Gesamtsteierlandschaft iwwerkuckt. Mä mir wäerten eist Budgetszil och festhalen, well Steiere reduzéieren ass liicht, um Budgetszil zugläich festhalen ass schwéier. A mir wëllen dat Schwéierst erreechen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Bausch huet d'Wuert nach gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President, mir wäerten eis enthale bei där Motioun do, well mer och gäre wéissten, wat insgesamt usteet 2008. Mir wären net dergéint, fir an déi do Richtung ze goen, mä et hänkt vum Gesamtkontext of, och déi ekologesch Dimensioun, déi mer gëschter Mëtteg ugeschwat hunn, wou eis Motioun an d'Finanzkommissioun verwise ginn ass. Duerfir wäerte mir eis enthalen.

M. le Président.- Voilà. Da sinn d'Haltunge kloer. Här Goerens?

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, meng Fraktioun enthält sech och. Mir wollten awer der Regierung eng Chance ginn, fir do emol eng Propositioun ze maachen an déi dann emol am Laf vum nächste Joer ze iwwerpréifen.

M. le Président.- Dat ass dat wat den Här Minister Frieden ugekënnegt huet.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Do wollte mer de Benefiss vum Doute nach loossen. Wann et ze vill eng Dé-Ausso gëtt, da musse mer eis Positioun iwwerdenken.

M. le Président.- Gutt, mir kommen dann zur Ofstëmmung. Här Gibéryen, Dir frot de Vote électronique?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo.

Vote

M. le Président.- Et sinn 38 Nee-Stëmmen, 18 Abstentiounen, bei 4 Jo-Stëmmen: D'Motioun ass mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Schluss vun eiser Sitzung. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi zesumme fir déi lescht Sitzung vun dësem Joer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.49 heures)

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Ordre du jour
4. Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

   et

   Dépôt d'une motion
5. Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

   (Discussion générale - Vote)
6. Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar

   (Vote)
7. 5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
10. 5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

    (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
11. Discours de fin d'année
12. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Fernand Boden, Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Minister Luc Frieden.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech wollt an der Chamber den Dépôt vun engem Projet de loi maachen. Duerch e groussherzoglechen Arrêté sinn ech autoriséiert ginn an der Chamber de Projet de loi iwwert de Beruff vum Affekot ze déposéieren. Dëst ass e wichtegt Gesetz, well et gehéiert zum gudde Fonctionnement vun engem Rechtsstat, datt och de Beruff vum Affekot uerdentlech organiséiert an der Zäit ugepasst ass. An et sinn am Fong dräi grouss Reformen, déi mer domadder maachen:

Éischtens passe mer duerch dëst Gesetz eis Gesetzgebung un d'europäescht Recht un, wou Lëtzebuerg condamnéiert gi war, well mer bei den auslänneschen Affekoten, déi mat hirem Ursprongstitel op Lëtzebuerg kommen, d'Lëtzebuerger Sprooch verlaangt hunn, an dat net méi kënnen.

Zweetens wëlle mer duerch dëst Gesetz den Affekotenétuden et erlaben sech als Gesellschaft ze konstituéieren, wat noutwendeg ass, well mer haut iwwer 1.000 Affekoten zu Lëtzebuerg hunn.

An drëttens - an dat betrëfft ganz vill Bierger - erlabe mer et den Affekoten an Zukunft hir Étude ausserhalb vun den Uertschaften, wou e Geriicht ass, ze konstituéieren. Dat heescht, an Zukunft kann et och eng Étude ginn ausserhalb vun den Uertschaften Dikrech, Lëtzebuerg an Esch, wéi dat haut de Fall ass, wat och e positiven Effet wäert hu fir d'Relatioun tëschent de Leit an den Étudë vun den Affekoten, a wat anerersäits och de Präisser um Immobiliemaart Rechnung dréit, wou also manner Drock op dräi Uertschafte kënnt. Et besteet dann also méi Choix fir d'Bierger a fir d'Affekoten.

- Projet de loi N°5660 portant modification: 1. de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2. des articles 2273 et 2276 du code civil; 3. de la loi du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant: 1) modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 2) modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés; 4. de la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés Européennes; 5. de la loi modifiée 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Justizminister Luc Frieden Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. Dëse wichtege Projet de loi, deen nach fir munch Diskussioune wäert suergen, gëtt un déi zoustänneg Kommissioune weidergeleet.

(Interruption)

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Innerhalb vum Bezierk ass et.

2. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1) **5656** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État et la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 20.12.2006

2) **5658** - Projet de loi portant modification des articles 257, 271, 273bis, et 276 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.12.2006

3) **5659** - Projet de loi portant approbation de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2006

3. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir haten eisen Ordre du jour arrêtéiert. Et ass awer elo esou, dass den honorabelen Här Mosar gefrot huet, fir eng Motioun iwwert d'Situatioun am Darfur ze déposéieren. Wann Der domat d'accord sidd, géife mer den Dépôt vun där Motioun maachen; an direkt uschléissend d'Diskussioun an och d'Ofstëmmen.

(Interruption)

Den Här Minister Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Ech hat gefrot, fir um hallwer dräi kënnen unzefänke mat der Question avec débat, well ech och gewësse Verflichtungen hunn. Ech weess net, wéi laang déi Diskussioun elo dauere wäert. Da kréien ech Problemer mat mengem nächste Rendez-vous.

M. le Président.- Dann huele mer, esou wéi d'Chamber dat ëmmer mécht, Rücksicht op d'Verflichtungen, déi mer verstinn, vun der Regierung, a mir huelen dem Här Minister Boden seng Question avec débat vir. Duerno huele mer dann d'Motioun vum Här Mosar, an der Hoffnung, dass awer och an der Zukunft d'Bereetschaft vun der Chamber, fir entgéintzekommen, dass awer och déiselwecht Bereetschaft op Säite vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber besteet.

Mir kommen dann, esou wéi dat de Wonsch vum Här Minister ass, an och eise Wonsch, direkt zur Question avec débat vun der Madame Anne Brasseur iwwert d'Flexibiliséierung vun den Öffnungszäite vun de Geschäfter.

Madame Brasseur, Dir hutt fënnef Minutten Zäit, fir Är Fro virzedroen. No der Äntwert vum Minister hutt Der nach eng Kéier d'Méiglechkeet, fir eng Zousazfro virzedroen. D'Regierung, Här Minister Boden, huet zéng Minutten Zäit, fir op d'Fro ze äntwerten.

Madame Brasseur, Dir hutt elo d'Wuert.

4. Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

et

Dépôt d'une motion

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, d'Fro iwwert d'Öffnungszäite vun de Geschäfter gëtt heftteg diskutéiert, spéitstens säit se an Däitschland décidéiert hunn, et wier un de Länder selwer d'Entscheedung ze treffe wéi d'Öffnungszäiten an deene verschiddene Bundeslänner sollen organiséiert ginn.

Doropshin hunn ech am Juli dem Mëttelstandsminister eng Fro gestallt, wéi hie gedenkt mat där neier Approche an Däitschland ëmzegoen. De Mëttelstandsminister huet mer am August op meng Fro geäntwert a gesot, et misst een am A behalen, wat am Saarland geschitt, a besonnesch wat a Rheinland-Pfalz geschitt. Mir wëssen elo, dass se am Saarland bis elo näischt änneren un den Heures d'ouverture, mä dass se par contre a Rheinland-Pfalz elo décidéiert hunn, dass d'Geschäfter owes bis zéng Auer kéinten op sinn.

Ech hat och eng Fro un de Premierminister gestallt, well de Premierminister beim Débat sur l'État de la nation deklaréiert hat, Lëtzebuerg soll déi éischt Akafsadress vun der Groussregioun ginn. Duerfir hunn ech hie gefrot wéi hien da géif gedenken d'Heures d'ouverture ze reglementéieren? Doropshin huet de Premierminister mer geäntwert, hien hätt de Mëttelstandsminister chargéiert e Sondage ze maache bei de concernéierte Milieuen, fir ze kucke wat fir eng Attitüd een adoptéiere sollt. Dofir wollt ech elo eng Rei Froe stellen:

Éischtens, wéi d'Positioun vun der Regierung elo ass, wat d'Heures d'ouverture hei zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Zweetens, dee Sondage, deen de Mëttelstandsminister sollt maachen, ob dee stattfonnt huet. Wa jo, mat wat fir engem Resultat? Oder wann nach ee kënnt, wien domat beoptraagt gëtt, wien do alles consultéiert gëtt.

An da wollt ech drëttens de Minister froen, ob hien net der Meenung ass, dass mer wierklech eng Flexibilisatioun vun den Heures d'ouverture hei zu Lëtzebuerg géife brauchen.

Ech wëll och am Numm vun der Demokratescher Partei soen, dass mir net der Meenung sinn, dass d'Politik - de Législateur - dem Commerçant soll virschreiwen, wéini e säi Geschäft opspäert a wéini en et zouspäert. Dat soll dem Commerçant selwer iwwerlooss sinn, oder engem Groupement vu Commerçanten.

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Allerdéngs si mer der Meenung, dass ee soll d'Législatioun esou flexibel gestalten, dass de Commerçant och kann esou reagéieren, wéi dat am Intérêt vu senge Clienten ass, wéi dat am Intérêt vu sengem Commerce ass, an och am Aklang ass mat de Rechter vun deene Leit, déi an de Geschäfter schaffen. Mä ech mengen nach eng Kéier, dass et net um Législateur ass do Virschrëften ze maachen.

Dëst ass ëmsou méi wichteg, well se elo iwwert d'Grenz dat Ganzt vill méi soupel handhaben, an dass net duerch Contrainten, déi mir ons hei operleeën, onse Commerce an d'Hannertreffe kënnt. Dofir sinn ech der Meenung, et soll een dat méi soupel handhaben. Ech hunn och, fir dass d'Chamber sech kann exprimméieren, eng Motioun preparéiert, déi ech hei déposéiere wollt, Här President, wou mer froen «à procéder dans les meilleurs délais à une révision de la réglementation actuelle en matière d'heures d'ouverture des commerces, afin d'éviter des effets négatifs supplémentaires pour le commerce luxembourgeois».

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant que récemment plusieurs «Länder» allemands ont décidé une libéralisation des heures d'ouverture des commerces;

- considérant que les commerces et les grandes surfaces constituent un moteur important de la croissance économique;

- estimant que des obligations légales et réglementaires trop strictes en matière d'ouverture par rapport aux principaux concurrents risquent de produire des effets négatifs pour le commerce luxembourgeois;

- soucieuse d'éviter une fuite de pouvoir d'achat vers des pôles commerciaux étrangers;

invite le Gouvernement

- à procéder dans les meilleurs délais à une révision de la réglementation actuelle en matière d'heures d'ouverture des commerces afin d'éviter des effets négatifs supplémentaires pour le commerce luxembourgeois.

(s.) Anne Brasseur, Xavier Bettel, Colette Flesch, Charles Goerens, Claude Meisch.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Regierung mat op dee Wee geet, well wann ech verschidden Äntwerten op meng Question parlementaire lauschteren, doraus gesinn ech, dass de Mëttelstandsminister gesot huet, et misst een d'Politik, jee nodeem wat an Däitschland géif geschéien, bei eis adaptéieren.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Mëttelstandsminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt der Madame Brasseur soen, datt dësen Dossier zwee Voleten huet, an zwar de Volet vun den Öffnungszäiten an de Volet vun Aarbechtsrecht, an datt een déi zwee Voleten net einfach vuneneen trenne kann.

Da wëll ech soen, datt d'Regierung d'Entwécklung an eisen däitschen Nopeschlänner genee verfollegt, a besonnesch d'Entwécklung a Rheinland-Pfalz, wou sech jo zënter ganz kuerzem eréischt eppes deet, wat mer genee analyséiere wäerten. Am Saarland - huet d'Madame Brasseur selwer gesot - huet sech am Fong guer näischt geännert.

D'Regierung - ech wëll dat nach eng Kéier kloer soen - ass am Moment éischter retizent, fir eng fundamental Gesetzännerung ze maachen, ëmsou méi, well dat aktuellt Gesetz eng gewësse Flexibilitéit zouléisst. Dës Flexibilitéit vum Gesetz ass iwwregens genotzt ginn. Tëschent de Sozialpartner ass zënter e puer Joer en Accord-cadre ausgehandelt ginn, fir d'Öffnungszäiten ze verlängeren. An zwar kann um Virowend vu Feierdeeg a samschdes zëngmol bis 20 Auer, also bis aacht Auer, owes op sinn, an dat während deene Samschdeger, déi am interessanteste si fir d'Geschäftsleit, an déi am interessanteste si fir d'Konsumenten.

Zum Beispill hutt Der elo am Dezember gemierkt, datt bal all Sonndeg an all Samschdeg d'Geschäfter op waren. Dat ass just dee Mount, dee bäi Wäitem am interessantesten ass.

Iwwerhaapt, sonndes gëtt et hei zu Lëtzebuerg méi laang Öffnungszäite wéi an eisen Nopeschlänner. D'Geschäfter kënnen all Sonndeg vun 8 bis 13 Auer op hunn a sechs Sonndeger kënne se während aacht Stonnen, also och nomëttes, op hunn. An a gewëssene Grenz- an Touristenuertschafte kënnen d'Geschäfter während vill méi Sonndeger opmaachen. Also do besteet schonn eng grouss Flexibilitéit, wat d'Opmaachen ugeet.

Et däerf een och net vergiessen, datt déi bestehend Öffnungszäite villfach net genotzt ginn. D'Geschäfter dierften all Owend an der Woch bis 20 Auer, also bis aacht Auer, opmaachen an eemol an der Woch bis néng Auer. Wien notzt dës Zäiten? Gitt emol an der Stad ëm siwen Auer duerch d'Groussgaass, da gesitt Der, datt d'Geschäfter net méi op sinn. Also déi bestehend Öffnungszäite gi vum Commerce net genotzt esou wéi se kéinte genotzt ginn.

Wiem notzen déi méi laang Öffnungszäiten? Mä dat si bäi Wäitem am meeschten d'Grande-surfacen. A méi laang Öffnungszäiten all Dag bis 21 Auer an all Samschdeg bis 20 Auer, wéi dat vun der Confédération luxembourgeoise du Commerce verlaangt gëtt, wäre bal nëmmen zu Gonschte vun de Groussgeschäfter ausserhalb vun den Uertschaften an éischter zu Ongonschte vun de klenge Geschäfter an de Stied. Well d'Suen, déi een am Portmonni huet, déi kann een nëmmen eemol ausginn. An ech wëll och soen, datt keen dobäi ze gewannen huet, wann d'Iwwerliewe vun de Geschäfter an de Stadkären ëmmer méi schwiereg gëtt.

Elo zur Fro vum Sondage. Dee Sondage, deen ass den 30. November gemaach gi mat alle concernéierten Organisatiounen - d'CLC, de Geschäftsverband vun der Stad Lëtzebuerg, d'Union des Consommateurs, den LCGB, den OGB-L, den Handwierkerverband -, an dat a Presenz vum Aarbechtsminister a mir selwer. Iwwert d'Resultater vum Sondage ass jo schonn öffentlech diskutéiert ginn, duerfir kann ech mech kuerz faassen.

Just dat hei dozou: Eng grouss Majoritéit huet sech géint d'Verlängerung bis 21 Auer vu méindes bis freides ausgeschwat. D'Verlängerung vun den Öffnungszäiten all Samschdegowend bis 20 Auer, wat jo besonnesch vun der grousser Distributioun gefrot gëtt, ass negativ aviséiert gi vu 75% vun de concernéierten Handwierker, laut enger Enquête, déi d'Handwierkerfederatioun bei hire Membere gemaach huet.

D'Gewerkschaften hunn hir Zoustëmmung ofhängeg gemaach vun engem Accord social, deen ënnert de Sozialpartner auszehandele wier.

D'CLC huet an engem Sondage erausfonnt, datt 27% vun de Konsumenten interesséiert dru wären, fir hir Akeef samschdes no 18 Auer ze maachen.

D'Konsumenteschutzvereenegung, also d'Union luxembourgeoise des Consommateurs, déi huet gesot an där Sitzung, si hätt nach keng Revendicatioune vun hire Membere kritt, fir sech fir méi laang Öffnungszäiten anzesetzen a staarkzemaachen.

Wat d'Opmaache vun de Geschäfter sonndes mëttes am Zentrum - vun der Haaptstad also -, am Quartier Gare an am Quartier Uewerstad ubelaangt, esou hu sech d'CLC an de Stater Geschäftsverband derfir, d'Handwierkerfederatioun an d'Gewerkschafte dergéint ausgeschwat. De Stater Geschäftsverband ass opgefuerdert ginn, seng Demande ze preziséieren an unzeginn, wat fir eng Geschäfter a wat fir enge Branchen a während wat fir enger Zäitspan sonndes mëttes opmaache wéilten. An d'Regierung huet éischter e Préjugé favorable, fir hei zu enger akzeptabeler Léisung ze kommen.

Nun zur nächster Fro. Ausser Nordrhein-Westfalen - an dat ass jo net eist direkt Nopeschland - huet keen Nopeschland eng komplett Liberalisatioun vun den Öffnungszäite virgesinn. Dat ass och net am Regierungsprogramm virgesinn. D'Regierung huet schonn e puermol kloergestallt, an de Premier huet dat selwer gemaach, datt se géint eng komplett Liberaliséierung an am Moment och éischter retizent fir eng gréisser Gesetzesännerung wär. Et sollt een d'Flexibilitéit vum aktuelle Gesetz fir d'Verlängerung vun den Öffnungszäiten notzen, an dat am Konsens mat de Sozialpartner, fir do no Léisungen ze sichen.

Bis elo hu mer ëmmer nach Léisunge fonnt. Ech sinn och gäre bereet, fir weiderhin eng gewësse Vermëttlerroll ze spillen, fir, wéi gesot, dozou Léisungen ze fannen, déi am Interêt vun de Geschäftsleit, vum Salariat an och vun de Konsumente sinn.

Ech mengen, datt een awer vill aner Trëmp nach soll a muss ausspillen. Et gëtt méi Facteure wéi d'Öffnungszäiten, déi d'Attraktivitéit vum Commerce ausmaachen, wéi zum Beispill d'Ambiance, d'Offer, de Service, den öffentlechen Transport a virun allem och d'Präisser. An d'Regierung ass bereet, fir Promotiounsaktioune vum Commerce an der Groussregioun ze ënnerstëtzen. Si huet och dofir e Kredit vun 2,5 Milliounen Euro am Budget 2007 virgesinn, e Kredit, deen Dir jo gestëmmt hutt.

An ech wäert nächstens mat de Vertrieder vun de concernéierte Secteuren en Aktiounsprogramm starten, fir déi inlännesch Clienten ze fidéliséieren a méi e grousse Undeel vun auslännescher Kafkraaft, besonnesch aus der Groussregioun, an eise Lëtzebuerger Commerce ze zéien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Boden. Kënne mer dann...

(Interruption)

Jo, Madame Brasseur?

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President. Ech soen dem Här Minister Merci fir seng Explikatiounen. Ech hu mech op d'Heures d'ouverture beschränkt. Selbstverständlech sinn ech och der Meenung, dass d'Heures d'ouverture eleng de Problem vun der Attraktivitéit vum Commerce mat Sécherheet net léisen. Mä nach eng Kéier: Mir sinn der Meenung, dass een dem Commerce selwer soll iwwerloossen, wéini si opmaachen a wéini si zoumaachen, an dass een dofir e Gesetz brauch, wat ee ganz largë Kader duerstellt.

Ech wëll eng Zousazfro awer stellen, Här President. A senger Äntwert op meng parlamentaresch Fro vum 12. Juli 2006 huet den Här Minister de 25. August geäntwert, an ech zitéieren: «Partant, une modification des heures de fermeture en Sarre et surtout en Rhénanie-Palatinat pourrait avoir des conséquences sur la politique luxembourgeoise en la matière.»

Den Här Minister huet elo gesot, si géifen net drun denken, d'Politik ze änneren. Dofir wollt ech den Här Minister froen, firwat hien a senger Äntwert am August awer dat do virgesinn hat, dass kéint do eng Ännerung virgesi ginn, an haut elo seet, d'Regierung géif net drun denken, d'Gesetz grondleeënd ze änneren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Här Minister!

M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*- Madame Brasseur, d'Regierung huet net gesot, si géif net drun denken, fir d'Gesetz iergendwéi ze änneren. Mir hu jo och e Sondage gemaach bei de Leit, fir gewuer ze ginn, wéi hir Attitüd wär. Ech hunn elo d'Resultat vun deem Sondage kloer duergeleeucht. Do ass keng Majoritéit, déi eng grondleeënd Gesetzesännerung hu wëllt.

Am Contraire, et war bal e Konsensus do, mat Ausnahm vun der CLC géif ech soen, vun deenen, déi gesot hunn, mir hunn an der Vergaangenheet déi Flexibilitéit vum aktuelle Gesetz genotzt, fir vernünfteg Léisungen ze fannen. Loosse mer zesummekommen a versichen och an Zukunft, souwäit wéi dat Gesetz dat zouléisst, vernünfteg Léisungen ze fannen. An och d'Gewerkschaften hu sech net deem entgéintgesat.

A wéi gesot, si ware bereet fir mat de Geschäftsleit zesummenzekommen, fir ze kucken, fir an engem Accord social de Léisungen ze sichen, fir d'Öffnungszäiten eventuell erweideren ze kënnen. An ech mengen, dat ass dee Wee, dee mer ëmmer gaange sinn an deen och zu akzeptabele Léisunge gefouert huet.

Wann herno musse punktuell Ännerungen um Gesetz gemaach ginn, huet d'Regierung net gesot, si géif sech deem widdersetzen. Wou mer eis dergéint widdersetzen, well dat ass net am Regierungsprogramm virgesinn, dat ass eng absolut Liberaliséierung vun den Öffnungszäiten, esou wéi Dir dat am Fong gäre gehat hätt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert…

(Interruption)

5. Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce

Jo, mir kënnen nach iwwert d'Motioun diskutéieren. Mir hunn eng Motioun hei virleie vun der Madame Brasseur. Déi gëtt elo hei behandelt an et gëtt dann driwwer ofgestëmmt.

Här Spautz, Dir hutt eng Fro zur Motioun?

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, ech wollt d'Demokratesch Partei froen, ob si domadder, wann déi Resolutioun virläit, géif proposéieren, dass an Zukunft sonndes hei zu Lëtzebuerg kee Buttek méi op wier; well wa mer eis nämlech beruffen op plusieurs „Länder" - an Däitschland ass sonndes zou. Domadder wollt ech d'Demokratesch Partei froen, ob dat heescht, si wieren där Meenung, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Geschäfter sonndes sollen zoumaachen?

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Madame Brasseur! Et ass zwar keng Froestonn hei. Jiddferee soll zur Motioun Stellung huelen.

(Brouhaha général)

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, do géif ech gäre soen, sans commentaire.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Jo, et steet awer esou dran.

M. le Président.- Jo, wann elo nach een d'Wuert freet zur Motioun? Wann dat net de Fall ass, da stëmme mer driwwer of. Huele mer de Vote…?

(Interruption)

Den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Här President, hei ass et jo scho wéi esou oft, et sinn zwou Säite betraff. Déi eng sinn derfir, déi aner sinn dergéint. Ech géif soen, dass een déi Motioun do soll an eng Kommissioun ginn, an da solle mer kucken, ob déi zwee Partner, déi hei betraff sinn, net solle kucke mateneen eens ze ginn an eng Léisung ze fannen, déi jiddfereen zefridde stellt. Well dat do ass jo en Thema, wat elo scho jorelaang schleeft, an iergendwann eng Kéier hëlt vläicht ee vun uewen erof eng Décisioun. Duerfir wier et vläicht besser, wann awer d'Sozialpartner géifen emol vernünfteg doriwwer matenee schwätzen, ier mer iwwerhaapt hei iwwer eppes ofstëmmen.

M. le Président.- Här Glesener!

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech mengen, d'Äntwert vum Här Minister Boden war ganz kloer, an deemzufolleg kënne mer déi Motioun net unhuelen.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Also mir wäerten net géint déi Motioun stëmmen, well mer och der Meenung sinn, dass do nach Diskussiounsspillraum besteet, well et gëtt ënnerschiddlech Behandlungen am Moment an déi sinn eigentlech net gutt. Et kann een net deenen engen dat verwieren, wat ee bei anere bereet ass ze maachen.

Op där anerer Säit fanne mer d'Motioun an hirer Fuerderung dann awer e bëssen ze vill onprezis. Duerfir wäerte mer eis enthalen, ouni awer eis wëllen enger Diskussioun ze verwieren.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt am Fong praktesch datselwecht soen, wat de Kolleeg Braz gesot huet. Ech mengen, mir wëllen och weder fir nach géint déi Motioun hei stëmmen. Ech mengen, wann do steet «une révision de la réglementation actuelle», dann ass dat relativ vag gehalen an et weess een net genau, wat domadder gemengt ass. Mir verschléissen eis och net där Diskussioun, an duerfir wëlle mer eis enthalen, fir och ze gesinn, wat da soll als Revisioun kommen. A wann een do e Konsens fënnt, si mir selbstverständlech bereet fir do matzemaachen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Da komme mer zur Ofstëmmung. Ech denken, dass de Vote électronique verlaangt ass?

(Assentiment)

Voilà. De Vote fänkt un.

Vote

(Interruptions diverses)

D'Motioun vun der Madame Brasseur ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 10 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jean-Pierre Koepp);

M. Aly Jaerling.

Sou, elo komme mer zur Demande vum honorabelen Här Mosar, deen eng Motioun déposéiere wëllt iwwert d'Situatioun am Darfur.

6. Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Deeg viru Chrëschtdag spillt sech op e puer dausend Kilometer vun eis eng mënschlech Tragédie of, nämlech am Darfur, a wann een do e bësselchen déi Zuele kuckt, déi mer och an de leschten Deeg iwwermëttelt kritt hunn, esou ass een dach e bësse perplex, wann een dat héiert: 3 Millioune Leit sinn an deene leschte Méint verdriwwe ginn aus hiren Dierfer, aus hire Stied, 300.000 Leit si bis elo ëmbruecht ginn, 300.000 sinn an akuter Liewensgefor an eng Millioun Leit befanne sech am Moment a Flüchtlingslager an äusserst prekäre Situatiounen.

Wann een also elo géif wëllen e virleefege Bilan zéien, ass deen elo scho wesentlech méi dramatesch, wéi dee vum Tsunami. An et muss een och soen, datt d'Gewalt all Dag an deem Land nach zouhëlt. An d'international Communautéit kuckt no, fir net ze soen, kuckt ewech.

Wann een dann och nach e bësselchen elo kuckt, wat fir eng Politik deen aktuelle Regime zu Khartum unhëlt, gëtt dat engem kee Grond zum Optimismus. Déi Regierung, déi zu Khartum am Moment um Pouvoir ass, léisst nach wie vor keng UNO-Truppen an d'Land a schéngt sech och méi oder wéineger vun allen internationalen Engagementer ze foutéieren.

Wat elo nach derbäikënnt ass, datt de Konflikt och nach riskéiert sech op aner Republiken auszedehnen, wéi den Tschad oder d'Zentralafrikanesch Republik.

Ech wëll direkt hei déi ganz grouss Effortë begréissen, déi um Niveau vun der Europäescher Unioun, awer och um Niveau vun eisem Land gemaach ginn, wat d'Entwécklungshëllef betrëfft. Gëschter huet den zoustännegen Entwécklungsminister Jean-Louis Schiltz déi Aiden nach eng Kéier virgestallt. Dat si fir d'nächst Joer 2,6 Milliounen Euro.

Allerdéngs geet dat alles net duer, wa mer net eng politesch Léisung och an deem Land fannen. An déi politesch Léisung, déi beinhalt, datt et onbedéngt zu engem Cessez-le-feu kënnt, deen och vun den Autoritéite respektéiert gëtt, an datt och déi Autoritéite sech un all déi politesch Ofmaachungen halen.

An deem Sënn géif ech wëllen hei eng Motioun deponéieren, déi och vun alle Fraktiounen aus dësem Haus gedroe gëtt.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'Accord de paix au Darfour demeure la base de stabilité, de la paix et de la réconciliation au Darfour;

- considérant cependant que cet accord est constamment violé par toutes les parties en cause;

- considérant que la lutte armée entre forces régulières, milices progouvernementales et rebelles provoquent quotidiennement de nouvelles victimes ainsi que le déplacement de millions de personnes;

- considérant en outre que le conflit au Darfour affecte non seulement la stabilité de l'ensemble des pays d'Afrique centrale, mais qu'il représente également une menace pour la paix internationale;

- considérant que la situation est également particulièrement préoccupante au niveau des droits de l'Homme, qui sont bafoués de manière persistante;

- considérant in fine que toutes les parties continuent d'enfreindre le cessez-le-feu et que les violences sont souvent dirigées contre la population civile;

invite le Gouvernement à oeuvrer

- auprès de l'Union européenne pour qu'elle intervienne auprès des autorités soudanaises afin qu'elles mettent immédiatement fin à toute action militaire et instaurent le cessez-le-feu;

- auprès de l'Union européenne pour que celle-ci intervienne auprès des autorités soudanaises afin que ces derniers respectent les différentes résolutions et autres instruments juridiques internationaux adoptés en la matière et qui ont pour but de faire cesser les violations des droits de l'Homme, de garantir la protection de la population civile et de mettre en oeuvre l'accord de paix au Darfour.

(s.) Laurent Mosar, Félix Braz, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Charles Goerens.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Ech denken, dass d'Fraktiounen d'Ausféierunge vum Här Mosar deelen. Den Här Ausseminister Asselborn hëlt nach Stellung an da komme mer zum Vote.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deele voll a ganz dat wat den Här Mosar hei gesot huet am Numm vun der Chamber - ech mengen, et ass eng Motioun, déi ënnerschriwwen ass vun alle Fraktiounen heibannen -, déi schrecklech Eskalatioun vun der Situatioun am Darfur um Niveau vun der Sécherheet, vum Humanitären, awer och vun de Mënscherechter.

Um leschten Europäesche Rot zu Bréissel hate mer d'Geleeënheet fir déi aktuell Situatioun Revue passéieren ze loossen. D'Europäesch Unioun, dat ass richteg, ass fest entschloss fir d'Friddensbeméiungen am Darfur ze ënnerstëtzen. Mir wäerten och d'Missioun vun der Afrikanescher Unioun am Darfur, nämlech AMIS, weiderhin an enker Zesummenaarbecht mat de Vereenten Natiounen ënnerstëtzen.

Mir hunn als Lëtzebuerg, dat huet den Här Mosar richteg gesot, jo vill gehollef a mir wäerten och weider hëllefen. Mä et ass richteg, dass eenzeg an eleng eng politesch Léisung ka wierklech dat Leed vun deenen honnertdausenden, vläicht Millioune Leit am Darfur, mä och doriwwer eraus schonn am Tschad ka verbesseren.

Wat elo den Iwwergank vun der Missioun AMIS ugeet, AMIS dat si 7.000 Zaldoten, dat geet laang net duer. De franséischen Ausseminister Douste-Blazy war an der Regioun virun e puer Wochen an huet bericht, dass logistesch gesinn AMIS iwwerhaapt net équipéiert ass. De Bensin fir d'AMIS-Truppe gëtt vun der sudanesescher Regierung zur Verfügung gestallt, mat alle Konsequenzen, déi dat selbstverständlech huet. Also musse mer hëllefen, an dat maache mer an der Europäescher Unioun, fir AMIS ze ënnerstëtzen.

Allerdéngs huet jo d'UNO eng Resolutioun festgehalen, wou et besser wier, wann AMIS och do géif integréiert ginn, dass géif eng UNO-Missioun mat den Afrikaner zesummen opgestallt ginn, an et ass gerechent ginn, dass mindestens 20.000 Zaldoten néideg wieren. Dir wësst, dass den Här President Omar al-Bashir nach ëmmer Problemer domadder huet.

Ech muss awer elo soen, fir e wéineg méi ze nuancéieren, finanziell, logistesch an d'Personalverstäerkung ass ewell akzeptéiert gi vum Bashir. Dat wat net akzeptéiert ass, dat ass de Kommandement vun den Truppen. Si wëllen net, dass dat ënner UNO-Kommandement sollt kënne gestallt ginn.

Bon, mir als Europäesch Unioun, mir maachen Drock op d'sudanesesch Regierung, esou gutt wéi mer dat kënne maachen. Ech war 2004 mam holländeschen Ausseminister deemools mat der Troika an deem Land. Dat ass extrem komplex. Mat Suen eleng erreecht een näischt do. Den Drock ass ganz schwéier och opbauen. Mä mir mussen ëmmer erëm widderhuelen, dass et d'Aufgab ass vun der sudanesescher Regierung, fir fir d'Sécherheet vun hire Leit opzekommen, zemools vun deene ganz aarme Leit am Darfur.

Dir wësst och vläicht, dass zu Genf eng Spezialsessioun war vun dem Mënscherechtsrot, also vum Conseil des droits de l'Homme. An do ass jo eng Mission d'évaluation décidéiert ginn. A mir hoffen, dass déi ganz séier elo kann zesummegesat ginn an op d'Plaz geschéckt ginn. D'Darfur-Friddensofkommes, dat ass effektiv déi eenzeg Grondlag, déi mer hunn, fir e politesche Prozess weiderzeféieren, fir am Dialog zu engem Friddensofkommes ze kommen.

Positiv ass och, dass direkt den Här Pronk, dee jo net méi toleréiert ginn ass als UNO-Emissär vun de Sudanesen, elo ersat ginn ass duerch e Mann mat ganz vill politeschem Gewiicht, dee fréieren Ausseminister vu Schweden, de Jan Eliasson, deen och President war vun der UNO-Vollversammlung, an d'Europäesch Unioun wäert hie voll ënnerstëtzen a senger Aarbecht.

Ech wëllt nach soen, Här President, dass mer och ëmmer erëm musse schwätzen an der Unioun vun der Resolutioun 1591. Do steet alles dran, a mir wäerten am Ministerrot vum Januar 2007 - ech mengen dat ass den 21. Januar - zu Bréissel d'Situatioun am Darfur ënner europäeschen Ausseministeren erëm ganz am Detail analyséieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung. Ech denken, dass mer par main levée ofstëmme kënnen?

(Assentiment)

Vote

Wie mat der Motioun d'accord ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

D'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5574, eng Ofännerung vum Code des Assurances sociales. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider!

7. 5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet kuerz op den Inhalt vun dësem Projet anzegoen. Ee Projet, deen de 16. Mee 2006 déposéiert gouf vum Minister Mars Di Bartolomeo. Den 10. August 2006 koum en Amendement säitens der Regierung derbäi. D'Santéskommissioun huet no dem Avis vum Statsrot, nodeem deen do war, dëse Projet zesumme mat den Avisë vun den eenzelne Chamberen de 14. Dezember 2006 ënnersicht an de Rapport unanime akzeptéiert. De Statsrot hat ausser enger klenger Formulatioun, déi integral am Projet iwwerholl gouf, dëse Projet positiv aviséiert.

Den Objet vum Projet ass entstan aus den Debatten am Kader vum Gesetz vum 21. Dezember 2004, dat dem Stat erlaabt, sech un dem Finanzement vun der Modernisatioun vum Centre de Convalescence vun der Fondation Emile Mayrisch zu Kolpech ze bedeelegen. D'Chamberskommissioun an och de Statsrot hu sech deemools d'Fro iwwert d'Modalitéite vum Finanzement an der Prise en charge bei de Prestatioune bei engem Séjour am Centre gestallt. An de Statsrot hat och festgehalen, datt de Cadre juridique misst preziséiert ginn.

De Moment bénéficiéiert de Centre de Convalescence net vun enger Budgetisatioun vun de Frais de fonctionnement, an och den Artikel 74 vum CAS limitéiert dës op d'Spideeler. Op där anerer Säit énuméréiert den Artikel 61 vum CAS och net de Centre de Convalescence als ee vun de Partner, mat deenen eng Konventioun mat de Krankekeese kann ofgeschloss ginn. D'Krankekeess limitéiert hir Interventioun also op déi statutaresch festgesate Prestatioun als Participatioun un de Frais de séjour vum Patient.

Här President, an Zukunft presentéiert sech de Centre ënner engem ganz neie Konzept, an deem een an enger eenzeger Behandlungsstruktur d'Délivrance an de Finanzement vun de Prestatiounen a Relatioun mat der Konvaleszenz vun der betraffener Bevölkerung gesäit. Et gouf och optéiert, fir de Finanzement iwwert de Biais vun Actes forfaitaires, an net iwwert de System vun der Budgetisatioun ze maachen. Als Modell gëtt de Centre thermal vu Mondorf geholl. D'Dispositiounen applizéiere sech souwuel bei der Assurance maladie wéi och bei der Assurance accident.

Wat d'Bénéficiairë vun der Assurance dépendance betrëfft, esou kréien dës Leit de Benefiss vun hire Prestatiounen Dépendance suspendéiert während hirem Openthalt an engem Centre.

Deen zweete Volet, deen derbäikomm ass duerch deen ugeschwaten Amendement, ass dee fir de Projet de loi ze complétéieren iwwert den Inhalt vum Objet eraus, andeem dann och eng Prise en charge iwwerholl gëtt, wat therapeutesch Aktivitéiten an der Psychiatrie extrahospitalière betrëfft. Hei geet et och drëm, eng Rei vu Propositioune vum Professer Rössler ëmzesetzen, notamment wat eng méi grouss Offer vun den encadréierte Logementer betrëfft.

De Moment gëtt et schonn Associatiounen, wéi zum Beispill „Liewen dobaussen", d'Ligue d'hygiène mentale, Réseau Psy an esou virun an anerer, déi dës Strukturen offréieren. Während hirer psychiatrescher Rehabilitatioun kréien d'Patienten an dëse Strukturen e medezineschen Traitement, wou d'Prise en charge duerch d'Assurance maladie duerch dësen Amendement elo ofgeséchert gëtt. D'Prise en charge vun engem längeren Openthalt bleift virun am Domän vun der Konventioun, an dat op Basis vum 98er Gesetz. Bei Dépendance vu Patiente kann och eng Interventioun säitens der Fleegeversécherung envisagéiert ginn.

Schlussendlech modifizéiert dëse Projet den Artikel 65 vum CAS andeem en e konform zu Konstitutioun mécht, dat heescht, d'Nomenclature vun den Akter, de Servicer a Prothesen duerch Règlements grand-ducaux festgesat ginn, opgrond vun enger Recommandatioun vun der Commission de nomenclature. Een Avis gëtt och beim Collège médical an dem Conseil supérieur des professions de la santé gefrot.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi gesäit also een Article unique vir, fir d'Artikele vum CAS ze änneren: Éischtens den Artikel 61, den Alinea 2, wou d'Punkte 5 a 6 erweidert a verbessert ginn, an den Artikel 65, deen nei definéiert gëtt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet déi éischt ageschriwwe Riednerin. Dat ass déi honorabel Madame Frank. Madame Frank!

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke wëll ech dem Här Schneider villmools Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Wéi mer viru bal zwee Joer hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn, dat dem Stat et erlaabt huet, sech finanziell un der Moderniséierung vum Centre de Convalescence vun der Fondation Emile Mayrisch zu Kolpech ze bedeelegen, war dat e wichtege Schrëtt. Haut gi mer en nächste Schrëtt an déiselwecht Richtung, andeems mer d'Gesetz stëmmen, dat d'Prise en charge vun den Déngschter zu Kolpech, déi geleescht ginn, reegléiert.

Schonn 2004 hate mer eis an der Santéskommissioun Gedanken iwwert d'Prise en charge gemaach a bedauert, datt d'Patienten nach net an de Genoss vun déser finanzieller Ënnerstëtzung komm sinn. Grad ewéi de Statsrot hu mer schonn deemools gemengt, d'Regierung misst e juristesche Kader fir d'Prestatioune während deem Openthalt zu Kolpech schafen. Well Kolpech jo net am Spidolsplang drasteet, war kee Budget virgesinn, fir eben d'Fonctionnementskäschten ze decken, well den Artikel 74 vum Code des Assurances sociales an dësem Domän just d'Spideeler selwer opféiert.

Den Artikel 61 aus dem Code gesäit fir de Centre zu Kolpech eng Participatioun un de Fraisë vum Openthalt vun de Patiente vir. Dat ware bis elo 25 Euro den Dag. Mat dësem neie Projet awer schafe mer elo endlech e gesetzleche Kader am Beräich vun der Prise en charge vun de Prestatiounen, déi zu Kolpech getätegt ginn. Et ass wuel e klenge Projet, mä en huet e signifikativen Impakt.

Ech wëll just nach op den zweete Volet vum neie Gesetz agoen, deen duerch en Amendement vun der Regierung abruecht ginn ass, an nach e puer allgemeng Remarquë maachen. Duerch dësen Amendement ass vun elo un och d'Prise en charge vu Patiente virgesinn, déi aus der Psychiatrie hospitalière kënnen op Kolpech kommen an dann net méi an enger hospitalièrer Struktur nobehandelt musse ginn. Dëst ass en immens wichtege Schrëtt, well och dës Mënschen hunn d'Recht, wann hire Gesondheetszoustand et erlaabt, an engem Rekonvaleszenz-Zenter wéi Kolpech encadréiert ze ginn. Et ass e weidert positiivt Element vun der Dezentraliséierung vum CHNP, wéi de Plang vum Professer Rössler dat virgesäit.

Hei musse mer awer onbedéngt eng Vernetzung téschent deene bestehende Strukturen an dem Net-Spidol-Secteur schafen. Et ass wichteg, datt déi Patienten, déi aus der

Psychiatrie kommen, erëm geléiert gi sech an der Gesellschaft zurechtzefannen a Responsabilitéiten ze iwwerhuelen. Och wa si eng erfollegräich Behandlung hannert sech hunn, esou ass et oft néideg, datt si erëm léieren hiren Alldag ze meeschteren a mat den alldeeglече Problemer eens ze ginn. Also wichteg ass et, datt se Ënnerstëtzung kréien op deem Wee, dee se an déi néideg Autonomie an Onofhängegkeet ka féieren. Heiduerch gëtt de Risiko hoffentlech vun der Rechute vill méi kleng, an domadder kënne mer eise Gesondheetssystem entlaaschten.

Dëst ass eng grouss Erausfuerderung fir d'Responsabel vun der Croix-Rouge, déi de Fonctionnement vu Kolpech assuréieren. Mä ech sinn awer sécher, datt d'Responsabel, d'Madame Marie-Josée Thill, mat all hirem Personnel soignant, déi do schaffen, sech deenen Erausfuerderunge stellen a probéieren, deenen eenzelne Patienten déi néideg Prise en charge mat hire kierperlechen, séileschen an intellektuelle Souffrancen ze garantéieren.

No dësen Ausféierungen zu deem, wat da bis elo am Gesetz steet, wëll ech nach e puer allgemeng Remarquë maachen. Et dierf a mengen Aen an engem gerechte Gesondheetswiesen net dozou kommen, datt Kolpech genotzt gëtt oder mëssbraucht gëtt doduerch, datt verschidde Leit regelméisseg op Käschte vun de Krankekeesen, also vun der Allgemengheet, Kuren iwwer eng Prescriptioun kréien, wéi zum Beispill zu Mondorf. A mir kennen der genuch, déi dat selwer sécher aus hirer eegener Tësch kéinte finanzéieren. Dës Form vu Luxus ass déi Leit, déi et wierklech néideg hunn, mëssbraucht, an d'Krankekeesen an d'Allgemengheet ginn a mengen Aen domadder bedrunn.

Mä ech kommen zréck zum Text. Dës nei therapeutesch Konvaleszenz ass ee wichtegt Element an der Kette vun eisem Gesondheets- a Versuergungssystem, deen absolut am Sënn vun enger laangzäitlecher a ganzheetlecher Gesondheetspolitik steet. Dës nei Méiglechkeet muss integrale Bestanddeel vun eiser Prise en charge ginn, fir jiddferengem zougänglech ze sinn, deen et brauch.

Zum Schluss wëll ech awer nach eng Fro un eise Gesondheetsminister stellen. Ech si besuergt drëm ze wëssen, wéi eng Dokteren Zougank zu Kolpech kréien, fir de Suivi vun deene psychesch kranke Leit ze maachen. An zweetens: Ass de Minister gesënnt eng Evolutioun vun de Käschten a vun der Qualité des soins, déi do geleescht ginn, virzehuelen? Wa jo, dann a wéi enger Zäitspan? Ech wier frou, doriwwer Informatiounen ze kréien.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den Här Wagner huet d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och direkt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Romain Schneider, félicitéiere fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, hien hat dat schonn ugedeit, de Projet de loi ass en fait d'Suite logique vun deem Moderniséatiounsprogramm vun der Fondatioun Emile Mayrisch zu Kolpech, dee mer am Dezember 2004 hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Wär déi heite Gesetzesännerung net komm, wär menger Meenung no déi Modernisatioun iwwerflësseg gewiescht, well och mat enger Moderniséatioun kann een net, wéi gesot, déi néideg therapeutesch Betreiung ginn, wann dat net esou virgesinn ass.

Et ass jo ugnks scho gesot ginn, dass bis elo en fait d'Partizipatioun vun der UCM limitéiert war op e Forfait journalier, wat de Séjour ubelaangt, an op verschidden Actes infirmiers a physiotherapeutescher, mä isoléiert Akten. Dat heescht an anere Wierder, dass alleguerten déi Leit, déi an der Konvaleszenz waren, net onbedéngt déi Betreiung kritt hunn, déi se gebraucht hunn. Duerch dëst Gesetz ass dat an Zukunft méiglech. An domadder ass och de Centre de Convalescence vu Kolpech gläichgestallt mam Domaine thermal vu Mondorf.

An ech hoffen, Madame Frank, dass d'Leit dann do ähnlech gutt Traitementer kréien, wéi dat och zu Mondorf de Fall ass.

Begréissenswäert zousätzlech bei deem heite Projet ass selbstverständlech de Fait, dass am Kader vun der Décentralisation psychiatrique och effectivement déi psychiatresch Betreiung an deem heite Projet de loi mat virgesinn ass, esou zwar dass dat och e Schrëtt no vir ass.

Doduerch kënne mir als Demokratesch Partei deen heite Projet de loi nëmme begréissen an domadder ginn ech selbstverständlech och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Déi gréng Fraktioun seet och dem Rapporteur Merci fir säi Bericht. Dee war ganz explizit an huet alles gesot, wat dozou ze soe war. Mir wëllen dofir keng aner Remarquen hannendrun hänken a bréngen just eis Zoustëmmung zu deem Projet.

M. le Président.- Den Här Minister Mars Di Bartolomeo, zoustänneg fir eiser aller Gesondheet, huet d'Wuert.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e klengt Gesetz mat zwou Dispositiounen, déi awer an deene jeeweilege Beräicher erwaart ginn. Et ass u sech deem, wat de Rapporteur a sengem exzellente Rapport gesot huet, net schrecklech vill bäizefügen.

Opgrond awer vun där enger oder anerer Fro, déi gestallt ginn ass, wollt ech kuerz Stellung huelen zum Projet.

Wat Kolpech an d'Erhuelung, d'Reconvalescence ugeet, bréngt dee Projet hei e qualitative Sprong an e bréngt och eng Entlaaschtung fir déi Leit, déi dovu profitéieren. Och dat muss een esou gesinn, well déi 25 Euro, déi bis elo den Dag bäigedroe gi sinn, déi sinn net duergaang, fir déi Käschten opzefänken. Et wäert also dovu profitéiert ginn, fir d'Offer zu Kolpech ze verbesseren, wou en ambitiéise Programm besteet, deen allerdéngs mat der Krankekeess muss ofgestëmmt ginn, fir ze kucke wéi et complémentaire ka sinn a wou et Iwwerschneidunge gëtt. Also wäert hei d'Prise en charge verbessert ginn, besonnesch och dann, wann deen neie Bauprojet um Terrain realiséiert ass.

Et sinn e puer Suerge geäussert ginn: Dass een d'Qualitéit vun de Soinen, dass een d'Evolutioun vun de Käschte suivéiere muss. Dat ass eng Selbstverständlechkeet. Mir sinn amgaang eis ëmmer méi performant Instrumenter ze ginn, fir net nëmmen d'Qualitéit, mä och d'Evolutioun vun de Käschten ze suivéieren.

Wa mer de Fortschrëtt wëllen, musse mer d'Käschten am Grëff behalen. All Euro, dee falsch ausgi gëtt, dee feelt herno op där richteger Plaz, wou mer e Fortschrëtt missten hunn.

D'Dokteren, den Zougang zu Kolpech, dat ass keng Fro, déi ech elo aus der Hëft ka beäntweren, mä déi Äntwert reechen ech selbstverständlech no.

D'Madame Frank kann ech berouegen: Et ass sécher net Luxus, deen hei begënschtegt gëtt. Ech ginn och net dovun aus, dass zu Mondorf bei de Kuren nëmme Luxus geleescht gëtt, mä dass zu Mondorf eng ganz Rei vu Leit gutt Soinë kréien, déi se brauchen an déi se soss an d'Ausland misste siche goen. Hei ginn ech selbstverständlech vun deemselwechten aus.

Ech muss och soen, dass d'Kuren zu Mondorf, och wann dat heiansdo am Emfannen esou vläicht opgeholl gëtt, e Posten an de Krankekeese sinn, deen net explodéiert, dat heescht, déi Gefällegkeetskuren, vun deenen ëmmer geschwat gëtt, si sécher eng Ausnahm, mä ganz sécher net d'Regel. An dat soll och hei net esou sinn. Et soll een dat och, wann een gelift, net esou duerstellen.

Dann deen zweete wichtege Volet am Gesetz, wichteg, well en der Psychiatrie, der Psychiatrie extra-hospitalière en zweet finanziellt Standbee gëtt. Mir hunn an der Lescht e puermol d'Geleeënheet gehat, iwwert d'Entwécklung an der Psychiatrie ze schwätzen. Dat, wat mer als Erfolleg kënne wäerten, dat ass d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie, vun dem CHNP a Richtung akut Spideeler, wou ech déi leschte Kéier drop higewisen hunn, dass dat e Projet war, dee preparéiert ginn ass vun der viregter Regierung an dee realiséiert an an d'Praxis ëmgesat ginn ass ënnert déser Regierung.

Dat féiert dozou, dass d'Hospitalisatioune vill méi kuerz ginn, wéi dat an der Vergaangenheet war. Dat féiert och dozou, dass déi Besoinë fir d'Leit, wa se aus der akuter Phas erauskommen, méi grouss ginn, also, dohier och den Drock aus dem Professeur Rössler sengem Rapport eraus, fir déi extra-hospitalière Réseauen ze verstäerken.

An am Moment ass et esou, dat wësst Dir, dass deen dote Beräich vun der Psychiatrie reng iwwert de Statsbudget, iwwer Kreditter vun der Santé iwwer Konventioune bezuelt gëtt.

Mir sinn awer der Meenung, dass bei deenen Ausserspidolsinfrastrukturen och eng ganz Rei vu medezineschen Déngschtleeschtunge geleescht ginn. An duerfir si mer zur Konklusioun komm, dass mer d'Krankekeese mat an deen dote Beräich sollen eranhuelen, fir d'Offer kënnen ze vergréisseren, fir selbstverständlech net am Budget schneiden ze goen, mä d'Offer ze vergréisseren doduerch, dass mer en zousätzleche finanzielle Support kréien.

Dat erlaabt eis eng ganz Rei vun neie Strukturen ze schafen. Et sinn der eng Rei, déi amgaang si geschaf ze ginn. Déi lescht, vun där Dir héieren hutt, ass virun e puer Wochen opgaangen an der fréierer Orangerie vum den CHNP. Et ass déi spezialiséiert Struktur fir am Prisong feelplacéiert Kanner mat enger Rei vu Problemer, sief dat psychescher, sief dat Dependenznatur. Déi Struktur huet hir Dieren de 4. Dezember offiziell opgemaach, ass also eng nei Struktur, déi kloer achséiert ass op Jugendlecher.

Mir hu virun e puer Deeg den definitive Go ginn, fir e Foyer - also méi eng liicht Struktur - am Norden ze schafen. Do ass et bis elo esou eng Struktur net ginn. Déi Struktur gëtt vun „Liewen dobaussen" opgebaut, an enker Zesummenaarbecht mat hire Partneren, sief dat den CHNP, sief dat déi fräischaffend Spezialisten.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint weider Strukture genehmegen. Et sinn der, hannert där spezialiséierter Struktur fir Jugendlecher, nach néideg a spezialiséierte Foyeren. An an deenen nächsten Deeg wäert de Plan stratégique vum CHNP genehmegt ginn an den CHNP wäert da mat senger Moderniséierung kënne weiderfueren.

Dat gesot, bréngt dëse Projet eis also eng weider Ënnerstëtzung an der Dezentraliséierung vun der Psychiatrie, fir eis Bestriewungen, fir d'Psychiatrie de Leit méi no ze bréngen, a fir eis Bestriewungen, fir d'Continuité des soins an der Psychiatrie ähnlech gutt ze organiséieren an ze strukturéiere wéi bei deene sougenannten normale Soinen. Dat heescht, vun deene ganz liichte Strukturen iwwer Logementsstrukturen, iwwer Réseauen - dat heescht Prestatiounen, déi bei de Leit doheem och kënne gemaach ginn -, iwwer spezialiséiert Foyerë bis hin zu akute Spideeler an zu Rehabilitatiounsstrukturen.

Domat geet de Krees zou, an ech kann Iech soen, dass mer ugnks des Joers no där nächster Gesondheetskonferenz den Aktiounsplang fir déi weider Reform vun der Psychiatrie presentéieren an dann och mat Iech zesummen diskutéiere wäerten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Här Kox, ass e Problem?

(Interruption)

Et feelt nach ee Vote. Voilà.

De Projet de loi 5574 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5633 iwwert d'Upassung vun de Pensiounen an den Unfallrenten. D'Wuert huet och hei de Rapporteur, den honorabelen Här Romain Schneider. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meyers, den Här Krieps, den Här Braz, den Här Gibéryen an den Här Jaerling. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

8. 5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Dat ass fir mech dës Woch dee leschte Rapport dann ze maachen, dëst fir de Projet 5633. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Rapporteur vu de Projet iwwert den Ajustement vun de Pensiounen a Renten op den Niveau de vie 2005 kuerz anzegoen an Iech déi néideg Erklärungen ze ginn.

Laut Artikel 225, Alinea 4, vum Code des assurances sociales ënnersicht d'Regierung all zwee Joer, ob et noutwendeg ass, eng Revisioun vum Facteur d'ajustement iwwert de legislative Wee ze maachen. Si gëtt esou der Chamber e Rapport iwwert de Wee vun engem Gesetzesprojet virun.

Säit 1995 ersetzt een Indicateur unique déi zwee, déi bis 1992 ugewannt goufe fir d'Pensiounen an d'Renten an de Mindestloun. D'Referenzpopulatioun gëtt zesummegesat vu Salariéen tëschent 20 bis 65 Joer, ageschloss och de Statssecteur. Den Indicateur miesst d'Progressioun vun de Salairë bis zum Siwefache vum Mindestloun. Dir fannt déi eenzel Tableaue mat de Resultater am Unhank vun dësem Projet erëm.

D'Gesetz vum 21. Dezember 2004 hat d'Pensiounen an d'Accidentsrenten op de reellen Niveau vun de Salairë vum Joer 2003 bruecht, mat Effet op den 1. Januar 2005. De Moment ass also komm, een Ajustement op de Lounniveau vun 2005 ze maachen, an dat ab 1. Januar 2007. Dunn huet awer de Comité tripartite a sengem Avis vum 28. Abrëll 2006 beschloss, an dat fir d'Statsfinanzen ze konsolidéieren, dësen Ajustement ze reportéieren an ze échelonnéieren, deen, wéi gesot, den 1. Januar 2007 sollt kommen.

Laut Evolutioun vun de Salairë gouf deemools an der Tripartite proposéiert, wou gerechent gi war, datt dës Hausse 2% sollt sinn, 1% den 1. Juli 2007 ze erhéijen an e weideren 1% den 1. Juli 2008.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'Konklusioune vum Rapport awer, deen Der virleien hutt, weisen, datt d'Evolutioun vun de Léin eng Hausse vun nëmmen 1,9% bedeit. Duerfir ginn d'Pensiounen an d'Unfallrenten elo gehéicht ëm 1% op den 1. Juli 2007 an ëm 0,9% op den 1. Juli 2008. De Facteur d'ajustement geet also net erop ab 1. Januar 2007 vun 1,327 op 1,352, mä vun 1,327 op 1,340 ab 1. Juli 2007, an duerno vun 1,340 op 1,352, an dat, wéi gesot, ab dem 1. Juli 2008.

De Käschtepunkt vun dësen Ajustementer beleeft sech op 11,6 Millioune fir 2007 an op 34,1 Millioune fir 2008. Dësen Zousazkäschtepunkt kann duerch d'Pensiounskeese laut den ugekënnegte Reserven hoffentlech gedeckt ginn.

Bei den Unfallrente läit de Käschtepunkt bei 0,7 Millioune Euro fir 2007 a bei 2 Millioune Euro fir 2008. Duerch d'Abrogatioun vum Artikel 100, Alinea 6, vum CAS, dat mer gëschter am Gesetz 5611 ugeholl hunn, gëtt d'Charge vum Stat, also deen een Drëttel, wou mer gëschter geschwat hunn, komplett vun de Keesen, wat d'Assurance accident industrielle ubelaangt, iwwerholl. Dëst spillt net, wéi mer och gëschter geschwat hunn, wat d'Bauere betrëfft, wou virun de Statsbudget Träger ass. An hei hunn ech gëschter schonn d'Zuelen eng Kéier ge-

nannt: Fir 2007 sinn dat 30.000 Euro a fir 2008 100.000 Euro, déi am Spill sinn.

Mat dësem Gesetz ginn och d'Pensiounen an d'Rente vun de Statsbeamten an d'Luucht. De Käschtepunkt läit hei fir 2007 bei 2 Milliounen a fir 2008 bei 6 Milliounen Euro.

Eis Kommissioun huet de Projet an hirer Sitzung vum 14. Dezember 2006 ënnersicht. Si huet gläichzäiteg den Avis vum Conseil d'État ënnersicht, dee keng Objektioun hat. Leider louch de 14. Dezember awer keng Prise de position vun iergendenger Chamber do. Déi koume méi spéit eran. Déi konnte mer liesen an a Rou liesen, mä déi waren nom 14. Dezember eréischt do, sou datt d'Kommissioun also net d'Méiglechkeet hat, op dës Avisen anzegoen.

Wat do den Avis vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers ubelaangt, mengen ech, sou wëll ech als Rapporteur näischt driwwer soen, weisen awer drop hin, datt gëschter de Kolleeg John Castegnaro en long et en large drop agaangen ass an en och wierklech esou kommentéiert huet, wéi ech mengen datt en aus menger Sicht ze kommentéieren ass.

Den Avis vun der Chambre des Employés privés iwwregens hunn ech kuerz eng Kéier duerchgelies. E gesäit jo kee Problem vir. A souwäit ech weess ass haut och nach ee vun der Chambre de Travail komm, deen ech och duerchkucken, mä ech mengen, deen ass och plus ou moins an der Rei.

Här President, mat enger Géigestëmm vum Här Jaerling huet d'Commission vun der Santé an der Sécurité sociale dëse Projet akzeptéiert an der Chamber zum Vote proposéiert. Ech soen Iech och Merci fir d'Nolauschteren an dësem Kontext, an Här President, erlaabt mer, datt ech kuerz am Uschloss dozou e Wuert soen, fir och d'Meenung respektiv vun eiser Fraktioun eriwwerzeginn. Ech wollt kuerz...

(Interruption)

M. le Président.- Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, wann Der erlaabt géif ech dem Här Rapporteur wëllen eng Fro stellen. En huet eis gesot elo wat de Käschtepunkt fir d'Pensioune vum Privatsecteur respektiv fir de Stat ass, wat deen Ajustement hei kascht. Ech wollt froen: Et ass jo am Kader vun der Tripartite fir d'Statsfinanzen ze konsolidéieren, wou déi Datumer zréckversat si ginn. Wat ass dann elo d'Aspuernis fir de Stat, opgrond vun där doter Moossnam, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur?

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur*.- Här Gibéryen, ech soe Merci fir d'Fro, mä ech mengen, ech géif déi Fro weiderginn un den zoustännege Minister, deen do ass, deen dorop géif äntwerte spéider dann am ganze Package. Da kann een déi Froen ofmaachen.

Bon, ech mengen, ech géif Merci soe fir d'Nolauschtere bei dësem Rapport, géif dann awer och, wann Der erlaabt, Här President, den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Dann ass deen éischten ageschriwwene Riedner den Här Meyers.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur Merci fir de schrëftleche a mëndleche Rapport. Dee schrëftleche Rapport, wou ech géif festhalen, dass e bal komplett war, mä dat ass net seng Schold, well e keng Kommentaren iwwert d'Avisë vun de Beruffschambere konnt ginn. Dat kënne mer dann awer hei mëndlech nohuelen.

Sou wéi de Rapporteur gesot huet, ass déi gesetzlech Basis vun dem Ajustement den Artikel 225 vum Code des assurances sociales, deen eigentlech véier Bedingunge virgesäit, fir dass den Ajustement kann erfollegen:

Éischtens, d'Obligatioun fir d'Regierung, fir all zwee Joer e Rapport ze presentéieren iwwert d'Lounentwécklung am öffentlechen a private Secteur; zweetens, wa sech doraus ergëtt, dass eng positiv Entwécklung do ass, d'Obligatioun fir der Chamber e Gesetzesprojet ze ënnerbreeden, wou och d'Pensiounen un déi Lounentwécklung ugepasst ginn; drëttens, d'Festsetzung vun deem neien Ajustementsfacteur, deen, esou wéi de Rapport se ginn huet, hei mat sech bréngt, dass d'Renten an d'Pensiounen ëm 1,9% hanne kënne sinn - wann een esou ka soen - par rapport zu de Léin a Gehälter. Sou dass dee Moment och eigentlech missten opgrond vun där doter Entwécklung, sou wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, d'Renten an d'Pensioune vum 1. Januar an ëm deeselwechte Betrag gehéicht ginn.

E véierte Faktor, deen ze ënnersichen ass, ass dee vun de Ressourcen. De Rapporteur huet schonn drop higewisen, wat d'Ausgabe fir de Privatsecteur sinn. Dat sinn 11,6 Milliounen Euro fir d'nächst Joer a 34,1 Millioune fir 2008. De Solde vun de Recettë par rapport zu den Dépensë beleeft sech an därselwechter Zäit op 500 Milliounen, esou dass iwwert de Regime vun de Pensiounen ouni zousätzlech Belaaschtung den Ajustement ka finanzéiert ginn.

Et kéint een also dervun ausgoen, dass och deen Ajustement op den 1. Januar kéint a Kraaft trieden. Allerdéngs ass am Rahme vun dem Accord tripartite den Ajustement an der Zäit zréckgesat a gesplit ginn. Ech wëll hei net op d'Ursaachen agoen, firwat dass dat geschitt ass. Mir hu gëschter erëm hei vum Statsminister répétéiert kritt, dass dat geduecht ass fir d'Konsolidéierung vun den öffentlechen Dépensen. D'Chamber huet sech an der Vergaangenheet e puermol mat deem Problem befaasst, an, wéi gesot, den Ajustement ass och en Deel vun deem Paquet tripartite.

Ech hu virdru gesot, de Rapport ass bal komplett, mä de Rapport konnt den Avisë vun de Beruffschambereen net Rechnung droen. A mir konnten déi Rapporten an de leschten Deeg liesen. Do war een awer plus ou moins erstaunt, dass eenzel Beruffschamberen, déi Vertriedunge si vun hire Beruffsstänn, op eemol net méi mat deem Accord tripartite d'accord sinn, während mer liesen, dass d'Beruffschambere vun de Salariéen - Privatbeamten, Aarbechter a Statsbeamten - an engem kuerzen Avis hiren Accord ginn hunn zu deem Ajustement.

Sou wéi en elo zréckgesat a gesplit gëtt, hunn d'Beruffschamber vum Commerce an d'Chambre des Métiers e gemeinsamen Avis ofginn, deen een eigentlech kéint - wann ech dat e bësse op eng karikaturistesch Aart a Weis wëllt duerstellen - an dräi Sätz erëmginn: Éischtens stelle se fest, dass am Rahme vun der Tripartite een Accord getraff ginn ass, fir den Ajustement ze échelonnéieren an zréckzesetzen. Zweete Saz: Déi zwou Chambere begréissen déi dote Mesure. An deen drëtte Saz: Si opposéiere sech engem Ajustement, och esou wéi en an der Tripartite festgehale ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do ass eng grave Décisioun. Si ass grave, well éischtens - elo kéint ee soen, dat kann eigentlech deenen anere Partner egal sinn - domat d'Glaubwürdegkeet vun engem vun de Sozialpartner bei der Tripartite a Fro gestallt ass. Well dee Moment, wou een esou reagéiert, mussen déi aner Partner sech d'Fro stellen, awéiwäit dass een nach Vertrauen an ee vun de Partner kann hunn, wann een en Accord, dee ganz sécher och deenen anere Sozialpartner an de Gewerkschafte vill méi ofkascht huet, op eemol a Fro stellt.

Mä mat dem Afrostelle vum Tripartite-Accord muss ee sech awer d'Fro stellen, ob hei am Land, allgemeng gesinn, den Dialogue social net a Fro gestallt ass.

Une voix.- Très bien.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Well d'Instrument vun der Tripartite ass a mengen Aen ee wesentlecht Instrument vum Dialogue social. An et huet eis erlaabt an der Vergaangenheet, an deene leschten 30 Joer, eng ganz Rei Reformen am Accord mat deenen dräi Vertrieder - mat der Regierung, de Gewerkschaften an de Patronatsvertrieder - auszehandelen a se op eng Aart a Weis ze presentéieren, déi et och der Chamber erlaabt huet, wäitgehend deenen doten Accordë Rechnung ze droen.

An den Nopeschlänner gi mer wéinst deem doten Instrument vun der Tripartite beneit. Ech hunn dëser Deeg an engem Interview, dat de Michel Rocard enger Zäitschrëft ginn huet, gelies, dass e bedauert, dass a Frankräich keen Dialogue social méiglech ass, an dass dofir och keng négociéiert Accorden am Hibléck op d'sozial Reformen a wesentlech gesellschaftlech Reforme kënnen duerchgefouert ginn. Well soubal wéi d'Regierung mat Reforme kënnt, ass et bal deen een, bal deen anere Partner, deen drop schéisst an déi Reformen dann ofschéisst.

Dat war hei zu Lëtzebuerg an der Vergaangenheet net de Fall. Et konnten Accordë getraff ginn, déi sécher Kompromisser waren, mä wou jiddfereen dermat konnt liewen. Wa mer awer elo feststellen, dass op enger Säit deen Accord zu engem Deel - an zu engem wesentleche sozialen Deel - a Fro gestallt gëtt, da muss een Angscht kréie fir déi weider Entwécklung vun deem doten Instrument. An ech mengen, mir kéinten hei nëmmen den Appel maachen, dass an där Zäit vu méi Besonnenheet d'Patronat sech och fir deen doten Deel géif fir d'Zukunft besënnen.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Firwat kuckt Der dann elo op den Här Frieden?

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Et kann ee fir d'Zukunft iwwer Renten a Pensiounen diskutéieren, mä wann een en Accord ginn huet am Rahme vun der Tripartite, wéi et hei de Fall war, ech mengen, da muss ee sech och un deen Accord halen, wann ee wëllt glaubwürdeg bleiwen a wann een als seriöe Partner och fir d'Zukunft wëllt unerkannt ginn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech Iech soen, dass d'CSV zu deem Accord steet. Et ass och fir vill Leit heibannen net einfach engem Ajustementsgesetz zouzestëmmen, wat aneschters ausgesäit wéi déi Ajustementer, déi mer an der Vergaangenheet haten. Ech mengen, dat ass och fir vill Leit, besonnesch déi am soziale Secteur schaffen, eng Erausfuederung an een Affer, wat bruecht gëtt, wat een och dobaussen oft deene Pensionéierten net liicht ka verkafen.

Ech wëll awer och soen, dass d'CSV zu deem Instrument vun dem Ajustement steet. Dat bedeit, dass deen nächste Rendezvous hei an der Chamber, fir iwwert den Ajustement ze schwätzen, an zwee Joer ass, am Dezember 2008.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Nächste Riedner ass den Här Krieps. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Merci, Här President. „Denke ich an Herrn Kaes und Konsorten in der Nacht, dann bin ich um den Schlaf gebracht."

(Hilarité)

Dës liicht ofgeännert Versioun vum Heinrich Heine sengem Gedicht „Nachtgedanken" hunn ech natierlech net aus Zoufall hei gewielt, well den Heinrich Heine deen éischte Poet war, dee sech no der industrieller Revolutioun der Aarbechterklass ugeholl huet, an als gutt Frënn de Friedrich Engels an de Karl Marx hat. Offensichtlech huet dee Gedanken net nëmme mech gëschter Owend betraff, wéi ech heemgefuer sinn, mä och hei am Haus den Här Sauber an den Här Thiel, déi bal vum Stull gefall waren.

Ech muss och soen, dass den Heinrich Heine, nodeem en de Karl Marx begéint huet, nach en anert Gedicht gemaach huet: dat berühmt „Wintermärchen". Et war wou e jonkt Meedchen - ech schwätzen elo net vun der Tripartite, well dat ass schonn en aalt Meedchen - op eng flott Aart a Weis gesongen huet. Ech zitéieren Iech nëmme véier Zeilen.

Une voix.- Sangt eis se.

M. Alexandre Krieps *(DP)*.- Ech ka se net sangen, well doranner sinn ech net gutt. Ech war ni an engem Kierchechouer.

„Ich kenne die Weise, ich kenne den Text,

Ich kenn auch die Herren Verfasser;

Ich weiß, sie tranken heimlich Wein

Und predigten öffentlich Wasser."

Ech leeën Iech un d'Häerz, dass den Heinrich Heine Gedichter geschriwwen huet iwwert d'Aarbechterklass 1844 a seng Texter vum preisesche Kinnek 1846 verbuede gi sinn. Also, en ass och natierlech e puer Joer duerno - 1933 - verbuede gi vum Hitler fir aner Ursaachen.

Glécklecherweis ass dëse virleiende Projet - an do sinn ech mat mengem Virriedner, dem Paul-Henri Meyers, d'accord - an der Tripartite net ganz Victime vum flächendeckenden Ofbau gemaach ginn. An ech hoffen och, wéi hie gesot huet, dass an zwee Joer mer hei zu deem do Text kommen. Ech bedaueren natierlech wéi vill anerer, dass déi Auszuelung elo verspéit kënnt, mä domadder muss ee kënne liewen. An déi eeler Persounen am Land, déi hei an de Benefiss vun dësem Gesetz kommen, déi sinn d'Spuere méi gewinnt wéi déi méi Jonk a sinn och net esou ongedélleg wéi déi Jonk.

Ech erënneren och drun, dass déi Gesetzgebung hei vum 13. Mee 1964 datéiert, wat d'Upassung, den Ajustement am private Secteur betrëfft, well am Statssecteur war dat scho méi fréi do. An ech erënneren och drun, dass e jonken DP-Deputéierten deemools, deem säin Numm Gaston Thorn war, an de Kommissioune vun der Chamber un dësem Gesetz vun 1964 maassgeblech bedeelegt war. Dir kënnt dat alles noliese goen.

Ech mengen och, dass alles zu dësem Gesetz vun de Virriedner gesot ginn ass. Ons DP-Fraktioun ënnerstëtzt dat hei Gesetz, well dat an der Traditioun vun der DP hirem sozialen Opbau ass.

Ech soen Iech dofir Merci, begréissen och d'Aarbecht vum Rapporteur Romain Schneider zu dësem Gesetz a wënschen Iech schéi Feierdeeg. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Krieps. Den nächste Riedner ass den Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Déi gréng Fraktioun seet dem Rapporteur Merci a bréngt och d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat geet de Mëtteg am Schnellverfahren hei. Ech wëll och dem Kolleeg Romain Schneider Merci soe fir säi Rapport.

Ech mengen, all zwee Joer ëm dës Zäit, sou wéi beim Mindestloun gëschter, hu mer dann och erëm um Ordre du jour den Ajustement vun de Renten a Pensiounen.

Wann alles normal gelaf wär, da géifen d'Pensiounen an d'Renten am privaten an am öffentleche Secteur den 1. Januar elo 2007 ëm 1,9% ugepasst ginn. D'Tripartite war leider do dertëschent den 28. Abrëll 2006, an do ass, fir d'Statsfinanzen ze sanéieren, dann décidéiert ginn, dësen Ajustement opzedeelen an en zréckzeversetzen, op den 1. Juli 2007 1% an op den 1. Juli 2008 0,9%.

Den Här Rapporteur huet eis hei matgedeelt, wat mer do un Erspuernisser kréien: Fir d'Pensiounskeese vum Privatsecteur sinn dat 2007 11,6 a fir 2008 34 Milliounen, also iwwert déi zwee Joer gesi 45 Milliounen am Privatsecteur fir d'Pensiounskeess. Am öffentleche Secteur sinn et fir 2007 2 Milliounen a fir 2008 6 Milliounen, also 8 Milliounen.

Mä wann een awer weess, datt dee Projet jo hei gemaach ginn ass, dat Zréckversetze vun den Datumer, vun den Erfalsdatumer vum Ajustement, fir d'Statsfinanzen ze konsolidéieren, da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat hu mer dann doduerch gespuert?

Den Här Minister war esou frëndlech, mer an der Zwëschenzäit déi Zuelen ze ginn. D'Pensiounskeese vum Privatsecteur spueren duerch dat Zréckversetzen 43 Milliounen iwwert déi zwee Joer, an de Statsbudget duerch d'Zréckversetzen, wat d'Ajustementer vun de pensionéierte Statsbeamten ubelaangt, iwwert déi zwee Joer 7,5 Milliounen.

Dat heescht also, datt déi Ajustementer, déi hei zréckversat ginn ëm sechs Méint an ëm annerhallef Joer, am Fong dem Stat net méi an net manner wéi just déi 7,5 Millioune vun Erspuernisser bréngen. Am Privatsecteur, mengen ech, huet de Stat keen Afloss, well do den Ajustement integral vun de Pensiounskeese bezuelt gëtt.

Duerfir stellt d'Fro sech, wann ee seet, mir wëllen d'Statsfinanze sanéieren, firwat datt een dann och hei am Privatsecteur den Ajustement net gemaach huet. A well mer gëschter hei och den zoustännege Minister héieren hunn, deen eis hei opgezielt huet, wéi héich d'Reserven am Privatsecteur sinn, déi enorm héich sinn, wou mer eng Deckungsperiod vun 3,1-mol d'Joresdépensen hunn, mat enger steigender Tendenz souwuel 2006 wéi och 2007, esou gëtt et absolut keng Ursaach, fir deen Ajustement net zum Erfalsdatum den 1. Januar 2007 ze bezuelen.

Op där anerer Säit, mengen ech, muss ee soen, wann de Stat bei den Ajustementer wëllt spueren, da kann en dat just spueren, wann e bei senge pensionéierte Beamten den Ajustement net bezilt. Mir wëssen awer, datt mer vum 1. Januar 1999 un en eenheetlechen Ajustement hei am Land hunn, dee souwuel fir de private wéi fir den öffentleche Secteur zielt. Mir waren déi, déi dat ëmmer verlaangt hunn, an duerfir sti mer och dozou.

Mir sinn och der Meenung, datt an Zukunft alles, wat mer an deem gemeinsame Statut hunn, wat d'Renten ubelaangt, wat privaten an öffentleche Secteur ubelaangt, datt een dat am privaten an am öffentleche Secteur ëmmer nëmme kann d'selwecht evaluéieren. Ob dat d'Ajustementer sinn, ob dat d'Cotisatioune sinn. Alles dat, wat eenheetlech ass, muss och eenheetlech bleiwen.

Mir wëssen awer, Här President, datt also hei vum Privatsecteur vun de Reserven aus absolut keng Ursaach do war, fir den Ajustement net ze bezuelen.

An et kann net esou sinn, Här President, datt mer deen een Dag higinn, wéi gëschter hei décidéiert am 5611, wou mer am Fong e Renteklau décidéiert hunn, wou d'Pensiounskeese vum Privatsecteur manner Gelder kréien, wou de Stat manner Transferten un d'Pensiounskeese vum Privatsecteur mécht, deen een Dag e Renteklau maachen, wat d'Bezuelen un d'Pensiounskeese vum Privatsecteur ubelaangt, an dann deen Dag duerno maache mer schonn e Klau vum Ajustement.

Dat heescht, dat, wat gëschter manner abezuelt ginn ass, mussen d'Pensionären aus dem Privatsecteur haut schonn erëm zréckbezuelen. Et ass also en duebele Renteklau, dee mer hei maachen, well déi Leit am Privatsecteur hunn dësen Ajustement verdéngt, an ech soen och déi Leit an der Fonction publique, well, wann de Stat wierklech schonn esou wäit ass, dass en déi 7,5 Millioune muss anhalen, sou datt d'Pensiounen och am öffentleche Secteur an am private Secteur net kënnen ugepasst ginn, dann ass et nach vill méi schlecht ëm d'Statsfinanze gestallt, wéi dat an deene leschten Deeg a Wochen hei duergestallt ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Insgesamt spuert de Stat 7,5 Milliounen iwwer zwee Joer am Statsbudget. An duerfir kréie souwuel am private wéi am öffentleche Secteur déi Pensionéiert an d'Pensionären hir berechtegt Ajustementer net op den 1. Januar 2007.

Dat ass eng Situatioun, déi mir ënner kengen Ëmstänn kënnen akzeptéieren. Mir halen drop, datt den Ajustement op den 1. Januar 2007 ganz misst ausbezuelt ginn. Mir kënnen net heimadder averstane sinn. Duerfir stëmme mir och géint dëse Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann ass als leschte Riedner den honorabelen Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Dat deet esou gutt, wann Dir „honorabel" ëmmer esou betount, Här President.

(Hilarité)

Här President, ech wëll och dem Rapporteur fir säi Rapport félicitéieren. An ech sinn och frou, dass en hei ernimmt huet, dass ech an der Kommissioun och géint dee Rapport war, mä e weess awer och ganz genau...

Une voix.- Als Eenzegen!

M. Aly Jaerling *(Indépendant)*.- Jo, als Eenzegen. Ech sinn och houfreg drop, well e weess awer ganz genau, dass ech net géint de Rentenajustement war, mä dass ech géint déi aarmséileg Aart a Weis war, wéi deen aarmséilegen Ajustement hei och nach an zwee gedeelt gëtt an eréischt no annerhalleft Joer voll ausbezuelt gëtt. Do war ech dergéint an do sinn ech och hei dergéint.

A mäin Neen hei zu deem Projet wëllt och just ausdrécken, dass ech géint déi aarmséileg Aart a Weis sinn, wéi hei d'Rentner bei d'Lisette gelooss ginn.

Den Här Meyers huet hei gesot, heibannen, do wären der, déi géifen Affer bréngen, wa se dee Projet hei misste stëmmen. Heibannen ass keen, deen en Affer bréngt. Dat kann ech lech soen! An dat hu mer an deene leschten Deeg hei gesinn. Hei sinn nach ganz aner Saachen ofgestëmmt ginn, an ech hu kee vun deenen alleguer heibanne gesinn eng Tréin vergéissen.

(Interruptions)

An ech ka mer och net virstellen, dass se owes eng Temesta huelen, fir roueg ze schlofen. An duerfir, déi Eenzeg, déi hei Affer bréngen, dat sinn d'Rentner. Déi Eenzeg, déi hei Affer bréngen, dat sinn déi Leit, déi elo an deene leschten Deeg hei gestriizt gi sinn. An ech kann nëmme soen, dës Regierung, déi ass um séchere Wee, fir an d'Guinnessbuch vun de Rekorder vum Sozialofbau opgeholl ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den zoustännege Minister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur en häerzleche Merci soe fir säi Rapport, deen d'Nuancë richteg erausbruecht huet an deen och kloergemaach huet, dass eigentlech jiddfereen...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

...léiwer, esou wéi oft beim Rentenajustement, beim Ale bliwwe wär. Mä Dir wësst a wat fir engem Kader dass d'Diskussioune gefouert gi sinn. D'Diskussioune sinn am Kader vun der Tripartite gefouert ginn, an am Rahme vun engem Accord, deen e ganze Koup Komponenten hat, ass deen heite Projet, ass déi heiten Décisioun zustane komm, well d'Diskussiounspartner sech och eens waren, dass all Beräicher sollten an déi Diskussioun erabezu ginn a sollten équilibréiert Accordë fonnt ginn.

Ech wëll just ënnersträichen, well dat jo vläicht ënnergeet bei deenen Aarmséilegkeeten, déi ervirgestrach ginn, dass duerch deen heite Projet de Prinzip vum Ajustement net a Fro gestallt ginn ass. Dat war an ass net esou evident an enger Diskussioun, wou heiansdo déi einfach Mëttelen an de Virdergrond gestallt ginn: de Pensiounsregime total op d'Kopp dréien, Ajustementer total op d'Kopp dréien. Einfach Rezepter also bréngen, fir méi komplex Prozesser.

Ech wëll och soen, dass an deenen Diskussiounen, déi an der Tripartite gefouert gi sinn, der waren, et pas des moindres, déi net op deen heite Wee wollte goen, mä op vill méi eng radikal Aart a Weis un den Ajustement wollten erugoen. D'Sozialpartner hu sech am Endeffekt gëeenegt, dass de Prinzip vun enger Zweejoresadaptatioun vum Ajustement net a Fro gestallt gëtt, mä dass et zu engem différéierten Ajustement kënnt an - deemools am Gespréich - gläichméisegen Tranchë vun engem Prozent 2007 an engem Prozent 2008.

Dat war eng approximativ Rechnung deemools, well d'Basisdate fir den Ajustement nach net virlouchen. Déi Berechnungen, déi d'Regierung am Zesummenhang mam Mindestloun a mat dem Rentenajustement gemaach huet, déi hunn net 2% erginn, mä 1,9%, an duerfir ass d'Optioun geholl ginn, déi éischt Tranche op 1% festzeleeën, also déi méi grouss Tranche, an déi zweet Tranche op 0,9% festzeleeën. Dat heescht also, dass an der Tripartite no laangen a kontroversen Diskussiounen, wou vill méi wäit reechend Positiounen um Dësch louchen, en Accord fonnt ginn ass op dësem Punkt, esou wéi en elo virläit.

Et gouf also en kloren Accord an der Tripartite!

An ech verstinn dofir ganz kloer d'Oppregung an och d'Betraffenheet vun enger Rei vu Leit heibannen an och vun dobaussen, well elo an der Diskussioun an an den Avisen zu deem heite Projet eenzel Patronatsorganisatiounen deen Accord a Fro stellen, deen awer aus der Tripartite erauskoum. An ech sinn honnertprozenteg mat deem, wat de John Castegnaro gëschter gesot huet, a mat deem, wat de Paul-Henri Meyers haut gesot huet eens, dass, wann Accords tripartites getraff sinn, déi Accorden all Partner engagéieren, an dass déi Partner gutt drun dinn, sech och nach sechs Méint duerno dorun ze erënneren.

Well dee wäertvolle Modell, deen d'Tripartite ass - an ech sinn honnertprozenteg do dermat d'accord, dass all d'Länner, déi en net hunn, eis drëm beneiden, dass mer den Tripartite-Modell hunn -, dee Modell musse mer erhalen. An all Kéiers wann eng Tripartite-Ronn a schwieregen Zäite mat engem Accord endegt, och wann deen Accord net jiddfereen zefridde stellt, dann ass dat vill méi wichteg a vill méi richteg a fir jiddferee vill méi sënnvoll, wéi en Désaccord! Well den Désaccord setzt nämlech vill méi op d'Spill wéi den Accord, deen no méiséileger Aarbecht zwëschent Partner fonnt ginn ass.

Ech muss dat vläicht eng Kéier ënnersträichen, fir dat ze relativéieren, wat heiansdo esou mir näischt, dir näischt vun anere Bänke kënnt, dass mer hei iwwer Aarmséilegkeete schwätzen. Mir hunn e Rentesystem, deen zu deene beschten op der Welt gehéiert, wann et net dee beschten ass. Et gëtt just an deem beschtméigleche Rentesystem nach Nuancen, ob een an deem enge Secteur ass oder an deem anere Secteur ass. Mä et ass dee beschtméiglleche Rentesystem. An et ass quasi deen eenzegen, wou ech jiddefalls op der Welt kennen, deen ajustéiert an indexéiert gëtt. An déi Prinzipien, déi sinn net a Fro gestallt.

An duerfir, wann ech gelift, wann ech gelift, wann een no bausse kommunizéiert, och vis-à-vis vun de Rentner, déi hei Affer bréngen, dat ass ganz kloer, an och déi Kleng, déi Affer bréngen, well all déi aner Leit hei zu Lëtzebuerg am Rahme vun der Tripartite Affer bréngen, fir eis Manövréierfäegkeet erëm hierzestellen oder ze verbesseren, fir aner wichteg sozial Elementer a Projete kënnen ze realiséieren, da soll een déi eemoleg Situatioun zu Lëtzebuerg nët schlechtrieden.

Ech hunn eigentlech zu deene Saachen, déi vum Rapporteur ënnerstrach gi sinn a vun enger Rei vu Riedner verstäerkt gi sinn, net vill bäizefügen. Just dass et richteg ass, dass d'privat Renteregimer hei iwwer zwee Joer ëm 43 Milliounen Euro entlaascht ginn, dass et richteg ass, dass de Stat ëm 7,5 Millioune bei dem Rentenajustement a liicht och bei dem Ajustement vun den Unfallrenten entlaascht gëtt iwwer en anere Wee. Mä wann ee probéiert Equiliberen erëm hierzestellen, da muss een och no Chiffere kucken, déi vläicht net esou grouss sinn, fir aus deem Ganzen en Ensembel ze maachen, dee sech dréit.

Ech mengen, an dat als ofschléissende Saz, dass et extrem wichteg ass, dass mir - an ech soe mir! - als Regierungsvertrieder an och als déi, déi d'Regierungsmajoritéit droen, dee richtege Message vis-à-vis vum Instrument Tripartite erausginn, an zwar, dass mir zu deenen Accordë stinn. Ob dat elo zum Ajustement ass oder, wéi mer de Moie laang diskutéiert hunn, zu engem anere Volet, deen den Eenheetsstatut ass -, dass mir als Majoritéit an als Responsabel an der Chamber an an der Regierung zu deenen Ofmaachunge stinn an och alles wäerte maachen, fir dass déi Ofmaachungen ageléist ginn. Mat Blocagen oder ouni Blocagen -, mir jiddefalls stinn zu eisem Wuert.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5633 ass mat 55 Jo-Stëmmen ugeholl, bei 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5577, en Ofkommes tëschent de Benelux-Staten an der Schwäiz iwwert d'Réadmissioun vu Leit ouni gülteg Openthaltsgenehmegungen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel.

9. 5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Approbatioun vun engem Ofkommes zwëschent de Benelux-Staten an der Schwäiz iwwert d'Réadmissioun vu Persounen, déi en situation irrégulière sinn. Et geet och drëms, de Protocole d'application unzehuelen. Dësen Accord an de Protokoll goufen den 12. Dezember 2003 zu Bern ënnerschriwwen.

Et ass vläicht an dësem Kontext wichteg drun ze erënneren, dass d'Schwäiz an d'EU-Memberstaten 2001 en Accord de libre circulation vu Persounen ënnerzeechent hunn. Dat heescht, wann et ëm d'Réadmissioun geet, dass hei net Beneluxleit oder Schwäizer concernéiert sinn, mä dass et besonnesch wichteg ass wat Leit aus Drëttstaten, aus Drëttlänner ugeet.

Et ass och wichteg ze soen, dass an esou engem Accord d'Konditiounen an de prakteschen Oflaf vun der Réadmissioun, awer och d'Regelen, déi beim Transit, fir an Drëttlänner ze kommen, unzewenne sinn, definéiert ginn.

An eiser Kommissiounssëtzung vum 18. September 2006 hate mer décidéiert, dem Ausseminister zwou Froen ze stellen. Éischtens wollte mer wëssen, wéi eng Kategorië vu verschiddenen Accords de réadmission Lëtzebuerg schonn ënnerschriwwen huet, an déi zweet Fro war ze wëssen, wéi vill Persounen eventuell vun dësem Accord kéinte concernéiert ginn.

Mir kruten och direkt eng Äntwert, an do hu mer gesot kritt, dass et verschidden Accords de réadmission gëtt, déi am Kader vun der Benelux gemaach gi sinn. Dat ass säit de 60er Jore mat Frankräich, Éisträich, Slowenien, enger ganzer Rëtsch Länner. An da gëtt et eng zweet Kategorie, dat sinn déi, déi am Kader vu Schengen gemaach ginn. Do hu mer 1991 ee mat Polen. An da sinn elo neierdéngs och där Accords de réadmission am Kader vun der Europäescher Unioun gemaach ginn, an zwar mat Hongkong, Macau, Sri Lanka, Albanien a Russland.

Dësen Accord, iwwert dee mer haut schwätzen, besteet aus 20 Artikelen. Wichteg ass vläicht ze soen, dass am Artikel 1 och nach festgehale gëtt, dass d'Fürstentum Liechtenstein duerch e bilateraalt Ofkommes mat der Schwäiz mat concernéiert ass. Den Accord d'application besteet aus zéng Artikelen an zwou Annexen. De Statsrot huet a sengem Avis drop opmierksam gemaach, dass et par rapport zu fréieren Accords de réadmission e puer Neierunge gëtt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zum Beispill enthält dësen Accord Dispositiounen iwwert den Dateschutz an awer och iwwert d'Regele vun de Käschten, déi opkomme kënnen, wann et bei engem Transit zu Dégâte komme géif.

Dat gesot, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bleift mir nach just iwwreg elo den Accord vun der LSAP-Fraktioun ze ginn. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. D'Madame Stein-Mergen huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och de leschten Dag virun der Vakanz wollt ech net vergiessen als alleréischt dem Rapporteur Marc Angel villmools Merci ze soe fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport. Wéi de Rapporteur et scho preziséiert huet, schreift de Projet sech um europäesche Plang an de Kader vun der Lutte géint d'illegal Immigratioun an, déi eng zentral Achs vun der gemeinsamer Europapolitik zënter dem Joer 1999 duerstellt.

Et ass zënter dem Amsterdamer Vertrag, wou d'Kommissioun d'Méiglechkeet huet, fir hir Réadmissiounsverträg am Numm vun der Europäescher Unioun mat Drëttstaten ze verhandelen. Dëst gouf jo och scho mat sëllechen Drëttstate gemaach. Et sollt awer och kloer erausgestrach ginn, dass de Management vun der illegaler Immigratioun nëmmen een Aspekt vun der europäescher Immigratiouns- an Integratiounspolitik ass, déi sech an dem Den Haager Programm e Kader gesat huet an déi e gemeinsaamt Virgoen a souguer e Fong fir d'Länner zur Verfügung gestallt huet fir den Ëmgang mat der Immigratioun a mat der Integratioun.

Déi communautär Réadmissiounsaccordë verhënneren awer net, dass déi eenzel Memberstaten d'Méiglechkeet hunn, fir hir Verträg um bilateralen Niveau auszehandelen, esou wéi mer dëst haut hei maachen. D'Bäibehale vun de Souveränitéitsrechter ass also an deem Kader ze begréissen, well se eis et erlaben nach zousätzlech Moossnamen ze huelen, fir nach besser kënne mat eenzelnen Drëttstaten an dësem kriddeleche Beräich zesummenzeschaffen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech just e puer kuerz generell Remarquë maachen, déi mer am Kontext vum Objet vun dësem Gesetzestext, also der illegaler Immigratioun, besonnesch wichteg erschéngen. Et muss ee bemierken, dass mir am Kader vun der gemeinsamer Europapolitik kënnen am wierksaamsten dogéint virgoen. Esou erlaben eis déi communautär Accorden ënner anerem d'Réckféierungsprozedure méi effikass ze gestalten duerch d'Operstelle vu gemeinsamen Normen, déi d'Etappe vun der Réckféierung betreffen, wéi awer och duerch d'Koordinatioun vun de statisteschen Informatiounen, oder d'Opstellung vun enger technescher Assistenzstruktur fir d'Zesummenaarbecht.

En anert wichtegt Argument ass, dass mer um Niveau vun der EU méi Drock hunn op Drëttstaten, fir se dozou ze bewegen Réadmissiounsaccordë mat ons ofzeschléissen.

Déi illegal Immigranten, déi all Dag hire Wee an d'EU fannen, sinn e Problem, deen ons alleguerte betrëfft; all d'Länner vun der EU. E betrëfft awer och déi nordafrikanesch Länner, mat deene mer e Partenariat am Kader vum Prozess vu Barcelona hunn. An esou wäit wéi méiglech probéiert all Land, fir sech an d'EU zesummen an de Gréff ze kréien. Et geet natierlech nëmmen, wann net jiddferee viru sech hipiddelt.

Dës Leit, Dir Dammen an Dir Hären, mat deenen ech perséinlech all Dag a mengem berufflech Liewen a Kontakt sinn, déi sinn net ze beneiden. Wann ee Kontakt mat hinnen huet, da schéngt et - wann ech se elo emol als Grupp gesinn, net als Eenzelner -, wéi wann et hinnen egal wier wou se dann an engem Centre de rétention sëtzen oder hänken. Vill vun hinnen hunn nëmme ganz nebulös Geographiekenntnisser iwwer Europa. A wat Lëtzebuerg ass, dat wëssen se och net; wa se dann iwwerhaapt wëssen, dass se zu Lëtzebuerg sinn. Et ass natierlech an dësem Kader ze begréissen, dass de Projet vun engem Centre de rétention um Wee ass, fir dass ons Immigranten hei zu Lëtzebuerg aus dem Schraasseger Prisong erauskommen.

Ech erënneren nach eng Kéier ganz kuerz un déi véier europäesch Direktiven am Beräich vun der illegaler Immigratioun, déi mer de 7. Dezember an d'nationaalt Recht ëmgesat hunn. Déi europäesch Länner - a mir selwer net als lescht - brauchen aus evidenten demographeschen Ursaachen elo, an awer och an Zukunft, méi Immigranten. Dat geet jiddefalls aus dem Rapport vum Conseil économique et social ervir. Dës Immigratioun sollt eng geziilte sinn a kann nëmmen da fonctionnéieren, wa se vun deenen néidegen Integratiounsmoossname begleet gëtt.

Illegal Immigratioun bréngt dës Prozesser an dës Politiken a Gefor. Si ass ugedriwwen duerch d'Wuelstandsgefäll vun Norden no Süden. Dofir wëll ech net ofschléissen, ouni un dat drëtt awer wahrscheinlech wichtegst Standbee vu Moossname géint d'illegal Immigratioun ze erënneren, nämlech eng kohärent, plausibel a substanziell Kooperatiounspolitik.

M. le Président.- Merci, Madame Stein-Mergen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Ech wollt nach just den Accord...

M. le Président.- Oh, entschëllegt! Ech hat gemengt Dir wiert fäerdeg.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci.

(Hilarité)

Ech wollt nach zum Schluss den Accord vun onser Fraktioun zu dësem Gesetz ginn, a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Déi gréng Fraktioun gëtt hir Zoustëmmung zu dësem Projet.

M. le Président.- Dann den Här Goerens. Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech wollt just den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech denken, dass d'Regierung och d'accord ass mat den Développementer, déi mer gemaach hunn. Wann d'Regierung d'accord ass, da kënne mer direkt...

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Jo, a si seet dem Rapporteur och Merci.

M. le Président.- Voilà! Da komme mer zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Madame Doerner?

Mme Christine Doerner *(CSV)*.- Ech wollt och derfir stëmmen.

M. le Président.- Hat Der et vergiess?

(Interruption)

Dann ass et gutt. Dann hu mer 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum leschte Punkt. De leschte Projet, deen op eisem Ordre du jour ass, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5578, en Offkommes tëschent der Union économique belgo-luxembourgeoise an Drëttlänner, fir d'Investissementer ze förderen. Och hei ass den honorabelen Här Marc Angel Rapporteur.

10. 5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn, d'Ambiance hei an der Chamber ass dee leschten Dag virun der Vakanz genausou, wéi ech dat a menger Erfahrung gesinn hunn an der Schoul déi lescht Deeg.

(Hilarité)

Dat fannen ech flott, an dofir wäert ech och kucken, dass ech net ze laang schwätzen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur*.- Bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Approbatioun vun Accordë vun der UEBL, also der Union Économique Belgo-Luxembourgeoise, mat verschiddenen Drëttlänner iwwert de géigesäitege Schutz an Encouragementer vun Investissementer. Erlaabt mer vläicht ganz kuerz op den Historique vun der UEBL anzegoen, déi 1921 tëschent der Belsch a Lëtzebuerg kreéiert gouf.

Dësen Accord huet der wirtschaftlecher an der monetärer Zesummenaarbecht tëschent der Belsch a Lëtzebuerg e Kader ginn. Deemools war d'Belsch awer wirtschaftlech vill méi entwéckelt wéi Lëtzebuerg, an huet och dofir eleng déi gemeinsam Intérête vertratt, an och eleng d'Négociatiounen an d'Accordë vun der UEBL mat Drëttlänner ausgeschafft. No ongeféier 80 Joer gudder Zesummenaarbecht hunn d'Premierministere vun deenen zwee Länner décidéiert d'Konventioun vun der UEBL ze iwwerkucken. Den 18. Dezember 2002 gouf dunn eng renouveléiert Konventioun ënnerschriwwen, déi an dësem Haus duerch d'Gesetz vum 27. Mee 2004 ugeholl ginn ass.

Zur gläicher Zäit hunn d'Lëtzebuerger Autoritéiten estiméiert, dass et net méi wënschenswäert wär mat der Praxis weiderzefueren, dass d'Belsch eleng Accorde mat Drëttlänner aushandelt, an dass dat zu Lëtzebuerg net zu enger Ratifikatioun an zu enger Publikatioun féiere géif. Iwwregens verlaangt eis Verfassung an hirem Artikel 37, dass dës Accorden duerch d'Chamber ginn an och duerno publizéiert ginn. De Regierungsrot huet dofir am Joer 2002 décidéiert, dass mir elo all déi Accordë vun der UEBL mat den Drëttlänner hei ratifizéieren an och duerno publizéieren.

Lëtzebuerg ënnerschreift also elo all d'Accords d'investissement vun der UEBL mat Drëttlänner. A bei deene 14 Accorden, ëm déi et sech hei an dësem Projet de loi handelt, do sinn der drënner, déi nach no der fréierer Praxis behandelt gi sinn, an och där neier Praxis, wou also mir Lëtzebuerger mat négociéiert an ënnerschriwwen hunn.

D'Zil vun esou Accorden ass et - scho wéi den Titel et seet - den Encouragement an de géigesäitege Schutz vun den Investissementer ze garantéieren.

Déi belsch an och d'Lëtzebuerger Entreprisë sinn net déi eenzeg, déi an deene Länner, ëm déi et hei geet, investéiere wëllen. Et geet also drëm opzepassen, dass ons Entreprisen net désavantagéiert gi par rapport zu Konkurrenten aus anere Länner.

Duerfir ginn dës Accorden eng gewësse Rechtssécherheet a verschidde Garantien, wéi zum Beispill déi vun der gläicher Behandlung oder der Clause de la nation la plus favorisée, déi et erlaabt all Diskriminatioun ze vermeiden.

Déi 14 Accords d'investissement vun dësem Projet de loi weisen am Fong all en ähnlecht Schema op: E Préambule beschreift d'Philosophie vum Accord an duerno ginn déi wichteg Termë wéi Investissement, Investisseur, Revenu, Territoire an esou weider definéiert. Neierdéngs stinn an esou Accorden awer och Dispositiounen iwwert den Ëmweltschutz an d'Aarbechtsrecht dran.

Et ass also och duerfir wichteg ze bemierken, dass bei deenen Definitiounen och Termë wéi Législation de l'environnement a Législation du travail ganz kloer definéiert ginn. A wat d'Aarbechtsrecht ugeet, gëtt och ganz kloer Referenz geholl op d'Obligatiounen, déi e Land huet als Member vun der OIT - also vun der Organisation Internationale du Travail.

Eng weider wichteg Dispositioun an dësen Accorden ass d'Engagement, fir direkt oder indirekt Expropriatiouns- oder Privatisatiounsmoossnamen, wat d'Investissementer ugeet, fir do Regele virzegesinn. D'Interdictioun dovun ass allerdéngs net absolut, an duerfir gesinn dës Accorden och adequat Indemnisatioune vir am Fall vun enger Nationaliséierung oder enger Expropriatioun am Sënn vun der Utilité publique oder der nationaler Sécherheet.

Dës Accordë gesinn och Prozedure vir am Fall, wann et zu enger Procédure des règlements des conflits kënnt. Am Prinzip gëtt festgehalen, dass, wann et zu Differenzen zwëschent de Partie-contractantë kënnt, dës sollen à l'amiable geregelt ginn. Ass dat awer net de Fall, da kann den Investisseur déi eventuell Differenzen enger Juridictioun vum Land, wou d'Investissement sech befënnt, virleeën oder duerch en internationalen Arbitrage vun deenen am Accord virgesinnenen Arbitrage-Organisme regele loossen.

All dës Accorden, déi mer duerch dëse Projet de loi approuvéieren, si fir eng Dauer vun zéng Joer ofgeschloss a ginn duerno fir Periode vun zéng Joer weider.

De Statsrot geet a sengem Avis och op den Historique vun der UEBL an. Wat dëse Projet awer elo ganz konkret ugeet, wënscht de Statsrot sech, dass mer den Dispositif vun dësem Projet de loi änneren, andeems mer den Article unique, an deem déi 14 verschidden Accorden enthale sinn, duerch 14 Artikelen ersetze sollen. Dat heescht, fir all Land, mat deem d'UEBL esou en Accord ofgemaach huet, e separaten Artikel.

Am Fall, wou mer dat net géinge maachen, hätt deen eenzelnen Deputéierten net méi d'Méiglechkeet ze verlaangen, datt iwwer en eenzelnen Artikel ofgestëmmt gëtt, wéi et laut Artikel 65 Alinea 2 vun eiser Verfassung virgesinn ass.

D'Kommissioun huet sech also dësem Wonsch ralliéiert, an duerfir wëll ech Iech zum Schluss nach schnell déi 14 Länner opzielen, mat deenen d'UEBL déi Accorden ofgeschloss huet. Dat sinn: 1. d'République du Bénin, 2. Bolivien, 3. Bosnien-Herzegowina, 4. d'Volleksrepublik China, 5. d'Komoren, 6. d'Demokratesch Republik vum Kongo, 7. Costa Rica, 8. déi Vereenegt Arabesch Emiraten, 9. d'Republik vu Guatemala, 10. Libyen, 11. Nicaragua, 12. Paraguay, 13. Serbien a 14. d'Kinnekräich vun Thailand.

Dat gesot, wëll ech Iech nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn, an ech wëll Iech alleguer, vu dass ech de leschte Riedner haut sinn, „Äre Kanner a Kandskanner" - wéi eisen illustren Noper géif soen - schéi Feierdeeg wënschen.

Merci.

(Hilarité)

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, ech gesinn un der Lëscht vun den ageschriwwene Riedner, datt d'Fraktiounen alleguerten d'accord si mat den Ausféierungen an och mat de gudde Wënsch vum Här Rapporteur. D'Regierung, déi ass frou, datt mer dee Projet hei esou zügeg behandelt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert de Projet de loi 5578.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Lucien Thiel), Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

11. Discours de fin d'année

Dir Dammen an Dir Hären, d'Joer 2006 kënnt an e puer Deeg op en Enn. Et war e Joer, wat séier gelaf ass, esou wéi allgemeng d'Zäit séier leeft an där schnelllieweger Welt, an där mer sinn.

D'Mënschen hei am Land, mir hei am Parlament, mä och d'Regierung musse sech drugìnn, fir Schrëtt mat där séierer Zäit ze halen. Mä d'Enn vun engem Joer ass eng Zäit, wat eng besënnlech Zäit ass. Eng Zäit, an där et gutt ass, fir ee Gank zréckzeschalten, zu Otem ze kommen, zréckzekucken op dat, wat am vergaangene Joer war, fir besser ze spieren, wat am neie Joer ka kommen.

D'Joer 2006 war ee Joer mat ville Biller. Mat schéinen a mat manner schéinen. Mat nodenklechen, mä och mat Biller, déi eis revoltéiert hunn. Déi dramatesch Situatioun am Irak, de Libanon-Konflikt, déi méi kloer Ambitioune vum Iran, Darfur, iwwert dat mer haut de Mëtteg nach geschwat hunn, a bei eis heiheem dat schrecklecht Zuchaccident zu Zoufftgen, wat vill Familljen a Leed a Misär gestierzt huet, déi schlëmm Brandstëftung an engem Zuch, Mënschen, déi aus Verzweiflung fräiwëlleg aus dem Liewe gescheet sinn.

Där däischter Biller, där gëtt et vill, heiheem an och dobaussen.

Mä et gouf och där gudder an där schéiner Momenter. Wann den europäesche Konjunkturmotor gutt leeft an domadder honnertdausende vu Mënschen erëm eng Aarbecht fannen, dann ass dat eng gutt Nouvelle. Wa mir hei zu Lëtzebuerg et fäerdeg bréngen, am Kader vun der Tripartite an engem breede Konsens Mesuren ze proposéieren, déi eis noutwendeg schéngen, fir eis Zukunftschancen net ze verspillen, dann ass dat eng erfreelech Donnée.

Wann d'Chamber sech, esou wéi se dat dëst Joer gemaach huet, net aniigelt an hire parlamentaresche Strukturen, mä sech beschäftegt mat deem, wat d'Mënsche wierklech dobausse beschäftegt, nämlech hire Froen, hire Suergen, hire Problemer, da gëtt d'Chamber hirer Roll gerecht. A mir sinn eiser Roll gerecht ginn.

Mir hunn eis emol an de Kommissiounen, emol am Plenum beschäftegt mat ville vun de Problemer vun de Lëtzebuerger a vun den Auslänner, déi hei zu Lëtzebuerg liewen. Mir hunn eis bekëmmert ëm de Chômage, de Chômage vun deene Jonken an de Chômage vun deenen Eeleren ënner eis. Mir hunn eis bekëmmert ëm d'Suerge vun deene Jonken an hiren Eltere fir e bessere Schoulsystem.

Mir hunn d'Suergen an d'Problemer eescht geholl, déi sech dréinen ëm d'Renten an d'Pensiounen an ëm déi materiell Ofsécherung vun deene Mënschen hei am Land, deenen et net esou gutt geet.

Mir hu geschafft un der Gesondung vun den öffentleche Finanzen, u méi engem effikassen öffentlechen Transport, un der Wettbewerbsfäegkeet vun eise Betriber, un de Froen, déi sech ëm d'Energieversuergung dréinen, ëm d'Gesondheet vun de Mënschen, an och un der zukünfteger territorialer Organisatioun vun eisem Land an domadder och vun eiser Landesentwécklung. An ech këint där Dossieren nach eng ganz Rei opzielen.

Mä eis Aarbecht ass net fäerdeg, well se ni fäerdeg ka sinn an enger Gesellschaft, déi sech permanent verännert. Ech wënschen eis, dass mer et d'nächst Joer ënner villem anere fäerdeg bréngen, an aller Serenitéit déi grouss Dossieren, déi eng gesellschaftspolitesch Connotatioun hunn, virunzebréngen a wa méiglech ofzeschléissen. Ech schwätze vun der Reform vum Divorce, der duebeler Nationalitéit an dem Projet iwwert d'Palliativmedezin. Ech hoffen, dass mer allegeurte spieren, dass dëst d'Chantiere sinn, déi an d'Kategorie vun de Prioritéite sollten agereit ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll jiddferengem vun Iech, Kolleeginnen a Kolleegen, de Membere vum Greffe virop mam Generalsekretär a sengem Adjoint, dem Personal vun der Chamber, dem Personal vun de Fraktiounen, der Press an och dem Sécherheetspersonal e ganz häerzleche Merci soe fir eng gutt Zesummenaarbecht an dësem Joer, fir hiren Asaz a virun allem och fir déi permanent Disponibilitéit.

Fir dat neit Joer wënschen ech eis allegueren hei am Haus an och der Regierung eng glécklech Hand bei deenen Décisiounen, déi ustinn, an eng gutt Aarbecht am Interessi vun deenen, déi mir allegeurte vertrieden.

Ech wënschen eis och gutt Relatioune mat deenen aneren Institutiounen, dem Grand-Duc, de Membere vun der Regierung, dem Statsrot an de Beruffschambere.

Ech wënsche jiddferengem vun Iech, dass e Chrëschtdag esou ka verbréngen, wéi hie sech dat wënscht. Schéin a friddlech Chrëschtdeeg an e gudde Rutsch an d'neit Joer fir Iech allegueren!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls!

M. le Président.- Den Här Goerens huet d'Wuert gefrot.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, datt ech an Ärem Numm dem President och Merci soe fir déi léif Wierder an déi treffend Wierder, déi hie fonnt huet bei der Geleeënheet vum Ofschloss vun den Aarbechte vun dësem Joer an der Chamber.

Wéi mer et gesinn, hu mer ganz intensiv Aarbechtswochen hannerun eis mat dem 5611, dem Budgetsgesetz, dem Salaire social minimum, dem Rentenajustement, fir nëmmen e puer Gesetzer ze huelen, déi d'Zesummeliewen hei am Land solle nei gestalten.

Ech mengen, jiddfereen, ob en elo fir oder géint déi Gesetzer gestëmmt huet, huet awer säin Apport bruecht, seng Kontributioun bruecht, fir datt déi Diskussioune konnten op engem korrekten Niveau verlafen. Ech ka jiddefalls soen, och als ee Vertrieder vun der Oppositioun, datt déi Aarbechtsbedéngunge ganz korrekt waren an datt mer och duerch déi Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi mer haut hunn, souwuel doheem wéi och hei kënnen eng interessant Aarbecht maachen.

An et ass ëmmer nach eng Éier, fir d'Leit dobaussen hei ze vertrieden. Och deene géif ech am Numm vun eis alleguer wënschen, datt se net ze vill vun eis enttäuscht sinn. Mir si jo jiddfereen ebe wéi en ass; deen een huet dëst Temperament, deen aneren huet déi Mucken,...

(Interruptions et hilarité)

...mä insgesamt bréngen mer et fäerdeg, mat engem Minimum un Toleranz an och enger zolitter Portioun Humor, déi, wéi ech nach ëmmer mengen, nach liicht ausbaufäeg ass, iwwert d'Distanz ze kommen.

Ech hu gesot, mir hu mat enger Partie eeschte Gesetzer opgehalen. A mir hunn och de Mëtteg nach, stellvertriedend och fir eng aner Partie Momenter am Laf vum leschte Joer, iwwert d'Leit am Darfur nogeduecht. Dat Éischt ass d'Solidaritéit heibannen, dat anert ass d'Solidaritéit mat deenen dobaussen. Et ass net am Geescht vun der Chamber, e Choix têschent deem engen oder deem aneren ze maachen; et ass dat eent an dat anert. Et ass jiddefalls esou, mengen ech, wéi dës Chamber, déi och unanimement nach déi Motioun de Mëtteg gestëmmt huet, d'Solidaritéit versteet. Si ass indivisible.

An deem Geescht géif ech menge wier et gutt, wa mer d'nächst Joer och kéinte mat engem flotte Geescht vun Toleranz a Correctness un d'Aarbecht erugoen, well et bleift nach schrecklech vill ze maachen, an ech mengen d'Problemer ginn net méi einfach. Au contraire, si huelen zou. An ech hoffen, datt mir alleguer d'Kraaft hunn, fir eis dem Défi ze stellen. An datt mer et fäerdeg bréngen, datt mer och d'Institutioun Chamber dobaussen net dévaloriséieren, mä datt mer à la hauteur si vum Optrag, deen op eis duerkënnt.

An deem Sënn, Merci virun allem un Iech! Well ech mengen, mir hunn Iech heiansdo rose gemaach. Ech hoffen, datt Der net ze vill onzefridden an Är wuelverdéngte Chrëschtvakanz gitt.

Une voix.- Naja!

(Hilarité)

M. Charles Goerens *(DP)*.- Mir verbesseren eis d'nächst Joer.

(Interruptions et hilarité)

D'nächst Joer ass et un engem aneren, fir dee Bilan hei ze maachen.

Ech wollt awer och dem Generalsekretär a sengem Adjoint an där ganzer Equipe Merci soen, déi extrem dévouéiert eis ëmmer zur Säit steet an déi à tout moment disponible ass - ech hu seelen Equipë gesinn esou dévouéiert sinn. Ech mengen, ech kann och do eist Personal, wat an deene verschiddene Fraktiounen ass, mat ascchléissen, an och d'Press, déi et och net ëmmer einfach huet, fir an där Diversitéit vun de Standpunkten duerno ee Bericht ze maachen.

Also Iech alleguer an hinnen och alleguer an och der Regierung, déi...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

(Interruption)

M. Charles Goerens *(DP)*.- Wësst Der, wann een eng Kéier do dran ass, da gëtt een däers net méi lass, da schléisst een déi ëmmer an déi Merciè mat an. An ech mengen, si hunn et jo och, streckeweis jiddefalls, verdéngt.

(Hilarité)

Iech alleguer e schéine Chrëschtdag a virun allem och ganz vill Energie a Kraaft an e flotte Geescht fir an dat neit Joer.

Plusieurs voix.- Très bien!!!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Madame Statssekretärin Modert huet d'Wuert gefrot.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement*.- Merci, Här President. Dir Häre Fraktiounspresidenten, honorabel Deputéierten, léif allegeurten, a besonnesch och de Generalsekretär a seng ganz Equipe vum Greffe gradesou wéi d'Equipë vun de Fraktiounen: Merci fir dat „streckeweis verdéngt". Duerfir wollt ech hei e komplette Merci zréckginn un d'Parlament, als zoustännege Regierungsmember fir d'Bezéiungen zum Parlament.

De Chamberspresident gradesou wéi de Charles Goerens, Fraktiounschef vun der DP, hu mat treffende Wierder an och mat deene richtege Biller, déi se derbäi erausgesicht hunn, gesot, wat dëst Joer lass war a wat eis um Häerz läit fir d'nächst Joer. Ech kann, am Numm vun der gesamter Regierung an, wéi gesot, als zoustännege Member fir d'Bezéiungen zum Parlament, dat just nach ënnersträichen a bekräftegen an Iech Merci soen allegeurte fir eng gutt Zesummenaarbecht, vun där ech mer wënschen, datt se esou ka virugoen am nächste Joer an an deene Joren duerno.

Nodeem Der eng besënnlech Chrëschtzäit hat, nodeem e bësse Rou ginn ass, wou ee sech konnt erhuelen, fir datt een d'nächst Joer erëm ka fest schaffen, voll draklammen, weider richteg virufueren an deem, wat eis zesummen a gemeinsam um Häerz läit, nämlech matenee schaffen, zesummen diskutéieren a beienee streiden am Sënn vun enger gesonder parlamentarescher Sträitkultur, dat Ganzt zum Gudde vun deem gemeinsame Wuel, dat eis um Häerz läit, nämlech d'Zukunft vun eisem Land an all sengen Awunner.

Duerfir Iech allegeurte villmools Merci! D'Regierung seet Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. No engem - wéi üblech - ganz aktiven Dezember freeë mer eis op dat nächst och aktiivt parlamentarescht Joer wat an d'Haus steet. Iech allegeurte schéi Feierdeeg an alles Guddes am neie Joer an e flott Kulturjoer!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Modert.

12. Demandes en naturalisation

No deene Wënsch ass et awer esou, dass mer elo nach net ganz um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm sinn. Mir hunn nach ee Punkt op eiser Dagesuerdnung, nämlech d'Naturalisatiounen, an duerfir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 16.27 heures)

* * *

(Le huis clos est levé à 16.32 heures)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 75 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat véier Ännerunge vun Nimm a Virnimm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 21 décembre 2006

1. ALLIOT Philippe René Gabriel, né le 27 juillet 1953 à Voves (France), demeurant à Strassen

2. BAGHAI ARASSI Mehdi, né le 15 novembre 1968 à Téhéran (Iran), demeurant à Reisdorf

3. BAKOVIĆ Safet, né le 14 février 1969 à Cetinje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Ettelbruck

4. BEJTJA Elza, née le 13 mars 1987 à Tirana (Albanie), demeurant à Rumelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BECKER Elza.

5. BUBANI Daut, né le 27 septembre 1974 à Priština (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Strassen

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BUBANI David.

6. CASTILLO Norma Haydée, née le 8 novembre 1950 à Buenos Aires (Argentine), demeurant à Esch-sur-Alzette

7. CATENA Antoinette, née le 7 juin 1935 à Audun-le-Tiche (France), demeurant à Soleuvre

8. CERVEIRA BORGES Sandra Sofia, née le 3 avril 1983 à Vacariça/Mealhada (Portugal), demeurant à Scheidgen

9. COSIĆ Esmira, née le 16 juin 1981 à Zavidovići (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

10. DA ROCHA PATACAS Isabel Maria, née le 1er février 1970 à Pena/Lisboa (Portugal), demeurant à Hautcharage

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DA ROCHA Isabel Maria.

11. DAUTBASIĆ Alen, né le 14 avril 1983 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

12. DAUTBASIĆ Rizaheta, née le 1er janvier 1980 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

13. DE BRUYN David, né le 29 octobre 1984 à Jette (Belgique), demeurant à Grevenknapp

14. DE MELO RODRIGUES Antonio, né le 14 janvier 1958 à Moreiro do Lima/Ponte de Lima (Portugal), demeurant à Belvaux

15. DESSOY Catherine Liévine Ida Ghislaine, née le 14 décembre 1963 à Namur (Belgique), demeurant à Luxembourg

16. DIFFERDANGE Jean-François Pierre Joël, né le 27 avril 1973 à Arlon (Belgique), demeurant à Heiderscheid

17. DIONE Mamadou, né le 8 mars 1961 à Kaolack (Sénégal), demeurant à Strassen

18. DE MUNTER Herman Constant Victor, né le 22 mars 1955 à Wetteren (Belgique), demeurant à Luxembourg

19. DOS REIS MONTEIRO Ilidio, né le 28 janvier 1966 à Nossa Senhora do Rosario/São Nicolau (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

20. DUCHATEAU Pascal Colette Albert Emile Ghislain, né le 12 décembre 1969 à Namur (Belgique), demeurant à Wormeldange

21. DECKERS Heidi Jeannine Lea, née le 24 janvier 1973 à Genk (Belgique), demeurant à Wormeldange

22. DURIĆ Ljubica, née le 4 septembre 1984 à Janjevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

23. ECO Nezo, né le 5 juin 1957 à Crnis (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

24. SULJEVIĆ Emira, née le 20 octobre 1961 à Kanje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bettembourg

25. FARGHADANI CHARSOOGHI Hirad, né le 9 mars 1972 à Téhéran (Iran), demeurant à Roodt/Ell

26. FIRULESCU Octav Petrus, né le 6 juillet 1959 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Olm

27. OPRESCU Liliana, née le 20 février 1961 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Olm

28. FRÖHLICH Daniel, né le 10 juin 1981 à München (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

29. FURTADO CABRAL Margareth, née le 27 octobre 1975 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

30. GENIN Ambroise Frédéric Guillaume Raphaël François Marie, né le 13 juillet 1985 à Grasse (France), demeurant à Luxembourg

31. GENTEN Arthur Alex, né le 7 juin 1962 à St. Vith (Belgique), demeurant à Luxembourg

32. GLADKOV Iouri, né le 23 juin 1976 à St. Petersburg (Russie), demeurant à Imbringen

33. HAIGH Claire Frances, née le 16 septembre 1980 à Ottignies-Louvain-La-Neuve (Belgique), demeurant à Schuttrange

34. HENRIQUES PINTO Ricarlo Miguel, né le 1er mai 1980 à Paranhos/Seia (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette

35. HONSIĆ Resmija, née le 4 avril 1977 à Honsice (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Colmar-Berg

36. HUGUEL Jean-Jacques Michel Georges, né le 2 octobre 1952 à Montbéliard (France), demeurant à Differdange

37. JAKOBEK Jacek Stanislaw, né le 8 octobre 1958 à Krakow (Pologne), demeurant à Junglinster

38. KLAS Elvira Marianne, née le 19 janvier 1970 à Bernkastel-Kues (Allemagne), demeurant à Oberbillig (Allemagne)

39. KOLA Arjan, né le 22 février 1957 à Durres (Albanie), demeurant à Senningen

40. DONA Dave, née le 10 mai 1960 à Rrëshen (Albanie), demeurant à Senningen

41. KONZOK Christine Annemarie, née le 17 janvier 1965 à Wittlich (Allemagne), demeurant à Wasserbillig

42. KIOSZEGHY Eva, née le 24 septembre 1985 à Myjava (Slovaquie), demeurant à Esch-sur-Alzette

43. LAUER Hedwig Elisabeth, née le 17 janvier 1946 à Mehring (Allemagne), demeurant à Howald

44. LORENZEN Patrick Johann Nikolaus, né le 20 janvier 1970 à St. Vith (Belgique), demeurant à Bissen

45. LUDES Peter, né le 7 mars 1950 à Karlshausen (Allemagne), demeurant à Echternach

46. MACHADO CARVALHO Henrique, né le 17 juin 1969 à Soutelo de Aguiar/Vila Pouca de Aguiar (Portugal), demeurant à Vianden

47. MAKEDONOV Sergueï, né le 24 juillet 1967 à Presnowka (Kazakhstan), demeurant à Bridel

48. MIRANDA TOMASIO Alexandre Manuel, né le 5 mars 1976 à Troyes (France), demeurant à Schifflange

49. MURATOVIĆ Elza, née le 10 janvier 1985 à Petnjica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

50. NEVES DA LUZ Nuno Manuel, né le 16 juillet 1982 à São Sebastião da Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Beringen

51. NEVES PIRES Lidia, née le 6 mai 1964 à Santo Antonio das Pombas/Paul (Cap-Vert), demeurant à Dudelange

52. RASTODER Alena, née le 29 juin 1986 à Peč (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Pétange

53. REINHARDT Alexandre, né le 6 septembre 1979 à Kiel (Allemagne), demeurant à Roodt (Septfontaines)

54. RODRIGUES Maria do Rosario, née le 4 octobre 1965 à Santo Crucifixo/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

55. SALOMOA Pedro Valentina, né le 8 septembre 1944 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

56. SCHMITZ Matthias Josef, né le 28 février 1960 à Lutzerath (Allemagne), demeurant à Welfrange

57. VOLKMANN Birgit, née le 24 juin 1966 à Berlin-Pankow (Allemagne), demeurant à Welfrange

58. SCHULDAY Karl Eberhard, né le 4 avril 1947 à Halle/Saale (Allemagne), demeurant à Dudelange

59. DURST Michaela, née le 16 septembre 1954 à Haan (Allemagne), demeurant à Dudelange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DURST Michèle.

60. SENNAI Mouna, née le 30 mars 1974 à Casablanca (Maroc), demeurant à Soleuvre

61. SIBONJIĆ Sanela, née le 9 mars 1979 à Derventa (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

62. SOFTIĆ Emina, née le 7 novembre 1983 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wasserbillig

63. SPINA Ornella Clorinda, née le 7 juin 1956 à Monfalcone (Italie), demeurant à Derenbach

64. STARK Anneliese Hannelore Elisabeth, née le 4 juin 1949 à Monsheim (Allemagne), demeurant à Grevenknapp

65. STEEN Gerhard Heinrich Walter, né le 25 mai 1949 à Ratekau (Allemagne), demeurant à Dudelange

66. STEIPER Elke Monika Petra, née le 17 novembre 1967 à Tettnang (Allemagne), demeurant à Tuntange

67. TEIXEIRA ALVES SANTOS Maria João, née le 21 avril 1969 à Pena/Lisboa (Portugal), demeurant à Wecker

68. THEISMANN Nicole Elisabeth, née le 16 novembre 1961 à Büllingen (Belgique), demeurant à Nocher-Route

69. TOSORONI Antonietta, née le 5 mars 1941 à Cingoli (Italie), demeurant à Soleuvre

70. VAN WELDEN Jérôme Paul Urbain, né le 14 juillet 1945 à Eke (Belgique), demeurant à Luxembourg

71. VERMEIREN Luc Gerard Alfred, né le 17 novembre 1950 à Blankenberge (Belgique), demeurant à Echternach

72. Defebere Mary Rose Irène Georgette, née le 18 mai 1946 à Oostende (Belgique), demeurant à Echternach

73. WANG Lianna, née le 6 décembre 1984 à Zhejiang (Chine), demeurant à Hesperange

74. WEIS Denise, née le 5 juin 1956 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant à Luxembourg

75. YE Xianhong, née le 4 décembre 1985 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun dëser Sitzung a vun där leschter Sitzung vun dësem Joer ukomm. Déi nächst Sitzung ass Enn Januar. Den Ordre du jour gëtt Iech schrëftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.33 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Dépôt de deux projets de loi page 168
Communications page 168
Ordre du jour page 168
Heure de questions au Gouvernement
- Question N°131 du 7 novembre 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'avis du 20 octobre 2006 de la Cour constitutionnelle sur la compatibilité des exceptions au droit du travail pour chargés de cours avec la Constitution luxembourgeoise, adressée à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 169
- Question N°132 du 18 décembre 2006 de Monsieur Ben Fayot relative à l'initiative du Gouvernement, ensemble avec le Gouvernement espagnol, de réunir les dix-huit États membres ayant ratifié à ce jour le Traité constitutionnel, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 169
- Question N°136 du 15 novembre 2006 de Monsieur Charles Goerens relative à l'avenir du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 169-170
- Question N°133 du 18 décembre 2006 de Monsieur Camille Gira relative à la transposition de la directive cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (délai de transposition 22/12/2003), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 170
- Question N°134 du 19 décembre 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux déclarations du Ministre de la Santé relatives aux „Krankeschäinautomaten", adressée au Ministre de la Santé page 170
- Question N°135 du 15 décembre 2006 de Monsieur Roger Negri relative aux résultats au Luxembourg de la campagne de sensibilisation au dépistage précoce du diabète dans le cadre d'un projet européen Interreg III ayant eu lieu du 20 au 25 novembre 2006, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale pages 170-171
- Question N°137 du 19 décembre 2006 de Monsieur Félix Braz relative à la modification en cours de la directive européenne «Télévision sans frontières» et les résultats du vote en première lecture au Parlement européen, adressée au Ministre des Communications page 171
- Question N°138 du 18 décembre 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à l'acquisition par la main publique de terrains situés hors périmètre et la vente de ceux-ci à un prix inférieur à celui du marché, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 171-172
- Question N°139 du 18 décembre 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative au projet Eurocap-Rail, adressée au Ministre des Transports page 172
Ordre du jour (suite) page 172
Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la construction d'un lycée dans le canton de Clervaux pages 172-175
5642 - Débat d'orientation sur le financement des grands projets d'infrastructures réalisés par l'État pages 175-184
Question avec débat N°12 de Monsieur Félix Braz au sujet d'un système de tram léger page 184
5598 - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information pages 185-188 page 209
5611 - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant
1) modification du Code du Travail;
2) modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
3) modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi;
4) modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales;
5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces;
6) modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural;
7) réforme de la taxe sur les véhicules routiers;
8) modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;
9) introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
10) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
11) établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement;
12) modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État pages 188-201 pages 202-209
5632 - Projet de loi modifiant l'article L. 222-9 du Code du Travail en vue d'adapter le salaire social minimum pages 209-214
Dépôt d'un projet de loi page 214
5600 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007 (suite)
- Votes page 214
Dépôt d'un projet de loi page 215
Communications page 215
Ordre du jour page 215
Question avec débat N°11 de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce
et
Dépôt d'une motion pages 215-216
Motion de Mme Anne Brasseur au sujet de la flexibilisation des heures d'ouverture du commerce pages 216-217
Dépôt d'une motion relative à la situation au Darfour par M. Laurent Mosar page 217
5574 - Projet de loi modifiant les articles 61 et 65 du Code des assurances sociales pages 217-218
5633 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2005 pages 218-220
5577 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et la Confédération suisse relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière et du Protocole d'application, signés à Berne, le 12 décembre 2003 pages 220-221
5578 - Projet de loi portant approbation des Accords entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et certains pays tiers concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements pages 221-222
Discours de fin d'année page 222
Demandes en naturalisation pages 222-223

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1385	M. Claude Adam	Paiement des droits d'auteur par les bibliothèques
1399	M. Ben Fayot	Prise en charge des migrants en situation irrégulière
1419	M. Camille Gira	Publication par les communes des résultats des analyses de leur eau potable
1432	Mme Claudia Dall'Agnol	Protection des mineurs (contrôle de l'accès à des contenus illicites ou préjudiciables diffusés dans les médias)
1435	M. Aly Jaerling	Absentéisme des élèves
1452	M. Jean Huss	Tarification liée à la durée de consultation
1460	M. Jean Huss	Convenances personnelles (CP1)
1464	M. Aly Jaerling	Centre pour sports cyclistes
1465	M. Xavier Bettel	Transport public transfrontalier entre l'Allemagne et le Luxembourg
1469	M. Jean Huss	Renouvellement de la convention qui définit les dispositions de fonctionnement du service de remplacement de nuit en vigueur entre l'AMMD et l'État
1470	M. Jean Huss	Tensides perfluorés
1472	M. Marco Schank	Sécurité sur la ligne ferroviaire Nord
1473	M. Roland Schreiner	Système «Benerail»
1476	M. Jean Huss	Vaccins contenant du thiomersal
1478	M. Marcel Oberweis	«Péage commun»
1481	M. Robert Mehlen	Prix de vente des produits de la «Marque nationale»
1483	M. Laurent Mosar	Demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise actuellement pendantes
1487	Mme Colette Flesch	Attaque verbale du Député français Arnaud Montebourg à l'égard de la place financière de Luxembourg

Question 1385 (6.11.2006) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **paiement des droits d'auteur par les bibliothèques:**

Le projet de règlement grand-ducal relatif à la rémunération équitable pour prêt public prévoit que chaque bibliothèque, ou par substitution, la commune ou l'établissement de prêt pour le compte duquel la bibliothèque est exploitée, verse la somme de 2 € par utilisateur ayant emprunté un ouvrage durant l'année à la société de redistribution des droits d'auteur Luxxor. Ce même règlement prévoit que certaines bibliothèques seront exemptées du payement de ce forfait.

Dans ce contexte, et en me référant au résumé du Conseil de Gouvernement du 22 avril 2005, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Secrétaire d'État et à Monsieur le Ministre:

- Quand ce règlement grand-ducal entrera-t-il en vigueur?

- Quelles seront les bibliothèques exemptées du payement des droits d'auteur?

- Les bibliothèques ainsi que les communes se trouvant déjà dans une situation financière difficile, ne serait-il pas envisageable que ces frais supplémentaires soient directement pris en charge par l'État?

- Comment les bibliothèques qui manquent de toute façon de personnel pourront-elles prendre en charge le surplus de travail administratif engendré par cette mesure?

- Les publications libres «open access», c'est-à-dire pour lesquelles les auteurs ont volontairement renoncé à toute entrave de distribution, sont-elles mentionnées dans le règlement grand-ducal?

Réponse (18.1.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Le règlement et l'arrêté grand-ducal relatifs à la rémunération équitable pour prêt public vont être publiés sous peu au Mémorial.

Sont exempts du paiement d'une rémunération les établissements scolaires, universitaires ou de recherche scientifique ainsi que les institutions et établissements pratiquant le prêt spécialisé ou ouvert à un public ciblé. La liste de ces institutions et établissements est reproduite en annexe *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

La rémunération équitable pour prêt public est un mécanisme introduit au niveau européen (directive 92/100/CE) afin de compenser l'impossibilité pour les auteurs et les artistes interprètes ou exécutants d'interdire le prêt public de leurs œuvres licitement rendues accessibles au public. Aussi, vu que les établissements pratiquant le prêt généralisé sont par essence des institutions publiques, la collectivité doit-elle supporter de manière solidaire les frais engendrés par la rémunération équitable due aux créateurs.

La Bibliothèque nationale, institut culturel de l'État, devra générer en la matière la créance la plus importante en faveur des auteurs et artistes interprètes ou exécutants. Cette créance sera directement supportée par l'État. Les bibliothèques communales, de leur côté, devront à leur juste part contribuer à la rémunération équitable telle que voulue par le législateur. Il est souligné que l'État subsidie déjà bon nombre de bibliothèques à vocation régionale.

Quant aux informations que les différentes bibliothèques devront, le cas échéant, collecter et transmettre à un ou plusieurs organes de gestion collective de droits, il y a lieu de souligner qu'il existe des outils informatiques performants devant faire en sorte qu'un surplus de travail administratif devrait se situer dans des proportions raisonnables.

Enfin, les publications libres dites «open access», qui permettent la libre disponibilité en ligne de contenus numériques, mettent en distribution via un dépôt spécialisé ou une page personnelle sur Internet des articles de journaux scientifiques ou de recherches universitaires ou d'articles de journalistes et d'auteurs de façon générale. Le règlement grand-ducal relatif à la rémunération équitable pour prêt public ne constitue nullement une entrave à l'accès libre aux publications qui bénéficient de ce label. En effet, les publications dont objet sont librement accessibles sur des bornes Internet de la Bibliothèque nationale.

Question 1399 (14.11.2006) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **prise en charge des migrants en situation irrégulière:**

Le Luxembourg n'échappe pas aux tendances internationales en matière de flux migratoire. Ainsi, bien que leur nombre soit inconnu, il est clair qu'un certain nombre de migrants en situation irrégulière se trouve sur le territoire luxembourgeois.

Par la loi du 17 septembre 1991 portant approbation de la Charte sociale européenne, signée à Turin le 18 octobre 1961, le Luxembourg a approuvé «La Charte sociale européenne» qui stipule dans son article 13 que: «(…) les Parties Contractantes s'engagent: 1) à veiller à ce que toute personne qui ne dispose pas de ressources suffisantes et qui n'est pas en mesure de se procurer celles-ci par ses propres moyens ou de les recevoir d'une autre source, notamment par des prestations résultant d'un régime de sécurité sociale, puisse obtenir une assistance appropriée et, en cas de maladie, les soins nécessités par son état; (…)».

Dans l'affaire Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) c. France, le Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe, dans sa décision du 3 novembre 2004 a fait une interprétation dynamique des droits des migrants. En l'espèce, le Comité constate «qu'une législation ou une pratique qui nie le droit à l'assistance médicale aux ressortissants étrangers, sur le territoire d'un État partie, fussent-ils en situation irrégulière, est contraire à la Charte».

À la lumière de l'interprétation citée ci-dessus, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg honore ses engagements pris en approuvant la Charte sociale européenne?

Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur la prise en charge des migrants en situation irrégulière dans les cas suivants:

- Les migrants en situation irrégulière peuvent-ils bénéficier d'une affiliation au Centre commun de la Sécurité sociale?

- Les femmes enceintes, non mariées, bénéficient-elles d'une couverture sociale leur permettant de régler les frais médicaux liés à la grossesse et à l'accouchement?

- Les jeunes enfants, nés d'une mère en situation irrégulière, bénéficient-ils d'une prise en charge par l'État des cotisations sociales afin qu'ils puissent être vaccinés et suivis par un médecin?

- L'État prend-il en charge les frais liés à une opération urgente ou des soins urgents devant être administrés à une personne sans papiers?

- De quelle prise en charge bénéficient les personnes en situation irrégulière en cas de besoins médicaux tels que les soins dentaires ou de petites opérations diverses?

Réponse (24.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En ce qui concerne le premier volet de la question parlementaire qui a trait à l'affiliation à la sécurité sociale des migrants en situation irrégulière, il y a lieu de noter que le Centre commun de la sécurité sociale ne procède pas à un contrôle pour savoir si les conditions pour le séjour ou la résidence d'un étranger sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont remplies.

Si un employeur procède à une déclaration d'entrée pour un salarié, le centre commun accepte l'affiliation s'il y a un lien de subordination dans l'accomplissement du travail. Du moment que des cotisations ont été payées, des droits aux prestations, notamment en matière de soins de santé, sont ouverts.

En ce qui concerne le second volet de la question parlementaire, qui a trait à la situation des migrants en situation irrégulière et qui ne sont pas affiliés à la sécurité sociale, il y a lieu de signaler que le Ministère de la Santé dispose de crédits budgétaires pour faire face à des situations d'urgence où des soins sont ou ont été accordés à des personnes qui ne bénéficient pas d'une couverture en matière de sécurité sociale.

Question 1419 (21.11.2006) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **publication par les communes des résultats des analyses de leur eau potable:**

Il apparaît que dans certaines communes, le collège échevinal refuse de publier les résultats des analyses effectuées sur l'eau potable. Or, selon le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les communes sont tenues de publier annuellement les résultats des analyses de leur eau potable.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si le règlement de 2002 est appliqué correctement dans les communes du pays en ce qui concerne le devoir d'information? Qu'en est-il pour l'Administration de la Gestion de l'Eau?

- Quelles sont les données qui doivent être publiées chaque année?

- Monsieur le Ministre entend-il informer les communes par circulaire de leur devoir de communication envers le citoyen?

- Serait-il envisageable de mettre un espace Internet (par exemple sur www.waasser.lu) à disposition des communes pour qu'elles puissent y publier les données relatives à la qualité de leur eau?

Réponse (24.1.2007) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Il est exact que suivant l'article 12 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, les autorités communales doivent informer au moins une fois par an la population desservie par leur infrastructure d'approvisionnement ainsi que les organes techniques compétents sur la qualité de l'eau fournie pendant l'année civile écoulée. En outre, les communes sont tenues de communiquer à tout consommateur qui en fait la demande les informations adéquates et récentes sur la qualité de l'eau fournie dans la zone de distribution qui l'alimente.

D'autre part, en cas de non-respect des valeurs paramétriques prévues par le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002, les autorités communales doivent prendre soin que la population concernée soit immédiatement informée et reçoive les conseils nécessaires.

Le devoir d'information incombe donc aux communes, le rôle de l'Administration de la Gestion de l'Eau se limitant, en application de l'article 2 de sa loi organique du 28 mai 2004, de faire respecter lesdites dispositions réglementaires.

Les données d'analyse sur les eaux potables, issues de prélèvements effectués par des agents de l'Administration de la Gestion de l'Eau, sont bien évidemment accessibles à toute personne physique ou morale qui en fait la demande selon les modalités de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

En cas de non-respect des valeurs paramétriques, l'Administration de la Gestion de l'Eau examine si ce non-respect présente un risque pour la santé humaine et ordonne les mesures correctives qu'elle estime indiquées pour rétablir la qualité de l'eau.

Je constate que dans la majorité des communes et des syndicats intercommunaux une prise de conscience s'opère en vue d'une gestion de qualité de l'eau potable.

Je constate toutefois également que certaines communes respectent encore de façon insuffisante les fréquences et l'étendue des paramètres à analyser. En outre, en cas de non-respect des valeurs paramétriques, l'Administration de la Gestion de l'Eau en tant qu'organe technique compétent n'est pas encore toujours informée et par ce fait ne peut remplir sa mission de conseil technique auprès des administrations communales.

2. Les données qui doivent être rendues publiques sont énumérées à l'annexe I du règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 et font partie intégrante du contrôle dit complet. En l'occurrence, il s'agit de contaminants microbiologiques et chimiques ainsi que de paramètres indicateurs, ces derniers étant aussi de type microbiologique et chimique, mais à valeur uniquement indicative.

Le contrôle complet des valeurs paramétriques est à effectuer au moins une fois par an pour chaque zone de distribution.

3. Lors de réunions d'information dans les trois districts en date des 2, 9 et 30 avril 2003, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et l'Administration de la Gestion de l'Eau ont présenté aux autorités communales le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002. Lors de ces présentations, il a été

insisté sur les principales obligations des fournisseurs d'eau potable prévues par ce règlement, et notamment l'obligation d'informer la population au moins une fois par an sur la qualité de l'eau distribuée par leurs réseaux.

Question 1432 (29.11.2006) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **protection des mineurs (contrôle de l'accès à des contenus illicites ou préjudiciables diffusés dans les médias):**

Dans sa réponse à ma question du 22 décembre 2005 concernant l'accès des mineurs d'âge aux productions cinématographiques destinées à un public adulte, Monsieur le Ministre avait annoncé vouloir «présenter, sous peu, la solution envisageable pour le Luxembourg en matière de protection des mineurs contre des films qui ne devraient pas faire l'objet de représentations publiques». Dans sa réponse à la question écrite N°379 du 29 mars 2005, Monsieur le Ministre avait d'ailleurs précisé que l'approche à retenir devait être «horizontale et englober tous les moyens de mise à disposition dont le cinéma, les vidéogrammes, DVD et logiciels de jeu ainsi que les médias électroniques et autres et, bien évidemment, l'Internet».

L'année 2006 touchant à sa fin, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre si la contribution du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux travaux du groupe interministériel instauré en vue de l'élaboration d'un projet de loi destiné à proposer un dispositif d'ensemble de protection des mineurs a pu être finalisée et, dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre peut me renseigner sur ses principaux éléments. Dans la négative, j'aimerais connaître les raisons pour lesquelles le Ministère n'a pas encore arrêté sa position en la matière.

Réponse (18.1.2007) de **Mme Octavie Modert,** *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire sous objet, je peux informer l'honorable Députée que mes services viennent d'élaborer un avant-projet de loi relatif à l'accès aux représentations cinématographiques publiques. Ce document a été soumis pour avis à plusieurs Ministres dans le cadre de la consultation préalable à la saisine du Conseil de Gouvernement, de sorte que le dossier devrait pouvoir être soumis à ce dernier au cours des semaines à venir. Une fois déposé, le texte pourra être examiné par la Chambre des Députés.

Question 1435 (30.11.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant l'**absentéisme des élèves:**

Am Frankräich läit den Absentéismus vun de Schüler bei 5 Prozent. Dëst huet déi franséisch Autoritéiten derzou verleet, en informatesche System anzeféieren, deen et erlaabt d'Eltere kuerzfristeg iwwert d'Feele vum Schüler ze informéieren a se domadder ze responsabiliséieren.

Kann d'Madame Unterrechtsministesch mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Wéi héich war den duerchschnëttlechen Absentéismus vun de Schüler hei am Land während deene leschte 5 Joer?

2) Wat sinn déi heefegst Ursaache vum Absentéismus?

3) Ginn d'Eltere systematesch iwwert d'Feele vun hire Kanner informéiert, wa jo, op wéi eng Aart a Weis?

4) Wat geschitt bei engem heefegen, respektiv systemateschen Absentéismus?

5) Ass der Madame Ministesch de franséische System bekannt a gëtt et eng Méiglechkeet, deen och hei am Land anzeféieren, fir datt d'Eltere kënne responsabiliséiert ginn, wat d'Feele vun de Schüler ubelaangt?

Réponse (16.1.2007) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1) Am Schouljoer 2004/2005 louch den Taux vun den onentschëllegten Absencë par rapport zu allen Absencen am postprimairen Enseignement duerchschnëttlech bei 7,0% an am Joer 2005/2006 bei 6,5%. Virdru sinn d'Absencen net am „Fichier élèves" zentraliséiert ginn an duerfir läit och do kee Chiffer vir. Datselwecht ass de Fall am Primaire wou nach keen zentraliséierte Fichier mat den Donneeën iwwert d'Absencë vun den Élèven existéiert.

Ad 2) D'Ursaache vum Absentéismus ginn net statistesch erfaasst a kënnen deemno och net ventiléiert ginn.

Ad 3) Jo, si gi systematesch informéiert: iwwert de „Carnet de liaison" an der Primärschoul wéi am Enseignement secondaire technique. Ma ganz vill Régenten, Schoulmeeschteren a Léierinnen intervenéieren all Kéiers esoubal si e Verdacht op eng onentschëllegt Absence hunn. Si ruffen dann d'Elteren un oder schreiwen hinnen e Message. Am Fall vun de Schoulmeeschteren a Léierinne gëtt och den Inspekter au courant gesat *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Ad 4) Wéi scho virdru gesot sinn d'Reaktiounsweisen ënnerschiddlech: Interventioun vum Schoulmeeschter oder der Léierin, dem Régent oder der Inspektioun/Direktioun. Am Kader vu Projets d'établissement gëtt et Schoulen, déi Remédiatioun a besonnesch grave Fäll virschloen. Esou gëtt et zum Beispill a 4 technesche Lycéeën e Projet, genannt „Mosaik", dee sech ganz spezifesch ëm Schüler këmmert, déi no dru sinn duerch sämtlech Masche vun allen Netzer ze falen. Och systematesch Absentéistë gehéieren dozou.

Ad 5) Den Absentéismus ass a Frankräich ënner anerem duerch d'Gesetz vum 31.3.2006 réglementéiert. Dat gesäit vir, dass regelméisseg Buch gefouert gëtt iwwert d'Absencen. Dat geschitt och zu Lëtzebuerg. Am Fall wou d'Elteren op Invitatioun vun der Direktioun keng Grënn fir d'Absence uginn, oder awer falscher, oder wann e Kand wéinegstens 4 hallef Deeg an engem Mount onentschëllegt feelt, da kann eng Mesure geholl ginn, déi «mise en place d'un contrat de responsabilité parentale» genannt gëtt.

Question 1452 (7.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **tarification liée à la durée de consultation:**

Dans certaines professions de santé comme par exemple les psychiatres, les tarifs facturés par les médecins peuvent être établis en fonction de la durée de la consultation. Pour la grande majorité de ces professions cependant, le système à tarif unitaire par acte reste en vigueur, ce qui engendre une certaine insatisfaction chez les patients, qui se plaignent du peu de temps que les médecins leur accordent. De même, certains médecins reconnaissent que ce système n'est pas très flexible pour permettre des consultations plus approfondies.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile d'introduire la tarification liée à la durée de la consultation dans toutes les professions de santé, permettant ainsi un suivi plus personnalisé des patients?

- Les représentants gouvernementaux auprès de l'UCM entendent-ils faire usage de leur droit d'initiative et soumettre une telle proposition pour discussion?

Réponse (19.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La nomenclature médicale règle la durée que le médecin doit consacrer pour la délivrance des services à son patient de plusieurs manières:

1) De manière indirecte, en incluant dans la rémunération du médecin un certain nombre de gestes ou l'application de moyens de diagnostic qui, s'ils sont réalisés d'après les règles de bonne pratique, demandent un certain temps de disponibilité du médecin lorsque celui-ci met en compte une consultation. Ainsi l'article 5 de la nomenclature énumère certains de ces gestes à titre exemplatif.

La nomenclature prévoit la possibilité d'une mise en compte périodique d'une consultation majorée, lorsque le temps nécessaire pour un examen approfondi du malade dépasse sensiblement celui dont a besoin le médecin pour une consultation ou une visite normale.

2) De manière directe, lorsqu'un nombre de minutes déterminé constitue le minimum de temps que le médecin doit consacrer au patient pour un service donné. Cette détermination du temps minimum s'applique notamment pour certains actes psychiatriques répétitifs qui en principe constituent des éléments d'une thérapie au moyen ou au long cours.

Ceci étant dit, il convient de préciser que la question soulevée par l'honorable Député Jean Huss retient tout l'intérêt du Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, ce particulièrement dans le contexte du fait que de nouvelles approches font l'objet de discussions au sein de la Commission de Nomenclature, qui examine par exemple le modèle de la nomenclature suisse. Celle-ci prévoit la possibilité de composer la durée d'une consultation par l'addition d'unités de temps comptant chacune un laps de temps de cinq minutes. A priori ce système pourrait apporter une plus grande précision dans la composition de la durée et de la rémunération des consultations ou visites.

Dans le contexte luxembourgeois, il convient toutefois de choisir une solution de rechange avec une très grande prudence, car les dépenses de l'assurance maladie pour les consultations constituent environ 1/3 des dépenses totales pour honoraires médicaux. En corollaire, ce type de prestations constitue une portion extrêmement importante du revenu professionnel des médecins. Il n'est dès lors pas pensable de remanier le système actuel sans une analyse d'impact exhaustive.

En effet le système forfaitaire actuel du tarif des consultations n'est pas forcément dénué d'avantages, ce dans la mesure où il constitue une moyenne permettant une certaine marge de manœuvre pour composer la durée des consultations tant par rapport aux besoins du cas, que par rapport à la disponibilité du médecin. Ce système procure une certitude relativement grande en termes de prévisibilité et de stabilité des dépenses et des revenus en dépendant.

La Commission de Nomenclature se propose d'étudier, de concert avec les cercles de médecins concernés, l'impact de toute nouvelle solution susceptible d'améliorer le système actuel. Elle prendra en considération dans cette étude d'impact tant les aspects relatifs à qualité des services médicaux que ceux liés aux dépenses de l'assurance maladie et aux revenus professionnels des médecins.

Des conclusions positives dans le sens d'une réglementation différente de la durée de certains actes et de leur prise en charge par l'assurance maladie, pourraient également être transposées dans la nomenclature d'autres professions de santé. Des durées préfixées existent d'ailleurs actuellement déjà pour certains actes repris dans les nomenclatures des orthophonistes et des psychomotriciens.

Question 1460 (11.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **convenances personnelles (CP1):**

Les convenances personnelles que l'on trouve dans les conventions signées entre certains prestataires et l'UCM, ainsi que le supplément de 66% sur les actes lors d'une hospitalisation en chambre individuelle génèrent une insatisfaction grandissante chez les patients.

Le concept des convenances personnelles semble avoir perdu pour certains prestataires le caractère d'exception, notamment la CP1. On est donc en droit de se demander si ces convenances personnelles ne sont pas utilisées par certains prestataires comme une source de revenus supplémentaires.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le montant et le nombre des convenances prestées étant consignés dans les bases de données des caisses de maladie, pouvez-vous me donner le montant total des convenances personnelles perçues par les médecins pour les années 2003, 2004, et 2005?

- Le montant des convenances personnelles est censé être appliqué avec «tact et mesure». Pouvez-vous me donner les montants moyens appliqués ainsi que les extrêmes qui auraient pu être relevés?

- Quel est le taux d'application des convenances personnelles par prestataire? Dans quelle mesure des abus ont pu être détectés? Ces abus ont-ils été sanctionnés?

- Fin décembre 2004, une pétition visant à annuler les 66% de supplément sur les actes médicaux que les médecins sont en droit d'appliquer lorsqu'un patient séjourne en chambre individuelle vous a été remise. Quelle suite entendez-vous réserver à cette initiative?

Réponse (24.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il convient de rappeler que les dispositions de la convention médicale relatives aux convenances personnelles et aux suppléments de première classe ont été introduites sur base d'une obligation légale imposée aux partenaires à la

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*
•
Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*
•
Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hieffenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Medernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

convention par l'article 66, alinéa 3 du Code des Assurances sociales. La convention médicale actuellement en vigueur, conclue à la suite de la loi réforme de 1992, s'est contentée à reprendre essentiellement les dispositions conventionnelles en place depuis 1974, voire antérieurement.

Dans une analyse statistique des CP, présentée aux partenaires sociaux, l'UCM n'a pris en compte que les médecins ayant facturé plus de 50 CP par an. Les statistiques citées ci-après sont tirées de cette analyse.

Les convenances personnelles codées CP1 à CP7 par la nomenclature montrent pour 2003 un montant de 2.208.293 euros et pour 2004 un montant de 2.236.774 euros (2005 pas encore disponible).

En moyenne, les CP facturées aux patients atteignent 4,8 euros en 2003 et 5,0 euros en 2004.

Concernant les extrêmes, les statistiques montrent que ceux-ci sont à considérer comme des situations très isolées et se rapportent presque toujours à des médecins-dentistes. Si la CP1 la plus élevée enregistrée a été de 2.550 euros en 2003, la plus élevée constatée en 2004 a été de 1.700 euros.

Les caisses de maladie ne détiennent pas le détail des services, voire des fournitures rémunérées par ces montants, mais on peut décemment admettre qu'à travers les CP atteignant de tels montants, les médecins en cause ont facturé des matériaux ou services de tiers. Dans cette hypothèse le code CP8 aurait cependant dû être appliqué.

Toutefois, il convient de remarquer que les CP enregistrées par l'assurance maladie ne figurent dans les statistiques de l'UCM que si elles ont été valablement acquittées sur base des formulaires de mémoires d'honoraires conventionnels. Il faut déduire de cette situation que dans la mesure où les CP ont été acquittées par les assurés, ceux-ci ont accepté ce paiement ou du moins ont renoncé à les considérer comme litigieux.

Quant à la question de connaître le taux d'application des convenances personnelles par prestataire, il convient de préciser que pour quelque 1.300 médecins susceptibles d'être pris en considération pour les années 2003 et 2004, seulement 336 ont facturé des CP alors que presque 1.000 médecins n'en ont pas facturé ou moins de 50 par an.

Parmi les médecins qui facturent des CP, la proportion du nombre de séances ayant donné lieu à la facturation de CP par rapport au nombre total de séances délivrées s'établit pour 2004 d'après le tableau suivant. La proportion la plus élevée constatée s'élève à 89,82%.

Proportion de séances avec CP par rapport au total de séances	Nombre de médecins par tranche
entre 89,82% et 80%	9
entre 79% et 70%	16
entre 69% et 60%	17
entre 59% et 50%	23
entre 49% et 40%	30
entre 39% et 30%	39
entre 29% et 20%	52
entre 19% et 10%	56
entre 9% et 0,74%	94
pas de facturation de CP ou moins de 50 par an	964 *)

**) Calcul opéré sur une moyenne de 1.300 médecins théoriquement éligibles*

Concernant la question relative aux sanctions d'abus, il faut préciser qu'une sanction ne peut être prononcée que sur base d'une procédure conduite devant la Commission de Surveillance ou devant les juridictions sociales compétentes dans cette matière, voire devant le Collège médical lorsqu'elle possède un caractère disciplinaire.

Or, les renseignements de l'UCM montrent qu'aucune affaire n'a abouti devant cette Commission ou devant une juridiction en matière de CP. Dès lors il n'y a pas eu jusqu'ici constat juridictionnel d'abus et, partant de sanction. Aucune affaire relevant du pouvoir disciplinaire du Collège médical n'est connue à l'UCM dans cette matière.

Les critiques soulevées à l'encontre de la pratique actuelle s'étant articulées principalement au niveau de plaintes informelles portées devant des associations oeuvrant dans le domaine de la protection des patients ou des consommateurs, celles-ci ont cependant conduit au sein des organes de l'UCM à une remise en question des dispositions conventionnelles et font actuellement l'objet de négociations concrètes avec le corps médical.

Question 1464 (15.12.2006) de **M. Aly Jaerling** *(Indépendant)* concernant le **centre pour sports cyclistes:**

Aus den Noriichten, awer och no Aussoe vum Här Statsminister an dem Här Sportminister, war gewuer ze ginn, datt opgrond vun den Exploitë vun eise Vëlossportler berechtegterweis e Vëlossportzenter soll gebaut ginn.

Ech erlabe mer d'Regierung op déi jorzéngtelaang Erfolleger vum Keelesport hinzeweisen, mat Weltmeeschter- an Europameeschtertitelen par équipe a par individuel.

Den internationale Lëtzebuerger Keelesportler sti keng ugepasste Trainingsplaze mi zur Verfügung, well de Keelenzenter op der Kockelscheier weder den internationalen Normen, nach de Sécherheetsbestëmmungen entsprécht.

Wéi d'Coque geplangt gouf, war e Keelesportzenter mat ageplangt, deen awer grad wéi de Vëlodrom nodréiglech fale gelooss gouf.

Et kéint een elo mat der Planung vum Vëlossportzenter e Keelesportzenter mat abauen, wat méi käschtegënschteg wier, wéi spéider e Keelesportzenter, dee mer wierklech brauchen, eleng ze bauen.

Kann den Här Bauteminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1) Gëtt e Vëlossportzenter respektiv e Vëlodrom gebaut, wa jo, wéini a wou?

2) Wier et net sënnvoll gläichzäiteg e Keelesportzenter mat anzeplangen, dee jo och scho virgesi war, a verschiddentlech op de Kongresser vun der Keelefédératioun vu Regierungsvertrieder versprach gouf?

3) Ass dem Här Bauteminister bekannt, datt de Keelenzenter op der Kockelscheier net méi den internationalen Norme vum Keelesport entsprécht, an datt Lëtzebuerg als Welt- an Europameeschter weder eng Europa-, nach eng Weltmeeschterschaft do kann organiséieren an och néierens anescht am Land?

Réponse (16.1.2007) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Wéi zoutreffend bemierkt ginn ass, konnte mer de Bau vun enger iwwerdeckter Vëlospist - et ass dëst d'Bezeechnung déi mir gebrauchen, nët Velodrom - kuerz virun Enn leschte Joers bestätegen, nodeems virdru mam groussherzogleche Règlement vum 1. September 2006 eng 3. Lëscht vum 8. Fënnefjoresplang vun der Regierung guttgeheescht gouf. No jorelaangemRéngen an no betrachtlechen Efforten an Ermahnungen, dëse Bau an der prekärer budgetärer Zäit wou mer eis befannen esou präiswäert wéi nëmme méiglech ze halen, conditio sine qua non, huet d'Stad Lëtzebuerg sech definitiv bereet erklärt, Bauhär vum Projet ze ginn. D'Konstruktioun soll beim Sportskomplex bekannt ënnert dem Numm Boy Konen zu Lëtzebuerg-Zéisseng op der Basis vun enger Étude de faisabilité ab dësem Joer an Ugrëff geholl ginn.

Wat de Keelesport betrëfft, deen effektiv iwwer sëllege Jore wosst, sech eng exzellent Renommée zu Lëtzebuerg opzebaue mat all senge Resultater, déi en opweises huet, soll gewosst sinn, dass am uewegenannte Règlement de Prinzip vun engem nationalen Zenter och vun der Regierung ugeholl ginn ass. Zurzäit lafe Kontakter mat de Gemenge vu Péiteng an Déifferdeng fir dëse Projet ze realiséieren. Weem deen definitive Projet schlussendlech wäert zougesprach ginn, dat soll och nach am Laf vun 2007 entscheet ginn. Falls keng vun dësen zwou Gemenge mat engem Projet virstelleg gëtt, musse mer eis no engem anere Bauhär ëmkucken.

Question 1465 (15.12.2006) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **transport public transfrontalier entre l'Allemagne et le Luxembourg:**

L'amélioration au cours des dernières années en matière d'offre de transports publics ainsi que l'évolution du prix du carburant sont apparemment à l'origine d'un regain en intérêt des relations de transports publics transfrontalières entre l'Allemagne et le Luxembourg.

Or, de récentes réorganisations malencontreuses et un manque de coordination manifeste entre les autorités organisatrices des deux côtés de la frontière sont sources de nombre de problèmes rencontrés par les clients du train et du bus.

- Que pense à ce sujet Monsieur le Ministre des Transports du reproche adressé aux autorités luxembourgeoises par un responsable de l'entreprise de transports «Moselbahn» qu'un développement plus conséquent d'une offre transfrontalière se heurte au fouillis de compétence du côté luxembourgeois?

- Le manque de perspectives de développer cette offre constaté par le «Verkehrsbund Region Trier» doit-il être attribué au même facteur?

- Qui, de l'avis de Monsieur le Ministre, est responsable pour coordonner une démarche cohérente vis-à-vis des autorités de transports allemandes: son département des Transports ou la Communauté des Transports, à laquelle il a fait enlever grand nombre de ses compétences organisatrices par la loi du 25 janvier 2006?

- Est-il vrai que les entreprises d'autobus allemandes, actives sur les relations transfrontalières, sont obligées de se procurer les titres de transports luxembourgeois auprès d'une entreprise d'autobus luxembourgeoise pour pouvoir les tenir à la disposition de leur clientèle?

Réponse (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Monsieur le Député constate une augmentation de l'intérêt au transport public transfrontalier entre l'Allemagne et le Luxembourg, grâce, notamment, à une amélioration de l'offre de transport réalisée ces dernières années.

De grands efforts ont en effet été déployés du côté du Gouvernement luxembourgeois afin d'offrir aux travailleurs frontaliers allemands des communications confortables par le biais de lignes d'autobus et dont les frais d'exploitation sont portés pour une part prépondérante par notre budget.

Sauf dans le cas de la ligne publique Bitburg-Echternach-Luxembourg, où les autorités allemandes participent à raison de plus ou moins 40% aux frais d'exploitation, aucune autre intervention financière allemande ne m'est connue dans le prédit contexte.

Il m'est donc impossible de commenter la citation de Monsieur le Député d'un reproche formulé à l'adresse des autorités luxembourgeoises, reproche qu'aucun représentant d'une entreprise allemande ne nous a jamais adressé directement.

Il ne peut d'ailleurs s'agir de «fouillis de compétence du côté luxembourgeois» dans le cadre des projets réalisés au niveau des transports publics transfrontaliers étant donné que cette compétence est dans les mains de mon département qui depuis plus de 30 ans y assume le rôle de l'autorité organisatrice.

Sous cette autorité et en collaboration avec les responsables sarrois et de Rhénanie-Palatinat, un développement dynamique de l'offre de transport a eu lieu de sorte à avoir réalisé les services suivants:

Ligne Saarlouis-Mertzig-Luxembourg

Ligne Saarburg-Luxembourg

Ligne Trèves-Mesenich-Luxembourg

Ligne Bitburg-Echternach-Luxembourg

Ligne Nittel-Wellen-Luxembourg

À l'heure actuelle, mon service examine les possibilités d'une meilleure connexion de la région de Konz au réseau de transport public luxembourgeois. Une réalisation dans ce sens s'annonce dans la première moitié de 2007.

Au vu de ce qui précède il ne peut donc être question d'un manque de perspectives dans le développement de l'offre de transport.

J'invite donc Monsieur le Député à se renseigner davantage sur les formalités dans l'organisation des transports publics transfrontaliers, information qu'il peut recueillir à tout moment auprès de mon service des transports publics.

Quant à sa dernière question traitant la fourniture des titres de transport, il y a lieu de remarquer que tous les billets et abonnements valables suivant la tarification luxembourgeoise sont imprimés, soit par le Ministère des Transports, soit par les opérateurs publics (CFL, AVL, TICE). La distribution des stocks de titres de transport aux entreprises d'autobus indigènes ou étrangères (si elles participent à des services pour le compte de notre budget) se fait régulièrement suivant les besoins de ces dernières, ce qui représente d'ailleurs une situation tout à fait normale.

Question 1469 (19.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **renouvellement de la convention qui définit les dispositions de fonctionnement du service de remplacement de nuit en vigueur entre l'AMMD et l'État:**

Monsieur le Ministre a déclaré dernièrement dans une émission télévisée que le service médical de nuit sera encore développé à l'avenir. La convention qui définit les dispositions de fonctionnement du service de remplacement de nuit en vigueur entre l'AMMD et l'État prend fin le 31 décembre 2007, si elle n'est pas reconduite tacitement.

Or, il nous a été rapporté que les représentants gouvernementaux n'entendent pas renouveler cette convention. Au lieu du service actuel, il serait prévu d'instaurer des permanences dans un centre médical par région et ce jusqu'à minuit. Toute urgence après minuit serait alors prise en charge par l'hôpital de garde, les personnes ne pouvant se déplacer devant faire le trajet en ambulance.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me confirmer que la convention ne sera pas renouvelée sous sa forme actuelle?

- Les plans décrits ci-dessus correspondent-ils aux intentions de Messieurs les Ministres?

- Quelle sera la plus-value de la nouvelle organisation par rapport à la situation actuelle?

- Messieurs les Ministres entendent-ils réévaluer la situation ainsi que les services prestés par les ambulanciers bénévoles?

- Le nouveau plan de remplacement contiendra-t-il également des dispositions quant à l'organisation des services de remplacements en journée, aussi bien pendant les jours ouvrables que pendant les fins de semaine?

Réponse (12.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La convention visée par l'honorable Parlementaire, conclue en décembre 2004, prend effectivement fin en principe le 31 décembre 2007, mais sera tacitement reconduite à défaut de résiliation par l'une des parties trois mois au moins avant l'échéance.

Le principe de la reconduction d'une convention similaire à celle actuellement en vigueur est admis entre parties. Toutefois des discussions en vue d'un réaménagement de la convention ont déjà été entamées et vont être intensifiées avant l'échéance préappelée. Ces discussions vont dans le sens d'une meilleure adaptation des prestations offertes aux besoins réels que l'expérience acquise a permis de mettre en évidence. De telles adaptations permettraient en outre une extension du service, fonctionnant actuellement entre 22 heures le soir jusqu'au lendemain à 7 heures, à d'autres plages d'horaires de non-ouverture des cabinets médicaux, par exemple les samedis ou dimanches.

Question 1470 (19.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **tensides perfluorés:**

Les tensides perfluorés sont des substances utilisées dans de nombreux articles de la vie quotidienne: emballages, vêtements, produits de nettoyage, extincteurs de feu... Ces substances présumées cancérigènes n'ont qu'une très faible biodégradabilité et s'accumulent dans les tissus vivants, les cours d'eau, les nappes phréatiques, les sols... Des études scientifiques ont relevé qu'on retrouve désormais ces tensides, qui n'ont pas de source naturelle, de manière généralisée dans les cours d'eau et les sols européens, jusqu'aux coins les plus isolés de la terre, comme l'arctique. Il arrive que les quantités de tensides perfluorés trouvés dans les aliments et l'eau potable dépassent de 30 fois les seuils considérés comme inoffensifs.

En octobre 2006, le Parlement européen a pris la décision d'interdire complètement, avec une période transitoire de dix ans, l'utilisation d'un groupe de substances de la même famille, les sulfonâtes perfluorés. Une initiative similaire pour

les tensides perfluorés semble probable.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Messieurs les Ministres:

- Dans un souci de prévention et de protection de la santé et de l'environnement, Messieurs les Ministres ont-ils l'intention d'intervenir auprès de la Commission européenne afin de soutenir une telle initiative?

Réponse commune (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les tensides perfluorés constituent un groupe hétérogène assez vaste de substances chimiques non naturelles qui ont en commun une substitution des atomes d'hydrogène par des atomes de fluore. Le nom de tenside désigne en fait le comportement de la molécule par rapport à l'eau et aux lipides et non pas l'identité chimique.

Parmi les tensides perfluorés, il faut distinguer trois grands sous-groupes selon leurs propriétés chimiques et qui sont des alcools télomériques perfluorés, des acides carboniques perfluorés ou encore des sulfonates ou acides sulfuriques perfluorés (dont le SPFO ou sulfonate de perfluorooctane).

Par conséquent les propriétés physico-chimiques, la volatilité, la solubilité dans l'eau ou dans les lipides, la bioaccumulation, la longévité dans l'organisme humain (temps de demi-vie) ou encore le mode d'action peut changer fondamentalement d'une molécule à l'autre. Ainsi par exemple il n'existe à l'état actuel pas de données écotoxicologiques concernant les alcools télomériques perfluorés.

La plupart des études sur la contamination des eaux de surface, des animaux sauvages (ours polaires, cormorans, souris, poissons, loutres, phoques ou dauphins) concernent deux molécules bien précises le SPFO (un sulfonate perfluoré) et le APFO (un acide carbonique perfluoré). Les données ou études sur les autres molécules appartenant aux tensides perfluorés ne sont que très incomplètes ou font défaut.

Ainsi, si un effet cancérigène semble reconnu pour certaines molécules comme le SPFO ou encore le APFO (acide perfluorooctanoïque), d'autres molécules ne semblent, du moins à l'état actuel ne pas être directement cancérigènes d'après le «Umweltbundesamt» allemand.

Le SPFO (PFOS en allemand) vient d'être interdit par le Parlement Européen en octobre 2006. Après l'approbation probable par le Conseil Européen (la Commission, le Conseil et le Parlement s'étaient portés d'accord au préalable, l'interdiction devra être transcrite en droit national par les États membres endéans une année et appliquée endéans 18 mois.

Sur proposition de la Commission Européenne, le Parlement Européen a décidé en date du 13 juillet 2006 une extension de l'interdiction des tensides perfluorés qui verrait l'interdiction du APFO (PFCA en allemand) à condition d'une approbation par le plenum européen respectivement par le Conseil interministériel européen.

En Allemagne, la contamination de deux cours d'eau par des tensides perfluorés en 2006 (mars-mai) en Rhénanie-Palatinat (Ruhr et Münde) a une origine criminelle et résulte d'engrais (Terrafarm) contaminés par des déchets et produit par une firme belge GW Umwelt. Des analyses de tensides perfluorés dans d'autres bassins fluviaux en Allemagne par l'université de Bonn ont mis en évidence des concentrations inférieures aux limites de détection et ceci pratiquement sans exception.

D'autre part, à l'état actuel les risques relevant d'une contamination de l'eau potable par des tensides perfluorés ne sont connus que de façon incomplète. Une étude de «Human Biomonitoring» vient d'être démarrée par les autorités allemandes suite à la pollution locale en Rhénanie-Palatinat renfermant quelque 700 personnes dans le but de vérifier si la consommation d'eau potable contaminée entraîne une augmentation de la concentration de molécules perfluorées dans le sang. Des résultats ne seront disponibles qu'au cours de l'année 2007.

Il n'existe d'ailleurs pas de valeurs limites («Grenzwerte») pour l'eau potable en Allemagne, la valeur de 0,1 microgramme par litre constituant une norme de «minimisation» («Minimierungswert») donc préventive. En ce qui concerne la législation luxembourgeoise en matière d'eau potable ou d'alimentation, je renvoie à la compétence de l'Inspection sanitaire.

En conclusion, devant l'hétérogénéité physico-chimique et biologique des différentes molécules appartenant au groupe des tensides perfluorés d'une part ainsi que devant l'absence de données scientifiques ou d'études concernant les propriétés de la plupart de ces molécules, il semble hasardeux d'extrapoler à partir des données existant au sujet de quelques molécules (SPFO et APFO) sur tous les tensides perfluorés. Ces deux molécules, dont les risques peuvent à présent être évalués ont d'ailleurs ou font actuellement objet de réglementation à l'échelle européenne. Par ailleurs des études complémentaires sont en cours.

Dans ce sens, il s'agit de rester vigilant devant la question des tensides perfluorés en général, d'encourager les études s'y relatant et de faire confiance aux institutions européennes qui par leurs initiatives récentes ont bien prouvé leur volonté de réagir par rapport aux risques pour la santé et pour l'environnement issu par les tensides perfluorés en général et par le SPFO et le APFO en particulier.

Il est entendu que les autorités luxembourgeoises suivront de près l'évolution du dossier.

Question 1472 (19.12.2006) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant la **sécurité sur la ligne ferroviaire Nord:**

En cas d'accident sur la ligne ferroviaire du Nord, en particulier sur les tronçons à voie unique et/ou dans un des tunnels vieux d'un siècle, les services de secours seraient confrontés à de nombreux problèmes rendant difficile leur intervention.

En effet, certains endroits et tunnels sur cette ligne ne sont pas, voire difficilement accessibles via le réseau routier. En cas d'accident sur un des lieux susmentionnés, la voie ferrée constituerait pour les services de secours le seul accès possible pour se rendre sur le lieu du drame. Or ni les CFL, ni les services de secours ne disposent actuellement du matériel approprié permettant un déplacement sur la voie ferrée. L'acquisition d'un «train de sauvetage», équipé avec tout le matériel d'intervention nécessaire pourrait toutefois remédier à cette situation et augmenter la performance d'intervention des services de secours non seulement sur la ligne ferroviaire du Nord, mais également sur le réseau ferroviaire tout entier.

Arrivés sur le lieu de l'accident, les sauveteurs seraient cependant exposés à un autre problème: vu le risque d'une décharge électrique, ils devraient attendre un agent caténaire pour la mise à terre de la caténaire avant de pouvoir intervenir et d'aider les blessés éventuels. Sachant que les CFL disposent, selon mes informations, d'un seul agent caténaire, normalement en service dans la région sud du pays, un temps précieux s'écoulerait pour les services de secours jusqu'à l'arrivée de cet agent.

Si les équipements de sécurité dans nos tunnels routiers sont toujours à la pointe de la technologie, même parfois supérieurs aux exigences européennes, il n'en va pas de même pour les tunnels ferroviaires. Construits au début du 20e siècle, la majorité d'entre eux ne disposent même pas d'équipements de sécurité élémentaire tels qu'une signalisation de sortie, un éclairage adéquat, des portes de refuge ou encore un quai facilitant l'évacuation des voyageurs. Les conséquences de l'arrêt d'un convoi ferroviaire en feu seraient catastrophiques vu l'absence totale d'extincteurs, d'installations d'évacuation de fumées toxiques ou encore de réservoirs d'eau pour combattre le feu.

Au vu de l'importance du dossier en question, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?

- Est-il prévu d'acquérir un train de sauvetage pour les besoins des CFL et des services de secours?

- Estime-t-il opportun de prévoir un agent caténaire dans la région Nord du pays qui pourrait intervenir dans les plus brefs délais en cas d'accident?

- Quelles mesures sont envisagées dans les tunnels ferroviaires afin d'augmenter à moyen et long terme leur niveau de sécurité?

- Quelles autres mesures sont prévues sur la ligne ferroviaire du Nord afin d'accroître la sécurité en général?

Réponse (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En France, des mesures particulières de sécurité ne sont appliquées qu'à partir d'une longueur de 400 mètres pour des tunnels neufs, et à partir de 1000 mètres pour des tunnels existants. En Allemagne, les seuils appliqués sont de 500 mètres respectivement 1000 mètres. Parmi les 20 tunnels situés au nord d'Ettelbruck, seul un dépasse les 500 mètres, et deux autres dépassent les 400 mètres; aucun tunnel du réseau ferré luxembourgeois ne dépasse les 1000 mètres.

Nonobstant, et à la suite des accidents observés au niveau international, les CFL étudient en partenariat avec la SNCF une sécurisation adéquate des tunnels existants du réseau ferré luxembourgeois.

Du fait de la mise à voie unique du tronçon situé au nord d'Ettelbruck, ces tunnels initialement exploités à double voie offrent maintenant des passages latéraux exceptionnellement généreux.

Il revient à dire que lors des concertations initiées à la suite des accidents ferroviaires de 1997, il a été confirmé que le sauvetage et la tenue à disposition des équipements adéquats sont de la seule compétence de la Protection civile. Celle-ci n'avait pas jugé nécessaire l'acquisition d'un train de sauvetage. À noter que les CFL disposent d'un train spécialisé pour les secours techniques.

Par ailleurs, les CFL ont créé et mis à disposition de la Protection civile des cartes visualisant tous les accès avec les éventuelles restrictions de carrossabilité (gabarit, chemin piétonnier). Pour chaque tunnel ferroviaire, il y a au moins vers l'une des têtes un accès carrossable (le cas échéant par chemin rural, forestier, piste cyclable ou à gabarit réduit).

En tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, les CFL tiennent à disposition permanente une équipe d'agents caténaires dont plusieurs habitent le nord du Grand-Duché. Pour une mise à la terre imprévue sera délégué celui des agents d'astreinte domicilié le plus près du lieu incriminé. À noter qu'en cas d'accident majeur, une ligne peut être immédiatement mise hors tension dans son ensemble à partir du Central de surveillance de Luxembourg.

La sécurité des circulations ferroviaires est assurée par les postes directeurs. Un même mode d'exploitation est appliqué sur l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois.

Le projet ETCS libellé «Installation d'un dispositif d'arrêt automatique des train et installation d'un système de contrôle de vitesse sur l'ensemble du réseau» est actuellement en cours de déploiement successif en 9 lots. Pour le sous-système sol, l'ETCS niveau 1 est actuellement en service sur le tronçon Dommeldange-Ettelbruck-Bürden depuis le 20 mars 2004. En 2008/2009 l'ensemble du réseau ferré luxembourgeois sera équipé du système ETCS niveau 1.

Question 1473 (20.12.2006) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **système «Benerail»:**

Jusqu'au début de ce mois, la distribution électronique de l'offre ferroviaire internationale des CFL, en gare et dans les agences de voyages accréditées, était assurée par le biais des systèmes de distribution de la Deutsche Bahn (DB) et de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF). Depuis le dernier changement horaire, les CFL ont mis en place le nouveau système de distribution «Benerail». Selon mes informations, la Direction des CFL a décidé d'utiliser ce nouveau système seulement dans les gares de Luxembourg, d'Esch/Alzette, d'Ettelbruck et de Wasserbillig. En même temps, elle aurait supprimé la possibilité pour les agents des CFL de vendre à leurs clients des titres préimprimés ou établis manuellement pour les trajets internationaux, comme c'était le cas avant le changement de système. Ceci a par exemple pour conséquence qu'un voyageur qui veut se rendre de Troisvierges ou de Clervaux à Liège doit d'abord se rendre à Ettelbruck pour acheter son billet de train.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du problème décrit ci-dessus?

- Pour quelle raison les billets de train internationaux ne sont plus vendus dans toutes les gares CFL?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait revoir la décision de la Direction des CFL, étant donné que la réduction des points de vente pour les billets de train internationaux n'aide pas à rendre les transports publics plus attrayants?

Réponse (24.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

La distribution électronique de l'offre ferroviaire internationale des CFL dans les gares et dans les agences de voyages accréditées était assurée jusqu'au 9 décembre 2006 par le biais des systèmes de la Deutsche Bahn (KURS'90/AMADEUS) et de la SNCF (SOCRATE/MOSAIQUE). Ces systèmes de distribution étaient également utilisés pour la vente de produits ferroviaires transfrontaliers.

Or, le contrat portant sur l'utilisation du système de distribution KURS'90/AMADEUS était résilié par la DB pour l'échéance du 10 décembre 2006. Aussi faut-il relever que le système de distribution SOCRATE/MOSAIQUE à lui seul ne garantit pas aux CFL la vente de l'ensemble des produits et offres internationaux et transfrontaliers actuellement accessibles à la clientèle. En effet, ce système est surtout adapté pour la distribution de valeurs SNCF et de produits à prix global.

De ce fait et dans le souci de continuer à assurer la distribution de l'intégralité des titres de transport du trafic international et transfrontalier, les CFL, après comparaison de plusieurs systèmes, ont mis en place le système Benerail, également mis en œuvre par les NS et la SNCB. Ce système offre les plus grandes opportunités en matière de distribution ferroviaire tant pour une vente en gare que pour celle en agence de voyages.

À relever que l'ancien système KURS'90 était installé aux seules gares de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck, tandis que Benerail fonctionne dans les gares de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette, d'Ettelbruck ainsi qu'à la gare de Wasserbillig.

Par ailleurs, les CFL viennent de mettre en place un Call Center pour la vente des titres internationaux et sont en train de travailler sur la vente par Internet de leurs produits. En attendant le rodage de ces mesures, une vente manuelle sera provisoirement assurée dans les autres gares du pays.

En ce qui concerne la question sur la relation entre les points de vente pour les billets de trains internationaux et l'attractivité des transports publics, je tiens à relever que la vente de ces billets relève de l'autonomie commerciale des CFL.

Question 1476 (21.12.2006) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **vaccins contenant du thiomersal:**

Le thiomersal est un composé contenant du mercure, utilisé comme conservateur dans les médicaments et dans les vaccins. L'Agence européenne d'évaluation des médicaments (EMEA) avait déjà demandé en juillet 1999 aux industriels de travailler au retrait du thiomersal comme conservateur dans les vaccins. Son comité des spécialités pharmaceutiques a rappelé, le 4 juillet 2000, sa décision rendue publique le 8 juillet 1999 de promouvoir l'utilisation de vaccins ne contenant pas de thiomersal chez les nourrissons et les jeunes enfants. Enfin, il recommande l'utilisation de vaccins sans thiomersal, quand ils sont disponibles, pour la vaccination des nouveaux-nés. L'Agence française de sécurité sanitaire et des produits de santé (Afssaps) s'est associé à cette décision.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Luxembourg par rapport à la décision de l'EMEA?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le pourcentage des vaccins actuellement utilisés au Luxembourg sur les enfants et nouveaux-nés qui contiennent encore du thiomersal?

- L'alternative sans thiomersal est-elle utilisée de manière systématique quand elle existe?

Réponse (19.1.2007) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Luxembourg était toujours représenté par un délégué aux réunions de l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

(EMEA), consacrées à la présence de thiomersal dans les médicaments. Le Luxembourg approuve la décision prise par l'EMEA en la matière.

Sur la liste des vaccins recommandés pour les nouveaux-nés et les jeunes enfants par le Conseil supérieur d'Hygiène ne figure plus aucun vaccin contenant du thiomersal. Ces vaccins sont commandés par mes services et mis à la disposition des médecins vaccinateurs à leur demande.

Dans l'ensemble il apparaît que l'industrie pharmaceutique s'est conformée à la décision de l'EMEA et offre des vaccins sans thiomersal dans toutes les hypothèses où l'efficacité et la qualité des vaccins ne sont pas affectées.

Question 1478 (22.12.2006) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **«péage commun»:**

Les Gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique ont pris la décision de principe d'introduire un système de péage routier le 1er janvier 2008. Au Luxembourg, aucune démarche n'a encore été entreprise jusqu'à présent en vue de l'instauration d'une vignette routière.

Selon mes informations, le Luxembourg a cependant plaidé lors d'un colloque Benelux-GIBET sur la thématique des transports et de l'énergie pour l'introduction d'un «péage commun» au Benelux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces allégations?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'introduire un système de péage routier au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il entend intervenir auprès des Gouvernements des Pays-Bas et de la Belgique en vue de l'introduction éventuelle d'un «péage commun» au Benelux?

Réponse (8.1.2007) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans un souci de répondre de façon précise à la question de l'honorable Député qui porte sur l'intention éventuelle d'introduire un péage routier commun au Benelux il y a lieu d'opérer une distinction entre poids lourds et voitures particulières.

En ce qui concerne les poids lourds, l'utilisation des autoroutes et des routes à caractère similaire sur le territoire du Grand Duché de Luxembourg est actuellement soumise à un droit d'usage commun appelé «Eurovignette» introduit en vertu de l'accord du 9 février 1994 conclu notamment entre les Gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Belgique et du Royaume des Pays-Bas relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds.

Il convient de confirmer que le Luxembourg est demandeur d'une solution commune de péage routier Benelux pour poids lourds, si, le cas échéant, l'abandon du système actuel de droit d'usage au profit de l'introduction d'un système de tarification routière serait décidé aux Pays-Bas et en Belgique dans le cadre de la directive communautaire 2006/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 modifiant la directive 199/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures.

En ce qui concerne les voitures particulières, les informations recueillies par le Ministère des Transports auprès des représentants néerlandais et belges notamment dans le cadre de réunions régulières de concertation et d'information au niveau du Benelux - Souscommission Communication et Transports terrestres - font ressortir deux approches distinctes avec des concepts divergents qui ne permettent point de retenir une approche commune Benelux en matière de péage.

Tandis qu'en Belgique les régions veulent introduire à partir de 2008 une vignette autoroutière, les Pays-Bas étudient les différentes possibilités d'introduction d'une tarification kilométrique pour voitures particulières à partir de 2012.

Si les autorités belges et néerlandaises soulignent de part et d'autre que l'introduction de la vignette autoroutière, voire du péage routier s'accompagnera de mesures de compensation consistant notamment dans une réduction de la taxe de circulation pour les résidents, la vignette autoroutière à introduire en Belgique vise prioritairement le trafic de transit et les coûts d'infrastructure qu'il occasionne alors qu'aux Pays-Bas on recherche plutôt à mettre en place un système de tarification différenciée permettant de faire payer et de faire vivre autrement la mobilité.

Le Ministère des Transports qui suit les développements en matière de tarification routière en l'occurrence en Belgique et aux Pays-Bas a souligné lors du colloque auquel se réfère l'honorable Député l'intérêt d'une réflexion à un concept commun de péage au Benelux ceci d'autant plus qu'à l'occasion visée un représentant belge a laissé d'ores et déjà entrevoir que la vignette autoroutière se conçoit comme une étape transitoire vers une réelle tarification routière comparable à celle que les Pays-Bas se proposent de mettre en place.

Question 1481 (3.1.2007) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **prix de vente des produits de la «Marque nationale»:**

Aus gutt informéierter Quell gëtt mer gesot, datt gereechert Hame mat dem Label vun der „Marque nationale" aus dem Mierscher Schluechthaus, dat vun enger Duechtergesellschaft vun der sougenannter bauereneegener Cepal S.A. bedriwwe gëtt, a verschiddene Supermarchéë regelrecht géife bradéiert ginn. Et gëtt mer versécher, datt dee betreffende Präis ongeféier bei 50% vun dem reelle Gestehungspräis (inklusiv üblech Handelsspann vum Commerce) géif leien. Dobäi ass gewosst, datt déi betreffend Firma zënter ville Jore mat Verloscht schafft a laut leschter publizéierter Bilanz souguer e staark negatiivt Eegekapital opweist.

Duerfir erlaben ech mer, dës Froen un Iech ze riichten:

1. Wat ass Är grondsätzlech Meenung derzou, wann e Produit vun der „Marque nationale", e Label, dee staatlech ënnerstëtzt gëtt, am Commerce regelrecht bradéiert gëtt an doduerch de Wäert vun der „Marque nationale" erofgesat gëtt?

2. Ass et ze toleréieren, datt doduerch aner, virun allem mëttelstänneg Betriber eng deloyal Konkurrenz gemaach kréien an op laang Zäit onméiglech gemaach ginn?

3. Ass et iwwerhaapt erlaabt, fir ënnert dem Gestehungspräis ze verkafen, a wat fir Méiglechkeeten huet d'Regierung, fir esou Machenschaften, déi eng deloyal Konkurrenz duerstellen a seriö Betriber a Gefor bréngen, en Enn ze setzen?

4. Sidd Dir bereet an deem Sënn aktiv ze ginn, fir dëse Praktiken, déi och der Landwirtschaft global schueden, en Enn ze maachen?

Réponse (18.1.2007) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'une source qualifiée de bien informée, l'honorable Député croit savoir que les jambons portant de label de la Marque nationale et fabriqués par l'abattoir de Mersch seraient vendus en dessous de leur prix de revient et pose un certain nombre de questions à cet égard.

N'ayant nullement connaissance des faits relatés et à défaut de précisions quant à la source d'information et aux prix pratiqués permettant une analyse plus détaillée du problème évoqué et, partant, une réponse circonstanciée, le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ne peuvent que renvoyer à un article paru au quotidien «Lëtzebuerger Journal» du 5 janvier 2007 dans lequel un porte-parole de l'abattoir de Mersch exprime sa stupeur à l'égard des allégations faites par l'honorable Député et informe que l'abattoir impose des limites de prix pour la vente de jambons labellisés et fournit des indications précises sur les prix pratiqués.

Ceci dit et sur un plan plus général je voudrais rappeler à l'honorable Député la loi du 30 juillet 2002 réglementant certaines pratiques commerciales, sanctionnant la concurrence déloyale et transposant la directive 97/55/CE du Parlement Européen et du Conseil modifiant la directive 84/450/CEE sur la publicité trompeuse afin d'y inclure la publicité comparative et dont l'article 20 pose comme principe une interdiction d'offrir en vente ou de vendre au consommateur un bien à perte tout en prévoyant une série d'exceptions dont, notamment, pour les biens susceptibles d'une détérioration rapide et dont la conservation ne peut plus être assurée.

Question 1483 (4.1.2007) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **demandes d'acquisition de la nationalité luxembourgeoise actuellement pendantes:**

Le projet de loi 5620 sur la nationalité luxembourgeoise a été déposé le 13 octobre 2006. Ce projet innove par rapport au dispositif législatif actuel qui régit l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, notamment parce qu'il introduit le principe de la double nationalité en droit luxembourgeois. Une telle innovation est saluée de toutes parts, car elle constitue incontestablement un plus par rapport aux règles en vigueur. En effet, une personne n'a plus besoin de renoncer formellement à sa nationalité d'origine pour acquérir la nationalité luxembourgeoise. Or, de nombreuses personnes, qui pourraient bénéficier des nouvelles dispositions plus favorables contenues dans le projet de loi, s'en verront en principe privées, car elles ont déposé leur demande avant l'entrée en vigueur de la future loi.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- N'y aurait-il pas moyen de permettre à ces personnes de demander à ce que le traitement de leur dossier soit suspendu jusqu'à l'entrée en vigueur de la future loi sur la nationalité luxembourgeoise et permettre ainsi à ces personnes de bénéficier des nouvelles dispositions en la matière?

Réponse (16.1.2007) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Il est évidemment possible que, sur demande à adresser au Ministre de la Justice, les dossiers de naturalisation ou d'option en cours de traitement soient tenus en suspens jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité.

Évidemment, dans ce cas, et en fonction des dispositions transitoires qui seront approuvées par la Chambre, l'ensemble des nouvelles dispositions législatives trouveront application, y compris celles en matière de durée de résidence, de connaissances linguistiques et de maintien de la nationalité d'origine. Il est par ailleurs difficile à ce stade d'indiquer aux personnes intéressées la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la nationalité.

Question 1487 (8.1.2007) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**attaque verbale du Député français Arnaud Montebourg à l'égard de la place financière de Luxembourg:**

- Le Gouvernement entend-il réagir aux attaques verbales du Député français Arnaud Montebourg à l'égard de la place financière de Luxembourg?

- Quand?

- Sous quelle forme?

Réponse (16.1.2007) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Le Gouvernement a déjà rejeté les critiques citées par la voie du Ministre du Trésor et du Budget. Il n'entend pas y réserver d'autres suites.